



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1  
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

1<sup>re</sup> séance, mardi 10 octobre 2006  
2<sup>e</sup> séance, mercredi 11 octobre 2006  
3<sup>e</sup> séance, jeudi 12 octobre 2006

## ► Septembre «finlandais» à la Chambre des Députés

Au programme: une exposition, des visites finlandaises et une conférence

La Finlande préside actuellement l'Union européenne et célèbre en même temps le centenaire de la réforme parlementaire de 1906-1907 qui a jeté les bases de la démocratie en Finlande. Ainsi, une exposition «Droit de vote - Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise» était accessible au public, du 2 au 23 septembre, au rez-de-chaussée de la Chambre des Députés. L'inauguration s'est faite le 1<sup>er</sup> septembre, en présence du Président du Parlement finlandais, Paavo Lipponen, en visite officielle à Luxembourg.

Le 7 septembre, une délégation composée de membres de la Commission des Finances du Parlement finlandais a rencontré les membres de la Commission des Finances et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes de la Chambre des Députés. Le 15 septembre, une conférence «Droit de vote des femmes = égalité des chances? Les exemples de la Finlande et du Luxembourg» a eu lieu dans la salle plénière de la Chambre.

parlementaire a été menée à bien de 1917 à 1919. Le gouvernement fut subordonné à la confiance du Parlement et il fut contraint par décret de répondre de ses actes devant la Chambre.

En Finlande, on estime que la loi engage les citoyens comme ceux qui exercent le pouvoir. L'idée scandinave d'autonomie locale et le principe de l'État de droit ont présidé à la création du système démocratique finlandais et d'une société éprise d'égalité.

Au cours de ses cent ans d'existence, le Parlement finlandais a édifié une société qui s'articule autour des valeurs d'égalité des citoyens, de justice et de bien-être général.

Les entretiens politiques du Président Lipponen en marge de cette inauguration étaient placés sous le signe de la Présidence finlandaise du Conseil de l'UE dont les trois priorités sont la directive relative au temps de travail, le système des brevets en Europe et l'Institut européen de Technologie.

contré en tête à tête son homologue luxembourgeois, M. Lucien Weiler.

ropéenne qui n'ont pas encore signé le Traité constitutionnel le fassent dans les meilleurs délais.



Les membres des délégations parlementaires finlandaise et luxembourgeoise

### La visite des membres de la Commission des Finances du Parlement finlandais

La transparence étant un des mots d'ordre de la Présidence finlandaise de l'Union européenne, les membres de la délégation finlandaise ont relevé que toutes les dépenses faites par le Parlement finlandais, toutes les dépenses des députés finlandais sont publiques. Lors de leurs entretiens avec les membres de la Commission des Finances et du Budget, ainsi que ceux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, les députés finlandais se sont particulièrement intéressés au mode de fonctionnement de cette dernière. Il est effectivement prévu qu'à l'issue des élections législatives de 2007, le Parlement finlandais se dote d'une commission similaire.

En ce qui concerne l'Union européenne, autre sujet des entretiens, M. Markku Koski, Président de la Commission des Finances du Parlement de Finlande, a estimé qu'il faudrait arrêter des lignes directrices sur le partage des tâches entre, d'une part, les institutions communautaires et, d'autre part, les autorités nationales. M. Charles Goerens a souhaité que les États membres de l'Union eu-

### DANS CE NUMÉRO

Composition des commissions parlementaires et des assemblées internationales

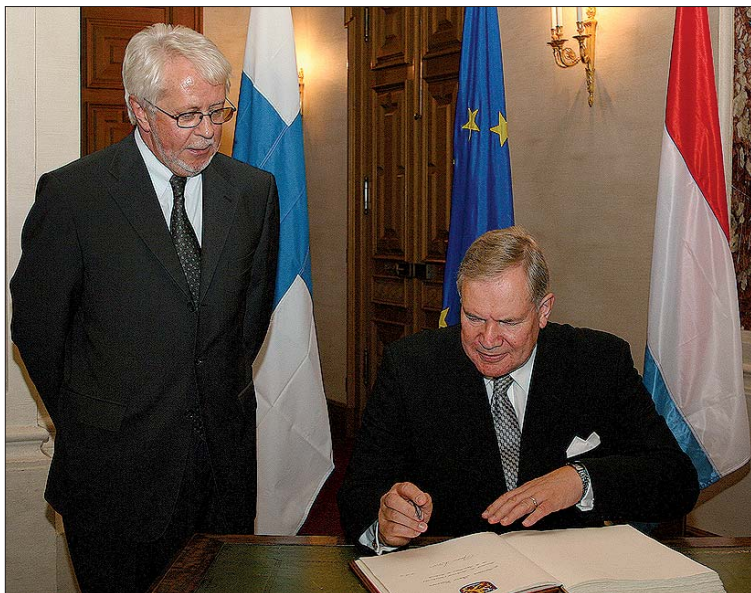
- Heures d'actualité sur
- l'Administration de l'Emploi (p. 2),
  - la violence à l'égard des femmes (p. 11),
  - l'interdiction des bombes à sous-munitions (p. 27),
  - l'obésité des enfants (p. 15) et
  - la viande avariée (p. 6)

Interpellation sur l'évolution future du secteur des médias audiovisuels (p. 19)

des femmes ont été retracées par les trois conférencières: Mme Liisa Jaakonsaari, présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement finlandais, Mme Astrid Lulling, députée au Parlement européen et deuxième femme à avoir été élue à la Chambre des Députés, et Mme Renée Wagener, chercheuse, formatrice, journaliste indépendante dans le domaine politique et social et ancienne députée.

La Finlande a été le premier pays où les femmes ont pu user du droit de vote actif et passif. Au Luxembourg, le suffrage universel, avec droit de vote actif et passif, a été directement attribué aussi bien aux hommes qu'aux femmes: c'était le cas en 1919.

(Suite page 2)



M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, et M. Paavo Lipponen, Président du Parlement de la République de Finlande

### L'exposition «Droit de vote - Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise»

"The slogan chosen for the Eduskunta's centenary, 'The right to vote - Trust in law?', reminds us of democracy and the tradition of the rule of law, values that feature centrally in the definition of Europeaness." C'est avec ces mots que le Président Lipponen a ouvert l'exposition qui retrace la genèse de la démocratie en Finlande. Un moment clé a été l'année 1906 où la réforme parlementaire a jeté les bases de la démocratie finlandaise. La Finlande est devenue indépendante en décembre 1917 et la mise en place de la République

Dans le chapitre des relations extérieures, la Présidence finlandaise tentera de faire bénéficier l'Europe de ses relations privilégiées avec son voisin, la Russie. Elle travaillera par ailleurs sur une solution à la crise provoquée par le rejet - en France et aux Pays-Bas - du projet de Traité constitutionnel. Le Président de l'Eduskunta rejette personnellement l'idée de renégocier le texte proposé: «Je suis persuadé que nous aurons résolu le problème en 2009 sans avoir touché au contenu du Traité», a-t-il dit au cours d'une entrevue avec des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes. Avant cet échange de vues, M. Lipponen avait ren-



Participantes à la conférence sur le droit de vote des femmes



(de gauche à droite) Mme Renée Wagener, chercheuse, M. Jos Scheuer, vice-président de la Chambre des Députés, Mme Liisa Jaakonsaari, présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement finlandais, S.E. Mme Tarja Laitinen, ambassadrice de Finlande à Luxembourg, Mme Astrid Lulling, députée européenne



## ► Septembre «finlandais» à la Chambre des Députés

(Suite de la page 1)

La conférence était également l'occasion de retracer quelques principes de base actuels et de présenter des extraits d'analyses faites par différents auteurs.

### La situation des femmes au Grand-Duché de Luxembourg

La **Constitution** consacre expressément l'égalité des droits des hommes et des femmes dans le nouveau paragraphe 2 de l'article 11, adopté le 16 mars 2006: «*Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.*»

L'adoption de ce texte constitue un pas important vers l'égalité de droit et de fait entre les hommes et les femmes. Son deuxième alinéa permet d'instaurer des mesures appropriées par une loi ordinaire. De cette manière, les discriminations peuvent être éliminées par des actions positives.

Jadis, la Constitution stipulait uniquement que les Luxembourgeois sont égaux devant la loi. Les précisions que le législateur a ajoutées en 2006 sont beaucoup plus claires du point de vue de l'égalité des chances. Elles sont une étape importante pour la transposition de ce principe dans la vie quotidienne.

Le **système électoral luxembourgeois** décourage la représentation politique des femmes: c'est un des constats de l'étude des chercheurs de l'Université du Luxembourg sur les élections législatives et européennes de 2004 au Grand-Duché de Luxembourg.

Les multiples possibilités offertes à l'électeur en termes de vote préférentiel seraient un obstacle à la représentation politique des femmes ainsi que des candidats et candidates d'origine étrangère. Ces catégories sociales seraient par exemple pénalisées à cause des difficultés de s'investir dans des associations ou dans la vie publique en général «*lorsque d'autres occupations, liées à l'image de la famille tradition-*

*nelle, réduisent le temps disponible à l'acquisition de ce type de capital social.*»

C'est ainsi que l'on constate un lien évident entre la notabilité des candidates et le nombre de voix qui leur est attribué. Les partis qui, en 2004, ont présenté le plus de femmes sur leurs listes, sont des formations assez récentes et disposant jusque-là d'assez peu de mandats électifs (les Verts et la Gauche). Cet état des choses,

notent encore les chercheurs, a naturellement fait chuter la moyenne de votes obtenus par les femmes candidates.

La Commission de l'Égalité des chances et de la Promotion féminine de 2002 a regretté qu'aucune mesure spécifique visant à favoriser la participation politique des femmes n'ait été prise lors des modifications de la loi électorale. Les auteurs de l'Université du Luxembourg notent à cet égard que les partis politiques, aussi bien ceux de la majorité que ceux de l'opposition, étaient fortement divisés idéologiquement sur la question.

### La représentation politique des femmes

La première femme à être élue à la Chambre des Députés a été Marguerite Thomas-Clement. Cependant, le droit de vote des femmes n'entraînait pas de résultats immédiats et tangibles au niveau de la politique luxembourgeoise: c'est le constat de Mme Renée Wagener, dans «*Wie eine frühreife Frucht. Zur Geschichte des Frauenwahlrechts*». Bien que la seule femme élue s'engageât pour les intérêts féminins, elle n'était cependant pas capable d'influencer à elle seule la politique au Parlement.

Dans les années 20, diverses initiatives visant à améliorer la situation des femmes ont été prises: en 1925, la Chambre des Députés a adopté une loi sur le constat de la paternité hors mariage; en 1928, un vote des députés concernait une proposition visant à permettre aux femmes de se présenter en témoin aux actes notariels et civils. D'autres revendications, telle que celle du droit de la femme mariée

de disposer librement de son revenu, n'ont cependant pas abouti.

Jusqu'en 1931, Mme Thomas-Clement restait la seule femme à la Chambre des Députés. Elle changea du camp social-démocrate au camp des libéraux de gauche. En 1931 elle ne fut pas réélue, à cause de phénomènes de décomposition au sein de son courant politique. Depuis lors, et jusqu'en 1965, il n'y avait plus aucune femme au Parlement luxembourgeois.

(d'après «*Wie eine frühreife Frucht. Zur Geschichte des Frauenwahlrechts*» de Renée Wagener)

Aujourd'hui, 14 des 60 député(e)s luxembourgeois(es) sont des femmes, ce qui équivaut à une part de 23%. Au niveau du Parlement européen, la représentation des femmes est mieux assurée: 3 des 6 députés européens sont des femmes.

À la Chambre des Députés, les questions concernant l'égalité des chances des hommes et des femmes et la non-discrimination sur base du sexe sont traitées au sein de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse.

On pourrait encore relever que 36 des 65 employés et fonctionnaires de la Chambre des Députés sont des femmes.

Le Conseil d'État a vu sa part de femmes augmenter depuis peu:

Si, pendant de longues années, il n'y avait qu'une seule femme parmi ses 21 membres, elles sont aujourd'hui au nombre de quatre.

Au Gouvernement, 20% respectivement 3 des 15 ministres sont des femmes.

### Des données clés sur la Finlande ont été fournies aux visiteurs

**Population:** 5.258.500 (février 2006)

**Langues officielles:** finnois 92% et suédois 5,5%, petites minorités same, russe et rome

**Religions:** évangélique luthérienne 83,8%, orthodoxe 1,1%, autres 1,1%, sans confession 14,0% (2004)

**Situation:** Europe du Nord, la frontière terrestre avec la Russie (1.269 km) prolonge la frontière orientale de l'Union européenne

**Superficie:** 338.000 km<sup>2</sup>, dont 10% couverts d'eau et 69% de forêts

**Climat:** Froid tempéré; potentiellement subarctique, mais comparativement radouci par l'influence modératrice du Courant de l'Atlantique Nord, de la mer Baltique et de la présence de plus de 180.000 lacs.

**Capitale:** Helsinki, la capitale la plus septentrionale d'Europe

**Régime politique:** République, système pluripartite, gouvernements de coalition

**Indépendance:** 6 décembre 1917 (fin de la domination russe)

**Droit de vote:** à l'âge de 18 ans, suffrage universel

**Monnaie:** Euro (EUR)

**PNB per capita en parité de pouvoir d'achat:** 28.646 euros (2004)

**Imposition:** 44,3% du PIB provient de l'impôt sur le revenu (2004, OECDE)

**Inflation:** indice des prix à la consommation 0,8% (janvier 2006)

**Taux de chômage:** 8,7% (janvier 2006)

## ► Inauguration de l'îlot Richard et Printz le 9 octobre 2006

L'îlot Richard et Printz, au numéro 23 de la rue du Marché-aux-Herbes, est situé à côté de la Chambre des Députés. Il regroupe désormais la majeure partie du personnel de l'administration de la Chambre des Députés, 50 personnes, sous un seul toit. Le rassemblement de neuf services jusque-là logés aux numéros 4, 6 et 9 de la rue du Saint-Esprit a naturellement raccourci les voies de communication et simplifié le travail de toute l'administration.

Les Députés retrouvent de nouvelles salles de commission mieux adaptées à leurs besoins, puisqu'en partie équipées de caméras et de cabines pour interprètes. Une passerelle facilite le passage de l'Hôtel de la Chambre des Députés à la maison Richard-Printz, notamment lors des séances publiques.

«*Un chantier extrêmement complexe et difficile est achevé et la symbiose entre l'ancien et le moderne est réussie.*» Telles furent les

paroles du Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, lors de l'inauguration, en présence de nombreux invités, dans le hall d'entrée du nouveau bâtiment.

Le 9 octobre a été l'aboutissement d'un long parcours: en effet, depuis des décennies, l'idée de construire une nouvelle Chambre des Députés refit toujours surface. Un acte plus concret fut en 1980 le vote par les Députés d'une loi autorisant le Gouvernement à construire une nouvelle Chambre au plateau du Saint-Esprit, un projet qui à l'époque n'aboutit pas; ceci essentiellement pour des raisons budgétaires.

Avec l'acquisition par l'État en 1988 de la maison Printz - la maison Richard lui appartenant déjà depuis 1958 - de nouveaux projets virent le jour, et notamment la rénovation des immeubles Richard et Printz, comprenant l'aménagement en leur enceinte d'une nouvelle salle plénière. Un projet de loi restait cependant sans suites. Quand en 1997 la loi sur la rénovation de l'actuelle salle plénière fut votée, cela impliquait que les bâtiments Richard et Printz seraient entièrement destinés à l'administration.

Suite à l'adoption en 1998 de la loi sur la restauration et transformation des maisons Richard et Printz, les travaux de préparation du chantier commencèrent en février 2000. Des fouilles archéolo-



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, M. le Ministre des Travaux publics Claude Wiseler, M. Ben Fayot, M. Claude Frieseisen et M. Lucien Weiler lors de l'inauguration de l'îlot Richard et Printz

giques étaient encore menées jusqu'en avril 2001 et les travaux de gros œuvre furent entamés en mai 2001. Le chantier présentait diverses particularités et contraintes: d'une part il fallait observer des règles de protection du patrimoine architectural dans une partie de la ville classée patrimoine mondial par l'UNESCO; d'autre part la situation en plein centre-ville rendait le stockage de matériaux presque impossible. En outre la construction d'une passerelle reliant les bâtiments Richard et Printz à l'Hôtel de la Chambre des Députés constituait, du point de vue technique aussi bien qu'esthétique, un défi de taille.

La clôture du chantier date de juillet 2006 et le personnel tra-

vaille depuis début août dans les nouveaux locaux.

Les services transférés dans les bâtiments Richard et Printz sont le Cabinet du Président, le Secrétariat général, le Secrétariat des Séances plénières, le Service des Relations internationales, celui des Commissions, des Ressources humaines, de la Gestion des Connaissances, ainsi que le Service Informatique, le Service Logistique et Technique et le Service Achats, Gestion des Biens, et Bâtiments et Sécurité. Seuls la Comptabilité, le Service du Compte rendu et le Service des Relations publiques ne se trouvent pas à la nouvelle adresse, mais dans un immeuble directement voisin, à savoir le numéro 18 de la rue de l'Eau.



➤ **Départ de M. Niki Bettendorf et prestation de serment de M. Alexandre Krieps**

La session 2006-2007 a commencé sans M. Niki Bettendorf qui a choisi de prendre sa retraite à quelques semaines de son 70<sup>e</sup> anniversaire. Le Député du DP siégeait à la Chambre des Députés - sans interruption - depuis 1990 et s'y occupait plus particulièrement des politiques sociale et sanitaire. Depuis 1999 et jusqu'à sa démission le 9 octobre 2006 il occupait par ailleurs le poste de Vice-Président du Parlement luxembourgeois.



M. Niki Bettendorf



M. Alexandre Krieps

Le siège vacant de l'ancien bourgmestre de la commune de Bertrange revient à M. Alexandre Krieps, qui a déjà été membre de la Chambre des Députés pendant la législature précédente de 1999 à 2004. M. Krieps a prêté serment au tout début de la session 2006-2007 devant le Président de la Chambre des Députés en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

➤ **ICT, Broadband & TSF**



M. Lucien Thiel et Mme Viviane Reding

**70 euros - voilà le montant investi par tête d'habitant dans les technologies de l'information et de la communication (ICT) au sein de l'Union européenne. Aux États-Unis cet investissement s'élève à 210 euros par citoyen. Un chiffre parmi d'autres qui illustre le retard accusé par l'Europe dans l'un des domaines clés de l'économie mondiale globalisée.**

Devant les membres de la Commission des Média et des Communications de la Chambre des Députés, Madame Viviane Reding, Commissaire européenne chargée de la société de l'information et des médias, a développé en date du 22 septembre 2006 les orientations de son action pour combler ce retard. Une action qui se situe dans le cadre de la stratégie de Lis-

bonne: alors qu'aux États-Unis les ITC contribuent à raison de 60% à la productivité de l'économie, leur contribution à la productivité de l'économie ne dépasse pas les 40% en Union européenne.

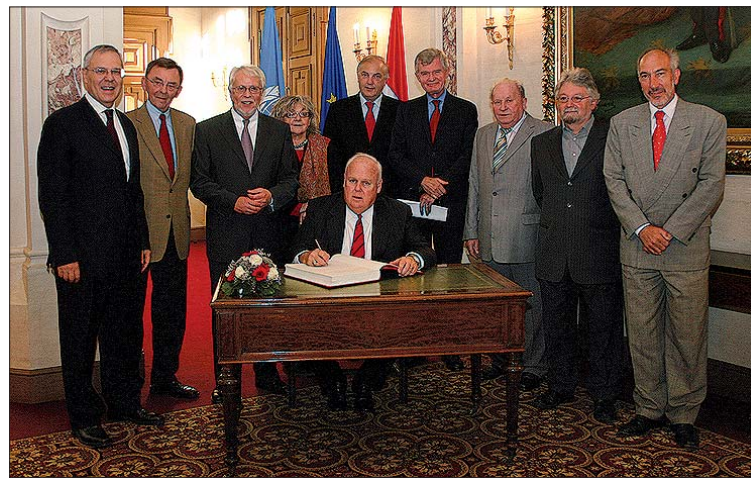
D'autres sujets abordés au cours de l'entrevue étaient l'accès des Européens aux réseaux à larges bandes\* et la nouvelle proposition de directive Télévision sans frontières qui est sur le point d'être finalisée dans le cabinet de la Commissaire luxembourgeoise. Contrairement à son prédécesseur, cette nouvelle directive sera axée sur une réglementation des contenus plutôt que des plateformes de diffusion.

\* Au Luxembourg, 14% des résidents ont accès à ce type de réseau, contre 29% au Danemark et au Pays-Bas. La moyenne européenne se situe à 13%.

➤ **«We have no better friend!»**

«Je suis venu au Luxembourg pour remercier les autorités et les citoyens de leur énorme soutien et de leur générosité extraordinaire.» C'est en ces termes élogieux que le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) s'est adressé au Président de la Chambre des Députés et aux membres la Commission des Affaires étrangères (qui est également en charge de la politique de coopération au développement), avant de conclure: «Nous n'avons pas de meilleur ami dans le monde que le Luxembourg!»

James T. Morris était en visite au Grand-Duché le 9 octobre 2006. Avant de rencontrer la délégation parlementaire il s'était vu assurer une nouvelle augmentation de la contribution luxembourgeoise au PAM par le Ministre de la Coopération Jean-Louis Schiltz, portant le montant global des engagements de notre pays à 9 millions d'euros.



En tant que directeur du PAM, M. Morris se trouve à la tête du plus grand organisme d'aide humanitaire au monde. L'année dernière le PAM a nourri 104 millions de personnes dans 81 pays différents grâce à des contributions totalisant 2,6 milliards de dollars en 2003. Le PAM vient en aide aux per-

sonnes affamées qui ne sont pas en mesure de s'en sortir seules, à savoir les victimes de guerres ou de catastrophes naturelles, les familles frappées par le VIH/SIDA et les orphelins dont les parents ont été emportés par l'épidémie ainsi que les écoliers des communautés pauvres.

➤ **À l'écoute de...  
...Handicap International**



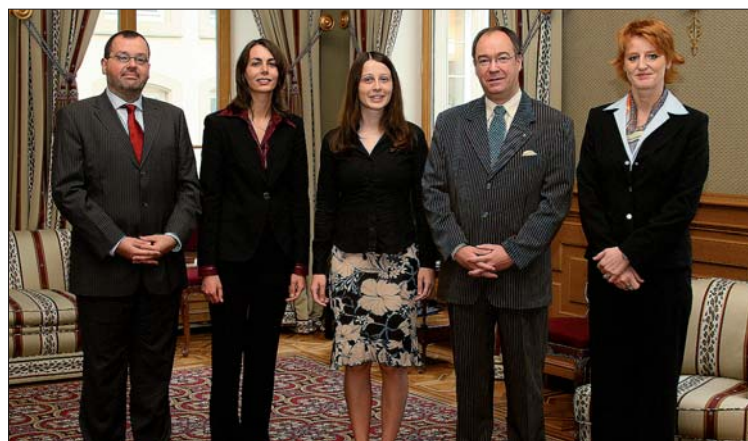
Quelques instants avant l'heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM), des responsables de Handicap International Luxembourg ont remis 605 courriers de «mobilisation citoyenne» au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. Ces courriers revendiquent l'initiation d'une loi interdisant les BASM. Le Président a apporté son soutien inconditionnel à la noble cause de Handicap International.

**...Groupement des Sylviculteurs**

Lors d'une récente entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, des représentants du Groupement des Sylviculteurs ont attiré l'attention du Parlement sur la politique d'achat public du bois. Le souhait du Groupement des Sylviculteurs est que les décideurs politiques intègrent dans leurs politiques d'achat l'exigence d'une utilisation de bois issus de forêts gérées durablement. Le Groupement a proposé un projet pour une telle politique et défini certains critères pour un bois «légal» et «durable».



➤ **Assermentation de deux fonctionnaires de la Chambre des Députés**



(de gauche à droite) M. Benoît Reiter, Mme Maria Mathieu, Mme Véronique La Terza, M. Claude Frieseisen, Mme Sonja Benassutti

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité» que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - deux nouveaux fonctionnaires du Greffe ont été assermentés le 29 septembre 2006 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de Mmes Véronique La Terza et Maria Mathieu, nommées aux fonctions de rédacteurs, a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint M. Benoît Reiter et de Mme Sonja Benassutti, chargée des Ressources humaines.



► De Parlamentspresident ënnerstëtzt den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK):

### „En oppent Ouer fir d'Suerge vun de Kanner“



D'Madame Marie Anne Rodesch-Hengesch an den Här Lucien Weiler

„Och an Zäite vu Spuermesuren an ugespaante Statsfinanzen däerf net op deene falsche Plaze gespuert ginn. Kanner hu keng eege Lobby. D'Intérêtë vun eise Klengsten ze verteidege muss eng vun de Prioritéite bleiwen.“ Mat dëse Wieder huet de Chamberpresident Lucien Weiler sech no enger Entrevue mat der Presidentin vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand Marie Anne Rodesch-Hengesch un d'Press adresséiert.

D'Vertriederin vum ORK hat de Chamberpresident virdrun iwwert d'Evolutioun vun hirer Aarbecht, hiren Aktivitéite gradesou wéi iwwert d'Suergen an d'Problemer vum Ombuds-Comité informéiert. De Lucien Weiler huet virun der Press op déi formidabel Aarbecht vum Comité higewisen an de Membere Merci gesot fir hiren Engagement. „Fir datt den ORK och

weider seng wäertvoll Aarbecht am Intérêt vun de Kanner effikass ka maachen, brauch hien déi néideg finanziell a personnel Moyenen.“ An dësem Kontext huet de Lucien Weiler op d'Ënnerstëtzung vun der Familljeministesche Marie-Josée Jacobs higewisen.

Den ORK revendiquéiert ee Poste fir e Jurist, deen Avisen zu deene Gesetzesprojetë kéint schreiwen, déi d'Kanner concernéieren. Den Ombuds-Comité, deen zënter 2002 besteet, beschäftegt den Ament zwou Persounen: d'Presidentin an eng Sekretärin, déi aner Leit am Comité schaffe bénévolé. Zënter senger Grënnung huet den Ombuds-Comité bal 500 Dossieren opgemaach.

Am Numm vun der ganzer Chamber huet de President dem Ombuds-Comité seng Ënnerstëtzung zougesot. De Lucien Weiler huet och en Appel un d'Regierung ge-

maach, fir dem Ombuds-Comité déi néideg Mëttel zur Verfügung ze stellen.

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand ass duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2002 an d'Liewe geruff ginn. All Joer présentéiert den ORK e Rapport; deen nächste wäert dem Chamberpresident den 20. November virgeluecht ginn, op deem Dag, wou 1989 déi international Konventioun vun de Kannerrechter vun der Assemblée générale vun der UNO ugeholl ginn ass.

Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand: 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg. Téléphone: 26 123 124 Fax: 26 123 125 Site Internet: www.ork.lu

### ► «Le Parlement iranien veut renforcer ses relations avec l'Union européenne»

Voilà le message du Président du Comité des Relations extérieures de la Commission de la politique étrangère et de la Sécurité nationale du Parlement iranien, M. Mahmoud Mohammadi, récemment en visite de travail à la Chambre des Députés. Lors de son entrevue avec son interlocuteur à la Chambre, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, le Parlement iranien a qualifié de très fructueux les échanges intervenus à l'occasion de ses récents entretiens avec l'Union européenne et le Parlement européen.

Il a également exprimé son souhait de renforcer les relations du Parlement iranien avec les parlements européens, dont notamment la Chambre des Députés. M. Fayot a soulevé divers problèmes comme le dossier nucléaire ou la politique étrangère de l'Iran, et surtout ses relations avec Israël.

«La reconnaissance de l'État d'Israël n'est pas à l'ordre du jour de la

politique iranienne aussi longtemps que la résolution des Nations-Unies de 1947 exigeant la création de deux États – Israël et un État palestinien – n'est pas respectée.» C'est ainsi que M. Mahmoud Mohammadi a présenté la position de son pays, tout en ajoutant que cela ne signifierait cependant pas que l'Iran ait l'intention de détruire l'État d'Israël.

Il a ajouté, en ce qui concerne le dossier nucléaire, que le Parlement iranien serait en train de faire pression sur le Gouvernement du pays, pour que celui-ci trouve une réponse appropriée aux reproches adressés à son pays d'un manque de transparence en la matière. Il n'y aurait pas de différences de vues entre le Parlement et le Gouvernement iranien concernant l'utilisation civile du nucléaire.

En fin de réunion, M. Fayot a exprimé son souhait d'une amélioration des relations entre l'Iran et la communauté internationale, tout en soulignant que cela exigerait des efforts des deux côtés.



Réunion de travail de la délégation parlementaire iranienne avec M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz



## ► Grand anniversaire pour un acteur de la procédure législative: les 150 ans du Conseil d'État

Le Conseil d'État célèbre ces jours-ci ses 150 ans. À cette occasion, l'institution se présente au grand public avec notamment une exposition au Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg: «Le Conseil dans tous ses États». L'exposition est ouverte du mardi au dimanche, de 10 à 18 heures, le jeudi elle est prolongée jusqu'à 20 heures. Elle dure jusqu'au 21 janvier 2007.



On envisage d'augmenter le nombre de conseillers juristes au Conseil d'État

### Fiche signalétique du Conseil d'État:

#### - Ses origines

Les origines du Conseil d'État remontent à la Constitution de 1856, qui fut octroyée au pays avec la seule signature du Roi Grand-Duc Guillaume III. Il s'agissait en fait d'un revirement réactionnaire après la Constitution libérale de 1848. Lors de ce coup d'État, le Roi Grand-Duc dissout la Chambre, qui avait refusé de céder des libertés fraîchement acquises, et mit en place le Conseil d'État, invoquant la nécessité de contrebalancer l'absence d'une deuxième Chambre. L'organisation de ce premier Conseil d'État fut réglée par voie d'ordonnance: ses onze membres furent nommés le 28 novembre 1857. En 1866, le nombre de ses conseillers fut augmenté à 15, et, en 1961, à 21.

#### - Sa composition actuelle

Le Conseil d'État est composé de 21 conseillers, dont onze au moins doivent être détenteurs d'un diplôme de docteur en droit ou titulaires d'un grade étranger d'enseignement supérieur en droit. Ce nombre ne comprend pas les membres de la Famille régnante qui peuvent faire partie du Conseil d'État.

Les conseillers doivent être Luxembourgeois, jouir des droits civils et politiques et être âgés d'au moins 31 ans accomplis. Le Grand-Duc héritier peut cependant être nommé au Conseil d'État dès que son titre lui a été conféré.

Lorsqu'un poste du Conseil d'État est vacant, le nouveau membre est soit nommé directement par le Grand-Duc (en pratique, sur proposition du Gouvernement), soit désigné à partir d'une liste de trois candidats établie par la Chambre des Députés, soit désigné à partir d'une telle liste établie par le Conseil d'État lui-même. Ces trois manières de procéder jouent en alternance - cependant, par dérogation à cette règle, les membres de la Famille grand-ducale sont nommés directement par le Grand-Duc.

Le mandat de conseiller prend fin après une période continue ou discontinuée de quinze ans ou lorsque la personne intéressée a atteint l'âge de 72 ans.

Actuellement 13 des 21 membres du Conseil d'État sont des juristes. Les femmes sont au nombre de quatre. La présidence est assurée par M. Pierre Mores, les deux vice-présidents sont M. Jean-Pierre Sinner et M. Victor Rod. Les autres conseillers sont:

S.A.R. le Grand-Duc héritier, Alain Meyer, Nico Edon, Claude Hemmer, Georges Schroeder, Victor Gillen, Georges Pierret, Agnès Rausch, Kik Schneider, Paul Schmit, Françoise Thoma, Albert Hansen, Viviane Ecker, Albert Rodesch, Ady Jung, Romain Naty, René Kollwelter et Agnès Durdu.



Les sièges de S.A.R. le Grand-Duc héritier, du Président Pierre Mores, du Secrétaire général Marc Besch et du conseiller Georges Schroeder, représentés à l'exposition avec, au fond, les conseillers Agnès Rausch (1<sup>re</sup> de gauche) et Kik Schneider (2<sup>e</sup> de droite)

#### - Son rôle en matière législative

Le Conseil d'État émet des avis sur les projets et propositions de loi. Il lui est cependant impossible de bloquer complètement l'adoption d'un texte, il peut tout au plus la retarder. En effet, si le Conseil d'État émet une opposition formelle, la Chambre doit obligatoirement procéder à un second vote, qui ne peut avoir lieu qu'au moins trois mois après le premier vote. Théoriquement, chaque proposition et chaque projet de loi devrait subir deux votes, à un intervalle d'au moins trois mois; en pratique cependant, la Chambre des Députés demande le plus souvent une dispense du second vote constitutionnel au Conseil d'État.

«En principe, l'avis du Conseil d'État est demandé par le Gouver-

nement avant qu'un projet de loi ne soit présenté à la Chambre des Députés. Cet avis est donné par un rapport motivé, contenant des considérations générales, un examen du texte du projet et, le cas échéant, un contre-projet. En cas d'urgence, la Chambre peut être saisie d'un projet sans que le Conseil d'État ait été au préalable entendu en son avis. Néanmoins, dans ce cas l'avis du Conseil devra être communiqué à la Chambre avant le vote définitif. De son côté, le Président de la Chambre peut saisir le Conseil d'État directement d'amendements à des projets dont elle est saisie.

Si la Chambre des Députés a déjà procédé au vote article par article d'un projet de loi et que tous les articles n'ont pas encore fait l'objet d'un avis du Conseil d'État, celui-ci doit émettre son avis dans un délai de trois mois au plus à partir de la date de la communication des dispositions au Conseil. Faute d'avis dans ce délai, la Chambre peut passer au vote sur l'ensemble de la loi.»\*

Le Conseil d'État peut aussi se prononcer de sa propre initiative, sans qu'il soit saisi, pour formuler un avis (pouvoir sui generis). C'est ainsi qu'il peut appeler l'attention du Gouvernement sur l'opportunité de nouvelles lois ou de nouveaux règlements. Il peut soulever la nécessité de modifications à introduire dans les lois et règlements existants.

D'autre part, le Conseil d'État peut jouer le rôle de conseiller du Gouvernement: Le Premier ministre a le droit de provoquer des conférences entre le Gouvernement et le Conseil d'État sur des questions de législation et de haute administration. Ces conférences sont alors présidées par le Premier ministre.

#### - Ses attributions en matière réglementaire et administrative

«En principe, les projets de règlement pris pour l'exécution des lois et des traités ne peuvent être soumis au Grand-Duc qu'après que le Conseil d'État a été entendu en son avis.

En cas d'urgence, à apprécier par le Grand-Duc, le Gouvernement peut cependant se dispenser de l'avis du Conseil. Tel n'est cependant pas le cas si la loi exige formellement l'avis du Conseil d'État. Finalement, le Gouvernement peut demander l'avis du Conseil d'État sur toutes questions de haute administration.»\*

(\* texte du site web du Conseil d'État: [www.ce.État.lu](http://www.ce.État.lu))

Article 83bis de la Constitution (révision du 12 juillet 1996)

«Le Conseil d'État est appelé à donner son avis sur les projets et propositions de loi et les amendements qui pourraient y être proposés, ainsi que sur toutes autres questions qui lui seront déferées par le Gouvernement ou par les lois. Sur les articles votés par la Chambre conformément à l'article 65, il émet son avis dans le délai fixé par la loi.

L'organisation du Conseil d'État et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.»

#### - Son évolution au fil des ans

À l'origine, le Conseil d'État n'avait pas de statut autonome. La Constitution de 1856 stipulait qu'«il y aura, à côté du Gouvernement, un conseil appelé à délibérer...».

Depuis la révision constitutionnelle de 1989, le Conseil d'État forme une institution indépendante, inscrite dans un chapitre à part.

Une réforme fondamentale s'est faite il y a dix ans: avec la révision constitutionnelle de 1996, le Conseil d'État a perdu son rôle de juridiction administrative. Cette mesure faisait suite à l'arrêt Procola de la Cour européenne des droits de l'Homme. En effet, le Comité du Contentieux du Conseil d'État fut critiqué pour son manque d'impartialité. La Cour constata qu'il y eut confusion, dans le chef de quatre conseillers d'État, de fonctions consultatives et de fonctions juridictionnelles. Le Conseil d'État était effectivement, à l'époque, en même temps juge et partie en ce qui concernait la législation administrative: il interprétait des textes à la rédaction desquels il avait collaboré. Le Conseil d'État étant obligé d'abandonner son rôle de juridiction administrative, un Tribunal et une Cour administrative virent le jour, de même qu'une Cour constitutionnelle. Le Conseil d'État n'avait plus qu'une fonction consultative.

Avec cette réforme constitutionnelle de 1996, la fonction consultative du Conseil d'État a même été renforcée et déterminée de façon plus explicite. Si, jusque-là, le Conseil d'État était désigné comme «gardien de la Constitution», il fut maintenant investi de la mission de contrôler, a priori, la

conformité des projets de loi et de règlements à la Constitution, - en d'autres termes, de contrôler si les textes que lui soumettent le Gouvernement et le Parlement respectent la Constitution. En même temps, le contrôle a posteriori de ces textes, c'est-à-dire le contrôle des lois et règlements déjà adoptés, fut confié à la nouvelle Cour Constitutionnelle. Cette Cour ne peut être saisie que de façon préjudicielle, par n'importe quelle juridiction.

#### - Les enjeux actuels

Le Gouvernement, lors de sa déclaration à la Chambre en 2004, a annoncé des mesures visant à améliorer les conditions dans lesquelles le Conseil d'État remplit ses missions.

C'est ainsi qu'il a présenté un projet de loi proposant d'augmenter le nombre des membres du Conseil d'État de 21 à 27, dont 17 au moins seraient détenteurs du diplôme de docteur en droit délivré par un jury luxembourgeois ou titulaires d'un grade étranger d'enseignement supérieur en droit. Ceci a été présenté comme un premier train de mesures. Il s'imposerait à cause d'une progression importante du volume des activités du Conseil d'État, depuis sa réforme en profondeur en 1996. Ainsi, l'exposé des motifs du projet de loi note qu'aussi bien le nombre de réunions des commissions que le nombre d'avis sur les projets et propositions de loi, sur les projets de règlement et sur les amendements se serait accru de façon significative.

À côté de l'aspect purement quantitatif, le Gouvernement a motivé sa proposition d'augmenter la proportion de juristes par la nécessité de mieux adapter la composition du Conseil d'État aux attributions qui seraient au cœur de ses missions, à savoir le contrôle de nature juridique des projets et propositions lui soumises et le contrôle de la constitutionnalité des projets et propositions de loi.

Les travaux se sont poursuivis à la Commission des Institutions et de la révision constitutionnelle de la Chambre des Députés. Au vu de l'annonce du Gouvernement que l'augmentation du nombre des conseillers ne constituerait qu'un premier train de mesure, la Commission parlementaire est d'avis qu'il serait fort opportun de connaître le cadre global des réformes envisagées, afin de mieux cerner les besoins en personnel du Conseil d'État. Avec ces informations supplémentaires, les travaux pourraient reprendre de plus belle.



Les locaux du Conseil d'État sis 5, rue Sigefroi à Luxembourg



# ► Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales

(24.10.2006)

## A. COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

### Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

- CSV Lucien Clement, Norbert Hauptert, Laurent Mosar, Michel Wolter  
 LSAP Ben Fayot, John Castegnaro, Roger Negri  
 DP Colette Flesch, **Henri Grethen**  
 DÉI GRÉNG François Bausch  
 ADR Robert Mehlen

### Commission des Pétitions

- CSV Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Patrick Santer, Marco Schank  
 LSAP Fernand Diederich, Lydie Err, Vera Spautz  
 DP Xavier Bettel, Anne Brasseur  
 DÉI GRÉNG **Camille Gira**  
 ADR Jean-Pierre Koepp

### Commission du Règlement

- CSV Sylvie Andrigh-Duval, Marcel Glesener, Patrick Santer, Michel Wolter  
 LSAP Marc Angel, Ben Fayot, Roland Schreiner  
 DP Xavier Bettel, Colette Flesch  
 ADR **Gast Gibéryen**  
 DÉI GRÉNG François Bausch

## B. Commissions permanentes

### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

- CSV Nancy Arendt, Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Laurent Mosar  
 LSAP Marc Angel, Lydie Err, **Ben Fayot**  
 DP Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Charles Goerens, Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)  
 DÉI GRÉNG François Bausch (remplaçants: Jean Huss pour le volet Coopération et Félix Braz pour le volet Immigration)  
 ADR Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Défense)

### Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

- CSV Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, François Maroldt, **Marco Schank**, Fred Sunnen  
 LSAP Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Lydia Mutsch  
 DP Emile Calmes, Paul Helminger  
 DÉI GRÉNG Camille Gira  
 ADR Gast Gibéryen

### Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- CSV Lucien Clement, Marie-Josée Frank, **Marcel Oberweis**, Jean-Paul Schaaf  
 LSAP Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Romain Schneider  
 DP Charles Goerens, Carlo Wagner  
 DÉI GRÉNG Henri Kox  
 ADR Robert Mehlen

### Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

- CSV Lucien Clement, **Norbert Hauptert**, Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber  
 LSAP Claudia Dall'Agnol, Jos Scheuer, Vera Spautz  
 DP Emile Calmes, Henri Grethen  
 DÉI GRÉNG Henri Kox  
 ADR Jean-Pierre Koepp (remplaçant: Jacques-Yves Henckes pour le volet Logement)

### Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

- CSV Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz  
 LSAP **Alex Bodry**, John Castegnaro, Jos Scheuer  
 DP Colette Flesch, Henri Grethen (remplaçante: Anne Brasseur pour le volet Sports)  
 DÉI GRÉNG Henri Kox (remplaçant: Jean Huss pour le volet Sports)  
 ADR Robert Mehlen (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Sports)

### Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- CSV Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Françoise Hetto-Gaasch, François Maroldt, Fred Sunnen  
 LSAP John Castegnaro, Fernand Diederich, **Jos Scheuer**  
 DP Anne Brasseur, Claude Meisch  
 DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Formation professionnelle)  
 ADR Jacques-Yves Henckes

### Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

- CSV Marcel Oberweis, Martine Stein-Mergen, **Fred Sunnen**, Lucien Thiel  
 LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Lydia Mutsch  
 DP Anne Brasseur, Colette Flesch  
 DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçant: Jean Huss pour le volet Recherche)  
 ADR Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Robert Mehlen pour le volet Culture)

### Commission de l'Environnement

- CSV Marcel Oberweis, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Martine Stein-Mergen  
 LSAP Marc Angel, **Roger Negri**, Romain Schneider  
 DP Emile Calmes, Charles Goerens  
 ADR Robert Mehlen  
 DÉI GRÉNG Camille Gira

### Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

- CSV Nancy Arendt, Sylvie Andrigh-Duval, **Marie-Josée Frank**, Jean-Paul Schaaf  
 LSAP Marc Angel (remplaçante: Lydie Err pour le volet Égalité des chances), Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich (remplaçante: Vera Spautz pour le volet Égalité des chances)  
 DP Xavier Bettel, Emile Calmes  
 DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Égalité des chances)  
 Indépendant Aly Jaerling

### Commission des Finances et du Budget

- CSV Norbert Hauptert, Lucien Thiel, **Laurent Mosar**, Michel Wolter  
 LSAP Ben Fayot, Lydia Mutsch, Roger Negri  
 DP Charles Goerens, Claude Meisch  
 DÉI GRÉNG François Bausch  
 ADR Gast Gibéryen (remplaçant: Jacques-Yves Henckes pour le volet Place financière)

### Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

- CSV François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Patrick Santer, **Lucien Thiel**  
 LSAP Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Roland Schreiner  
 DP Emile Calmes, Henri Grethen  
 DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçant: Félix Braz pour le volet Media et Communications)  
 ADR Gast Gibéryen

### Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

- CSV Christine Doerner, **Paul-Henri Meyers**, Patrick Santer, Marcel Sauber  
 LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Roger Negri  
 DP Colette Flesch, Paul Helminger  
 DÉI GRÉNG Félix Braz  
 ADR Jacques-Yves Henckes

### Commission juridique

- CSV Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, **Patrick Santer**  
 LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein  
 DP Xavier Bettel, Colette Flesch  
 DÉI GRÉNG Félix Braz  
 ADR Jacques-Yves Henckes

### Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

- CSV Nancy Arendt, Marie-Josée Frank, Paul-Henri Meyers, Martine Stein-Mergen  
 LSAP Claudia Dall'Agnol, **Lydia Mutsch**, Romain Schneider  
 DP Alexandre Krieps, Carlo Wagner  
 DÉI GRÉNG Jean Huss (remplaçant: Félix Braz pour le volet Sécurité sociale)  
 Indépendant Aly Jaerling

### Commission des Transports

- CSV Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Michel Wolter  
 LSAP Marc Angel, Roger Negri, **Roland Schreiner**  
 DP Henri Grethen, Paul Helminger  
 DÉI GRÉNG Félix Braz  
 ADR Jean-Pierre Koepp

### Commission du Travail et de l'Emploi

- CSV Lucien Clement, **Marcel Glesener**, Ali Kaes, Marc Spautz  
 LSAP John Castegnaro, Romain Schneider, Vera Spautz  
 DP Emile Calmes, Alexandre Krieps  
 DÉI GRÉNG Viviane Loschetter  
 Indépendant Aly Jaerling

### Commission des Travaux publics

- CSV Sylvie Andrigh-Duval, **Lucien Clement**, Ali Kaes, Marcel Sauber,  
 LSAP Fernand Diederich, Jos Scheuer, Roland Schreiner  
 DP Anne Brasseur, Emile Calmes  
 DÉI GRÉNG Viviane Loschetter  
 ADR Robert Mehlen

## C. Commissions spéciales

### Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État»

- CSV Michel Wolter  
 LSAP Ben Fayot  
 DP **Charles Goerens**  
 DÉI GRÉNG François Bausch

### Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

- CSV Lucien Clement, Paul-Henri Meyers, Marco Schank, **Michel Wolter**  
 LSAP Alex Bodry, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer  
 DP Emile Calmes, Claude Meisch  
 DÉI GRÉNG Camille Gira  
 ADR Gast Gibéryen

### Commission spéciale «Tripartite»

- CSV Lucien Clement, Ali Kaes, Marc Spautz, Michel Wolter  
 LSAP John Castegnaro, Ben Fayot, Romain Schneider  
 DP Charles Goerens, Claude Meisch  
 DÉI GRÉNG François Bausch  
 ADR Gast Gibéryen

Les noms des présidents des commissions sont signalés en **gras**; ceux des vice-présidents sont soulignés.

# ► Assemblées parlementaires internationales

(24.10.2006)

## Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

**Membres effectifs:**  
Marcel Glesener (CSV)  
Lydie Err (LSAP)  
Charles Goerens (DP)

**Membres suppléants:**  
Norbert Hauptert (CSV)  
Anne Brasseur (DP)  
Jean Huss (DÉI GRÉNG)

## Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

**Membres effectifs:**  
Marcel Glesener (CSV)  
Lydie Err (LSAP)  
Charles Goerens (DP)

**Membres suppléants:**  
Norbert Hauptert (CSV)  
Anne Brasseur (DP)  
Jean Huss (DÉI GRÉNG)

## Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

**Membres effectifs:**  
Lucien Weiler (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)  
Patrick Santer (CSV)  
Alex Bodry (LSAP)  
Paul Helming (DP)  
Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

**Membres suppléants:**  
Marcel Sauber (CSV)  
Lydie Err (LSAP)  
Alexandre Krieps (DP)  
Jean Huss (DÉI GRÉNG)

## Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

**Membres effectifs:**  
Lucien Weiler  
(Président de la section luxembourgeoise) (CSV)  
Jos Scheuer (Trésorier international) (LSAP)  
Michel Wolter (CSV)  
Henri Grethen  
(Vice-Président de la section luxembourgeoise) (DP)

## Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

**Membres effectifs:**  
Lydie Err  
(Présidente de la délégation luxembourgeoise) (LSAP)  
Martine Stein-Mergen  
(Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise) (CSV)  
Emile Calmes (DP)

**Membres suppléants:**  
Christine Doerner (CSV)  
Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

## Assemblée parlementaire de l'OTAN

**Membres effectifs:**  
Marc Spautz  
(Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)  
Marc Angel (LSAP)  
Colette Flesch (DP)

**Membres suppléants:**  
Fred Sunnen (CSV)  
Lydia Mutsch (LSAP)  
Claude Adam (DÉI GRÉNG)

## Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

**Membres effectifs:**  
Laurent Mosar  
(Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)  
Ben Fayot (LSAP)  
Charles Goerens (DP)  
François Bausch (DÉI GRÉNG)

## Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

**Membres effectifs:**  
Sylvie Andrich-Duval (CSV)  
Marcel Oberweis (CSV)  
Lydia Mutsch (LSAP)  
Roger Negri (LSAP)  
Emile Calmes (DP)  
Félix Braz (DÉI GRÉNG)

**Membres suppléants:**  
Marco Schank (CSV)  
Jean-Paul Schaaf (CSV)  
Marc Angel (LSAP)  
Fernand Diederich (LSAP)  
Xavier Bettel (DP)  
Camille Gira (DÉI GRÉNG)

## Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

**Membres effectifs:**  
Lucien Weiler (Président de la délégation luxembourgeoise, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)  
François Maroldt (CSV)  
Marcel Oberweis (CSV)  
Christine Doerner (CSV)  
Romain Schneider (LSAP)  
Claudia Dall'Agnol (LSAP)  
Roland Schreiner (LSAP)  
Xavier Bettel (DP)  
Henri Grethen (DP)  
Claude Adam (DÉI GRÉNG)

**Membres suppléants:**  
Lucien Thiel (CSV)  
Ali Kaes (CSV)  
Sylvie Andrich-Duval (CSV)  
Vera Spautz (LSAP)  
Lydia Mutsch (LSAP)  
Marc Angel (LSAP)  
Alexandre Krieps (DP)  
Emile Calmes (DP)  
Félix Braz (DÉI GRÉNG)

## Service volontaire transnational

**5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000**

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000. Bien que cette Convention date de l'an 2000, le Luxembourg sera le premier État communautaire à l'approuver.

L'idée d'une telle Convention est née en 1995 à Luxembourg lors d'une réunion informelle des ministres européens responsables

pour la Jeunesse. Par la suite, le Comité Directeur Européen pour la coopération intergouvernementale dans le domaine de la Jeunesse (CDEJ) a élaboré un projet de Convention.

La Convention de l'an 2000 a été conclue dans le cadre du Conseil de l'Europe tout en étant ouverte à tous les États Parties à la Convention culturelle européenne. Elle définit le service volontaire transnational à long terme comme «une activité entreprise volontairement à l'étranger, sans aucune rémunération pour le ou la volontaire, permettant un processus mutuel d'éducation non formelle pour le ou la volontaire et pour les personnes avec lesquelles il ou elle collabore».

Sur le plan national, la Chambre des Députés avait déjà adopté en 1998 un projet de loi sur le service volontaire.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 19.08.2002

Rapporteuse: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

23.05.2006 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

26.06.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2006

## Contrefaçon des moyens de paiement

**5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal**

Le projet de loi vise à combler les lacunes de la législation luxembourgeoise par rapport aux exigences de la décision cadre du Conseil de l'Union européenne du 28 mai 2001 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces. Les moyens de paiement visés en premier lieu sont les cartes de crédit et de débit.

Les cartes bancaires se sont imposées comme moyen de paiement par excellence au cours de ces dernières années voire décennies. Le développement du commerce électronique accentuera certainement cette tendance. En 2002, 17,5 milliards de transactions ont été effectuées par carte bancaire dans l'Union européenne. Or, ce développement va - malheureusement - de pair avec

celui des fraudes à la carte bancaire. Le Luxembourg ne dispose pas de chiffres précis et les statistiques criminelles ne permettent pas de se faire une idée exacte de l'ampleur du phénomène. Il n'en demeure pas moins que le montant de la fraude à la carte bancaire est significatif. À noter dans ce contexte qu'en France, selon l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement, le montant des fraudes par cartes bancaires a atteint en 2005 le montant de 235,9 milliards d'euros.

Or, si certains comportements illicites impliquant des cartes bancaires sont sanctionnés dans la plupart des pays européens, l'adoption de solutions globales apparaît comme une nécessité, alors que les infractions les plus graves s'inscrivent souvent dans le cadre international du crime organisé. Conscients des limites des législations nationales, de nombreux organismes internationaux tels que le Conseil de l'Europe ou encore l'OCDE ou le G8 ont pris des initiatives afin d'harmoniser les législations des États membres et de lutter ainsi de manière plus efficace contre les fraudes à la carte bancaire.



L'Union européenne, de son côté, a estimé utile de compléter le cadre d'action déjà mis en place.

Parmi les mesures déjà mises en œuvre, on peut citer la décision cadre du Conseil du 26 juin 2001 concernant le blanchiment d'argent, l'identification, le dépistage, le gel ou la saisie et la confiscation des instruments et des produits du crime, la décision cadre 2005/212/JAI du Conseil du 24 février 2005 relative à la confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime, la décision cadre 2005/222/JAI du Conseil du 24 février 2005 relative aux attaques visant les systèmes d'information, la décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité ou encore la décision du Conseil du 28 mai 2001 instituant un Réseau européen de prévention de la criminalité.

Il échet encore de remarquer qu'un certain nombre d'agissements énumérés par la décision cadre sont d'ores et déjà sanctionnés en droit luxembourgeois. Ainsi par exemple le fait de s'emparer frauduleusement d'un instrument de paiement appartenant à autrui est sanctionné en tant que vol. De même sont qualifiés et réprimés comme recel les agissements de recevoir, obtenir, transporter, vendre ou encore céder à un tiers une carte bancaire volée. Le code pénal ne contient toutefois pas de dispositions spécifiques vi-

sant à protéger les moyens de paiement électroniques contre la fraude et la contrefaçon. Le projet de loi sous rubrique entend remédier à cette situation.

Dès l'entrée en vigueur des modifications apportées au code pénal par le projet de loi sous rubrique, seront considérées et sanctionnées comme infractions pénales les agissements suivants:

- la contrefaçon ou la falsification d'un instrument de paiement autre que les espèces en vue d'une utilisation frauduleuse;
- le fait d'effectuer ou de faire effectuer un transfert d'argent ou de valeur monétaire qui aurait pour conséquence de causer une perte de propriété à un tiers dans le but de procurer un avantage économique à la personne qui commet l'infraction ou à une tierce personne;
- les agissements intentionnels de fabriquer, recevoir, obtenir, vendre ou céder à un tiers ou détenir illégalement des instruments ou logiciels ayant pour objet de rendre possible la commission des infractions visées ci-dessus;
- le fait de participer, de concert avec les auteurs des infractions de contrefaçon ou de falsification, à l'émission des instruments de paiement autres que les espèces contrefaits ou falsifiés, ou à leur introduction dans le Grand-Duché.

La loi luxembourgeoise fixe d'ores et déjà le seuil de participation à partir duquel une société peut être considérée comme une société mère et une autre comme sa filiale à

10%, de sorte qu'aucune modification ne s'impose à cet égard.

Les dispositions du présent projet de loi sont mises en vigueur dès l'année d'imposition 2005.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 08.02.2005 Rapporteur: M. Patrick Santer
Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer): 28.06.2006 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 20.09.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.10.2006

## Modifications fiscales

### 5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Le projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2003/123/CE modifiant la directive 90/435/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents dont l'objectif est l'exonération de la retenue à la source des dividendes et autres bénéfices attribués par des filiales à leur société mère, afin d'éliminer la double imposition économique de ces revenus au niveau de la société mère. La directive précitée vise principalement trois objectifs:

1. compléter le champ d'application par rapport à des formes de sociétés non visées par la directive initiale;
2. ramener progressivement le seuil de participation à partir duquel une société peut être considérée comme une société mère et une autre comme sa filiale de 25% à 10%;
3. appliquer à la distribution des bénéfices d'un établissement stable de la société

mère un traitement identique à celui prévu dans ses relations avec sa société mère.

Le projet de loi comporte quelques modifications de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), à la loi d'évaluation des biens et des valeurs et à la loi d'adaptation fiscale et propose pour l'essentiel une nouvelle liste des organismes bénéficiaires des revenus à exonérer. Cette liste est reprise, tout comme dans le texte actuellement en vigueur, à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 166. Confronté au choix d'énumérer toutes les formes d'organismes visés par la directive 90/435/CEE à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou d'annexer la liste de ces organismes en fin de l'article, le Gouvernement a opté pour cette deuxième solution.

Du côté luxembourgeois sont dorénavant visées par la disposition, les sociétés de capitaux, qui sont la société anonyme, la société à responsabilité limitée et la société en commandite par actions, mais aussi d'autres formes de société: la société coopérative, la société coopérative organisée comme une société anonyme, l'association d'épargne-pension, l'association d'assurances mutuelles, l'entreprise de nature commerciale, industrielle ou minière de l'État, des communes, des syndicats de communes, des établissements publics et des autres personnes morales de droit public ainsi que les autres sociétés constituées conformément au droit luxembourgeois et assujetties à l'impôt sur les sociétés au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.08.2005 Rapporteur: M. Laurent Mosar
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar): 19.01.2006 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 26.07.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État 12.09.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.10.2006

## Surveillance des conglomérats financiers

### 5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant

**1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;**

#### 2. modification

- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le présent projet de loi a principalement pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier. La

directive a pour objet de combler une lacune importante dans le droit financier, à savoir: le manque, pour ce type de groupes financiers, d'un contrôle prudentiel exercé au niveau du groupe.

La directive 2002/87/CE instaure un contrôle au niveau du conglomérat et encourage une coordination plus étroite entre les autorités de surveillance des différents secteurs concernés ainsi que l'échange d'informations entre celles-ci. Elle introduit, d'une part, des normes supplémentaires pour assurer la surveillance prudentielle des entreprises réglementées qui font partie d'un conglomérat et tend, d'autre part, à modifier, sur un certain nombre de points, des réglementations sectorielles afin d'harmoniser davantage les régimes de contrôle applicables aux entreprises.

Outre la transposition de la directive «conglomérats financiers», le projet de loi introduit une série de dispositions diverses. Il s'agit notamment de parachever la transposition de la directive 2003/41/CEE concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle et, de compléter la loi modifiée sur le secteur des assurances par certaines dispositions pour répondre aux nécessités de la pratique.

Le projet de loi a actuellement une portée théorique en ce qui concerne les conglomérats financiers, car il n'existe pas de tel conglomérat au Grand-Duché. Le texte du projet de loi reprend littéralement le texte de la directive auquel est ajouté un chapitre relatif aux associations d'assurances mutuelles.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.12.2005 Rapporteur: M. Lucien Thiel
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar): 19.07.2006 Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État 12.09.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.10.2006



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**



**Présidence: M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Jos Scheuer, Vice-Président**

## Ordre du jour

1. Clôture de la session ordinaire 2005-2006 et ouverture de la session ordinaire 2006-2007
2. Vérification des pouvoirs et assermentation de Monsieur Alexandre Krieps
3. Composition du Bureau
4. Octroi du titre honorifique à Monsieur Niki Bettendorf
5. Composition de la Conférence des Présidents
6. Composition des commissions parlementaires
7. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
8. Ordre du jour
9. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la recommandation du Médiateur relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi  
(Débat)
10. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative à la viande avariée  
(Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 15.01 heures)**

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

## 1. Clôture de la session ordinaire 2005-2006 et ouverture de la session ordinaire 2006-2007

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, drëtten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en Son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 2. Oktober 2006 huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn d'Session ordinaire 2005-2006 zouzemaachen an d'Session ordinaire 2006-2007 opzemaachen.

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch den Arrêté vum 2. Oktober vun dësem Joer huet de Grand-Duc mech autoriséiert, d'Chamber-session 2005-2006 zouzemaachen a gläichzäiteg déi vun 2006 an 2007 opzemaachen.

Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2006-2007 ass op.

## 2. Vérification des pouvoirs et assermentation de Monsieur Alexandre Krieps

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 22. September 2006 huet den Här Niki Bettendorf matgedeeelt, datt hie vum 9. Oktober un op säin Deputéiertemandat verzicht. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir:

Déi Kandidaten, déi op jiddfer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 8 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chamberspräsident fir d'Successioun op dat vakant Deputéiertemandat suergt, an de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat gëtt.

A mengem Bréif vum 25. September 2006 hunn ech mech also un den Här Alexandre Krieps gewandt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet.

A sengem Bréif vum 27. September 2006 huet den Här Alexandre Krieps matgedeeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat weiderzeféieren, dat duerch de Récktrëtt vum Här Niki Bettendorf fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet Folgendes:

«1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Mir mussen dann elo eng Kommissioun constituéieren, esou wéi se am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen dofir d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen. Et sinn dat der siwen un der Zuel.

### (Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification)

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen:

dem Här Wolter, der Madame Dall'Agnol, dem Här Adam, dem Här Koepf, dem Här Grethen, dem Här Bodry an dem Här Castegnaro.

Ech géif d'Kommissioun bieden, fir elo zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 13. Juni 2004 ze préieren, virun allem, wat den Här Alexandre Krieps betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ee Moment ënnerbrach.

### (Interruption de la séance publique de 15.05 à 15.15 heures)

Dir Dammen an Dir Hären, déi öffentlech Sitzung geet weider.

Et gëtt mer gemellt, dass d'Kommissioun, déi mer elo just instituéiert hunn, e Président-rapporteur genannt huet an der Persoun vun honorablen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de vérification

» **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Monsieur le Président, chers collègues, la Commission qui a été désignée par tirage

au sort se compose des Députés suivants: Monsieur Wolter, Madame Dall'Agnol, Messieurs Adam, Koepf, Grethen, Bodry et Castegnaro. Elle m'a désigné comme Président-rapporteur. J'ai donc été chargé par elle de faire le rapport suivant:

Par lettre du 22 septembre 2006, Monsieur Niki Bettendorf a informé le Président de la Chambre, qu'il renonce à son mandat de Député avec effet au 9 octobre 2006.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 8 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des Députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

Par lettre du 25 septembre 2006, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Monsieur Alexandre Krieps, premier suppléant sur la liste du parti démocratique pour la Circonscription du Centre. Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre. Par lettre du 27 septembre 2006, Monsieur Alexandre Krieps a fait savoir qu'il accepte de continuer le mandat de Député de Monsieur Niki Bettendorf.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent.

Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004.

Des procès-verbaux des résultats des précédentes élections, il résulte que Monsieur Alexandre Krieps, demeurant à Medingen, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti démocratique pour la Circonscription du Centre et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de Monsieur Niki Bettendorf.

Monsieur Alexandre Krieps a fait savoir au Président de la Chambre qu'il accepte de continuer le mandat de Monsieur Niki Bettendorf par lettre du 27 septembre 2006. Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Monsieur Alexandre Krieps et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de Député.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. De Konklusioun vun der Kommissioun no sinn d'Gesetzgebungen an d'Reglement vun der Chamber respektéiert. Deemo kann den Här Alexandre Krieps den Här Niki Bettendorf ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioun vun der Kommissioun averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif da bieden, den Här Alexandre Krieps an de Sall ze féieren.

### Prestation de serment de Monsieur Alexandre Krieps

Här Krieps, ech géif Iech bieden den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung festgehalen ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech glift Är riets Hand an d'Luucht a sot mer no: «Je le jure.»

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Je le jure.

» **M. le Président.** - Acte est donné de la prestation vum Här Alexandre Krieps. Dir sidd elo Member vun dëser Chamber an ech féliciteieren Iech am Numm vun der ganzer Chamber.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Här President.

### (Applaudissements)

## 3. Composition du Bureau

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ernennung vum Chambersbüro.

Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chamberreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Weider heescht et am Artikel 4 (2): «Il est successivement procédé à un scrutin spécial pour la nomination du Président, des trois vice-présidents et des membres.»

Ech froen deemno d'Chamber wellech Proposen se huet fir de Poste vum Chamberspräsident.

Den Här Wolter huet d'Wuert.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, ech géif Iech selwer, den Här Weiler, proposéieren, fir eis och dat nächst Joer als Chamberspräsident zur Verfügung ze stoen.

» **M. le Président.** - Sinn nach aner Kandidaturen do?

### (Interruption)

Merci.

Här Goerens!

### (Négation)

Här Bausch!

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech ënnerstëtzen d'Kandidatur vum Här Weiler.

» **M. le Président.** - Gutt, ech gesinn, dass keng aner Kandidaturen do sinn.

Ech wëll froen, ob d'Chamber domat d'accord ass, dass opgrond vum Artikel 4 (3), dee Folgendes seet: «La nomination du Président et celle des vice-présidents sont faites à la majorité absolue, les bulletins nuls et blancs ne comptant pas pour le calcul de cette majorité. Cependant, au deuxième tour, qui est celui du ballottage, la majorité relative suffit.»

Da gesäit den Artikel 4 (5) vir: «Au cas où pour la nomination soit du Président, soit des vice-présidents, soit des membres le nombre des candidats correspond au nombre de places à pourvoir, le ou les candidats peuvent être proclamés élus sans qu'il soit nécessaire de procéder au scrutin prévu aux alinéas précédents.»

Ass d'Chamber domadder d'accord fir deen Artikel ze applizéieren?

### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Deemo huet d'Chamber also mech als Président fir dës Sessioun.

Mir kommen dann zum Vote vun den dräi Vizepräsidenten. Ech froe wéi eng Proposen datt do si fir d'Vice-présidence vun der Chamber.

Den Här Wolter.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, am Numm vun eisem Grupp géing ech den Här Laurent Mosar proposéieren.

### (Interruption)

» **M. le Président.** - Den Här Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, d'LSAP proposéiert den Här Jos Scheuer.

» **M. le Président.** - An den Här Goerens?

» **M. Charles Goerens (DP).** - Am Numm vum Grupp vun de Libérale wollt ech den Henri Grethen proposéieren.

» **Plusieurs voix.** - Oohhh! Très bien!

» **M. le Président.** - Ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat der Applikatioun vun den Artikelen vun eisem Règlement, esou wéi mer se elo just bei der



Wiel vum Chamberspresident applizéiert hunn.

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder sinn d'proklaméiert Vizepresidenten vum der Chamber déi honorabel Härren: Mosar, Scheuer a Grethen.

Mir kommen dann zur Nominatioun vum de Membere vum Büro. Wellech Virschléi ginn hei ennerbreet?

Den Här Haupt!

» **M. Norbert Haupt** (CSV).- Här President, am Numm vum eisem Grupp géing ech den Här Michel Wolter an den Här Lucien Clement proposéieren.

» **M. le Président**.- Den Här Fayot.

» **M. Ben Fayot** (LSAP).- D'LSAP proposéiert den Här Alex Bodry a mech selwer.

» **M. le Président**.- Den Här Goerens.

» **M. Charles Goerens** (DP).- Mir proposéieren d'Madame Colette Flesch.

» **M. le Président**.- DÉI GRÉNG, d'Madame Loschetter.

» **Mme Viviane Loschetter** (DÉI GRÉNG).- Meng Fraktioun proposéiert den Här François Bausch.

#### (Interruption et hilarité)

» **M. le Président**.- Ech gesi soss keng Kandidaturen. Deemno hu mer sechs Kandidaturen, d'Madame Flesch an déi Härren: Wolter, Clement, Fayot, Bodry a Bausch.

Ass d'Chamber och hei domat d'accord, fir no där Prozedur ze verfuere wéi mer se ugewannt hu bei der Nominatioun vum President an de Vizepresidenten?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

De Büro vum der Chamber setzt sech also elo folgendermoossen zesummen: Als President ech...

#### (Interruption)

Jo. Ier mer de Büro definitiv constituéiere kënnen mussen mer och de Generalsekretär...

» **Plusieurs voix**.- Aaahhh!

#### (Hilarité)

» **M. le Président**.- ...vun der Chamber...

#### (Interruptions)

Ass d'Chamber d'accord fir d'Mandat vum hirem effikasse Generalsekretär, dem Här Frieseisen, fir e weidert Joer ze verlängeren?

#### (Assentiment)

Ech gesinn, datt dofir eng Unanimitéit hei an der Chamber besteet. Et ass also deementsprechend décidéiert.

De Büro setzt sech also folgendermoossen zesummen: ech selwer als President; dann déi dräi Vizepresidenten, déi Härre Jos Scheuer, Henri Grethen a Laurent Mosar; d'Membere, déi Härre Michel Wolter, Ben Fayot, François Bausch, Lucien Clement, Alex Bodry an d'Madame Colette Flesch; an de Generalsekretär, den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc kritt des Zesummesetzung vum Büro matgedeelt.

## 4. Octroi du titre honorifique à Monsieur Niki Bettendorf

A senger Réunioun vum 18. September huet de Büro virgeschloen dem honorablen Här Niki Bettendorf den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Esou wéi et am Artikel 183 vum Chamberreglement festgehalen ass, froen ech d'Chamber, ob se sech deem Virschlag vum Chambersbüro uschléisst?

#### (Assentiment)

Ech gesinn e groussen Accord. Deemno ass den Här Niki Bettendorf vun elo un Éierendeputéierten.

## 5. Composition de la Conférence des Présidents

An hirem Bréif vum 22. September 2006 huet d'DP-Fraktioun matgedeelt, datt den Här Charel Goerens d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Henri Grethen iwwerhuele wäert. Énner menger Présidence setzt sech d'Conférence des Présidents deemno folgendermoossen zesummen: déi Härre Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens a François Bausch.

## 6. Composition des commissions parlementaires

Mir kommen elo zu der Kompositioun vum de Commissions parlementaires. D'Deputéierte kruten eng Lëscht ausgedeelt mat der Zesummesetzung vum de parlamentaresche Kommissiounen.

Dozou sinn eng Rei Ännerungsvirschléi eragereecht ginn:

- An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture iwwerhëlt den Här Claude Adam d'Voleten Enseignement supérieur a Kultur. Den Här Jean Huss iwwerhëlt de Volet Recherche;

- an der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse ersetzt den Här Emile Calmes den Här Claude Meisch fir d'Volet Famille a Jeunesse an den Här Henri Grethen fir de Volet Égalité des chances;

#### (Interruption)

- an der Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications ersetzt den Här Emile Calmes den Här Niki Bettendorf;

- an der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Alexandre Krieps den Här Niki Bettendorf;

- an der Commission des Transports ersetzt den Här Michel Wolter den Här Marco Schank, an

- an der Commission du Travail et de l'Emploi ersetzt den Här Alexandre Krieps den Här Niki Bettendorf an den Här Lucien Clement ersetzt den Här Michel Wolter.

Gëtt et nach aner Ännerungsvirschléi?

#### (Négation)

Da froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass mat deenen Ännerungsvirschléi, déi ech elo just virgedroen hunn.

#### (Assentiment)

Ech gesinn, datt dat de Fall ass. Et ass also esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

## 7. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da komme mer zu der Kompositioun vum de Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales. Et ass ebenfals eng Lëscht mat der Zesummesetzung vum eisen Delegatiounen bei den internationale parlamentaresche Versammlung verdeelt ginn.

Bis elo sinn eng Rei Ännerungsvirschléi agereecht ginn:

An der Assemblée parlementaire de l'OTAN ass an der Sitzung vum 3. August 2004 décidéiert ginn, datt bei de Membres suppléants d'Mandat vum ADR un e Verrieder vun deene Grénge geet. Den Här Jean-Pierre Koepp géif deemno als Membre suppléant vum Här Claude Adam ersat ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Fir d'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe: Als Membre suppléant gëtt den Här Niki Bettendorf duerch den Här Alexandre Krieps ersat. D'Madame Viviane Loschetter gëtt Membre effectif an den Här Jean Huss Membre suppléant.

Ass d'Chamber mat deene Propositionen averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Fir de Conseil Parlementaire Interrégional si verschidden Ännerunge virgesinn:

Engersäits ass an der Sitzung vum 3. August 2004 décidéiert ginn, datt bei de Membres effectifs an de Membres suppléants d'Mandat vum der ADR un e Verrieder vun deene Grénge geet. Den Här Aly Jaerling als Membre effectif géif deemno duerch den Här Claude Adam ersat ginn an den Här Gast Gibéryen als Membre suppléant duerch den Här Félix Braz.

Anerersäits ass duerch eng Statutenëmännerung beim CPI d'Zuel vun de Membere an de Suppléanté jeeweils ëm dräi Persounen eropgesat ginn. Bei de Membres effectifs entfalen déi op d'Madame Christine Doerner, den Här Roland Schreiner, deen als Membre suppléant duerch d'Madame Lydia Mutsch ersat gëtt, an den Här Henri Grethen, deen als Membre suppléant duerch den Här Alexandre Krieps ersat gëtt.

Bei de Membres suppléants entfalen déi nei dräi supplementar Posten op d'Madame Sylvie Andrich-Duval, den Här Marc Angel an den Här Emile Calmes.

Schliesslech gëtt den Här Marcel Oberweis Membre effectif an den Här Ali Kaes Membre suppléant.

Ass d'Chamber och mat deenen Ännerungen averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

An der Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne: Als Membres suppléants hu mer d'Madame Christine Doerner an d'Madame Viviane Loschetter. En drëtt Mandat bleift offe fir de Fall, wou et zur Bildung vun engem Groupe technique géif kommen.

Ass d'Chamber och domat averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires: Als Membere hu mer déi Härre Laurent Mosar, Ben Fayot, Charles Goerens a François Bausch. E fënneft Mandat bleift offe fir de Fall, wou et och hei zur Bildung vun engem Groupe technique géif kommen.

Ass d'Chamber och mat där Kompositioun averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Am Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux hu mer als effektiv Membere: d'Madame Sylvie Andrich-Duval, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Emile Calmes an den Här Félix Braz. E siwent Mandat bleift offe fir de Fall, wou et zur Bildung vun engem Groupe technique géif kommen.

Als Membres suppléants hu mer: déi Härre Marco Schank, Jean-Paul Schaaf, Marc Angel, Fernand Diederich, Xavier Bettel a Camille Gira. Och hei bleift e siwent Mandat offe fir de Fall, deen ech scho virdrun dergeluecht hunn.

Ass d'Chamber och mat deenen Ännerungen averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Kompositioun vun deenen aneren Delegatiounen bleift onverännert, datt heescht: vum Conseil de l'Europe, vun der Union de l'Europe occidentale a vun der Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Ass d'Chamber och heimat averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Déi modifizéiert Lëscht gëtt ebenfals am Compte rendu publizéiert.

Nodeems datt d'Chamber elo hir Organer constituéiert huet, komme mer elo zu deenen eigentleche parlamentareschen Aarbechten.

## 8. Ordre du jour

Fir den Ordre du jour vum dëser Woch huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vum deene Grénge iwwert d'Äusserunge vum Médiateur iwwert d'ADEM, d'Propositione vum Médiateur, an eng Aktualitéitsstonn op

Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Gammelfleesch.

Mar de Mëtteg um hallwer dräi:

- de Projet de loi 5012, eng Konventioun iwwert de Volontariat;

- eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Uwendung vum der Gewalt vis-à-vis vun de Fraen;

- e Projet iwwert d'Akommesteier;

- e Projet iwwert d'Finanzkonglomerater;

- e Projet iwwert d'Geldfälschung an

- eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Obésitéit bei Kaner a Jugendlechen.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer:

- d'Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert déi audiovisuell Medien;

- eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Streebommen an

- d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Grénge eng Aktualitéitsstonn iwwert déi vum Médiateur geäussert Propositionen zum Fonctionnement vum Arbeitsamt ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 78-2 vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten, der Sensibilitéit politiqe zwoe Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Gleener, den Här Calmes, den Här Castegnar, d'Madame Loschetter an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Madame Viviane Loschetter als Verrieder vum der Fraktioun vun deene Grénge. Madame Loschetter!

## 9. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la recommandation du Médiateur relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

» **Mme Viviane Loschetter** (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Härren, viru knapp zwoe Wochen huet den Ombudsmann an dësem Haus seng Recommendationen zum Dossier Arbeitsamt agereecht. En Dossier, deen hien a seng Equipe ënnert d'Lupp geholl hu während deene leschten zwee Joer ongeféier. Dës Recommendationen kommen zu engem Moment an d'Öffentlechkeet, wou souwuel an der zoustänneger Chamberskommissioun wéi och am Parlament iwwer nei Mesuren oder Adaptatiounen vun ale Mesuren debattéiert a votéiert gëtt. Nei Mesurë sinn och schonn déposéiert a wäerten nach fir vill Strätdiskussiounen suergen. Mir schwätzen hei vu Mesurë pour le maintien de l'emploi respectivement vu Mesurë contre le chômage.

Virun der Summerpaus sinn eng Rei nei Konditiounen zum Vote proposéiert ginn an dräi verschidde Gesetzesartikelen. Konditiounen oder Adaptatiounen vu bestehende Mesuren, déi duerch méi eng grouss Flexibiliséierung sollen eventuell dem Salaré wéi och dem Employeur besser Méiglechkeeten schafe fir agefallt ze gi respektiv fir anzeustellen. De Wee vun all dësen nei gestëmte Mesuren esou wéi vun all deene bestehende Mesurë féiert implicitemment duerch d'Arbeitsamt.

Am Gesetz, dat am Juli 2006 gestëmmt ginn ass, also virun der Summerpaus, war allerdéngs och initialement e véierten Artikel dran. E véierten Artikel mat neie Mesurë respektiv Adaptatiounen vu bestehende Mesurë fir dem Jugendchômage entgéintzewierken. Dës véierten Artikel war och schonn an der zoustänneger Chamberskommissioun un-diskutéiert ginn.

Spéider si mer gewuer ginn, datt den Inhalt vun dësem véierten Artikel och an der Tripartite net nëmmen undiskutéiert ginn ass, mä datt an der Tripartite och Décisiounen gefall sinn, betreffend ënner anerem och den Inhalt vun dësem fréiere véierten Artikel. De véierten Artikel vum Gesetzesprojet 5501 fanne mer haut am Gesetzesprojet 5611 erëm. A wann ech dat haut an dësem Kader uschwätzen, da well des Propositionen och enk un d'Arbeitsamt gekoppelt sinn, also un de Fonctionnement vum Arbeitsamt,



also och un d'Recommandatioun vum Ombudsmann.

An ech erkläre mech: Déi gréng Fraktioun huet sech bei de Mesuré virun der Summerpaus enthalen, net well mir déi Mesuré fundamental schlecht oder onsozial fonnt hätten, mä well se dräi eenzel Elementer duerstellen an engem Konzept, wou et eminent wichteg ass, fir e globaalt, effikasst, transparent an effizient Konzept ze hunn, ugefuert an duerchgezu vun engem effikassen, transparenten an effizienten Arbeitsamt.

Sollten déi nei Propositione vu Mesuren aus dem Tripartite-Gesetz - wéi mer et elo schon nennen - 5611 telles quelles vom Vote stoen, da wäerte mir als gréng Fraktioun aus deeneselwechte Grénn an zousätzlech well se dës Kéier fundamental schlecht an onsozial sinn dergéint stëmmen.

Den Ceps/INSTEAD huet eng Etüd publizéiert, wou e vun 1978 bis haut all Mesuren notament fir Jugendlecher analyséiert huet. Seng Konklusiounen sinn eendeiteg, an ech zitëiere kuerz: «La question de la formation des jeunes au sein des mesures qui les concernent remet en lumière toute la problématique rencontrée au Luxembourg dans le cadre de la stratégie européenne de l'emploi, en particulier de la ligne directrice intégrée numéro 22 (...)» et 23.

Doriwwer hu mer scho laang net méi geschwat, nämlech: «Accroître et améliorer l'investissement dans le capital humain» an «adapter les systèmes d'éducation et de formation aux nouveaux besoins en matière de compétences». «On retombe donc à nouveau sur la recommandation adressée en 2004 par la Commission européenne au Luxembourg», nämlech: «Investir davantage et plus efficacement dans le capital humain, l'éducation et la formation tout au long de la vie.» D'Analys an d'Recommandatioun vum Ombudsmann si complémentäre zu de Konklusiounen vun der Etüd Ceps/INSTEAD.

Ofgesinn dovun, ob eng Mesure als gutt oder als schlecht ageschat gëtt, well d'Institutioun, déi dës Mesuré soll ëmsetzen, net funktionnéiert, funktionnéieren d'Mesuren och net. Tant mieux ebe fir déi schlecht ageschate Mesuren. Virun allem bleift den Demandeur an d'Demandeuse d'emploi am Ree stoen, egal ob al oder jonk, Fra oder Mann, qualifizéiert oder onqualifizéiert.

Mä och d'Employeure bleiwen am Ree stoen, well et fir si praktesch onméiglech ginn ass eng Iwwersicht ze hunn iwwert déi offréiert Mesuren, net nëmme well se oft änneren, mä well d'Arbeitsamt net à même ass eng effikass Informatiounspolitik ze bedreiwen.

Den Ombudsmann ënnersträicht oder ëmschreift dat esou: «(...) la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi dont l'articulation est peu visible de l'extérieur.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech dramatesch, dass mir haut am Kader vun enger Heure d'actualité iwwert d'Arbeitsamt mussen debattéieren. Jiddferen an dësem Haus weess, jiddferen, dee mam Arbeitsamt zesummeschafft, mam Arbeitsamt a Kontakt ass, weess pertinemment, dass dës Institutioun absolutement net méi à même ass hire jetzege Missioun gerecht ze ginn. Et ass säit Joren en ofent Geheimnis. D'Resultat vun deem leschten Audit wäert eis dat héchstwahrscheinlech confirméieren, wat mer schonns wëssen.

De Minister Biltgen war 1999 notament ugetrueden, fir d'Arbeitsamt ze reforméieren. De 27.10.2005 - virun engem Joer - huet hien an engem Interview nees annoncéiert d'Arbeitsamt géif no Analys duerch d'OCDE reforméiert ginn. Säit Jore gëtt eng Reform vum Arbeitsamt annoncéiert. Dräi Audite goufe bis elo an Optrag ginn. Wou bleift d'Reform?

Här President, wéi solle mir als Deputéierten hei an der Chamber mat deem néidege Seriö déi Démarchen oder nei Démarchen a Mesuré stëmmen, wa mer heibannen allegerue wëssen, dass se net kënnen adequat ëmgesat ginn? Déi gréng Fraktioun wäert op alle Fall nimools Propositione stëmmen, déi Sanktiounen fir den Demandeur d'emploi oder Aschränkung vum de Rechter vum Demandeur d'emploi virgesinn, soulaang et evident ass, dass d'Arbeitsamt hir Missioun net uerdentlech erfëlle kann.

Natierlech ginn et schwaarz Schof, och bei de Chômeuren, esou wéi et der iwwerall ginn. Vläch ginn et entre-temps méi där sou genannte schwaarz Schof bei de Chômeuren, well si méi wéi all anere mierken, dass si net kënnen, esou engagéiert e Placeur och mag sinn, adequat ënnert d'Äerm gegräff kréien; vun engem professionelle Suivi guer net ze schwätzen. En Demandeur

d'emploi kënn net a sengem Selbstwäert gestärkt aus dem Arbeitsamt eraus. Obwuel dëst eng net négligeabel Viraussetzung wier, fir eng Aarbecht ze sichen, sech virstellen ze goen an den Employeur dovunnet ze iwwerzeegen: Stell mech an!

Här President, d'Regierung an hiren Aarbechtsminister sollen der Chamber matdeele wéi si zu dësen zwou Recommendatiounen vum Ombudsmann stinn:

1) d'Zuel vun de Placeure sensiblement no uewen ze revidéieren;

2) all Placeur eng Formation initiale a continue unzëbiddend, voire d'Qualifikatioun vun de Placeuren ze iwwerdenken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si méi wéi skeptesch zu de sëllege Propositionen, déi eis hei wäerte presentéiert ginn am Kader vum Combat contre le chômage, dem Maintien dans l'emploi an dem Accord tripartite. Alles wat d'Mesuren ubelaangt geet automatesch duerch d'Arbeitsamt.

D'Regierung soll der Chamber erkläre, Här President, wéi si gedenkt dëst Gesetz an der Chamber stëmmen ze loossen - ech schwätzen elo vum Gesetz wat virun der Dier steet, 5611 zum Beispill -, wuelwësend dass actuellement d'Institutioun, déi dofir zoustänneg ass, nämlech d'Arbeitsamt, dëst nimools ënnert den aktuellen Aarbechtsbedingungen a strukturelle Bedingungen ëmsetze kann.

Jiddferree weess, dass déi lescht Joren all Gesetz, wat iergendwéi mam Chômage ze dinn hat, dem Arbeitsamt méi Leit zougestannen huet: d'PAN-Gesetz vun '98, d'Gesetz iwwert d'Travailleur handicapés, d'Gesetz 2002 iwwert d'Incapacité et réinsertion professionnelle, an esou weider. Et stinn en plus de Placeuren och nach Consultanten zur Säit, wat eng gutt Saach ass, déi aus de Secteuren détachéiert sinn a bei der Selektioun hëllef.

Et ass verständlech, dass, wann de Chômage klëmmt, och de Besoin u Leit bei der ADEM klëmmt. Och de Besoin, wat déi noutwendeg Formatioun vun de Placeuren ugeet, soll an eisen Aen iwwerducht ginn.

Trotzdeem gi méi Leit um Arbeitsamt sécherlech net duer fir de Chômage besser an de Grëff ze kréien. Et ass schued, dass den Ombudsmann a senge Recommendatiounen weéng seet iwwert de Fonctionnement vum Arbeitsamt, seng Strukturen, seng Informatiounspolitik oder souguer Froe stellt iwwert d'Effikassitéit vu verschiddene Gesetzer a Politiken...

» **M. le Président.** - Madame Loschetter, Dir musst esou lues...

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech kommen zum Schluss.

» **M. le Président.** - Jo.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - ...wéi notament d'Réinsertion professionnelle, de Reclassement interne oder externe.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: D'Regierung an hiren Aarbechtsminister sollen der Chamber matdeele wéi si dem Ombudsmann seng Recommendatiounen gesinn, e Service du Contentieux ze schafen, dëst méi prezis am Kontext vun den aktuellen a virgesinnene Mesuré vu Sanktiounen. Sinn d'Regierung an hiren Aarbechtsminister der Meenung, dass d'Arbeitsamt d'Garantie kann opweisen ëmmer en connaissance de cause eng Sanktioun auszuschwätzen?

Här President, mäi leschte Saz: D'Regierung an hiren Aarbechtsminister sollen der Chamber och nach matdeele wat hiert Konzept an hir Virgoensweis sinn, fir de Recommendatiounen vum Ombudsmann, d'Resultater vun der Ceps/INSTEAD-Etüd betreffend d'Mesuren, den Audit vun der OECD a virun allem och d'Koordinatioun tëschent de concernéierten Ministère mateneen an eng iwwersichtlech an effizient Institutioun afléissen ze loossen. Mat Spannung an Interessi waarde mir op d'Antworten vun der Regierung an natierlech vun hirem zoustännegem Minister.

Domadder soen ech lech Merci fir d'No-lauchteren a fir d'Iwwerschreiden dierfen.

» **M. le Président.** - Et war zwar e laange Saz, Madame Loschetter, mä trotzdeem Merci. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Glesener ageschriwwen.

**Débat**

» **M. Marcel Glesener (CSV).** - Merci, Här President.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng Thematik, wou ee laang Zäit misst hu fir an den

Detail anzegoen. Ech hunn nëmme fënnf Minutten, ech probéieren dann dat ganz kuerz ze maachen an zwee konkret Virschléi ze maache wéi mir als CSV eis kéinte virstellen am Numm vun deem, wat den Här Fischbach gesot huet, virunzufieren.

Et war richtig a gutt, dass den Här Fischbach op Grond vu Reklamatiounen, déi hie matgedeelt kritt huet, an d'Öffentlechkeet gaangen ass, fir op eng Rei vun - senger Meenung no - Mängel am Fonctionnement vum Arbeitsamt hinzeweisen.

Ech hätt zwar léiwer gehat mir hätten dat net iwwert de Wee vun der Press erfuer, mä mir hätten am Kader vun der zoustänneger Kommissioun am Detail an an allem Eescht iwwert déi Problemer kënnen diskutéieren, fir dann och vläch Léisungen ze fannen.

Et ass awer net dee Wee ageschloe ginn, wat awer net wëllt soen, dass d'Noutwendegkeet vun enger seriöser Diskussioun net ginn ass.

Bon, zu deenen Interventiounen vun der Madame Loschetter: Ech begréissen och, dass si déi Propositionen vum Här Fischbach opgegraff huet, fir haut ganz kuerz hei an der Chamber kënnen doriwwer ze debattéieren. Dat erlaabt mer, fir am Numm vun eiser Partei zwee konkret Virschléi ze maachen, wéi mir et gesinn de Moment, fir deem eng Suite ze ginn.

Mir proposéieren, fir kuerzfristeg eng gemeinsam Sitzung mam Här Fischbach an der zoustänneger Kommissioun, mat de Verrieder vun der ADEM a mam Minister ze organiséieren, wou mer iwwert d'Machbarkeet vun de Virschléi vum Här Fischbach konkret diskutéieren an eventuell kucke wellech Konklusiounen ee konkret kann doräusser zéien. Ech sinn der Meenung, dass een dat kaum hei an enger Debatt d'actualité ka maachen, mä déi richtig Plaz ass - Madame Loschetter, ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord; Dir hutt dat och ugedeit - an där zoustänneger Kommissioun, fir iwwert de Seriö an iwwert d'Machbarkeet vun de Propositionen vum Här Fischbach ze debattéieren.

Muer hu mer eng Réunioun an ech wäert dann och als President vun där Kommissioun déi Propositionen maachen, dass mer kuerzfristeg déi Réunioun kënnen aberufen, fir esou déi Situatioun eng Kéier ganz genau ze ënnersichen. Well, ech si perséinlech der Meenung, dass Handlungsbedarf besteet, dass mer net kënnen waarde bis den Audit sprochräif ass. Ier et zu engem Gesetzesvorschlag kënn, kann et nach Méint a Méint daueren. A wann ech kucken, wat an deene leschte Joren am Zesammenhang mat der Realisatioun vun Audite geschitt ass - ech huelen do d'ITM als Beispill, wou am Mee 2002 d'OIT-Verrieder déi éischt Réunioun hate mam Arbeitsamt: Haut si mer 2006 am Oktober an et wäert da vill Chance sinn, wa mer et fäerdeg bréngen, fir de Reformprojet vun der ITM uganks vum nächste Joer ze stëmmen. Vläch och nach dëst Joer, ech bezweifelen dat awer.

Dofir sinn ech der Meenung, dass et am Virfeld vun deem Audit néideg ass, elo - elo! - ze diskutéieren, op déi konkret Propositionen vum Här Fischbach anzegoen an deementspriedend d'Arbeitsamt an d'LAG ze versetzen, fir besser deene Bedürfnis vun haut nozekommen. Woubäi ech awer soe wëll, dass och de Problem vun der Aarbechtslosegket net eleng geléist gëtt, wann zwee oder dräi Placeure méi oder manner am Arbeitsamt schaffen, mä dat bedeit schonn e gudder Strapp méi.

Dofir maachen ech elo dann déi zweet Proposition, dass, an zwar am Virfeld vun der Schaffung vun neien Aarbechtsposten - well wann déi bis geschaf sinn, da geet et ëm d'Astellung, an da si mer an der Defensiv, an da kënn dat Resultat eraus, wat mer kennen, dass vun allen neien Astellungen ronn zwee Drëttel Frontaliere sinn an nëmmer een Drëttel um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart rekrutéiert gëtt -, d'Betriber wëssen, wat op si zoukënn a sech deementspriedend preparéieren. Een dofir eng Cellule d'emploi kreéiert an de Berufschamberen, déi trimestriell zesumme mat de Verrieder vun der ADEM d'Prospektioun maachen iwwert déi Aarbechtsposten, déi eventuell geschafe ginn - Wellech Aarbechtsposte sinn dat? Wellech Qualifikatiounen sinn dat? -, fir dass een op Grond vun deenen Iwwerleunge méi schnell a besser an entspriedend de Méiglechkeeten an de Besoinen, déi mer um Aarbechtsmaart hunn, ka reagéieren an een net an d'Defensiv kënn, wann et schonn ze spéit ass. Soss stelle mer dann erëm fest, dass esou vill Aarbechtsposte geschafe gi sinn a leider Gottes nëmmer een Drëttel vun de Leit um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart rekrutéiert gi sinn.

Also dat ass meng zweet Proposition, nach eng Kéier ganz kuerz: Eng Cellule d'emploi

schafen a sämtleche Berufschamberen, déi trimestriell mat der ADEM zesummekommen an och mam Minister, mat der Regierung, fir d'Prospektioun ze maachen a Perspektiven ze etabléieren iwwert déi zukünftig Entwécklung um Aarbechtsmaart.

A vu dass ech nach e bësse Riedezäit hunn, géif ech dann nach de Wonsch äusseren, dass och versicht gëtt op d'Betriber selwer anzewierken, fir hir Astellungskultur ze änneren a prioritär Leit ze rekrutéieren, déi als Demandeurs d'emploi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ageschriwwen sinn.

An deem Sënn soen ech lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Glesener. Nächste Riedner ass den honorablen Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net manner wéi 136-mol huet sech de Médiateur an deene leschten zwee Joer Kloe vu Bierger iwwert de Fonctionnement vum Arbeitsamt missen unhéieren. Dës Zuel ass sécher nach nëmmer d'Spéttel vum Äisberg, an et hätt een och a sech net de Médiateur gebraucht, fir ze wëssen, wou d'Kromm an der Heck läit a wat misst gemaach ginn, well et ass jo net fir d'éischt, dass eng Debatt iwwert d'Reform vum Arbeitsamt hei gefouert gëtt.

Wann ee gesäit, wat bis elo trotz deene villen Auditen an trotz deene sëllege Virschléi a Propose geschitt ass, dann ass ze fäerten, dass et sécherlech och nach laang net fir d'lescht ass, dass mer eng Debatt iwwert dee Sujet hei féieren. An dach muss ee soen, ass et eng aussergewöhnlech Procédure, dass de Médiateur hei d'Regierung an d'Gebiet hält a se an engem Sujet esou där-aarteg un de Pranger stellt.

Och d'Demokratesch Partei huet an der Vergaangenheet, net zulescht am Kader vun hiren 33 Reformvirschléi, drop higewisen, dass a puncto Arbeitsamt dringenden Handlungsbedarf besteet.

Allerdéngs si mer der Meenung, dass et net eleng mat enger Reform vum Arbeitsamt gedoen ass. Sech nëmmer op de Fonctionnement vun dëser Administratioun ze fokuséieren, gräift ze kuerz a léist net déi strukturell Problemer, mat deene Lëtzebuerg a Saache Chômage konfrontéiert ass, wéi zum Beispill den héije Taux vu jonke Chômeuren oder dee groussen Undeel un Onqualifizéierten respektiv u Leit mat niddreger Qualifikatioun, déi keng Aarbecht fannen.

Fir eng nei Dynamik an d'Aarbechtsverméttlung ze kréien, hu mer eis och ëmmer an der Vergaangenheet dofir ausgeschwat, dass och Privatinitiativ an dësem Beräich muss kënnen aktiv ginn.

Et geet net duer, de Chômage nëmmer ze verwalten, mä d'Verméttlung vu Leit, déi eng Aarbecht sichen, muss aktiv bedriwwen ginn. Mir sinn dovun iwwerzeugt, dass Privatinitiativen hei e wäertvolle Bäitrag zu enger méi aktiver Aarbechtsverméttlung kënnen leeschten, an dofir muss virop d'ADEM, d'Arbeitsamt, an e richtegt an e funktionéierend Aus- a Weiterbildungsinstitut weiderentwéckelt ginn.

D'Personal vum Arbeitsamt soll zesumme mat den Entrepreneuren detailléiert Profiler opstellen, fir esou eng méiglechst effektiv an op d'Besoinen vun der Wirtschaft ugepasste Weiterbildung vun deem Einzelnen ze erméiglechen, a Chômeuren ouni Qualifikatioun respektiv mat enger niddreger Qualifikatioun sollen dozou verflucht ginn, direkt vun Ufank vun hirem Chômage u sech weiderzebildend.

A senger Recommendatioun weist de Médiateur drop hin, dass d'Arbeitsamt a puncto Placement ënnerbesat ass. Eng Tatsaach, déi iwwerregens vun der Direktesch vum Arbeitsamt confirméiert gëtt, déi hiren Hänn och kee Rot méi weess. Budgetär Zwäng oder den Numerus clausus kënnen dem Médiateur no awer net als Argument fir dës Zoustänn ugefouert ginn.

Wann een d'Bekämpfung vum Chômage als eng Prioritéit ugesäit, da muss een dofir och déi néideg finanziell Méttel bereestellen. Längerfristeg gëtt eis eng ineffizient Aarbechtsverméttlung souwiso vill méi deier wéi eng Opstockung vun Personal am Service Placement vum Arbeitsamt. Mä dat ass jo och näischt Neies.



Och schwätzt de Médiateur a senger Recommandatioun dovun, fir d'Leit éischer un de Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi ze verweisen. Dës Recommandatioun kënnen mir als DP grad ewéi déi vun enger spezieller Formation fir zukünftige Placeuren nëmmen ënnerstëtzen.

Beispiller aus dem Ausland weisen, dass d'Dauer, déi deen Eenzelen am Chômage verbréngt, dätlech erofgeet, wann de Placeur sech méi individuell ëm deen eenzelen Chômeur bekëmmere kann. Do kéint ee mat Beispiller déngen.

Allerdéngs geet et net duer, wéi scho gesot, d'Servicer vum Arbeitsamt ze verbesseren. Mir sinn der Meenung, dass och d'Demandeurs d'emploi musse verstärkt sensibiliséiert ginn. Deene Leit, déi Abusë bedriewen oder net gewéilt sinn eng Aarbecht ze fannen an hire Verpflichtungen och net nokommen, muss d'Ënnerstëtzung no an no gekierzt ginn. An dëse Fäll, bei deenen et sech sécher nëmmen ëm eng Minoritéit vun de Betroffene handelt, soll nach just eng Grondsécherung ausbezuellet ginn. Eng finanziell Ënnerstëtzung, déi iwwert dës Grondsécherung erausgeet, zum Beispill eng bezuelte Formation, sollen nëmmen nach déi kréien, déi wierklech gewéilt sinn, och Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Aner Länner, haaptsächlech déi skandinavesch, hunn dëse Modell vu Flexicurity scho längst erfollegräich ëmgesat. Virun allem an Dänemark konnt e grouse Fortschritt an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosigkeit erreicht ginn. Dänemark huet haut nach en Taux de chômage vu 5,5%, wat ee vun deenen niddregste Chômagetaxen an der EU ass.

Här President, iwwer Zil an Zweck vun alle Beschäftigungsmesurë misst ee sech an deemem Kader och ënnerhalen, mä dofir kréie mer deemnächst Geleeënheet an eiser Chamberskommissioun an d'Zäit léisst dat haut, mengen ech, och net zou.

Här President, an deene leschte Jore stellt een awer och verstärkt fest, datt obwuel zu Lëtzebuerg weider massiv Aarbechtsplaze geschaf ginn, d'Zuel vun de Chômeure weiderklëmmt. Virun allem bei deene Jonken ënner 25 Joer läit Lëtzebuerg mat engem Undeel vu ronn 20% gutt un der Spëtzt vun der Europäescher Unioun.

Dëse Phenomeen ass op verschidden Ur-sachen zrëckzuféieren. Op där enger Säit ass Lëtzebuerg enger verschäerfter Konkurrenzsituatioun an der Grenzregioun ausgesat; op där anerer Säit ass et awer och esou, dass mat der aktueller Bildungspolitik eis Schüler net méi op déi zukünftige Ufuerderung vum Aarbechtsmaart virbereet ginn. De Leeschtungsprinzip ass amgaang aus eise Schoulen ze verschwannen an d'Ufuerderungen un d'Schüler ginn ëmmer méi wäit erofgeschrauft.

Dëst féiert zwar natierlech zu enger besserer Situatioun...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Calmes, Dir musst zum Schluss kommen.

» **M. Emile Calmes (DP).** - ...vun eisem Schoulsystem, mä parallell awer zu méi schlechten Zukunftschancë fir eis Jugendlécher. D'Reforme sollen dozou déngen déi jonk Leit besser op hir Zukunft virzubereeden an net hinnen e falscht Bild vun där Zukunft ze vermëttelen.

Här President, zum Schluss dann, well meng Zäit ogelaf ass, wollt ech awer nach derzou soen, dass als Reaktioun op dem Médiateur seng Kritik um Fonctionnement vum Arbeitsamt den zoustännegen Minister mengt hie géif an deem Beräich vu senger Ministerkolleegen, vun de Gewerkschaften a vum Partonat eleng gelooss ginn. Domat huet de Minister sécher net ganz Onrecht, well d'Bekämpfung vum Chômage...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Calmes, Är Zäit...

» **M. Emile Calmes (DP).** - ...kann net eleng - ech sinn um Schluss -...

» **M. le Président.** - Jo, mä Dir misst...

» **M. Emile Calmes (DP).** - ...vun Aarbechtsminister bewältegt ginn. Allerdéngs misst een, wann ee Minister während siwe Joer ass an d'Verantwortung an deem Beräich dréit an och enger Partei virsteet, déi an deem Domän scho jorelaang d'Verantwortung huet, mengen ech, awer dat néidegt Rüstzeug hunn...

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

» **M. le Président.** - Här Calmes, Är Zäit ass ofgelaf. Ech bieden lech domadder ofzeschleissen an Är Interventiounen fäerdeg ze maachen!

» **M. Emile Calmes (DP).** - An domat, Här President,...

» **M. le Président.** - Merci, Här Calmes.

» **M. Emile Calmes (DP).** - ...wëll ech meng Kolleegen hei Merci soe fir d'No-lauschteren. Wann et an Zukunft ëmmer esou genau geet, da komme mer gutt virun, Här President.

#### (Interruption)

» **M. le Président.** - Et soll heibannen, Här Calmes, ee wéi deen anere behandelt ginn. Ech hunn der Madame Loschetter eng Minutt zougestanen, wat normal ass bei zéng Minutte Riedezäit.

» **M. Emile Calmes (DP).** - Dir hutt mir déi net zougestanen, well Dir hutt no 36 Sekonnen driwwer schonn...

» **M. le Président.** - Neen, neen, neen! Dir waart eng Minutt a 36 Sekonnen driwwer, Här Calmes.

#### (Interruption)

Sou, elo huet den Här Castegnaro d'Wuert!

#### (Interruptions diverses)

» **Une voix.** - Et geet scho gutt un.

» **M. Emile Calmes (DP).** - Hei steet zéng Minutten, Här President.

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Här President,...

» **M. le Président.** - Neen! Entschëllegt, Här Castegnaro, ee Moment. Wann den Här Calmes de President hei wëllt beléieren, da wëll ech dem Här Calmes soen, dass där Fraktioun, déi d'Stonn ufreet, zéng Minutten zoustinn, an dass deenen anere Fraktiounen fënnf Minutten zoustinn. Iech stoungen...

» **M. Emile Calmes (DP).** - Et steet awer net hei.

» **M. le Président.** - Jo, ech hat et awer gesot wéi mer d'Debatt ageleet hunn.

#### (Interruptions diverses)

Jo, mä, Här Grethen, Dir hutt als Fraktiounschef ëmmer dem Här Calmes dat gesot. Den Här Calmes ass esou laang hei, hie weess dat.

Elo huet den Här Castegnaro d'Wuert.

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt gär déiselwecht Zäit wéi den Här Calmes, wéinst der ausgläichender Gerech-tegkeet.

Ech wëllt drop hiweisen, dass anerer gesot hunn, dass eis zum Thema Chômage nach ganz vill Debatten an den nächste Wochen an d'Haus stinn, déi och riskéiere ganz schwierig ze ginn, wa mer wësse wat am sou genannten Tripartite-Gesetz steet.

Wat d'Aussoe vum Ombudsmann ubelaangt, stellen ech fest, dass se grondsätzlech nëischt Neies bruecht hunn, mä de Verdéngsch hunn den Thema erneit opgeworf ze hunn, d'Problematik erëm nei opgerullt ze hunn. Den Här Fischbach huet widerholl a festgestallt, wat d'Gewerkschaften zënter Joren zum Thema soen, wat hei an deem Haus zum Thema gesot gëtt, mä och wat d'ADEM selwer zu deem Thema regelméisseg u Schwaachstellen offe leet.

Et ass awer elo un der Zäit - do si mer eis eens -, dass Neel mat Käpp gemaach ginn. Et besteet zwéngenden Handlungsbedarf an den Erwaardungsdrock ass entspreichend grouss.

Ech wëllt ënnersträichen, dass mer eis hei jo net nëmmen iwwer eng Verwaltung, mä iwwert d'Schicksal vun Dausende vu Mënschen an deenen hir Existenzgrondlag ënnerhalen. Hir Grondlag ass ofhängeg vun engem optimale Fonctionnement vun där Verwaltung. A mir rieden dann och vu Milliounen vun Euro. Mir rieden iwwer Mataarbechter vun der ADEM, déi oft ënner onmenschlechen an onzoumutbare Konditiounen hir Aarbecht leeschte mussen. Mir rieden iwwer mënschlech Problemer, mä

och iwwer volkswirtschaftlecher. An dat ass a sech eng onverantwortlech Situatioun, an duerfir muss d'Bekämpfung vum Chômage déi éischt Prioritéit bleiwen.

Mir waarden elo op en Neits op d'Resultat vun engem weideren Audit, dës Kéier vun der OECD an dat no deenen Audite vum Enn vum Joer 1996. An ech wëll dozou just soen, d'Auditen därefer net zum Feigenblatt ginn a scho guer net zur Speerspëtzt oder zum Unterseeboot, fir iwwert d'Ausland an iwwer sou genannten Experte vir-rangege Leeschtungssofbaue ze bedriewen, statt am Contraire ebe fundamental intern administrativ Strukturereformen ze realiséieren, déi d'ADEM an d'Situatioun versetzen hirer Roll gerecht ze ginn. Si ass net nëmme Machiniste, si ass net nëmme Chômageverwalter, mä si muss Aktivist an dreiwend Kraaft fir eng offensiv Beschäftigungspolitik sinn.

Tatsaach ass:

1. Eisen Aarbechtsmaart wiisst permanent a gëtt ëmmer méi komplizéiert.

2. De Konkurrenzdrock aus der Groussregioun wiisst genee sou.

3. De Chômage huet zu Lëtzebuerg a fir Lëtzebuerg en Ausmooss uegeholl, wat eis all iwwerrascht, a wou mer eis esou lues a lues drop astelle mat engem héijegem Chô-magesockel an Zukunft ze liewen a bal akzeptéieren, dass vill jonk Leit, vill onqualifizéiert, vill qualifizéiert a schéinbar Aler iwwer 40 Joer dovun betraff sinn. Dat kann net sinn! Duerfir muss politesch gehandelt ginn. Duerfir mussen déi finanziell Moyene virun allem zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Situatioun an de Grëff ze kréien.

Wéini läit deen Audit vun der OECD vir? Mir hunn an der Commission du Travail et de l'Emploi den 1. Februar e Virgeschmaach kritt vun deem sou genannten OECD-Expert, deen d'Kaz aus dem Sak gelooss huet a méi Gewiicht op Leeschtungssofbaue wéi op d'Reform an d'Effikasitéit vun der ADEM geluecht huet. An dat wäerte mir als Sozialisten esou net akzeptéieren.

D'Realitéit bei der ADEM ass:

1. Zënter Jore bearbecht ee Placeur ronn 1.000 Chômeuren an Demandeurs d'emploi.

2. D'Raimlechkeete vun der ADEM sinn iwwerall ze kleng. An dann erliewe mer nach deen Onsënn, dass zum Beispill zu Esch d'Gemeng Esch zoustänneg ass fir d'Raimlechkeeten an an der Stad de Stat zoustänneg ass, mat alle Komplikatatiounen.

3. D'Informatik vun der ADEM muss permanent op héchstem Niveau bleiwen. Mir brauchen e sou genannt Datawarehouse, well eis einfach déi Banque des données feelt fir déi outwendeg Transparenz, fir kënnen konkret ze schaffen.

4. Muss onnéidege Bürokratismus direkt ofgeschaf ginn. Mir hunn en Assignatiounssystem, dee blann assignéiert. Mir hunn e Stempelsystem, deen immens vill Zäit kascht. Mir leeë méi Dossiere pro Chômeur un. Alles Saachen, déi Zäit kaschten an déi d'Leit an der ADEM un hirer Aarbecht behënnere. Mir hunn hei an der ADEM eng Noutstandssituatioun wéi a villen anere Beräicher a mir brauchen also Courage a Suen, fir dat an de Grëff ze kréien.

Mir stelle fest, d'Prioritéit Nummer eent ass, d'ADEM fit ze maachen, fir dass se d'Demandeuren an d'Chômeure ka fit maachen an net ëmgedréit. Mir brauche genuch Personal. Mir brauche forméiert Personal. Mir brauchen eng optimal intern Zesummenaarbecht an der ADEM a mir brauchen eng optimal Kooperatioun zwëschen der ADEM an allen anere Ministèren.

Zweetens, de Monopol vun der ADEM därefer grondsätzlech net ugetaacht ginn, och wann d'Kooperatioun erwünscht ass. Ech hu mat Erschrecke festgestallt, dass eisen neie Kolleeg, den honorabelen Här Alexandre Krieps, an engem Zeitungsinterview mengt, d'Arbeitsamt kéint als Institutioun ofgeschaf ginn. Ech gesinn dat net esou, well et dann eng Institutioun gëtt a privater Hand, wou Geld verdéngt gëtt, awer net Problemer geléist ginn.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Castegnaro!

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Ech wëll zum Schluss soen, d'ADEM muss an d'Lag versat ginn hir Aarbecht ze maachen. Si muss zesummeschaffe mat all deenen, déi op deem Terrain aktiv wëlle sinn, och mat deene sou genannte Beschäftigungsinitiativen, mat de Betriber, mat der Schoul, mat der Berufsausbildung. D'ADEM ass den Intermédiaire zwëschen Mënschen a Betriber. A fir déi schwierigste Aufgab muss se all Moyene kréien. Et geet ëm Mënschen,

ëm hir Existenzgrondlag, hir Zukunft an hir Liewensqualität.

» **M. le Président.** - Merci, Här Castegnaro. Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert.

#### (Interruption)

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt d'Chômagezuelen hei zu Lëtzebuerg Rekordhéichten uegeholl hunn. Do verrode mer nëischt Neies. Et ass eng traureg Realitéit, déi mer musse feststellen. An datt een duerfir och d'Verwaltung vun der ADEM där Entwécklung muss upassen, datt schéngt eis och eng logesch Saach ze sinn. Datt se net zefridde fonctionnéiert ass och eng allgemeng Kenntnis, déi jiddereen, mengen ech, dee sech drëm bekëmmert, weess.

De Rapport vum Ombudsmann huet et elo nach eng Kéier méi kloer zum Ausdrock bruecht, wat de Fonctionnement vun der ADEM ubelaangt, an huet eng Rei vu Propositione gemaach.

Mir hunn als ADR an deene leschte Jore bei verschiddenen Diskussiounen och eng Rei vu Propositione gemaach iwwert d'Reform vun der ADEM a fir d'lescht dëst Joer am Mount Mäerz hu mer en Dokument ausgeschafft, zéng Propositionen, fir eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik, wou och e ganz Kapitel dran der Reform vum Fonctionnement vun der ADEM gewidmet ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et géif ze wäit féieren - an ech hunn nëmmen zwou Minutte fir hei zu deem Dossier ze schwätzen - fir op déi Propositionen anzegeen. Duerfir verweisen ech op eisen Internetsite, de [www.adr.lu](http://www.adr.lu), wou jiddereen déi Propositionen, déi mer gemaach hu fir eng Reform vun der ADEM duerchzuféieren, noliese kann.

Ech wëll awer soen, datt déi Propositionen an de grouse Linnen déiselwecht si wéi déi, déi den Ombudsmann elo a sengem Rapport virgeschloen huet. Leider war et esou, dass den zoustännegen Aarbechtsminister bis haut net op ons Propositione gelauschert hat an net de Wëlle gewisen huet fir an déi Richtung ze goen, mä éischer - an dat ass eng Tendenz, déi ee konnt feststellen - an d'Richtung, déi zu sozialem Ofbau géif féiere wéi zu enger wierklecher Reform vun der ADEM fir déi en mesure ze setzen de groussen Erausforderungen, déi se brauch, gerecht ze ginn.

Mir hoffen also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt dem Ombudsmann seng Propositionen, déi identesch si mat eise Propositionen, elo méi eng grouss Chance hunn, fir duerchgesat ze ginn.

Här President, ech hu mech genee u meng zwou Minutte gehal.

» **M. le Président.** - Ech sinn lech duerfir ganz dankbar. Merci, Här Gibéryen. Dann nach den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

#### (Brouhaha général)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, dat Falsch wat ee ka maachen, dat ass wann een elo d'ADEM als Zilscheif hält, well da schéisse mer op eng Ambulanz. Ech géif mengen, datt just dat d'ADEM am Moment nach ass, well esou wéi se elo strukturéiert ass ka se just nëmme pléischteren a muss kucken déi Aufgaben iwwert d'Bühn ze kréien, déi se elo huet.

Mä déi wierklech Responsabilitéit läit scho säit Jore bei deene politesch Verantwortlechen, déi et versäumt hunn d'Zeeche vun der Zäit ze verstoen an déi néideg Moosnamen ze ergräfen. A si hunn och de Fehler gemaach en Deel vun hirer Responsabilitéit einfach ofzeleeden op d'Beschäftigungsinitiativen oder souguer op d'Interimsgesellschaften, déi jo regelrecht hei am Land aus dem Buedem schéissen - an dat muss e gutt Geschäft sinn, well soss géif dat net gemaach ginn -, an déi praktesch regelrechte Mënschenhandel mat deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, bedriewen.

D'ADEM huet natierlech keng Wiel fir mat deenen zesummeschaffen, well se keng aner Méiglechkeeten huet, mä ech wëll awer och dovur warnen, wann ech dat neit Gesetz iwwert de Chômage elo gesinn, wéi een d'Chômeuren anscheinend soll fit maachen, dass ech mech awer och wäert dogéint wieren, an do sinn ech och mat deene gréng Kolleegen d'accord, dass mer elo d'Chômeuren net als Zilscheif huelen an aus de Chômeuren elo d'Buhmännercher vun der Natioun maachen.

A mir sollen eis och net ze vill erwaarde vu Rapport vum der OECD, well där hu mer ee live erlieft an där zoustännegen Chamberskommissioun, an deem senger éischt Suerg war d'Héicht vum Chômage, an deen hat



keng aner Suerge wéi dat. Do sinn ech awer der Meenung, dass een op esou Rapporté gutt verzichte kann an dass d'Regierung an déi zoustänneg Kommissioun selwer hir Verantwortung sollen iwwerhuelen a Moyene siche wéi een dee Problem an de Grëff kritt a sech net ëmmer erëm hannert auslänneschen Alibi-Rapporté solle verstoppen, well ee selwer ze feig ass fir Faarf ze bekennen.

Ech soen lech Merci.

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dann huet den zoustänneg Minister d'Wuert, den Här François Biltgen. Här Minister Biltgen, Dir hutt d'Wuert.

**(Interruptions)**

»»» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn notéiert, dass ech eng Véirelsstonn hunn, ech wäert mech drun halen, Här President.

»»» **M. le Président.** - Merci.

»»» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Dat bedingt och, dass ech net Zäit hunn op alles anzegoen, wat hei gesot gouf, aus deem ganz einfache Grond, dass hei u sech eng Heure d'actualité ugefrot gouf iwwert de Bericht vum Ombudsmann, et ass awer hei ganz villes gesot ginn, wat doriwwer erausgeet, wou ech awer kee Problem domadder hunn, au contraire, well ech ginn net midd ze soen, dass d'ADEM eigentlech nëmmen ee ganz klengen Deel duerstellt vun der Bekämpfung vum Chômage zu Lëtzebuerg. D'ADEM spillt eng Roll als Machiniste dotéschent. D'Problemer vum Chômage zu Lëtzebuerg si wesentlech méi grouss wéi d'ADEM iwwerhaupt kann eng Äntwert ginn.

Dofir wëll ech och a menger Stellungnahm haaptsächlech op d'Propositione vum Médiateur agoen an och do eng Kéier soen, wat meng Meenung zu deenen eenzelne Propositionen ass. Dat ass meng éischt Virbemierkung.

Meng zweet Virbemierkung ass déi, dass effektiv de Chômage zu Lëtzebuerg net kann - an ech ginn net midd dat ze soen - duerch d'ADEM bekämpft ginn.

»»» **Une voix.** - Ouh?!

»»» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Ech si mer bewosst, dass mer musse Réforme maachen. Iwwergens hunn ech lech d'Dokumenter ausdeele gelooss iwwert d'Reformen, déi an deene leschten zwee Joer geschitt sinn. Et sinn dauernd Réforme geschitt, well d'ADEM sech dauernd upasse muss an déi nei Zorte vu Chômage. De Chômage ännert dauernd a wa mer d'Gesetzter bis frësch geännert hunn, mat där ganzer Zäit, déi mer do mussen durchlafen, da si mer ëmmer erëm hannendran. Dat heescht mir lafen ëmmer der Zäit hannendran.

De Chômage zu Lëtzebuerg besteet aus zwee grouse Problemer. Deen een ass den Ënnerscheid tëschent der Offer an der Demande. Mir hunn lech d'Zifferen ausgedeelt vum Chômage zu Lëtzebuerg. Kuckt lech u wat de Problem ass. Wat ass an d'Luucht gang? An d'Luucht ass d'Zuel vun deenen iwwer 40 Joer gang. An d'Luucht ass d'Zuel vun deene gang, déi manner leeschtungsfäeg si wéi déi aner, notament opgrond vun zwee Gesetzter, déi mer hei zesumme gestëmmt hunn. Ech menge mir hu se souguer unanime gestëmmt: d'Gesetz iwwert d'Handicapéierten an och d'Gesetz iwwert déi Leit, déi deelinvalid sinn.

Wa mer elo kucke wéi vill Leit am August 2006 am Chômage sinn, déi deelinvalid respektiv handicapéiert sinn, esou si mer op 22,6% a mir kommen op 25%. Dat heescht all Véierteren ass een, dee ganz schwéier erëm ze placéieren ass. A wa mer eng Feinanalyse maache vun deene Leit, da stelle mer och nach fest, dass dat Leit sinn, déi gréisstendeels iwwer 40 Joer al sinn a gréisstendeels emol kaum en néngt Schouljoer gemaach hunn. Zum Deel si se och aus dem Ausland heihinner komm mat wéineg Sproochkenntnisser. Déi Leit sinn duerch gesondheetlech Grënn net méi fäeg ze schaffen. Déi hu mer am Chômage. An den éischte sechs Méint vun deem Joer ass de Chômage zréckgang. Déi Zuel ass an d'Luucht gang. An déi Zuel geet och an Zukunft an d'Luucht.

Ech wëll dat hei soen, fir lech dovire warren ze mengen, dass wa mer méi Placeuren hätten, da wären déi dote Problemer geléist. Fir déi dote Leit musse mer Aarbechtsplaz fannen, an do hu mer net déi Aarbechtsplaz fir déi dote Leit. Déi Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg haaptsächlech kréiert ginn, dat sinn Aarbechtsplaz fir déi deck qualifizéiert Leit.

De Statec huet viru kuerzem e Bericht publizéiert, deen heescht „Cohésion sociale“ oder esou ähnlech, ech hu mer e vum Internet erfogelueden, well de Statec ass jo méi beflass fir Pressekonferenzen ze maache wéi deem Minister, dee sech dofir interesséiert, och en Exempleire gratis zoustellen, deen ee gratis iwwert den Internet kritt. Dir kënnt en also och iwwert den Internet erauszéien. Do sti ganz interessant Zifferen dran.

**(Brouhaha général)**

Do stellt Der zum Beispill fest, dass vun deene Leit, déi zurzäit zu Lëtzebuerg liewen, 25% - all Véierteren -, déi sinn all Cadres supérieurs; Cadres intermédiaires, dat ass éischer am technesche Beräich, 17,9%; Cadres administratifs 17,7% a Cadres manuels 40%. Bei de Cadres manuels sinn haaptsächlech Ausländer beschäftegt a kaum Lëtzebuerg - just fir dat ze soen.

Wann ech elo kucke wéi d'Evolution ass, och dat fannt Der an deem Bericht vum Statec, dee viru kuerzem veröffentlecht gouf, da stellt Der fest, dass an deene leschte fënnf Joer déi Leit, déi op Lëtzebuerg koumen, haaptsächlech, ronn 40%, am Cadre-supérieur-Beräich schaffen. Dat genee beweist eis wou de Problem ass.

Dat heescht, wa mer keng Aarbechtsplazen hu fir déi meescht vun eise Leit ënnerdaach ze kréien, jo, dann hëlleft eis déi bescht Reform net. Dat wëllt net soen, dass mer keng Reforme maache sollen, au contraire. Mä fir ze mengen iwwert d'Reform eleng géif et duergoen, a wéi d'DP seet: „Maacht eng Bildungsagence aus der ADEM“, dat ass alles schéin a gutt, mä ech forméieren awer aus engem fofzegjährege Steemetz, deen de Réck futti huet, do forméieren ech op der ADEM keen Informatiker. Dat geet einfach net!

Mä mir musse eis bewosst sinn, dass mer fir déi Leit eppes maache musse. Duerfir stinn ech a fir déi beschäftegungspolitesch Initiativen, duerfir stinn ech a fir dat Gesetz iwwert d'Beschäftigungsreform, esou wéi ech fir alles hei astinn.

Ech kréie mat jiddferengem hei Sträit, emol eng Kéier op där enger Säit, emol eng Kéier op där aner Säit, iwwert déi Projeten, déi mer maachen, mä ech stinn duerfir an, well mir musse kucken - an dat huet mech haut e bëssen an der Debatt, ech wëll net soe gestéiert, mä awer frappéiert -, et gétt gesot d'Leit musse Chômage kréien, neen, d'Leit musse eng Schaff kréien. Ech hätt gären, dass d'Leit eng Schaff kréien. An duerfir musse mer eng Partie Réforme maachen, fir fir d'Leit eng Schaff ze kréien.

An duerfir geet et eleng net duer, dass mer op der ADEM schaffen. Duerfir musse mer Schoulpolitik maachen a mir musse eis ëm d'Wirtschaftspolitik bekëmmen. Wa mer keng Plaz méi fannen am Industrieberäich, ma da kréien ech eng Partie Leit net ënnerdaach. Ech kréien d'Leit net iwwerall just an de Finanzen ënnerdaach.

Deen Dag, wou d'TDK ugekënnegt huet si géif ronn 300 Leit entloossen, den Dag drop huet eng Fiduciaire ugekënnegt si géif 200 Leit astellen, an ech hu moies um Radio héieren: Gutt Nouvelen endlech vun der Front vum Chômage, well no deenen 300 Plazen, déi verluer goufen, kommen der 200 dobäi. Dat ass richtig, just dass déi 200 déi 300 net ersetzen, well déi 300 Leit, déi bei der TDK geschafft hunn, vun deene kréien ech keen an enger Fiduciaire ënnerdaach.

Dat doten anekdotesch Beispill, wat all Dag virkënt, just fir lech ze soen: Déi vill Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn, an déi nach laang net all der ADEM zur Verfügung stinn, well vill sinn Transferte vu Plazen op Lëtzebuerg, mä vun deene Plazen, déi geschaf ginn, sinn dat ganz oft Plazen, wou mir d'Leit net hunn, fir se dohinner ze schécken. Mir brauche Plazen, fir d'Leit kënnen dohinner ze schécken. Dofir nach eng Kéier: Schoulreformen, Wirtschaftsreformen!

Zur Schoul wëll ech awer och nach aschränkend Folgendes soen: Déi bescht Schoulreform léist och net all Problemer. Ech stinn honnertprozenteg a fir Schoulreformen. Ech ginn an all Schoul, déi mech invitéiert. Et sinn der net vill. Et sinn net vill Schoulen, déi bereet sinn och mat engem Aarbechtsminister iwwer Chômage ze schwätzen. An de Schoulen ass ganz oft Beruffsorientéierung tabu. Ech ginn awer a vill Schoulen invitéiert an an all déi wou ech invitéiert ginn, ginn ech, déi och hir Schüler virbereeden op de Beruff. An dat maachen ech, fir mat deene Schüler ze schwätzen.

»»» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Et sinn awer vill Schoulen, déi Beruffsorientéierung maachen. Dir sot, an deene meeschte wär et tabu. Dat ass net de Fall, well et gétt an

enger ganzer Rei Lycée ganz gutt Orientéierungsarbecht gemaach.

»»» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Dat ass awer dat, wat ech ka feststellen, Madame Brasseur. Et ass dat, wat ech ka feststellen! A wa mir dat emgesat hätten zesummen, Madame Brasseur, wat d'OECD gesot huet iwwert d'Beruffsorientéierung, da wäre mer och haut méi wäit. A mir wësse ganz genee u wat et gescheitert ass. An ech mengen net, dass et un eis zwee gescheitert ass.

Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, mir brauche méi Beruffsorientéierung, fir och eis Schüler dohinner lotsen ze kënnen, wou Plaz sinn.

Vill Schüler kommen eraus aus eiser Schoul an da gi se an de Kampf geschéckt géint d'Grenzgänger, fir eng Aarbechtsplaz ze kréien. Ee Service, dee mer an eise Reforme gemaach hunn, no den Audite vu '95 oder '96, ee Service, dee mer ubidde beim Aarbechtsamt, dat ass deen, dass mer de Leit weise wéi een e Curriculum Vitae schreift, wéi een eng Demande schreift.

Eng Fro, déi ech mer awer stellen: Muss een dofir fir d'éischt an de Chômage kommen a bei d'Aarbechtsamt ageschriwwen ginn, éier dass een dat léiert? Dat kéint een an engem normale Cours och léieren, well dat huet och eppes domat ze di fir korrekt Franséisch oder Däitsch ze schreien, oder wat dat ëmmer ass, a sech duerstellen. Et ass also nach ganz vill do ze maachen.

Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn awer gesot ech géif op déi Propositione vum Ombudsmann agoen, well ech mengen, dat ass d'Debatt vun haut.

**(Interruptions diverses)**

Eng Virremarque: Ech sinn absolut d'accord mat der Proposition vum Marcel Glesener, dass een eng Kéier an der zoustänneger Chamberskommissioun soll den Ombudsmann, d'ADEM an den Aarbechtsminister gesinn. Den Ombudsmann hânt vum lech hei an der Chamber of. Ech mengen, et ass un lech, et ass net u mir, fir Virschléi ze maachen.

Ech muss allerdéngs och soen, dass ech et e bësse bosseg fonnt hunn, den Ombudsmann geet un d'Press an da maache mer hei eng Debatt, amplaz dass mer am Virfeld eng Aussprooch gehat hätten: Ombudsmann, Directrice vum Aarbechtsamt an Aarbechtsminister, an dann eng Debatt hei - selbstverständlech eng Debatt hei, hei musse mer politesch diskutéieren - gefouert hätten.

Mä ech soen lech zum Beispill, dass eng Partie Proposen, déi den Ombudsmann mécht, déi deele souwuel d'Direktesch vum Arbeitsamt wéi ech selwer. Bei enger Partie anere Propose vum Ombudsmann hunn d'Direktesch an ech zum Beispill och verschidde Meenungen - dat ass och normal an dat muss een ausdiskutéieren. An dat hätt ech am léifste kontradiktoresch gemaach, esou wéi den Här Glesener dat virgestallt huet.

**(Interruption et hilarité)**

Neen. Madame Brasseur, den Ombudsmann ass en Organ vun der Chamber, an dat ass jo esou gewënscht gewiescht, fir dass en nämlech déi néideg Onofhängegkeet huet, déi e muss hunn. An dat ass och gutt esou. Ech wëll just all déi heibannen drun erënneren, déi gemengt haten den Här Fischbach géif kee gudden Ombudsmann ginn, wéi begehert se elo vun him sinn.

**(Brouhaha général)**

Dat beweist jo och, dass déi Institution Ombudsmann, esou wéi d'Chamber se gestëmmt huet, eng gutt Institution ass. An ech stinn dozou. Ech fanne just déi Propose vum Här Glesener wéinst der Effikassitéit vun de Recommandatiounen vum Ombudsmann besser.

Déi éischt Proposition vum Ombudsmann war déi fir ze soen: méi Leit. D'accord fir méi Leit. Mir hunn lech en Tableau ausgedeelt, do stellt Der fest, dass d'Leit an deene leschten zéng Joer ëm 100% an der ADEM opgestockt goufen, souguer ëm méi wéi 100%. Ech wëll dat hei soen, well ech e puermol an der Press - an dat ass de Mëten net gesot ginn - gelies hunn: „D'Regierung stockt d'Leit net op.“ Mir hunn ëm 100% opgestockt an de Chômage ass och ëm 100% an d'Luucht gang. Dat kann een awer net matenee vergläichen, well de Chômage, wéi ech et virun erkläert hunn, eng ganz aner Natur och kritt huet.

Also, mir hunn op 100% opgestockt. An ech kann lech elo hei e Geheimnis veroden, wat Der muer beim Här Frieden gewuer gitt, nämlech stocke mer och d'nächst Joer erëm eng Kéier op. Mir kréien zéng Leit bäi

am Aarbechtsamt, haaptsächlech Placeuren. Ech wëll haaptsächlech bei de Placeuren opstocken, mä ech soen lech direkt, dass dat kee Wäert huet fir ze soen: Déi zéng Leit gi Placeuren. Mir hunn déi lescht Jore festgestallt, dass mir ëmmer erëm nëmmen hu kënnen sechs Placeuren ongeféier zur gläicher Zäit forméieren. Déi musse jo forméiert ginn. An dat ass déi zweet Recommandatioun. Esou dass ech och aner Posten opstocken wëll.

Notamment wëll ech d'Orientation professionnelle beim Aarbechtsamt opstocken. Mir mussen do Leit bäisetzen, fir dass mir och eng Méiglechkeet hunn, do, wou d'Schoule wëllen, an där ginn et der, déi mat eis zesummeschaffen, dass mer kënnen dohinner goen. Do hu mer net genuch Leit.

Zweet Propos - also mat där éischer Propos sinn ech absolut d'accord, an dat ass jo éischer eng Ënnerstützung, déi den Ombudsmann mer ginn huet, vu dass hie jo selwer eng Kéier Budgets- a Fonctionpublique-s-Minister war weess hie jo wéi komplizéiert dat ass, ëmsou méi frou sinn ech ëm déi Ënnerstützung -, dat ass d'Formatioun.

Wat falsch ass an der Recommandatioun vum Ombudsmann, ass ze soen: Si kréie keng Formatioun. D'Aarbechtsamt huet zënter deene leschte Joren eng ganz Partie vu Formatiounen ugebueden, fir d'Placeuren ze forméieren. Et muss ee just wësse wéi se rekrutéiert ginn. Si ginn iwwert de Redakter rekrutéiert. An da ginn d'Leit vum Aarbechtsamt sech virstellen nom Examen a soen: „Wien ass interesséiert?“, an déi kommen dann dohinner. Trotzdeem fannt Der ëmmer erëm Leit, déi eng si besser geeicht, fir mat soziale Problemer ëmzegoen, déi aner manner gutt; trotz alle Formatiounen.

Dat heescht, wat mir méi brächten, an dat setzen ech emol hei an de Raum, well ech dat wierklech gär eng Kéier géif kontradiktoresch diskutéieren, dat ass ze soen: Kënnen mer net - mä ech weess awer wéi quooklesch dat ass, och mam Fonctionpublique-s-Recht - d'Placeuren als Employés privés rekrutéieren amplaz als Fonctionnaires? Da kéinte mer Leit siche goen, déi och vu vireran déi dote Formatioun hunn.

Zugläch soen ech och, dass an deem neien Tripartite-Projet, deen Der virleien hutt, mer och do wëlle méi mat Interimsagencë schaffen, fir déi schwéier Fäll ze vermëttelen.

Drëtte Punkt, dat ass dee vum Renouveau périodique. Och do läit den Ombudsmann falsch. Zënter 2000 rotéieren d'Placeuren andauernd. Dat ass nämlech richtig esou, wat den Ombudsmann als Constat schreift, mä d'ADEM huet dat zënter 2000 schonn aneschters gehandhaabt. A wa Leit op eemol sech iwwerfuert fillen, da kommen se och op aner Plazen an et kommen Neier dohinner.

De véierte Punkt ass deen, dass d'Leit vun Ufank u solle méi a charge geholl ginn. Ganz kloer hu mer dat am Tripartite-Gesetz duerch en neie Kontrakt. Ech hunn haut keng Zäit op dat Tripartite-Gesetz anzegoen. Ech kommen nach op dat zréck. Am Tripartite-Gesetz steet d'Äntwert op dat, wat den Ombudsmann richtegerweis seet.

De fënnefte Punkt ass deen den Employeure Sanktiounen ze maachen, déi hir Ziedelen net ausfüllen. De Problem ass deen: Dat nézt eis näischt. Déi meescht Fäll, wou d'Leit hir Pabeiere vun hirem Employeur net kréien, dat si Failliten. Do gétt et keen Employeur méi. Dat heescht, do nézt eis d'Sanktioun och näischt méi.

De sechste Punkt ass dee vum zweeten Aarbechtsdokter. Den zweeten Aarbechtsdokter hu mer zënter zwee Joer an e Gesetz ageschriwwen. Den Aarbechtsminister war sech bewosst, zesumme mat senger Verwaltung, dass mer en zweeten Aarbechtsmedeziner missten hunn. Just, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu kee fonnt! Mir hu keen eenzege Lëtzebuerg fonnt, dee bereet war Aarbechtsmedeziner um Aarbechtsamt ze ginn! An elo hu mer missen an d'Gesetz eng Bestëmmung setzen, fir en Ausländer anzustellen. Elo hu mer en Ausländer fonnt, mat deem mer musse verhandelen, well deen ass och net bereet einfach esou ze



kommen. Elo si mer amgaang ze kucken deen zweeten Aarbechtsdokter ze kréien. Just nach eng Kéier fir ze soen: Mir hu keen eenzege Lëtzebuurger fonnt, fir bei d'Aarbechtsamt als Aarbechtsmedeziner ze kommen.

Dann dee leschte Punkt, do sinn ech définitivement net d'accord mam Ombudsmann, an dat ass dee fir ze soen: Zweek Educatrice bei déi Leit, déi an en CAT bei Stat a Gemenge ginn. Dat léist de Problem net. De Problem beim CAT vum Stat an de Gemenge läit beim Stat a bei de Gemengen, läit bei den Tuteuren, déi do sinn.

Ganz oft, dat ass e Problem, an dat liest Der am Ceps-Bericht, kréien d'Leit do Illusioune gemaach, si kéinte beim Stat oder bei der Gemeng bleiwen. An dat sinn notament déi Tuteuren, net de Patron, net d'Ministeren an net d'Buergermeeschteren, mä déi Tuteuren, déi soen: Oh, du schaffs esou gutt, am léifste géif ech dech halen. An da gi se net méi aktiv, fir eppes sichen ze goen.

Dofir hu mer am Tripartite-Gesetz virgesinn, wéi mer et schon am Projet 5501 virgesinn haten, dass an Zukunft Leit net méi solle 40 Stonnen d'Woch schaffen, mä 32, an dass den Tuteur sensibiliséiert gëtt, fir mam Aarbechtsamt Récksprooch ze halen, dass déi aacht Stonnen, wou net geschafft gëtt, dass do Formatiounen hikommen, fir eben dee Jonken da fit a flott ze maachen. Déi Mesure ass méi effikass wéi déi, déi den Ombudsmann virschléit.

Wéi gesot, dat sinn elo d'Meenunge vum Aarbechtsminister dozou. Ech wär frou, wa mer géifen déi Propos opmaachen an ech sinn natierlech dann och frou, wa mer an Zukunft weiderginn an de Reformen.

Ee Wuert zum Problem Emplacement. Mir hunn net...

» **Une voix.** - Här President!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Bon, dann...

» **M. le Président.** - Ma neen, ech hunn den Här Minister drop opmierksam gemaach,...

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo.

» **M. le Président.** - ...datt seng Zäit elo eriwuer ass, mä vu dass...

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Neen, wann Dir gären hätt, dass ech ophalen, dann halen ech op, dann...

» **M. le Président.** - ...all Riedner hei méi Zäit kritt huet, denken ech, dass den Här Minister och nach soll e puer Sekonne kréien.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Zweek Wuert. Mir mussen och kucke Plazen ze fannen. Zu Esch, do brieche mer aus allen Néit. Wat den Här Castegnaro gesot huet ass absolut richtig. An der Stad ass et de Stat, zu Esch ass et Esch, déi bezuelen. Ech hunn allerdéngs e Problem, dass, wann näischt zu Esch geschitt, da muss ech och bei anere Gemengen am Süde froen, ob déi net bereet wären, fir eis och do opzehuelen.

#### (Interruptions diverses)

OCDE-Bericht, do wëll ech soen, dass mer en éischten Zwëscherbericht nach Métt November dierfte kréien an da schwätze mer nach eng Kéier driwwer. An, wéi gesot, fir de Rescht hoffen ech a sinn dovunner iwwerzeegt, dass mer nach hei Zäit kréien, fir iwwert déi aner Reformen ze schwätzen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass déi Debatt ofgeschloss. Mir kommen elo un d'Heure d'actualité iwwert d'Gammelfleesch, déi vun der demokratescher Fraktioun ugefrot ass. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Clement, den Här Wagner, den Här Fayot, den Här Kox an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Carlo Wagner als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

## 10. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative à la viande avariée

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der leschter Édition spéciale vum Eurobarometer „Risk issues“ vum leschte Februar gi Statistiken ervirbruecht, no deenen 61% vun de Leit inquietéiert sinn iwwert d'Pollutioun vum Environnement. 51% maache sech Gedanken iwwert d'Autosaccidenter, an ëmmerhi 40% vun de Leit fäerten, si wären net ofgesécher, wat d'Sécurité alimentaire ubelaangt.

#### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et muss ee soen, et ass net d'Grippe aviaire an et ass och net dee leschte Skandal vum Gammelfleesch an Däitschland, déi also déi doten Debatt ervirgeruff hunn, mä en fait ginn déi ganz Diskussiounen schon zréck op 1989, wéi déi éischt Fall vu BSE opgetaucht sinn.

Zënterhier muss een och soen, dass d'Union européenne sech verschidde Moyene ginn huet, notament och mat der Kreatioun vun enger Autorité alimentaire européenne oder, wann ee wëllt, dem Office alimentaire et vétérinaire.

Mir hunn awer elo nees beim leschte Fall an Däitschland gesinn, dass déi Mesuren einfach net duerginn. Esou ass et och dee Moment normal, dass all Land zënter laangem opgefuerdert ass, fir eege Mesuren ze ergräifen, fir kënnen dem Consommateur eng excellent Qualitéit ze offrëieren. Dat heescht an anere Wierder, fir an den Domäne vun der Promotion de la qualité, vun der Transparenz, vun der Kontroll, vun der Information an och vun der Commercialisation vu proppere Produit-alimentairen ze schaffen.

Dir erlaabt mer, dass ech de Programme électoral vun der Demokratescher Partei fir d'Wahle vum 13. Juni 2004 zitëieren,...

#### (Interruptions)

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - ...wou mer wohlweisend soen: „Die Gesundheit der Verbraucher muss im Mittelpunkt der Bemühungen der Landwirtschaft stehen. Die DP betrachtet es als ihre Pflicht, die Landwirte dabei zu unterstützen, das Vertrauen der Verbraucher in ihre Produkte zu festigen. Deshalb möchte die Demokratische Partei ein feinmaschiges System der Qualitätsförderung, der Transparenz, der Kontrolle, der Information und der Vermarktung von Nahrungsmitteln einrichten.“

D'DP geet also dovun aus, dass selbstverständlich de Consommateur muss d'Certitude absolue hunn iwwert d'Qualitéit vun de Produkter, wat awer nëmme méiglech ass duerch en effikasse System vun Traçabilitéit, wou och d'Transparenz selbstverständlich muss sinn an en effikasse Contrôle vum Étiquetage.

Ech muss soen, dass mir an deem Zesummenhang staark bedauern, dass mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer kee Système harmonisé hunn, wat d'Traçabilitéit ubelaangt, well en fait ass et jo esou, dass d'Responsabilitéit vun der Traçabilitéit den Distributeuren eleng zoukënn. Mir géife mengen, dass do onbedéngt Ënnerstützung misst kommen an dass déi Cellule de Concertation hei zu Lëtzebuerg, op déi ech nach ze schwätze komme wäert, sech an deem Sënn och Gedanke misst maachen.

Och an hirem Wahlprogramm vun 1999 hat d'Demokratesch Partei schon drop higewisen, dass mer onbedéngt e sou genannte Cahier de charges commun bräichten, wat d'Origine an d'Qualitéitslabel géif ubelaangen. Ech muss awer soen, dass do wahrscheinlich nach Aarbecht wäert op eis zoukommen.

Ech wëll och an deem Zesummenhang vun der Regierung wëssen, Madame Staatssekretärin, wéi et ass mat der Mise en œuvre vum Règlement 178/2002 iwwert d'Législation alimentaire générale, wat jo als Finalitéit bekanntlech d'Définition-communen huet, d'Principe-directeure, an d'Objectif-légitimen, fir justement en héijen Degré vu Protection sanitaire an de gudden Fonctionnement vum Marché intérieur kënnen ze garantëieren.

Des Weidere wëllt ech och Informatiounen doriwwer, wéi et hei zu Lëtzebuerg mam jetzege Stand vun der Transposition vum Règlement 852/2004 iwwert d'Hygiène vun den Denrée-alimentairen ass.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer e System, deen en fait dualiste ass. Dat heescht an anere Wierder, dass d'Responsabilitéit gedeelt gëtt zwëschen dem Ministère de la Santé

an dem Ministère de l'Agriculture. Wann ech dat dierf grob ausdrécken, wëllt dat soen, dass en fait de Ministère de l'Agriculture, wat d'Béischten ubelaangt, oder wat d'Fleesch ubelaangt, responsabel ass, soulaang wéi d'Béischte liewen. Eng Kéier d'Béischte futti, trëtt d'Responsabilitéit vum Ministère...

#### (Interruption et hilarité)

Futti oder geschleucht...

Dee Moment trëtt d'Responsabilitéit vum Ministère de la Santé an, an dat heescht och an anere Wierder, dass de Ministère de la Santé hei responsabel ass iwwert de Laboratoire, wat d'Kontrollen an d'Analysen ubelaangt, an dass en fait d'Administration vétérinaire responsabel ass wat den Élevage vun den Déieren ubelaangt.

Ech hu gelies an enger Question parlementaire vun engem grénge Kolleg hei an der Chamber, déi de Rapport d'activité vum Exercice 2005 vum Ministère de l'Agriculture ubelaangt, wou dee Parlamentarier seet, an deem Rapport géif iwwert den Dysfonctionnement vun der Cellule de Concertation geschwat ginn.

Ech muss soen, dass ech doriwwer e bësselchen iwwerrascht sinn. Ech hunn an deem Rapport d'activité gesicht an ech hunn dat Wuert Dysfonctionnement zu kengem Moment fonnt.

Dat Eenzegt, wat ass, dat ass, dass an deem Rapport éierlecherweis steet, an ech zitëieren: «(...) en vue de restructurer cet organe et de lui donner un cadre plus professionnel et mieux adapté aux exigences en matière de la coordination des contrôles officiels des denrées alimentaires, de l'alimentation animale et du bien-être animal.»

Mä, op alle Fall steet näischt do vun Dysfonctionnement. Et steet just eppes do vu Lacunen. Ech sinn och fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mer wierklech hei zu Lëtzebuerg dem Consommateur Vertrauen an d'Produit-indigènë wëllen zréckginn, dass dat doten op alle Fall Allégatione sinn, déi an eisen Aen oui Zweifel net an déi richtig Direktioun ginn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg Chance, dass mer e Land sinn, wat relativ kleng ass, wat relativ transparent ass a wat dee Moment och gutt ze iwwerkucken ass. Dofir sinn ech och iwwerzeegt, dass hei zu Lëtzebuerg, wat d'Qualitéit vun Fleesch ubelaangt, d'Problematik net op deem Domän läit, mä dass et en fait en importéierte Problem ass.

Et ass also en importéierte Problem, an ech huelen un, dass an deem Rapport d'activité, justement wat déi Lacunen ubelaangt op déi Schwierigkeiten, déi mer vu baussen erakréien, higewise ginn ass.

Et sinn och scho verschidde Mol Propositione gemaach ginn, an notament, mengen ech, och vun deene Grénge, déi proposéieren, et misst e Ministère indépendant komme fir d'Protection vun de Consommateuren.

Abee, ech muss soen, dee leschte Gammelskandal - esou kann ee bal soen - aus Däitschland beweist, dass dat och wahrscheinlich net de richtige Wee ass, well Dir wësst, dass ënnert der viregter rout-grénger Regierung an Däitschland ënnert der Responsabilitéit vun der Madame Künast esou e Ministère entstanen ass. D'Resultat ass eis bekannt.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass mat der Kreatioun vun deem neie Ministère vläicht ka versicht ginn, d'Opinion publique dobaussen ze berouegen, mä dass dat awer oui Zweifel net d'Léisung ass. An ech wëll och drop hiweisen, dass beispillsweis d'Commission européenne an hirem Livre blanc ganz, ganz resolut fuerdert, dass ee sollt de Contrôle vun den Denrée-alimentairen an d'Protektioun vun de Consommateuren strictement auserneen halen.

Deen europäeschen Office alimentaire et vétérinaire, mengen ech, hätt och an deem dote Beräich elo ganz vill Aarbecht ze leeschten. Dat heescht, notament wat de Contrôle op de Grenzen ubelaangt; dat souwuel, wat den Import ubelaangt aus engem anere Land wéi och den Export an en anert Land. Mir wëssen, dass haaptsächlech allegeren déi Produkter, déi aus Pays tiers kommen, heiansdo ganz schwéier ze kontrolléieren sinn, an ënner Pays tiers verstinn ech déi Länner, déi eben net an der Union européenne des 25 sinn, mä déi sou genannte Pays tiers. Ech mengen, do misst een onbedéngt kucken, dass och eis Lëtzebuurger Autoritéit vläicht géife mat dem Office alimentaire europäen Kontakt opheuelen, fir gemeinsam Strategien europawäit an deem doten Domän kënnen op d'Been ze setzen.

Am Résumé, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëllt ech nach eng Kéier widderhuelen, dass mir der Iwwerzeegung sinn, dass ee muss kucke fir där Cellule de

Concertation, déi aus ganz kompetente Leit besteet an déi bis elo exzellent Aarbecht gemaach huet, awer appropriéiert Moyenen ze ginn, notament wat d'Traçabilitéit ubelaangt. Wéi gesot, nach eng Kéier, eng uniform Traçabilitéit net nëmme ënnert der Responsabilitéit vun den Distributeuren, mä och wat de Contrôle vum Étiquetage ubelaangt. Et ass och richtig - an et ass scho méi oft an deem héijen Haus drop higewise ginn -, dass onbedéngt d'Moyene vum Laboratoire misst reforcéiert ginn.

Finalemment wëllt ech drop hiweisen, dass, wéi gesot, eis national Autoritéiten onbedéngt misse mat deem Office alimentaire et vétérinaire zesummeschaffe fir kënnen gemeinsam europäesch Prinzipien a Prozeduren opstellen, notament wat den Import-Export ubelaangt.

Finalemment, mengen ech, wär et awer och ganz wichteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Efforten net vernoléisseg, mä au contraire se reforcéieren, fir dem Lëtzebuurger Consommateur kloer an däitlech ze maachen, dass wann e wëllt rassuréiert sinn iwwert d'Consommation vu Fleeschartikelen hei zu Lëtzebuerg, dass e beschens berode wär wann e géif Lëtzebuurger Produkter consommeieren. Et sinn d'Lëtzebuurger Produkter, déi mir kënnen 100%eg hei zu Lëtzebuerg suivéieren. D'Gefor kënn net vu Lëtzebuerg, si kënn aus dem Ausland. Loosse mer dem Consommateur dat dann och weider bäibréngen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Wagner. Den nächste Riedner oder den éischte Riedner ass den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee rezente Liewensmittelskandal an Däitschland, wou Tonne vu verduerwenem Fleesch an den Handel komm sinn, huet mat Sécherheet eppes ganz kloer, géif ech soen, zum Virschäi bruecht: Et gëtt keen Nullrisiko bei der Liewensmittelsécherheet, haut net an och net an Zukunft. Ob mir elo erëm méi Transparenz fuerderen oder nach méi Transparenz fuerderen am Fleeschsektor oder nach méi Kontrollen aféiere wëllen, en Nullrisiko wäerte mer net erliewen.

Wann ech elo richtig informéiert sinn, gouf an Däitschland ganz vill Fleesch émetikéiert oder falsch deklaréiert. Och gëtt spekuléiert, dass verschidde Liewensmittelcontroleure mat de Fleeschproduzenten ënner enger Decke gestach hunn an esou vun de ganzen Onéierlechkeete mat profitéiert hunn. An dese Fall, Här President, wou manifestement Spëtzbouwen oder nëmme op Profit orientéiert Leit um Wierk waren, verséet selbstverständlich och dee performanteste Kontrollmechanismus.

Wéi ass dann elo de Contrôle hei zu Lëtzebuerg vun der Liewensmittelsécherheet? Als Äntwert op d'Liewensmittelskandal aus den 90er Joren hu mir hei an der Chamber 2001 e groussen Hearing mat alle concernéierte Parteien aus dem Liewensmittelsektor gehat. Eng vun de Konklusiounen vun deem Hearing war, fir eng Cellule de Concertation en matière de Sécurité alimentaire an d'Liewen ze ruffen.

Dës Cellule, wou Experté vu verschidde Verwaltunge vertruede sinn, huet als Aufgab sech mat der Liewensmittelsécherheet auserneen ze setzen. Si maache souwuel eng Gestiou wéi eng Kommunikatioun vum Risiko, dee besteet, och vum Risiko, dee sech eréischt ofzezechent. Si maachen awer och a mengen Aen, an dat och laut Rapport, eng ganz uerdentlech Aarbecht, well néng Réuniounen hunn 2004 do stattfonnt. Dofir sinn ech, grad ewéi de Carlo Wagner och, e bëssleche verwonnert iwwert d'Meenung vun där grénger Fraktioun, déi jo wësse wëllt, dass dese Comité net uerdentlech fonctionnéiere géif an et do och géif zolid Kompetenzgerangel tëschen deenen zweek Ministeren, deem vun der Santé a vun der Agriculture, géif ginn.

Déi gréng Fraktioun fuerdert dofir och - well se dat jo alles wësse wëllt -, dass dese Cellule de Concertation néi strukturéiert misst ginn an och méi professionell schaffe misst. Am Endeffekt fuerdert se dann och e Verbraucherschutzministerium. Dozou wëllt ech awer nach soen, dass weder e Verbraucherschutzministère nach eng Agence de Sécurité alimentaire mat Sécherheet och net als Solution miracle unzegesinn, mat där een de Problem Liewensmittelsécherheet zu 100% an de Griff kréie këint.

Mir brauche jo dofir nëmme, an de Carlo Wagner huet dat schonn ugedeit, op déi aner Säit vun der Musel ze kucken, wou



Mardi,  
10 octobre 2006

d'Madame Künast esou e Ministère agefouert huet. A wéi mer alleguerte wëssen: Déi rezent Liewensmëttelskandalen kommen alleguerten aus Däitschland. Et kann een dervun ausgoen, datt do och de Kontrollsystem trotz deem Ministère net esou funktionéiert huet wéi e funktionéiere sollt.

Ech wëll elo awer nach e puer Wieder, Här President, iwwert d'Liewensmëttelsécherheet an d'Transparenz vum Lëtzebuenger Fleeschsecteur soen. Wann een de ganze Secteur „Fleesch“ méi genee ënnert d'Lupp hält, muss ee soen, datt elei vun den Acteure riseg Ustrengungen a Saachen Transparenz an och Hygiène gemaach gi sinn. Dat geet u beim Bauer mat der Transparenz an dem Autocontrôle vun de Fuddermëttelen. Hei gëtt et neierdénge Datebanken esouwuel vum an iwwert de Lieferant wéi och vum Bauer, dee seng Fuddermëschung selwer hierstellt.

De Sanitel-System funktionéiert mëttlerweil exzellent, esou datt ech woen ze behaapten, datt et elei zu Lëtzebuerg méi Leit oui Pass gi wéi Kéi oui Pass.

#### (Hilarité)

Dat geet weider iwwert d'Schluechthaiser, iwwert déi fleeschverschaffend Betriber bis hin zum Commerce, déi alleguerte ganz strenge Kontrollen ënnerleien a zudeems iwwert den HACCP engem effikassen Autocontrôle ënnerleien. D'Traçabilitéit vun all Stéck Fleesch ass haut dank dem Etikettierungssystem an all Detail novollzéibar. Ech mengen, dat kann ee jo och an deene gréisere Supermarchéé gesinn, wat do alles op der Etikett dropsteet. Dat geet u beim Bauer a wat d'Gebuert, den Alter, de Pass vun der Mammekou an d'Fiddere betrëfft.

D'Etikette mat allen Donnéeë ginn am Schluechthaus op d'Carcasse dropgepecht an duerno an de Betriber, déi d'Fleesch verschaffen, op all eenzelt Stéck Fleesch. D'Betriber hunn hei, beim Bauer ugefaang bis hin zum Commerce, mat Sécherheet keng Méi gescheit fir hiren Deel bäizedroen, datt mer gesond a proppert Fleesch hei zu Lëtzebuerg hunn.

Zum Schluss, Här President, nach e puer Gedanken: Nach méi Kontroll bréngt ausser engem Plus un administrativem Opwand, menger Meenung no, guer näischt. Et sollt een au contraire d'Strofen iwwerdenke fir déi, déi sech net un de System halen an déi ech uganks menger Ried als Spëtzbouwe betitelt hunn, fir géint si mat aller Konsequenz a mat aller Häert duerchzegräifen. Mir mussen och nach méi, an dat huet och den Här Wagner scho gesot, Publicitéit no bausse maachen, méi fir eis Produkter werben, fir ze weisen, datt bei eis am Fleeschsecteur d'Transparenz garantéiert ass an datt ganz streng an och regelméisseg Kontrolle queesch duerch de ganze Secteur duerchgefouert ginn.

Egal elo, ob mir e Verbraucherschutzministère hunn oder eng Agence de Sécurité alimentaire oder eng Cellule de Concertation, keng vun dësen Institutiounen ass à même eng 100%eg Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren, esou laang wéi et déi Spëtzbouwen an déi schwaarze Schof an deem Secteur gëtt. Et ass dofir och zudéifst bedauerlech, datt ëmmer erëm e ganze Beruufsstand oder méi Beruufsstänn zesummen ënnert den dubiose Machenshafte vun dëse Leit leide mussen.

Dat gesot, Här President, soen ech lech alleguerten zum Schluss awer nach Merci, datt Der mer nogelauschert hutt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, wann ech gelift, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, dee sou genannte Gammelfleeschskandal ass zu Lëtzebuerg gutt géréiert ginn. Mir brauchen ons doriwwer hei net an d'Hoer ze geroden. Mir wëssen, dass dee Skandal an Däitschland duech Défaillancen an dem Kontröllsystem entstanen ass, déi do festgestallt gi sinn. Dat ass mënschlecht Versoen, mä sécher och Versoen an der grousser Distributioun, an dem Contrôle vun den Etiquetagen an der Traçabilitéit vun deem Fleesch, wat do an der grousser Distributioun war.

Mir hunn zu Lëtzebuerg sécher de Virdeel, dass mer méi kleng sinn, mä mir hunn awer och eng grouss Distributioun, wou esou Saache kënnen virkommen. Ech fannen, et ass gutt, dass mer den Débat och emol ërem eng Kéier hei hunn, deen dee méi präzise Problem, deen allgemeng Problem soulevéiert, nämlech dee vun der Sécurité alimentaire am Marché intérieur. An do ass natierlech d'Fleesch grad esou gutt touchéiert, wéi eng ganz Partie aner Elementer

vun der Alimentatioun. Mir brauche jo net un de BSE-Skandal ze erënnere an un all déi aner Skandalen, déi besonnesch am Fleeschberäich stattfonnt hunn an déi och zu enger ganzer Partie Mesurë gefouert hunn. Et ass hei rappeliert ginn, och vum Här Clement: Déi Autodiscipline, déi dëse Secteur vum Fleesch sech zu Lëtzebuerg ginn huet, ass natierlech mat dat beschte Mëttel, wann een effikass si wëllt.

Trotzdem imposéiert sech eng Iwwerleeung iwwert déi staatlech respektiv professionell Kontrollmechanismen. Et ass schonn hei op de Rapport vum Juni 2000 higewise ginn, dee vum Ministère de l'Agriculture a vum Ministère de la Santé hiergestallt ginn ass, an deen och hei an der Chamber zu engem Hearing an zu Debatte gefouert huet.

Deemools ass constatéiert ginn, dass et eben duerch déi Verspreeung vun de Kontrollinstanzen iwwer verschidde Ministèreen u Koordinatioun gefeelt huet. Deemools ass eng Cellule de coordination geschaf ginn. Et ass jo hei elo zum Virschäi komm, dass déi Cellule de coordination gutt schafft, an et ass och gefrot ginn, fir dass déi Cellule de coordination soll Mëttelen oder respektiv Laboratoireen zur Verfügung gestallt kréien. Dat ass am Fong geholl schonn en Ufank um Wee op eng Instanz, eng Recherche-Instanz, eng wëssenschaftlech Instanz, déi iwwert dat erausgeet, wat déi Cellule de coordination war, nämlech ze koordinéieren, wat an den eenzelne Ministère geschitt.

Perséinlech erënnere ech drun, dass och um europäesche Plang an deemselwechte Joer 2000 e Wäissbuch iwwert d'Sécurité alimentaire erauskomm ass. Deemools ass analyséiert ginn, dass bei der Gestioum vum Risque alimentaire de façon générale et zwoe grouss Niveauë gëtt: Deen een Niveau ass dee vun der Evaluatioun vum Risque, dat ass dee wëssenschaftlechen Niveau, deen an de Laboratoire geschitt; an deen aneren Niveau ass dee vun der Gestion du risque, dat ass dee vun der eigentlicher Kontroll, vun der uerdnungspolitescher Fonctioun an och vun der Informatioun, vun der Reglementatioun vun den Instanze vis-à-vis vum Consommateur an der Informatioun vum Consommateur.

Meng Meenung war et nach ëmmer - an dofir hat ech am Joer 2001 eng Proposition de loi 4792 hei erabruucht -, fir eng Agence luxembourgeoise de Sécurité alimentaire ze schafen.

Iwwregens ass an dem Programm vun der Regierung vun 2004 virgesinn, eng Etüd iwwer esou eng Agence de Sécurité alimentaire hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Wéi ëmmer ass esou eng Proposition de loi geduecht als Ustouss, fir nozedenken iwwert d'Manier wéi een d'Sécurité alimentaire besser assuréiere kann.

Ech menge schonn, dass mer, wann net eng eegen Agence de Sécurité alimentaire, dann awer eventuell emol sollten driwwer nodenken, ob mer an deem zukünftege Laboratoire National de Santé, dee jo en Établissement public soll ginn, en Element virgesinn, an deem Recherche scientifique iwwert d'Sécurité alimentaire ka gemaach ginn, fir dann och am europäesche Verband am Échange vun Experten, Risqué virauszegesinn an op déi Manier d'Sécurité alimentaire ze garantéieren.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat gesot, Här President, sinn ech awer mat deene Kolleegen d'accord, déi soen, dass mer sécher hei zu Lëtzebuerg eng gutt Fleeschversuergung hunn, dank och dem direkten Zougang zum Producteur, dank engem Réseau och vun artisanale Metzler a vun engem Fleesch, wat ganz genee traçabel ass. Ech mengen, dat ass sécher déi beschte Garantie, fir dem Consommateur ze hëllefen.

Dat verhënnert awer net, dass mer och iwwert d'Strukture vu Lëtzebuerg fir d'Iwwerwaachung vun der Sécurité alimentaire am europäesche Verbund mussen nodenken an ons och eng Philosophie maachen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorablen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a regelméisseg Ofstänn schliddert d'Thema Liewensmëttelsécherheet ëmmer nees duerch Skandalen an d'Schlagzeilen.

D'Ursach fir esou Liewensmëttelskandalen kann een net nëmme op kriminell Handlung vun de betreffenden Händler oder Hiersteller beschränken, mä déi staatlech oder stéchaarteg staatlech Liewensmëttelkontrollen, déi d'Produktioun an de Verkauf an hirer Gesamtheit erfaasse kënnen,

esouwéi eng mangelhaft Koordinatioun vum Informationsfloss droen dozou bäi, datt esou Handlungen onentdeckt bleiwen.

Och op där zum Deel staark ausgeprägte Geiz-ist-geil-Mentalitéit läit e gudden Deel vun där aktueller Schold. Dofir begrëissen an ënnerstëtzen déi Gréng och all Efforten, déi um Plang vun enger Valorisation vun de regionale Produité geholl ginn, déi souwuel d'Qualitéit wéi d'Traçabilitéit vun de Produiten ervirsträchen.

De Succès, dee mir haut op deem Plang opzeweisen hunn - wéi zum Beispill de „Produit du terroir - Lëtzebuenger Rëndfleesch“ -, weist, datt mir do um richtege Wee sinn.

Datt hei zu Lëtzebuerg niewent dem Rëndfleesch awer och nach aner Fleeschzorte produzéiert ginn, weist awer och, datt mer hei zu Lëtzebuerg a puncto Traçabilitéit nach munches ze ënnerhuelen hunn.

Duerch déi rezent Ereegnesser an Däitschland ass Lëtzebuerg sech erëm enger Problematik bewosst ginn, vun där mir vu Säite vun der Regierung ëmmer nees verséichert kréien, dass dëst eis jo net direkt beréiert. Et gëtt ëmmer nees vun der Transparenz a vun der Sécherheet vun eisem System geschwat.

Dobäi gëtt awer vergiess, dass dëse System sech bal ausschliesselech op national Produité beschränkt. Ech brauch lech jo kaum opzeweisen, wéi staark Lëtzebuerg am Beräich vun de Liewensmëttel vum Ausland ofhängeg ass. Och am Fleeschsecteur si mer nach ëmmer vum Ausland staark ofhängeg.

Déi Gréng sinn dofir nach ëmmer der Opfaassung, an dat méi wéi jee, dass d'Recht op Informatioun a sécher Liewensmëttel onbedéngt agehale muss ginn. D'Regierung muss deemno all Efforten ënnerhuelen, fir dat Recht ze garantéieren. Dëst ass eng staatlech Verantwortung. E Mangel u staatlecher Kontroll geet net zulescht zu Laaschte vun de Baueren.

Eng vun de beschten Hëllef, déi mir de Bauere kënnen ginn, ass Vertrauen, Vertrauen op sécher a gesond Liewensmëttel. Datt eis staatlech Kontrollen, besonnesch déi vun der Cellule de Concertation en matière de Sécurité alimentaire respektiv eis staatlech Laboratoireen alles anescht wéi performant sinn, geet aus hiren eegene Rapporten ëmmer nees ervir. Och d'Kompetenzgerangel tëschent dem Gesondheits- an dem Landwirtschaftsministère ass do alles anescht wéi dinglech. Dofir braucht Dir just mat deene kompetente Leit um Terrain ze schwätzen.

Esou ass am Rapport d'activité vum Ministère nozeliesen: «(...) la mise en application du 'paquet réglementaire hygiène' démontre nettement les points faibles de la structure actuelle de la cellule de concertation.» A weider: «(...) de restructurer cet organe et de lui donner un cadre plus professionnel et mieux adapté aux exigences en matière de la coordination des contrôles officiels des denrées alimentaires (...)» Nozeliese wéi gesot am Rapport.

Och de Bericht vum Veterinärsoffice vun der Europäescher Unioun weist ëmmer nees op déiselwecht Defiziter hin. Ech zitieren: «Les conclusions de leurs rapports de visite vont toujours dans le sens que le Luxembourg devrait encore augmenter son volume de contrôles et d'analyses.» Nozeliesen am Rapport d'activité vum Ministère de l'Agriculture.

Ähnlech wéi am Waasser, wou d'Kompetenzen an engem Ministère regroupéiert goufen, muss mer och am Liewensmëttelberäich eng besser Koordinatioun a Concertatioun virhuelen. Dofir verlaangen déi Gréng, net fir d'éischt, d'Schafung vun engem performante Verbraucherministère.

Wa virdu gesot ginn ass, dass dee Verbraucherministère an Däitschland et net fäerdeg bruecht huet, dass dee Skandal ausbliwwen ass, esou läit dat ebe grad un deem Kompetenzgerangel, deen och an Däitschland besteet tëschent der Bundesregierung an de Bundeslänner. Dofir ass och do d'Fuerderung vun de Gréngen an Däitschland, fir dat Kompetenzgerangel ewechzekeréien.

Mir brauchen e Verbraucherministère, dee proaktiv am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet aktiv ass, mat klere Strukturen an dem néidege Personal a finanzielle Moyenen - ech kann nëmme ënnersträchen, wat virdrun hei gesot ginn ass -, mat landeswäiten Aktiounen, fir den Etiquetage vun de Liewensmëttel ze iwwerpräieren; mat performante staatleche Kontrolle fir d'importéiert Wueren; mat Hëllefstellung fir d'Traçabilitéit vu sämtleche Fleeschprodukter, an net nëmme deenen, hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren; mat Informatiounscampagnen iwwert déi pervers Effekter vun der Geiz-ist-geil-Mentalitéit an nach mat villem méi.

Här President, zum Schluss nach eng kuerz Erënnung: Qualitéit a sécher Liewensmëttel hunn hire Präis. D'öffentlech Hand kann a muss do mat guddem Beispill virgoen. Ech erënnere dofir un eng Gesetzesinitiative vum gréngen Deputéierte Robert Garcia, deen ëmmer nach aktuell ass, fir d'regional Produiten a staatleche Kantinnsbetriber méi staark ze benotzen.

Ech soe Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Mehlen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Dir hutt sécher Verständnis dofir, datt ech an zwou Minuten déi ganz Thematik do net ofhake kann.

Meng Virriedner hunn dat meescht gesot, wat dozou huet misse gesot ginn. Wann et drëm geet, fir séiert Geld ze verdéngen, dann ass kriminell Energie ganz séier am Spill. Dat hu mer an der Vergaangenheet ganz dacks am Ausland gesinn, wou Saache passéiert sinn, a just an Däitschland, wou ee gemengt hätt, datt awer déi deutsche Gründlichkeit géing dofir suergen, zesumme mat engem Verbraucherschutzministère, datt esou eppes net méiglech wär. Et ass awer méiglech gewiescht. Dofir hânt et an eisen An net vun der Struktur of, mä et hânt dovun of wéi déi Strukturen, déi en place sinn, funktionéieren.

Mir wëssen, datt kee Liewensmëttel méi liicht verdiefflech ass wéi Fleesch. Mir wëssen awer och, datt wahrscheinlech näischt méi schwéier noweisbar ass wéi op Fleesch, wat verpaakt ass a wat déifgefruer ass, ob do den Haltbarkeetsdatum, deen op der Etikett dropsteet, stëmmt oder ob en net stëmmt. Dofir muss een effektiv Analyse maache kënnen, déi relativ wäit ginn. Dat bedéngt e relativ héijen Opwand.

Ech wëll och vun hei aus wéinstens de Produzente félicitéiere fir dat, wat se an deene leschte Joren op d'Bee gesat hunn, wat d'Traçabilitéit ubelaangt, mä dat entbënt eis net aus der Verantwortung, vu datt awer ganz vill Fleesch deelweis aus dem Land erausgeet, mä dofir kënn es awer och - a mäi Virriedner huet jo och schonn dorop higewisen - eng ganz Partie an d'Land eran, wou mer keen Zougrëff drop hunn, ob dat, wat mer do ugebuede kréien, esou stëmmt wéi et dropsteet.

Argentinescht Fleesch, do gëtt ëmmer gesot, dat wär dat bescht hei am Land. Wie weess da wéi laang, datt dat ënnerwee war an ënner wat fir enge Konditiounen, datt et gekillt war an esou weider an esou fort?

Dofir ass et noutwendeg, datt genuch Kontrolle gemaach ginn an datt déi, déi gemaach ginn, uerdentlech gemaach ginn. Och dat ass, an ech kann dat nëmme ënnersträchen, am Intérêt vun de Produzenten, déi anerwäerts wierklech all Efforté gemaach hunn, fir dem Consommateur e gutt Produkt unzebidden.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen.

Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo nach d'Regierung. Ech denken, dass zwoe Verrieder dozou Stellungnahm huelen; fir d'éischt d'Madame Octavie Modert, Statssekretärin, an duerno den Här Gesondheitsminister. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

Ech wëll drun erënnere, dass d'Regierung eng Véirelstonn Riedezäit huet.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn erstaunt a frou.

Erstaunt, Här President, datt d'Thematik vun haut opgeworf gëtt, wann - egal vu wéi enge Säiten a vu wou dat och hierkënn - e Skandal hei bei eis gewittert gëtt wann eppes am Ausland geschitt ass respektiv vun do aus eriwergeschwappt ass.

Frou awer op där anerer Säit, datt dat eis d'Geleeenheet gëtt nees heibannen an Ärem héijen Haus d'Liewensmëttelsécherheet an de Mëttelpunkt ze stellen.



Erstaunt, dass sech bei Routinefroen an -ënnersichungen heiansdo Froe gestallt gëtt, respektiv déi Kontrollen a Fro gestallt ginn, woubäi se ganz gutt funktionéieren, an dofir frou fir nach eng kéier kënne ze soen, dass eise System geklappt hat.

Frou ganz besonnesch fir ze héieren, dass heibanne ganz vill Iwwereneestëmmung ass a ganz vill gesot gëtt, dass mer vill Mëtelen hunn, an dass mer och en Deel vun de Konklusiounen richteg gezunn hunn.

Ech wëll just ganz séier e puer Fakte soen. Wat hei deelweis als en Ulass geholl ginn ass, fir déi Froen ze stellen, dat war jo, dass mer iwwert de Système d'alerte rapide vun der Europäescher Kommissioun op Lëtzebuerg notifizéiert kritt hunn, dass zweemol hannerenee Fleesch aus Däitschland heihinner geliwwert ginn ass, wou een hätt kënne mengen oder wou e Verdacht war, dass et vläicht falsch etikettéiert gewiescht wär.

Deem war net esou, mä et gouf awer Fleesch an den Entrepôten an Däitschland fonnt, wou dat de Fall war an déi och heihier geliwwert haten. Dofir hu se eis dat matgedeelt a mir hu selbsterständlech déi néideg Kontrolle gemaach, no de Kontrollen déi néideg Analyse gemaach, an déi Analysen hu bestätegt, wat eis Kontrolle gewisen hunn a wat och eis Fachleit dozou direkt konnte soen, nämlech dass dat Fleesch an der Rei war.

Mir hunn also souwuel d'Kontroll kënne direkt maachen; logescherweis, dofir ass de System do. Mir hunn direkt eng Saisie vun deem Fleesch gemaach, wourëm et gaangen ass. Mir hunn d'Analyse gemaach a mir hunn d'Fleesch souguer dann zerstéiert, wann et zwar anstänneg a richteg Analysen hat, mä wann et awer ausserhalb vun der Unioun hierkomm ass a mir net all Informatiounen haten, déi mer um Niveau Traçabilité wollten hunn.

Mir hunn zwee Fäll bis elo hei gehat, esou laang et dee ganze System vu Schnellwarnung gëtt, an déi konnte vum Labo novollzu ginn.

Ech wëll och kuerz eppes zu de Kontrollprozeduren an deene Fäll do soen: Mir ginn natierlech an all Entrepôten, wou Fleesch hânt, regelméisseg Kontrolle maachen. D'Händler mussen do selbsterständlech d'Traçabilitéit vun hirer Wuer virweisen. Si dāerfen nēme Stocken hu mat etikettéierte Produkter. A si mussen aus EU-agrééierten Entrepôten iwwerhaapt hierkommen, also aus Etablissementer hierkommen, begleet vu sämtlechen Dokumenter, esou wéi et virgesinn ass. Mir gi -wéi gesot - selbsterständlech systematesch kontrolléieren, och ouni dass ee Problemfall sech stellt.

Mir hunn awer och, fir Fleesch wat vun ausserhalb vun der Europäescher Unioun kënnt - Fleesch, dat innerhalb vun der Europäescher Unioun hierkënnt ass censéiert an deene jeeweilegen EU-Mitgliedslänner direkt kontrolléiert ginn ze sinn -, ob enger Plaz hei am Land, um Findel, an do ass eng systematesch Kontroll vun alle Chargé vu Fleesch, déi kommen.

Leider - an dat ass scho gesot ginn - kann een trotz allem net all kriminell Macheschaften domadder vermeiden. Mä, mir hunn awer festgestallt iwwer all déi lescht Joren hin, dass bedéngt duerch d'Intensifikatioun vum europäeschen Iwwerwachungsnetz, dat op d'Feiss gesat ginn ass, vun der Mëtt vun den 90er Joren un d'Zuel vun de Fäll vu sämtleche frauduléise Manipulatiounen vu gefruerene Produkter an der EU ganz kloer erofgaangen ass.

Mir hunn awer och hei am Land eng gutt Ze-

summenaarbecht, wat déi ganz Kontrollen ubelaangt, an zwar souwuel um Terrain engersäits zwëschent den zoustännege Leit vum Landwirtschaftsministère a vum Gesondheitsministère, wéi och an där Cellule de Concertation Agriculture-Santé iwwert d'Sécurité alimentaire, vun där scho geschwat ginn ass.

Am Géigesaz zu deem, wat Verschiddener gemengt hunn hei opzuerwerfen oder ier-gendwéi erauszefannen, besteet do kee Konkurrenzdenken an och keng Kompetitioun a virun allem kee Géinteneen, mä dat ass ëmmer ofgestëmmt an d'Zusammenaarbecht ass gutt. D'Koordinatioun leeft iwwert d'Cellule respektiv iwwert d'Ministeren.

Ech wëll do vläicht soen, dass wat hei gemengt ginn ass erausfonnt ginn ze sinn an de Rapports d'activité; do stoung just, dass mer eng kéier déi Cellule restrukturéiere wäerten. Dat ass eppes, wat mer ëmmer wëlles haten, an dat ass eppes wat amgaangen ass. Also méi ass do guer net ze fannen an deem Rapport. Do sti mer dozou an dat si mer amgaangen ze maachen; grad esou wéi d'Ëmsetzung vum «paquet hygiène», woumat jo och zousätzlech Missiounen dann derbäikommen.

Mir hunn de «Plan pluriannuel de contrôle» esou wäit ausgeschafft. Domadder hânt natierlech an Zukunft, spéiderhin, well dat ass evolutiv, och zesummen, dass een d'Revisioun vu Strukture mécht. Mir wäerte méi Mëtelen zur Verfügung stellen. Mir hunn der elo scho kritt fir d'nächst Joer. Et kënnt derbäi, dass wéi gesot, déi Reorganisatioun amgaangen ass, an mer esou eng nei gemeinsam Struktur weiderhi kënne schafen.

A wann déi nei Laboratoire bis gebaut sinn: de Gesondheitslaboratoire wou de Veterinärslaboratoire dobäikënnt, dat heescht déi zwee grouss Laboen, déi zoustänneg si fir Liewensmëttelanalysen ze maachen, wann déi geografesch beienee sinn, da si Koordinatioun a Synergie nach besser méiglech.

Jo, mir si selbsterständlech fir Kontrollen a fir gutt Kontrollen. Mir mengen awer, grad wéi Dir och, dass déi wuel ganz gutt funktionéieren. A selbsterständlech ginn déi zoustänneg Stellen, esoubal wéi eng Fro sech stellt, direkt op d'Plaz extra Kontrolle maachen. A mir hu bis elo ni ee Mangel feststelle kënne bei deenen extrae Kontrollen.

Jo, et kann een net hannert all Béisch an hannert all Bifdeck eng Kontroll stellen.

Wat ass souwou de Risiko vun engem gefruerene, sougenannte „Gammelfleesch“? Dat muss een och vläicht eng kéier soen: Am Prinzip ass et jo kee Gesondheitsrisiko sou laang d'Killketten net ënnerbrach war, mä et ass ganz kloer e Mëssbrauch vum Konsument sengem Vertrauen, wat mir och net akzeptéieren. Dat ass d'Resultat vun där „Geiz-ist-geil“-Mentalitéit an Däitschland - wou ech dem Deputéierte Kox Merci soen, dass e mäin Zitat domat ëmmer erëmhält -, déi ze wäit verbreet ass. Dobäi misst erauskommen, dass Qualitéitsstrengeungen, dat ass evident, och iwwert de Präis fir e Produkt mussen unerkannt ginn.

Mir hunn Traçabilitätsregelen hei zu Lëtzebuerg an Etiquetagevirschreften, an zwar vum Moment wou e Béisch op d'Welt kënnt bis e geschluecht gëtt, a bis duerno d'Fleesch an den Handel an an de Konsum kënnt. Mir hunn, wéi Dir wësst, de Sanitel-System scho laang op d'Been gesat, deen iwwerenee de Baueren och e ganze Koup nei Oploen an administrativ Aarbecht bréngt; e System, deen alles retracéiert, wéi et muss sinn, an, wéi den Här Clement gesot huet, wou all Béisch e Pass muss hunn.

Mir hu Label fir d'Lëtzebuerg Fleesch als Qualitéitsproduktioun, déi fördere mer iwwert d'Agrargesetz. Mir wäerten déi och weider fördern iwwert dat neit Agrargesetz; do gëtt dat virgeschriwwen.

Mir sinn ausserdeem mat enger Etüd iwwert

de Fleischsektor amgang, fir dee Secteur ze valoriséieren, fir dass se hir Aarbecht, déi se jo scho leeschten, nach besser kënnen en valeur setzen, a Sanktiounen wäerten och an eisen neie Moosname matbeduecht ginn.

Ech mengen, Här President, dass een domadder just ka soen: Mir halen et selbsterständlech net fir gutt, wann esou Macheschaften entstinn. Mir hunn der hei zu Lëtzebuerg nach ni gehat. Mir gi sämtleche Fäll no, déi mer gemellt kréien iwwert de Système d'alerte rapide; dat ass nēme logesch a selbsterständlech.

Schued ass et just, dass heiansdo esou Informatiounen iwwer verduerwent Fleesch am oder aus dem Ausland - oder wann de ganze System beschwat gëtt - et eigentlech just ausgesi loossen, wéi wann eppes an d'schlecht Licht geréckelt géif ginn, fir d'Aarbecht vun den zoustännege Stellen an de Liewensmëttelhersteller, ob dat Baueren oder Schluechthaiser oder herno Veraarbechtungsbetreiber sinn, an e schlecht Licht ze stellen. Mä ech kann lech nēme soen: Dat, wat scho gesot ginn ass haut an dēser Debatt, Qualitéitsprodukter...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

» **M. le Président.** - Ech wëll lech just soen, dass Der elo zwee Drëtzel vun der Zäit gebraucht hutt. A well ech den Här Di Bartolomeo kennen, dofir hunn ech geduecht ech géif lech dat rappeléieren.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.** - Ech sinn lech ganz dankbar, Här President, well ech war nämlech amgang mä leschte Saz fäerdeg ze maachen.

» **M. le Président.** - Très bien.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.** - Dat wollt ech just soen. Et soll een dat maachen, wat all meng Virriedner och scho gesot hunn: Einheimesch Produkter respektéieren an déi konsuméieren. Ech wäert mer jiddefalls mä Bifdeck weiderhi gutt schmaache loossen!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Modert. Den zoustännege Minister fir d'Gesondheet, den Här Di Bartolomeo, huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt jo, dass esouguer bei der Zäitopdeeling mir kee Kompetenzgerangel hunn a wat deen ee gesot huet, brauch deen aneren eben net ze widerhuelen.

Ech si ganz dankbar fir dës Diskussioun, well se ganz objektiv gefouert ginn ass, och wann d'Tentatioun heiansdo do ass, fir mat klengen Zitater d'Zizanie zwëschent gutt funktionéierende Servicer ze seemen.

Den Ulass fir déi Diskussioun vun haut ass den däitsche Fleeschskandal a seng méiglech Folge fir de Lëtzebuerg Konsument. Et kann een haut soen, d'Saach ass gutt ausgang fir eis, an déi zoustänneg Instanzen hunn anstänneg Aarbecht geleescht.

Et ass net kontestéiert, dass esouwuel an der Inspection sanitaire wéi an der Inspection vétérinaire wéi an der Cellule de coordination motivéiert a gutt Leit sinn; déi esou gutt sinn, dass se wëssen, dass se nach besser kënne ginn. Et ass un deem wou mer zesumme schaffen, an enger ganzer Rei vu Réuniounen, déi mer am leschte Joer haten op Ministerniveau, op Administratiounsniveau a koordinéiert vun eiser Cellule de Concertation.

Dir wësst, dass eng Rei vun Administratiounen agräife bei de Kontrollen: d'Inspection vétérinaire, d'Inspection sanitaire, de Laboratoire national de Santé an de Laboratoire

vétérinaire, déi gutt zesumme fonnt hunn. Et kann ee selbsterständlech driwwer nodenken a studéieren, ob een dat Ganzt soll an enger Agence zesumme féieren.

Mir sinn an der Zwëschenzäit zur Konklusioun komm, dass mer jiddefalls bei alle Fusionsgelüsten d'Kompetenzen net dāerfe verléieren, déi am Moment um Terrain bestinn, a mir wäerten och zesummen dru schaffen, fir déi Koordinatiounsroll auszebauen; och d'Koordinatioun zwëschent de Ministeren, déi am Moment ganz excellent ass, ze systematiséieren.

Et ass virdu gesot ginn, et gouf keen akute Gesondheitsrisiko an deem heite Fall. Aner Fäll, wann et ëm Legionellen oder ëm aner Krankheetserreeger geet, do sinn akut Gesondheitsrisiken do, an eis Institutionen, all kéiers dann, wann der optauchen, schaffen effikass an transparent a communicuéieren och dat, wat communicuéiert muss ginn.

Hei an dēsem Fall ass et net ëm en akute Gesondheitsrisiko gaang, mä et ass drēm gaang, dass mer an engem europäesche Réseau, dee schnell gewarnt huet, wéi et bekannt ginn ass, schnell an effikass konnten handelen. Dass mer a voller Transparenz och dem Konsument dat matdeelen, wat mer zu deene jeeweilege Momenter kënne matdeelen.

Et ass ganz kloer, dass déi europäesch Integratioun an dēsem Beräich eis Plus-walé bréngt: Éischtens iwwert de Fréiwarnsystem, awer zweetens och iwwer Bestriewunge fir d'Harmoniséierung vum Etiquetage, wat d'Gesondheitsbehauptungen ugeet an och wat d'Additiiven ugeet, wou mer iwwerenee ënner eiser Présidence Dosiere konnte virundreiwen.

Et ass eis dës kéier bei de Budgetdiskussiounen - an de Budgetminister wäert mech entschëllegen, wann ech e klengen Zipfel ophiewen - gelongen, fir zwee héich qualifizéiert zousätzlech Beamte fir d'Koordinatiouns-Cellule erauszuschloen, wat et eis erlaabt, dass déi jeeweileg Strukture kënne effikass op hirem Gebitt schaffen an dass d'Koordinatioun net niewebäi muss gemaach ginn, mä dass d'Koordinatiounen zum System ginn. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Null Risiko gëtt et net, mä mir schaffen un enger maximaler Risikominderung. Mir schaffen un engem optimale Schutz vum Konsument. Eis Kontrollsystemer ginn dauernd ausgebaut an am Rahm vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktive wäert de Kontrollplang a wäert d'Kontrollfrequenz ausgebaut ginn.

Ouni ze vill dann ze iwwerzéien, wëll ech mat aller Kloerheit soen, dass et sécher, wann eng Rei vun Institutionen mussen zesummeschaffen, méi komplizéiert ass wéi wann een alles géif fusionéieren an ënnert engem Hutt maachen. Wann de Wëllen do ass, fir e Maximum erauszéien, an deen ass ganz kloer an dēser Regierung ginn, da profitéiert een heiansdo dovun, dass een all Kompetenzen aus deene verschiddene Beräicher kann erauszéien; an doru schaffe mir.

Voilà! Villmools Merci fir déi excellent Interventiounen an den Encouragement fir eis Leit um Terrain, fir weiderzeschaffen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien, well do gëtt den Dépôt vum Budget gemaach. Déi nächst öffentlech Sitzung ass da muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.15 heures)**



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**



**Présidence: M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Laurent Mosar, Vice-Président**

## Ordre du jour

1. Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006
2. Dépôt d'un projet de loi
3. Communications
4. Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241
5. 5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000

*(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

6. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique

*(Débat)*

7. 5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

8. 5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomerats financiers, portant

1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomerat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;

2. modification

- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

9. 5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal

*(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

10. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents

*(Débat)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

## 1. Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech hunn déi traureg Flicht, gläich uganks der Sitzung op en tragescht Zuchaccident hinweisen, dat sech kuerz viru Mëtteg op der franséischer Grenz zu Zoufftgen zougedroen huet. Vun néng Persounen, déi hiert Liewe verluer hunn, mindestens, an och mindestens 20 Verletzte geet bis elo an de Medie Rieds.

Dee schreckleche Bilan vun dëser Katastroph, wou e Gidderzuch mat engem Persounenzuch kollidéiert ass, léisst eis alleguerte fassunglos an erfëllt eis mat déiwer Trauer.

De Familljen a Bekannte vun den Doudesaffer wëll ech am Numm vun der ganzer Chamber eist Matgefill ausdrécken.

Deene Verletzten, déi d'Ongléck iwwerliefert hunn, sief gewënscht, datt si um Wee vun der Besserung gehollef kréien, fir mat hirem schrecklechen Érliefnis émgoen ze kënnen.

Mir wëllen elo opstoe fir den Affer am Stëllen eng Ieschter Eier ze erweisen.

**(Minute de silence)**

Ech soen lech Merci.

Ech wëll d'Madame Jacobs froen, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Jo, Här President.

## 2. Dépôt d'un projet de loi

Här President, duerch Arrêté grand-ducal vum 6. Oktober huet de Grand-Duc mech autoriséiert, de Projet de loi iwwert de Service volontaire des jeunes ze déposieren.

5618 - *Projet de loi sur le service volontaire des jeunes.*

Merci, Här President.

» M. le Président. - Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. De Projet gëtt an déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

## 3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre à partir du 17 juillet 2006:

1. **5597** - Projet de loi portant modification des articles 116, 152, 185 et 188 du Code d'instruction criminelle et abrogation des articles 127(5) et 186 dudit code

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.07.2006

2. **5598** - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 19.07.2006

3. **5599** - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.07.2006

4. **5602** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.08.2006

5. **5603** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006

6. **5604** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006

7. **5605** - Projet de loi 1) relative à l'organisation du marché de l'électricité; 2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie; 3) abrogeant - la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport; - la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes; - la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg; - la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg; - la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité; et 4) modifiant - la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

8. **5606** - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et por-

tant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

9. **5607** - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 31.08.2006

10. **5608** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 01.09.2006

11. **5609** - Projet de loi portant approbation - de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000; - de l'Acte final signé à Luxembourg, le 25 juin 2005; - de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006; - de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 05.09.2006

12. **5610** - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg - à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement et - à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.09.2006

13. **5611** - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; 5. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 6. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 7. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 8. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traite-







op jidde Fall den Accord zu dësem Projet als Demokratesch Partei bréngen.

Ech soen lech Merci.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

►►► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech schlësse mech dann och mengem Virriedner an natierlech och der Rapportrice un. Ech soen hir och Merci fir dee komplette schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Och meng Fraktioun freet sech, datt mir dat éischt Land sinn, wat dës Konventioun dann haut mat deem Projet de loi kann approuvéieren. An ech géing dann heimat den Accord och vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

►►► **M. le Président.** - Merci, Madame Dall'Agnol. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

**(Interruption)**

►►► **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll dann och der Rapportrice, der Madame Frank, Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. An dat mécht mer et dann och einfach, fir ganz kuerz aus grénger Siicht nach e Commentaire zu maachen.

De Service volontaire transnational à long terme ass bestëmmt eng ganz gutt Saach. Et soll e Léierprozess si fir déi jonk Fräiwëlleg, awer och fir déi Leit, mat deene se zesummeschaffen. Zesumme sollen nei Iddien entwéckelt ginn, fir méi Gerechtegkeet an der Gesellschaft an an der Welt ze schafen.

Mat dësem Projet de loi, duerch dee mer eng europäesch Konventioun approuvéieren, ännert sech um Terrain zu Lëtzebuerg eigentlech guer näischt. Dat ass och schon alles gesot ginn.

De Service volontaire baséiert jo scho bei eis op engem Gesetz vum Dezember 1998. E kuerze Bléck op d'Statistiken, wéi mer se vum SNJ kritt hunn, weist eis, datt d'Envergnung vun dëser ganz positiver Initiativ leider ganz bescheiden ass. A siwe Joer hu ronn 100 Lëtzebuurger Jugendlecher vun esou engem Échange profitéiert a knapp 160 auslännesch Jugendlecher sinn hei op Lëtzebuerg komm - hu mir hei empfaangen.

Déi Gréng sinn der Meenung, dass dës Zuelen ze bescheide sinn. A mir géingen eis wënschen, datt méiglechst vill Jonker nach besser iwwert dëse Service volontaire géingen informéiert ginn an datt duerch méi eng effikass Promotioun duerch d'Servicer vun der Éducation nationale an och vun dem Enseignement supérieur zesumme mam Ministère de la Famille dëse Service nach méi bekannt gemaach géing ginn an nach méi Jugendlecher géingen dovun profitéieren.

Ech ginn dann och am Numm vun der grénger Fraktioun eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Dann huet d'Wuert d'Madame Marie-Josée Jacobs, Minister zoustänneg fir d'Famill.

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Ech wëll mech de Virwierder vu menge Virriedner uschlëssen an der Madame Rapportrice, der Madame Frank, Merci soen: Si hat wierklech in extenso alles gesot a geschriwwen, wat heiriwwer ze soen ass.

Fir eng Kéier freeë mer eis alleguerten dorriwwer, datt mer déi Éischt sinn. Ech denken awer, datt dat beweist, datt all Länner an der Zwëschenzäit eege Gesetzgebungen hunn, esou wéi mir zu Lëtzebuerg och, esou datt mer net drop ugewise waren onbedéngt déi hei Konventioun ze hunn. Mä wann ee se ewell eng Kéier ënnerschriwwen huet, soll ee se ratifizéieren, an dofir si mer och frou, datt mer dat haut de Mëtte konnte maachen, am selwechte Moment, wou ech elo deen anere Projet ebe just iwwert d'Reform vun eisem Service volontaire vun 1999 de Mëtte konnt hei déposéieren an hoffen, datt mer deen och méiglechst séier hei an der Chamber kënnen stëmmen.

Merci.

►►► **M. le Président.** - Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukomm a mir kommen zur Ofstëmmung.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5012 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén (par M. Ali Kaes), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Michel Wolter), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par Mme Marie-Josée Frank), Marco Schank (par M. Lucien Clement), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Glesener), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Mir hunn dann um Ordre du jour eng Aktualitéitsstonn, ugefrot vun der LSAP-Fraktioun, iwwert d'Gewaltuwendung vis-à-vis vun de Fraen. D'Riedezeit ass nom Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehalten a gesäit deementspreechend Folgendes vir:

Där Fraktioun, déi d'Stonn ugefrot huet, zéng Minutten, deenen anere Fraktiounen fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Meisch, d'Madame Err, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. Dat heescht, d'Madame Err ass ageschriwwen als Verrieder vun der LSAP-Fraktioun fir dës Froestonn ze presentéieren. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

## 6. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique

►►► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President.

Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e bëssen irreführend wéi den Ordre du jour op dësem Punkt libelléiert ass, an dofir wëll ech kuerz erkläre firwat ech déi Heure d'actualité hei ugefrot hunn.

D'Violence géint Fraen, an notament d'Violence domestique, ass natierlech net elo eppes, wat eréischt zënter haut oder gëschter aktuell ass. Mä wat aktuell ass, dat ass, dass d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe den nächste Mount eng Campagne lancéiert, wouduerch all Parla-menter, déi an deene 46 Memberstate vum Conseil de l'Europe vertruede sinn, sech engagéieren, am Domän vun der Violence domestique aktiv ze ginn. Duerfir war den Zweck vun där Übung haut dee fir ze kucken, wat mir als Lëtzebuurger Parlament kéinte maachen, fir eisen Engagementer, notament deenen am Conseil de l'Europe, an der Assemblée parlementaire, gerecht ze ginn.

Dat gëtt mer natierlech d'Geleeënheet, kuerz op d'Situatioun zu Lëtzebuerg anzegoen. Fir eng Kéier kënnen mer eis selwer op d'Schëller klappen, well ech denken, dass mir sécherlech fir vill aner Memberlänner exemplaresch dostinn.

Éischtens, well d'Gesetz zréckgeet op eng Initiative parlementaire. Zu enger Debatt vum 8. März hate mir hei eng Diskussioun, wou mer Iddie gesammelt hunn, an am Fong den Accord gesammelt hu vun der Majoritéit, wann net vun der Totalitéit vun de Memberen an dësem Haus, fir d'Regierung

opzefuerderen e Gesetz ze maache géint d'Violence domestique, an zwar nom éisträichesche Modell. An dat war an ass och haut nach, mengen ech, dat Bescht, wat et an dëser Matière gëtt.

Mir hunn also net nëmmen eng öffentlech Diskussioun. Mir hunn net nëmmen e Gesetz gemaach, mä mir hunn nach méi gemaach. Dat heescht, de Ministère huet nach eppes méi gemaach wéi dat, wat üblech ass. No engem gudden Gesetz huet en och no zwee Joer oder no annerhallwem Joer evaluéiere gelooss, wéi dat Gesetz an der Praxis zur Uwendung kënn. Ech mengen, dass dat eng Erfahrung ass, déi ganz kloer weist, dass d'Evaluatioun, ob se dann elo intern oder extern ass, eppes ass, wat utile ass, well et eis erlaabt, eis selwer Zensuren ze ginn an eventuell Amendementer nozeschëssen op deene Punkten, wou mer eis eventuell dem Audit no oder der Evaluatioun no géiert hätten.

Esou mengen ech kann ee soen, dass déi Evaluatioun net nëmmen a sech eng gutt Saach ass, mä dass och d'Resultat vun där Evaluatioun do eigentlech ganz positiv ass, obscho verschidde Saachen an deem Commentaire do dra sinn, déi engem ze denke ginn.

An zwar d'Zifferen, fir unzefänken: Et gëtt gesot, dass an där Zäit, wou evaluéiert ginn ass, 619 Plainté gemaach gi sinn, an dass 316 Expulsiounen ausgeschwat gi sinn, also ordonnéiert gi si vun der Police op der Plaz nom Avis vum Parquet.

Wa mer déi Zifferen kucken, da maachen déi mech bedenklech. A méi bedenklech maache se mech eréischt, well ech vun engem konkrete Fall weess wéi et do gaangen ass, an dass dat eventuell eng Erklärung wär, dass nëmmen an der Halschent vun de Fäll eng Expulsioun aus dem Domicile conjugal virgeholl ginn ass.

An zwar weess ech perséinlech vun engem Fall, wou d'Police geruff ginn ass, wou wierklech Spure vu Violenz do waren, mä wou d'Situatioun sech ganz e bësselche calméiert hat bis dee Moment komm ass, wou d'Police op der Plaz war, a wou d'Police an hirer - wéi soll ech elo soen - Appréciation souveraine, déi normalerweis de Riichter virenthalen ass, decidéiert huet, an hiren Ae wär kee Besoin fir eng Expulsioun.

Or, natierlech war déi Expulsioun den Zweck vun der Übung, well Dir kënn lech virstellen, dass, egal wien d'Police urift am Fall vun enger Violence, deen eppes Spezielles am Kapp huet: An zwar hätt e gäre fir sech selwer a seng Kanner Rou doheem. E rufft se net fir Spaass un der Freed oder fir dass deen Dag drop Gespréchsstoff am Duerf ass.

An deem konkrete Fall huet d'Police sech wierklech vergewëssert, dass den Auteur vun der Gewalt e Beruff hat, vun deem se konnten dovun ausgoen, dass e sech eventuell ze wiere wéisst. D'Police wollt sech öffentlech net op eng Diskussioun aloossen. Jiddefalls huet et no deem Incident mat der Police, wou keng Expulsioun op der Plaz virgeholl ginn ass, néng Méint gedauert bis...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...iwwert déi normal Prozeduren - iwwert d'Geriicht - déi Expulsioun do konnt an der Praxis stattfannen.

Wat néng Méint zesummeliewe mat engem violente Partner doheem a mat Kanner am Stot bedeit fir déi Leit, déi doheem wunnen, dat wëssen all déi, déi d'Situatioun kennen aus eegener Erfahrung oder aus Erfahrung vu Leit, déi hinnen nostinn, an dat ass tout court eng Katastroph. Sou dass ech perséinlech aus deenen zwou Zuelen, déi ech lech elo hei gesot hunn, zwou Konklusiounen zéien:

Dass d'Police net nëmme muss evaluéieren, mä gläichméisseg evaluéieren iwwerall am Land, an zwar um Duerf wéi an der Stad, ob d'Circonstancé gi si fir en Éloignement auszuschwätzen. A fir dat ze garantéieren, mengen ech, wier et evident, dass sech ëmmer missten déiselwech Leit op déi Éloignements- oder op déi Coups-et-blessures-Affaires konzentrieren.

Sollt et dann esou sinn, dass de Spezialist net am Haus ass dee Moment, wou een op d'Plaz geruff gëtt, da kann ee selbstverständlech net soen: Elo waarde mer bis mar. Mä da kann een eventuell d'Déisioun verschiebe bis dee spezialisierte Member vum Policepersonal erëm Déngsht huet, fir dass esou kloergestallt ass, dass d'Appréciation vun enger Situatioun net ofhänkt vun der Persoun, déi zoufällig op der Plaz ass, mä dass se ofhänkt vun enger objektiver Aschätzung vun enger Situatioun, déi natierlech vu Personal gemaach muss ginn, wat sensibiliséiert, informéiert a forméiert op déi Saachen ass.

Dann ass eng zweet Remarque ze maachen zu deem Gesetz. An zwar, dass den Délai vun zéng Deeg, dee mer kritt hunn an enger éischer Phas, fir Rou am Haus ze kréien, ze kuerz ass. Dat schéngt zweifelsohne de Fall ze sinn da wann e Weekend drafält, an dass et heiansdo da praktesch onméiglech ass de Weekend eng Demande anzereechen, déi nach recevabel ass fir eventuell deen Délai vun deenen zéng Deeg verlängert ze kréien.

Esou dass ech wierklech géing proposéieren, dass mir op eisem Gesetz deen Délai vun zéng op 14 Deeg ausweiden a vläicht och e bësselche méi genee kucke wéi dat ass, dass am ländleche Raum bal keng Éloignement stattfannen. Ob et ass, well d'Situatioun do bedeitend besser ass, oder ass et just, dass d'Appréciation vun den Agenten, déi op d'Plaz feststelle ginn an eng eegen Estimatioun maachen, eng aner ass wéi vun deenen an deene grouse Stied, déi vläicht méi oft mat deem Phänomeen an hirem praktesche Liewe konfrontéiert sinn.

En drëtten Punkt, dee schéngt Schwieregkeeten ze maachen, ass d'Tatsaach, dass wann d'Police estiméiert, dass den Auteur vun der Violenz net méi soll an d'Haus erakommen an se em d'Schlëssele freet, se heiansdo d'Schlësselen net kritt an déi Agenten do keng Méiglechkeet hunn, d'Schlëssele mat Force erauszekréien.

Sou dass ech d'Fro géif an de Raum stellen, ob et net utile wier, einfach an deene Fäll do d'Schlass ze änneren. Ech mengen, dass dat souwéissou e vill bessert Sécherheetsgefill géif gi fir d'Victime vun der Violence, déi am Haus bleift, well souguer wann een ee Schlëssel ofgëtt, garantéiert dat jo net, dass et net nach iergendwou eng aner Kopie gëtt. Ech mengen einfach, aus dem Sécherheetsgefill eraus wier et menger Meenung no gutt, dass dat Schlass géing geännert ginn.

Wat mam Coût vum deem Schlass geschitt, dat sief dann dohinnergestallt, well mir wëssen, dass dat heiansdo kann e Problem duerstellen. Mä ech denken awer och anersäits, dass dat Sécherheetsgefill, wat en neit Schlass gëtt, vläicht och derwärt ass fir sech Gedanken ze maachen iwwer eng aner Approche zu dëser Schlësselsproblematik.

Dann ass et esou, dass eist Gesetz d'Expulsioun nëmme virgesäit bei Ascendant-Descedant am éische Grad an dass Geschwëster ausgeschloss sinn. Elo schéngt et awer esou ze sinn, dass öfters Brudder, Schwëster oder Kanner vun deeneselwechten an engem Haus zesummeliewen, esou dass d'Fro gestallt ass - an ech mengen, dass et derwärt wier fir doriwwe ganz seriö nozedenken -, ob een d'Expulsioun oder den Éloignement vun deene concernéierte Leit net op d'Schwësteren an d'Bridder soll ausdehnen.

E véierte Punkt ass de Certificat médical, wou engersäits d'Fraisén an de Libellé Problemer schéngen ze stellen. De Libellé ass nach ëmmer an der Maach, obschonn d'Gesetz elo bal zwee Joer ënnerwee ass, an obschonn jo och dee Phänomeen vun der Violence domestique virduen existéiert huet. Eigentlech misst et evident sinn, wat op esou engem Certificat misst stoen, fir dass en der Victime eppes hëllef. Dat ass nach ëmmer net de Fall, esou dass ech denken, dass dat doten eng Urgence wier. Deen zoustänneg Minister - an ech mengen dat wär de Santésminister - misst dozou opzefuerdert ginn e bësselchen Dampf ze maachen, well zwee Joer misst duergoe fir sech eens ze setze wéi e Certificat médical muss ausgesinn, fir dass d'Victime och um Tribunal eppes herno kann domadder ufänken.

De Certificat médical huet iwweregins och en enormen Impakt op d'Procédure de divorce, déi eventuell duerno kënn. Well am Kader vun der Procédure de divorce pour faute, déi et dee Moment nach gëtt, brauch ee keng Zeie méi ze ruffen, wann een ee Certificat médical huet, aus deem ganz kloer ervirgeet, dass et Coups et blessures ginn ass, esou dass een am Fong hei en duebelen Intérêt huet Neel mat Käpp ze maachen: engersäits fir éischtens emol den Éloignement an engem éische Stadium ze errechen oni eng Décision de justice, an zweetens fir am Fall vun enger Schee-



dungsdemande ganz vill Zäit an Nerven a Suen ze spueren.

Déi lescht Fro, déi nach opbleift vun eisem Gesetz - an dann halen ech op domadder -, wier déi sougenannte Bannmeil, déi mir net am Gesetz hunn an déi sécherlech awer utile wier, och da wa mer wëssen, dass se schwéier ze kontrolléieren ass. Mä et ass sécherlech net méi schwéier ze kontrolléieren wéi déi Méiglechkeeten, déi mir elo am Gesetz hunn. An ech mengen, dass och dat eppes wier, wat dem Sécherheitsgefill vun der Victime zweifelsohne kënnt hëllefbräich sinn.

Zwou Saache wëll ech ausserhalb vum Gesetz nach dobäi soen. Ech wëll dem Ministère a senger Fonctionnaire félicitéieren fir déi Broschür, déi elo erm rééditéiert ginn ass, déi am Fong net nëmme d'Gesetz resuméiert an utile Adresse gëtt, mä déi ganz genau erkläert, wat Gewalt ass.

Ech denken, dass dat enorm wichteg ass. Ganz vill Leit liewen nämlech an enger Gewaltbezéiung a si sech däre net bewosst. Soulaang wéi net geschloe gëtt, hunn d'Frae ganz oft d'Impressioun, si hätte vläicht ee jalouse Mann oder si hätten e knéckge Mann, mä si sech net onbedéngt bewosst, dass eng permanent Kontroll vu Suen, vun Zäit a vu Gezei oder vun allen onméiglechen anere Saachen och schonn eng Form vu Gewalt ass, well et eng permanent Tensioun am Haus hält.

Ganz zum Ofschloss e puer Iddien, wat ech dem Parlament hei géing proposéieren an dëser Campagne ze maachen. Ech géif proposéieren, éischtens emol, eng Ausstellung an dës Chamber kommen ze loossen, déi gemaach ginn ass: Dausend Frae fir de Friden, géint d'Gewalt. Déi kann ee lounen, déi kann een och kommentéiert kriegen an dat hätt deen enormen Avantage, dass se an eisem Gebai géif hänken an d'Leit net nëmme kënne kucke kommen, wéi schéin eist neit Gebai doiwuer geroden ass, mä dass se an engems kënnte Konscht a Politik un de Mauere gesinn.

Eng zweet Initiativ, déi mir wichteg schéngt ausser Texter, déi mir souwisou maachen an déi mir hei kënne zirkuléiere loossen,...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Nach ee Saz, Här President!

...dat wier dee beschte Film bei eis lafen ze loossen, dee mir bekannt ass zu dësem Thema, dat ass ee spuenesche Film, op Däitsch heescht en „Öffne meine Augen.“, dee ganz subtil an ouni Gewaltzeene weist, wat Gewalt ass. A wa mir et géinge fäerdeg bréngen, deen an dëser Chamber ze weisen, da géinge vläicht Leit dee Film gesinn, déi ni géifen drun denken an de Kino ze goen, mä déi kënnten iwwert de Wee vun eiser Chamber-TV eventuell sech dëse Film ukucken a begräifen, dass Gewalt am Stot vill méi ass wéi dat, wat een normalerweis unhëlt.

Ech soen lech Merci.

#### »» Plusieus voix - Très bien.

»» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

»» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Err et elo just gesot huet, huet de Conseil de l'Europe décidéiert, 2006/2007 eng grouss paneuropäesch Campagne zum Thema Gewalt géint Fraen, Gewalt doheem an an der Famill ze lancéieren.

De Grond vun dëser Aktioun läit jo doran, dass d'Gewalt an der Famill a ville Länner zouhëlt. Dës Phänomene kennt keng geographesch Grenzen. En existéiert an alle soziale Milieuen, an alle Kulturen an an allen Altersgruppen. D'Campagne vum Conseil de l'Europe ënnersträicht déi wichteg Roll vun der Politik an der Bekämpfung vun der Gewalt an der Famill a soll vun de Parlamenten an der Regierung als Opfuerderung verstane ginn, fir weider aktiv d'Gewalt doheem ze bekämpfen.

D'Gewalt an der Famill ass keng reng Privat-saach, déi keen eppes ugeet. Dofir sinn

d'Konsequenze vun der Gewalt ze grouss. Eng Gesellschaft, déi d'Ae virun der häuslecher Gewalt zoumécht, akzeptéiert implizit, dass ee géint elementar Mënscherechter verstéisst. Si akzeptéiert, dass d'Leit am Krees vun hirer Famill souwuel physesch wéi moralesch mésshandelt ginn. Kann een do nach vu Gesellschaft schwätzen? Vun enger ziviliséierter an demokratescher Gesellschaft?

Nieft deene schwéier weiende Konsequenze fir déi betraffe Leit huet dës Zort vu Gewalt och nach en ekonomeschen Impakt. Gewalt kascht Suen: dem Stot, de Krankkeesen an de Bëttriber. Hoffentlech sinn d'Regierungen an d'Öffentlechkeet sech bewosst, wat um Spill steet.

Déi verschidde Sensibiliséierungscampagnen, mä och déi legislativ Moossnamen, déi zum Zil hunn, d'Gewalt am Kader vun der Famill ze ënnerbannen, spigelen dësen Trend erm.

Wat elo méi spezifesch d'Situatioun vun eisem Land ugeet, esou huet sech Lëtzebuerg mam Gesetz iwwert d'Violence domestique, dat den 1. November 2003 a Kraaft getrueden ass, deen néidege legislative Kader ginn, fir kënne méi effizient géint déi häuslech Gewalt virzegoen.

Ech erënneren, dass déi zwee wichteg Schwéierpunkte vum Gesetz d'Wegweisung vum Täter aus der Familljwunneng an d'Incrimination vun der häuslecher Gewalt als autonomen Delikt sinn.

Mam Gesetz iwwert d'Violence domestique hu mir ee ganz kloert Signal gesat. D'Gewalt doheem ass ee Verbrieche, dat net toleréiert ass.

D'Evaluation vum Gesetz iwwert d'Violence domestique, déi de Familljministère d'äitscher Pedagogin, der Madame Beate Stoff, an Opdrag ginn hat an déi viru kuerzem vun der Ministesch presentéiert gouf, ziit ënner anerem d'Konklusioun, dass d'Gesetz vun 2003 souwéi déi domat verbundene Sensibiliséierungsmaassnahmen zur besserer Informatioun vun alle betraffene Leit, un éischer Plaz den Afferen, bäigedroen hunn.

Ech zitieren hei d'Ministesch, déi gesot huet, dass et eng weider Méiglechkeet ass, den Däiwelskrees vun der Gewalt ze brieche. Vill Fraen hu sech eréischt getraut, Hëllef unzefroen, nodeems d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, a fir dës Fraen huet sech d'Liewe kënne änneren.

Wat d'Ausféierung vum Gesetz ugeet, esou schléisst d'Etüd vun der Madame Stoff op eng éischer positiver Note, déi a Kontradiktion mat där ufänglecher Skepsis, mat där d'Gesetz begréisst gouf, steet. Wat nees beweist, dass ee Recht hat, dee Wee anzuschloen, an deen ageschloene Wee solle mir weidergoen.

D'Gesetz ass elo awer nach ze rezent, fir ze wëssen, ob an deenen nächste Joren d'Gewalt an der Famill eendäiteg wäert ofhuelen oder net. Sécher ass, dass mam Gesetz vun 2003 d'Gewalt an der Famill vun der Privatsphäre an déi öffentlech Sphäre gedroe ginn ass. An dat, jo, dass ass esou: Ëmmerhin den Ufank vun engem Mentalitéitswessel, deen et elo heescht weider ze ënnerstëtzen duerch eng konsequent Uwendung vum Gesetz vun 2003, mä och duerch öffentlech Debatten am Parlament, mä och dobaussen - an ech denke virun allem an der Schoul.

Häuslech Gewalt gëtt oft op Gewalt géint Frae reduzéiert, well meeschtens Fraen dovun betraff sinn. Or, ech mengen, wann ee wëllt de Problem vun der Gewalt doheem effizient ugoen, da soll d'Geschlecht vum Affer keng Roll spillen. Gewalt doheem ass nämlech net nëmme eng Fraesaach. Jugendlecher, mä och eeler Leit si betraff, och wann an engem manner grouss Mooss. Dëst gëtt awer oft vergiess.

Wann d'Gewalt géint Fraen esou lues ufängt enttabiséiert ze ginn, esou ass d'Gewalt géint eeler Leit nach ëmmer een Tabuthema. Ech mengen, dass mer müssen an Zukunft wierklech an d'Preventioun investéieren an nach méi Sensibiliséierungscampagnë lancéieren, an dass mer Konfliktbekämpfungsaktiounen musse lancéieren, wou mir jonk Leit a jonk Familljen dran abannen, fir dass se léieren, wéi se kënne besser mateneen ëmgoen, fir friddlech Léisungen ze fannen.

Mir feelt awer oft nach ëmmer eng besser Prise en charge thérapeutique vun den Tätern. Esou eng Prise en charge ass wichteg, well d'Täter vun haut sinn d'Affer vu gëschter. Mir müssen dësem Zyklus en Enn setzen, ergo dem Täter och eng adequat Hëllef ubidden.

Ech ka mech deem, wat d'Madame Err éinescht hei gesot huet, uschlëssen, nämlech dass mer müssen der Police nach eng besser Formatioun ubidden, an dass ëmmer

déiselwecht Leit solle mat engem Dossier bis zum Enn befaasst ginn, net dass ëmmer erm anerer an déi Evolutioun mat agebonne ginn; an och, dass mer deen Délai, dee mer an eisem Gesetz hu vun zéng Deeg, sollen op 14 Deeg ausweiten.

Ech schlësse meng Interventioun...

»» **M. le Président.** - Jo, Madame Frank, Dir musst wierklech elo ofschlëssen.

»» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - ...mat engem grouss Merci un all déi Associatiounen, déi am Beräich vun der Bekämpfung vun der häuslecher Gewalt tätig sinn an eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn.

Merci.

»» **M. le Président.** - Merci, Madame Frank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

»» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Evaluation vum Gesetz iwwert d'Violence à l'égard des femmes an iwwert d'Violence domestique ass eng gutt Geleeënheet op de Sujet zrëckzekommen, deen de Législateur virun dräi Joer beschäftigt huet, wou en eigentlech eng grondleeënd Ännerung, wat deen doten Domän ubelaangt, virgeholl huet, andeems en et erlaabt fir Affer vu Violence domestique kënne dozou bäigedroen, andeems se dat public maachen, dass den Täter d'office zéng Deeg emol aus der Wunneng kann erausgeholl ginn, fir dass ka Rou an d'Situatioun kommen. Dass duerch déi Denkpaus eigentlech och vun zéng Deeg ka vläicht de Konflikt geléist ginn, respektiv dass op jidde Fall emol eng Sécherheitsphas agetratt ass, wou d'Affer net weider muss fäerten, dass déi Situatioun Bestand huet. Mir wësse jo och, dass deen Délai bis op dräi Méint ka vun engem Riichter ausgeweit ginn.

Wann een elo gesäit, an deem Rapport ass dat jo och indiquéiert, wéi oft Gebrauch gemaach ginn ass vun deem dote Gesetz a virun allem vun där doter Dispositioun, sou sinn zum Beispill an de Joren 2003 bis 2005 insgesamt 610 polizeilech Interventiounen getäteg ginn, woubäi et herno 316-mol zu enger Verweisung vum Täter aus der Wunneng komm ass. An 82% vun deenen dote Fäll waren Affer an Täter enk matenee liiert, dass heescht si ware bestuet respektiv enk matenee liiert.

Am Joer 2005 ass et zu 154 Ausweisung kommen an an deene meeschte Fäll ass den Täter eng männlech Persoun an d'Affer ass eng weiblech Persoun. 142 Persounen vun deenen 154 Ausweisungen am Joer 2005 ware Fraen, nëmme zwielef Persounen waren dergéint Männer.

Wann also déi gesetzlech Dispositioun dozou bäigedroen huet, och d'Affer ze schützen, da geet dat mat Sécherheet awer net duer. Mir brauchen och weiderhin aner Kaderbedingungen, fir am Virfeld kënne ze sensibiliséieren an ze informéieren. Well et ass wichteg, dass een och vun där doter Dispositioun Bescheid weess, wann een Affer ass, wann een am Fall ass; dass ee weess, dass ee ka vun deem Gesetz do profitéieren. Wann een et net weess, dann ass et fir deen Einzelne wéi wann dat Gesetz net géing existéieren.

Et ass also wichteg, dass mer um Niveau vun der Berodungsplaz weider aktiv bleiwen. Gradsou wichteg ass et awer och, dass mer Fraenhaiser hunn an dass Plazen a Fraenhaiser disponibel bleiwen, well een do eigentlech och no der Akraaftriedung vun dem Gesetz vun 2003 net gemierkt huet, dass d'Demande drastesch ofgeholl hätt, sou dass do weiderhin Handlungsbedarf besteet.

Och de Service d'assistance aux victimes de la violence domestique huet eng ganz wichteg Aufgab ze erleedegen, well et eben net just drëms geet fir eng Verweisung auszeschwätzen, mä well ganz vill Ënnerstützungsaarbecht ze leeschten ass, fir och eventuell aus der Spirale vun der Gewalt - wéi meng Virriednerin richteg gesot huet - erauszekommen; dass mer Situatiounen kënnen deblockéieren an dass mer deene Leit doduerch och dauerhaft kënne hëlfe. Woubäi et an deenen allermeschte Fäll - dat weist jo och de Rapport, wou d'Leit ausgesot hunn -, wann et zu enger Verweisung komm ass, herno zu enger definitiver Séparatioun och da komm ass.

Mir sollen och drun denken, dass et net nëmme déi Betraffe sinn, déi Affer sinn, mä ganz oft ass et d'ganzt Ëmfeld, et ass d'ganz Famill, déi eigentlech Affer sinn, a ganz besonnesch och Kanner a Jugendlecher, déi déi Violence domestique matkriegen, déi oft Zeie sinn an dann oft och nach an déi Konflikter do mat eragezu ginn.

Ofschlëssend kann ee soen, dass weiderhin, wéi gesot, Efforten noutwendeg sinn um Niveau vun der Sensibiliséierung, um Niveau vun der Informatioun, an dass mer weider Ustrengungen eigentlech musse maachen, am Virfeld vun esou Situatiounen, dass mer duerch déi néideg preventiv Moossname kucken, dass mer eigentlech dozou bäidroen, dass d'Gewalt ëmmer manner zu engem Mëttel gëtt fir Konflikter ze léisen.

Et ass jo oft esou, wann ee schonn am klengen Alter gesäit, dass Gewalt e Mëttel ass fir Konflikter ze léisen, dass een et dann herno am Erwuessenenalter och selwer probéiert unzeweiden, an duerfir däre mer d'preventiv Aarbecht hei an an eise Schoulen, an de Jugendorganisationen, an de Jugendhaiser a wou och ëmmer net aus den Ae verléieren.

Ech soen lech Merci.

#### »» Plusieus voix - Très bien.

»» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass déi honorabel Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

»» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gewalt géint Fraen en général huet eng ganz Rei vu verschidden Aspekter. Ech wëll mech haut och op d'Violence conjugale reduzéieren.

D'Violence conjugale ass bis viru kuerzem nach als eng privat Affär betruecht ginn an haut gëtt et nach, mengen ech, oft vun Noperen oder vu Matbierger als eng privat Affär betruecht.

Wat sech geännert huet hei zu Lëtzebuerg, virun allem duerch dat Wegweisungsgesetz vum 1. November 2003, sinn an eisen Aen haaptsächlech zwee wesentlech Punkten:

Dat Éischt, dat ass: Den Tabu „Violence conjugale“ ass um legislativen Niveau definitiv gefall, an zwar zimlech radikal.

An zweetens: Fraen, déi Violence conjugale erliewen, hunn eng aner, dat heescht eng zousätzlech Méiglechkeet kritt, wéi déi mat Sak a Pak fortzelaufen a sech an engem Fraenhaus ze verstopen.

Och huet d'Analys vun deene leschten zwee Joer net nëmme déi erschreckend Zuel vun enger Moyenne vun 13 Frae pro Mount festgestallt, déi vun dësem Wegweisungsgesetz Gebrauch maachen, mä och - an dat ass interessant - dass de Profil vun de Fraen, déi vun deem dote Gesetz Gebrauch maachen, eigentlech en aner ass wéi déi Fraen, déi mer an de Fraenhaiser hébergéieren.

Duerfir géif ech gär an deene fënnel kuerze Minuten net alles widderhuelen, wat elo schonn hei gesot ginn ass, wou ech mech ka ralliéieren. Et ass och net méiglech an de Fong vun de Saachen ze goe bei esou engem komplexen Thema.

Mä mir schéngen do haaptsächlech zwou wesentlech, awer extrem wichteg Saachen zur Weiderféierung vun der Bekämpfung vun der Violence conjugale ze sinn, an dat Éischt betrëfft d'Kanner.

D'Kanner, an dat sinn der an der Moyenne 20 pro Mount - 20 pro Mount! -, déi aus zerstéiertem Stot, déi droen en extreme Schued, deen och ganz schwéier, wann iwwerhaupt ze heelen ass. Et misst ee sech vläicht och méi a méi spezifesch Gedanken maachen an Zukunft, wa mer dat Gesetz eng Kéier iwwerdenken, respektiv d'Kanner an den nächste Considératiounen an Démarché mat eranhuelen.

Deen zweeten Aspekt, deen ech hei wollt kuerz uschlëssen, dass sinn déi Leit ronderëm, dat heescht d'Noperen, d'Léierpersonal oft an all aner Persoun, déi potenziell Zeie vu Violence conjugale oder vun Unzeeche vu Violence conjugale kënne ginn, fir déi besser ze sensibiliséieren. Oft traue sech déi Leit net, eppes ze soen oder eppes ze mellen, well se entweder net wëssen, u wie se sech mat hirem Verdacht kënne riichten, oder well si fäerten, si kéinte sech géiert hunn oder si géife sech effektiv an engem privat Ugeleeënheet améschen.

Et ass sécherlech e ganz delikaten Terrain, mä ech denken et gehéiert zu enger gewässer Citoyennetéit ze dénoncéieren wou Gewalt stattfënnert, fir dass déi Persoun oder déi Persounen, déi Gewalt erliewen, kënne gehollef kriegen a sech dann och effektiv traue dee Schrott ze maachen, fir deem entgéintzewierken.

Ech denken et wier wichteg, an deem Kontext zesumme mat de concernéierten Instanzen, déi all Dag um Terrain schaffen, ze evaluéieren, wéi ee kéint op deem Niveau vun der Sensibiliséierung um Ëmfeld weiderkommen an eventuell déi noutwendeg Mesurë schafen oder ausweiden.



Dat waren eis zwou Iddien, déi mir wollten an deem Kontext mat op de Wee ginn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loeschetter. D'Wuert huet dann nach den honorebelen Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, d'Violence conjugale ass eng batter Realitéit, an et gesäit een och un de Statistiken, datt et där Fäll villeg méi gétt wéi ee mengt.

Et muss een och festhalen, datt Lëtzebuerg eent vun deene strengste Gesetzer an Europa an där Matière huet an datt mer och an deem Gesetz eng reng polizeilech Approche gesicht hunn. An dofir wier ech frou, Madame Ministerin, wann ee kéint sech eng Kéier iwwerleeën, ob een net soll niewent där polizeilecher Approche och nach iwwert de Wee vu Sozialaarbechter oder -aarbechterinnen de Problem sollt mat ugoen, an och bei der Educatioun vun de Kanner.

Et gesäit een och, datt am Gesetz en etlech Abusë gemaach ginn iwwert de Wee vun deem Gesetz, notamment an Divorcen, wou ganz oft d'Violence conjugale invoquéiert gétt fir am Haus ze bleiwen oder fir d'Garde vun de Kanner ze kréien. Dofir wier et wichtig, Madame Ministerin, datt Dir géingt - esou, mengen ech, wéi et och de Wunsch vun der Chamber war wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass - no e puer Joer e Bilan zéie vun deem, wat bis elo geschitt ass, fir ze kucken eng Evaluatioun ze maache vun deem, wat bis elo gutt gelaf ass, wat ee kéint besser maachen, an dat natierlech mat der Chamber hei diskutéieren. Dat wier, mengen ech, eng gutt Approche fir kënnen déi Saach do ze maachen.

Dat wieren also just déi puer Suggestiounen, déi mer wollte maachen an, ech mengen, déi zoustänneg Kommissioun ass jo ganz apte fir dat esou ze maachen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt soen, datt et mer leed deet, datt mer ëmmer bei esou engem Thema wéi dat hei esou äusserst wéineg Zäit hu fir kënnen op déi ganz vill Saachen, déi mer op där enger Säit gemaach hunn, anzegoen an op där anerer Säit och fir ënnereneen dat da vläicht och méi genee auszetauschen.

Ech wëll just dem Här Henckes soen, datt mer dat, wat en elo gefrot huet, just gemaach hunn. Mir hu vun enger auslännescher Experte ënnersiche gelooss wat d'Resultater vun deem Gesetz sinn. Ech hunn awer de Mëtteg déi Diskussioun hei eisichter gesinn am Kader vun dem Conseil de l'Europe. Dofir géing ech och eisichter wëllen dorobber agoen. A wa mer éiere géing nach eng Minutt Zäit bleiwen, da ginn ech natierlech ganz gären och op eist Gesetz an.

Mir hu fir de Conseil de l'Europe och e Rapport elo gemaach vun 20 Säiten, wou mer opschlëssele wat an deene leschte Joren alles hei am Land zum Thema vun der Gewalt geschitt ass. De Conseil de l'Europe huet eis och geschriwwen, deemools wéi mer dat Gesetz hei gemaach hunn iwwert d'häuslech Gewalt, datt se dorunner interesséiert wieren, an och elo ganz interesséiert Kommentaren a Reaktiounen gären hätten fir och ze gesi wat d'Resultater sinn, datt si dat och kënnen appréciiéieren.

Wat gesäit de Conseil de l'Europe a sengem Aktionsplang vir? D'Ziler vun hirer Campagne sinn eng Kéier d'Öffentlechkeet ze sensibiliséieren, zweetens, d'Regierung derzou ze bréngen hire politesche Wëllen auszudrécken a Mëtteleen zur Verfügung ze stelle fir d'Gewalt géint d'Fraen ze bekämpfen, an een Aktionsplang respektiv eng Gesetzgebung ze stëmmen, déi de Recommandatiounen vum Conseil de l'Europe no kommen.

Juristes a politesch Moosnamen, déi de Conseil de l'Europe virschreift, sinn eng Kéier zum Beispill niewent der Violence am Groussen a Ganzen och de Viol zwëschent den Ehepartner. An do hu mer och am Gesetz zënter 2003, wat ebe géint d'Gewalt ass, virgesinn, datt et Circonstances aggravantes ginn am Fall wou Viol zwëschent de Partner geschitt.

Da freet de Conseil de l'Europe, datt mer missten eng Protection juridique efficace hunn. Do schwätze se ënner anerem iwwert

de Référé. Mir sinn awer och do méi wäit gaangen a mir hunn d'Wegweisung agefouert, wat méi e grouse Schutz duerstellt, wéi dat de Référé wor, dee mir an eise fréiere Gesetzgebungen haten a vun deem am Fong net vill profitéiert ginn ass.

Een anere Punkt vun dem Conseil de l'Europe, datt sinn d'Gesetzer an d'Prozedure bei der Immigratioun. Fir datt déi Fraen, déi Gewalt bei engem Partner erliewen, net riskéieren ausgewisen ze ginn, hu mer zënter 1999 an 2002 e Réseau vu Formatricen opgebaut, wou de Schwéierpunkt dorobber läit fir och erausgefannen, ob ee Gewalt an der Partnerschaft erlieft huet oder net. Dorobber hu mer mam Justizminister en Ofkommen fonnt, datt, wann eng Fra Schwieeregkeete mat hirer Openthaltsgenehmigung huet, si vun esou enger Formatrice a Certificat ka kréien. An deene meeschte Fäll konnten d'Fraen, déi och Kanner haten, heibleiwen. Heiansdo wollte si awer selwer hannescht an hirt Heemechtsland goen.

Dann ass en anere Punkt: d'Poursuite géint d'Auteuren an d'Condamnatiounen. Eist Gesetz gesäit do vir, datt de Parquet d'Opportunité de poursuites huet. Dat heescht, am Fall vun enger Wegweisung ass et net d'Person, déi se ugefrot huet oder déi d'Plainte mécht, mä d'Verantwortung geet vun der Police op de Parquet. An esou kann et sinn, datt en Noper, deen Zeie vu Gewalt am Stot ass, d'Police riff, déi dann d'Autorisatioun beim Parquet uffreet fir ewechzewiesen. Ob den Täter elo stroferechtlech verfollegt gétt oder net, hänkt dann net méi vum Affe of, mä et hänkt da vun dem Parquet of. An och hei wäerte mir jährléich Statistiken doriwwe féieren.

Dann hätt de Conseil de l'Europe och gären, datt mer den Affe géingen eng Aide juridique an e Soutien psycho-social garantéieren. Mir hunn de Service d'assistance aux victimes de violences domestiques, dee spezifesch am Fall vun der Wegweisung spillt. Mir hunn awer och flächendeckend Fraeberodungsservicer iwwert d'ganz Land fir Fraen, déi an Nout sinn: zu Woltz, zu Ettelbréck, zu Déifferdeng, zu Diddeleng, zu Lëtzebuerg an zu Esch.

Dann ass awer och ee wichtege Punkt fir d'Preventioun vun der Violence ze maachen an och fir extra op déi Leit opzepasst, déi dorënner falen. Do hu mer op där enger Säit, wéi gesot, d'Gesetz, an op där anerer Säit flächendeckend awer och Fraenhaiser a Servicer, déi fir déi Fraen a Kanner do sinn.

En zweete grouse Punkt ass de Soutien et protection des victimes. Do freet de Conseil de l'Europe, datt 24 Stonnen op 24 en Tëlefon zur Verfügung misst stoen. Dat hu mer mam Nummer 133, dee 24 Stonnen op 24 fir d'Leit gratis zur Verfügung steet, a wou d'Police och op d'Plaz kënnt wa se geruff gétt. A wann et net zu enger Wegweisung kënnt, da sinn et d'Fraenhaiser, déi Fraen a Kanner och an Noutsituatiounen 24 Stonnen op 24 Stonnen ophuelen.

En anere Punkt ass, datt déi Servicer musen accessibel sinn. All vum Stat konventionéiert Servicer mussen fir all Fraen zur Verfügung stoen.

Da mussen d'Leit awer och natierlech där Plaze genuch fannen, an d'Zil vum Conseil de l'Europe ass et - et ass vläicht och schéi fir emol eng Kéier dat ze héieren, vu datt mir ëmmer fannen, datt mir net genuch néiere-wou géinge maachen - de Conseil de l'Europe proposéiert, datt pro 7.500 Awunner ee Bett misst zur Verfügung stoen. Wann een also an engem Land vu 450.000 Leit wunnt, da bräichte mer 60 Better. Mir hunn der de Moment 165, déi konventionéiert si beim Stat. Dat heescht also wäit méi wéi dat, wat de Conseil de l'Europe eis eigentlech freet.

Déi Fraenhaiser, déi si wéi gesot konventionéiert an de Stat leet do 90% bäi an 10% komme vun de Recetté vun der Participatioun vun de Fraen. 60% vun deene Fraen a Kanner, déi do sinn, si virun engem gewalttätege Papp oder Partner fortgelaf a quasi 100% sinn an deem engen oder deem anere Moment an hirem Liewe mat Gewalt konfrontéiert ginn.

Da seet de Conseil de l'Europe, mer bräichten e Secteur spécialisé multidisciplinaire coordonné. Dat denke mer ass bei eis de Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la violence, wou wierklech d'Ministèren dra sinn, d'Police dran ass, de Parquet dran ass an och d'ONGen dra sinn, esou datt dat och gutt funktionéiert.

Organiser une formation intégrée - ech denken, datt dat och e wichtege Punkt ass. Wéi gesot, hu mer zënter 1999 13 Formatricen, déi ausgebild sinn, déi och regelméisseg Formatiounen an der Polizeischoul a beim socio-éducativë Personal maachen.

Zënter 2006 hu mir dës Offer nach méi ausgedehnt op aner Secteuren. Ech géing vläicht just eng Kéier séier och déi Institutionen nennen: Et ass eng Kéier de Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, wou et besonnesch d'Formation continue vun de Schoulmeeschteren, de Léierinnen an de Professeuren ass; d'Universitéit vu Lëtzebuerg, déi Formatioun mécht fir d'Beruffer am socio-éducativë Beräich respektiv d'Assistante d'hygiène sociale; de Familljeministère mat der Formatioun vun den Aides socio-familiales; de Ministère vun der Justice mam SCAS an der Policeschoul; d'Entente des foyers du jour; d'Maison-relais vu Biekerch a vu Räichel; d'A.s.b.l. Yolande; d'COOPERATIONS A.s.b.l. vu Woltz; datt ass en Atelier protégé fir Behënnertes; d'Croix-Rouge mat der Fondation de Colnet d'Huart mat dem Service „Families first“ an och de Service de proximité.

Jiddfereen, deen nach méi wëllt doriwwe wëssen, kann dat kucken um Internetsite vun dem Fraeministère: www.mega.public.lu. Do kënnt Der och un der Diskussioun deelhuelen iwwert den Thema vun der häuslecher Gewalt.

Da seet de Conseil de l'Europe, datt mer missten d'Aktiounen vun den ONGen ënnerstëtzen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg fënef Fraeberodungsservicer, zwou Strukturen, déi méi spezifesch fir Kanner, déi häuslech Gewalt erfuer hunn, do sinn. Ech géing gäre méi doriwwe schwätzen, Madame Loeschetter. Leider mengen ech, geet d'Zäit mer net dofir duer. Ee Service, vun deem och d'Madame Frank geschwat huet: fir d'Täter, dee vun dem Planning familial gefouert gétt a „Riicht eraus“ heescht.

Vläicht och nach interessant ze héieren, datt beim Fraeministère oder beim Egalitéitsministère 51,27% vu sengem gesamte Budget an d'Violence geet, mat 4.632.242 Euro fir 2005. Et gétt och kee Land an Europa wou d'ONGen esou konsequent vum Stat ënnerstëtzt gi wéi hei zu Lëtzebuerg.

Da freet och de Conseil de l'Europe, datt mer niewent deenen doten Aktivitéiten och solle kucken, datt déi Fraen, déi dovunner beträff sinn, och kënne selwer entscheede fir bei hirem Partner ze bleiwen oder fortzegoen. Dat heescht, niewent deene Servicer, déi bestinn, an och de Fraenhaiser, wou se kënne goen, ass et kloer, datt och aner Initiativen do si wéi d'„Initiativ rëm schaffen“, Zarabina, NAXI, „Krank Kanner doheim“ an esou virun. An net ze vergiessen och den RMG respektiv d'Transferts sociaux, vun deenen déi Leit kënne profitéieren, fir also sech fräi kënnen ze entscheeden, ob se wëllen do bleiwen oder ob se e Liewe fir sech selwer erëm wëllen ufänken. Si mussen och keng Schold maache wéi an anere Länner, fir an e Fraenhaus ze goen - dat gétt da vun eis iwwerholl.

D'Collecte des données maache mer och iwwert d'Gesetz, an ech denken och, datt dat wichtig ass.

No der Sensibilisatioun ass hei gefrot ginn. Déi maache mer och zënter 1999. Do hu mer eng Campagne gestart, an där 30 Associatiounen mat dra waren, och mat grouse Konferenzen, déi doriwwe organiséiert gi sinn, esou datt ech mengen, datt mer do vis-à-vis vum Conseil de l'Europe wierklech äusserst gutt dostinn an datt mer do villes gemaach hunn.

Mir wëllen awer net do stoe bleiwen, mir wëllen och matmaachen an deem Plan d'action. A mir versichen dat ze maachen, och nach eng Kéier, op wat d'Madame Err higewisen huet: op d'Certificat vun den Dokterinnen, datt mer do eng Äntwert kréien an datt och méiglech ass mat deene Leit emol Formatiounen ze maachen. Well ech mengen, och dat kënnt näischt schueden.

Mir wäerten déi spezifesch Angeboter fir déi Kanner, déi Affe an Zeie vun häuslecher Gewalt sinn, virufueren, doduerch datt mer Kannergruppen aféieren, doduerch datt mer och virgesinn, fir esou eng Garderie ze maache vun deene Kanner vu Fraen, déi an deene verschiddeenen Haiser do dra sinn, mat enger individueller Berodung, Ausschaffe vu spezifeschem Aarbechtsmaterial wéi zum Beispill engem Molbuch an esou virun.

Mir wäerten och an deenen nächste Méint en neit Haus mam Conseil national des Femmes zu Esch mam Fonds du logement opmaachen, wou Frae mat Kanner, déi dat brauchen, kënnen erakommen.

Ech sinn och frou, datt Der d'Broschür „Gewalt géint Fraen huet vill Gesichter“ gesinn hutt. Dat gétt et op Däitsch, op Franséisch, op Albanesch, op Serbokroatesch. An déi portugisesch Broschür geet dës Woch an den Drock.

D'Formatioun fir déi Professionell - Police a Sozialaarbechter - gétt massiv virugefouert.

A virugefouert ginn och Atelieren, déi d'Meederchershaus an de Lycéeën a Primärschoule fir d'Preventioun vu sexualiséierter a physescher Gewalt organiséiert. Mir hoffen och, datt an Zukunft klassesch Lycéeën op dëst Angebot wäerten zréckgräifen.

Et ass en neie Spot amgaangen ausgeschafft ze gi vum Andy Bausch zesumme mat der Police, an dee wäert och zu deenen Datume gewise ginn, déi de Conseil de l'Europe proposéiert.

Eng vun de Prioritéiten och vum Ministère ass d'Bekämpfung vun enger anerer Form vu Gewalt haaptsächlech géint Fraen, an dat ass déi vum Fraenhandel. An do wäerte mer och d'selwecht virgoe wéi et och beim Gewaltschutzgesetz war, nämlech andeem datt mer fir d'éischt den Terrain preparéieren. An dat gesi mer och am Aktionsprogramm vir, am Plan d'action nationale d'égalité des femmes et des hommes, wou eng Retsch vu Moosnamen op deem Gebitt virgesi sinn.

Ech wëll och do un déi gradesou grouss Marathondiskussioun vum 27. Juni, déi mer hei haten, erënneren, an datt mer virun déi Leit ënnerstëtzen, déi sech ëm déi Prostituéiert këmmere, besonnesch och den Dropin, dee vun der Croix-Rouge geleescht gétt.

Da wëlle mer awer och d'Kartographie vu Lëtzebuerg maachen, fir emol erausgefannen, wou et Prostituéierter gétt, besonnesch och Männerprostitutioun respektiv Drogéierter, déi an der Prostitutioun dra sinn. Mir wëllen och kucken, wéi déi Leit hirt familiäert Liewen organiséieren, an och kucken, wéi ee se méi geziilt kann ënnerstëtzen a méi eng geziilt Preventioun maache ka vu sexueller transmissibler Krankheeten. Mir wëllen hinnen och eng besser Informatioun zoukomme loossen iwwer hir Rechter virun allem och géint d'Gewalt.

Da wëlle mer och kucken, wat fir eng Clienten dohinner ginn. A mir wäerten och am März respektiv am Fréijoer eng Konferenz spezifesch zum Thema Clienten, Prostitutioun a Fraenhandel organiséieren.

10% vun der Prostitutioun kommen aus dem Mënschenhandel, an hei geet et dorëms, datt all déi Persounen, déi riskéiere mat deene Persoune berufflech zesammenkommen, fir déi Problematik sensibiliséiert ginn.

Formatiounen - där hu mer dëst Joer bal zwou gehalen; eng Kéier fir d'Administratioun, wat de Ministère vun der Justice war, an eng aner Kéier méi fir d'Sozialaarbechter, déi vun dem Chancégläichheitsministère organiséiert gouf.

A mir hunn am Dezember och zwou Formatiounen mat der Solwodi - dat ass eng däitsch ONG -, eng Formatioun fir déi Polizisten a Sozialaarbechter, déi mat Affe vum Fraenhandel schaffen.

Da wëll ech un dat Netzwerck erënneren zwëschent dem Justizministère, dem Ausseministère, der Police an den ONGen fir d'Prise en charge vun den Affe vun deem Moment u wou si a Kontakt komme mat enger vun deenen Instanzen, fir datt déi och optimal betreit ginn. A mir schaffen hei mat verschiddeenen ONGen zesummen, déi dann de sozialen oder psychologeschen a medezinesche Volet wäerten ofdecken.

An deem Sënn organiséiere mer och zesumme mat der Maison de la Porte ouverte méi eng laang Formatioun fir d'Mataarbechterinnen aus de Fraenhaiser an de Servicer, wou ebe Fraen dra sinn, déi aus dem Mënschenhandel kommen, fir datt si déi gutt begleeden. Mir wäerten och verschiddent Informatiounsmaterial op verschiddeene Sproochen ausschaffen, fir eben deene Leit besser kënnen ze hëllef.

Voilà, Här President, dat war am Telegrammstil wat mer gemaach hunn, an dat, wat mer nach wëlles hunn ze maachen. Mir hoffen, datt mer domat wierklech deene Leit do kënnen eng Hëllef ginn.

Merci villmools.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister, och virun allem dofir, datt Der Iech ganz gutt un Är Zäit gehalen hutt.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Diskussioun



iwwert de Projet de loi 5492. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Meisch, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Mosar.

## 7. 5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

» **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen ech haut de Plé-séier hunn lech virstellen, soll eng europäesch Direktiv transposéieren, eng méi, déi de Regime vun der Société mère an der Société filiale am Kontext vun der Ausschëddung vun Dividende regelt.

D'Exonéeratioun vun Dividenden an esou engem Fall ass an eiselem Steiergesetz verankert säit dem Zweete Weltkrich, wat déi Dividenden ugeet, déi e lëtzebuergeschen Ursprung hunn, a säit 1978 fir déi Dividenden, déi aus dem Ausland kommen.

D'Direktiv, déi mer haut mat dësem Projet also ëmsetzen, huet dräi Objektiv:

Fir d'alleréisch geet et drëm, fir de Champ d'application auszudehnen, wat verschidde Forme vu Gesellschaften betrëfft, déi bis elo nach net duerch eng Direktiv viséiert waren;

zweetens dann de Seuil de participation vun esou enger sougenannter Société mère an enger Société filiale vu 25% op 10% erfzesetzen;

an dann drëttens den Établissement stable vun enger Société mère deemselwechte Regime ze ënnerwerfen, wat d'Ausschëddung vu Benefisser betrëfft, wéi dat a senger Relatioun mat der Société mère de Fall ass.

Här President, dat alles kléngt komplizéiert, ass awer am Fong näischt revolutionär Neies wat eist Steiergesetz ugeet. Well dee Seuil vun 10% hu mir schon an eiselem aktuelle Steiergesetz festgeschriwwen, esou dass mer op deem Punkt iwwerhaupt keng Ännerung wäerte kréien.

Wat ännert also elo konkret am lëtzebuergesche Steierregime? An Zukunft wäert et esou sinn, dass all d'Kapitalgesellschaften ënner dës Dispositiounen, déi ech virdu beschriwwen hunn, falen, mä awer och all aner Fong vu Gesellschaften wéi d'Société-coopératives; d'Société-coopératives, déi als Sociétés anonymes organiséiert sinn; d'Associations épargne-pension; d'Associations vun den Assurances mutuelles; all déi Entreprises, déi e geschäftlechen, industriellen oder minière Charakter vum Stat hunn; d'Gemengen, d'Gemengesyndikater, d'Établissements publics an all aner Personnes morales de droit public souwéi all aner Gesellschaften, déi laut dem lëtzebuergesche Recht konstituéiert gi sinn an déi hei zu Lëtzebuerg ënner d'Gesellschaftsbesteuerung falen.

Da gëtt och nach am Artikel 147 vum Impôt sur le revenu eppes ëmgeännert an deem Sënn, dass an Zukunft all Form vu Gesellschaft, wéi se an der Direktiv beschriwwen gëtt, och als Résidente am Sënn vun der lëtzebuergescher Steiergesetzgebung ugesi ka ginn, an domadder fällt och eng Personne morale, déi net hei zu Lëtzebuerg an nom lëtzebuergesche Recht gegrënnt ginn ass, mä déi hei hir Steiere bezilt, also an Zukunft ënner dës Dispositioun.

Wat ass elo de praktesche Mehrwärt vun deem Projet? Vu dass, wéi ech lech dat scho virdu geschildert hunn, de lëtzebuergesche Gesetzgeber d'Direktiv anticipéiert huet, wat de Seuil de participation an den Établissement stable betrëfft, wäerten also dës Ännerungen nëmmen eng ganz limitéiert Inzidenz op de Budget vum Stat respektiv dee vun de Gemengen hunn.

Déi Liens de participation, déi duerch dësen Text elo an eis nei Gesetzgebung afléissen - an heidrënner falen och verschidde Forme vu lëtzebuergeschen Organismen -, stellen nëmmen eng kleng Zuel duer, esou dass et a sech wahrscheinlech kaum zu engem gréisseren Steierausfall wäert kommen.

Betoune wëll ech dann nach ganz zum Schluss, dass entre-temps eng Décisioun vum Conseil vum 10. Februar 2004 a sech elo d'Effetë vun dëser Direktiv, wéi ech se elo beschriwwen hunn, och op d'Schwäiz wäert applizéieren, esou dass an Zukunft och déi Dividende wäerten exonéiert gi vun enger Retenue à la source, déi an der Schwäiz ufalen, déi awer un eng aner Entité mère an engem aneren EU-Memberland wäerten ausbezuel ginn.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech lech bieden, dësem Projet de loi Äre Zoustëmmung ze ginn an ech géif dann och direkt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den Här Meisch huet d'Wuert.

**Discussion générale**

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv, wou et ëm d'Besteuerung vun de Filiale vun de Sociétés mères geet. Den Här Rapporteur, de Laurent Mosar, deem ech härezelech wollt fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren, huet ganz richtig gesot, et kléngt komplizéiert, et ass awer am grouss Ganzen net vill Neies, an dofir bleift mir och nach just iwwreg, fir den Accord vun eiser Fraktioun ze bréngen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Den Här Fayot huet d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Selbstverständlech félicitéiere mir dem Rapporteur fir säi Rapport a mir bréngen och den Accord vun onser Fraktioun.

» **M. le Président.** - Den Här Henckes huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt och dem Rapporteur félicitéiere fir säi Rapport a fir déi Explicatiounen, déi hien hei mëndlech ginn huet. Mir sinn och d'accord mam Gesetz a mir géinge just awer d'Regierung och nach eng Kéier dozou opfuere, déi Projets de loi fir déi aner Direktiven - ech mengen, et missten nach eng 15 Stéck sinn - och hei an der Chamber ze déposéieren.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. D'Madame Jacobs huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Ech géinge wëllen am Numm vum Finanzminister och dem Rapporteur Merci soen. Hien hat jo eng excellent Aarbecht hei gemaach. Dofir konnten och déi aner Fraktiounen sech esou ralléieren, esou dass ech am Numm vun der Regierung Merci soen, dass déi Direktiv esou séier kann ëmgesat ginn, a mir wäerten eis Méi ginn, déi aner och esou séier ëmzesetze wéi et geet.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Ministesch. Ech hat ganz vergiess, dass mir dee Ritual hei virun der Vakanz ofgeschafft haten; ech wäert awer beim nächste Projet erëm drun denken.

Sou, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5492 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

**Ont voté oui:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Thiel), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Gleesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Heitogaasch (par M. Michel Wolter), MM. Ali Kaes (par M. Marc Spautz), François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Fred Sunnen), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Patrick Santer), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine

Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5520. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Thiel. Bis elo sinn ageschriwwen eng Rei, op déi ech spéider zrëckkommen. Här Thiel, dann hutt Dir als Rapporteur d'Wuert.

## 8. 5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant

**1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;**

**2. modification**

**- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;**

**- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an deem wäit gefaasst an ëmmer méi enk geknäppte Filet vu Verhalens- a Kontrollregelen, mat deem si de Finanzsektor iwwerzunn hunn, fannen déi Brësseler Iwwerwachungsspezialisten nach ëmmer nei Lächer fir ze stoppen.

D'Kontroll souwuel vun de Banke wéi déi vun den Assurancëgesellschaften duerch déi jeeweileg Autoritéiten ass entre-temps wuel mat dat Schäerft, wat et an deem Genre gëtt. An dach gouf nach ee schwache Punkt fonnt. Net direkt um Niveau vun de Banken, och net direkt um Niveau vun de Versécherungen, mä do wou déi zwou Aktivitéiten ënner engem Daach zesummekommen.

Esou eng kumuléiert Entreprise heescht am Fachjargon e Konglomerat. Et gëtt awer an deem spezifesche Fall vun eisen däitschen Noperen ënner dem Begrëff „Allfinanz“ geféiert a vun de Fransosen e bësse méi einfach a fir jiddferee verständlech als „Bancassurance“ bezechent.

Et dréit sech also ëm déi Entreprises aus dem Finanzsektor, deenen hir Duechtere souwuel Bank- wéi Assurancëprodukter

ubidden a vun deenen haut och scho müncher eng nach derniewent am Investment-business aktiv ass.

Elo kënn ee jo mengen, déi Konglomerater wieren duebel ofgedeckt, well se jo d'office souwuel vun der Banken- wéi och vun der Assurancenopsicht kontrolléiert ginn.

Där Meenung si se zu Bréssel awer net. D'EU-Kommissioun geet dovun aus, dass et niewent där traditioneller duebeler Iwwerwachung och nach eng speziell Surveillance fir dës gemischten Entreprisë gi misst. Déi soll op déi zwou bestehend dropgegraff ginn, fir och déi Risquen ënner Kontroll ze kréien, déi eréischt duerch de Cumul vun der Banken- an der Assurancenaktivitéit entstinn.

Et ass effektiv net ausgeschloss, dass zum Beispill tëschen deene verschiddene Kontrollen nach e Sputt ass, deen nëmmen duerch eng zousätzlech Globalkontroll gestoppt kënn ginn. Oder dass et Widdergespréich an deene sektorielle Reglementatiounen gëtt, also bei de Banken a bei den Assurancen, déi dann um Niveau vun der Mamm duerch eng iwwergeuerdnet Kontroll ausgebigelt musse ginn. Oder dass gewëssen nei Forme vun Entreprises, notament am Investmentberäich, ganz duerch d'Kontroll géife falen, well fir si weder bei der Banken- nach bei der Assurancëkontroll dat Néidegt virgesinn ass.

Et bleiwen also trotz där enker Iwwerwachung vun deene verschiddene Finanzaktivitéiten nach schwaach Plazen a Lächer am Kontrollnetz, wann déi zwou oder souguer dräi Aktivitéiten ënner dem Daach vun engem an deemselwechte Mammenhaus bedriwwen ginn. Datt do d'Kontroll, där hiren eigentlechen Zweck jo d'Protektioun vum Client ass, esou - den Däitsche géif soen - nahtlos wéi méiglech muss sinn, gëtt desto méi onverzichtbar, well et sech bei deene Konglomerater, vun deenen hei Rieds ass, an der Regel ëm gross Konzern handelt, déi opgrond vun hirer Dimensioun och ganz besonnesch grouss Risike fir dat ëmmer méi vernetzt, globaalt Finanzwiesen duerstellen. De Fransos schwätzt do vun engem „risque systémique“; beim Däitschen heescht dat „Klumpenrisiko“.

An anere Wieder: Wann ee vun deene Mastodonte géif an d'Rutsche kommen, kéint d'ganz Branche mat ewechfuere. Dat alles huet mat sech bruecht, dass déi international Milieuen, déi sech mat der Finanzwelt ofginn, ob et elo d'OCDE ass oder de G10 oder de Baseler Comité, wou sech d'Zentralbankgouverneuren treffen, zum Schluss koumen, et misst een niewent deene scho bestehenden Iwwerwachungsinstrumenter fir d'Banken an d'Assurancen nach en zousätzlech kreéieren, fir déi Entreprises an d'Gitt ze huelen, déi béides maachen.

Dat geschouch da viru véier Joer mat enger Direktiv, déi dorop ausgerichtet ass, d'Kontroll vun de Geschäftsaktivitéiten vun de Konglomerater besser ze koordinéieren an, souwäit dat nach néideg ass, d'Regele vun deene verschiddenen Aktivitéiten openeen ofzestëmmen.

Wat mir haut maache sollen, ass déi Direktiv an eist nationaalt Recht ëmsetzen, an zwar doduerch,...

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

...datt mir - wéi den Intitulé et seet - déi zwee Gesetzer, déi déi zwou Finanzaktivitéiten, also d'Assurancen an d'Banken, reglementéieren, an eenzelne Punkten ofänneren, fir dass se vun elo un der Direktiv gerecht ginn.

De Statsröt hat weider kee Problem mam Ëmsetzungstext an huet just eng Modifikatioun vum Intitulé suggéiert, fir en e bësse méi lieserlech ze maachen. Deem huet sech d'Finanzkommissioun ugeschloss.

D'Chambre de Commerce par contre ass an hirem Avis e gutt Stéck méi wäit gaangen an huet eng ganz Rei vun Punkten ugeschneiden, vun deenen eenzelner schonn derwäert wäeren, dass ee sech domadder ausenaneretze géif. Esou ass d'Befierchtung net aus der Loft gegräff, dass déi zousätzlech Kontroll am Prinzip déi kontrolléiert Entreprises nach méi belaauchte wäert, wéi si et scho souwisou sinn, an dat waméiglech onnëtzeweis. Well méi Kontroll bedeit och méi Informatioun a méi Reporting, an domat méi Verwaltungspowand, oni dass d'Resultat deem ganzen Opwand géif onbedéngt entsprechen.

Op där anerer Säit kënn een awer net derlaanscht, fir virun esou Gedankespillereien ze warnen, an deene sech d'Europäesch Kommissioun an och vill Konzernmamme gefalen, déi der Meenung sinn, d'Supervioun vun de Konglomerater géing sech am effikassten um europäeschen an net, wéi



hei, um nationale Plang maachen. Dat ass vläicht net ganz falsch, mä wa mir eis op dee glëtschege Terrain lackele loosse, da riskéiere mir, datt mir mat der Zäit ëmmer manner bei eis ze soen hunn, well dann eis Finanzplaz zentral vun dobaussen aus iwwerwaacht gëtt. Ech mengen, einstweilen hätte mir do méi ze verléiere wéi ze gewannen.

Am grouse Ganzen ass awer och d'Chambre de Commerce mat deem Text vum Projet averstanen, an ech ginn dovun aus, datt dat och fir eis Chamber hei zou-treffe wäert an datt si dem Projet hir Zoustëmmung gëtt. Och wann dëst Gesetz fir Lëtzebuerg direkt keng praktesch Uwendung fanne wäert, well mir ganz einfach keen oder nach keen esou ee Konglomerat bei eis hunn. Mä et kann ee jo ni wëssen; wat net ass, kann nach ëmmer ginn.

An dofir, och dofir, géif ech soen, hoffen ech, datt d'Chambre deem Gesetz, där Ëmsetzung hir Zoustëmmung gëtt; déi vun der CSV-Fraktioun hunn ech d'Mandat hei ze bréngen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Ech gesinn, dass och déi aner Fraktioun mat deene Konkusiounen d'accord sinn an d'Regierung och näischt Substantielles méi zum Débat bäizeflecken huet, esou dass ech mengen, dass mer kënnent direkt dorüwer ofstëmmen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

» **M. le Président.** - De Projet de loi 5520 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Thiel), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Fred Sunnen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Norbert Haupt), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnar);*

*MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. François Bausch), François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Jean Huss) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**(Interruption)**

Jo, ech hat e wéineg schnell gehandelt.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Geldfälschung. De Rapporteur ass den honorabelen Här Patrick Santer. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes.

## 9. 5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal

**Rapport de la Commission juridique**

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Gesetzgebung ënnerläit dem Prinzip vun der sougenannter Légalité criminelle. Dat heescht, et ka keng Persoun veruerteelt an et kann och vum Riichter keng Strof verhaange ginn, wann d'Gesetz eng bestëmmte Verhalensweis net mat enger Strof versinn huet. «Nul crime sans loi, nulle peine sans loi» gëtt gesot.

Wann déi sougenannten - zwësche Gänsefüßchen - „klassem Verbriechen“ wéi Mord, Escroquerie, Abus de confiance oder Déifstal, esou wéi se am Code pénal säit iwwer 200 Joer beschriwwen ginn, sech nach ëmmer iwwert d'Jore gehalen hunn an nach ëmmer zäitgeméis beschriwwen sinn, esou hu säit dem 19. Jorhonnert nei Verbriechen hir Plaz am Code pénal respektiv a Spezialgesetz fonnt. Dat kënt enner anerem do-duerch, datt Verbriecher vu Gesetzeslücke profitéiert hunn, datt nei Verhalensweisen zu Dag komm sinn an enner Strof hu misse gestallt ginn, oder datt nei Technologie benotzt ginn, déi d'Definitioun vun der Strofdot net méi zäitgerecht erschéngen loosse.

De Projet de loi 5439, deen d'Fälschung vun Zuelungsmoyen betrëfft, fällt ënner dës lescht Kategorie. D'Fälschung vu Geldschäiner a Mënzen ass zwar elo schon am Code pénal enner Strof gestallt, mä et geet hei drëms fir d'Fälschung vu Bank-, Bancomats- oder Kreditkaarten ze bestrofen. Zwar kéint een och bei deene Fälschungen aner Strofdote wéi de Faux en écriture, den Usage de faux, d'Escroquerie oder den Déifstal, Vol avec fausses clés zur Hëllef zéien, mä dat huet sech als keng zefridde stellend Léisung erausgestallt. Besonnesch am Strofrecht mussen d'Doten oder d'Négligence esou kloer ëmschriwwen ginn, datt se de Fuerderunge vun der Légalité criminelle gerecht ginn. Well Dir wësst jo, am Strofrecht ass alles erlaabt, wat net verbueden ass.

Här President, mir vervollstännegen also mat deemem Projet de loi dat stroferechtlecht Arsenal fir géint d'Fälschung virzegoen. Mir benotzen heifer d'Geleeënheet fir eng Décision-cadre vum Conseil vun der Europäescher Unioun vum 28. Mee 2001 ëmzesetzen. D'Kreditkaarten, am wäiteste Sënn vum Wuert, hu sech an deene leschte Jorzéngten als wichtege, wann net als dee wichtigste Zuelungsmoyen erausgestallt. 2002 goufen an der Europäescher Unioun 17,5 Milliarden Transaktiounen per Kreditkaart duerghefuert. A Prozenter ausgerechent sinn dat an deene 25 Länner vun der Europäescher Unioun 25%, an an der Eurozon...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...33%. De Commerce électronique wäert dës Tendenz nach méi staark betounen.

D'Versuchung ass och dofir do fir Kreditkaarten ze fälschen. Dat erkläert firwat um Niveau vun der Europäescher Unioun d'Décision-cadre vum 2001 de Memberstaten operleert fir effikass proportionéiert an ofschreckend Strofen op Kreditkaartfälschung virzegesinn. Dës Décision-cadre reit sech an den Aktiounskader vum Conseil vun der Europäescher Unioun an, wou verschidden Décision-cadré sech mat Blanchiment, Confiscation des produits relatifs aux crimes oder relatifs aux attaques visant les systèmes d'information befaasst hunn.

Här President, ech wëll elo net d'Detailer - dacks technesch - vum Projet de loi an d'Observatiounen an d'Ännerungsvirschléi vum Conseil d'État, deene mer zum groussen Deel Rechnung gedroen hunn, op-lëschen. Grosso modo gi véier nei Strofdoten an de Code pénal ageschriwwen. Et sinn dat:

1. D'Fälschung vun Zuelungsmoyenen ausser Geldschäiner a Mënzen en vue d'une utilisation frauduleuse;

2. de Fait en Transfert vu Geld oder anere monétaire Valeur virzehuelen, an doduerch sech selwer oder enger anerer Persoun e wirtschaftlechen Avantage zu Ongongschte vun enger anerer Persoun ze ginn;

3. d'Hierstellung, de Kaf, de Verkauf, de Besëtz vun Instrumenter oder Computerprogrammer, déi d'Fälschung oder esou en Transfert erméiglechen, a

4. de Fait mam Auteur vun der Fälschung beim Erausgi vu falschen Zuelungsmoyenen, Kreditkaarten oder Bancomatskaarten, oder bei Aféierung vun esou Fälschungen hei am Land matgewierkt ze hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann et kee richtege medienträchtege Projet de loi ass, well en dacks technesch ass, wäert dëse Projet de loi bei der Entwécklung an dem Opschwung vum Commerce électronique fir méi Rechtssécherheet suergen, op d'mannst um strof-rechtliche Plang.

Här President, am Numm vun der Commission juridique, déi de schrëftleche Rapport à l'unanimité ugeholl huet, wëilt ech lech also froen, dëse Projet de loi, esou wéi en als Annex beim schrëftleche Rapport steet, unzehuelen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Santer. D'Madame Flesch ass ageschriwwen. Madame Flesch!

**Discussion générale**

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, léif Kolleegen, ech wëll fir d'alleréisch dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen an elo mëndleche Rapport. An ech mengen et wär net néideg elo am Detail alles ze widerhuelen, wat e gesot huet. Ech mengen, den Objet vum Projet de loi ass zur Genüge bekannt.

Et ass e Fait, dass d'Utilisatioun vun de Plastikkaarten - wéi mer soen -, vun de Cartes de crédit an de Cartes de débit, dem Bancomat, sech enorm développéiert huet, an et wäert an Zukunft och esou weidergoen. Mam Commerce électronique wäert nach méi kommen, a vläicht wäerten och nei Instrumenter kommen, déi mer de Moment nach net hunn an nach net kennen, mä déi och mussen deeneselwechten Obligatiounen a Richtlinien ennerworft ginn. An ech mengen, dat heite Gesetz erlaabt och an der Zukunft nei Instruments de payement mat an de rechtliche Kader vum Code pénal eranzehuelen.

Et geet hei drëm, d'Décision-cadre vum Conseil vum 28. Mee 2001 a Kraaft ze setzen. Et ass evident, dass bei all deene Geschäfte vu Frauden u Kreditkaarten oder Contrefaçons - a mir gesinn et all Dag an der Zeitung - en internationalen Aspekt ass. Ganz oft ginn déi Frauden an anere Länner gemaach, mä déi Kaarte ginn zu Lëtzebuerg gebraucht oder vice versa. Et ass also scho richtig, dass d'Union européenne sech mat deem Thema beschäftigt huet.

Wa mer dat elo maachen, wa mer déi Décision-cadre iwwerdreien, da combléiere mer an engem déi eng oder aner Lacune, déi dëse Moment nach an onsem Code pénal besteet. Et ass jo am Fong erstaunlech, dass am Gesetz, wéi et bis elo ass, et strofbar ass wann een eng Carte de crédit klaut, mä et net strofbar ass wann een eng Carte de crédit falsifiéiert oder eng Contrefaçoun mécht. Et ass am Fong déi Lacune, déi mer hei mat deemem Gesetz elo combléieren.

Ech weisen drop hin, an de Rapporteur huet et gesot, dass mer an den Aarbechte vun der Commission juridique wäitestgehend de Wënsch vum Conseil d'État Rechnung gedroen hunn an dass mer den Text adaptéiert hu fir senge Propositionne Rechnung ze droen. Ech kann also nëmmen am Numm vun onser Fraktioun soen, dass mir dësen Text wäerte stëmmen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Madame Err!

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Och ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

» **M. le Président.** - Den Här Braz. En ass net do. Dann den Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt och den Accord vum ADR bréngen zu deemem Gesetzesprojet an dem Rapporteur félicitéieren...

» **Une voix.** - Wéi heescht Är Partei?

» **Une autre voix.** - Ass et e Jong oder e Meedchen?

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...fir säin exzellente Bericht. Ech mengen, et ass absolut wichtig, datt mer eng vun deenen Infractiounen hei kënnen sanktionéieren, well Lëtzebuerg war do op eng kéier eng richtig Insel ginn, wou esou eppes konnt gemaach ginn: Dat ass d'Fäl-

schung vun de Logicielen. Dat gesot, nach eng kéier den Accord zu deemem Gesetzesprojet.

**(Interruption)**

» **M. le Président.** - Wann d'Regierung deem näischt méi bäizefügen huet, kënnen mer direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi kommen. De Vote fänkt un.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5439 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Michel Wolter), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Jos Scheuer);*

*MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn, ugefrot vun der sozialistescher Fraktioun, iwwert d'Obésité bei Kanner a bei Jugendlecher. Dat ass en Term, dee schwiereg auszedrücken ass.

**(Interruptions et hilarité)**

D'Wuert huet den Här Romain Schneider als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Ageschriwwen sinn: d'Madame Stein, den Här Krieps, den Här Huss an den Här Mehlen. Den Här Schneider huet d'Wuert.

**(M. Laurent Mosar prend la Présidence)**

## 10. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech am Juli vun deemem Joer just virun der Vakanz eng Deklaratioun gelies hunn, déi vu véier Ministère ënnerschriwwen war, hunn ech mer Gedanke gemaach, wat den Ausléiser vun esou enger grousser Koordinatiounsaktioun kéint sinn. A beim genaueren Duerchliese vun der Deklaratioun kounn schnell d'Problematik an de Vierdergrond.

Wéi et do steet, wat den Ausléiser vun der Aktioun „Gesond iessen, méi bewegen“ vun der Educatiounsministeres, dem Gesondheitsminister, der Familljeministeres an dem Sportsminister eng Reaktioun...

» **M. le Président.** - Ech bieden em Opmierksamkeit fir den Här Schneider!



» **M. Romain Schneider** (LSAP).- Merci, Här President.

...op d'Informatiounen a Resultater vun Etüden, déi alarméierend waren, wat de Gesondheits- a Fitnesszoustand vun eiser Gesellschaft a virun allem vun eise Kanner a Jugendleche betrëfft. Dëst huet mech verlasst, mech während de Vakanzeméint méi iwwert den Thema an d'Problematik ze informéieren, an ech hu fonnt, dass d'Situatioun esou alarméierend ass, dass och eng Debatt an deem Parlament noutwendeg ass, fir esou vill méi Leit ze sensibiliséieren an Aktiounen fir gesond Ernährung a méi Bewegung ze ënnerstëtzen.

Vill Elementer a Wäerter hunn ech an der „Studie zur Gesundheit, körperlichen Leistungsfähigkeit und körperlich-sportlichen Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg“ fonnt, déi hei zu Lëtzebuerg bei Kanner vun néng, 14 an 18 Joer vun der Uni Karlsruhe duerchgefouert gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, d'OMS, d'Organisation Mondiale de la Santé, huet d'Obésitéit an d'Lëscht vun de Prioritéiten am Gesondheitswiesensklasséiert. Weltwäit ginn d'Wäerter vun Iwwergewicht, motoreche Problemer a schlechten lessgewunnechte vun der Bevëlkerung, och hei zu Lëtzebuerg, erop. A mir lafe Gefor an e puer Joer amerikanesch Zoustänn ze hunn. Esou hunn zum Beispill hei zu Lëtzebuerg nëmmen 80,3% vun de Schüler Normalgewicht. 13,2% sinn iwwergewichteg a 6,5% adipös.

Dës Problematik fänkt schonn am Primärschoulalter un, wou scho 15% vun de Meecher an 20,1% vun de Jongen ze vill Gewicht op d'Wo leeën. Mat zounehmendem Alter steigt d'Iwwergewicht tendenziell un, an et besteet och e signifikativ groussen Ënnerschied wat de Bildungsniveau betrëfft. Bei niddrege Bildungsweeër ass d'Tendenz nach méi däitlech a steigt bis op 25% un.

Gesondheetlech huet dëst och seng Konsequenzen. Bei der Erfassung vun de Beschwerde kouw eraus, dass 17,8% vun de Kanner méi wéi eemol d'Woch Kappwéi hunn, 14% net méi kënne schloufen, 13,5% Bauchwéi hunn an 13,2% Réckeschmierzen. Parallell dozou gesäit een och, dass de Gebrauch vu Medikamenter an dës Beräicher usteigend ass.

Dir Dammen an Dir Hären, de Plan d'action pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique vum Projet „Gesond iessen, méi bewegen“ ass en éischte richtige Schrëtt, fir där alarméierender Situatioun entgéintzewierken.

Dëst bedéngt awer um Terrain, dass konkret Moosnamen geholl ginn an deenen eenzelne Beräicher. D'Ministèren hunn am Plan d'action Pisté vun dëse Moosnamen opgezeechent. Et heescht se elo an d'Praxis ëmzesetzen.

Hei e puer Iwwerleeunge vu mir, déi een zum Deel och am Aktionsplang erëmfënnt.

Am Gesondheitsministère ass eng éischt Aktioun realiséiert ginn duerch d'Verbidde vum Fëmmen an de Schoulen. D'Krankekeesse muss wéi am Ausland och hei zu Lëtzebuerg bei der Preventioun aktiv ginn. Et muss Sensibiliséierungscampagnë gestart gi bei Kanner a Jugendlecher, awer och bei de concernéierte Secteuren.

D'Formatioun an d'Promotioun vun enger gesonder Ernährung a vill Bewegung muss och un d'Organisatiounen wéi Médecine scolaire respektiv AMMD an esou weider virugehen. Am Familljen- a Jugendministère muss Campagnë gestart ginn an Aktiounen mat de Jugendlechen, dat duerch d'Jugendhaiser an alle Jugendbewegungen. Bei dem Personal, dat an dës Strukture responsabel ass, muss Formatiounen an d'Weg geleet ginn. De Jugendkommunalplang kann hei e ganz flott Instrument sinn, fir konkret Aktiounen a Moosnamen ëmzesetzen.

An de Kantine mussen d'lessgewunnechten änneren a Wäert op eng gesond Ernährung geluecht ginn. Hei striewen ech virun allem eng Zesummenaarbecht mat den Diététiciens an Diététiciennes aus de Regionen un. An de Schoulen a Kantine soll een d'Colasautomaten duerch eng gratis Waasseroffer ersetze respektiv Snacken duerch gesond a frëscht Uebst austauschen.

» **Une voix**.- Très bien.

» **M. Romain Schneider** (LSAP).- Am Sportsministère, do soll d'Sportsoffer erweidert ginn, virun allem op Jugendlecher, déi net a Veräiner organiséiert sinn. Derniewent soll weider un de Sportsinfrastrukture geschaff ginn a virun allem den Accès och méi lücht gemaach ginn. All den Organisatoren vu Sportsévènements soll och weiderhin an a gréisserem Mooss nach méi e groussen Appui zoukommen.

Am Educatiounsministère, wéi d'Studie - déi iwwerengs och vum Educatiounsministère an Optrag gi war - hei zu Lëtzebuerg gewisen huet, fällt dem Schoulsport eng entscheidend Roll zou,...

(Nuisances sonores)

Ech hu keen un an nach net emol een dobäi.

...well hei den Terrain ass, wou all Jugendlecher kënnen erreicht ginn.

An der Schoul muss de Jugendlechen de Goût um Sport kréien a motivéiert ginn, iwwer seng Schoulzäit eraus Sport ze driewen a wa méiglech och am Veräin aktiv ze ginn.

Dëst bedéngt - an ech si sécher, der Educatiounsministesch hiert Zil ass dat och -, kuerz- a laangfristeg folgend Schrëtt ze ënnerhuelen:

Éischtens muss qualifizéiert Personal am Schoulsport och am Primär, dat heescht duerch eng Zousatzformatioun op der Uni Lëtzebuerg, garantéiert ginn. Am Précoce a Préscolaire sollen 30 Minutte Bewegung all Dag fir d'Kanner ageriicht ginn. Am Primärschoulsport sollen d'Sportsstonnen eropgestat ginn, genauso gutt wéi am Postprimären d'Sportsstonne bis op Première bäibehale solle ginn.

Am périscolaire Sport, dat heescht an der Lasep, sollen an all Gemeng oder Schoulsyndikat dës Lasepstonnen uegebued ginn. Dëst ass, wat d'Stonnenzuel ubelaangt, schwierig ze realiséieren - dat weess ech -, well ëmmer manner Stonnen an der Schoul zur Verfügung stinn. D'Migratioun awer vum Schoulsystem vun engem rigide Programm a rigiden Horairen hin zur Logik vu Léieren a Kompetenze wäert nei Fräiräim schafen, fir erëm méi sportlech Aktivitéiten an de Schoulen ze kréien.

Ech si sécher, dass eis Educatiounsministesch gewëllt ass, dësen neie Fräiraum ze schafen a méi Sport an de Schoulen domat och ze bedéngen.

Awer och d'Gemenge si gefuerdert, an hei begrëssen ech elo schonn d'Initiativen, déi lafen an déi a Planung sinn. Ech zitéiere Beispiller, gewosst dass ech anerer vergiesen oder iwwersinn hunn: zum Beispill d'Gemeng Préizerdall, déi e flotten an dynamischen Aktionsplang opgestallt huet ënnert dem Numm „Préizerdall aktiv“.

Den Här Calmes ass elo net hei, soss kéint ech him perséinlech félicitéiere fir déi flott Initiativ.

» **Une voix**.- En ass aktiv.

» **M. Romain Schneider** (LSAP).- Hien ass aktiv dobaussen, hie mécht seng 11.000 Schrëtt, déi jidderee vun eis all Dag soll maachen, fir och fit ze bleiwen.

(Interruptions diverses)

D'Gemeng Ettelbréck huet kierzlech éischt Aktiounen aus hirem Plang presentéiert. An der Gemeng Réiser an och a menger Gemeng...

» **M. le Président**.- Den Här Schneider huet ganz eleng d'Wuert.

» **M. Romain Schneider** (LSAP).- Merci, Här President, dat ass schéin.

An der Gemeng Réiser an a menger Gemeng schafft eng Aarbechtsgrupp un der Ausschaffung vun der Aktioun „Fit Woltz a fit Réiser“. Villes kann an eise Gemengen an d'Weg geleet ginn, well d'Gemeng ass de Foyer fir all Elementer: Mir fannen hei d'Schoulen erëm; mir fannen hei d'Veräiner erëm; mir fannen d'Gesellschaftsliewen erëm; mir fanne virun allem d'Mënschen, eeler a jonker, an hirem alldeegleche Liewen erëm.

D'Aktiounen fir Nordic walking fir eeler Leit, gesond lessen an de Kantine, gesond Ernährungswochen a Bewegungswochen mat der Geschäftswelt, Initiative fir Kanner erëm ze bewegen, zu Fouss an d'Schoul ze goen, wéi zum Beispill an der Schwäiz de Projet Pedibus, wou d'Kanner sech op enger Plaz mat gréisserer Leit zesummendinn, dann op eng Bushaltestell ginn oder zu Fouss eben an d'Schoule ginn, si Projeten, déi och hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen sinn. Derniewent sinn an de Gemenge Sportskampen ze organiséieren fir Kanner, déi net a Veräiner organiséiert sinn. Eenzel Gemengen hu Faarf gewisen, anerer sollen duerch

hir Erfahrungswäerter initiéiert ginn, dem Wee ze folgen.

De Stat muss sech awer och der Situatioun bewusst sinn an ass et - wéi de Pakt et weist -, dass mer fir d'Ziler ze erreechen an d'Gesondheetssituatioun vun eiser Gesellschaft ze verbesseren an Méttelen zur Verfügung musse stellen. D'Wäerter an den Zoustand vun eiser Land sinn net nëmmen déi wirtschaftlech a budgetär, mä et ass och de Gesondheitszoustand vu senger Populatioun. An dësem Zoustand fänkt ëmmer méi un déséquilibréiert ze ginn.

An deem Sënn meng Fro un d'Regierung: Wéi schnell an effikass kënnen déi eenzel Mesuren, fir deem Phänomene entgéintzewierken, an der Praxis ëmgesat ginn? An zweetens: Wéini kann ee bei där neier Etüd OSTEL, déi an Optrag ginn ass, mat Resultater rechnen? Resultater, déi mat Sécherheet ganz interessant wäerte sinn a wou mer hoffentlech nach d'Geleeënheet an dësem Plenum wäerte fannen, fir iwwert dës Resultater kënnen ze debattéieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **Une voix**.- Très bien.

» **M. le Président**.- Ech soen dem Här Schneider Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Débat

» **Mme Martine Stein-Mergen** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Iwwergewicht bei Kanner a Jugendlechen ass kee spezifesch Problem vun onsem Land, wat oft zwar e klengt déckt fett Land genannt gëtt, mä vun alle sougenannten entwéckelte Länner, a souguer och an der Drëtter Welt gesäit een Iwwernährung vu Kanner oft als en Zeeche vu Verwahrlosung.

Et brauch een nëmmen d'Aen opzemaache fir ze gesinn, dass d'Obésitéit bei Kanner, mä awer och bei Jugendlechen, eng Realitéit ass. Vu dass een awer, fir Aktiounen ze starten, Donnéeë gäre schwaarz op wäiss hätt, ass eng voluminéis Etüd vum Educatiounsministère presentéiert ginn. An d'Resultater vun dëser Etüd, déi dann och alarmant genuch waren, hunn zu deem Plan d'action gefouert, dee vum Gesondheitsministère, vum Educatiouns-, Sports- a Familljeministère soll duerchgezu ginn. Fir dat ze realiséieren ass dann och e Comité de Co-ordination nationale gegrënnt ginn, fir lokal, regional an national Initiativen a Mesuren ze koordinéieren.

Iwwergewicht, Dir Dammen an Dir Hären, a seng Steigerung Obésitéit kommen aus engem Däiwelskrees eraus vu Mangel u Bewegung a schlechter oder awer einfach ze vill Alimentioun, deen et gëllt ze brieche.

A fir ofzehuele gëtt et dann och kee Wonnerméttel. Ville Leit gëtt vill Geld aus der Täsche gezu fir sougenannte Wonnerméttel, déi am beschte Fall nëischt bréngen an am schlechteste Fall gesondheetsschiedlech sinn. Et gëtt heifer e ganz grouse groen a souguer e schwaarze Maart iwwer Press an Internet an et wär vläicht eemol interessant feststellen, wéi vill Leit dës skrupellose Persounen op de Laim ginn, fir dann awer ëmmer erëm enttäuscht ze ginn an déi sougenannte Pingpongstaktik matzemaachen: Régime maachen, ofhuelen an herno erëm zouhuelen, a wéi vill Mol dass se dat schonn duerchgemaach hunn, well et ass jo esou: Et kann een den Ochs zwar bei den Trach féieren, friesse muss en awer selwer.

An onsem Fall ass et zwar just ëmgekiert, mä d'Spréchwuert ass valabel, well et gëtt an de Primärschoulsprogrammen och haut scho Coursen iwwer gesond Ernährung. An der Stad, do gëtt et de RAGI (Richtig Akafé Gesond lessen), wou d'Léierpersonal mat de Kanner op de Maart akafé geet. Da gëtt Uebst a Geméis kaaft. Et gëtt dann och herno gewisen, wat een aus deene wonnerbare Saachen zesummekache kann. Dat gëtt et scho säit ganz ville Joren, an déi meescht Klassen huelen dat och an Usproch. Et ginn notament an de Foyers scolaires an an de Schoulkantinen duerch d'Bank Efforté gemaach, de Kanner gesond an équilibréiert Molzechte virzesetzen.

Et gëtt enorm vill Offer vu Sport- a Fräizäitveräiner fir méi Bewegung. A wann een d'Patienten op d'Iwwergewicht usprécht, dann ass keen dobäi, deen net un courant wier, a keen, deen net de Wonsch hätt eppes un dëser Situatioun ze änneren.

Wourunner hänkt et also? Et verlaangt Engagement a Presenz an engem Stot, senge Kanner geregelt, gesond an équilibréiert Molzechten ze besuergen an ze preparéieren. Et ass nämlech méi einfach, an a ville Fäll ass och zäitlech net méi dran, eng Tiefkühlpizza an den Uewen ze werfen an et

ass méi einfach mat senge Kanner owes an e Fastfood ze goen, wéi sech an d'Kichen ze stellen, wann een no aacht Stonne vun der Aarbecht heemkënn. Dës Aufgab kann een dann Duebelbelaaschtung vun der berufstäeger Fra nennen. An ech wär besonnesch frou, wann an dësem Plan d'action och kënn dës Fraen hire Problem erkannt ginn, sief et nëmme fir eng Prise de conscience vun hire Männer, déi dann och vläicht kéinten doheem eng Hand mat upaken.

(Brouhaha général)

Ah jo!

Zweetens, Kanner, déi Fastfood mat Geschmacksverstärker an aneren Zousätz gewinnt sinn, déi kritt een net méi esou lücht un d'Uebst an un d'Geméis. D'lessverhalten ass extrem schwéier ze steieren a ganz schwierig ass et, wann een e falscht lessverhale bis huet, fir dat ze veränneren.

Et ass iwwerengs elo dës Woch am Koléisch vun der Elterenassociatioun eng Konferenz iwwert d'Fréierkennung vum Contraire vum Iwwergewicht, nämlech vun ënnergewichteg Kanner.

» **Une voix**.- Magersucht.

» **Mme Martine Stein-Mergen** (CSV).- Magersucht. Merci.

Esou ass et och eng éischt Approche zu engem Régime, dass een eng Bestandsopnam mécht vum Patient a vun all deem wat hien de ganzen Dag esou zou sech hält. Érischt wann een dat och eierlech opschreift, da fënnst ee schliesslech d'Feeler eraus an et kann ee se gezielt bekämpfen.

Drëtters, Frustratioun ass en extrem staarken Appetizer. Kanner a Jugendlecher, déi sech iwwer hir Frustratioun net kënnen ausschwätzen, déi sech net kënnen artikuléieren, zéie sech a sech zréck, ginn net a Veräiner, mä ginn hiert Täschegeld a Séissegkeeten ëmsetzen.

An e ganz wichtege Facteur beim lessverhalten, an do wär ech ganz frou, wann eppes géif dogéint ënnerholl ginn, dat sinn d'Medien an d'Publicitéit. Wann d'Kanner an der Tële oder an den Zeitungen dauernd Reklamme vu Schockela, Kamellen a Fastfood virgefouert kréien, an d'Konsumenten, déi dat an der Werbung zou sech huelen, schlank a flott sinn, dann ass et och net einfach fir hinnen ze soen, si sollten dat net iessen.

Meng Fro ass eben dann un de Minister, ob een et net soll mat den Hamburger esou maache wéi mat den Zigaretten, ob een déi net einfach soll verbidden.

(Brouhaha général)

Och de Bewegungsmangel kréien d'Kanner unerzunn. Bei ons an der Stad zum Beispill ginn d'Kanner systematesch vun hiren Eltere mam Auto an d'Schoul gefouert, och wann et net wäit ass. An der Fräizäit, an deene meeschte Gemengen ass et immens schwéier, fir d'Kanner op d'Gaass spillen ze schécken, well et einfach ze vill geféierlech ass. An déi zwou oder dräi Stonne Schoulsport kënnen dës Bewegungsmangel net opfänken. De Wee muss also iwwer Sportsveräiner goen oder besser nach iwwer esou Veräiner wéi d'Lasep, wou déi kierzlecher Aktivitéiten net eesäiteg, mä villsäiteg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt net nëmmen iwwergewichteg Kanner a Jugendlecher, et gëtt och ganz vill iwwergewichteg Erwuessener. Den Här Schneider wëllt d'Doktere mat abezéien. Ech kann lech soen, dass soulaang wéi eis Populatioun net iwwer systematesch a generell preventiv Ënnersichungen an Domiciliatiounen bei engem Dokter...

» **M. le Président**.- Madame Stein, Dir misst esou lues zu Är Konklusioun kommen.

» **Mme Martine Stein-Mergen** (CSV).- Nach ee Saz.

(Interruptions)

Also, wéi gesot, soulaang eis Populatioun net iwwer systematesch preventiv Ënnersichungen an Domiciliatiounen duerchënnersicht ass, soulaang maache grad déi Leit e kräftege Bou ronderëm d'Praxis vun den Dokteren, et sief da si kommen dohinner, well se dann de Réck wéi hunn oder d'Knée wéi hunn, well déi d'Gewicht net méi packen.

Dësen Aktionsplang ass also en éiergäizege Plang. Aktioun ass néideg. Iwwer Campagnen a Sensibilisatiounen wär et flott, wa géif viles erreicht ginn, mä ech menge wann ee wierklech de Problem wëllt seriö ugoen, da muss ee vläicht méi wäit goen an déi Punkten opgräifen, déi ech ugeschwat hunn.

Ech soen lech Merci.



►►► **Une voix.** - Très bien.

►►► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Stein Merci.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir hutt gemierkt, dass kee Regierungsvertreieder am Moment hei ass. Dat ass net aus schlechtem Wëllen, mä deen zoustännege Gesondheetsminister, den Här Di Bartolomeo, ass aus verständleche Grënn am Moment op der Plaz vum Zuchongléck. Ech mengen, domat wäeren hien an och déi aner Kolleeginnen a Kolleegen excuséiert, a mir géifen dann an eiser Diskussioun virufueren.

Als nächste Riedner ass den Här Huss age-droen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

**(Interruption)**

Pardon. Entschëllegt, Här Krieps. Als nächste Riedner ass den Här Krieps age-droen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ech kommen awer och gären zum Schluss, Här President, wann Der wëllt.

Also, well et mäin „maiden speech“ ass, erlaabt Der mer wann ech gelift dem Bettendorf Niki Merci vun dëser Plaz aus ze soen, dass hie mir Plaz gemaach huet. Dat ass an de leschte 70, 80 Joer net oft virkomm, dass ee fräiwëlleg gaang ass, wann en net op e bessere Poste gesat ginn ass, ausser deenen obligate Rotatiounen bei onserer grénge Frënn.

**(Interruption)**

Ech soen dem Niki hei nach eng Kéier Merci dofir, hien, dee sech an dëser Chamber während 16 Joer fir de sozialen Opbau agesat huet.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. Alexandre Krieps (DP).** - An da komme mer zum Sujet vun haut, Här President, zum Iwwergewicht.

Dat ass eng nei Epidemie, en neie gesondheetspolitesche Problem, deen am Ausland awer fréier schon diskutéiert ginn ass. Hei freet ee sech effektiv, ob de Stat an d'Gemeinschaften mussen als Pouvoir public agräifen an dee Problem, wéi mer dat am leschte Jorhonnert bei anere Problemer gemaach hunn: bei den Autosaccidenter, bei den Aarbechtsaccidenter, bei den Infektiounskrankheiten a bei villen aneren Dénger, wou d'öffentlech Hand mat hirem Agréiff vill Triumph hat. D'Fro stellt sech also: Wéi gräife mer an?

An ech sinn och frou gewiescht, fir dee Plan d'action hei ze liesen. Ech muss leider dozou awer bemierken, dass e puer Lacunen dra sinn, op déi ech zrëckkomme wäert, an dass d'Kompetenz vun deem Plan d'action ënner véier verschidde Ministère fällt. An ech wär ganz frou, wann ee Ministère d'absolut Responsabilitéit géif iwwerhuelen, well soss sinn et vill Käch, déi de Bräi verdierwe wäerten.

D'Ursaache sinn ugesprach ginn hei. Leider ass et esou, dass déi meescht Kanner, déi Iwwergewicht hunn, et schon hu wa se 45 Méint al sinn. An d'Ursaache vun deene Saache kommen, well ee vun den Elterendeeler oder déi zwee obèse waren. En anere Risikofacteur ass en héicht Gebuerts-gewicht an och e schnelle Wuesstum am Ufank.

Kanner, déi manner schlofen, gi méi séier méi déck. Dat schéngt zwar paradoxal ze sinn. Ech huelen un, dass déi Kanner wa se manner schlofen déi Zäit iessen.

**(Interruption)**

Aner Facteure si festgestallt ginn.

Mä et ass eppes, wat een net versteet, Madame Stein: Déi, déi manner schlofe gi méi déck.

Den Junkfood, dat ass ugeschwat ginn.

Beim Tubak vun der Mamm, déi enceinte ass, tèscht der 28. an der 32. Woch. Dat ass net gesécher, déi Attitud, an och net den Allaitement maternel.

Televisioun kucken: Et ass jo gesot ginn, wann d'Kanner géifen am Alter vun dräi Joer méi wéi aacht Stonnen d'Woch Televisioun kucken, da géif d'Gewicht linéaire an d'Luucht goen. Also, mir hu vill Problemer.

D'Ursaache sinn doudsécher och d'lessen, wat doheem giess gëtt; net nëmmen an de Kantinen, well dat si Kanner, déi nach net am Précoce sinn. Tel parent, tel enfant. D'Kanner iesse jo doheem mat véier Joer dat nämlecht wéi hir Elteren.

Eppes wat och net am Rapport ugeschnid-den ass, dat ass déi onsäglech Quantitéit un Televisiounspublicitéiten. An iwwer 70% vun deenen Televisiounspublicitéite betreffe gezockert lessen a Fastfood. An ech men-

gen, do misst een och agräifen. Do kënne mir als Land natierlech nëmmen europäesch agräifen.

En anere Punkt, deen ervirgeruff ginn ass hei: Dat hei provozéiert, well eben déi Kanner, déi véier Joer al sinn, huelen hiert Iwwergewicht mat an d'Primärschoul a mat an d'Adolescence. Glécklecherweis sinn et der e puer, déi vergiessen dat da wa se erwuesse sinn, mä do kommen dann och neier bäi.

Wat hei och gesot ginn ass, dat ass richtig: Den Typ-2 Zocker, de sougenannten iwwergewichtegen Zocker, ass mat dem Kriibs déi eenzeg Krankheet, déi momentan nach zouhëlt. Dat gëtt och e Fléau sonnergläiche vu Knéioperatiounen. Do bedauern ech onse Gesondheetsminister. Dee muss ëmmer méi Suen dofir prettstellen. An da misst een och d'Knéioperatiounen an d'Prothesen harmoniséieren, da wär et net esou vill. Bal all Chirurg, dee kënnt, huet eng aner Technik. Dat géife ganz vill Surcroît-de-dépenses an de Spideeler. Är Escher Kollege géife sech mat lech doriwwer ënnerhalen.

**(Interruption)**

D'psychosozial Konsequenze vum Iwwergewicht sinn herno bei der Fra vill méi schlëmm wéi beim Mann, well d'Halschent vun de Fraen, déi schwéiert Iwwergewicht hunn, fanne keng Aarbecht a kee Partner. An déi psychosozial Konsequenze sinn natierlech net ze moossen.

Interessant an Ärer Studie wär gewiescht, wann een d'Lëtzebuenger Particularitéiten hei apprécieiert hätt. Mir hu jo glécklecherweis 100.000 Lëtzebuenger mat italienschem Blut, déi déi mediterrane Diäte missten iessen: Olivenuelech a Friichten a Geméis. Och ons portugisesch Immigrante missten am Fong méi dënn sinn. Dat ass awer net de Fall, well si adaptéiere sech hei onse Situatiounen.

Eppes wat ech wollt soen: Also, verlagert déi Opklärungscampagnen an de Précoce, an da stellt och méi Nutritionisten an der Schoulmedezin an. D'Schoulmedezin, déi och national misst reorganiséiert ginn, well soss bréngt dat do näischt.

D'Televisioun zielt net fir d'Kanner vu manner wéi siwen, aacht Joer, well et ass bewisen, dass déi net sensibel op d'Publicitéit op der Televisioun sinn.

Wat ech awer hei wollt soen: Eng ganz Rei Leit, déi iwwergewichteg sinn, si psychosozial geschiedegt - hunn ech gesot - a mir sollen déi net stigmatiséieren, well déi Leit si ganz oft ganz schlecht an hirer Haut. Ech mengen, et géif och Zäit ginn, dass d'Krankekeess d'Iwwergewicht als eng Krankheet géif ugesinn an déi diätetesche Conseilen zrëckbeziele géif, wat bis elo nach net ass.

►►► **M. le Président.** - Här Krieps, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

►►► **Alexandre Krieps (DP).** - Dat wäert ech och maachen, Här President. Ech sinn och frou...

►►► **M. Henri Grethen (DP).** - Et ass e breede Sujet.

►►► **Alexandre Krieps (DP).** - Neen, neen. Ganz richtig, Här Grethen. Äre BMI ass an der Lescht drastesch erofgaangen. Ech félicitéieren lech dofir!

Wat ech nach wollt als Lescht soen, dat ass dat wat den Här Mehlen elo grad gesot huet: Et ass besser, dass mer do och an der Preventioun virginn, wéi herno am Behandelen. Dat ass also e wichtige Schrëtt.

A letztlech félicitéieren ech onsem Frënd Calmes, dee virun engem Joer viru Beetebuerg dat „Préizerdauil aktiv“ agefouert huet.

Mä ech erënnen awer un den Acquis vun der Stad Lëtzebuerg, Här President, dee säit 20 Joer den «Sports pour tous» organiséiert, wou all Joer 6.000 Leit ageschriwwen sinn an allen Alterskategorien. An ech mengen, d'Stad Lëtzebuerg ass do ganz gutt gestallt.

Domadder soen ech lech villmoos Merci. An et geet net duer fir de Bauch eranzezéie fir op der Wo manner schwéier ze sinn. Merci.

**(Hilarité)**

►►► **Une voix.** - Très bien.

►►► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Krieps Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss age-droen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Heure d'actualité iwwert déi zounehmend

Obésitéit vu Kanner a Jugendlecher ass ouni Zweifel ganz wichteg. No rezenten Donnéeën vun der WHO si jo weltwäit 22 Milliounen Kanner mat manner wéi fënnf Joer scho fettsüchtig oder hu staarkt Iwwergewicht. An eisem Nopeschland Däitschland si bis zu 18% vun de Kanner a Jugendlechen dovunner betraff. Ähnlech gëllt fir Frankräich.

Laut engem rezente Lëtzebuenger Fuerscherungsrapport an Zesummenaarbecht mat der Uni Karlsruhe solle vun den 9-, 14- an 18-Jähregen hei am Land ronn 13% staarkt Iwwergewicht hunn a 6,5% carrément adipös, dat heescht vill ze vill déck sinn.

D'Obésitéit huet a ville Länner zougehoen, mä virun allem zënter 1990 - an deene leschte 15 Joer also - ass et zu engem dramateschen Uwuesse vun der Obésitéit iwwerall komm. A wat bedenklech ass, och scho bei kleng Kanner.

Wat sinn déi gesondheetlech Folgen dovunner haaptsächlech am erwuesenen Alter? Déi wichtegst Krankheeten, déi duerch Obésitéit kënnen ausgeléist ginn, sinn: Diabète vum Typ 2, héije Bluttrock, Häerz-kreislafkrankungen, Kriibs. Zum Beispill hunn 33% méi en héije Risiko vu Lymphomen, Ostéoarthritis, Infertilitéit, Schwangerschaftskomplikatiounen, Malformatiounen, psychologesche Problemer an Depressiounen.

Wat ass, oder besser gesot, wat sinn d'Ursaache vum Iwwergewicht a vun der Obésitéit virun allem och scho bei Kanner? Niewent individuelle genetesch Ursaachen an Ènnerscheeder gëtt et an eiser heiteger Liewensweis awer eng ganz Partie vun Ursaachen, déi vill méi eng grous Roll spille wéi d'Genetik an déi virun allem ze dinn hu mat eiser Ernährung a mat engem zounehmende Mangel u kierperlecher Bewegung och a grad bei ronn engem Véierel vun eise Kanner a Jugendlechen.

Facteur Bewegungsmangel: Dee schonn zitéierte Rapport weist kloer drop hin, dass en net négligeablé Pourcentage vun eise Kanner a virun allem och Jugendlechen a Secondaires-Klassen net genuch Bewegung hu fir de Kaloriërapport kënnen energetesch ze verschaffen, woubäi souwuel déi reell Stonnenzuel vum Sport an der Schoul wéi munchmol och d'Intensitéit vun deem Sport schéngen ze wënschen iwwreg ze loosnen. D'Kanner spillen haut och vill manner op de Stroossen, a laut dësem Rapport gi ronn 28% vun de Kanner vum Primär mam Auto bis an d'Entrée vun der Schoul gefouert.

D'Kanner a Jugendlecher folgen och wäitgehend dem schlechte Beispill vun den Elteren a leien all Dag an der Moyenne méi wéi zwou Stonne virun der Televisioun, woubäi meeschtens och nach Zäit mam Gameboy oder mat Computerspiller do derbäikënnt. Derbäi kënnt dann och nach, dass meeschtens virun der Televisioun Séisses geknabbert oder Séisses gedronk gëtt.

Eng vun den Haaptursaache läit awer sécherlech vill méi allgemeng an och insgesamt an eise modernen Ernährungsgewunnechten. Ingesamt iesse vill Leit an och hir Kanner ze vill Zocker, ze vill déierescher Fetter, virun allem d'Transfetter, an et gëtt leider och en Iwwergewicht beim lesse vun Omega-6-Fettseiere par rapport zu den Omega-3-Fettseieren.

Bei ville Kanner a Jugendleche kënnt leider nach oft de Konsum vu Fastfood a Séissegkeeten derbäi. Laut enger Enquête bei Jugendlechen tèschent 14 a 24 Joer an Däitschland géifen anscheinend ronn 15% mindestens véiermol an der Woch Fastfood iessen. Ähnlech Zuelen dierft et och bei eis ginn. Curry, Döner, Hamburger, Fritten a Pizza sinn awer Kaloriëbomme mat ronn 500 Kalorië pro Stéck a maachen déck. Duerfir ass dësen Trend méi wéi bedenklech.

E weidere Problem vun eiser Zäit, wou mer anscheinend ëmmer manner Zäit hunn, ass den Trend zu Fäerdegmenüen, déi och oft net nëmmen ze vill Zocker oder Fett enthalten, mä och nach Additiver, Séisssstoffer oder Aromen, déi hirersäits och zur Obésitéit bäidroen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat am Ufank vu genetesch Predispositiounen geschwat. Neiste Fuerschungsergebnisse weisen awer och dorop hin, dass eis chemesch Belaaschtung duerch hormonell wirksam Chemikalien, déi sougenannt „Endocrine Disrupters“, zu Obésitéit an zu Diabète bäidroe kënnen, an zwar virun allem scho bei der Expositioun während der Schwangerschaft, während där fréier Entwécklung vum Fötus. D'PCBen, chloréiert Kuelewaasserstoff, Bisphenol A, Nonylphenoler an esou viru sinn nëmmen e puer Beispiller do derfir.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng ënnerstëtze selbstverständlech all preventiv Mesuren, déi op deene verschiddenen Terrainen noutwendeg sinn, fir schlecht Ernährungsgewunnechten, fir Ëmweltursaachen oder fir de Bewegungsmangel an der Wuerzel ze bekämpfen. Iwwer Sport- a Bewegungsmangel huet den Här Schneider eng Partie gutt Propositionen gemaach. Sënnvoll sinn dobäi sécherlech Informatiounscampagnen; sënnvoll ass och den Appel un d'Responsabilitéit vun den Elteren, vun den Elteren aus alle sozialen an och alle sproochleche Milieuen; sënnvoll sinn och Mesurë vun Ernährungserzéiung, déi allerdéngs der psychologescher Situatioun an den Denkweise vu Kanner a Jugendleche mussen ugepasst ginn.

Dat alles ass sécherlech sënnvoll a richtig, mä et geet an eisen Awer net duer, well op där anerer Säit - et ass hei scho gesot ginn - weiderhin d'Industrie vum Agroalimentaire sëtzt, déi mat massiivste Publicitéitscampagnen iwwer Fernseh a Medien ëmmer erëm de Géige-Poids mécht an zu hirem aromatiséierten Junkfood vu Fett, Zocker a Salz verféiert.

Wann do op europäeschem, politeschem Plang net endlech de politesche Courage entsteet, fir de grouse Fastfood-Chaîné streng Regelungen am Sënn vu Gesondheets- a Verbraucherschutz opzëerleeën, zum Beispill manner Additiven, manner Zocker, manner Fett an esou virun, da risquéieren déi beschten öffentlech Informatiounscampagnen héchstens limitéiert positiv Effeten ze kréien. Virun e puer Wochen huet an den USA de Stat New York de Fastfood-Ketten, de Kantinen a Wirschterchersbuden esou streng Oplage gemaach.

Här Minister, sidd Dir bereet zu ähnleche Mesurë vu Regulationen hei am Land? A sidd Dir bereet, dat och um europäesche Plang ze verrieden?

D'Crédibilitéit vun enger seriöser Preventiounspolitik vis-à-vis vun Obésitéit an Diabète an hire Folgeerkrankungen huet och mat esou Regulationen am Sënn vum Gesondheets- a Verbraucherschutz ze dinn.

Ech soen lech Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Huss Merci. An als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlen age-droen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Här President, an deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, déi ech wollt an dräi Deeler vun exakt 40 Sekonne jeeeweils opdeelen, wollt ech soen, dass eis Welt vill changéiert huet, dass natierlech de Problem zu engem groussen Deel bei deem läit, wat mer de Moment iessen. Mä wann ech esou a meng Kandheet zrëckkucken, da mengen ech, dass de gréisste Problem beim Bewegungsmangel géing leien, well fréier ass och scho gutt a kräfteg giess ginn, mä dat, wat d'Leit giess hunn, dat hu se meeschtens bei der Aarbecht verschafft, an do sinn d'Kanner och ganz dacks net dovun verschout bliwwen, esou dass se déi Problemer deemools net kannt hunn.

Ergo muss mer, well mer wëssen, dass mer dee Bewegungsmangel net integral behuewe kréien - mir mussen villes do wettmaachen, do ass keen Zweifel drun -, den Hiewel bei der Ernährung usetzen. Wa mer soe bei der Ernährung usetzen, da geet dat u bei der Informatioun vun den Elteren, déi mussen wëssen, wéi se sech vis-à-vis vun hire Kanner, wat d'Ernährung ubelaangt, richtig behuelen.

Et muss deelweis iwwert d'Schoul lafen, d'Elteren hunn haut net méi deen Afloss a ville Fäll op dat, wat d'Kanner iessen, wa se auswäerts iessen; dat heescht d'Schoul muss do mat agebonne ginn.

An eppes wëll ech hei ënnersträichen, wat meng Virriedner och scho gesot hunn, dass déi Influenz, déi op d'Kanner geholl gëtt iwwert d'Televisioun. Ech hu viru kuerzem héieren, dass op europäeschem Niveau driwwer nogeduecht gëtt, fir d'Reklammen, déi cibléiert op d'Kanner ugesat ginn, effektiv ze verbidde. Dat wär an dësem Fall op jidde Fall e grouse Schrëtt no vir.



Dann als leschte Punkt - well meng Zäit ass schon amgaangen ofzelafen, wat mer schrecklech leed deet, well et ass wierklech e wichtige Sujet - mengen ech, misste mir als Erwuessener mam gudde Beispill virgoen, well all d'Priedegten hu kee Wäert, wa mer net dat gutt Beispill ginn. Dat betrëfft eis alleguer als Elteren, dat betrëfft d'Leierpersonal an dat betrëfft och déi Politiker, déi sech virun d'Leit stellen, fir hinnen ze priedegen, si solle méi gesond liewen, si solle méi Bewegung applizéieren a si sollen och oppassen, datt se méi gesond Nahrungsmittelen zou sech huelen.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech fir d'éischt bei der Chamber entschëllegen, dass ech mat Verspéidung hei ukomm sinn. Dir wësst, wat fir eng Katastroph an eiser Grenz passéiert ass, a während eng Rei vun eise Kolleegen aus der Regierung op der Plaz sinn - de Premier, den Transportminister an den Innenminister -, hunn ech probéiert hei op der Plaz de Lien ze maache mat eise Spideeler.

Et muss ee soen, dass et e ganz schrecklechen Accident ass, dass zesumme mat de franséische Secoursen an eise Secoursen dat Beschd gemaach ginn ass, mä mer awer leider mat mindestens fënnf Doudeger musse rechnen. Et sinn nach eng Rei vu Leit an deenen Zich ageklemmt, eng Rei vun anere konnten an der Zwëschenzäit a franséisch an a Lëtzebuerger Spideeler bruecht ginn.

Ech wëll soen, dass mer alleguer mat den Affer an hire Famillje matfillen an och mattraueren.

Ech kommen also an där doter Stëmmung hei op d'Chambertribün, woumat ech awer net wëll soen, dass dee Sujet, dee mer haut traitéieren, keen eminent wichtige Sujet ass. Ech bieden Iech just ëm Versteesdemech, wann ech haut e bësse méi bedréckt si wéi gewinnt.

Ech mengen, dass vun alle Riedner zu Recht drop higewise ginn ass, dass mer vun enger reng defensiver Gesondheetspolitik, Gesondheetsapproche sollen ewechkommen. Mir sinn an der Gesondheetspolitik um richtege Wee, wa mer net méi ëmmer nëmme vu Reparéiere schwätzen, mä zu enger Gesondheetspolitik iwwerginn, déi d'Gesondheet férdert, d'Gesondheet erhält, Ursaache vu Krankheete fréizäitig erkennt an op notoresch Krankmécher reagéiert.

Mir sinn ebe just hei a Presenz vun zwee notoresche Krankmécher, wat déi falsch Ernährung ass: eng net équilibréiert Ernährung an och - deen zweete Krankmécher - feelend Bewegung. Wa mer wëssen, dass déi zwee Facteure virbestëmmend si fir eng ganz Rei vu Krankheete wéi zum Beispill d'Maladies cardio-vasculaires et cérébrales, den Diabète, eng Rei vu Kriibsarten, Blutthéichdrock, Ostéoporose a richtege gesot eng Ursaach ass fir séilesch Problemer, psychesch Problemer, Depressiounen, déi oft dorop zréckzeféiere sinn, dass ee sech net méi wuel a senger Haut fillt. Selbstverständlech entstinn duerch Iwwergewicht och Problemer mat de Gelenker, mat den Artikulationen.

Dat ass bekannt. Et weess jiddereen et, an dach handele mer aneschtens, an, wat méi schlëmm ass, mir bréngen deene Klengste Liewensgewunnechte bäi, déi zwar an der Kandheet nach net esou wéidinn, mä déi awer dozou bäidroen, dass déi Kanner, déi sech falsch ernieren a sech net genuch bewegen, Kranker vu muer sinn. Dat heescht, mir leeën hinnen eng Rei vu Steng an hire

Rucksak, déi se méiglecherweis hiert Liewe laang net méi lassginn.

Doraus kënnt een zur Iwwerzeegung, dass mer an d'Offensiv mussen iwwergoen, dass mer net d'äerfen nokucken, wéi Evolutionne sech vu Joer zu Joer, vu Generatioun zu Generatioun verstärken, well dat ass de Fall wann een esou zréckkuckt: Vu Generatioun zu Generatioun ass déi Ernährung zwar méi räichhaltig ginn, mä net besser a méi équilibréiert, an huet d'Bewegung net zougeholl, mä huet ofgeholl.

Dofir mengen ech ass et e wichtegt Signal, dass een zur Iwwerzeegung komm ass, dass déi dote Problematik net nëmme vun engem Acteur ka beaflosst ginn, mä dass eng Aktiungsgemeinschaft muss entstoen, fir deen dote Phenomeen unzegoen.

Do wëll ech dem Kolleeg Krieps ganz staark widdersprieche. Hei geet et net drëm, dass zum Beispill de Gesondheitsministère géif d'Zepter schwéngen a jiddereengem géif soen: Esou musst Dir et maachen.

Hei geet et drëm, dass déi doten Attitüden a Fleesch a Blut iwwerginn an dass se an alle Beräicher a Fleesch a Blut iwwerginn; dat heescht, dass mer op Partnerschaften ugewise sinn an dass mer zu deem Prinzip mussen iwwergoen, dass d'Gesondheet sech wéi e roude Fuedem oder wéi e grénge Fuedem - oder wat fir eng Faarf dass en och huet - an alle Politike muss erëmfannen. Dat ass e Prinzip, dee vläicht nach méi nei ass. Mä fir Gesondheet kann een net eleng am Gesondheetswieser suergen. Duerfir brauch een d'Partnerschafte mat anere Ministären, mat anere Partner, mat de Gemengen, mat Partner um Terrain. Soss kënnt een net op deen dote Punkt.

An et sinn eng ganz Rei vu Leit, déi dat an der Zwëschenzäit verstanen hunn. Dofir soen ech och enger Rei vu Leit, déi heibanne sinn an déi an hire Gemengen esou Bestriewunge gemaach hunn an esou Initiativen opgebaut hunn, déi no bei de Leit sinn an déi d'Messagen eriwuerbréngen, en härerleche Merci.

Ech wëll och soen, dass ech ganz gär haut am Numm vun deenen dräi anere Kolleeg schwätzen: d'Marie-Josée Jabobs als Familljeministesch, d'Mady Delvaux als Erzéiungsministesch an de Jeannot Krecké als Sportsminister, déi den Aktiounsprogramm virun e puer Méint mat ënnerschriwwen hunn, d'Déclaration d'intention, déi an e konkreten Aktiounsplang wäert erafléissen a wou vun den Experte vun der Santé mat deenen anere Partner d'Inhalter vum Aktiounsplang wäerten an d'Praxis ëmgesat ginn.

Och do wëll ech virdu warnen, dass een elo hofft dat do wär eng Reform, déi ee wéi mat engem Zauberstaf kéint implementéieren. Dat ass e laangwierige Prozess, deen ee muss aleeden, mä deen ëmsou méi Erfollegschancen huet wann déi Partner, déi betraff sinn, sech do derfir asetzen an do derfir kënne gewonne ginn.

Dat ass also eng aner Approche wéi déi, wou ee seet et misst ee jo nëmme e Gesetz maachen an da leeft et vum selwen. Mir sinn amgaangen déi Réseauen opzebauen, déi mer do derfir brauchen. An ech muss soen, déi Partner, déi zënter Méint, zënter iwwer engem Joer zesummesetzen, fir déi nei Direktiven opzebauen, déi dat do op hire jeeweilegen Terrainen ëmsetze mat enger ganzer Rei vu konkreten Aktiounen, déi sinn engagéiert. Déi maachen dat zum Deel bénévole. Ech soen hinne bei dëser Geleeënheet ee ganz, ganz härerleche Merci!

Ech muss och soen, dass een dat heiten net isoléiert kann um Lëtzebuerger Plang maachen. An de Jean Huss huet dat zu Recht ënnerstrach: Mir brauchen do eng ähnlech Approche um europäeschen an um internationale Plang. An do gëtt et encourageant Initiativen, déi vun der Kommissioun ënnert der Lëtzebuerger Présidence ageleet si ginn, wou eng Plattform géint d'Obésitéit agesat ginn ass, mä wou een awer muss wëssen, dass een hei mat ongläiche Mëttele vis-à-vis vun der Industrie kämpfe muss. A wann een do wëllt e Schrëtt weiderkommen, da muss ee sech eisichtens d'Mëttele ginn - ähnlech Mëttele fir Promotioun ze maache

wéi d'Industrie - an och reglementaresch agräifen do wou et noutwendeg ass.

Et gëtt e Prinzip, deen eis muss um Häerz geleeë sinn: Dat ass, dass mer zesummen derfir suergen, dass déi gesond Choixen och déi einfach Choixen ginn. An net déi ongesond Choixen, déi méi einfach sinn, esou wéi dat an der Praxis ganz oft de Fall ass. Déi ongesond Choixen, déi leien esou op der Hand: eng phantastesch Werbung stécht hannendrun; si schmaachen och nach heiansdo besser. Si ginn och nach besser presentéiert, well ee sech eben déi dote Méi net gëtt.

Ee Prinzip, dee mer mussen héichhalen, ass deen, dass mer also déi gesond Choixen och méi einfach maachen. Et ass jo eigentlech e Witz, dass gesond Jusen a Waasser heiansdo méi deier fir d'Kanner si wéi wa se géifen dohigoen a sech e Patt Béier huelen; woubäi ech net elo soen, dass jiddereen nom Béier gräift. Mä wa mer awer bei den Ursaache sinn, firwat dass d'Kanner Gewichtsproblemer hunn - an aus eisen Etüde geet dat ervir -, da gesäit een, dass se dauernd a Versuchung bruecht ginn do-duerch, dass déi ongesond Saache present sinn an déi gesond Saachen net present sinn oder dass se méi attraktiv presentéiert ginn.

Mir plädéieren also zesumme fir eng kohärent Approche, eng concertéiert Approche, eng multidisciplinaire mat ganz ville Partner. An ech wëll dat hei esou soe wéi ech dat emfannen: Et ass net, dass elo déi véier Ministère mat deene Partner, déi se haut hunn, en zouene Kreess sinn. Dat ass kee „closed Shop“, wéi d'Engländer soen, mä d'Diere si ganz grouss op fir alleguer déi, déi wëllen hei matmaachen. Aner Ministären, aner Organisatiounen, Gesondheetsbetriber, déi eigentlech haut haaptäschlech fir d'Krankheet zoustänneg sinn a manner fir d'Gesondheet, déi sinn härerlech wëllkomm.

Ech wëll soen, dass déi Kolleegen, déi bis elo ënnerschriwwen hunn, sech och mat hire Servicer ganz, ganz vill Méi ginn, fir dat an d'Praxis ëmzesetzen. Et kann een natierlech elo eenzel Beräicher erausgräifen a soen: Jo, wann Der jo gär méi Bewegung an der Schoul hätt, da misst Der jo nëmme eng, zwou oder dräi Schoulsportstonne bäiginn.

Mä gradsou effikass ass et wann een d'Bewegung wéi e roude Fuedem duerch d'Educationspolitik lafe léisst: Dass een zum Beispill d'Elteren an och d'Kanner drop hiweist, dass et jo onsënneg ass, dass een derfir plädéiert, dass e bësse méi Sport an der Schoul gemaach gëtt, mä dass d'Kanner awer quasi mat den Autoe bis an de Schoulsall eragefouert musse ginn. Dat ass also net ganz glafwierdeg.

Ech sinn de Moien nach laanscht eng Schoul gefuer, wou d'Kanner quasi iwwert de Koup gefuer gi si vun Autoen, wou och Kanner an Elteren drasouzen, déi, déi zu Fouss komm sinn, a Gefor gesat hunn, fir hir Kanner esou no wéi méiglech bei d'Schoul ze bréngen. Dat ass eng Educationsfro. Mat kleng Gesté signaliséiert een, wat wichtig ass. Kleng Gesten! Et sinn nach e ganze Koup där doter Gesten, déi mer brauchen.

Mir hunn also net d'Polver nei erfonnt, mä mir hunn awer eng nei Approche zu der Problematik, wou mer net elo mam béise Fanger dorëmmer rennen a jiddereen, deen e puer Kilo ze vill huet - ech misst bei mir selwer domat ufänken -, culpabiliséieren, mä wou mer probéieren hinnen de Schlëssel an de Grapp ze gi fir et besser ze maachen.

Fir all déi Initiativen, déi mer maachen, hu mer eis e Logo ginn, dee mer geziilt asetzen. Dat ass de Logo vum „Gesond iessen, méi bewegen“, deen och zur Verfügung steet fir all déi Initiativen, déi ergraff ginn um Terrain wa se deem Mainstream entsprechen, dee mer wëllen an deem dote Beräich maachen. Dat heescht, wann een eng kommerziell Organisatioun mécht an da seet: Elo hätte mer gär deen dote Logo; da kënnt dat net a Fro. Mä wann déi Parametere an der Rei sinn, déi déi Leit um Terrain mat de Partner definéiert hunn, da kann een ouni Weideres eng Initiativ an de Gemengen, an de Betriber, an de Schoulen oder wou och

ëmmer mat de Sportsveräiner a mat de Sportsassociatiounen ënnert deem dote Logo lafe loosse.

Ech wëll soen, dass déi verschidde Ministären elo schon esou wäit sinn, dass se eenzel Schwéierpunktaktiounen, déi vläicht soss deen dote Beräich net esou an de Vierdergrond gestallt hätten, déi och méi publikumswierksam sinn, bereet sinn an deen dote Sujet eranzesetzen.

Ech wëll elo net op déi eenzel Beräicher agoen. Ech wëll just soen, dass déi Idéeforcen, déi deem Aktiounsprogramm zur Basis gesat gi sinn, dass dat gemeinsamt Handeln ass, dass ee bestehend Initiative soll verstärken, dass ee Partner soll um Terrain sichen, déi ganz gär bereet sinn dat ze maachen, dass mer also un déi Iddi uknäppen, déi emol an de 70er, 80er Jore méi héichgehele ginn ass: déi vun der Vernetzung vun den Approchen.

» **Une voix.** - Dat ass awer richtege.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Et gëtt net méi esou vill vu Vernetzung geschwat. Haut gëtt méi vun Nohaltegkeet geschwat. Vernetzung an Nohaltegkeet si Saachen, déi extrem no beienee leien. A mir wëllen en dynamesche Prozess aleeden, deen net elo eng fäerdeg Iddi huet, mä eng, déi dauernd evoluéiert.

Wéi ass déi praktesch Approche? De Romain Schneider huet de Verdéngscht, dass en a senger Interventioun op eng ganz Rei vun Elementer vun deem Aktiounsplang agaangen ass; wat ech dee Moment net méi brauch ze maachen. Mä de Romain Schneider huet d'Fro gestallt, wéi dann elo den Timing ass.

Ee vun deenen Haaptakzenter wäert elo bei der nächster nationaler Gesondheetskonferenz am November gesat ginn, wou mer déi Aufgaben, déi mer kritt hate bei där viregter Gesondheetskonferenz - dat heescht, eng nei Ernährungspyramid virstellen -, déi Moyenen, déi mer hunn, an en Aktiounsprogramm erafléisse loosse. Do wäert dat veröffentlecht ginn. Mir wäerten och deen Aktiounsprogramm an de Regierungserot erabréngen, fir dass d'Regierung sech op deen doten Aktiounsprogramm ka festschreiwen.

A wann ech gefrot gi wéini, a wéi vill Joer dass dat wäert sinn, wéini dat esou wäit ass, géif ech soen, et geet direkt un, mä et ass e Prozess, deen net iergendwann eng Kéier ofgeschloss ass, mä dee weider muss undauern.

Ech wëll ofschléissend e ganz härerleche Merci soe fir d'Objektivitéit, mat där dës Diskussioun gefouert ginn ass. Ech mengen, mir hunn eng Haaptuerg, nämlech deene Jonke vun haut ze erspueren, dass se duerch falsch Attitüden déi Krank vu muer sinn. Wann ee mat Zäit de Schlëssel kritt, fir seng Gesondheet ze versuergen, da bleift een eng ganz Rei vu Jore méi gesond.

Mir hunn an deene leschte Méint - an ech kommen zur Konklusioun, Här President -, bei konträren Intérëten et fäerdeg bruecht, och emol eng Kéier vis-à-vis vu Lobbyen an alle méiglechen Intérëten, wa mer de Choix haten: d'Gesondheet oder den Intérêt vun enger Lobby, de Choix fir d'Gesondheet ze treffen. Ech mengen, dat soll Schoul maachen, fir, ouni elo culpabiliséierend virgoen, einfach dat, wat mer wëssen - an dat wësse mer, wat gutt ass fir d'Gesondheet -, op de Buedem ze bréngen.

An deem Sënn soen ech Iech en härerleche Merci - an nach eng Kéier entschëllegt, dass ech net vun Ufank u konnt derbäi sinn.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Minister Di Bartolomeo Merci, dass hien déi Kéier souguer ënnert senger Zäit bliwwen ass. Domadder ass dese Punkt ofgeschloss. Mir sinn domat och um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass heimadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

# Chamber TV

**an der Stad:** um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens) **zu Esch:** um Kanal S40 (455.25 MHz)  
**zu Déifferdeng:** um Kanal S 29 **zu Diddeleng:** um Kanal S 32 **an der Gemeng Nidderaanven:** um Kanal S 29



**Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Jos Scheuer, Vice-Président**

## Ordre du jour

1. Communication
2. Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de l'évolution future du secteur des médias audiovisuels  
(Discussion générale)
3. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions  
(Débat - Motion - Vote)
4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Lucien Lux et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

### (Interruptions)

Här Minister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

### (Négation)

## 1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

«Il y a deux manières de tuer une organisation internationale comme le Conseil de l'Europe.» Avec ces mots le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Monsieur Terry Davis, est intervenu lors du débat d'actualité sur le budget du Conseil de l'Europe pour décrire la situation budgétaire préoccupante après des années de croissance zéro et a continué: «La première est de la supprimer et de confier ses responsabilités à une autre, c'est ce qui s'est passé avec le transfert du volet intergouvernemental de l'UEO à l'Union européenne. L'autre possibilité, c'est de l'affamer à mort en lui refusant les ressources qui lui permettent de vivre, surtout si une autre organisation a de l'argent et est prête à reprendre ses responsabilités, ce qui est le cas de l'Union européenne.»

La plupart des orateurs ont été d'accord pour souligner la charge accrue de la Cour européenne des droits de l'Homme et qu'il revient aux Gouvernements de trouver des ressources supplémentaires pour la Cour afin que puisse être mis fin à l'enlèvement totalement inacceptable du budget ordinaire de 200 millions d'euros pour 800 millions d'habitants.

Ont été présents à cette quatrième partie de la session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 2 au 6 octobre 2006, Monsieur Marcel Glesener, Président de la délégation, Madame Lydie Err, Vice-Présidente, Monsieur Charles Goerens, membre effectif, ainsi que Messieurs Norbert Hauptert et Jean Huss et Madame Anne Brasseur, membres suppléants.

Après l'ouverture de la première séance par le Président de l'Assemblée, Monsieur René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée, à l'élection des Vice-Présidents de l'Assemblée au titre de l'«ex-République yougoslave de Macédoine» et de l'Ukraine et ensuite à l'approbation du rapport d'activités du Bureau de l'Assemblée qui se rapportait entre autres aux observations des élections législatives et présidentielle au Mexique, des élections législatives en «ex-République yougoslave de Macédoine» et en République du Monténégro.

Ensuite après avoir suivi le discours de Monsieur Ivo Sanader, Premier Ministre de la Croatie, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour, dont les autres points culminants des huit séances ont été les suivants:

- équilibre institutionnel au Conseil de l'Europe;
- mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme;
- débat de politique générale sur la situation dans les Balkans avec les discours de Monsieur Sali Berisha, Premier Ministre de l'Albanie, et de Monsieur Adnan Terzić, Prési-

dent du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine;

- ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales par les États membres du Conseil de l'Europe;

- l'OCDE et l'économie mondiale avec l'intervention du Secrétaire général de l'organisation, Monsieur Angel Gurría;

- la situation culturelle des Kurdes;

- création d'un centre européen en mémoire des victimes des déplacements forcés de population et du nettoyage ethnique;

- l'image des demandeurs d'asile, des migrants et des réfugiés véhiculée par les médias;

- la nécessaire conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale;

- l'intérêt pour l'Europe que le développement économique de la Russie se poursuit;

- la promotion de l'autonomie locale aux frontières du Conseil de l'Europe.

Au cours de cette quatrième session de 2006 l'Assemblée a pu suivre la communication du Comité des Ministres faite à l'Assemblée parlementaire par Monsieur Sergeï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et Président dudit comité.

En plus ont eu lieu deux débats selon la procédure d'urgence:

- l'un, sur les développements récents au Liban dans le contexte de la situation au Proche-Orient;

- l'autre, sur l'arrivée massive de migrants irréguliers sur les rives de l'Europe du Sud avec l'intervention de Monsieur Thomas Hammerberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

L'Assemblée a adopté huit recommandations et huit résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Mir kommen elo zum éischte Punkt vun eiselem Ordre du jour - étant donné dass den Interpellateur agelaf ass -, an dat ass d'Interpellatioun vum Hår Braz iwwert de Secteur vun den audiovisuelle Medien. D'Riezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Håre Mosar, Grethen, Fayot, Henckes an Thiel. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Hår Braz.

## 2. Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de l'évolution future du secteur des médias audiovisuels

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur. - Merci, Hår President. Entschëllegt och...

(Interférences dues à un téléphone portable)

Dat ass awer net mäin.

### (Interruption)

Entschëllegt de Retard, Hår President.

Ech sinn och nach e bëssen ausser Otem, mä et ass elo opgrond vun den Evenementer vu gëschter kuerzfristeg eng Transportkommissionou aberuff gewiescht um zwou Auer, an ech hunn déi - an dat ass net einfach - nu méi fréi misse verloossen, obwuel d'Diskussionen nach amgaange sinn, fir ze probéiere pünktlech dann hei um hallwer dräi kënnen unzufänken. Mä dat ass natierlech dann net ganz einfach fir esou ëmze-

schalten op eng Interpellatioun iwwert d'Medien - och wann een e bëssen ausser Otem nach dobäi ass - vun deem engen drama-tesche Sujet.

Bon, dat gesot, Hår President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt am Kontext vun de Medien hei zu Lëtzebuerg dräi Datumen, déi ganz wichteg sinn:

Deen een Datum ass dee vum 10. Juli 1991, wou mer dat deemools sougenanntent neit Mediegesetz zu Lëtzebuerg gestëmmt hunn.

En zweeten Datum, deem eiser Aschätzung no ganz wichteg ass, ass dee vum 13. Juni 2002, wou mer hei an der Chamber en Débat d'orientation gemaach hunn, deem och e Bilan gezunn huet vun eelef Joer Applikatioun vun deem Mediegesetz vum 1991.

An den 13. Mee 2004, wou mer en neit Gesetz och gestëmmt hunn iwwert d'Liberté d'expression an de Medien, dat sougenanntent Pressegesetz.

1991 ass hei zu Lëtzebuerg ganz vill geschwat ginn iwwer Liberaliséierung, iwwer Distributioun, iwwer Supporten, net immens vill iwwer Contenuen. Ech wëll net soen näischt, awer et ass haaptsächlech geschwat ginn iwwert d'Ouverture vum Marché a wéi mer kéinte Konkurrenz zouloossen a méi Akteuren zouloossen op deem dach relativ klenge Lëtzebuurger Mediemarché.

2002, wéi mer de Bilan gezunn hu vun deem vum 1991, ass wesentlech méi iwwert de Contenu geschwat ginn, et ass méi iwwer Kommunikatioun wéi iwwer Distributioun geschwat ginn, a mir hunn och deemools scho relativ vill am Parlament geschwat iwwert d'Notioun vum Service public.

2004, du kouw, wéi gesot, dat laang iwwerfällt Pressegesetz, esou dass mer et elo, wat d'Pressegesetz betrëfft, mat enger relativ rezenter Gesetzgebung nach ze dinn hunn, wat awer d'Mediegesetz betrëfft eng Gesetzgebung mëttlerweil hunn, déi 15 Joer um Bockel huet.

Mir hunn deemools, 2002, de Bilan gezunn, an déi Gréng hunn deemools gären - dat war deemools nach mäi Kolleg, de Robert Garcia, deem zu deem Dossier geschwat huet - gesot, dass dat 91er Gesetz e Bilan hätt, dee globalement positiv wär. Bei alle Kritiken, déi ee kann hunn, soll ee feststellen - an et ass jo och deemools an der zoustänneger Kommissioun mat ganz laanger Viraarbecht gepréift ginn -, dass dat Gesetz gréisstendeels gutt funktionnéiert huet.

Mir hunn haut eng Mediellandschaft, déi sech därelech ënnerscheet vun där, déi nach 1991 existéiert huet.

Mir hu méi Radioen: den RTL 92,5; dobäikomm ass de soziokulturelle Sender, den 100,7; et gëtt den DNR; et gëtt de Radio Latina an et gëtt de Radio ARA.

A wann een am Beräich vun der Televisioun kuckt, gëtt et haut och wesentlech méi wéi deemools. Et gëtt net nëmmen RTL, mä et gëtt och, dëst Haus huet säin eegenen Televisiounskanal, d'Chamber TV. Et gëtt esou, ech hat elo bal gesot Experimenten, mä dat wär jo net fair, et ass scho wäit méi wéi en Experiment, dat ass den Uelzechtkanal, dee wierklech eng formidabel Aarbecht mécht. Et gëtt och d'Nordlicht. Et gouf Experienzen, déi gescheitert sinn, wéi de Kueb TV. Et gëtt anerer, déi haut och nach dobäi sinn, déi rezent dobäikomm sinn, wéi Liberty TV oder „dok“ oder „bce“, an dat ass eigentlech keng exhaustiv Lëscht.

2002 ass e Bilan gemaach ginn. An ech wëll och - well ech mer d'Méi gemaach hunn déi Saachen nozelenen, notamment dee Rapport, deem deemools déi Kommissioun gemaach huet -, erwähnen, dass fir eis Begrëffer deemools wierklech eng excellent Aarbecht gelescht ginn ass, wou déi Kommissioun e komplette Bilan gemaach huet an och Virschléi gemaach huet, déi eiser Meinung no excellent waren; mat e puer Nuancen, wou mer vläicht nach net eestëmmege deemools waren. Mä déi Gréng stinn haut nach zu deem Bilan, deem 2002 gemaach ginn ass, an och zu deene Virschléi, déi deemools formuliert gi sinn.

An dach ass haut net alles gläich wéi 2002, well d'Ëmfeld huet awer deelweis geännert. Den deemolege Minister, den Hår Biltgen, huet gesot, dass d'Digitaliséierung an den elektronnesche Medien dach méi lues géng virugee wéi der vill gemengt haten. Hien huet deemools den Term vun de Mediegurue gebraucht, déi alles am Virus scho

kéinten aschätzen, mä déi sech géiert hätten. Et ass net esou séier virugaange wéi ee gemengt hat.

Haut muss een awer nees feststellen, dass vläicht d'Vitesse erëm méi eng héich ginn ass an dass déi soi-disant lertümer vun den Experte sech dach amgaang sinn ze korrigéieren, an haut si mer nees amgaang mat zolitte Schrëtt um Niveau vun der Digitaliséierung virunzekommen. Déi analog Technologie ass beispillsweis bei der Televisioun amgaang ze verschwannen, zumindest hei zu Lëtzebuerg, an zwar relativ geschwënn.

Déi Ännerungen imposéieren och e Constat, dass déi classesch Opdeelung, déi mer kennen, tëscht de Printmedien engersäits, dem Radio op där anerer Säit an op enger drëtter Säit der Televisioun, dass déi Opdeelung lues mä sécher verwëscht gëtt an och lues awer sécher verschwënn.

Haut fënnt d'Regulatioun um Marché ëmmer manner iwwert de Support statt, well all Informationshaus mëttlerweil probéiert op all Support kënnen dropzekommen. Esou wéi d'Printmedie probéieren och iwwert den Internet aktiv ze ginn oder sech bei Radioshaier anzekafen, esou funktionnéiert et och aus där anerer Richtung.

Et gesäit een, dass eigentlech de Support fir d'Mediawelt ëmmer méi neutral gëtt. Wourëms et geet ass haaptsächlech de Contenu, an et ass och do wou eng Eegestännegkeet an de Medienhaier besteet, si produzéiere Contenu. Si gi wuel iwwert d'Agences de presse aus dem Ausland mat dausende vun Informatiounen pro Dag beliwert, mä et ass nach ëmmer un de Medienhaier dann hiren eegene Contenu ze produzéieren an en dann an der jeeweileger Sprooch, déi adequat ass fir Télee oder Radio oder Internet oder nach aner Supporten, ze déclinéieren an hire Contenu dann eben ze verkafen.

An déi Trennung tëscht Support a Contenu ass och eng, déi eiser Meinung no muss zréckbehale ginn, och wa mer iwwer zukünfteg Schrëtt nodenken am Beräich vun de Medien, dass mer vläicht allegueren deem Effort maachen, déi classesch Opdeelung, déi mer vu Lëtzebuerg aus ëmmer kannnt hunn - mir haten eis geschriwwen Press, de Radio an d'Télee -, ze hannerfroen a méi vun de Contenuen hier den Dossier ugesi wéi vum Contentant.

Um Hannergrond vun där Debatt vun 2002 an engem Ëmfeld, wat zimlech däitlech changéiert huet, huet d'Regierung 2004 an hirer Erklärung beim Beräich Medien a Kommunikatioun eng Ëmsetzung vun zwou Motiounen, déi d'Chamber geholl huet: eng beim Pressegesetz an eng beim Débat d'orientation vun 2002, en neit Gesetz fir Radio an Télee an d'Diskussioun iwwert de neie Konzessiounsvertrag ugekënnegt.

De But vun eiser Initiativ, als gréng Fraktioun haut, ass et elo net all déi Debatten, déi 2002 gefouert gi sinn, nach eng Kéier ze féieren. Mir sinn, wéi gesot, der Meinung, dass déi deemools gutt gefouert gi sinn, dass deemools an der Mediekommissioun eng excellent Aarbecht gemaach ginn ass an hirem Rapport, an dass och déi Motioun mat de Konklusiounen iwwert dee Bericht eigentlech haut nach ëmmer, ech wëll net soen alles, awer ganz viles, praktesch alles beinhalt, wat zu de Medien 2006 ze soen ass.

Par conter ass et esou, dass d'Regierung vun 2004 bis 2006 op dësem - fir eis ganz wichtige - Dossier, soe mer, ganz diskret bis elo war, wat net bedei, dass d'Regierung net hir Aarbecht mat hire Beamte géng maachen, mä mir mengen awer, dass Der amgaange sidd, op Dossieren ze schaffen, Hår Minister, déi esou wichtig sinn, dass et eis net duergeet, dass Der déi Aarbecht mat Äre Beamten hannert zouenen Diere maacht, mä dass Der am Parlament an an der Öffentlechkeet musst erklären, mat wéi enger Orientatioun dass Der un deene wichtige Dossieren schafft, fir der Chamber och d'Geleehtheit ze ginn, lech ze ergänzen oder ebe gegebenenfalls och ze korrigéieren.

Dovunner fënnef, sechs Sujeten, déi mer haut wéilte kuerz erwähnen a wou mer hoffen, vun der Regierung eng Äntwert ze kréien.

Déi éischt Fro ass: Wou sidd Der dru mat deem neie Konzessiounsvertrag mat der



CLT-UFA? Déi zweet Fro: Wéi stelle mer eis dann, ugelehnt un déi éischt Fro, an Zukunft eng Télévision de service public zu Lëtzebuerg vir? Dréttens: Wat ass d'Haltung vun der Lëtzebuurger Regierung zu där neier Direktiv, also zu där zweeter TSF-Direktiv, „Télévision sans frontières“?

Véiertens: Wéi steet et mat der Reform vun de Lëtzebuurger Regulatoriounsautoritéiten am Mediebereich? Do gëtt et jo méi wéi eng. Fënneftens: Wéi ass et mat der Medienerziehung hei zu Lëtzebuerg? E Stéchuert, wat schonn zënter ganz laange Joren duerch sämtlech Parteiprogrammer gesichert an och anere Plazen, wou mer awer d'Gefüll hunn, net schrecklech wäit virukomm ze sinn.

A schlussendlech: Wou si mer dann dru mat deem neie Mediengesetz, wat d'Regierung an hirer Regierungserklärung ugekënnegt hat, well mer sinn der Meenung, dass d'Regierung, wat dat betrëfft, bis elo sech et relativ liicht ka maachen? Eis Suerg ass et, dass mer konfrontéiert ginn an net allze laanger Zäit mat Dokumenter, déi ënnerschriwwen wäeren, déi ofgeschloss wäeren an net méi d'Geleeënheet géinge bidden, fir mat der Regierung esou driwwer ze diskutéieren wéi et misst sinn; well alles ass net kloer!

Zu deem éischte Punkt: Wou si mer dru mam neie Konzessionsvertrag? An direkt hannendrun: Wéi stelle mer eis do dann och eng Télévision de service public fir Lëtzebuerg vir?

Am Moment ass et jo esou, dass mer e Privatsender hunn, dee verschidde Missiounen huet, déi de service public sinn, dat ass d'Chaîne RTL vum CLT-UFA-Grupp, vum RTL-Grupp, déi opgrond vun engem laufende Konzessionsvertrag aus dem Joer 1995 bis 2010 nach ëmmer déi dote Missioun huet. Et ass eng Situatioun, déi fir Lëtzebuerg eng Rei Avantagen huet, notament dee fir de Finanzminister, dass déi ganz Operatioun de Lëtzebuurger Steierzueler kee Frang kascht. Mir sinn also eent vun deene raré Länner op der Welt, wat et fäerdeg bréngt, eng Televisiounschaine ze hu vun där mer kënne behaupten, dass se deelweis Missiounen erfëllt, déi am Beräich vum Service public leien, an dass mer eis alles dat kee Cent a keen Euro brauche kaschten ze loossen.

Aner Länner praktikéieren dat anescht. Et gëtt der och, déi vergläichbar si mat Lëtzebuerg. Dat Beispill, wat do oft genannt gëtt vum Spezialisten aus de Medien, ass dat vun Island, déi zënter laange Joren, obwuel se elo wierklech net vill méi grouss si wéi mir, och vun der Populatioun hier, sech souguer zwou Chaïnen, ech hunn och schonn héieren dräi Chaïné géinge leeschten am Beräich op d'Finanze vum Stat. An ouni ze soen, dass dat e Modell ass, deen ee muss nomaachen, wëll ech dee just erwänt hunn, fir dass ee weess, dass och e ganz kleengt Land mat wéineg Awunner duerch aus an der Lag ka sinn, wann et et wëllt, wann et eng Ursach huet, fir op deen dote Wee ze goen.

Aner Länner wéi eis Nopere vun der Belsch maache fir eis Begrëffer eng ganz gutt Televisioun am Beräich vum Öffentlech-Recht-lechen. Dat ass wierklech eng Chaïne, déi fir eis ganz vill Qualitéiten huet. Et gëtt also Beispiller un déi ee sech kéint ulehnen.

Do kann een d'Fro da stellen: Soll een op en anere Wee goen? Soll een dee Modell, dee mer elo hunn, bis 2010 verloossen an op en anere Wee goen? Mir kënne eis als gréng Fraktioun duerch aus virstellen, dass een zu Lëtzebuerg kann eng Televisioun opbaue mat Steiersuen, mat Suen aus dem öffentlechen Budget, déi eng ganz Rei Konditiounen kéint erfëllen.

Dat bedéngt dann awer éischtens emol d'Volontéit, fir relativ déif an d'Täsch ze gräfen. Öffentlech Tële ass net geschenkt, ass och net bëllech.

An et bedéngt och Garantien ze bidden zu Lëtzebuerg, dass een da wierklech eng Onofhängegkeet hätt vum politesche Pouvoir, well mer wëssen alleguerten heibanen, alleguerten, a mer brauche keng Beispiller ze ginn - dat kéint awer gemaach ginn, wann et misst sinn -, dass d'Tentative vum politesche Pouvoir, fir Afloss ze huelen, notament op déi elektronesch Medien, eng Traditioun hei zu Lëtzebuerg huet, déi

wäit zrëckgeet. Onofhängeg elektronesch Medie sinn zu Lëtzebuerg eppes Rezent. Dat ass laang net ëmmer esou gewiescht, dass an de Redaktiounen, wa vun der Clairefontainesplaz an net allze wäit ewech ronderëm Telefone komm sinn, dass een deene konnt resistéieren.

A mir mengen, dass déi politesch Kultur fir zu Lëtzebuerg ze garantéieren, dass een eng öffentlech Televisioun mat öffentleche Sue wierklech esou géing schaffe losse wéi d'Onofhängegkeet et géing verlaangen, do ass et eis Analys, dass mir déi politesch Kultur zu Lëtzebuerg nach net hunn, dass et dofir nach ze fré ass. An dat fënn een op villen Niveaue vun der Administratioun erëm, wou een ëmmer nees gesäit, wou probéiert gëtt Afloss ze huelen, sief dat bei Nominatiounen, beispillsweis, mä et gëtt där Beispiller nach.

Dofir si mir der Meenung, dass mer haut net solle fuerderen, dass zu Lëtzebuerg mat öffentleche Suen eng Televisioun geschaffe gëtt - kommt mir nenne se emol Tële 100,7 fir den televisuelle Pendant ze schafen zum Radio 100,7. Mir sinn eiser Meenung no net esou wäit, dass dat dote kéint en erfollegräichen Exercice sinn. Dofir si mer der Meenung, dass mer bei deem Modell, dee mer elo hunn, solle grondsätzlech bleiwen; par conter brauch e Korrekturen.

Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt also wat an der Regierungserklärung steet, dass e privaten Anbieter, RTL, fir en net mam Numm ze nennen, oder besser gesot fir en net net mam Numm ze nennen, dass dee soll déi Missiounen, déi en am Moment huet, grondsätzlech bäibehalen, quitte dass ee muss doriwir diskutéieren wéi déi Missiounen eventuell kënne ausgebaut ginn.

Et muss ee soen - an dat ass och schonn 2002 gesot ginn -, dass dee Sender, deen eben eng Monopolstellung huet an deem dote Sënn, eng Aarbecht mécht, déi dach zur allgemenger Zefriddenheet vun de Leit fonctionnéiert. Et kann een d'Écoute net ewechrieden. Et kann een net soen, wa ganz vill Leit e kucken, da mécht e viles falsch. Mir mengen net, dass dat esou ass. E bréngt et offensichtlech fäerdeg, souwuel am Beräich vun der Informatioun wéi och vun der Animatioun e groussen Deel vun de Leit zefridden ze stellen.

Elo menge mir, dass dat awer net duergeet. Et gëtt duerch aus Beräicher, déi am Moment vun eiser öffentlecher Tële oder vun där Tële, déi eng öffentlech Missioun och huet, net zefridde stellend kënne bedéngt ginn. Dat läit eiser Meenung och dorunner, dass déi Televisioun, ebe well se ouni öffentlech Hëllef muss auskommen, dach muss probéieren, hire Budget um Enn vum Joer an de Grëff ze kréien. An da sinn d'Choixen, déi operéiert ginn, oft redaktioneller Natur an heiansdo eben och dann ekonomescher Natur.

Mir stelle fest, dass iwwert déi lescht Jore verschidde Saache manner present op deem Écran sinn, déi am Ufank et méi waren, beispillsweis am Beräich - een, dee fir eis ganz wichteg ass - vun de Programmer fir Kanner. Dat war emol virun enger Zäitche méi present op deem Écran. Dat ass haut eppes, wat Mangelware ass op deem Écran. An ech mengen awer, dass mer eis alleguerte kéinten eens si fir ze soen, dass d'Televisioun och am Beräich vun der Educatioun bei Kanner, och bei méi klengen Kanner, haut e wichtige Medium ass. E Medium, deen onerlässlech ass. Et ass net deen eenzeg, mä et ass awer och ee vun de Medieum, déi ee kann aktivéieren, fir am Educatiounsbereich eppes ze maachen. An do si mer haut mat Sécherheet net esou performant wéi mer et kéinte sinn.

Dee Programm huet och eng zweet Schwächt. D'Schwächt, déi ass eminent. De Medium vun der Televisioun ass e ganz rapide Medium, wou alles ganz séier geet, ob dat am Informatiounsdeel ass oder am Beräich vun der Animatioun. Dat geet alles ganz séier. Et huet een net vill Plaz, fir an d'Déift ze goen. An dat ass, wann een awer wëllt dee Manktum do behiewen, natierlech eng Fro vun Zäit, déi ee kann opwenne fir Televisioun ze maachen. An dat ass eng aner Aart a Weis fir ze soen, dass et eng Fro ass vun de Moyenen, déi een huet, fir Televisioun ze maachen.

Mir identifzéieren do ganz kloer ee vun den Defiziter, en Defizit, deen haut net ka behiewe gi mat den aktuelle Konditiounen, dee mer awer gäre behiewen hätten. Mir sinn der Meenung, dass déi Mission de service public, déi am Moment vun RTL erfëllt gëtt, misst am Kader vun de Verhandlungen iwwert den neie Konzessionsvertrag geregelt ginn, well mer alleguerte wëssen, dass d'Konzessioun en valeur pécuniaire net méi dat wäert ass, reng finanziell betruecht, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet de Fall war.

Mir sinn awer der Meenung, dass déi Karenz do am Kader vun de laufenden Diskussiounen misst behiewe ginn:

Éischtens doduerch, dass mer eng Prezisierung fäerdeg bréngt vun der Mission de service public, fir net esou déi Zentréiertheet ze hunn, déi am Moment zu engem Deel besteet op déi Aspekter hin, wou et och potenziell Annonceure gëtt, mä dass och erëm eng Kéier dee Spillraum ka geschafe ginn, fir och do Televisioun kënne ze produzéieren, wou manner Annonceure potenziell um Marché sinn.

An zweetens andeems mer dofir suergen, dass mer insgesamt d'Zäit vun der Produktioun um Niveau vun der Mission de service public hei zu Lëtzebuerg eropgesat kréien.

Dat kritt een net fir näischt, dat ass kloer. An déi Fro, déi mir eis da stellen, dat ass déi: Ass déi simpel Léisung déi fir ze soen, mir ginn einfach elo der CLT Suen, an da seet d'CLT: Ma da maache mir lech elo amplaz eng Stonn zwou Stonne pro Dag. Dat ass eng Variant. Dat ass awer net déi Variant, déi mir privilegéieren. Mir wëllen de Virschlag maachen, dass am Kader vun deesen Diskussiounen d'Lëtzebuurger Regierung zwou Saache sech iwwerleet:

Déi éischt ass déi, fir dass mer zu Lëtzebuerg endlech och ufänken öffentlech Suen zur Verfügung ze stellen, fir en Televisiounsprogramm mat enger Mission de service public kënne ze realiséieren, an dass mer eis net drop verloossen, dass et eleng mat der Recette publicitaire kann duergoen, fir all Mission de service public, déi wëschenswäert ass, kënne ze assuréieren.

Mir muss bereet sinn, dofir an de Budget Suen anzeschreibe fir zousätzlech Missiounen, där Missiounen, fir déi ee méi Zäit brauch, déi net kënne an enger Minutt oder an enger Minutt 30 oder an dräi Minuten ofgehandelt ginn, mä där Missiounen, fir déi ee vläicht eng halfe Stonn, 40 Minuten oder 47 Minuten brauch.

Dass ee beispillsweis seet: Mir hätte gären eemol pro Woch während 40 Wochen am Joer eng Kanneremission, déi och d'ärf 40 Minuten daueren, déi dann net muss iwwert d'Publicitéit finanziéiert ginn - ech kommen herno nach am Kader vun der Direktiv méi am Detail op déi Aspekter vun der Publicitéit ze schwätzen -, woubäi dann awer d'Fro ass: Wann de Stat bereit wär, op dee Wee ze goen, d'Allgemengheet also géif och fir d'Televisioun Suen ausginn - mir maachen et jo beim Radio; bei der Televisioun maache mer et net -, wa mer op deen dote Wee ginn, muss dann d'CLT selwer déi Programmer do produzéieren? Oder solle mer eis net virstellen, dass och anerer dat kéinte maachen?

Iwwert déi Basissmissioun de service public eraus, déi d'CLT erfëllt, menge mir, et misst ee sech kënne virstellen, dass mat öffentleche Sue weider Missiounen ausgeschriwwen ginn, déi kënne vun anere Produktiounssociétéite realiséiert ginn an net onbedéngt vun der CLT. Dass also och anerer un där Missioun do kënne participéieren, fir Programmer hierzustellen.

An dann ass déi nächst Fro: Heescht dat dann, dass mer elo eng Opspléckung maache vun de Kanäl, wou dat diffuséiert gëtt? Heescht dat, dass mer soen, mir produzéieren elo méi Missioun de service public, méi wéi eng Stonn pro Dag, an da gi mer hin a mir soen, mir hu jo méi Leit, déi aktiv sinn, mir hunn Nordlicht, mir hunn „dok“, mir hunn Uelzechtkanal, mer hu Liberty TV, gi mer déi dann och op en anere Kanal placéieren?

Do ass eise Virschlag fir dat net ze maachen. Eise Virschlag ass fir ze soen, dass een, am Kader vun de Verhandlungen, déi iwwert de Konzessionsvertrag lafen, soll mat der CLT en Accord erausschloen, deen doranner besteet, dass d'CLT och bereet ass, op hirem Kanal Emissiounen ze diffuséieren, déi net vun hinne produzéiert ginn.

Dass mer et also fäerdeg bréngen, op deem Kanal, deen d'Lëtzebuurger kennen a kucken, déi weider Emissiounen ze diffuséieren, an dass mer net zu de Leit soen: Dir hutt wuel ee Kanal, deen Dir kennt, deen Dir liicht erëmfannt, mä wann Dir wëllt elo e bësse weider Mission de service public kréien, eppes, wat e bësse méi an d'Déift geet, am Educativen oder och anere Beräicher, am Beräich vun der Identitéit, vun der Integratioun, vun der Educatioun, vun der Kultur, vum Sozialen, Backgroundinformatiounen aus der Ekonomie, Ludiques an, an, an, wann Dir dat da wëllt elo matkréien, dat, woufir d'öffentlech Hand Suen ausgëtt, da musst Dir erëm op iergendeen anere Kanal féngere goen, fir ze kucken, ob Dir dat erëmfannt.

Eise Virschlag ass ze soen: Mir sinn d'accord, dass d'CLT-UFA, den RTL-Grupp, déi Basissmissioun de service public, déi en de

Moment erfëllt an déi en eiser Aschätzung no och zu enger relativ breeder Zefriddenheet kann erfëllen, soll bäibehalen op eng prezisiéiert Aart a Weis an dass awer doriwir eraus mat öffentleche Sue solle weider Missions de service public ausgeschriwwen ginn, déi vun anere Sociétéite kënne produzéiert ginn an déi awer da sollen um Kanal vun der CLT och gewise ginn, fir dass een op engem Kanal dat erëmfindet, wat ee sech soss op enger Rei anerer Plaze misst zesummesiche goen.

Mir stellen eis allerdéngs net vir, dass een dat op eng Aart a Weis wéi e Patchwork mécht, wou ee seet, voilà, elo kommen esou Schnittercher, eng Tranche vun deem hei, eng Tranche vun deem do, da kënnt erëm esou eng Tranche RTL - dat huet eiser Meenung no dann och net vill Sënn.

Wann een op dee Kanal geet, an et gëtt dofir eiser Meenung no eng Rei gutt Grënn, da soll een dat awer och abetten an eng gewëssen „corporate identity“, an eng gewëssen Identifikatioun, well et kann net sinn, dass ee Programm kënnt an da kënnt e Blanc oder do kënnt eng Mire, an da seet op eemol de Présentateur vun RTL: Elo sidd Dir erëm wëllkomm bei eis. Dat ass net eis Meenung.

Et soll duerch aus ee Programm bleiwen, deen identifizierbar bleift mat enger Kontinuitéit vum ganze Sender hier, woubäi awer dann Tranché muss kënne op deem Kanal och agespillt ginn, déi net vun deem Haus produzéiert ginn.

Dat erlaabt och hei zu Lëtzebuerg en neie Secteur e bessen opzebauen. Mir hunn dat jo gemaach beim Kino, wou mer e Secteur opgebaut hunn, mat de Certificaten, deen och propper fonctionnéiert, wou mer jo awer mierken, dass dat zu Lëtzebuerg gräift. Lues mä sécher gräift dat am Kinosbereich, a firwat solle mer dann net déiselwecht Iddi probéieren ze iwwerdroen op de Beräich vun der Televisioun?

Firwat solle mer net probéieren, nieft dem Haaptopérateur en eegestännege klenge Secteur opzebauen, deen am télévisuelle Beräich aktiv wär, deen hei zu Lëtzebuerg kéint schaffen am Kader vum senger Mission de service public, awer och am Kader vun anere Missiounen, well mir hu jo aner Sender, a firwat soll deen och net kënne am Ausland dann operéieren a schaffen, ausgehend vu Lëtzebuerg?

Dat ass eigentlech dat, wou mir eng Méiglechkeet gesinn, fir déi Lëtzebuurger Programmer auszebauen op eng verstänneg, op eng vertretbar Aart a Weis, an och op eng Aart a Weis, déi eiser Meenung no dem Kritär vun der Onofhängegkeet weiderhi géing gerecht ginn, well nach eng Kéier: Mir fannen, dass an de leschte Joren den Émstand, dass de Stat, d'Regierung, mat engem Privaten ze diskutéieren an ze verhandelen hat - dat huet wahrscheinlech eng Rei Mériten -, mä d'Verhandlungen tëschen enger Regierung an engem Établissement public iwwert d'Ausrichtung vum Programm géinge sech da mat Sécherheet anescht gestalten, an ech mengen net, dass dat eng Ennerstellung ass, wann een dat esou géing soen.

D'Fro ass dann natierlech: Wien attribuéiert déi Mission de service public? Wien definiéiert se? Wie vergëtt se? An do ginn ech dann eriwir op dat, wat 2002 am Kader vun där Debatt diskutéiert ginn ass. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Rei Institutionen, déi am Beräich vun den elektronesch Medie Régulateur spillen. Dat ass d'Commission indépendante de la radiodiffusion. Mir hunn d'Commission consultative des médias. Mir hunn e Conseil national des programmes. Déi hunn ënnerschiddlech Missiounen.

Mir mengen, wéi deemools och 2002, dass eng Fusioun vun deenen Institutionen déi besser Léisung wier - déi beschte Léisung wier.

Wa mir op dee Wee ginn, da kënne mir eis och virstellen, dass déi Missions complémentaires de service public, déi mer virdu beschriwwen hunn, och op deem doten Niveau kéinten ugesiedelt ginn. D'Modalitéiten, déi misste gekläert ginn, bien entendu, mä wa mer deen dote Schrott maachen, dass mer an deem dote Beräich virukommen, da menge mir och, dass déi dote Missioun do besser ënnerbruecht wier wéi bei enger staatlecher Verwaltung, fir awer elo keng ze nennen.

Déi Fusioun vun deenen dräi Institutionen muss eiser Meenung no och de pair goe mat enger daitlecher Verbesserung - daitlecher Verbesserung! Mir sinn haut europäesch gesinn eiser Meenung no net crédibel. An et ass keen Trouscht fir eis ze fannen, dass anerer et och net immens maachen. Et ass keen Trouscht fir eis fir ze soen: Mir kënne lech Beispiller nennen aus den



Nopeschlänner oder vu soss anzwousch, wou mer och fannen, dass dat net immens gutt klappt mat deem wat se do maachen.

Fakt ass, Här Schiltz, a mir kënnen herno gären driwwer diskutéieren, ech wäert och probéieren, mer e bëssen Zäit ze halen, fir lech herno drop ze äntwerten, well ech mengen, dass Dir do op engem kompletten Holzwee sidd mat där Schinn, déi Dir am Moment fuert, fir ze mengen, Dir kënnst engersäits an Europa de Pays d'origine verdeenegen an op där anerer Säit wëllt Dir lech net fir zwee Sou an d'Kaarte kucke loossen, wat d'Régulation an wat d'Kontrollen hei zu Lëtzebuerg betrëfft.

Eise CNP ass haut zoustänneg net nëmme fir déi Lëtzebuerg elektronesch Medien, mä en ass och zoustänneg fir RTL-TVI, RTL 4, RTL 9, Club RTL, de polneschen RTL an, an, an ze kontrolléieren. Mir wëssen allequerten heibannen, dass hien dat net mécht. An engem Saz wéi an honnert!

Do kënnst Dir herno während 20 Minutten Nuancen erausschelen; ech soen lech, no deenen 20 Minutten ass d'Äntwert nach ëmmer: Hie mécht et net. Esou einfach ass et.

Mir hunn awer Lizenzen, déi mer verginn hunn. Mir soen awer trotzdeem, dass och Reklamatiounen kommen, an ech kann lech se gäre virlesen, wann Dir wëllt. Eleng aus deene leschten zwielf Méint hu mer vun der belscher Autoritéit eng Rei dobanne leien, wou se reklaméiert hunn, wou Dir herno sot, dat wär alles net seriö, wat déi schreiwene Selbstverständlech, esou einfach kann ee probéieren et sech ze maachen...

►►► **M. le Président** - Här Braz, erlaabt Dir eng Zwëscherremarque vum Här Minister?

►►► **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications* - Et war Zeechesprooch, Här President.

►►► **M. le Président** - D'accord.

►►► **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur* - E Signe de dépit war et.

►►► **M. le Président** - Dir sidd net d'accord?

►►► **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur* - Mir sinn der Meenung, dass déi iwwerfälleng Reform vum CNP an d'Fusioun mat deenen anereren Instanzen als Zil muss hunn, dass dat Organ, déi Autorité de Régulation Indépendante, an Zukunft wierklech deen „i“ an hirem ARI, an hirem Ofkierzung, misst verdéngen, dass se wierklech onofhängeg ka sinn, dass se Moyenen huet, dee Pouvoir, dee se dann och huet, ze handelen. Dass also Leit do sëtzen, déi onofhängeg genuch vum Pouvoir politique sinn an déi och d'Moyenen hunn, fir dee Pouvoir, dee se da kréien, seriö ze handelen.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Schinn, déi d'Lëtzebuerg Regierung bei der Direktiv fiert, net grondsätzlech falsch ass. Och mir kënnen eis domadder ufrénnen, dass probéiert gëtt um Niveau vun der Korregulation mat deenen anereren Instanzen aus den anere Länner ze fueren, ouni musen onbedéngt ëmmer déi Schläich oder déi Schläif iwwer Bréissel ze fueren, wou d'Kommissioun jo probéiert sech e bëssen och mat anzeklicken. Do si mir duerchaus mat lech d'accord, dass ee soll probéiere grondsätzlech tëschent deenen Autoritéiten, déi et an Europa gëtt, fir Plainten entgéintzuehelen, ze diskutéieren.

Dann ass dat och schon den Iwwergang fir bei der Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières“, déi Direktiv iwwert d'Services de contenu audiovisuel. Si ass fir Lëtzebuerg ganz wichteg - net eleng, awer och fir Lëtzebuerg ganz wichteg.

Do gëtt et jo dräi Stéchwierder, déi an der Diskussioun sinn an déi ech elo scho muss probéieren e bësse méi kuert ze behandelen, well schon 28 Minutten erëm sinn. Dat ass dat Stéchwuert vum Pays d'origine. Dat ass d'Stéchwuert vum „product placement“, an et ass och d'Stéchwuert vun der Publicitéit.

Zu deenen dräi Stéchwierder hätte mer gären d'Meenung vun der Lëtzebuerg Regierung. Ech kann lech awer elo schon d'Meenung vun der grénger Fraktioun dozou soen.

Wat de Pays d'origine betrëfft, si mir domat d'accord, dass et selbstverständlech ee muss ginn, well ouni Pays d'origine huet d'ganz Unioen iwwerhaupt keng Handlungsfäegkeet méi, well en näischt méi kann anzwousch festmaachen, fir kënnen ze reguléieren an och ze diskutéieren.

Mir sinn awer och der Meenung, dass dee Pays d'origine bei deem soll bleiwen, wéi et

haut ass, dass et also eng juristesche Notion gëtt. Mir sinn net d'accord mat de Fransouse vum CSA, déi gären aner Elementer dra festmaachen, déi als Resultat ganz einfach hätten...

### (Interruption)

D'Belsch och, do si mer och mat hinnen net d'accord.

Mir solle bei deem bleiwen, wéi et elo ass, dass de Pays d'origine als déi juristesche Notion zréckbehale gëtt, déi mer haut hunn, an do hu mer och mat där Position vun der Lëtzebuerg Regierung kee Problem. Par conter heescht dat awer hannerdru, dass een dann awer och seng Missioun no elementare Regeln awer och doheem da seriö hält, dass ee sech net muss schummen, wann een am Ausland drop ugeschwat gëtt, wéi mer mat deenen a mat deene Plainten ëmginn. Dat ass awer dann de Corollaire dovunner!

An dat ass eben deen Deel, deen Dir als Regierung am Moment net wëllt erfüllen. Dir verdeenegt de Pays d'origine, sidd awer net bereet, och net usazweis, fir seriö an onofhängeg Kontrollen zu Lëtzebuerg ze suergen, an dat ass ee reelle Problem.

D'zweet Stéchwuert ass „product placement“: Do geet et dorëms, ënnert dem Drock vun dem amerikanesche Beispill, dass och hei an Europa soll reglementéiert ginn, wéi eng Autosmarke wéi laang am Bild kënne sinn a wéi grouss de Logo dann däerf sinn, well dat bréngt dann där Branche Suen eran, fir kënne matzehalen.

Do soe mir och ganz kloer: Mir hunn do eng aner Meenung. Mir sinn net der Meenung, dass mer dat sollen nomaachen. D'Fro reduziéiert sech schlussendlech dorobber, awéiwäit mir bereet sinn, hei an Europa öffentlech Sue kënne bäizesteieren an e Secteur, fir op déi Zort vu Recette ze verzichten. Haut gëtt et scho gemaach - mir wëssen dat.

Déi Régulation, déi elo proposéiert gëtt, hätt awer als Resultat, dass mer wierklech dann op amerikanesch Verhältnissen zousteieren, an do soe mir ganz kloer: Wann et dorëms geet, um europäesche Mediemarkt exakt datselwecht ze maache wéi d'Amerikaner, mat deeneselwechte Moyene wéi d'Amerikaner, mat deeneselwechte Methode wéi d'Amerikaner, da gesi mir den Intérêt net méi an, fir ze behaupten, mir hätte gären en distinkten europäesche Marché an deem dote Beräich, an dofir soe mir, dass dat, wat elo proposéiert ass, fir eis keng gutt Léisung ass.

Déi richteg Léisung besteet doranner, dass een och bereet ass fir Qualitéit, fir europäesch Uspréich och öffentlech europäesch Sue mat bäizesteieren, well soss maache mer just blannemännerchers dat no, wat anerer eis virmaachen.

Besonnenesch och, wou déi Geschicht mam „product placement“ fir d'Printmedien enorm Problemer wäert schafen, well contrairement zu den elektronesch Medien, wou dat nach relativ elegant ka gemaach ginn - dat Placéiere vu Produkter -, ass dat an de Printmedien wesentlech méi schwéier. A wann dann natierlech do keng Egalité d'armes besteet, dann ass et evident, dass e groussen Deel vum Publicitéitskuch erëm eng Kéier wäert a Richtung elektronesch Medien goen a wäert ewechkomme vun de Printmedien. Dat ass e Fait, an Dir wësst och, dass déi europäesch Printmedien lech dat soen. An entweder et gëtt een eng adequat Äntwert dorop oder et bleift een dobäi ze maache wéi wann et engem da schlussendlech egal wär.

Mä Dir wësst d'Faiten an Dir wësst d'Elementer, an et ass schlussendlech Är Décisioun, ob Dir deem Rechnung drot oder net.

Drëtt a lescht Stéchwuert: Publicitéit. Notamment bei de Kanner - ech wëll bei deem Beispill bleiwen aus Zäitgrënn -, wou et de Moment esou ass, dass all 45 Minutten eng Coupure publicitaire ka gemaach ginn, a wou an Zukunft all 30 Minutten eng Coupure publicitaire soll kënne gemaach ginn.

Och do si mir der Meenung, dass dat falsch ass. Mir hunn net méi spéit wéi gëschter hei an der Chamber iwwert d'Obésitéit geschwat. D'Obésitéit vun de Kanner. Kuckt emol, wann Dir Kannerprogrammer kuckt, wéi eng Firmen do Publicitéit maachen. Do hutt Dir nach ni eng gesinn iwwer frësch Uebst oder iwwer gutt Waasser. Wat do vu Reklammen ofleef, ass ganz kloer iwwer all Zorte Schocklasbarren oder Pizza vu grousser Pizzasproduzenten an aneres nach. Dat ass déi Zort Werbung, déi mer géinge kréien, wa mer se nach méi breet géifen zouloosse bei Kanneremissionen.

Mir waren eis gëschter allequerten eens, dass d'Obésitéit e ganz gewaltege Problem ass, dee mer alleguerte wëllen ugoen. Haut si 24 Stonne vergaangen. Ech si gespaant,

ob Är Äntwert nach konform ass mat deem, wat mer gëschter hei diskutéiert hunn. Mir encouragéieren d'Lëtzebuerg Regierung, fir net op deen dote Wee ze goen.

Lescht Stéchwuert ass d'Medienerziéung hei zu Lëtzebuerg. Medienerziéung gëtt ëmmer méi wichteg, an et gëtt schon zënter 20 Joer driwwer geschwat, awer ausser där Aktivitéit vun der Presse à l'école ass éierlech gesot net ganz vill geschitt.

Haut ass et ganz lichts iwwerall Informatiounen ze kréien, ouni iergendeng Kontroll, „broadband online“, alles iwwer IP; et ass haut iwwerhaupt kee Problem méi, fir iwwerall enorm Quantitéiten vun Informatiounen ze kréien, an et gëtt och ëmmer méi lichts se ze produzéieren.

An zwar betrëfft eiser Meenung dann och déi Éducation au médias sämtlech Medien, net nëmme d'Télévisioun. Mä et betrëfft och d'Presse écrite, Radio, Internet, souguer Videospiller, de Kino - alles dat misst dorënner falen. Haut ass dat eigentlech esou wichteg wéi virun 100 Joer, an - haut och nach - d'Liesen an d'Schreiwene. Och dat ass eppes, wat ee muss liesen a schreiwene kënnen, déi doten nei Medien.

Et gi jo schon zu Lëtzebuerg eng Rei Saache gemaach am Beräich vun der Produktioun. Jugendarbecht zum Beispill am Uelzechkanal, oder am Radio wéi zu Woltz oder wéi zu Dikrech.

Mä wourëms et eis geet, dat ass, dass déi Jugendlech duerch d'Informatioun, déi se kënne kréien, geléiert ginn, bewusst Choix kënne virzehuelen, sech bewusst ze informéieren a Medien an Informatioun och bewusst kënnen ze consomméieren.

An natierlech fällt och dorënner e Stéchwuert wéi Liberté d'expression, wann ee Medienerziéung wëllt maachen. Dozou gehéiert och e Stéchwuert wéi Droit à l'information. Och dat sinn Notiounen, déi een net ka fréi genuch probéieren ze thematiséieren am schouleschen Émfeld. Schoulesch Mediepedagogik gëtt et, déi brauche mir Lëtzebuerg net ze erfannen. Doriwwer gëtt et genuch Saachen hei an Europa. Mir mengen eben, dass d'Presse à l'école net duergeet.

Mir brauche Professionalitéit engersäits beim Ministère, deen zoustänneg ass fir eis Schoulen; mir brauchen awer och e professionellen Interlocuteur, deen den Inhalt soll liwweren, den inhaltlechen Input soll maachen, well et ass dat wourunner et am Moment krankt: dass et nämlech keen Interlocuteur gëtt, dee sech professionell mat där doter Fro op der Säit vun de Medien ka beschäftegen.

An och do menge mer eben, dass déi Fusioun vun de Lëtzebuerg Régulateuren och kéint déi Plattformen bidden, déi ee bräicht, fir dem Ministère de l'Éducation nationale eng professionell Ennerstëtzung ze liwweren, fir zu Lëtzebuerg Medienerziéung ze maachen.

E lescht Wuert - an dann zéien ech mech hei virum President zréck, dee scho geschwé mat der Auer wäert wénken -, fir dem Minister nach eng lescht Fro ze stellen, ganz einfach: Wou sidd Dir dann dru mat deem Mediegesetz, wat an der Regierungserklärung versprach ginn ass? Et sinn elo schon zwou Sessiounen ëm, a mir si frou lech haut eng éischte Kéier zu deem Thema ze héieren.

Merci.

►►► **Une voix** - Très bien!

►►► **M. le Président** - Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

►►► **M. Laurent Mosar** (CSV) - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech viru gutt véier Joer am Numm vun der Medien- a Kommunikatiounskommissioun mä Rapport redigéiert hunn iwwert de Bilan vum Gesetz vun 1991 iwwert d'elektronesch Medien, hat ech en iwwerschiwwer mat zwee Zitater vu Mediewissenschaftler, wouwen ech lech, aleedend zu menger Interventioun vun haut, een Zitat nach eng Kéier wëll virdroen:

„Zudem zeichnet sich der gegenwärtige, durch die Globalisierung bewirkte kulturelle Wandel durch eine bis in die letzten Zipfel der Erde reichende Ausbreitung aus, sowie eine ungeheuerere Geschwindigkeit und eine gesteigerte Intensität, mit der die Kulturen in Kontakt stehen, sich austauschen, vermischen und neue Kulturen hervorbringen. Diese neue Qualität kultureller Globalisierung geht vor allem auf drei zentrale gesellschaftliche Veränderungen zurück, die alle Länder, wenn auch in unterschiedlichem Ausmaß, prägen: die Heranbildung einer Weltgesellschaft durch die ökonomische

Globalisierung, die weltweiten Migrationsprozesse und die Medienentwicklung.“

Dëst Zitat aus dem Bernd Wagner sengem Buch „Kulturelle Globalisierung aus Politik und Zeitgeschichte“ vun 2002 ass méi wéi jee vun Aktualitéit wann ee gesäit, wéi d'Globaliséierung sech mat enger ongeheierer Vitesse op der ganzer Welt besonnesch an d'Medie verbreet.

Wéi mir viru gutt véier Joer déi Orientéierungsdebatt virbereet hunn, hate mer eng ganz Rei vun Entrevuë mat praktesch allen Acteuren aus der Medienzeen, awer och mam deemolege Kommunikatiounsminister. An aus deene Konklusioenen vun deenen Entrevuen, mä och deene ganz déif gräifenden Diskussiounen, déi mer deemools an der Kommissioun haten, hunn ech e Rapport verfaasst, an eng Motioun ass och eestëmmege vun der Chamber deemools ugeholl ginn, déi eng Rei vu Recommendationen un d'Regierung gemaach huet.

Ech muss hei nach eng Kéier betounen, dass deemools déi Kommissioun sech extrémement vill Méi ginn hat, fir dee Rapport opzesetzen an och fir déi Motioun unzuehelen, a wëll och direkt soen: Dass wann ech déi Interventioun vum Här Braz begréissen, fir eng Interpellatioun zu deem Sujet unzefroen, muss ech lech dach agestoen, dass ech et virgezunn hätt, dass een dës Debatt vläicht e bësselche besser an der zoustänneger Kommissioun virbereet hätt, dat ëmsou méi wou den Här Braz jo net zu Onrecht gesot huet, dass sech awer par rapport zu der Situatioun vun 2002 eng Rei vu Problemer verlagert hunn.

Et wär also vläicht flott gewiescht, de Rapport vun 2002 mat deeser Evolution e bësselchen ze diskutéieren a vläicht eng zweet Orientéierungsdebatt doriwwer ze maachen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier ufänken, fir drun ze erënneren, dass eng vun deene Recommendationen aus där Motioun war, dass d'Regierung esou schnell wéi méiglech soll d'Reform vum Mediegesetz vun 1991 ugoen, an ech hat deemools de Wunsch geäussert, dass dat net erëm sollt dräi Joer daueren.

Leider ass mäi Wunsch net an Erfüllung gaangen, well bis haut ass nach kee Projet de loi deponéiert ginn. Och wann ech dat ausdrécklech bedauern, mengen ech dach, dass et eng Rei vu Grënn gëtt, firwat déi aktuell Regierung an deem sensibelen Dossier näischt wëllt iwwerstieren. Dëst hânt dann och sécherlech mat der Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières“ zesammen, op déi den zoustänneger Minister herno sécherlech wäert agoen.

Ech wëll mech och a menger Interventioun net mat dem Volet „Télévision sans frontières“ befaassen. Dat wäert herno an eng zwoeter Interventioun vun eiser Fraktioun mäi Fraktiounskolleeg Lucien Thiel iwwerhuelen. Mä ech wëll mech a menger Interventioun haaptsächlech mat dräi Punkte beschäftegen: fir d'alleréischte de Volet vun der Surveillance an der Régulation vum Medie-secteur; deen zweete Punkt: d'Missioun vum Service public am Kontext vun der Television an de Radioen; an dann drëtens d'Fro behandle vum der mënschlecher Dignitéit an de Medien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim éischte Punkt, deem vun der Régulation vum Secteur, wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, dass mer an der zoustänneger Kommissioun eigentlech 2002 eens waren, dass ee sollt déi verschidden Organer, déi mer am Moment kennen, nämlech d'Commission consultative des médias, de Conseil national des programmes an d'Commission indépendante de la radiodiffusion, zesummeleeën an eng eenzeg Autorité de régulation heirauser maachen, e bëssen - och net d'selwecht, awer e bëssen - nom Modell wéi dee franséischen CSA oder och wéi déi Autorité de régulation an der Belsch.

All déi Grënn, déi mer deemools dozou ugefuert hunn an op déi ech am Detail net méi wëll agoen - well den Här Braz dat elo gemaach huet, an ech sinn och op deem Punkt mat him averstanen -, mengen ech, bestinn och nach haut a vläicht ganz besonnesch - an dat ass viru vu mengem Virriedner och scho gesot ginn - well mer jo entre-temps en net Pressegesetz kritt hu



mat engem Conseil de presse, deen eigentlech a sech zoustänneg ass fir d'Kontröll vum Contenu vun deenen diverse Medien, déi hei zu Lëtzebuerg lokalisiert sinn.

Ech wëll vläicht och nach eng Kéier drun erënneren, dass eigentlech virun dësem neie Pressegesetz de Conseil national des programmes a sech zoustänneg war fir de Contrôle vum Contenu. Eng Aufgab, déi elo eigentlech iwwert déi nei geschafte Commission des Plaintes vum Conseil de Presse geet. Ech wëll allerdéngs direkt hei preziséieren, dass dësse Contrôle net iwwer wesentlech Froe wéi Gewalt a mënschlech Würd an de Medie geet. Hei bleift weider e wichteg Aufgabebitt fir de Conseil national des programmes. Ech wäert och nach herno eng Kéier op dës Punkt ze schwätze kommen.

Ech wëll dann och direkt ënnersträichen, dass déi dräi Institutionen, déi ech virun hei zitieret hunn, a sech eng ganz wäertvoll Aarbecht leeschten an et eigentlech hei net drëm geet, fir elo einfach emol eppes ofzeschaffen an duerch eppes aneres ze ersetzen. Mä et geet hei drëm fir am Sënn vu méi enger grousser Effizienz an Effektivitéit Kompetenzen zesummenzelleen. Déi zoustänneg Kommission hat deemools proposéiert eng sougenannten „Autorité de régulation“ an d'Liewen ze ruffen, déi d'Kompetenzen an d'Missionen vun deenen dräi virgenannten Organisme sollt iwwerhuelen, mä mat méi enger professioneller Ausrichtung wat d'Gestioun vun esou enger Autoritéit betrëfft.

Ech verstopen lech allerdéngs net, dass hei d'Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières“ riskéiert eng net onwesentlech Inflation ze hunn, op déi mäi Fraktiounskolleeg Lucien Thiel herno wäert agoen, esou dass ech dat am Moment hei net maachen. Ech kann also novollzéien, dass et am Moment net all Sënn mécht direkt esou eng Autoritéit ze schafen, ouni dass ee kloer weess wat bei där virgenannter Direktiv schlussendlech wäert erauskommen.

Dobäi kënnt sécherlech och e budgetäre Problem, well wann een a Richtung vun enger Professionalisatioun vun esou enger Autoritéit de régulation wëllt goe mat deem Moment och enger vollberufflecher Direktionsstruktur, wéi dat deemools proposéiert ginn ass, da muss ee sécherlech och de Budget entsprechend an d'Luucht setzen. An do wäert de Kommunikations- a Medieminister sécherlech, zumindest am Moment, op e Veto vu sengem Kolleeg Budgetminister stoussen.

Ech hunn also Verständnis souwuel fir déi europäesch wéi fir déi budgetär Contrainten. Nach bleiwen ech awer der Iwwerzeugung, dass d'mëttel- oder laangfristeg Zesummeleung vun deenen dräi aktuellen Institutionen an enger eenzeger Autoritéit de régulation déi eenzeg richteg Äntwert op all déi Froe wäert sinn, déi mäi Virriedner an ech selwer och am Kontext vun der Régulation vum Secteur opgeworf hunn.

Erlaabt mer dann elo op den zweete Volet vu menger Interventioun iwwerzegoen: dee vun Service public. An deem Kontext wëll ech mech dann elo e bësselche méi genau mat der Situatioun vun de Radioen an den Televisiounsprogrammer beschäftegen.

An där virgenannter Orientéierungsdebatt hat d'Chamber an hirer Motioun eng Rei konkret Virschléi gemaach wat eng Definitioun, awer och eng Ausdehnung vum sougenannte Service public betrëfft. Ech géif soen, dass all déi Iwwerleeungen, déi deemools ugestallt gi sinn, sécherlech och haut nach richteg sinn. Allerdéngs nach liewe mir, wéi mer dat net méi spéit wéi gëschter gewuer gi sinn, a budgetär méi schwierigen Zäiten, esou dass et och elo nozevollzéien ass, dass et am Moment schwéier ass zousätzlech Budgetsmëttelen an esou e Service ze pompelen, well d'Informatioun an d'politesch Bildung vun de Bierger sécherlech net zu den éischte Prioritéiten vun der Regierung gehéieren.

Erlaabt mer trotzdeem op d'Situatioun vun de Radioen, awer och der Televisioun anzugeen. Wat den öffentlech-rechtleche Radio betrëfft, esou wëll ech dach nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass den 100,7 sech an deene leschte Joren, a ganz besonnesch och sät 2002, positiv entwéckelt huet. An dat schéngt jo och d'Audienzen ze bewei-

sen, déi iwwert dee Radio gemooss gi sinn. Ech fannen och perséinlech, dass den 100,7 där Missioun, déi en iwwert d'Gesetz attribuéiert kritt huet, eigentlech gutt nokënnt. Et ass jo dann och an deene leschte Joren eigentlech ganz wéineg Kritik géint de Radio 100,7 a géint iwwerhaapt de Prinzip vun engem öffentlech-rechtleche Radio ze héiere gewiescht.

Dir wësst alleguerten, dass dat virun 2001 net ëmmer esou war, well du war mindestens eng Fraktioun an dësem Haus, déi den 100,7 ee Moment wollt ofschafen.

#### (Interruption)

Ech wëll dann och drun erënneren, dass no der Orientéierungsdebatt vun 2002...

» Mme Anne Brasseur (DP). - Här Mosar, do wéilt ech lech soen: Et war och eng Proposition de loi, déi ech gemaach hunn.

» M. Laurent Mosar (CSV). - Ech huelen awer un, dass Der och d'Ënnerstëtzung vun Är Fraktioun hat, Madame Brasseur.

» Mme Anne Brasseur (DP). - Jo, ech stellen och mat Freed fest, dass d'Qualitéit vum 100,7 vill besser ginn ass. Wann d'Proposition de loi dat bewierkt hätt, wier et op d'mannst dat gewiescht.

» M. Laurent Mosar (CSV). - Dann hutt Dir och e kleng Mérite dorunner, Madame Brasseur.

#### (Hilarité)

» Mme Anne Brasseur (DP). - Ech wëll kee Mérite huelen, mä ech stellen dat mat Satisfaktioun fest.

» M. Laurent Mosar (CSV). - Ech wëll dann awer och vläicht an deem Kontext nach eng Kéier drun erënneren, dass eigentlech no der Orientéierungsdebatt vun 2002 déi budgetär Mëttel vum 100,7 opgestockt gi sinn, wat sech sécherlech op d'Qualitéit vun de Programmer ausgewierkt huet.

Wat elo all déi aner Radioen ueget, muss ee feststellen, dass wat déi sougenannte...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

...véier Radioen à réseau d'émission ueget, d'Qualitéit vun der Diffusioun iwwert de ganzen Territoire vum eisem Land sech an de leschte Jore wesentlech verbessert huet, wat virun 2002 net ëmmer de Fall war.

Ech géif och wëlle behaupten, dass dës véier Radioe mat Couverture nationale - ARA, Latina, DNR an Eldorado - hir Audienz an deene leschte Jore konnte konsolidéieren a souguer ausbauen. Och wat d'Qualitéit vum Contenu vun dëse Radioen ueget, muss ee feststellen, dass hei vill Efforté gemaach gi sinn iwwert déi lescht véier Jore, an dass se eigentlech alle véier entre-temps eng Stammdienz hunn, déi hinnen et och erlaabt, finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, och wann dat sécherlech net ëmmer ganz einfach ass.

Här President, ech wëll allerdéngs op ee Punkt hei agoen, deen d'Kommission viru véier Jore beschäftegt huet. Dat ass dee vun der sougenannter sozialer Form vun deene Radioen. Bei deene sougenannte Lokalradioe schéngt et mir kloer ze sinn - an do huet eigentlech och näscht changéiert par rapport zu der Situatioun vun 2002 -, dass eigentlech déi Form, déi am Moment besteet, vun den A.s.b.l.en, déi eenzeg Form ass, déi fir déi Radioen a Fro kënnt, well se jo och praktesch ganz eleng um Niveau vum Volontariat funktionéieren.

Bei deene kommerzielle Radioe stellt sech allerdéngs nach ëmmer déi Fro, ob déi Limitatioun vu 25%, déi eng Gesellschaft, där schonn ee Radio gehéiert, an enger anerer dierf hunn, eigentlech kontraproduktiv ass.

Ech wëll nämlech nach eng Kéier drun erënneren, dass dës Dispositioun eigentlech ursprüngelech an d'Gesetz geschriwwen gi war fir ze verhënnern, dass et géif zu Konzentratiounen am Mediesektor kommen. Elo ass et awer esou, dass et eigentlech relativ einfach ass dës Regel ze ëmgoen. Op där anerer Säit kann dës Regel awer och en Obstacel si fir Gesellschaften an en zweete Radio ze investéieren.

Mir haten deemools am Virfeld vun eiser Debatt eng Entrevue mat alle concernéierte Radio- a Medienhaiser, déi och am Radio Participatiounen hunn. An deemools ass eigentlech unisono d'Meenung gewiescht, dass dës 25%-Klausel net méi vill Sënn géif maachen, an do war eigentlech de Wonsch, dass ee se sollt ofschafen.

Ech weess, Här President, dass dës eng schwierig Diskussioun ass, well sech hei vill Froen iwwer Konzentratioun am Mediesektor stellen. Nach géif ech awer hei wëllen en Appel un den zoustänneg Medien- a Kommunikationsminister maachen, fir

eng nei Formule ze sichen. An deemools war jo vun der Kommissioun proposéiert ginn, dass ee sollt op e Wee goen, wou e Medienhaus kënnt bis zu 100% vu maximal zwee Radioen halen. Ech fannen nach ëmmer, dass dës eng verstänneg a realistesch Approche war un där ee sech kéint orientéieren, wann een da wéilt dee Volet vun de Participatiounen frësch regelen.

Ech gi schlussendlech op dësem Punkt ze bedenken, dass iwwert de Wee vun enger Reorganisatioun vun de Participatiounen och d'Chance besteet, dass zousätzlech finanziell Mëttel kënnten an déi Radioe fléissen, wat dann och d'Diskussioun iwwer e Service public an eng aner Richtung géif orientéieren.

Här President, am Kontext vum Service public wollt ech dann awer och op dat Haus zréckkommen, dass duerch de Konzessionsvertrag eigentlech de Monopol vum Service public um Niveau vun der Televisioun huet, an dat ass de Grupp RTL.

Hei wëllt ech fir d'alleréisch betounen, dass de System vum Konzessionsvertrag, deen d'Regierung mat engem Medienhaus ofschléisst, eigentlech bis elo gutt funktionéiert huet. Ech wëll dofir och nach eng Kéier kloer ënnersträichen, wat meng Fraktioun schonn 2002 gesot huet, nämlech dass et eiser Meenung no kee Sënn mécht en öffentlech-rechtlechen Televisiounsprogramm ze schafen.

Ech wëll hei nach eng Kéier widerhuelen, dass den audiovisuelle Maart mat knapps 500.000 Awunner kaum oder guer net méi wéi een Televisiounsubbidder verkraaft kann. Ech géif och soen, dass d'Expérience vun deene leschte Joren dës Approche confirméiert, well, obschonn et eng ganz Rei vun Essais gi sinn, bis elo keen aneren Televisiounsprogramm sech konnt dauerhaft zu Lëtzebuerg etabléieren. Ech huelen awer hei den „dok“, den Uelzechtkanal an den Nordlicht TV eraus, well dës eigentlech Nischeprogrammer sinn, déi weder d'Ambitioun nach d'Mëttelen hunn en alldeeglechen Televisiounsprogramm mat allgemengem an nationalem Contenu unzébiden.

Et muss een och wëssen, dass en Televisiounsprogramm, esou wéi en elo vun RTL ausgestrahlt gëtt, mindestens 300 Milliounen al Lëtzebuurger Frang pro Joer géif kaschten. Ech mengen also net, dass et sënnavoll oder iwwerhaapt finanziell machbar wär, iwwer esou en öffentlech-rechtlechen Televisiounsprogramm nozedenken. Ech muss iwwerhaapt soen, dass de Konzessionsvertrag fir de Stat eigentlech eng äusserst interessant Formule duerstellt - an den Här Braz huet dat virun a senger Interventioun jo och zouginn -, well a sech de Stat hei engem Medienhaus Frequenzen zur Verfügung stellt, op déi de Stat souwiesou iwwert déi Prinzipie vun der Attributioun vun de Frequenze vu Genf e Recht drop huet. En contrepartie kritt de Stat do en héich qualitative Service public offréiert, fir deen en net brauch direkt budgetär Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Sécherlech ass och dës Modell net perfekt, nach gesinn ech awer am Moment iwwerhaapt guer keng Alternativ zu deem dote Modell. Dofir schéngt et mir wichteg ze sinn, dass elo schonn d'Regierung déi néideg Diskussiounen féiert, fir och iwwert d'Joer 2010 e Konzessionsvertrag auszuhandelen. Meng Fraktioun an ech selwer sinn op jidde Fall der Meenung, dass mer absolut solle bei deem Modell vu Konzessionsvertrag bleiwen a mir gesinn dofir och absolut keng Noutwendegkeet, fir iwwer en öffentlech-rechtlechen Televisiounsprogramm nozedenken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer an dësem Kontext e Wuert zu eisem eegene Programm, nämlech dem Chamber TV, ze soen. Wéi deemools d'Chamber 2001 d'Décision geholl huet, fir esou e Programm auszestrahlen, sollt dës Programm sech net an der Konkurrenz mat anere Programmer gesinn, mä éischer als e Complément. An ech fannen, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Chamber TV trotz alle Kritiken, déi ee sécherlech formuléieren kann, dës Objektiv eigentlech gutt erfëllt.

Ech muss lech och soen, dass ech wéineg beandrockt si vun deem Argument, dass nëmme e Pourcentage vu 5 oder 8% - et hântk dovun of wéi een elo déi Audienz moosst - géife regelméisse Chamber TV kucken, well mat esou engem Pourcentage leie mir wäit iwwert der Audienz vun anere Parlamentsprogrammer.

Ech muss lech och agestoen, dass ech meng Problemer heiansdo mat der Manéier hunn, wéi een eng Audienz moosst, well lech geet et d'selwecht wéi mir, Dir géif sécherlech oft drop ugeschwat, wat Der esou mëttes hei an der Chamber gezielt hutt oder gemaach hutt, an dorausser ergëtt sech fir

mech, dass eigentlech wesentlech méi Leit de Chamberprogramm kucken, wéi déi Moossungen dat erginn.

#### (Interruption)

Meng Fraktioun an ech, mir sinn op jidde Fall iwwerzeegt, dass e Parlament haut och um Niveau vu senger Informatiouns- a Kommunikatiounspolitik gemooss gëtt, an do kënnt een eben net méi laanscht d'Televisioun respektiv den Internet. Dofir ass a bleift d'Chamber TV fir eis e wichtige Moosaiksteen an där gesamter Mediellandschaft.

Sécherlech, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir all zesummen nodenke wéi een dee Programm nach méi interessant kéint maachen, fir dass een en de Bierger dobaussen nach ka méi no bréngen; a mir fannen eigentlech, dass mer mat dësem Programm och eng wichteg Missioun um Niveau vun der politescher Bildung vun eise Bierger erfüllen.

An dësem Kontext wëll ech awer nach eng Kéier den zoustänneg Minister drun erënneren, dass, wa mer en neit Mediegesetz sollte kréien, een onbedéngt misst d'Chamber TV an deem Gesetz verankeren, well bis elo jo eigentlech dee Programm nach keng Base légale huet.

#### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och ganz kuerz zu mengem drëtten a leschte Punkt, nämlech deem vun der Gewalt, dem Rassismus an der Fraeifeindlechkeet, déi een ëmmer méi an den elektronische Medien ermëfent. Och dës war e Sujet iwwert dee mir viru véier Joer laang diskutéiert hunn, an et kann ee sécherlech net behaupten, dass sätdeem d'Situatioun sech verbessert huet.

Wat d'Froe vun der Zoustännegkeet betrëfft ass et kloer fir mech, dass een all déi dote Problemer kéint ënnert der Notioun vun der mënschlecher Dignitéit zesummeschléissen. Dës Kompetenz fält awer am Moment net ënnert d'Attributioun vum Conseil de Presse respektiv der Commission des Plaintes. Am Moment ass also direkt keen Organ zoustänneg, fir iwwer Froen am Kontext vun der mënschlecher Dignitéit sech ze prononcéieren.

Dir sidd sécherlech all mat mir averstane fir ze soen, dass ganz besonnesch d'Gewalt an an deem Kontext de Jugendschutz, awer och Rassismus a Fraeifeindlechkeet ëmmer méi en Thema op der Televisioun ginn, mä awer och ganz besonnesch am Internet. Ech gesinn hei sécherlech eng wichteg nei Kompetenz, déi een dem Conseil national des programmes oder där nei ze schafender Kontrollinstanz iwwerdroe kéint.

Fir meng Fraktioun a mech selwer sinn all Froen, déi a Verbindung mat der mënschlecher Dignitéit sinn, absolut virrangeg. Mir maachen dofir en Appel un den zoustänneg Minister, fir dass déi och an deem neie Mediegesetz eng absolut prioritär Plaz kréien.

Dës gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schéngt et mir evident ze sinn, dass een en neit Mediegesetz net ka lassgëlléist gesi vun der Direktiv „Télévision sans frontières“, wou d'Fro vun der Zoustännegkeet vun den Autorités de régulation eng vun deene wichtigste Froen ass, an hei ass et absolut net egal, ob et dat Land oder déi Autoritéit de régulation vum Pays d'origine oder vum Pays de diffusion wäert sinn. Ech huelen un, dass de Minister herno op dës fir Lëtzebuerg esou wesentlech Problematik wäert agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och schonn zum Schluss. De Mediestanduert ass niewent der Finanz- a Bankeplaz e wichteg Standbeen fir Lëtzebuerg, a mir mussen dofir suergen, dass dës Mediellandschaft weider dynamesch a lieweg bleift. Dozou gehéiert fir d'alleréisch d'Informatiounsfreiheet, déi mer dann och am neie Pressegesetz op eng innovativ an oppe Manéier organiséiert hunn. Dozou gehéiert awer och e modernt Mediegesetz, wat de legale Kader fir all elektronesch Medie schafe soll an der Evolutioun vun der Mediellandschaft Rechnung dréit.

Ech géif dofir am Numm vu menger Fraktioun nach eng Kéier e waarmen Appel un den zoustänneg Minister richten, fir esou schnell wéi méiglech dat neit Mediegesetz op d'Schinnen ze setzen, fir dass mir net den Zuch an d'Mediawelt vum 21. Jorhonnert verpassen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.



» **M. Emile Calmes** (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo effektiv ronn 15 Joer hier, dass mam Gesetz iwwert d'elektronesch Medien e Kader fir d'Entwécklung vum Secteur vun den audiovisuelle Medien zu Lëtzebuerg geschaf gouf. De Secteur vun den elektronesch Medien ass en excellent Beispill dofir wéi séier d'technesch Evolutioun an dëser Zäit ass. Dës Evolutioun ass esou rapid, dass de Législateur, egal wéi séier en de legislative Kader upasst, noutgedronge bal ëmmer e Schrëtt hannendran ass.

Trotzdem geet et elo drëm, der Entwécklung vun deene leschte 15 Joer Rechnung ze droen. De Lëtzeburger Mediesecteur ass ganz besonnesch wéinst der Presenz hei zu Lëtzebuerg vun zwee Haaptacteurs vun europäeschem, wann net souguer vu Weltformat, nämlech der SES Global an der CLT-UFA, e Secteur, deen onbestreitbar wesentlich zu der positiver Image de marque, déi eist Land am Ausland als kompetitiven a performante Standuert huet, bäidréit.

Et geet also drëm, dëse positiven Image ze konsolidéieren, andeem en adequate legislativen an administrative Kader geschaf gëtt, deen eng mëttel- a laangfristeg Entwécklung vun dësem Medianduert of-sécher.

Am Virfeld vun dëser Debatt hunn ech nach eng Kéier de Rapport vun eise Kollegeinnen a Kollegee vun deemools vum 91er Gesetz nogelies. Do sinn deemools d'Objektiver vum Gesetz esou definéiert - an ech zitieren: «Le présent projet de loi a pour but de mettre en place l'organisation de l'espace radiophonique et télévisuel luxembourgeois et de déterminer le cadre pour son évolution future. (...) Le présent projet de loi se propose de couvrir l'ensemble des médias électroniques, c'est-à-dire la radio sonore et la télévision.»

Dës deemools ambitiéis Objektiver, dat mengen ech haut hei soen ze kënnen, konnten erfüllt ginn. Ronn 15 Joer nom Vote vun dësem Gesetz huet eist Land e Secteur vun elektronesch Medien, dee sech net konsolidéiere konnt, mä deen evoluéiert ass a Richtung vun engem pluralistesche Secteur, deen awer déi lëtzebuergesch Spezifisitéit berücksichtegt.

Och si mer awer der Meenung, dass et, 15 Joer nodeems d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, un der Zäit ass, et der technesch Entwécklung unzepassen. Allerdéngs ass et och esou, dass de Moment grad och un der Direktiv vun där sougenannten „Télévision sans frontières“ geschafft gëtt an nach net feststeet, wéi dës nei Direktiv definitiv wäert ausgesinn.

Dofir si mer der Meenung, dass ee fir d'éischt déi definitiv Versioun vun dëser Direktiv soll ofwaarden an dann eréischt mat der Reform vum 91er Gesetz soll ufänken. Am anere Fall riskéiere mer, dass mer eis Gesetzgebung, kuerz nodeem mer se reforméiert hunn, direkt nees un déi nei europäesch Bestëmmunge mussen adaptéieren.

Déi éischt Direktiv, dës sougenannt „Télévision sans frontières“ aus dem Joer 1989, huet drop geziilt fir eng fräi Zirkulatioun vun Televisiounsemissiounen innerhalb vum europäesche Bannemaart ze erméiglechen. Parallell dozou sollten awer och wichteg Aspekter wéi déi kulturell Villfalt, d'Recht op eng Géigenduerstellung, d'Protektioun vun de Consommateuren an d'Protektioun vu Mannerjährege sécherstellt an eenheetlech geregelt ginn.

E weidert Zil besteet doranner, d'Diffusioun an d'Produktioun vun europäesche Fernsehproduktiounen ze förderen, andeems hinnen eng privilegiéiert Plaz an der Programmplanung vun deenen eenzelnen Televisiounsstationen zougestane ginn ass. D'Direktiv stellt de Prinzip op, dass all État membre de fräien Empfang vun Emissiounen aus aneren États membres sécherstellt an déi Diffusioun op sengem Territoire net aschränkt. D'Diffusioun vun Emissiounen, déi allerdéngs géint d'Bestëmmunge vum Jugendschutz verstoussen, kann zu all Moment ënnerbonne ginn.

1997 gouf dës Direktiv eng éischte Kéier iwwerschaft; dës virun allem am Hibleck op eng onverschlësselt Diffusioun vun Evénementen mat enger gréisserer gesellschaftlecher Bedeitung wéi zum Beispill Sportsmanifestatiounen. All État membre ass et fräigestallt, eng Lescht mat esou Evénementen opzestellen. Och goufen nei Bestëmmungen a puncto Jugendschutz agefuert. Emissiounen, vun deene vum Inhalt eng Gefor fir d'Entwécklung vu Mannerjährege kann ausgoen, mussen entweder unhand vu speziellen akustesche Signaler oder duerch optesch Zeechen erkennbar gemaach ginn.

Am Dezember 2005 huet d'EU-Kommissioun eng Propos mat dem Zil vun engem Iwwerschaft vum der Direktiv virgeluecht. Dës Propos soll ënner anerem dozou déngen, déi aktuell Dispositiounen aus der Direktiv dem technesch Fortschritt an der kommerzieller Entwécklung, déi den europäesche Secteur vun den audiovisuelle Medien an deene leschte Joren erlieft huet, unzepassen.

De Moment gëtt dës Propos an den zoustännege Kommissioun vum Europaparlament diskutéiert an analyséiert. Dat vun der EU-Kommissioun envisagéiert Zil besteet virun allem doranner, eng Rei vu Règlementatiounen virun allem a puncto Publicitéit ze vereinfache respektiv ofzebauen. Ausserdeem gëtt proposéiert eng Differenzierung tëschent lineäre Servicer (Televioun, Internet, Mobilfunk) an net lineäre Servicer (Fernseh- an Informatiounsofferen „on demand“) anzeféieren.

D'Konzept vun der Kommissioun gesäit zwou Zorte vu Virschreife vir: eng Basisstuf vu Virschreife, insbesonnesch a puncto Jugendschutz a Schutz vun der Dignité humaine, déi fir all audiovisuell Servicer solle gëllen, a méi wäitgehend Bestëmmunge fir déi sougenannte lineär Servicer, déi op Basis vu festgeluechte Programmer fonctionnéieren. Dës Bestëmmunge sollen deenen aktuelle wäitgehend entsprechen. Allerdéngs solle se a bestëmmte Punkte moderniséiert a vereinfacht ginn.

Wichtig fir Lëtzebuerg a méi speziell fir de Lëtzeburger Mediesecteur ass awer virun allem ee Punkt an der Direktiv, an zwar déi sougenannte Critères d'établissement respektiv de Principe du pays d'origine. Momentan ass et nämlech esou, dass d'Rechtshoheit vun engem État membre iwwer e Fernsehveranstalter vun dem Haaptsätz vun dësem ofhänkt, respektiv dass d'Rechtshoheit un deen État membre fällt, wou d'Déci-siounen iwwert de Contenu vum Programm getraff ginn.

D'Diskussiounen am Europaparlament iwwert dës Punkt sinn nach net ofgeschloss. Eisen Informatiounen no gesäit et awer esou aus, wéi wann dës Prinzip, deen iwwerengs och an der Propos vun der Kommissioun esou ermëzefannen ass, géing bäibehale ginn, virausgesat et kënn zu enger Harmonisatioun vun dësem Prinzip.

Et ass wichtig, dass d'Regierung speziell an dësem Punkt opmierksam bleift an dës wichtige Standuertvirdeel fir de Lëtzeburger Mediesecteur konservéiert.

Parallell dozou lafen och, wéi scho gesot, Diskussiounen, de Champ d'application vun der Direktiv op nei Kommunikatiounsforme wéi zum Beispill den Internet auszudehnen. Dozou ass Folgendes ze soen: Internet steet jiddferengem fräi zur Verfügung, ass dezentral organiséiert a strukturéiert a schwéier ze beaflossen.

Trotz dëser Viraussetzung mussen awer selbstverständlech grondleeënd Aspekter wéi zum Beispill de Jugendschutz och hei garantéiert bleiwen. Wéi dës dann effektiv ëmgesat ka ginn, ass allerdéngs nach eng aner Fro, op déi et eng Äntwert ze fanne gëllt.

Niewent deene Punkten, déi ech am Ufank vu mengen Ausféierungen hei opgezielt hunn, huet d'Gesetz vun 1991 Gremien agesat, déi ënner anerem zoustänneg si fir d'Kontroll vun de Radioen an Televisiounsemissiounen, an natierlech och fir d'Zukunft vum Medianduert ze festegen: de Conseil national des programmes, d'Commission consultative des médias, d'Commission indépendante de la radiodiffusion, de Service des médias et de l'audiovisuel an de Service Information et Presse. 1997 ass mat deem Gesetz iwwert d'Telekommunikatioun den Institut luxembourgeois de Régulation derbäikomm.

Ech wëll net méi detailléiert op déi Aufgab vun deenen eenzelne Gremien agoen, mä villméi soen, dass mer der Meenung sinn, dass ee grad am Kontext vun der Direktiv „Télévision sans frontières“ d'Fro muss stellen, wéi d'Kontrollmechanismen an d'Gremien a Zukunft ausgesi mussen. Dofir muss een awer fir d'éischt déi ganz Spannbreet vun där neier Direktiv kennen, an dat ass bekanntlech momentan nach net de Fall.

Et gëtt an eisen Nopeschlänner eng Rei vu Beispiller, wéi déi Kontrolle kéinten aussinn. Däitschland, Frankräich sollen hei just genannt ginn, mä, wéi gesot, déi Entwécklung, déi d'Televisioun an de Radio duerch den Numérique kennen, stellt esou vill Défien, dass ee sech Gedanke muss maachen iwwer eng nei Form vun den aktuelle Kontrollinstanzen.

De Moment ginn d'Missiounen vum Service public via Konzessiounsvertrag respektiv engem Cahier des charges, an deem d'Mis-

siounen vum Service public genee definéiert ginn, tëschent dem Stat an der CLT geregelt. Dat ass e System, dee sech a sech zum Deel och duerch déi geographesch Spezifisitéit vu Lëtzebuerg erkläre léisst, an en huet sech mat Sécherheet trotz eenzelne Kritikpunkten an der Vergaangenheet bewäert.

D'Fro stellt sech, ob een net eng Autorégulation vun de Programmer awer envisagéiere soll. Mir sinn dovun iwwerzeegt, dass längerfristeg kee Programm, et sief dann et handelt sech ëm speziell Nischeprogrammer wéi zum Beispill de Sportkanal oder e rene Kannerprogramm, op gewësse Bestanddeeler vun de Missiounen vun engem Service public ka verzichten. Ganz besonnesch un den Informatiounsoptrag ass hei ze denken.

Zum Schluss wëll ech dann nach op d'Fro vum Finanzement vun engem méigleche Service public agoen, engem öffentleche Fernsehprogramm. Et gëtt hei nëmmen zwou Méiglechkeeten: Entweder gëtt dësen Établissement public, wat eng méigleche Organisationsform kéint sinn, mat staatleche Gelder finanziert, oder awer et gräift een op eng Gebührefinanzierung zréck wéi se momentan an Däitschland praktizéiert gëtt.

Déi eng Méiglechekeet belaascht de Statsbudget, während bei där anerer Alternativ dozou dem Bierger an d'Täsch gegräff gëtt. De Moment bezilt een an Däitschland, wann dat richtig ass, 17,03 Euro pro Mount u Gebühre fir e Radio- an Televisiounsschloss. Uganks 2007 sollen nach ronn fënnf Euro fir d'Benetzung vun engem Internetschloss derbäikommen. Da géife mer bei ronn 22 Euro Gebühre pro Mount leien. Op e Joer gekuckt sinn dat 264 Euro. Dat ass jo och net näischt.

An Zäite wou de Stat spuere muss, verbitt et sech an eisen Aen, dass zousätzlech Dépense kreéiert gi fir eng Institution, där hire Sënn an Zweck een och nach duerchaus kann a Fro stellen. Och verbitt et sech an eisen Aen, de Bierger, dee momentan schon eng Rei vu weidere Belaaschtunge muss a Kaf huelen, nach zousätzlech ze belaaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng modern an demokratesch Gesellschaft kann nëmme fonctionnéieren, wann d'Medie fir e méiglechst groussen Undeel vun der Bevölkerung fräi zougänglech sinn. Et ass och onbestritten, dass d'Medien der pluralistescher Natur vun der moderner Gesellschaft musse Rechnung droen an dofir net vun engem oder méi Interessegruppen dierfen dominéiert ginn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix**. - Très bien!

» **M. le Président**. - Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Ben Fayot** (LSAP). - Här President, mir haten zu Lëtzebuerg laang Jorzéngte keng eigentlech Mediepolitik. D'Gesetz vun 1991 war am Fong geholl dass éischt groust Gesetz iwwert d'audiovisuell Medien. An dës Gesetz, wéi mer jo wëssen, huet dozou bäigedroen, d'Medie méi fräi ze maachen, besonnesch och d'Radioen opzemaachen. Et huet zugläich och de wirtschaftleche Fong vun der geschriwwener Press assuréiert doduerch, dass dat Gesetz d'Grenze fir den Deel vum Publicitéitskuch vun den audiovisuelle Medien gesat huet. Dës Gesetz sollt och eng iwwerdriwwer Mediekonzentration verhënnere.

D'Gesetz huet och - an dat ass net onwesentlech - d'Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières“ ëmgesat, well déi Direktiv „Télévision sans frontières“ deemools Enn den 80er Jore wesentlich Prinzipie fir déi europäesch audiovisuell Medien gesat huet an och dee ganzen Televisiounsmaart zum Deel wéinstens encadréiert huet.

Déi Gesetzgebung vun 1991 huet dunn 2002 zu enger ausféierlecher Diskussioun hei an der Chamber gefouert. An dës Debatt 2002 huet gewisen, dass dat Gesetz vun 1991 e gutt Gesetz war, wat zu engem groussen Deel d'Ziler erreicht huet, déi et sech gesat huet.

Mir hunn haut zu Lëtzebuerg eng grouss Variétéit vu schrëftlechen an audiovisuelle Medien, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn. Villes dovunner - wëll ech hei trotzdeem soen op der Chambertribün, trotz alle Kritiken, déi ee riets a léns héiert - ass gutt gemaach, oft mat relativ wéinege Méttelen. Et muss ee wierklech seng Unerkennung ausdrécke fir déi Leeschtungen, déi all Dag an de Print- wéi och an den audiovisuelle Medien gemaach gi fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ze informéieren an zu kritischem Denken unzeregen.

Wann ech dat emol hei als Bierger kënn soen, géif ech mer heiansdo e bësse méi Déift an der Informatioun wënschen, vläicht och heiansdo e bësse méi kritesch Approchen. An ech wär och frou wann d'politesch Bildung Virrang hätt virun der Fixatioun op Aschaltquoten an op wirtschaftlech Resultater. An ech mengen, déi Medien mat engem öffentlech-rechtlechen Optrag solle sech hirer Verantwortung fir den Niveau vun der politescher Diskussioun an der Informatioun bewusst sinn. Dat ass mäi perséinleche Wonsch. Dat ännert awer näischt un der Unerkennung, déi ech fir d'Medien hunn.

Ech wëll och soen: Als Politiker muss en ëmmer erëm mat Nodrock dobausse soen, och à l'adresse vun deene Leit, déi an de Medien schaffen, dass d'Medien net dierfen instrumentaliséiert ginn, weder vun der Wirtschaft an haaptsächlech och net vun der Politik. Dat ass fir mech eng Grondlag vun der Demokratie. D'Medie sollen op hir Onofhängegkeet pochen. An d'Medieleit solle se mat alle Méttelen verdeeden. D'Politik soll déi materiell an déi reglementaresch Viraussetzung schafen. Si soll sech dofir asetzen, dass mer onofhängeg a staark Medien hunn.

Här President, déi lescht Regierung hat - et ass schonn hei gesot ginn - éiergäizeg Ziler fir d'Gesetz vun 1991 ze änneren. 2002 ass an enger Note vun der Regierung gesot ginn: «La législation actuelle se distingue avant tout par son caractère révolu et par son opacité.» Dat ware schlëmm Wieder, déi deemools gebraucht gi sinn.

Et ass zum Beispill och 2002 versprach ginn, dass endlech Uerdnung an deen Duerchenee vum Kabel sollt bruecht ginn. Allerdéngs geet hei och d'Konzentration vun den Opérateuren weider. Et bleift d'Monopolisatioun vum Kabel an alle Géigenden, à tel point dass d'Leit ëmmer méi op Satellitteschosselen an op aner Réseauen iwwerginn. D'Debatt vun 2002 huet jo och eng Motioun ervirbruecht, déi d'Regierung opgefuerdert huet fir aktiv ze ginn. Déi Motioun ass bis elo Lettre morte bliwwen.

Vläicht fir d'éischt ee Wuert iwwert de Radio, dee jo am Fong geholl den Haaptulass war fir dat Gesetz vun 1991. Dës Gesetz huet d'Radiolandschaft liberaliséiert. Niewent dem RTL ass dann den 100,7 als nationale Sender komm, niewent véier Sender mat regionale Frequenzen an enger Partie Lokalradioen. Dës Opdeelung huet sech jo grosso modo och bewäert. Mir hunn doduerch Diversitéit, an déi Diversitéit soll erhale ginn. Et soll een net higoen an elo déi Antikonzentratiounsbestëmmungen, déi am Gesetz vun 1991 waren, opweeche. Et ass mir net egal, ob mer zwee Sender hunn, déi engem eenzege Propriétaire gehéieren oder zwee Propriétaires, well et ass eben d'Diversitéit, déi och de Pluralismus ausmécht. An ech mengen schonn, éier een op esou e Wee geet soll ee sech gutt iwwerleeë wat een do mécht.

Ech wëll awer hei nach een technesch Problem ervirhiewen: Här Minister, den 100,7 huet a senger Couverture am Norde vum Land eng Partie Lächer, an e bräicht do Hëllef fir eng Fréquence d'appui ze kréien, well mer jo och wëllen, dass deen 100,7, deen hei vum Här Mosar och esou gelueft ginn ass - deem Luëf schlëssen ech mech selbstverständlech un -, déi néideg technesch Viraussetzung kritt fir um nationale Plang iwwerall gehéiert ze ginn.

Méi problematesch natierlech wéi de Radio hautdësdays ass d'Televisioun, well se grouss Méttelen brauch. Mir wëssen, dass ee Radio mat relativ geréngem techneschem Opwand ka maachen. D'Televisioun mécht een net mat egal wat, besonnesch wann et sech ëm e komplette Programm mat Informatioun, mat Ennerhalung, mat Kultur, Sport an esou weider handelt. Dat erklärt och, firwat dass an dem nationalen Televisiounsberäich eigentlech keng Evolutioun zu méi Pluralismus, zu méi Diversitéit ze vermieren ass.

Et geet keng Rieds méi - et ass scho vun deenen dräi Virriedner virdu gesot ginn - vun enger zweeter nationaler Televisiounschaîne. Si gëtt och an der Politik eigentlech, souvill ech weess, net gefrot. An et ass och kloer, dass d'Regierung op den Ausbau vun RTL Televisioun setzt, well jo d'Erneuerung vum Konzessiounsvertrag ugefaangen huet. Déi Erneuerung ass 2010 fällg.



Ech verstinn déi Strategie fir RTL Planungs-sécherheet ze ginn. Mir hoffen, dass d'Besëtzer vun der CLT zu Lëtzebuerg bleiwen a sech hei ausbauen. Dat ass gutt fir de Mediastandard insgesamt an och fir Lëtzebuerg.

D'Chamber hat 2002 an hirer Motioun gesot d'Regierung soll - an ech zitieren - «prévoir que des missions de service public peuvent être attribuées par convention à une ou plusieurs sociétés privées ou organismes publics». Dat ass am Fong geholl net weider ausgedäitscht an net weider ausgebaut ginn, esou dass mer haut mat RTL Televisioun zu Lëtzebuerg eng eenzeg Chaîne hunn, déi eng ganz grouss Écoute huet. Versich fir déi Monopolisatioun ze brieche si bis elo gescheitert.

D'Solutioun natierlech, fir dass déi Monopolisatioun net ausaart, dat ass fir am Konzessionsvertrag déi Missions de service public virzugesinn, eventuell och ausbauen. Et ass net einfach déi Mission de service public ze erfëllen, well de Service public muss objektiv an onofhängeg sinn. E muss sech enger professioneller Deontologie ënnerwerfen, engem Verhalenskodex. Dat gëllt fir d'Journalisten, mä och fir de Sender insgesamt, well dee jo d'Hoheit vun de Biller hei zu Lëtzebuerg huet. Dat heescht, d'Billierwelt vu Lëtzebuerg gëtt zu engem groussen Deel duerch dat bestëmmt wat op der Televisioun geschitt, op der eenzeger Televisioun, déi mer zu Lëtzebuerg hunn.

De Conseil national des programmes hat bekanntlech eng Etüd an Optrag gi fir d'Problemer op deem Plang vun der Televisioun ze ënnersichen. D'Resultat dovunner waren eng Partie Recommandatiounen, déi net oninteressant sinn.

D'Anhale vum Verhalenskodex, deen ee sech gëtt, muss novollzéibar sinn. Verstëss dergéint mussen och sanctionabel sinn. Evaluatiouns- a Qualitätsfroer mussen gestallt a beäntwert ginn. Et feelt natierlech zu Lëtzebuerg eng professionell Mediekritik, och an den Zeitungen. Wou gëtt et eng Rezensioun eng Kéier iwwer eng Televisiouns-emissioun? An all däitschem Feuilleton gëtt et regelméisseg där Rezensiounen, et gëtt keng zu Lëtzebuerg. Wou gëtt et eng Reflexioun iwwer d'Televisiounsproduktioun zu Lëtzebuerg? D'Etüd vum Conseil national des programmes huet och gefuerdert en onofhängege Weblog ze schafen, wou dann och eng öffentlech Debatt iwwer d'audiovisuell Medie stattfanne kënn.

Ech mengen, dass d'Verhältnis zur Televisioun, zu den Inhalter an de Formen, och zu de Manipulatiounen, déi se erméiglecht, den Objet vun enger kritescher öffentlecher Ausenanersetzung gi muss. Natierlech muss een, en attendant dass dat wierklech stattfënn't a sech entwëckelt, sech och Gedanken maachen, wéi mer dann am Televisiounsberäich zu Lëtzebuerg, an deem Kader, dee mer ons ginn, nämlech an engem Konzessionsvertrag fir RTL, méi Pluralismus an d'Lëtzebuurger Billierwelt erabrënge kënnen.

Den Här Braz huet eng Partie vu Méiglechkeeten opgezielt, zum Beispill onofhängeg Televisiounsproduktiounen ze ënnerstëtze mat öffentleche Gelder, ob dat e Reportage ass, ob dat Fiktioun ass, ob dat Infotainment ass. Et ass effektiv ze ënnersichen, ob een onofhängeg Producteure fënn't, déi Emissiounen produzieren, déi vun RTL ausgestrahlt kënnen ginn. Ech hu jo gesinn, dass RTL net nëmmen ee Sender huet, mä och RTL II. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob RTL II net eng Plaz wär, wou een en Deel op jidde Fall vu vläicht méi anspruchsvollen Emissiounen ausstrahle kënn.

Och de Problem vun edukativé Sendungen, also Kannersendungen, déi mer jo ausschliesslech aus dem Ausland kréien, wär e Créneau iwwer deen ee sech misst Gedanken maachen.

Ech wëll soen, dass d'Chambertelevisioun och en Element vun Diversitéit a vu Pluralissem ass. Ech hunn d'Chambertelevisioun ëmmer ënnerstëtzt, och als Member vum Büro, an ech ënnerstëtze se och nach weider.

Ech fannen och, dass et gutt ass, dass d'Chamber hir Mëttelen ausgebaut huet, dass et och méiglech ass net nëmmen d'Retransmissioun vun de Sitzungen ze

maachen, mä och freides owes eng Partie Sendungen ze offrëieren iwwer politesch Evénementen mat der Participatioun vu Politiker. Wann ee kuckt, wat d'Parlamenten an Däitschland an a Frankräich un Efforté maachen, fir d'Politik iwwer déi Parlamentskanäl méi no bei d'Leit ze bréngen, da gesäit een, dass dat do e Mëttel ass fir d'politesch Diskussioun ënnert d'Leit ze bréngen. Onse grouss Problem ass jo d'Politik aus der Tour d'ivoire vun de Spezialisten un d'Leit erunzebréngen. An dat ass iwwer d'Chamber TV wéi iwwer aner parlamentaresch Kanäl méiglech.

Sécher si mer do zu Lëtzebuerg an den Ufäng. Ech si schonn dovun iwwerzeegt, dass mer dat an der Zukunft nach weider sollen ausbauen. Mir hunn och gesinn, dass mer doduerch mat de Leit a Kontakt kommen. Ech mengen déi Audiitiounen, déi mer an der Referendumscampagne hei haten an déi jo iwwerdroe gi sinn, an och aner Audiitiounen, déi mer iwwerdroe wëllen, Réuniounen, déi iwwerdroe wäerte ginn, sollen eben och déi Aarbecht, déi mer an dësem Haus maachen, nach méi no bausse bréngen, am Sënn erëm eng Kéier vum Pluralismus a vun der Objektivitéit.

Eng aner Dimensioun, déi och schonn ugeschwat ginn ass - ech wëll dat Thema just sträifen -, dat ass d'Medienerzëiung. Mir kennen déi Efforten, déi duerch „Presse à l'école“ gemaach ginn, mir hunn alleguere scho vum Uelzechkanal gehéiert. Ech hunn och gesinn, dass d'Europäesch Kommissioun de 6. Oktober 2006 eng Enquête lancéiert huet iwwer d'Praktiken an deem Beräich. Si wëllt dann 2007 eng Kommunikatioun doriwwer maachen, an ech ka mer och virstellen, dass RTL am Televisiounsberäich mat an d'Medienerzëiung eraklëmmt. Dat wär fir d'Kanner sécher e gudde Astieg an d'Kenntnis vun der Televisioun.

Et gëtt och méi spezifesch Interessen. Ech hu gehéiert, mir hate viru kuerzem eng Manifestatioun vun dawe Leit a gehéiergeschädegte Leit, déi gefrot hunn, dass zum Beispill d'Emissiounen vun RTL sollen ënnertitelt ginn, fir och deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn Televisiounsemissiounen ze gesi respektiv matzekeréien. Dat sinn alles Demanden, déi wichteg si fir e Maximum vu Leit och dorunner deelhuelen ze loosser.

Här President, vläicht nach e Wuert zu der Direktiv „Télévision sans frontières“. Déi Aarbechte sinn am Europaparlament gaangen. Ech hu mer déi emol ugekuckt; net manner wéi sechs Kommissiounen schafte dorobber. Wat interessant ass, dat ass, dass et d'Kultur- an d'Erzëiungskommissioun vum Europaparlament ass, déi sech drëm bekümmert. Et ass also net eng Wirtschaftskommissioun oder eng Mediekommissioun, et ass d'Kultur- an d'Erzëiungskommissioun, déi sech dorëms bekümmert.

D'Kommissioun huet jo ëmmer Tendenz an hiren Texter de fraie Maart, e liberaalt Ëmfeld fir déi audiovisuell Medien ze schafen. Si gesäit virun allem de wirtschaftlechen Impakt vun grousser Mediemaart an ass dann och vis-à-vis vun Neierungen op deem Maart ganz op. Dat gëllt zum Beispill, dat ass zitëiert ginn, fir d'Produktplacéierung. Mir hu gesinn, dass déi Produktplacéierung an der amerikanescher Televisioun, an den amerikanesche Filmer üblech ass. Si besteet jo doran, dass e Produit, eng Dingschtleeschung oder eng Mark an engem normale Programm erschéngt, an dat Erschéngt gëtt dann als Publicitéit bezuelt.

#### (Interruption)

Dat heescht eigentlech, dass an enger Emissioun eng méi oder manner verstoppte Publicitéit erlaabt gi soll. Domat verschwënn't déi kloer Ofgrenzung zwësche Publicitéit an dem eigentlechen Televisiounsinhalt. Natierlech ass dat haut no verschiddene Länner geregelt, mä et soll elo europawäit geregelt ginn.

Ech wëll lech direkt soen: Perséinlech fannen ech dat eng schlëmm Saach, déi Produktplacéierung. Ech weess awer och, dass, well mer vill amerikanesch Fiktiounen an Europa kréien, dat net ëmmer ze verhënnere ass.

Ech hunn elo gesinn, dass d'Europaparlament d'Produktplacéierung wëllt verbueden hunn. Dat heescht, dat ass generell de Prinzip, mä si maachen eng Ausnahm fir Sports-emissiounen a Fiktiounen, dat heescht Filmer. Ech huelen un, dass dovu besonnesch déi amerikanesch Produktiounen concernéiert sinn. A wa Produktplacéierung an engem Programm ass, da muss se ganz präzise Konditiounen entsprechen. Zum Beispill müssen d'Spectateuren drop higewise ginn, dass e Programm esou eng Produktplacéierung enthält. Tubak oder Produkte vu Firmen, déi an der Haaptsaach Zigarette produzieren, si ganz ausgeschloss; dat wëllt d'Europaparlament. Et wär interessant

ze héieren awéiwäit d'Regierung sech mat deene Saache schonn ausenanergesat huet.

D'Europaparlament insistéiert och - an dat ass jo och schonn hei gemaach ginn - op de Schutz vun der Jugend an op de Schutz vun de Minoritéiten, op de Schutz vun der Dignitéit vun Mënsch an op de Schutz viru Rassismus a Sexismus, dee weider soll verstärkt ginn. Dat ass evident, wann ee verschidde Saache kuckt, déi et an deene verschiddene Länner dorëmmer gëtt.

D'Parlament seet och: A Kannersendunge soll et weder Publicitéit fir Alkohol nach fir Liewensmëttel mat héijem Fett- an Zockergehalt ginn. Här Schneider, do komme mer op Är Heur d'actualité vu gëschter iwwer d'Obésitéit zréck. Ech mengen, dass d'Europaparlament an där Hisiicht wichteg Akzente wäert setzen, déi de Conseil menger Usiicht no an och d'Kommissioun sollen elo befollegen.

Et ass hei scho vum Principe du pays d'origine geschwat ginn. Prinzipiell gëtt deen an där Direktiv net touchéiert. Allerdéngs muss ech soen, dass een Amendement am Projet de rapport vun där zoustänneger Kommissioun am Europaparlament drop erausleefft, fir dee Principe du pays d'origine anzuschranken, wann dann Emissiounen aus anere Länner gravéierend Mängel géifen opweisen. Dat ass dann natierlech eng Dier op fir de Principe du pays d'origine drastesch anzuschranken, an do muss een also oppassen.

Do komme mer dann zréck op dat wat mer gären hätten, nämlech eng seriö Régulatioun vun net nëmme Lëtzebuurger Medien, mä och auslännesche Medien, déi zu Lëtzebuerg empfaange ginn. Dat ass en Element vun internationaler Crédibilitéit vun onsem Land. Ech menge schonn, wann een esou en Argument huet an enger Diskussioun iwwer esou een Amendement, dann huet een e bessert Argument wéi wann een nâischt op deem Plang mécht.

Ech muss och bedauern zum x-te Mol - well dat eppes ass wat mech vill a menger politescher Carrière beschäftegt huet -, dass et nach ëmmer kee Versuch um europäesche Plang gëtt, fir d'Mediekonzentratioun an de Grëff ze kréien.

Mir hu Reglementer an Europa, fir déi industriell Konzentratiounen an de Grëff ze kréien doduerch, dass et ebe Plaffonge gëtt iwwer déi een net dâerf goen. D'Madame Reding huet ons an der Kommissioun, wéi se bei ons war, gesot, d'Länner hätten nach ëmmer dorop gehalen, dass dat eng national Kompetenz wär.

Ech muss lech soen, ech fannen dat schued, well d'Mediekonzentratioun schlecht fir d'Konkurrenz um europäesche Maart ass. An nach ëmmer, muss ech och soen, hunn déi grouss Medienhaiser errecht, dass all Beméiunge vun deene sukzessiven europäesche Kommissiounen, fir eng Kontroll vun der Konzentratioun an de Medien ze errechen, gescheitert sinn.

Ech muss och soen, dass mer bedauern, dass Europa nach keng Fortschrëtt um Gebitt vun den Droits d'auteur a vum Accès zu eben deene verschiddene Chaînen, och besonnesch an der Pay-TV, gemaach huet. Dat bréngt mat sech, dass zu Lëtzebuerg den Zougang zu esou Chaîné schwierig oder heiansdo och onméiglech ass; dat ass an engem fraie Maart an Europa einfach net de Leit kloerzemaachen, wéi esou eppes méiglech ass.

Här President, fir ofzeschlësse vläicht just eng Remarque. Ech menge schonn, dass et nützlich ass iwwer d'Medien ze schwätzen; et ass ëmmer nützlich iwwer déi Problematik ze schwätzen. Ech hätt awer eigentlech gewënscht, dass mer deen Exercice vun 2002 répétéiert hätten. Dat heescht, dass mer an der Kommissioun nach eng Kéier déi verschidde Punkten duerchgeholl hätten an dann de Suivi vun deem gemaach hätten, wat 2002 gefrot ginn ass vun dëser Chamber un de Minister, an dorobberhin e Rapport gemaach hätten, an dorobberhin en öffentlechen Débat.

Dat gesot, sinn ech iwwerzeegt, dass deen neie Medieminister, dee jo e jonke Medieminister ass, deen also och e gutt Verhältnis héchstwahrscheinlech zu deenen neie Medien huet, aktiv an eneresch wäert déi Problemer ugoen, déi mer op deem Plang hunn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wëll an deene puer Mi-

nutte Riedezäit, déi mer zur Verfügung hunn, mech op déi reng politesch Optiounen konzentréieren. Den Interpellant, den honorebelen Här Braz, huet mat ganz vill Passioun hei plädéiert fir en Ausbau vum Service public haaptsächlech bei der Televisioun.

Dat ass e Wee, vun deem mir als ADR mengen, dass et de falsche Wee wier. Mir mengen au contraire, dass an enger Zäit, wou een esou e grouss Choix huet vu Medien, vun Televisiounschäinen, wann ee wëllt d'Leit encouragéieren bei enger Televisiounschäine ze bleiwen, dat ganz, ganz schwéier ass, an dat een dofir héchstwahrscheinlech ganz vill Sue géing an de Sand stiechen.

Par conter si mer awer der Meenung, dass ons Chamber TV misst ausgebaut ginn duerch verschidde klenger Debatten an Informatioun.

En anere Punkt, deen ons och wichteg schéngt am Kader vun deem neie Gesetz iwwer de Radio an d'Televisioun, dat ënner anerem den Accès vun de Frequenzen an de Réseau soll definéieren oder nei definéieren, dat ass, dass mer awer och ons a verschiddene Saache wat d'Meenungsfräiheet ugeet sollten an anere Länner inspiréieren, an notament u Frankräich, wou et eng Obligatioun gëtt fir d'Medien, déi Zäit ze respektéieren, déi d'Regierung an d'Majoritéitsparteien zur Verfügung hunn an déi d'Oppositioun insgesamt zur Verfügung huet.

A Frankräich ass et esou, dass, wann e Regierungssprecher eng Ausso mécht, deen Ablack och d'Oppositiounsparteien an d'Majoritéitsparteien zu deemselwechte Sujet kënnen Stellung huelen, an datselwecht gëllt wann eng Ausso kënn't vun enger politescher Partei, déi an der Chamber vertrueden ass, dass also deen Ablack och deiselwecht Reaktioun kënn't.

Bei ons geschitt dat, mä heiansdo mat engem Décalage, an et ass also net esou dee kontradiktoreschen Débat, dee mer esou kréien. Dat ass vläicht net ëmmer esou einfach ze organiséieren, mä nach, mengen ech, misst ee kucke fir op dee Wee kënnen ze goen.

Am Regierungsprogramm steet, dass Dir géingt en neit Gesetz déposéieren iwwer de Radio an d'Televisioun. Et sinn elo schonn e puer Joer eriwuer a mir gesinn dat Gesetz net. Dofir wiere mer frou, Här Minister, wann Dir ons kéint herno an Är Äntwert soen, wéini Dir dat Gesetz géingt déposéieren a wat Dir do wëllt un Neiegeete bréngen.

Et muss een natierlech och ervirsträchen, dass esou e Gesetz haut eng vill manner grouss Portée huet wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war, well haut ganz vill Televisiounschäinen iwwer Satellit kënnen emittéiert ginn. Ech mengen, domadder huet d'Lëtzebuurger Regierung u sech net ganz vill oder nëmmen indirekt eppes ze dinn.

Wéi gesot, wat d'Missioun vum Service public betrëfft, hunn ech mech ausgeschwat fir déi net auszeweiten, sauf eventuell am Kader vun der Chamber TV.

Wat de Problem vun dem Conseil national des programmes ugeet, do sinn ech mat der Regierung d'accord, déi an hirem Regierungsprogramm stoen huet, dass dee soll professionell ginn. Ech mengen, dass ass och de richtige Wee. Wann ech richtig informéiert sinn, ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an Europa wou et kee Conseil national des programmes gëtt, dee professionell organiséiert ass.

Dat wëllt awer net heeschen, dass een duerfir muss elo eng Monsteradministratioun op d'Bee setzen, mä d'Fro wier awer fir ze kucken, mat zwee oder dräi Leit esou eppes kënnen ze maachen. D'autant plus dass mer am Ablack, wann ech och richtig informéiert sinn, eng Persoun hunn, déi scho professionell schafft.

Deen anere wichtige Rôle, dee gëtt vum Conseil national de la presse geléist, esou dass ech mengen, wat d'Rechter vun de Bierger ugeet an hiren Droit de réponse, dass mer do dat richtig Gremium geschaffen hunn. D'Leit, déi domadder net d'accord sinn, déi wëssen, dass mer hei eng 700 Affekoten hunn, déi bereet sinn, hir Intérëten da virun de Gerichter ze verdeedegen.

Wat de Contrat de concession mat RTL-CLT ugeet, esou steet am Regierungsprogramm, dass do sollen Négociatiounen stattfannen. Deen Ablack wou dat geschriwwen ginn ass géing ech soen, dass dat och richtig war.

Mä Dir wësst vläicht, Här Minister, dass mer dräi Direktive mussen ëmsetzen iwwer de Marché public. An déi hätte missen ëmgesat gi fir Enn Januar 2006. Ech weess, dass



de Ministre des Travaux publics amgaangen ass, doriwwer ze debattéieren, mä wann dat Gesetz géing elo ëmgesat ginn, da misst dee Konzessiounsvertrag menger Meenung no ausgeschriwwen ginn.

Ech géing lech also do froen, dass Dir vläicht déi nei Négociatioun an och déi nei Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics géingt nokucken, well do awer de Prinzip selwer vun de Konzessioun vu Services publics a vun Travaux - vun deenen zwee - beréiert ass, sou dass déi awer sollen zukünfteg iwwer en anere Wee wéi Négociatioun geleist ginn.

Dat wëllt vläicht net heeschen, dass sech vill Bewerber wäerte mellen - dat ass eng aner Geschicht an der Praxis -, mä ech wollt dat awer just mat ervirsträchen.

#### (Interruption)

Den zweeten a leschte Punkt, deen ech wollt uschneiden, dat ass hincweisen op eng Debatt, déi mer schonn hei an der Chamber haten, iwwert d'Firma Coditel, fir se net ze nennen, a wou d'Regierung sech engagéiert hat fir beim ILR ze kucken, ob net déi Réseauen, déi bestinn an déi vu privat Firme genotzt ginn, à l'instar vun de Réseauen am Elektreschen oder am Gas och kéinten anere Cäblodistributeuren zur Verfügung gestallt ginn, géint Rémunéatioun natierlech.

Ech weess net, ob et am Minister senge Kompetenze läit, fir dorobber ze äntwerten. Mä och hei géif ech mengen, dass et noutwendeg ass, fir déi Informatioun an och déi Konkurrenz, déi mer onbedéngt an der Mediellandschaft brauchen, dass mer déi sollten iwwert dee Wee do kënnen garantéieren.

An, Här Minister, ech wier frou wann Der mer op déi puer Froen, déi ech elo gestallt hunn, kéint äntwerten.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Thiel.

» M. Lucien Thiel (CSV).- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mat ganz vill Interessi dem Här Braz sengen Ausféierungen an Iddië gefollegt, aus engem ganz einfache Grond: Ech hu mech op eemol schrecklech méi jonk gefillt. Et huet mech genau un déi Diskussiounen erënnert, déi mer viru Joren hei am Land haten, wéi mer den 100,7 gemaach hunn. Ech mengen et bräicht een nëmme dat, wat deemools gesot ginn ass, niewent dat ze leeën, wat haut gesot ginn ass, an et kéint een et da matenees vergläichen.

Och wann den Här Braz elo net genau dat selwecht Stréckmuster geholl huet, mä esou e bësse probéiert huet, RTL e Kuckucks-gackelchen an d'Nascht ze leeën an ze soen: „Hei, dat ass öffentlech-rechtlech an dat maacht Dir mat“, mengen ech ännert dat awer näischt drun, dass, wann een esou eppes géif realiséieren, mer dann nach jett Milliounen op déi 3,6 Milliounen missten droptässelen, déi elo den 100,7 scho kascht. Well d'Televisioun ass nach e bësse méi deier wéi de Radio. Et kritt ee se eben net zum Nulltarif.

Ech bezweifelen dofir, dass, wa mer eng seriö Käschten-Notzen-Rechnung géife maachen, Här President, déi ganz positiv géif ausfallen.

Allerdéngs géif ech just wëllen un eppes erënneren, wat deemools och an der Diskussioun war a wat awer verworf ginn ass als Iddi, wat awer e bëssen an dat erageet, wat den Här Braz ugedeit huet.

Et ass deemools gesot ginn: Firwat kéinte mer net beim Radio den däitsche Modell iwwerhuelen, nämlech vun zweeten oder drëtten Programm; an deem zweeten oder drëtten Programm da gewëssen Oploue maachen, dass eenzel Servicer da vun dem Programm vum globale Fournisseur, an deem Fall RTL, géife geleescht ginn?

Wéi gesot, dass war eng gutt Iddi deemools, mä si ass verworf ginn. Ech hu se just pour mémoire elo hei gesot.

Dann zweetens huet den Här Braz vun der Medienerzéiung geschwat.

D'Medienerzéiung ass schéin a gutt, mä bei de Medie gëtt et der zwee: Et gëtt déi, déi d'Medie konsuméieren, an et gëtt déi, déi se produzéieren. An och do, well ech mech ebe méi jonk haut fillen, wollt ech drun erënneren, dass scho viru laanger Zäit, an de 70er Jore vun leschte Jorhonnert, d'Iddi opkomm war, eng Erzéiung, eng extra Educatioun, eng zousätzlech Educatioun - do huet nach kee vum „lifelong learning“ geschwat - fir d'Journalisten anzeféieren. Déi Formatioun ass dobäi hänke bliwwen, dass just eng Stagezäit vun zwee Joer agefouert ginn ass, mä et koum keng Formatioun dran.

Ech mengen et géif eis vläicht och gutt zu Gesiicht stoen - a besonnesch där Zunft, där ech jo och ugehéiert hunn -, wann ee sech nach eng Kéier Gedanke géif maachen, fir déi zousätzlech Formatioun...

#### (Interférences dues à un téléphone portable)

Ass dat mäin erëm eng Kéier?

#### (Interruption)

...nach eng Kéier an d'Gespréich ze bréngen.

Mä ech wollt eigentlech nëmme, wéi mäi Kollege Laurent Mosar...

» M. le Président.- Et schéngt nach en Handy ze goen!

» M. Lucien Thiel (CSV).- Et ass mäin. Ech maachen d'Batterie eraus.

#### (Interruptions)

Mäi Kollege Laurent Mosar huet et ugekënnegt, duerfir géif ech dann och nach ganz kuerz op d'„Télévision sans frontières“ agoen, oder op e puer Aspekter dovun.

Déi nei Direktiv, déi am Moment eréischt am Stadium vum Projet ass, wéi dat schonn ugedeit ginn ass, ass de Successeur vun där Urdirektiv vun 1989, mat där deemools de Marché unique am Fong fir d'Televisiounsiwwerdroung agelaut gouf. No enger éischter Ofännerung '97, gëtt dat hei déi zweet Adaptatioun vun deem Regelwierk. Eng Adaptatioun, déi op där enger Säit dem technesche Fortschritt am Beräich vun der Billeriwwerdroung Rechnung ze droe versicht, déi op där anerer Säit sech awer och mam Contenu ofgëtt, notament wat d'Publicitéit an den TV-Programmer ugeet - wéi de Ben Fayot et och elo grad schonn ënnerstrach huet.

Wat den technesche Volet ubelaangt, geet et dorëm, och déi nei Téléesservicer an d'Regelwierk mat eranzehuelen, déi eréischt duerch d'Digitaliséierung méiglech ginn an déi als „net lineär Servicer“ bezeechent ginn, par opposition zur „one way“-Televisioun, wéi mir se haut kennen.

Hei geet et ëm déi sougenannt interaktiv Servicer, wéi zum Beispill - dat ass dat Beispill wat ëmmer erëmkënn; den Här Calmes huet et och gebraucht - d'Televisioun „on demand“, also ëm Programmelementer oder Servicer, déi de Spectateur all Kéier dann ofruffe kann, wann et him grad drëm ass. Dat bréngt mat sech, dass all déi Virschrëften, déi sech op déi klassesch Televisioun applizéieren, speziell wat de Jugendschutz ubelaangt, elo fir d'„self-service“-Televisioun och gëlle sollen.

Wat de Contenu vun den Téléessendungen ubelaangt, ginn déi am Moment heiansdo streng Regele fir d'Reklamsbléck e bëssen opgeweecht, beispillsweis duerch d'Ofschafung vun der Limitatioun vun der Publicitéit op dräi Stonne pro Dag.

Eppes Neies, wat et allerdéngs an der Praxis scho laang méi oder weineger heemlech gëtt, ass d'Zouloosse vun sougenannten „product placement“; mir nennen dat op Lëtzebuergesch d'Schleichwerbung, an deem Fall fir Markenartikelen, déi gang und gäbe ass.

Deemächst soll se dann och autoriséiert ginn, esou dass Autoen a Limonad an elektronesch Spillgeschier - a Gott weess wat nach - an den Emissiounen ënnerbruecht ka ginn; awer ënner Konditioun, dass et am Virspan en Hiweis dorop gëtt. Wat am Fong eng duebel Publicitéit gëtt, well da seet een am Hiweis: „An dee BMW, mat deem de Kommissär elo fiert, dat ass e BMW; da wësst der et.“

Méi wichteg allerdéngs wéi deen Aspekt schéngt mer ze sinn, dass an der neier Direktiv virun allem op de Pluralismus an d'kulturell Diversitéit Wäert geluecht gëtt. Et gi wuel keng weltbewegend nei Mesuren an där Hisiicht getraff, mä iwwert de Wee vu bestëmmten Dispositiounen, wéi zum Beispill der virgeschriwwener Onofhängegkeet vun de jeeweilige Reguléierungs- an Iwwerwachungsorganen, gëtt versicht de Pluralismus vum Televisiounsugebuet ze erhale respektiv auszubauen.

Aus Lëtzebuerg Siicht sinn zwee Punkten am Zesammenhang vun der grenzenloser Televisioun besonnesch relevant: éischters de Prinzip vum Ursprongsland, an zweetens - och dat ass schonn ugeklongen - d'Problematik vum Copyright.

De Prinzip vum Ursprongsland, deemzufolleg sech d'Gesetz an d'Regele vun deem Land applizéieren, vun deem de jeeweilige Televisiounsprogramm ausgestrahlt gëtt, ass aus dueblem Grond fir eis Lëtzebuerg wichteg. Engersäits ginn eng Rëtsch Emissiounen vun eisem Buedem aus diffuséiert, inklusiv säit kuerzem eng gutt

halfe Dosen digitaliséiert TV-Programmer, déi iwwert terrestresch Frequenze vun Dideleng aus ausgestrahlt ginn. Anerersäits ënnerleien all déi sëllegen Televisiounsprogrammen, ech weess net wéi vill honnert et der sinn, déi iwwert déi vu Betzder aus gefidderten Astra-Satelliten ausgestrahlt ginn, der Lëtzebuerg Légiolatioun. Dass gëtt nach eng Kéier onmëssverständlech an där neier Versioun vun der Direktiv ënnerstrach.

Et ass wuel kaum néideg, dass een d'Bedeutung vun deem Prinzip fir eis ervirhiewe muss.

Dee Prinzip stellt en entscheidende Standuertvirdeel fir eist Land duer. Wéi an anere Beräicher och, maache mir eis awer mam Prinzip vum „pays d'origine“ bei der Televisioun net grad Frënn uechter Europa. Well dee kommerziellen Avantage, dee mir eis iwwert dee Wee sécheren, mécht muncher-ee jalous. Dass trëfft souwuel fir den elektronischen Handel zou, an deem mir mat eiser niddreger TVA jo esou prestigéies Opérateure wéi Apple, Amazon a bis viru kuerzem och AOL bei eis gelackelt hunn, wéi et och op d'Satellitegeschäft zoutreff, well net fir näischt an net fir d'lescht eis liberal Televisiounsgesetzgebung de Clientë vun der SES entgéintkënn.

Kee Wonner, dass do ëmmer erëm versicht gëtt, um „pays d'origine“-Prinzip ze rappen an en duerch de Prinzip vum „pays de destination“ ze ersetzen. Kee Wonner och, dass sech do eis Regierung ëmmer erëm an d'Geschier leeë muss, fir de Prinzip vum Ursprongsland ze verdeedegen. Bis elo ass dat hir gelongen. Mä et sief drun erënnert, dass bei de Finanzdängschtleeschungen - an dat wäerte mer deemächst hei an der Chamber och nach diskutéieren - iwwert den Internet schonn haut theoretisch de Prinzip vum Verbraucherland fest an der europäescher Légiolatioun verankert ass. Dass dee Prinzip net praktizéiert gëtt, läit nëmme just dorun, dass e schwéier an d'Realitéit ëmzesetzen ass, well soss wär dat scho geschitt.

Am Fall vun der Televisioun si mer an där méi komfortabeler Situatioun, dass do de Prinzip vum Pays d'origine am Projet de directive verankert ass. Dass wëllt allerdéngs net heeschen, dass déi aner Länner och schonn domat averstane wäeren; de Ben Fayot huet nach elo grad drop higewisen. Nach ass déi nei Direktiv nëmme an d'Projet, deen nach säin Hëndernisparcours duerch d'Instanze viru sech huet.

Déi zweet Fro, déi ech wollt uschneiden, huet mat der Direktiv selwer eigentlech näischt ze dinn, well et geet keng Rieds vun hir am Text. Indirekt ass si awer op d'mannst mat deem verbonne wat de Lëtzebuerg sech ënner dem Begrëff „Télévision sans frontières“ virstellt. Well mat där onbegrenzter Televisioun kënn et emol séier eriwuer sinn, wann déi Fro vum Copyright net iergendwa geléist gëtt.

Dir wësst jo, op allem wat esou iwwert den Écran flimmert, ob et Kinosfilmer, Showen oder Sportiwerdrounge sinn, gëtt et e Copyright, dat heescht en Droit d'auteur. Esou wéi d'Erfindung duerch e Patent protégéiert gëtt, suergt de Copyright dofir, dass den Auteur vun engem intellektuelle Wierk, ob Buch, Foto, Film oder Museksstück, net ëm d'Friichte vu sengem Schaffe bruecht gëtt. Am konkrete Beispill heescht dat, dass en Televisiounssender nëmme dann e Film programméiere kann, wann hien d'Droits d'auteur un dee bezuelt huet, deen déi Urheberrechter huet.

Elo ginn déi Rechter am Prinzip net onbedéngt fir eenzel Länner verkaaft, mä dacks aus asiichtege Grënn no de Sprochegebidd, der Sprochegeographie, déi dee jeeweilegen...

» M. le Président.- Dir musst zum Schluss kommen!

» M. Lucien Thiel (CSV).- Jo.

...TV-Sender ofdeckt. Dass ass e System, bei deem mir Lëtzebuerg ëmmer erëm risikéieren de Kierzeren ze zéien. Well éischters si mer net esou ouni Weideres engem bestëmmte Sprochenterritoire zouzeuerdnen, an zweetens stelle mer zuleméisseg esou weineg duer, dass keen et derwärt fënn sech ëm eis ze këmmen, weder deen, deen d'Rechter verkeeft, nach de Sender, dee se keeft.

Esou lande mir da gär tëscht alle Still a mir risikéieren ëmmer erëm, dass d'Télédistribeuteuren d'Bild zougedréit kréien, well se sech de Copyright net gesécherert hunn. Et soll alt emol scho virkomm sinn, dass e Minister huet missen am leschte Moment agräife fir ze verhënnern, dass e Futtballsmatch net sollt iwwerdreue ginn an dass den Écran schwaarz gi wär fir d'Dauer vum Match hei zu Lëtzebuerg.

Et schéngt wéi wann dank de wäit gestreete Relatiounen vun RTL déi fir eis esou koppeg Copyrightro eng provisoersch Léisung fonnt hätt. Wéi zolidd déi Léisung ass, sief awer dohigestallt. Duerfir kann ee sech scho froen, ob et net ubruecht ass no enger definitiver an haltbarer Solutioun ze sichen, déi eise klengstaatleche Spezifitéiten och gerecht gëtt.

Ech si mer bewosst, Här President - an ech kommen domat zum Schluss -, dass mir an deser Fro eleng dostinn, well déi aner kleng Staten all un iergendengem grousse Sproochraum hänken an domat televisiounsméisseg versuergt sinn. Duerfir bleift eis wuel soss näischt iwwer wéi eng Hausmaacherléisung ze fannen. Dohier de Wonsch un d'Regierung, sech där Saach unzehuelen a fir eng dauerhaft Léisung vun der Copyrightro ze suergen. Well éischters wëlle mer jo keng Schwaarzkuerte sinn, an zweetens wëlle mer och net enges Daags virun engem däischtere Schiirm setze wa mer grad eise Lieblingsfeuilleton kucke wëllen.

Ech soen lech Merci.

» Une voix.- Très bien.

» M. le Président.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Jean-Louis Schiltz.

» M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech si frou iwwert de Wee vun der Interpellatioun vum Här Braz hei d'Geleeënheet ze kréien, fir d'Politik vun der Regierung am Beräich vun de Medien an de Kommunikatiounen duerzuleeën. Ech hunn och mat Pléséier festgestallt, dass den Här Braz mech als en diskrete Mënsch dergestallt huet, wat mer net esou oft virkënn. Dofir sinn ech frou, dass Der dat gemaach hutt, Här Braz.

Ech wëll an engem éischte Punkt op de generelle Kader agoen. Beim zweete Punkt wëll ech all déi Froe behandelen, déi mat „Télévision sans frontières“ a mam Gesetz ze dinn hunn; am drëtten Punkt d'Konzessioun an de Service public, an da wëll ech och nach op e puer méi spezifesch Punkten agoen, déi hei virbruecht gi sinn.

De Kader ass deen - an ech halen drop -, dass mer haut net méi vun engem Mediestanduert schwätzen, mä vun engem Medien- a Kommunikatiounsstanduert. Historesch ass e gewues haaptsächlech duerch dat Partenariat tëscht Lëtzebuerg an RTL, woubäi haut d'Saache sech nach weider positiv entwéckelen. Ech kommen dorop zrëck. Derbäikomm ass d'SES. Och dat ass eng Success story wou d'Regierung e wichtige Partner ass, souwuel als Aktionär wéi och als deen, deen d'Konzessiounen do gëtt.

Wann ee vum weide Kader schwätzt, dierf ee selbstverständlech d'Printmedien net vergiessen. Mä wann ee vum weide Kader schwätzt, muss een och vun deenen Effortë vun der Regierung am Kader vum E-Business an deene leschte Jore schwätzen.

Den E-Business huet vill Potenzial, an huet weider vill Potenzial wa mer dat richteg upaken. Och dat gehéiert dozou. De Standuert entwéckelt sech gutt. Ech nennen nëmme Nimm wéi Amazon, Digital River, iTunes, Microsoft an anerer, déi sech hei ordentlech développéieren.

Dir wësst, dass anerer amgaange sinn hir Operatiounen ze verkafen. Ech schwätze vun AOL. Et ass säit dem Mount Abrëll bekannt, dass déi géifen op dee Wee goen. D'Regierung hat Kontakter op allen Niveauen an deem Kontext. Déi Ventë sinn amgaange finaliséiert ze ginn. Wat déi franséisch Aktivitéiten an déi däitsch Aktivitéiten ubelaangt, esou gesäit et net esou aus wéi wann déi géifen heibleiwen, och wann dat lescht Wuert net iwwerall do geschwat ass.

Dat huet awer näischt mat der Kompetitivitéit vum Standuert ze dinn, well et nämlech Grënn sinn, déi mat Gruppendynamik ze dinn hunn, haaptsächlech vun deenen, déi kafen, an also de Standuert doduerjer net a Fro gestallt ass. Dass Ganz beweist och, dass, wann déi Gruppe sech aus Lëtzebuerg erausdéplacéieren, se jo net nëmme weinst der TVA hei waren, wéi heiansdo gesot gouf; well wa se nëmme weinst der TVA hei gewiescht wäeren, wäere se jo hei bliwwen.



Wann ech nëmmen de fransésische Marché kucken: Den AOL-Business, dee gëtt adosséiert un de Business vun Neuf Cegetel. Deen ass dräimol méi grouss. Dann ass et net abwegeng enger Gruppendynamik, dass dat do lokalisiert gëtt, wou dräi Véiere vum Business sinn. Op jidde Fall, mir si weider dohannert a mir wäerten déi Kontakter och weider fleegen am Sënn vum Standuert. Mä, wéi gesot, anerer développée sech ganz gutt. Ech schwätze vum Amazon, Digital River, iTunes, Microsoft an anerer.

Mir hunn och an deene leschte Joren - dat wëll ech och vläicht hei soen - d'Promotioun intensivéiert; permanent Kontakter op allen Niveaue mat allen Acteuren, déi hei sinn, déi sech weider wëllen entwéckelen, mä och mat potenziellen neien. Mir brauchen do nach e Marketingsinstrument. Mir schaffen och dorunner, wat dee Secteur spezifesch soll bedéngen an der streamlinen.

Op Efforten en matière vum der Connectivitéit wëll ech haut net agoen. Do hunn ech mech scho mat der zoustänneger Kommissioun ënnerhalen. Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'Initiative vum der Regierung complémentaire Initiative sinn zu deem, wat do ass, dass se sollen en zousätzlechen Atout ginn, an dass et net drëm geet fir Leit Steng an de Wee ze geheien. Esou vill zum Kader, Här President.

Natierlech spillt och de Mediestanduert no bannen an dem Ganzen eng Roll, an et ass deen, vum deem haaptsächlech haut hei geschwat gëtt. Duerfir wëll ech dorobber agoen.

Ech mengen, dass mer kënnen haut soen, dass mer e stabilen an en diversifizierte Mediestanduert hunn, souwuel wat d'Zeitungen ubelaangt, mä awer och wat déi audiovisuell Medien ubelaangt. Dat bréngt mech dann zu der Fro vum Gesetz, an dat bréngt mech zu der Fro vum „Télévision sans frontières“. Ech erënneren drun, dass am Joer 2002 hei - ganz vereinfacht gesot elo - iwwert d'Autorité de régulation diskutéiert ginn ass, iwwert de Service public diskutéiert ginn ass, iwwert den Accès zu de Frequenzen an iwwert d'Veinfachung vun där ganzer administrativer Landschaft diskutéiert ginn ass.

D'Regierung huet dat 91er Gesetz an der Foulée vum der deemoleger Direktiv op den Instanzewee geschéckt. Dat wëlle mer och dës Kéier maachen. Mir wëllen nämlech net zweemol ufänken. An dofir ginn et gutt Grënn; wat net heescht, dass mer eis punktuellen Adaptatiounen direkt verschléissen, am Contraire.

Am Dezember 2005 huet d'Kommissioun en neien Text, wat d'Direktiv ubelaangt, virgelleucht. Deen Text ënnerläit dem Prinzip vum der Codécision. An den Här Fayot huet et gesot: Déi éischt Lecture am Europaparlament ass amgaange preparéiert ze ginn. Si fënnt am Mount Dezember vum deem Joer statt. Ech ginn dovun aus, dass et net bei enger Lecture wäert bleiwen.

Déi Froen, déi opstinn an déi amgaange sinn diskutéiert ze ginn, sinn zum Beispill déi vum Champ d'application. Sinn déi net lineär Servicer dran? Wat fir eng net lineär Servicer sinn dran? Wéi ass et mat de Regele vum der Publicitéit? Wéi gesi se am Endeffekt aus? Derbäi kënnt d'Fro vum der Konvergenz, dass heescht, dass mer iwwer verschidden technesch Weeër deen nämleche Contenu an Zukunft wäerten accessibel kréien.

All déi Froe féiere mech dozou fir deen Text, d'nämleche wéi '91, an der Foulée vum där Direktiv ze maachen, an net fir elo deem virzegräif an dann erëm eng Kéier musse bei null unzefänken. Dat mécht kee Sënn soulaang mer de Champ d'application net kennen.

Ausserdeem mengen ech, dass et wichteg wär, dass, wéi den Här Braz et richtig gesot huet, elo wou d'digital Télee hei zu Lëtzebuerg demarréiert, a gutt demarréiert, méi séier wéi op deenen anere Plazen - mir sinn also do nach eng Kéier bei de Virreider, dank deenen Accorden, déi d'Regierung mat RTL getraff huet -, och dat eppes ass, wou ech net wëll an d'Blannt era reglementéieren. Och dat erkläert, dass mer reglementéiere wäerten, wa mer all Parametere kennen.

An dann deen essenzielle Punkt fir Lëtzebuerg, ech denken do si mer eis all eens hei, dass ass dee vum Principe du pays d'origine. D'Ausrichtung vum deem Gesetz hânt och dovun of, wat bei där Diskussioun erauskënn. Ech wëll hei drop hiweisen, dass mer mat enger Majoritéit qualifié wäerte stëmmen, dass heescht also: Et geet net duer, dass ech Nee soen. Dass ass also ee vun deenen Dossieren, déi säit Dezember 2005 an och scho virdrun - well mir wouste jo wat kéim - e groussen Deel vu menger Zäit an Usproch huelen.

Ech wëll net op den Detail vun deenen Diskussiounen hei agoen, mä ech wëll lech op jidde Fall soen, dass d'Regierung sech fir dee Prinzip wäert asetzen. Mir wäerten net d'accord si mat enger Remise en cause vum Prinzip. Ech denken awer, dass d'Kooperationsméglechkeeten, wa se dann uerdentlech orientéiert sinn téschent deene verschiddenen Autoritéiten, sécherlech eppes si wat mer géife kucken. Mä awer net, wann et drëm geet fir déi Kooperationsméglechkeeten opzemaachen op Basis vum engem Procès d'intention, wéi Verschiddener dat wëllen, mä bei constatéierten Abusën.

Dat ass e bëssen d'Richtung, wou et higeet. Ech kann lech elo net soe wou a wéini mer do genee erauskommen. Mäi Pronostic ass allerdéngs deen, dass et ënner d'äitscher Présidence duerchaus méiglech ass, dass dat hei zu engem Schluss gefouert géif ginn.

Mëttel- a laangfristeg geet et eis drëm fir e kompetitive Kader opzebauen, ze erhalen an auszubauen. Dat huet mat all deene Punkten, déi ech virdrun ugeschwat hunn, eppes ze dinn. Et geet eis drëm fir fir lëtzebuergesch Besoinen e Service public de qualité kënnen ze hunn. Dass ass dat, wou mer eis global wäerten hinorientéieren. Ech soen awer nach eng Kéier, dass, och wa mer d'Gesetz net ganz op den Instanzewee wëlle schécken, ech mech net wäert punktuellen Adaptatiounen verschléissen. Ech wäert an deem Sënn herno och eng Proposition maachen.

Den drëtte Punkt ass dee vum Service public a vun der Konzessioun. Ech wëll als Virremarque dozou soen, dass et international Definitioune vum Service public gëtt. Elo wëll ech emol d'Fro hei stellen, ob et dann néideg ass déi international Definitioune nach an e Gesetz ze kleeden hei zu Lëtzebuerg oder ob, wa mer se am Konzessionsvertrag stoen hunn a se en plus um internationalen Niveau bestinn, dass net duergeet.

Ech wëll och an Erënnerung ruffen, dass an de Joren 2000 bis 2002 der vill gesot hunn, dass et géif bierra goen, dass dat guer net garantéiert wär wéi et géif weidergoe mat deem Mediestanduert, dass mat de Changeementer am Aktionariat vun RTL et iwwerhaapt net sécher wär, wou mer géifen hi-go. Et sinn der och, déi gesot hunn: Déi Frequenze sinn iwwerhaapt näischt méi wäert.

Haut kann ech soen, dass mer am existente legale Kader dee Konzessionsvertrag erneiere wëllen, fir dee Partenariat weider ze festegen am Sënn vum Site. Hei geet et och drëm, fir laangfristeg ronn 500 Aarbechtsplazen ofzesécheren. Op där enger Säit brauche mir als Regierung Planungssécherheet an de Grupp RTL brauch och Planungssécherheet. An da kënnt och déi Fro vum de Budgetsmoyenen, wou et de Moment net zur Diskussioun steet, dass Budgetsmoyenen direkt op der Dépensésäit deem Programm wäerten zougewennt ginn.

De Premier huet virun engem Joer op dës Plaz gesot, dass mer am Sënn vum där Planungssécherheet déi Diskussiounen ufänke géifen. Mir sinn also säit engem Joer amgaangen ze verhandelen. Déi essenziell Parametere stinn. D'Texter sinn och amgaange fäerdeg gemaach respektiv ausgeschafft ze ginn. An ech si frou, wéi gesot, fir d'Geleeënheet hei ze hunn op déi Parametere anzezoen, wat der zwee oder dräi sinn:

Deen een ass eng grouss Continuitéit, wat den Ankrage hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. Deen zweeten ass eng Continuitéit och am Service public, e Service public, deen definéiert, prezisiéiert a verbessert wäert ginn.

Fir d'éischt, wat den Ankrage luxembourgeois ubelaangt, esou kann ee grosso modo soen, dass am Kader vum deem neie Konzessionsvertrag de Standuert stabiliséiert wäert ginn. Dass schléit sech doranner nidder, dass déi Belsch an hollännesch Programmer vum elo un exklusiv vu Lëtzebuerg aus ofgewéckelt wäerte ginn, net wéi de Belsche Programm fréier deelweis an der Belsch an deelweis hei.

De Siège bleift och hei. Den Headquarter, fir en englescht Wuert ze gebrauchen, ass och hei zu Lëtzebuerg. Conseil-d'administra-

tion-s-Sitzunge fannen zur Majoritéit hei zu Lëtzebuerg statt. De President vum der CLT-UFA wäert e Lëtzebuerg bleiwen, he kënnt och an de Conseil d'administration vun RTL Group, de Kommissär wäert bestoe bleiwen. Alles dat sinn Elementer, déi sech an deem Kontrakt erëmfanne wäerten. An alles dat sinn Elementer, déi dee Lëtzebuerg Ankrage wäerte stabiliséieren an och à long terme um Horizont 2015/2020 festschreiwen.

Mir sinn och an Diskussiounen wat nei Aktivitéiten ubelaangt. Dir wësst, dass am Summer IP International hei op Lëtzebuerg komm ass, a mir hunn, souwuel de Statsminister wéi ech selwer och, Kontakter mam Aktionär a mat deenen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, op regelméisseger Basis, fir och nei Aktivitéitsfelder ze erkunden.

Wéi an der Vergaangenheet - an domat kommen ech op de Service public - finanzéiert sech de Service public deelweis iwwert d'Publicitéit. De Solde iwwerhëlt d'CLT-UFA souzesoen als Contrepartie vun de Konzessiounen. Wichteg ass et mer fir zrëckzebehalen, dass de Finanzement vum Service public kann ofgewéckelt ginn ouni dass mer op der Dépensésäit Budgetsgelder missten deem Finanzement zougewinnen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Elo ass et selbstverständlech, an domadder äntweren ech op d'Fro vum Här Braz, dass, wa mer massiv Budgetsgelder hätten a géifen décidéieren déi engem Service public oder engem zweeten oder engem drëtte Service public zougewinnen, mer méi kéinte maachen. Ob mer et besser kéinte maachen, dat woen ech ze bezweifelen.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass dee Service public jo zum gréissten Deel iwwert de Wee finanzéiert gëtt vum der Contrepartie zu de Konzessiounen. Dass heescht op der Dépensésäit gi keng Budgetsgelder eraus, mä d'öffentlech Hand ass mat dran, iwwert de Wee vun deem Finanzement, iwwert de Wee vun de Konzessiounen.

Elo kennt Der alleguerten d'Budgetscontrainten, an dann, wann ee wëllt méi maachen, stellt sech do selbstverständlech d'Fro vum der Émschichtung, dat heescht: Wat mécht de Kommunikationsminister am Beräich vum deem Departement, wou hien d'Responsabilitéit huet, an Zukunft dann net méi, wann hien op de Wee wëllt goe vum deem Finanzement? An den Här Thiel huet lech d'Zuel vun 3,6 Milliounen genannt.

Ech gi jo net dovun aus, dass Der wëllt, dass ech déi Gelder, déi de Moment der Filmindustrie zougewennt ginn, wou Der selwer gesot hutt, dass se géif gutt fonctionnéieren - ech hoffen, dass mer dat den Owend iwwereng nach eng Kéier wäerte bestätegt kréie mat engem Film vun deem ech mer vill versprächen -, dass ech iwwert dee Wee Saache géif émschichten.

An da muss een och wësse vu wat ee schwätzt. Den 100,7 - den Här Thiel huet et gesot -: 3,6 Milliounen Euro d'Joer. Am Koalitionsaccord steet am Iwwereng och näischt vum engem zweeten oder drëtte Service public.

An dann, mengen ech, qu'il faut raison garder: An engem Land vu 450.000 Leit gesinn ech eis net dräi, fënnf oder aacht Service-publicen organiséieren. Wa mer dat, wat mer hunn, kéinten zum Beispill méi engem breede Publikum zougängelech maachen, wär ech scho frou. Wa mer géifen eng Lösung fannen - ech mengen, den Här Fayot huet dovunner geschwat - fir d'Malentendéit mat anzebannen, dann hätte mer schonn dat wat do ass engem méi grouse Publikum zougängelech gemaach.

D'Fro sief och erlaabt, ob dee Wee, fir mat enger Traduction ze fueren, fir déi Leit, déi net Lëtzebuergesch schwätzen, nach en zäitgeméisse Wee ass.

Da wëll ech nach vläicht dobäi soen, dass am Kader vum där Debatt mir eigentlech e bëssen d'Visioun vum der Zukunft och feelt, an dass ech frou wär wann ech kéint mat der Chamber doruwwer diskutéieren. D'Télee gëtt haut ganz vill vun de Leit selwer gemaach, „Current TV“ ass e Beispill, wat och ab Lëtzebuerg ofgewéckelt gëtt, et leeft vill iwwert den Internet vum der zweeter Generatioun, YouTube, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

Nach eng Kéier: Selbstverständlech ass et esou, wa mer massiv Budgetsgelder kéinten zur Verfügung stellen, da kéinte mer méi maachen. Mä ass all deene Grënn fäerten ech, dass dat net um Ordre du jour ass; Abstraction faite vun der Fro, ob méi och besser wär.

Dann hunn ech gesot, dass mer am Kader vum neie Konzessionsvertrag de Service public wäerten definéieren, prezisiéieren a verbesseren. Ech maachen dat gären u siwe Punkte fest:

Éischtens hu mer eis, wat d'Definitioune ubelaangt, um Ausland inspiréiert, dass heescht un deenen internationalen Definitioune, ob dat Resolutioun vum Europaparlament sinn oder Resolutioun vum der Conférence interministérielle vu Prag aus dem Joer 1994. Dass heescht, déi Definitioune wäert sech also am neie Vertrag erëmfannen.

Et kënnt och eng Referenz dran - domat äntweren ech op eng Fro vum Här Fayot - op d'Charte des devoirs des journalistes, op de Code de déontologie, wat also och zu där Prezisioun an där Verbesserung wäert bäidroen.

Drëtte Punkt, d'Programmer en matière de formation et en matière de formation continue, déi bestinn an déi ausgebaut wäerte ginn, ginn och eng Partie intégrante vun den Engagementer vun RTL à l'égard vum der Regierung.

Véierte Punkt: Déi generell Engagementer, déi an deem Vertrag wäerte stoen, sinn och generell Engagementer, déi Bezuch huelen op d'Protektioun vum Privatlieden, op d'Dignitéit, op d'Violence, op d'Droits de la personne an esou weider an esou fort.

Fënnefte Punkt: Déi Lëscht vun de groussen Événementen, déi gratis ze couvréieren sinn, kënnt och an dee Vertrag dran. An déi Lëscht ass adaptabel.

Sechste Punkt: D'Regierung kritt d'Méiglechkeet fir Enquête maachen ze loosse wat d'Qualitéit vum Programm ubelaangt, selon des standards internationaux. An ech halen drop fir ze soen Enquête „maachen ze loosse“. Mir maache se selbstverständlech net selwer, well mer dozou net outilléiert sinn.

An da kréie mer och d'Méiglechkeet am neie Vertrag fir Auditen ze maachen, wat de Finanzement vum Service public ubelaangt.

Alles dat dréit, wéi gesot, zu där Definitioune, där Prezisioun an där Verbesserung vun deem Service public bäi. Dass sinn déi Parametere, déi sech aus den Diskussiounen erausschlielen. Dass sinn also alles Parametere, mengen ech, déi par rapport zu deem, wat '91 do war, par rapport zu deem, wat am ale Konzessionsvertrag do war, eng besser Definitioune, eng Prezisioun an och eng Verbesserung wäerten duerstellen.

Ech kommen dann op de Punkt vum der Surveillance vun de Programmer. Ech stelle fest, dass à des degrés divers de Wonsch hei ausgeschwat ginn ass no enger Surveillance, déi anesch orientéiert wär. Ech hu gesot, dass et net bereet wär de Moment e Gesetz iwwert dat Ganzt op den Instanzewee ze schécken. Dass géillt dann och fir d'Régulation. Dass ass ëmsou méi wouer, dass en fonction vum dem Resultat, wat de Champ d'application zum Beispill vum der Direktiv ubelaangt, jo d'Kompositioun vun där Kommissioun eng aner ass an och d'Missionen anerer sinn.

Actuellement gi 16 Programmer vu Lëtzebuerg aus surveilléiert. Ech denken, dass de Conseil national des programmes eng gutt Aarbecht mécht, déi Programmer effektiv surveilléiert, sech de Plainten unhëlt. Et ass selbstverständlech alles nach ëmmer verbesserungsfäeg. Ech wäert à court terme en Text op den Instanzewee schécke fir niwint där Persoun, déi elo Fulltime do schafft, och de President zu engem Fulltimejob ze maachen, fir dass mer et do och nach kënnen an Zukunft besser maachen.

Mëttel- a laangfristeg stellt sech d'Fro vum der neier Gewichtung vun där Entitéit, wéi se am Koalitionsaccord drasteet. Dass ass, wéi gesot, eng Fro, déi mat „Télévision sans frontières“ ze dinn huet. Et ass awer och eng Fro, déi mat budgetäre Froen ze dinn huet, well mer wëssen iwwert d'Commission nationale pour la Protection des Données, wa mer eng ganz Administratioun opbauen, wat dat eis kascht. A mer mussen dann eng Kéier driwwer diskutéieren, ob mer dee Wee fir elo vun engem Fulltime op zwee Fulltimen ze goen - ech schwätze vu 16 Programmer hei, et sinn och nach aner Leit, déi selbstverständlech hëlfe den déi Programmer ze surveilléieren, déi awer net do ugestallt sinn -, ob mer weider op dee Wee ginn, vläicht op dräi, oder ob mer carrément op de Wee gi fir alles ëmzepolen.

Ech denken, dass...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech si bal fäerdeg.

...wa mer op de Wee scho géife goen, fir een méi ze hunn, et da scho besser wär.

Dir erlaabt mer just awer vläicht nach fir ee Wuert ze soen iwwert d'Éducation aux médias an och ee Wuert iwwert d'Droits d'auteur.

» M. le Président. - Zwar awer kuerz, Här Minister.



Jeudi,  
12 octobre 2006

►►► **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*. - Et ass meng an der Educationministesch hir fest Absicht, Här President, fir, wat d'Éducation aux médias ubelaangt, am nächste Joer konkret Initiativen ze presentéieren, déi souwuel d'Zeitunge wéi déi audiovisuell Medie wäerte méi no bausse bréngen am Sënn vun der Éducation aux médias.

Wat d'Rechterfro ubelaangt, géif ech gäre soen, datt ech ëmmer gedréckt hunn, fir datt mer do eng Léisung géife fannen. Ech hunn och ëmmer gesot - ech hunn dat d'leschte Kéier hei an der Debatt gesot -, datt déi net zum Nulltarif ze kréie wäert sinn. Dat heescht, wa mer während Jore fir näischt Télé gekuckt hunn iwwert d'Grenz als Zaungast, dann ass dat an Zukunft an enger digitaler Welt eriwuer. Ech denken, datt d'Privatinitiativ, ob dat d'Produzente sinn, d'Auteurs oder RTL respektiv all déi dräi zesummen, wäert an déi richteg Richtung goen, fir datt mer do kënnen annonceréieren, datt mer dat fir déi nächst Jore wäerte geléist hunn.

E lescht Wuert wat d'Digitalisatioun ubelaangt. Mir sinn op de Wee gaange vun der Digitalisatioun; d'Digitalisatioun erlaabt et Programmer ze kompriméieren, se erlaabt et also méi Programmer ze diffuséieren, méi Programmer iwwer verschidde Kanäl, och iwwert déi nämlech Frequenzen, esou datt mer net brauchen op de Wee ze goe fir an ee Programm aner Programmer ze integréieren. Et ass genuch Plaz an deenen nächste Jore fir dat ze maachen a fir all déi Programmer ze diffuséieren am aktuelle Kader. Et besteet och en Échange de lettres tëschent Regierung an RTL, wou RTL och deenen aner offréiert, mat op dee Wee ze goe vun där Digitalisatioun.

Ech soen lech Merci.

►►► **M. le Président**. - Merci, Här Minister. Den Här Braz huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

►►► **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur*. - Jo. Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier zwou Remarquë maachen.

Déi éischt ass déi: Firwat hu mer eis schwéierpunktméisseg op de Konzessionsvertrag de Mëtte bei dëser Interpellatioun agelooss? Et ass ganz einfach: Well dee laut eisen Informatiounen schon net méi wäit dovun ewech ass fir kënnen zu engem Ofschloss ze kommen. An der Regierungserklärung steet, dass virum Enn vun dëser Mandatsperiod déi Gespréicher sollen ugefaangen hunn, fir dass se 2010 fäerdeg sinn. Fakt ass awer, dass se scho ganz wäit fortgeschritt sinn.

Eis als gréng Fraktioun geet dat net duer ze wëssen, dass e Verrieder vun der CLT-UFA mat lech als Minister sech eens gëtt. Wann dee Vertrag, deen Der elo diskutéiert, nees eng Kéier eng Lafzäit kritt vu 15 Joer, da schwätze mer elo dovunner, dass Dir ënner véier Aen de Service public télévisuel bis 2025 amgaange sidd ënner lech auszuhandelen. Do schwätze mir gären e bësse méi mat!

Ech ginn lech natierlech ganz Recht wann Der sot: Jo, mat méi Moyenë kann een alles maachen. Dat ass an der Rei. Et huet keen dofir plädéiert, dass mer dat mar scho musse maachen, déi Iddi vum Ausbau vum Service public.

Par conter musse mer elo an deene Verhandlungen, déi Der féiert, dofir suergen, dass déi Iddi fir op deem Kanal dat, wat anerer produzéiert hunn a wat Drëtter bestallt hunn, kënnen do drop ze kréien. Wann de Vertrag bis steet, da steet en. A mir sinn der Meinung, dass d'Chamber misst bei deenen dote Froe matschwätzen, well et net si kann, dass sech an esou engem klengen Krees drop verstänneg gëtt wéi d'Télévision de service public bis d'Joer 2025 ofschléissend ze beäntweren ass.

Déi zweet Remarque, déi ech nach maache wollt, an ech wär och frou wann ech nach eng Kéier vum Minister kéint, wann den Här President dat erlaabt, eng ganz kuerz Äntwert op déi Fro do kréien: D',Télévision sans frontières"-Direktiv, mir wëlle vun lech als Minister wëssen, ob Der lech am Conseil kloer dofir ausschwätzt...

Iwwregens, Stéchwuert „Service public“ bei der Televisioun virudrun, wou Der wierklech net bereet sidd, een Cent - een Cent! - och nëmme hei op den Dësch ze leeën, emol net verbal, fir an déi Richtung ze goen. Do wëlle mir lech als gréng Fraktioun just soen, dass dat fir eis eng Fro ass vun der nationaler Identitéit, dee Message vum Service public, déi zumindest esou wichteg ass wéi déi vun engem roude Léiw op engem Fändel.

►►► **Une voix**. - Très bien.

(*Interruption*)

►►► **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur*. - An d'Fro un lech ass, ob Der am Conseil vun de Ministere bereet sidd,...

(*Interruption*)

...kloer dofir ze plädéieren oder net, dass an Europa eng national onofhängeg Mediekontroll stattfënnt, ob Lëtzebuerg sech kloer dofir ausschwätzt oder net.

A lescht Fro: Ob et och kloer ass, dass Dir als Verrieder vu Lëtzebuerg géint - wéi den Här Thiel se genannt huet - d'Schleichwerbung anriet, oder ob d'Lëtzebuurger Haltung do net esou kloer ass?

►►► **M. le Président**. - Merci, Här Braz. Den Här Minister nach eng Kéier kuerz.

►►► **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*. - Här President, ech wëll Folgendes dem Här Braz soen: Dat Éischt, dat ass, mir sinn elo ee Joer laang amgaangen ze verhandelen. A wa mir verhandelen a wa mir schaffen, da schaffe mir.

(*Interruption*)

Dofir brauch ee sech net ze wonneren, datt ech hei öffentlech Parametere duerleeën. Wann Dir mech net interpelléiert hätt, Här Braz, wär ech dat an d'Kommissioun maache komm. Dofir sinn ech dankbar, datt Dir mech interpelléiert hutt, da kann ech dat hei duerleeën.

Dir schwätzt - dat ass mäin zweete Punkt - nach eng Kéier dovunner, datt mir alles müssen op ee Kanal leeën. Ech soen lech nach eng Kéier, datt d'digital Welt et net néideg mécht, datt mir alles op ee Kanal leeën. Ech géif dorëm bidden, och vläicht eng Kéier iwwert d'Televisioun vun der Zukunft hei ze schwätzen an net an alen Denkschemen hänken ze bleiwen.

Wat d',Télévision sans frontières“ ubelaangt, Här Braz, ass aktekundeg wat ech gesot hunn, well déi Debatt war öffentlech, gell! A wann Dir d'Debatt och net selwer suivéiert hutt, mä d'Agencen, déi hu gesinn, an Dir hätt gesinn, wie sech fir de Principe du pays d'origine agesat huet.

Mäi Combat zu Bréissel, Här Braz, am Numm vun der Lëtzebuurger Regierung an am Intérêt vum Lëtzebuurger Land ass dee vum Pays d'origine.

Et ass evident, Här Braz...

(*Interruption*)

Dach, et ass d'Äntwert.

(*Interruption*)

Et ass evident, Här Braz, datt mir hei zu Lëtzebuerg eng onofhängeg Kontrollinstanz hunn, an zu Bréissel, cela relève du domaine de l'évidence.

(*Interruption*)

Esou steet et am Gesetz. Cela relève du domaine de l'évidence, datt déi Programm vun enger onofhängeger Entitéit surveilléiert ginn, dofir brauch ech och net zu Bréissel dat op mäi Fändel - wat fir e Fändel et och ëmmer ass, Här Braz - ze schreiwen.

Ech soen nach eng Kéier, datt ech mat Ärer Ennerstëtzung mech weider wäert asetze fir de Principe du pays d'origine, mä ech soen awer och nach eng Kéier ganz kloer hei an der Chamber: Et gëtt mat der Majorité qualifizéiert ofgestëmmt; ënnerschätzt dat net!

►►► **M. le Président**. - Voilà. Domadder si mir um Enn vun dëser Debatt ukomm. D'Debatt ass, Här Braz, elo ofgeschloss, a mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet iwwert d'Streebommen.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chambersreglement festgehalen. Den Här Goerens als Verrieder vun der DP-Fraktioun huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktiounen fënnf Minutten an d'Sensibilités politiquen zwou Minutten. D'Wuert huet elo den Här Charles Goerens als Verrieder vun der DP-Fraktioun.

### 3. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions

►►► **M. Charles Goerens** (*DP*). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet haut ëm d'Streebommen. En fait ass een erstaunt, datt et am Fong eng Einzahl gëtt vum Term Streebommen, well wann ee gesäit, wéi deen Type d'armes fonctionnéiert, dann ass et net eng Bomm, mä et sinn ëmmer méi Bommen, déi sech an engem ganzen Ensembl erëmfannen.

Bei der Explosioun vun de Streebommen ass et nämlech esou, datt bei der Initialzündung een Deel vun de Composanten explozéiert. Dat huet een direkten Impakt op déi Plaz, wo se néierfält. An deen aneren Deel, déi Composanten, déi intakt bleiwen, déi kënnen spéider an d'Luucht goen duerch de Kontakt mat Objeten, Persounen, Déieren, an am schlémmste Fall sinn et Kanner, déi normalerweis op déi Plaze spille ginn, déi inconsciemment a Kontakt komme mat Objeten, déi am Fong ganz harmlos aussesinn.

Mir hunn d'Initiativ geholl, well d'Problematik ass reell. Ganz no bei eis an Erënnerung ass nach d'Problematik am Libanon, wou Teppecher vu Streebommen ausgeluecht goufen duerch déi israelesch Arméi, wat och vu ganz vill Observateuren als eng Verletzung vum Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet ugesi ginn ass, eng Appréciatioun, där ech net eleng mech kann uschléissen.

D'Problematik ass reell, well virum Libanon waren et aner Länner, déi drénner ze leiden haten an och nach ze leiden hunn. Ech denken un de Laos, ech denken un de Vietnam, ech denken un Albanien, Bosnien, Kroatien, Eritrea, Äthiopien, Irak, de Sahara occidentalt. Et sinn am Fong 21 Länner, déi bis elo als Victimen opgefouert ginn op der Lëscht vun Handicap International; an et gëtt 34 Länner, déi als Producteuré vun där redoutabler Waff gëllen: ënner anerem Südafrika, d'Bundesrepublik Däitschland, Argentinien, d'Belsch, Bulgarien, Rumänien, Korea - Nordkorea, Südkorea -, Frankräich, Griichenland an esou weider.

Et feelt net u Stëmmen, déi de Recours op dese System vu Waffe condemnéieren. Ech huelen eng ganz prominent eraus: déi vum Kofi Annan, dee betount - wat mir alleguer wëssen, mä et ass awer wichteg, datt et vun him kënnt -, datt d'Streebommen haapt-sächlech zivil Affere maachen, an datt se och den Développement socio-économique à long terme behënnere respektiv onméiglech maachen. Besonnesch an deene Géigenden, wou se larguéiert goufen, hu mer u Laangzäitfolge vun deem doten Typ vu Waffenausbreedung ze laboréieren.

Et ass och net esou, wéi wann d'international Communautéit dat dote bis elo reaktiounslos higeht. Et gëtt ganz couragéiert Schrëtt an déi Richtung, an ee vun deenen, déi bis elo am wäitste gaange sinn, mengen Informatiounen no, ass d'Belsch, déi am Juni 2006 e Gesetz a Kraaft gesat huet, wat d'Produktioun, de Stockage an d'Utilisatioun vun deem doten Typ vu Waffe verbitt. Ech soen elo Courage, well dat och bei hinnen de Verloscht vun enger Partie Aarbechtsplazen implizéiert, well si ware selwer Producteurs.

Bei eis huet dat net deen Impakt, wa mir op dee Wee ginn - an ech mengen, mir sollen op dee Wee goen -, mä et huet awer e ganz aneren Impakt. Mir reien eis dann an eng Serie vun Initiativen an, besonnesch am Ufank, déi da finalement den Droit international wäerte pénétréieren respektiv imprägnéieren. A mir setzen eis do un d'Spëtzt, wa mir duerno och déi Motioun unhuelen, déi ech hei déposéieren, vun enger Bewegung, déi mat deem doten Typ vu Waffe wäert fäerdeg ginn. Well d'Konsequenze si katastrophal.

Dat gesäit och d'Tschechesch Republik an, zum Beispill, déi, vun elo un, sech selwer als Disziplin operleert, net méi op esou Type vu Waffenzréckgräife respektiv och de Stockage vun deeneselwechten ze verbidden. A Frankräich gëtt et méttlerweil dräi Propositions de loi, déi souwuel an der Assemblée nationale wéi och am Sénat diskutéiert ginn. Et sinn iwwer honnert Questions parlementaires gestallt ginn iwwert déi do Problematik an et wäert am Dezember zu deene virgenannten Diskussiounen kommen.

An Däitschland ass d'Situatioun e bësse méi differenziert. Och do besteet Ähnlechkeet an der Opfaassung iwwert deen ex-crabelen Impakt vun de Streebommen op d'Zivilbevölkerung. An d'Intentioun geet dorop eraus, fir déi bestehend Waffensysteme ze ersetzen duerch aner, déi kënnen méi selektiv agesat ginn. Datselwecht gëllt och fir aner Länner, dont notament d'Schwäiz.

Ech erënneren och drun, datt d'Europaparlament schon 2004 fir e Moratoire plädéiert huet. E Moratoire, dee virgesäit, datt op d'Utilisatioun an d'Produktioun, op de Stockage an och op de Commerce vun deene Waffe soll verzicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et huet och mat Kohärenz vun de Politiken ze sinn. Mir sinn e Land wat relativ vill Suen opbréngt fir d'Entwécklungshëllef: 0,85%, a mir peilen 0,9% un, an et ass geplangt fir méttelfristeg eng Kéier op 1% ze kommen. Alleguer déi Gelder, déi mussen opbruecht gi fir d'Eliminatioun vun deem doten Typ vu Waffenzu finanzéieren, dat sinn natierlech

Ausgaben, déi éligibles sinn au titre vun der Aide publique au développement. Déi Suen, déi fir déi do Aktiounen gebraucht ginn, déi feelen natierlech duerno bei anere Programmer.

Net datt een dat do net soll maachen, mä wann ee wëllt preventiv wierken, huet ee besser, et verzicht ee vun elo un op den Asaz, op d'Produktioun vun deem doten Typ vu Waffenzu, da brauch ee se duerno och net mat Gelder ewechzemaachen, déi dréngend gebraucht ginn, fir d',Millennium Development Goals“ ze erfëllen.

All déi Considératiounen - an déi wichtegst ass nach ëmmer déi, datt de Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet verletzt gëtt an där heiteger Gestiou vun Konflikter - bréngen mech dozou, fir der Chamber eng Motioun ze proposéieren, déi d'Regierung invitéiert fir ze légiféréieren an an der Foulée vun deem, wat d'Belsch gemaach huet, och hei am Land déi Interdictioun vum Stockage, vum Handel a vun der Vente vu BASMen ze maachen.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que le recours aux bombes à sous-munitions (BASM) est responsable de nombreuses victimes et en particulier parmi la population civile;*

- *considérant par ailleurs que longtemps après leur utilisation des composantes d'une BASM restées intactes lors de son emploi peuvent encore mutiler voire tuer de nombreuses personnes entrant en contact avec celles-ci;*

- *considérant que de ce fait, les risques liés à ces composantes non explosées de BASM peuvent s'apparenter à ceux liés aux mines antipersonnel et transformer ainsi pratiquement le lieu de leur utilisation en une zone interdite pour une très longue période;*

- *rappelant que la destruction des composantes non explosées requiert des efforts humains et financiers considérables du fait de leur répartition inégale sur le terrain et de leur instabilité;*

- *considérant que l'utilisation des BASM, frappant sans distinction objets militaires et populations civiles, rend pratiquement illusoire l'application de discrimination imposée par le droit international dans toute intervention militaire;*

- *considérant de plus que les BASM, par leur faculté de saturation d'une large zone, vont à l'encontre de ce même droit international qui impose le respect du principe de proportionnalité par rapport à la valeur d'un objectif militaire;*

- *rappelant enfin les initiatives nationales qui ont conduit à la réussite du Traité d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production, du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;*

*invite le Gouvernement*

*à se joindre aux initiatives internationales visant une interdiction générale des BASM et à procéder à l'élaboration d'un projet de loi portant sur la même interdiction et plus précisément sur la fabrication, la vente, le stockage et l'utilisation des BASM.*

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Laurent Mosar.

Ech wëll net op d'Destructioun vu Stocke pochen, well mir hu keng Stocken hei am Land, souwäit ech informéiert sinn, sou datt mir dat net brauche virzugesinn, mä et ass jo awer implizit am Wording vun dem Dispositiv dran.

Dee wëll ech och virliesen: «...invite le Gouvernement à se joindre aux initiatives internationales visant une interdiction générale des BASM...» - des bombes à sous-munitions - «...et à procéder à l'élaboration d'un projet de loi portant sur la même interdiction et plus précisément sur la fabrication, la vente, le stockage et l'utilisation des BASM.»

Ech hunn och virudrun mat Kollege geschwat aus deene verschiddene Fraktiounen. Si sinn alleguer bereet, fir hiren Accord dozou ze ginn, well et ass och mat der Regierung geschwat ginn, déi - mengen ech - do och keng Schwierigkeeten huet.



Mir wiere frou, wa mir also haut kënnen een Akt setzen, deen och bekannt maachen dobaussen, an eis doduerch un d'Spëtzt vun enger Initiativ stellen, déi à l'instar organiséiert gëtt vun deem, wat scho bei der Interdiction vun de Mines antipersonnel zu engem Erfolleg gefouert huet, nämlech a Form vum Traité d'Ottawa sur l'interdiction de production, de stockage et de pose de mines antipersonnel.

Wa mer dat maachen, si mer also konsequent mat eis selwer; mir si kohärent mat der Politik, déi mer gemaach hunn, a mir verbidden en Typ vu Waffen, deen nach méi redoutabel ass wéi dee vun de Mines antipersonnel, well déi Minne ginn normalerweis no engem Plan de pose ausgeluecht, op deem een och nach duerno kann no engem gewëssene Schema erkennen, wou se eventuell kënnen leien.

Dat Redoutabelt bei de Streebommen ass och, datt déi Compositanten, déi intakt bliwen an déi um Buedem drop laueren, datt se a Kontakt mat engem Objet oder enger Persoun kënnen explodéieren, pêle-mêle dorëmmer leien, sou datt et quasi onméiglech ass fir do systematesch un hir Eliminatioun erunzegoen.

Dat si Saachen, déi kënnen mer eis erspueeren doduerch, datt mer deene Prinzipien, deene mer ëmmer d'Wuert rieden, effektiv Dote folge loosse.

Ech gi mat ganz vill Serenitéit an déi Debatt a soen lech och Merci, datt Dir mir esou laang nogelasschert hutt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den éischte Riedner ass den honorablen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

» **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte wollt ech ënnersträichen, wéi wichteg mir et fannen, datt haut d'Chamber sech mat der Problematik vun de Streebomme befaasst, déi duerch e rezente Konflikt am Libanon op dramatesch Aart a Weis de Wee zréck an d'Aktualitéit fonnt hunn.

Obwuel den Asaz vu Streebommen haut méi wéi soss hefteg ëmstridden ass, goufen dës Bommen an rezente Konflikt tëschent Israel an dem Libanon massiv ugewannt. Als absolut onmoralesch a schockéierend huet den UNO-Koordinator fir humanitär Hëllef, de Jan Egeland, deen Asaz vun dësen heimtückesche Waffen am Libanon beschriwwen.

Hei kënnst nogewise ginn, datt déi israelesch Loftwaff bal dräi Milliounen Streebommen iwwert dem libaneseschen Territoire erfogeworf huet. Wann een dann nach bedenkt, wéi vill vun dëse Bomme beim Impakt net explodéieren, da kann ee sech liicht virstellen, wéi verpocht vu regelrechte Minnen de libaneseschen Territorium ass a wat fir eng Gefor dëst fir d'lokal Bevëlkerung duerstelt. Datt d'Streebomme scho säit laangem eng Gefor fir d'Mënschheet duerstellen, ass scho laang gewosst.

Här President, den Hang vun der Mënschheet, sech selwer ze zerstieren, kennt heiansdo keng Grenzen. An d'Streebomme stellen ee vun deenen abscheulechste Beispiller heivunner duer. Fatal un dëse Bommen ass virun allem d'Tatsaach, datt, nodeems dës erfogeworf ginn, kee Mënsch hiert genau Zil ka virussoen, sou datt hei op ongeféier alles um Passage futti gebommt gëtt, wat an der Géigend vum Ofwurf läit.

Oft ass et och esou, datt beim Asaz vu Streebomme vill Ausrutscher an inakzeptabel Drame festgestallt musse ginn, well déi verschidden Arméien esou oft dee sougenannte Code de conduite vum Krich entweder ignoréieren oder mat Féiss trëppelen. Dëst ass de Fall wann zum Beispill Zaldoten, fir sech géint Bombardementer ze schützen, sech ënnert d'Zivilbevëlkerung mëschen an ebe grad duerch dës irresponsabel Haltung dës heimtückesche Bommen op d'Zivilbevëlkerung lenken, déi da ganz Wunnquartiere wahllos zerstéieren oder verminnen.

De perversesten Aspekt vun dëse Bommen ass jo awer deen, datt sech laang nom Enn vum Konflikt vill Leit un dëse Bommen déidlech verletzen oder uerg blesséieren. Mä Virriedner huet dat jo och schonn hei ënnerstrach.

Èmmerhi muss ee wëssen, datt bis zu 30% vun de Bomme méi spéit explodéieren a bis zu 50% iwwerhaupt net, déi dann eng Kéier zu engem spéideren Zäitpunkt eréischt explodéieren.

Sou kënnst et, datt d'Zuel vun den Affer vun Dag zu Dag klëmmt, wann d'Leit nom Enn vun den Hostilitéiten decidéieren zréck an hir Heemecht ze goen, fir hir Existenz nei opzebauen. Ee falsche Schrëtt oder heiansdo och nëmme den Virwëtz vun de Kanner ginn dann oft duer, fir dat Irréparable auszuleisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gebrauch vun dëse Bommen ass leider net verbueden. A well se eben als legal bezeechent ginn, komme se ëmmer erëm zum Asaz a bewaffnete Konflikter. Besonnesch awer déi rezente Evénementer am Libanon sollen eis de Courage ginn, fir eis fir e generale Verbuet vun dëse Waffen anzusetzen.

Ech mengen, ech kann hei oui ze zécke soen, datt mir heibannen alleguerten déi nämlech Meenung deelen, wéi se och scho virdu vum Charles Goerens hei virbruecht ginn ass.

D'Fro, déi sech elo fir eis stellt, ass, wéi een hei am wierksaamste ka virgoen. Meng Fraktioun ass der Meenung, datt eng konzertiéiert Approche um internationalen Niveau vu grousser Wichtigkeet ass, an dofir encouragéiere mir och op dëser Plaz eis Regierungsmemberen an de Gesprécher mat hiren auslänneschen Homologuen ëmmer erëm dës Problematik unzeschwätzen.

Da si mir awer och dofir, eis dem Beispill vun der Belsch unzeschleissen an als zweet Land eng legislativ Démarche um nationale Plang ze huelen, déi d'Produktioun, de Gebrauch an den Handel mat Streebomme formell verbitt. Dëst ass an eisen Aen e staarkt a symbolescht Zeechen dofir, datt mir eis géint de Gebrauch vun dëse Waffe stellen, a gëtt eis zudeem déi néideg Legitimitéit, fir um internationale Plang fir e generell Verbuet anzetrieden an ze militéieren. Vlächcht brénge mir et dann och fäerdeg, aner Länner ze encouragéieren, fir eis et nozemaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschleisse wollt ech kuerz op de Kampf géint Tretminnen ze schwätze kommen, deen haarden a jorelaange Kampf, deen dacks vu Säite vun den ONGe gefouert gouf zu Gonschte vun engem Verbuet vun dëse Minnen. Dee war net ëmoss a gouf jo och elo schlussendlech mat engem Succès gekréint, an zwar mat der Ennerzeechnung vum Traité vum Ottawa am Joer 1997, deen d'Produktioun, de Stockage, awer och den Handel an de Gebrauch vun dëse Minne verbitt. Dëse Verbuet soll eis Opriff ginn, fir och am Kontext vun de Streebomme weider fir e Verbuet anzetrieden.

Ech wollt an dësem Kontext just kuerz déi wichtige Sensibiliséierungsarbeit, déi vun den ONGen an dësem Kontext gefouert gëtt, uschwätzen. Sou mussen esou Aktiounen wéi déi formidable Mobilitéitsjournée vun Handicap International leschte Weekend an der Stad weider encouragéiert ginn. Dës Aktiounen, gekoppelt mat den Interventionen um Regierungsniveau souwéi och e Gesetz, dat bei eis op symbolesch Aart a Weis de Gebrauch vun dëse Waffe verbitt, missten eis hëllef, eis Gehéier op der Weltbühn vun der Politik ze verschafe souwéi och d'Leit dobaussen dozou unzeeregen, fir iwwert d'Grausamkeet vun dëse Bommen nozedenken a sech konsequent heigéint anzusetzen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. D'Wuert huet dann den honorablen Här Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, et ass gutt, dass et ONGe gëtt, well d'Politik lieft vun Héichten; da geschitt während Zäiten näischt méi, an da kënnst erëm eppes. D'ONGen, dat sinn déi, déi permanent un engem Problem bliwen. Sou och déi ONG Handicap International.

Firwat schwätze mir haut iwwert déi Streebommen an der Lëtzebuurger Chamber? Dat ass well Handicap International all Joers am Oktober een Aktiounsday géint d'Minnen an d'Streebommen huet, an dat scho jorelaang.

Mir schwätzen natierlech och doriwwer, well am Libanon e Krich war an et bekannt ass, iwwert déi international Medie wéi och iwwer

israelesch Zeitungen, dass Streebomme massiv agesat gi sinn.

Déi Waffen, dat ass schonn hei gesot ginn, sinn heimtückesch, si si geféierlech, besonnesch fir d'Zivilbevëlkerung, a si si militäresch net effikass. Et ass gesot ginn, dass et vill Länner gëtt, och vill sougenannt ziviliséiert Länner, déi massiv Stocke vu Streebommen hunn. D'USA, gëtt gesot, hu bis zu enger Milliard där Waffen an hirem Stock.

Et ass iwwereng net sécher, ob net eng Partie vun deene Streebommen, déi vun Israel iwwert de Libanon besonnesch an deene leschten Deeg erfogeschoss gi sinn, aus deenen amerikanesche Stocke kommen, déi ënner anerem och d'Particularitéit hunn, dass vill vun hinne périméiert sinn, an et doduerch eng besonnesch grouss Zuel vu Prozentsätz bei deene Waffe gëtt, déi net explodéieren, also op der Plaz leie bleiwe wou se nidderefallen, an doduerch geféierlech si fir Joren a Jorzéngten duerno.

Déi grouss Tragik bei deene Streebommen ass, dass se am Buedem leie bliwen a während Joren, Jorzéngten aktiv sinn. Am Laos zum Beispill sinn nach 30 Joer no deem Krich Accidenter domat feststellen, Kanner, déi e Been, en Aarm, eng Hand verléieren, wa se an de Bëscher an an de Felder spille respektiv Leit, déi do schaffen.

Ongeféier 70 Länner an der Welt hunn där Waffen. Dorënner gehéiert Lëtzebuerg net, an dat ass gutt an dat ass hei ze ënnersträichen. 59 Entreprisë produzéieren där Waffen, 59 Entreprises, dat ass eng enorm wirtschaftlech Lobby. D'Halschent vun der Zuel vun deenen Entreprisën ass an Europa. E puer gëtt et der an den USA an och soss an der Welt. D'USA verkafen där Waffen u vill Länner, och u Länner, déi zum Deel ganz no sinn: un Däitschland, Frankräich, Israel, Pakistan, Südkorea an esou weider.

Déi Waffe goufen och andauernd an deene rezente Konflikter agesat. Si goufen am Golfkrich 1991 agesat, si goufen och vun den Amerikaner am Irak-Krich agesat. Et ass also eng Realitéit, eng schrecklech Realitéit do, wou Krich ass, an et ass eng schrecklech Realitéit do, wou de Krich eriwir ass a wou am Fong geholl e latente Krich weiderbesteet.

Tragesch ass och, dass scho säit 1974 probéiert gëtt déi Waffen ze verbidden. 1974, dat sinn 32 Joer hier! Eng Konferenz an der Schwäiz 1974 huet dat probéiert, et ass net réusséiert.

D'Streebomme sinn eigentlech eng militäresch Sauerei an eng mënschlech Katastroph. An dofir hu mir och als Lëtzebuurger eng Responsabilitéit an där Geschicht, wa mer zum Beispill elo probéieren de Leit ze hëllef mat Démineuren. Mir hunn also ons Responsabilitéit op deem Plang.

Mir hunn awer och ons politesch Responsabilitéit an der internationaler Communautéit als e Land, wat eigentlech net vu Waffe startt an och näischt mat Waffenhandel oder mat Waffeproduktioun ze dinn huet. Dofir sinn ech frou, dass mer op de Wee gi fir e symboleschen Akt iwwert de Wee vun engem Projet de loi ze setzen, fir zu Lëtzebuerg déi Streebommen ze verbidden an domat och, wéi d'Belsch dat virun ons gemaach huet, en internationalen Akt ze setzen, fir der internationaler Communautéit ze weisen, dass dëst Land a senger absoluter Majoritéit, a senger grousser Unanimitéit géint dës Zort vu Waffen ass.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorablen Här Bausch.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun wëllt dem Här Goerens ausdrécklech félicitéiere fir déi Initiativ, déi he geholl huet, fir déi Motioun hei eranzebréngen, déi mer och gär ënnerschriwwen hunn, an och fir deen Débat hei de Mëtteg ze lancéieren.

Ech mengen et huet och kee Wäert nach vill dobäizefügen zu deenen Explikatiounen, déi hie souwisou hei ginn huet, wat d'Streebommen duerstellen; dat wëll ech net nach eng Kéier alles widderhuelen. Ech wëll duerfir vu menge fënnel Minutte profitéieren, fir awer iwwert d'Streebommen eraus eppes allgemeng ze soen iwwer Waffen a Waffenhandel an eiser moderner Gesellschaft.

Bon, et ass scho vun e puer Virriedner hei ugeklongen, mir haten eng Rei relativ elle Kricher. Kricher, wou op alle Fall vun Europa aus gesinn och net allze vill Sympathien - souwisou huet een natierlech ni eng Sympathie fir e Krich, mä besonnesch par rapport zu deene Kricher do - do waren. Den Irak-Krich virun allem, mä och d'Interventioun, déi am Libanon gemaach ginn ass. Ech

mengen, ech wëll net op den Detail do agoen, mä ech wëll awer eigentlech just dat als Ulass huele fir ze soen, datt eigentlech iwwert d'Streebommen eraus souwisou emol d'office all Bomme pervers sinn.

Also, et gëtt keng eng Waff op der Welt, déi net e gewëssene perverse Charakter huet. Bon, un éischter Stell schonn emol, well se drop ausgeriicht ass fir Mënschen ëmzebréngen. Mä un zweeter Stell awer och, a wann ee kuckt mat wat fir enger Sophistiquiertheet heiansdo eis Waffesysteme opgebaut sinn, dann ass et relativ kloer: Et gëtt keng Bomm a keng Waff, déi net pervers ass.

Virun allem muss een awer feststellen, datt vum éischte Golfkrich un an och iwwert den Irak-Krich bis zur Interventioun am Libanon eraus d'Schlachtfelder ëmmer méi zu Experimentéierfelder gi sinn. Mir kënnen sécherlech vill errechen doduerch, wa mer d'Streebomme verbuede kréien, oder domat, datt déi vun der Bildfläch eng Kéier verschwannen an den nächste Joren - dank effektiv dem Asaz vu villen ONGe wäert d'Politik an der nächste Zäit dorobber reagéieren, an et wäert och wahrscheinlech zu engem Verbuet kommen -, mä mir lafen eigentlech der Situatioun, wat d'Waffesysteme insgesamt ubelaangt, als Politik schrecklech hannendrun. Kaum ass déi eng Perversioun, extrem Perversioun - loosse mer et dann emol esou soen - verbueden, ass déi nächst schonn erëm um Marché.

Dat Ganzt geet jo och entre-temps vill méi wäit. Mir riskéieren en neie Rüstungswettlauf ze kréien, dee mer eigentlech zum Deel selwer, oder vlächcht net mir als Lëtzebuurger, mä déi grouss Industrienatiounen zum Deel selwer ugekuerbelt hunn.

Déi ganz Dynamik, déi sech elo entwéckelt ronderëm Nordkorea, de Konflikt mam Iran, alles dat sinn am Fong verspéit Konsequenze vun engem Wettrüsten, wat mer deelweis selwer provozéiert hunn. Et ass just, datt et elo och nach Natiounen an d'Gräpp fält, déi, vun hirer demokratescher Struktur brauche mer do jo emol guer net ze diskutéieren, mä déi och nach amstand sinn, ganz aner Saachen domat ze veranstellen. Esou datt mer eis endlech missten d'Fro stellen awéifern mer den internationale Kader ronderëm Waffen a Waffenhandel missten eng Kéier op de Leescht huelen an do am internationale Kontext e ganz anere Kader schaffen.

Et misst och elo endlech dozou kommen, datt mer déi Firmen, an där gëtt et net wéineg - an dat si Privatfirmen, déi ganz vill Geld jo domadder verdéngen -, an d'Responsabilitéit huelen.

Wa mer haut iwwert d'Streebommen an d'Konsequenzen dovunner schwätzen, da muss een awer am Hannerkapp behalen, datt et natierlech Natiounen sinn, déi déi erfogehäit hunn, mä hannert deenen Natiounen verstoppe sech Leit, déi Milliarden Gelder domadder verdéngt hunn, andeem se déi verkaaft hunn. Déi ginn awer ni dofir zur Rechenschaft gezunn. Wéi se och an der Vergaangenheet bei kengem barbaresche Waffesystem, ob et elo chemescher waren oder wat fir eng och ëmmer, déi entwéckelt gi sinn, déi agesat gi sinn, sief et am Vietnam-Krich oder wou och ëmmer, mat Konsequenzen ënnert deene mer haut nach effektiv leiden an all dofir bezuele mussen, ni zur Rechenschaft gezu gi sinn. Déi Leit, déi am Fong dat villt Geld domadder verdéngt hunn, ginn ni zur Rechenschaft gezunn! Alles dat misst een emol eng Kéier esou diskutéieren.

A wa mer esou séier liichtfankeg soen, dass mir als Lëtzebuurger do eng besonnesch Roll kéinte spillen, well mir där Waffe keng besetzen an och keng produzéiere géifen, da ginn ech ze bedenken, datt de Waffenhandel och op iergendeng Aart a Weis finanzéiert gëtt, an datt mer awer eng Finanzplaz hunn, déi och do gewëssermooesse kann ausgenutzt gi vun esou skrupellose Leit, fir kënnen hir Geschäftcher ze finanzéieren.

An ech wëll drun erënnere, datt virun nach net esou ganz laang, datt virun e puer Méint mer erëm e Fall haten, wou en Accident passéiert ass vun enger Firma, déi an Däitschland usäseg war, wou Leit ëmkommen si bei engem Accident an där Firma a wou do sech erausgestallt huet, datt et eng Waffenhandelsfirma war, déi just virun hire Sätz zu Lëtzebuerg hat. Obscho jo esou eng Firma laut eiser Gesetzgebung guer keng Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg dierft hunn.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Dat heescht, wa mer dann esou liichtfankeg soen, mir hätten näischt direkt domadder ze dinn, da muss een dat alles relativéieren. A mir hate viru Joren och emol, unhand vun enger Rei Skandalen, Tentativ fir ze kucken



iwwert déi ganz Fro „Finanzement vum Waf-fenhandel um internationalen Niveau“ eng Diskussioun ze féieren.

Ech mengen, datt et net schlecht wär, wa mer déi Diskussioun och erëm eng Kéier géinge relancéieren. Ech weess och, datt den Här Fischbach als Justizminister deemools eng gesetzlech Initiativ geholl hat, déi awer laut menge Mémoires, wann ech dat gutt an Erënnerung hunn, nach ni zur Ëmsetzung komm ass an deem dote Beräich. Ech mengen, datt et awer net schlecht wär, wa mer déi Saachen all géinge kucken an driwwer diskutéiere géingen, an eis net nëmmen zesummefannen, wann et dorëms geet, wéi elo an deem heite berechtegte Fall,...

» M. le Président.- Här Bausch, ech bieden lech...

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

...wou eng ONG, wéi gesot, déi Initiativ geholl huet, déi elo parlamentaresch gutt vum Här Goerens opgegraff ginn ass, datt mer dat alles eng Kéier hei sollen diskutéieren.

Dat gesot, mir hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen a mir stëmme se och mat.

» M. le Président.- Merci, Här Bausch. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den Här Ausseminister.

(Interruption)

Ah, den Här Henckes nach. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, déi Initiativ, déi déi ganz bekannten ONG Handicap International weltwäit hält an och hei zu Lëtzebuerg, ass begrëssenswäert an huet jo och zu der parlamentarescher Initiativ vum honorabelen Här Charles Goerens gefouert. Ech wollt him och vun onser Säit aus félicitéiere fir déi Initiativ a soen, datt den ADR dës Motioun wäert matdroen a matstëmmen.

Strebbomme sinn effektiv eng ganz pervers Form vu Bomben, haaptsächlech well se personell viséieren an haaptsächlech well se an der Technik net esou wäit ausgeräit sinn, sou datt e gudden Deel vun deene Splitterbomben herno iwwerall doruechter um Territoire verstreet sinn, net explodéieren, an deen Ablack haaptsächlech d'Zivilbevölkerung a méi speziell souguer d'Kanner dorënner ze leiden hunn. Dat féiert zu ganz villen Amputatiounen an zu ganz villen Doudegen.

An et muss ee bedauern, datt d'Nato eng vun deene Gruppéierungen ass, duerch déi d'Strebbommen nach ëmmer massiv gesat ginn; esou am Kosovo, an Afghanistan, am Irak. Et gesäit een och, datt déi Problematik elo kierzlech am Libanon nach eng Kéier d'Grausamkeet vun där Waff ënnerstrach huet.

Dofir mengen ech, datt mer zu Lëtzebuerg déi richteg Initiativ huelen, wa mir als Chamber elo d'Regierung opfuerderen an enger Motioun, fir méi aktiv op deem Gebitt ze ginn am Kampf géint déi Form vu Bomben.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer schonn zu Lëtzebuerg eent vun deenen éischte Länner waren, wat d'Finanzéierung vu Waffe verbueden huet. Déi Gesetzgebung ass nach ëmmer aktuell, an ech mengen, mat dëser neier Initiativ géing dat och onsem Land ganz gutt zu Gesiicht stoen. Duerfir nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dëser Motioun.

» M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

» M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och fir d'alleréisch dem Charles Goerens, an ech mengen och dem Ben Fayot, félicitéieren. Si zwéi waren d'Motore fir déi Initiativ hei zu Lëtzebuerg, fir wierklech d'Problematik vun de Strebbomme mat Handicap International wierdeg ervirzesträichen, a fir dass mer och deen Débat hei de Mëtteg an der Chamber hunn an d'Drowäit vun der Problematik ënnert d'Leit bréngen.

Erlaabt mer vläicht, nodeem ech och hei nogelauschert hunn, fir nach eng Kéier d'Haaptpunkten ervirzesträichen:

Den Asaz vu Strebbomme verstéisst géint internationaalt humanitär Recht. Strebbomme maache keen Ënnerscheid tëschent Zivilisten an Zaldoten, tëschent zivil Gebidder oder militäreschen Infrastrukturen. Strebbommen, déi net explodéieren, ginn zu Antipersouneminnen. Strebbomme sinn en enorme Problem fir d'Zivilisten, déi a bombardéierte Gebidder wunnen, a Strebbomme maachen en normaalt Liewen an

eng wirtschaftlech Reprise um Enn vum Krich ëm villes méi schwéier. Strebbomme riichten nach laang nom Krich immense Schued un, an ënnert de Strebbomme leide virun allem Kanner.

Wann eng Frappe chirurgicale - wéi d'Militärstrategie soen - net méiglech ass, da kommen och haut nach - an dat stëmmt - ganz oft Strebbommen zum Asaz. Well mat enger Strebbomm eng vill méi grouss Fläch bombardéiert ka ginn, ass d'Wahrscheinlechkeet natierlech och vill méi grouss, dem Feind ze schueden. Well méi grouss Flächen zerstéiert ginn, a besonnesch well esou Waffen och iwwer Gebidder agesat ginn, wou Ziviliste wunnen, ass de Risiko enorm héich, dass niewent de militäreschen och zivil Ziler getraff ginn. Strebbomme maache keng Diskriminéierung tëschent militäreschen oder zivilen Ziler.

Strebbommen hunn och een alarmanten Taux d'échec - dat ass hei scho gesot ginn: Tëschtent 5 an 30% Sous-Munitionen explodéiere jee no dem Modell vun der Strebbomm net. Dat heescht ganz konkret, dass Strebbommen, déi net explodéiert sinn, zu Antipersouneminnen ginn, déi plätzlech oder wann ee se upaakt explodéiere kënnen. Dës Minne stellen een enorme Problem fir d'Zivilisten duer, déi a bombardéierte Gebidder wunnen.

Den Asaz vu Strebbomme verstéisst dowéinst och - erlaabt mir dat hei ze soen, well et nach net esou prezis ugeschnidde ginn ass - géint internationaalt humanitär Recht, an zwar och géint d'Genfer Konvention. Den Artikel 48 vum Protocole additionnel aux Conventions de Genève vun 1949 seet ganz kloer, wat d'Protektioun vun de Victimen an arméierte Konflikter ugeet: «En vue d'assurer le respect et la protection de la population civile et des biens de caractère civil, les Parties au conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires.» Dat ass kloer eng fundamental Regel fir de Schutz vun der Zivilbevölkerung, déi d'Strebbomme justement net erfëllen.

Lëtzebuerg zesumme mat sengen internationale Partner mécht zënter Jore schonn Efforté fir gewësse Kategorië vu konventionelle klassesche Waffen ze verbidden, déi den Ënnerscheid tëschent Zivilisten an Zaldoten net maachen oder déi eng ze grouss traumatiséierend Wierkung hunn.

Ganz wichteg ass och hei d'Konvention iwwer gewëss konventionell Waffen, eng Konvention, déi 1983 a Kraaft getrueden ass. Lëtzebuerg huet dës Konvention ratifizéiert, genausou wéi mer och déi Zousazprotokolle ratifizéiert hunn, déi an deem Kontext ausgeschafft gi sinn.

Hei ass de Protokoll 5 iwwert d'Restes explosifs de guerre, deen den 28. November 2003 adoptéiert ginn ass an den 12. November vun dësem Joer a Kraaft trëtt, vu grousser Bedeitung. Wéi den Numm et seet, geet et hei ëm Reschter, déi no engem Konflikt net explodéiert um Terrain leie bleiwen an nach eng Gefor fir d'Zivilbevölkerung representéieren. Net explodéiert Strebbomme gehéiere kloer derzou.

Dëse Protokoll gesäit vir, dass d'Parteien, déi un engem Konflikt deelgeholl hunn, dozou bäidroen, Krichsivverreschter ewechzeraumen an och all néideg Mesuren huele mussen, fir d'Gefor fir d'Zivilbevölkerung ze beseitegen. Dëse Protokoll gesäit awer net vir, dass Waffen, déi zu Iwwerreschter kënnen ginn, net agesat dierfe ginn. Dat geet also net duer. Wat feelt, ass e spezifescht internationaalt Instrument, wat d'Strebbomme verbitt, genausou wéi et jo Konventionen gëtt, déi nuklear, biologesch oder och chemesch Waffe verbidden.

Hei kënnst mer eis un der Ottawa-Konvention, déi den Här Goerens hei zitéiert huet, inspiréieren, déi jo am Mäerz 1999 a Kraaft getrueden ass an där hir Adoptioun e grouse Fortschrëtt am Kampf géint d'Antipersouneminne bedeit huet.

Nun, nom Modell vun der Ottawa-Konvention kënnst een eng Strebbommekonvention ausschaffen, an där d'Länner sech géifen engagéieren, keng Strebbomme méi ze produzéieren, ze transferéieren - dat ass och wichteg - a selbstverständlech net méi anzusetzen. Bestehend Stocke géifen ënnert der Obhut vun enger internationaler Organisation oder vun der internationaler Communautéit zerstéiert ginn, an eng international Kooperatioun géif et méiglech maachen, kontaminéiert Terrainen ze déminéieren.

Esou eng Konvention géif ech eigentlech idealerweis als weideren Zousazprotokoll vun der Konvention iwwer gewëss konven-

tionell Waffe gesinn. Dat geet natierlech net vun haut op muer. Dat weess jiddferen heibannen. Strebbomme si ganz kloer e feste Bestanddeel vun de Militärstrategen a villen Arméien, genausou wéi Minnen ee feste Bestanddeel vun de Militärstrategen am 20. Johonnert waren.

Militärstrategen, déi op den Asaz vu Strebbommen zielen, mussen also gehollef kréien ëmzedenken. D'Regierung muss sech bewosst sinn, dass de Präis vun Asaz vu Strebbommen einfach ze héich ass. Duerfir muss Iwwerzeegungsaarbecht gelescht ginn, an net nëmme vun der Zivilgesellschaft an Organisation wéi esou wäertvoll Organisation wéi Handicap International, mä och vu politescher Säit.

Nun, et ass hei gesot ginn, dat belscht Parlament huet de 16. Februar e Gesetz adoptéiert, wat Strebbomme verbitt. Dat Gesetz, wat jo heescht «Loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction des sous-munitions» - dat ass den Titel vun Gesetz -, ass am Juni elo mat der Publikatioun am „Moniteur belge“ a Kraaft getrueden.

Déi Belsch, dat muss mer och wëssen, hu Strebbomme produzéiert an hunn och e Stock dovunner. Si hunn also d'Produktioun, den Transfert an den Asaz vun esou Bomben domadder elo verbueden. Dat sollt e Beispill gi fir aner Länner, déi och Strebbomme produzéieren oder asetzen, fir entweder national ze léigféieren oder sech fir eng international Konvention anzusetzen, wéi ech se elo virdu versicht hunn ze beschreiwen.

Nun, et ass wichtig Bewegung an dësen Débat eranzebréngen. Duerfir hu mer no deenen Initiativen och decidéiert als Regierung e Gesetz virzebereeden, dat d'Produktioun, den Transfert an den Asaz vun de Strebbomme verbitt.

D'Adoptioun vun esou engem Gesetz wäert Lëtzebuerg genau wéi d'Belsch awer net lassbannen - dat ass mengen ech dat Allerwichtigst, wat een dozou muss soen - vu verschiddenen Obligatiounen oder vu groussen Obligatiounen, déi mer um internationalen Niveau hunn, fir um Titre vun internationale Recht wierklech eist Beschte ze ginn an an der Europäescher Unioun zesummenzeschaffen, fir dass mer international Konventionen fäerdeg bréngen, déi eben dat verbidden, wat ech mentionéiert hunn, nämlech de Gebrauch vu Strebbommen an och selbstverständlech dann de Verkauf dovunner an den Transfert dovunner.

Esou en nationaalt Gesetz zu Lëtzebuerg huet menger Meenung no awer en héije symbolesche Wäert, well Lëtzebuerg esou Waffe weder produzéiert nach stockéiert. Trotzdeem hätt dee Geste sécher eng grouss Bedeitung, asouwäit e weidert Land kloer géif soen, dass et säin Asaz weist, fir sech géint Strebbommen auszeschwätzen.

Fir ofzeschleissen ass et nach vläicht net oninteressant virun der Chamber ze soen, wat d'Lëtzebuurger Regierungen zënter dem Joer 2000 finanzéiert hunn, fir sech eben iwwerall op der Welt, wou et néideg war, anzusetzen, fir den Déminage ze maachen: Am Laos hu mer zënter 2000 elo, an et ass och nach e Programm do bis 2008, 1,75 Milliounen Euro ausginn. Jiddferen, deen eng Kéier am Laos war, dee weess, dass dat wierklech eng Calamitéit do ass an dass nach ëmmer 30 Joer nom Vietnam-Krich UXO Lao do vill schafft. Déi brauchen nach vill Hëllef, fir eng Kéier do - esou kéint een dat vläicht soen - duerch de Bësch ze kommen, an d'Leit do ze entbanne vun deem Misär vun deenen Tennisbäll, déi op villen, ville Plaze leien am Laos an déi ebe Strebbomme sinn.

Am Kambodscha hu mer elo 326.000 Euro ausginn tëschent 2004 an 2006. A Bosnien hu mer zënter 2004 430.000 Euro finanzéiert, fir den Déminage ze maachen. A Kroatien, dat muss mer wëssen, well eis dat vläicht net esou bewosst ass, hu mer tëschent 2002 an 2006 880.000 Euro investéiert, fir Déminage ze maachen. A Serbien 100.000 Euro.

De Libanon ass jo selbstverständlech hei zur Sprooch komm: Ech hat d'Geleeënheet, fir mam General Pellegrini ze schwätzen vu Beirut, an hie sot, dee wierklech schwierge Problem, dee mer hunn, dat ass den Déminage. Am Süde vun Libanon géif et mindestens ee Joer daueren, bis een iwwerhaupt kéint vu liichten Erfolger schwätzen am Déminage, an dat ass dee schwéierste Punkt, dee se ze bewältegen hunn. Mir hunn do als Lëtzebuurger Regierung direkt 100.000 Euro zur Verfügung gestallt.

An der Ukraine och - dat war am Kader vun der OSCE - 20.000 Euro. ONGe wéi Handicap International hu mer 2006 150.000 Euro ginn, fir hir Campagne de sensibilisation ze

maachen; an enger anerer ONG - Landmine Monitor, déi och vun Handicap International ass - hu mer zënter 2003 15.000 Euro ginn, grad ewéi och der Geneva International Centre for Humanitarian Demining 15.000 Euro.

Dat gëtt een Total, wann ech dat zesumme rechnen, vu ronn véier Milliounen Euro, déi mer zënter 2000 zur Verfügung gestallt hunn, fir eben als Lëtzebuurger Regierung ze hëllefen, den Déminage ze bewerkstelligen.

Ech géif och nach eng Kéier soen, Här President, dass d'Regierung absolut kann d'accord si mat där Preparatioun vun där Motioun, déi den Här Goerens hei virbruecht huet, an dass mer näischt dorunner anzusetzen hunn a wierklech politesch och eist Beschte maachen, fir se ëmzesetzen.

Merci, Här President.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Débat ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den Här Goerens abruecht huet.

**Motion 1**

Ech gesinn och, dass déi Motioun an der Zwëschenzäit vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Deementspriedend denken ech, dass mer kënnen par main levée ofstëmmen.

(Assentiment)

**Vote**

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech gesinn, dass d'Motioun à l'unanimité ugeholl ass.

Ech wëll d'Chamber drun erënneren, dass d'Presidentekonferenz de 4. Oktober virgeschloen huet, fir eng Spezialkommission anzusetzen, fir d'Analys vum Projet de loi iwwert d'Ëmsetzung vun den Tripartitesdésiounen.

Ech wëll just drop opmierksam maachen: Déi Kommission kann net tagen, soulaang se net instituéiert ass. Ech wollt dat just rappeléieren, dass dat gewosst ass an dass d'Fraktiounen sech deementspriedend organiséieren, fir dat Noutwendeg ze maachen.

## 4. Demandes en naturalisation

Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdung hu mer d'Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos aussprieden.

(Le huis clos est prononcé à 17.40 heures)

\* \* \*

(Le huis clos est levé à 17.45 heures)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 53 Demandes en naturalisation mat Dispens vun zweeter Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm a Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

### Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 12 octobre 2006

- ADROVIĆ Adisa, née le 29 janvier 1983 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange
- AFANOU Amévi Anani Godwin, né le 5 octobre 1974 à Lomé (Togo), demeurant à Luxembourg
- ALOMEROVIK Asim, né le 25 janvier 1983 à Skopje (Macédoine), demeurant à Luxembourg
- ALVES GONÇALVES Jorge Manuel, né le 25 juillet 1969 à Vila Real (Portugal), demeurant à Rumelange
- ALVES SANTOS Sérgio Alexandre, né le 1<sup>er</sup> juillet 1986 à Belas/Sintra (Portugal), demeurant à Wecker
- ASNOUNE Zahia, née le 28 août 1976 à Moyeuve-Grande (France), demeurant à Belvaux



7. BABACIĆ Almin, né le 16 janvier 1984 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bettembourg

8. BABACIĆ Jasmin, né le 14 septembre 1982 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bettembourg

9. BACHNER Markus Klaus, né le 10 septembre 1969 à Ansbach (Allemagne), demeurant à Bertrange

10. BEDZINSKI Elisabeth, née le 2 décembre 1948 à Beauregard/Thionville (France), demeurant à Schifflange

11. BORGES DA VEIGA Ana Paula, née le 14 juin 1980 à Falagueira-Venda Nova/Amdora (Portugal), demeurant à Belvaux

12. BRAGANÇA DOS SANTOS Carminda, née le 24 avril 1965 à Sobrado/Valongo (Portugal), demeurant à Differdange

13. CIVIĆ Amir, né le 8 novembre 1970 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Crauthem

14. GRUHONJIĆ Almedina, née le 26 avril 1974 à Bijeljina (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Crauthem

15. D'AMARO Adrienne, née le 17 mai 1962 à Algrange (France), demeurant à Niederkorn

16. DA SILVA RIBEIRO Carlos Alberto, né le 21 mai 1955 à Cedofeita/Porto (Portugal), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de RIBEIRO Carlos Alberto.

17. DIAS DUARTE Arzelina, née le 9 mars 1986 à Nossa Senhora do Rosario (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

18. DUONG Thomas Thanh, né le 8 avril 1986 à Ho Chi Minh Ville (Vietnam), demeurant à Luxembourg

19. EMPROU Camille Hoela, née le 1<sup>er</sup> juin 1986 à Nantes (France), demeurant à Fentange

20. FEIDER Bernd Kurt, né le 15 juin 1967 à Trier (Allemagne), demeurant à Wasserbillig

21. FERREIRA MARTINS Lucia Cristina, née le 16 mai 1981 à Castelões de Cepeda/Paredes (Portugal), demeurant à Weiswampach

22. FLORIOU Felix Laurentiu, né le 22 octobre 1957 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Luxembourg

23. FRKATOVIĆ Nihada, née le 11 novembre 1982 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

24. FRKATOVIĆ Semsija, née le 18 janvier 1964 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Howald

25. FREIRE MONTEIRO Palmira, née le 2 décembre 1978 à Nossa Senhora da Graça (Cap-Vert), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de FREIRE Palmira.

26. GOMMES Andrea Anna, née le 27 février 1970 à St. Vith (Belgique), demeurant à Wilwerdange

27. GORGINPOUR Hossein, né le 1<sup>er</sup> juillet 1984 à Chiraz (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GORGIN Sasha.

28. HUREMOVIĆ Sevina, née le 15 avril 1968 à Trpezi (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

29. JAKOVA Mirosh, né le 16 juin 1957 à Elbasan (Albanie), demeurant à Noertzange

30. JIKHAREVA Svetlana, née le 2 avril 1967 à Kiev (Ukraine), demeurant à Dudelange

31. JUNG Tomislav, né le 31 juillet 1960 à Jablanica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bastendorf

32. ROTIM Vesna, née le 14 mars 1961 à Ščit/Prozor-Rama (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bastendorf

33. LIMA CRUZ Antonio Alexandre, né le 7 avril 1979 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Bertrange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LIMA Antonio Alexandre.

34. LOHMEIER Ernst Franz, né le 27 novembre 1964 à Kempenich (Allemagne), demeurant à Stadtbredimus

35. SPIEB Monika, née le 21 octobre 1964 à Rüdeshheim am Rhein (Allemagne), demeurant à Stadtbredimus

36. LOPES ROCHA Béni Julio, né le 25 juillet 1980 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Linger

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénoms de LOPES ROCHA Benny Julio.

37. MOUSSAOUI Saida, née le 30 mars 1973 à Tetouan (Maroc), demeurant à Bascharage

38. MURERA Epaphrodite, né le 25 février 1955 à Musange (Rwanda), demeurant à Rodange

39. MURERA UMUHIRE Liliane, née le 5 octobre 1984 à Rubavu/Gisenyi (Rwanda), demeurant à Rodange

40. ONRAET Nadège Nelly, née le 24 février 1984 à Messancy (Belgique), demeurant à Oespern

41. PAPADHIMITRI Edmond, né le 24 décembre 1960 à Berat (Albanie), demeurant à Luxembourg

42. OCO Natasha, née le 25 décembre 1965 à Berat (Albanie), demeurant à Luxembourg

43. SABOTIĆ Nedžad, né le 9 septembre 1981 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

44. SHUNGU MAKIMA Daniel, né le 15 novembre 1961 à Kinshasa (Congo), demeurant à Luxembourg

45. SOFTIĆ Elma, née le 31 octobre 1984 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wasserbillig

46. SOVIĆ Igor, né le 1<sup>er</sup> avril 1985 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rumelange

47. TONGELE NGUMA Ginette, née le 22 avril 1968 à Lisala (République démocratique du Congo), demeurant à Differdange

48. TORIELLI Caroline Dina Micheline, née le 1<sup>er</sup> février 1975 à Nice (France), demeurant à Luxembourg

49. TOUM Tewfik, né le 17 mars 1964 à Beni-Yenni (Algérie), demeurant à Capellen

50. TRIVEDI Niraj, né le 30 novembre 1970 à Ahmedabad (Inde), demeurant à Niederaanven

51. WEBER Wolfgang Hubert, né le 11 décembre 1970 à St. Vith (Belgique), demeurant à Rollingen

52. WIRBEL Stefan, né le 25 octobre 1985 à Saarlouis (Allemagne), demeurant à Clemency

53. ZEC Mihael, né le 13 novembre 1984 à Slavonski Brod (Croatie), demeurant à Luxembourg

Déi nächst Sitzung ass fir de 24. Oktober virgesinn. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.46 heures)**

## Sommaire des séances publiques

Clôture de la session ordinaire 2005-2006 et ouverture de la session ordinaire 2006-2007	page 1
Vérification des pouvoirs et assermentation de Monsieur Alexandre Krieps	page 1
Composition du Bureau	pages 1-2
Octroi du titre honorifique à Monsieur Niki Bettendorf	page 2
Composition de la Conférence des Présidents	page 2
Composition des commissions parlementaires	page 2
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	page 2
Ordre du jour	page 2
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la recommandation du Médiateur relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi	pages 2-6
Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative à la viande avariée	pages 6-8
Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006	page 9
Dépôt d'un projet de loi	page 9
Communications	pages 9-10
Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241	page 10
5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000	pages 10-11
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique	pages 11-13
5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934	page 14
5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomerats financiers, portant	
1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;	
2. modification	
- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;	
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier	pages 14-15
5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal	page 15
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents	pages 15-18
Communication	page 19
Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de l'évolution future du secteur des médias audiovisuels	pages 19-27
Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions	pages 27-29
Demandes en naturalisation	pages 29-30

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

# Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un



## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
			1203	M. Félix Braz	Conventions État-ONG dans le domaine de l'intégration
1106	M. Marcel Oberweis et M. Marc Spautz	Projet présenté par une société sur le site de l'ancienne fonderie au PED à Rodange	1205	M. François Bausch	Activités commerciales d'une firme d'armement
1112	Mme Colette Flesch	Système de radionavigation par satellite Galileo	1206	M. Marcel Oberweis	Convention SNCI-KfW dans le cadre du protocole de Kyoto
1125	M. Marcel Oberweis et M. Lucien Thiel	Projet LIASIT (Luxembourg International Advanced Studies in Information Technologies)	1208	M. Romain Schneider	Taux de population atteinte par la maladie de Parkinson
1127 cf. 1128	Mme Colette Flesch	Loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales	1209	Mme Nancy Arendt	Système des peines pénales
1128 cf. 1127	Mme Colette Flesch	Loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales	1210	M. Xavier Bettel	Vols de nuit
1133	M. Claude Meisch	Données personnelles et financières des transferts interbancaires	1211	M. Robert Mehlen	Réserve de pensions
1135	M. Xavier Bettel	Missions à l'étranger de l'armée luxembourgeoise	1212	M. Claude Meisch	Accident ferroviaire du 14 juillet 2006
1136	M. Xavier Bettel	Fourrière	1214	M. Xavier Bettel	Contrôle aérien
1137	M. Claude Meisch	Creusement du tunnel «Grouff»	1215	Mme Claudia Dall'Agnol	Conventions et accords européens dans le domaine de l'audiovisuel
1138	Mme Marie-Josée Frank et Mme Martine Stein-Mergen	Pédiatrie scolaire	1216	Mme Colette Flesch	Situation budgétaire de l'État - Analyses financières Standard & Poor's
1139	M. Marcel Oberweis	Convention Apostille	1217	M. Aly Jaerling	Réduction des postes de travail dans le groupe Arcelor-Mittal
1141	M. Claude Adam	Syndrome TDAH et les moyens de traitement	1218	Mme Colette Flesch	Sociétés holdings 1929
1144	M. Xavier Bettel	Importation et commercialisation de fourrures de chien et de chat	1219	Mme Marie-Josée Frank	Croisement CR137-E29 (Bech-Consdorf)
1149	M. Marcel Oberweis	Prêts de démarrage	1221	M. Claude Meisch	Anesthésies générales de complaisance
1152	Mme Colette Flesch	Étude sur le niveau de la motricité et de la santé des jeunes et des adolescents	1222	M. Ben Fayot	Armes à sous-munitions
1156	M. Niki Bettendorf	Révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale	1223	M. Claude Meisch	Croissance du PIB au premier trimestre 2006
1159	M. Marcel Oberweis	Installations photovoltaïques	1225	Mme Claudia Dall'Agnol	Ligne ferroviaire Trèves-Luxembourg-Arrêt à Howald
1162	M. Félix Braz	Convergence des régimes de pension	1226	M. Xavier Bettel	Stratégie cohérente pour les transports publics
1168	Mme Anne Brasseur	Heures d'ouverture des commerces	1227	M. Laurent Mosar	Dopage - Convention internationale de l'UNESCO
1170	M. Claude Adam	Classes «ALLET» (enseignement de l'allemand comme langue étrangère)	1228	Mme Anne Brasseur	Exploitation d'un café-restaurant au Centre Ellergonn
1174	M. Laurent Mosar	Accident ferroviaire du 14 juillet 2006	1230	M. Xavier Bettel	Institution de la co-saisine
1177	M. Xavier Bettel	Mise en service du TGV sur la liaison Luxembourg-Paris	1231	M. Xavier Bettel	Plaintes en matière de marchandises contrefaites ou pirates
1179	M. Jean-Pierre Koepp	Hélicoptère de la Police grand-ducale	1232	M. Xavier Bettel	Gestion et sécurité de l'Aéroport de Luxembourg
1184	M. Ali Kaes, M. Jean-Paul Schaaf et M. Marco Schank	Liaison transversale St Vith - Bastogne	1233	M. Laurent Mosar	Politique extérieure de l'Union européenne
1185	M. Marcel Oberweis	Formation «Bachelor»	1234	M. Roland Schreiner	Transfert de créances
1189	M. Laurent Mosar	Crise israëlo-libanaise	1235	M. Aly Jaerling	Discrimination des fumeurs à l'embauche
1190	M. Xavier Bettel	Pavillon maritime luxembourgeois	1238	M. Jacques-Yves Henckes	Prix de l'électricité
1191	Mme Anne Brasseur	Manque de place dans les centres d'éducation différenciée	1239	M. Xavier Bettel	Troisième paquet ferroviaire - Accès au marché ferroviaire de transport de passagers
1192	Mme Colette Flesch	Parti pédophile néerlandais (PNVD)	1240	M. Aly Jaerling	Ligne de Bus Kayl-Tétange-Noertzange en direction de Bettembourg
1194	M. Claude Meisch	Promotion de l'activité logistique et création d'une plate-forme	1242	M. Aly Jaerling	Danger des rayons UV
1195	M. Roland Schreiner	Zone d'activité économique à caractère national	1243	M. Marc Spautz	Fermeture de la WSA (Warehouse Service Agency)
1197	M. Laurent Mosar	Échec des négociations du Doha Round	1244	M. Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
1199	M. Xavier Bettel	Effectif de la Police grand-ducale auprès de l'Aéroport du Findel	1245	M. Emile Calmes	Aides financières en matière d'énergies renouvelables
1201	M. Xavier Bettel	Compagnie aérienne immatriculée au Ghana	1246	M. Claude Meisch	Transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public
			1247	Mme Anne Brasseur	Remaniement des critères de promotion
			1265 urgente	M. Henri Kox	Livraisons de viandes périmées vers neuf pays de l'UE
			1322 urgente	M. Laurent Mosar	Circulation de vélos à contresens dans des rues à sens unique - base légale

**Question 1106** (2.6.2006) de **MM. Marcel Oberweis et Marc Spautz** (CSV) concernant le **projet présenté par une société sur le site de l'ancienne fonderie au PED à Rodange:**

Suite à la décision des Communautés européennes d'installer un Data-Center dans la zone d'activité économique «à la Fonderie» à Rodange, la commune de Pétange a procédé au reclassement de terrains avoisinants en date du 23 juillet 2004.

Parallèlement à l'établissement du plan d'aménagement particulier, l'Administration des Eaux et Forêts a fait élaborer un projet de renaturation de la Chiers qui délimite la partie nord des terrains concernés, projet à financer par le Ministère de l'Environnement.

La mise en oeuvre de l'UVU (Umweltverträglichkeitsuntersuchung) établie par le bureau Prosolut de Moutfort a cependant posé des problèmes d'incompatibilité entre le concept de renaturation de la

Chiers et celui d'assainissement du site de l'ancienne fonderie.

Ayant appris que les Communautés européennes daignent renoncer à l'implantation du Data-Center, les soussignés auraient souhaité avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement maintiendra-t-il sa décision du 13 juin 2003 d'acheter les terrains concernés en vue d'y implanter le Data-Center?

- Le projet de renaturation de la Chiers n'entre-t-il pas en conflit avec le concept d'assainissement autorisé par le Ministère de l'Environnement en date du 17 août 2004 et par le Ministère du Travail et de l'Emploi en date du 27 août 2004?

**Réponse conjointe** (26.9.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

La double question parlementaire m'amène en premier lieu à faire un bref historique des faits récents



concernant le dossier de la reconversion de l'ancien site industriel «Fonderie» à Rodange ainsi que du dossier de la renaturation de la Chiers.

Pour rappel:

1) Accord du Conseil de Gouvernement du 13.06.2005 concernant le projet de reconversion de la friche de Rodange-Fonderie:

- Achat par l'État luxembourgeois d'une surface de 2,5 hectares pour l'implantation du Data-Center des Communautés européennes.

- Achat par l'État luxembourgeois d'une surface de 7,6 hectares pour la réalisation d'un projet de renaturation de la Chiers.

- La décision de la prise en charge des coûts du projet de renaturation par le Ministère de l'Environnement.

2) Lettre du 28 février 2006 de la Commission européenne, Office Infrastructures et Logistique Luxembourg à Agora:

- À la lumière des résultats d'études internes complémentaires, quant à l'implantation d'un nouveau Data-Center dans la zone «Fonderie de Rodange», la Commission décide de suspendre le projet.

3) Lettre du 4 août 2006 du Ministère de l'Environnement au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Se référant à sa décision du 24 mars 2005 portant reclassement en «zone spéciale à restructurer soumise à un plan d'aménagement particulier et en zone de réserve naturelle» de fonds sis à Rodange au lieu-dit «à la Fonderie», le Ministre de l'Environnement amende sa décision précitée dans le sens qu'elle n'est plus conditionnée à la renaturation de la Chiers.

Compte tenu des faits récents rappelés ci-dessus, la réponse suivante à la question des honorables Députés s'impose:

1. Vu la décision de la Commission européenne de suspendre l'implantation d'un nouveau Data-Center dans la zone «Fonderie de Rodange», suite à des études internes complémentaires, il n'y a plus lieu que le Gouvernement maintienne sa décision du 13 juin 2003 d'acheter les terrains concernés par le Data-Center.

2. S'il n'existe pas, de l'avis des experts de l'Administration de la Gestion de l'Eau, de conflit entre un éventuel projet de renaturation de la Chiers, ni avec l'autorisation du Ministère de l'Environnement du 17 août 2004, ni avec celle du Ministère du Travail du 27 août 2004, une telle renaturation ne s'impose pas actuellement, et ce pour les raisons suivantes:

- sur la rive droite (belge) de la Chiers, il est prévu d'aménager un parc à containers. Cette aire de dépôt est de nature à compromettre la valeur esthétique et écologique du projet;

- une renaturation sur ce site peut engendrer un risque de mobilisation de substances dangereuses contenues dans le sous-sol pollué suite à l'augmentation du niveau de la nappe phréatique;

- du point de vue hydraulique, les autorités belges formulent des réserves quant aux mesures projetées par l'Administration des Eaux et Forêts; elles estiment en particulier que la renaturation aura pour conséquence un risque accru d'inondations en aval de la localité d'Athus.

Par ailleurs, l'Administration de la Gestion de l'Eau ne dispose pas pour l'instant de renseignements suffisants quant à la quantité des déblais qui sont à assainir et au coût du projet.

Enfin, de l'avis du Ministère de l'Environnement, les mesures d'assainissements préalablement nécessaires à la mise en œuvre du projet sont susceptibles de dépasser un cadre financier raisonnable par rapport à la plus value écologique escomptée.

**Question 1112 (7.6.2006) de Mme Colette Flesch (DP)** concernant le **système de radionavigation par satellite Galileo**:

La Chambre des Députés a récemment voté trois projets de loi relatifs à Galileo. Entre-temps, la presse signale que les négociations entre l'Union européenne et le consortium d'industriels pressenti pour lancer et gérer le système de navigation par satellites sont enlisées.

- Cette affirmation est-elle exacte?

- En particulier, est-il exact que des divergences existent pour le partage des risques liés à la conception du système et pour ceux liés aux revenus commerciaux et aux développements du marché?

- Quelles sont ces divergences?

- Est-il exact que Galileo ne sera opérationnel qu'en 2010 et non en 2008 comme prévu?

- Le montant prévu au budget européen est-il effectivement inférieur de 100 millions d'euros au montant prévu (900 millions d'euros au lieu d'un milliard)?

- Est-il exact qu'il est envisagé de réduire le nombre de satellites du système de 30 à 26?

- Le service gouvernemental crypté réservé aux seuls États membres fait-il effectivement objet de controverse? Pour quelles raisons?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois dans la discussion actuellement en cours au niveau du Conseil des Ministres?

**Réponse (18.9.2006) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

Faisant référence à des informations de presse y relatives l'honorable Députée s'inquiète au sujet de problèmes relatifs à la mise en œuvre du système européen de navigation par satellite Galileo.

À cet égard, il y a lieu de noter qu'il est exact que les négociations entre l'Entreprise commune Galileo, qui représente l'Union européenne, et le consortium industriel candidat à la concession s'avèrent plus difficiles que prévu. Le calendrier de négociations proposé aujourd'hui devrait livrer un premier projet de contrat en décembre 2006. La consolidation et la finalisation des clauses du contrat s'étendront sur la première moitié de 2007 avec une signature officielle du contrat prévue dans la seconde moitié de 2007.

Les représentants de la Commission européenne se montrent optimistes par rapport à ce calendrier et affirment qu'il pourra être tenu.

Les points majeurs en discussion actuellement sont le partage des risques liés à la conception du système respectivement ceux liés à une défaillance éventuelle du «modèle économique Galileo» reposant sur le paiement de licences pour accéder au signal. Il semble que la principale divergence concerne l'enveloppe financière du

secteur public. Les industriels souhaiteraient un support de l'ordre de 2,5 milliards d'euros sur la période 2007-2013, alors que la Commission est prête à s'engager pour un montant de l'ordre d'un milliard d'euros. D'après les affirmations du Commissaire Barrot, il n'est pas question «d'accorder un chèque en blanc au concessionnaire». Les coûts doivent être raisonnables et permettre un retour sur investissement. L'objectif est d'arriver à un contrat de concession équilibré en termes de partage des risques.

Pour rappel, la structure du partenariat public/privé choisie est la société de concession. Le concessionnaire devrait contribuer à hauteur des 2/3 des coûts de la phase de déploiement du système Galileo. Le tiers restant devrait être financé par le secteur public. Aujourd'hui, le coût total du système, y inclus la phase de développement et la phase de déploiement, est estimé à 3,6 - 3,8 milliards d'euros.

Quant à la date de mise en service du système il est vrai que la complexité du programme Galileo a mené à certains délais et il est prévu aujourd'hui que la phase de validation en orbite se termine en 2008. La phase de déploiement assurée par le concessionnaire devrait couvrir la période 2009-2010 et permettre l'entrée en opération du système Galileo fin 2010/début 2011.

Il n'y a pas eu de modification du budget européen prévu pour Galileo, le montant total change toutefois en fonction de la période considérée. Le budget total applicable pour la période 2007-2013 est de 900 millions d'euros (exprimé en prix 2004). Si l'on y ajoute le budget 2006, le montant total s'élève à plus d'un milliard d'euros.

La constellation Galileo finale aura 27 satellites opérationnels et trois satellites de réserve en orbite, donc un total de 30 satellites, répartis sur trois orbites différentes. À noter que quatre satellites seront lancés dans la phase de validation alors que 26 satellites seront lancés dans la phase de déploiement.

En effet, l'utilisation des signaux cryptés fait l'objet de controverses. Dans ce dossier, la France et le Royaume-Uni occupent les positions les plus exposées. Le Royaume-Uni ne veut pas utiliser et ne pas payer l'utilisation des signaux cryptés. De son côté, la France ne veut pas voir de limitations à son propre usage de ces signaux. Un autre élément freinant la discussion concernant le PRS («Public Regulated Service») est son utilisation militaire potentielle. Même en limitant l'utilisation du PRS aux actions de maintien de la paix, il sera nécessaire d'équiper les véhicules militaires des dispositifs nécessaires qui pourront également être utilisés en opération de combat. Un troisième élément échappant toujours à la discussion PRS est la demande institutionnelle civile rapidement croissante de services GNSS et par conséquent la dépendance croissante de la société par rapport à ces services. Les fonctions d'infrastructure critique dépendent de la disponibilité de signaux GNSS augmenteront en nombre et en importance avec la disponibilité de ces signaux. L'ampleur des besoins en PRS ne pourra donc être constatée qu'après une certaine période de fonctionnement du système Galileo. Toute solution devra donc rester flexible en vue des applications futures. La Commission européenne a annoncé qu'elle publierait fin de l'année une proposition sur l'usage des services gouvernementaux cryptés.

À plusieurs reprises, le Gouvernement luxembourgeois s'est exprimé en faveur d'une mise en œuvre rapide du système Galileo à des fins civiles.

**Question 1125 (20.6.2006) de MM. Marcel Oberweis et Lucien Thiel (CSV)** concernant le **projet LIASIT (Luxembourg International Advanced Studies in Information Technologies)**:

En juillet 2002, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a initié le projet pilote LIASIT qui se trouve dans la ligne du projet «Université du Luxembourg» et qui a pour objectif la création d'un Centre pluridisciplinaire de formation de haut niveau (3<sup>e</sup> cycle universitaire) et de la recherche doctorale (Ph.D.) dans le domaine des technologies de l'information. Un partenariat s'est constitué autour du projet qui réunit l'Université du Luxembourg, le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann ainsi que le Centre de Recherche Public Henri Tudor pour copiloter l'initiative ministérielle.

Le premier rapport de l'OCDE sur le dispositif national de la recherche et de l'innovation, présenté le 31 mai 2006, montre qu'au Luxembourg les conditions sont très favorables au développement de ces activités. Les conclusions du rapport révèlent cependant également les faiblesses que le pays doit surmonter s'il veut s'imposer dans le domaine de la recherche européenne, voire internationale.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quel est l'état d'avancement du projet pilote LIASIT?

- Quels sont les premiers résultats du projet?

- Le projet pilote une fois achevé, sera-t-il intégré dans les structures de l'Université à l'image de la Luxembourg School of Finance?

**Réponse conjointe (29.9.2006) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

Le projet LIASIT (Luxembourg International Advanced Studies in Information Technologies) a été initié en 2002 par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre d'un partenariat réunissant les Centres de Recherche Publics Gabriel Lippmann et Henri Tudor et l'Université du Luxembourg.

Le projet a été conçu comme un projet pilote sur la mise en œuvre d'études doctorales en partenariat avec le secteur privé, la thématique retenue étant celle de la sécurité de systèmes et de transactions informatiques. L'étudiant réalise ainsi une partie de ses recherches en entreprise avec laquelle il est lié contractuellement. Huit entreprises actives dans le secteur contribuent au projet en accueillant les doctorants dans le cadre de contrats de travail.

Le projet connaît également une dimension européenne. Chaque doctorant est inscrit à l'Université du Luxembourg et dans une autre université; à ce titre neuf universités étrangères sont associées au projet.

Au jour d'aujourd'hui, 13 étudiants doctorants ont préparé ou sont en train de préparer leurs thèses de doctorat dans le cadre du projet. En 2005, le premier doctorant a soutenu sa thèse avec succès.

Pour ce qui est du rôle que le projet LIASIT est amené à jouer dans l'Université, cette dernière analyse la possibilité d'en faire un centre interdisciplinaire.

**Question 1127 (20.6.2006) de Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales**:

L'article 5 de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales prévoit que les actes, documents, fichiers qui utiliseront le numéro d'identité, à condition que celui-ci soit réservé à l'usage administratif interne ou aux relations avec le titulaire du numéro, sont déterminés par règlement grand-ducal.

- Quels sont les actes, documents et fichiers ainsi déterminés?

**Question 1128 (20.6.2006) de Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales**:

L'article 4 de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales prévoit que les données du répertoire général des personnes, y compris le numéro d'identité, ne sont communiquées (en tout ou en partie) qu'aux administrations, services publics, organismes de sécurité sociale qui sont autorisés par la loi ou une disposition réglementaire à y avoir recours.

- Quels sont les administrations, services publics, organismes de sécurité sociale ainsi désignés?

**Réponse (15.9.2006) de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:**

Dans ses courriers du 20 juin 2006, Madame la Députée Colette Flesch désire connaître, d'une part, les administrations, services publics et organismes de la sécurité sociale qui sont autorisés à recevoir communication des données du répertoire général des personnes et, d'autre part, les actes, documents et fichiers pouvant contenir le numéro d'identité des personnes.

En réponse, je voudrais informer l'honorable Députée que l'article 4 de la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales dispose que «le numéro d'identité et les autres données y relatives du répertoire général ainsi que leurs modifications sont communiqués:

a) à la personne désignée par le numéro en question,

b) en tout ou en partie à

1) tout service public,

2) tout officier public et tout créateur ou exécuteur d'acte translatif de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque,

3) tout établissement de sécurité sociale luxembourgeois, dans la mesure où ces organismes ou personnes sont tenus, par une disposition légale ou réglementaire, d'avoir recours au numéro d'identité ou à d'autres données enregistrées au répertoire.

Un règlement grand-ducal déterminera les personnes sub 2) qui ont accès et les modalités d'accès au répertoire dans le cadre de leurs missions respectives.»

L'article 5 de la même loi prévoit encore que les actes, documents et fichiers qui utilisent le numéro d'identité sont déterminés par règlement grand-ducal.

Les administrations, services publics et organismes de la sécurité sociale qui sont donc autorisés à recevoir communication des données du répertoire général des



personnes sont ceux qui tiennent des actes, documents et fichiers pouvant contenir le numéro d'identité des personnes. Ceux-ci sont déterminés par le règlement grand-ducal modifié du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales, à savoir:

- les fichiers du personnel enseignant et des élèves du Ministère de l'Éducation nationale,
- les fichiers des assujettis à la TVA de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines,
- les fichiers des contribuables de l'Administration des Contributions et Accises,
- les fichiers du personnel de l'État du Ministère de la Fonction publique,
- les fichiers des assurés, coassurés, employeurs, bénéficiaires de prestations et fournisseurs médicaux des établissements de la sécurité sociale du Grand-Duché de Luxembourg et des pays étrangers liés par les instruments internationaux applicables en matière de la sécurité sociale,
- les fichiers des factures du Laboratoire national de Santé,
- les fichiers des services audiométrique et orthophonique du Ministère de la Santé,
- le fichier des permis de conduire du Ministère des Transports, des Communications et de l'Informatique,
- le fichier de la chaîne pénale,
- le fichier du casier judiciaire,
- le fichier des sociétés tenu au Service central de législation du Ministère d'État,
- le fichier des étrangers du Ministère de la Justice,
- le fichier des armes prohibées du Ministère de la Justice,
- le fichier des personnes pour lesquelles un examen a été effectué au Laboratoire national de Santé,
- les fichiers des personnes hospitalisées ou internées à l'hôpital neuropsychiatrique de l'État,
- les fichiers des personnes en contact avec l'Administration de l'Emploi dans le cadre de sa mission de promouvoir l'utilisation optimale des forces de travail,
- les fichiers de l'état civil,
- les fichiers de la population des communes, y compris les listes électorales,
- les fichiers du personnel des communes,
- les fichiers du personnel enseignant de l'enseignement primaire et préscolaire,
- les fichiers des élèves des communes: enseignements préscolaire et primaire, conservatoire de musique,
- les fichiers concernant la gestion financière des communes, y compris les impositions, taxes et redevances,
- les fichiers des clients du Service central des imprimés et des fournitures de bureau de l'État,
- les fichiers des personnes physiques et des personnes morales participant aux enquêtes périodiques du Statec,
- les fichiers des personnes physiques et des personnes morales figurant aux répertoires des entreprises édités par le Statec,
- les fichiers des abonnés aux divers moyens de télécommunication de l'Administration des Postes et Télécommunications,
- les fichiers du personnel de l'Administration des Postes et Télécommunications,
- les fichiers des demandeurs d'un permis de travail et de

leurs employeurs du Ministère du Travail et de l'Administration de l'Emploi,

- les fichiers de l'École nationale de l'Éducation physique et des Sports,
- les fichiers des personnes morales sujettes à la taxe d'abonnement de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines,
- les fichiers des travailleurs admis à la préretraite et de leurs employeurs,
- les fichiers du Service de la Trésorerie de l'État concernant les cessions et saisies sur traitements du personnel de l'État,
- les fichiers des clients du Ministère des Affaires culturelles et des instituts culturels affectés,
- les fichiers de la Cour des Comptes concernant le contrôle des rémunérations et des pensions du personnel de l'État,
- les fichiers des copropriétaires d'immeubles inscrits au cadastre,
- les fichiers des agents publics ayant demandé l'allocation d'une subvention d'intérêt dans le cadre de l'exécution du règlement ministériel concernant les subventions d'intérêt aux agents publics ayant contracté un prêt dans l'intérêt du logement,
- les fichiers des bénéficiaires d'aides au logement,
- le fichier des propriétaires, porteurs, détenteurs et vendeurs d'armes prohibées,
- le fichier des véhicules routiers et de leurs propriétaires et détenteurs créé pour le compte du Ministère des Transports, ainsi que les fichiers à finalité dérivée créés pour le compte du Ministère des Affaires étrangères, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et des Accises,
- le fichier des personnes exerçant certaines professions de santé,
- le fichier des personnes requérantes et bénéficiaires d'un secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles ou par d'autres sinistres assimilés reconnus tels par le Gouvernement réuni en conseil,
- le fichier des contribuables de l'Administration des Douanes et Accises,
- les fichiers traités par l'Inspection du Travail et des Mines dans l'exécution de ses missions légales et réglementaires,
- la banque de données nominatives des titulaires et demandeurs de permis de conduire,
- la banque de données nominatives des électeurs de la Chambre des fonctionnaires et employés publics,
- les fichiers du Registre de Commerce et des Sociétés,
- le fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière.

Ce règlement grand-ducal prévoit également que tous les actes et documents établis dans le cadre des fichiers énumérés ci-dessus peuvent porter mention du numéro d'identité. Par ailleurs, les propriétaires de ces fichiers peuvent déléguer l'autorisation qui leur est accordée d'utiliser pour ces fichiers le numéro d'identité à toute personne ou organisme intermédiaire, chargé d'une mission spécifique pour leur compte.

Ensuite, en pratique, l'étendue de l'accès aux informations contenues dans le répertoire général des personnes varie en fonction des données dont doivent disposer les différents services ou administrations.

En outre, je voudrais encore indiquer que l'article 5 de la loi du 11 novembre 2003 relative à la publicité foncière et portant modification

- de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques;
- de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
- de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments

prévoit ce qui suit:

«L'Administration du Cadastre et de la Topographie, les notaires et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sont autorisés, dans le cadre de leurs attributions respectives, à utiliser le numéro prévu par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales dans le traitement informatique des biens immobiliers situés sur le territoire national.»

L'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 13 février 2004 concernant l'accès et les modalités d'accès au répertoire général des personnes physiques et morales par les officiers publics et autres créateurs ou exécuteurs d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque, prévu par l'article 4 de la loi modifiée du 30 mars 1979 précitée, dispose que «sans préjudice du droit d'accès dont disposent l'Administration du Cadastre et de la Topographie, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et les notaires en vertu de l'article 5 de la loi du 11 novembre 2003, les huissiers de justice exerçant leur ministère au Grand-Duché de Luxembourg et les autres créateurs ou exécuteurs d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque, désignés ci-après par 'autres intervenants' ont le droit d'accéder, sur demande et dans le cadre de leurs missions respectives en relation avec la publicité foncière, au numéro d'identité et aux autres données y relatives du répertoire général (...). En vertu de l'article 2 du même règlement, «les notaires, les huissiers de justice et les autres intervenants peuvent désigner un ou plusieurs membres de leur personnel qui auront un droit d'accès au répertoire général.»

Finalement, je tiens encore à relever que le Gouvernement entend réformer la législation sur l'identification numérique des personnes physiques et morales. Il s'agira plus particulièrement de créer une nouvelle base légale relative aux registres communaux de la population (remplacement de la loi du 22 décembre 1886 concernant les recensements de la population à faire en exécution de la loi électorale), d'adapter la loi modifiée du 30 mars 1979 précitée ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1987 fixant les modalités d'application de cette loi.

**Question 1133** (27.6.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **données personnelles et financières des transferts interbancaires:**

Dans plusieurs articles de presse il vient d'être relevé que peu après les attentats du 11 septembre 2001 le Gouvernement américain se serait assuré l'accès aux données personnelles et financières de tous les transferts interbancaires.

La société SWIFT, dont le siège est à La Hulpe en Belgique et qui opère également des bureaux à New York, aurait mis ces informations à la disposition du Gouvernement Bush et ce à l'insu des banques et de leurs clients.

Au Luxembourg tous les acteurs de la place financière, banques, courtiers, gestionnaires de fonds, agents de transferts etc. sont membres de SWIFT et effectuent leurs transferts de fonds (et de titres) sur le marché domestique et à destination de l'étranger ou reçoivent les entrées de fonds en faveur de leurs clients en provenance de l'étranger par ce fournisseur privé. La raison en est que plus de 7.000 banques en sont membres, que SWIFT a mis en place des standards de formatage applicables à toutes les banques indépendamment de leur origine géographique, et que les messages sont cryptés, assurant ainsi un maximum de sécurité et de confidentialité à ses utilisateurs.

Bien que le Gouvernement Bush précise que seules les personnes soupçonnées proches d'Al-Qaïda aient été supervisées, il est difficilement concevable qu'un «filtre» puisse être mis sur des natures de transactions à destination ou en provenance de personnes ou de sociétés cibles, tout en assurant l'intégrité des données de toutes les autres transactions.

Cette mise à disposition très controversée par la société SWIFT d'informations à caractère confidentiel (d'où l'encryptage des données) au Gouvernement américain, est de nature à mettre en question le secret bancaire et de nuire à l'image des banques et de la place financière du Luxembourg. Il va de soi que la souveraineté d'un État est également mise en question.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-t-il intervenir auprès de la société SWIFT pour exiger une confirmation qu'aucun préjudice n'a été porté aux banques luxembourgeoises, leurs clients et à la place financière?

**Réponse** (1.9.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'honorable Député se réfère à des informations qui ont été portées à la connaissance des autorités comme du public par la presse. Il aura pris connaissance de la réaction immédiate de la société SWIFT par voie d'un communiqué de presse détaillé, dans lequel cette société affirme avoir agi dans le cadre des textes exigeant et précisant la coopération avec les autorités chargées de l'application des lois.

Entre-temps une note d'information de la Banque nationale de Belgique, publiée également par la presse, a permis de mieux cerner la base juridique des injonctions adressées par les autorités américaines à la succursale de SWIFT aux États-Unis et de connaître des détails sur la limitation de la portée de ces injonctions ainsi que sur les mécanismes de contrôle mis en place pour assurer que seules des données présentant un réel intérêt pour la lutte contre le financement du terrorisme puissent être soumises à une analyse plus approfondie des autorités.

Il convient de souligner que des dispositions visant à lutter contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, à exiger une coopération aussi complète que possible du secteur financier à toute demande légale que les autorités chargées de l'application des lois leur adressent dans l'exercice de leurs compétences et, plus particulièrement, à incorporer aux virements et transferts de fonds ainsi qu'aux messages s'y rapportant, le nom ou le numéro de compte du donneur d'ordre font partie également du dispositif législatif européen et luxembourgeois.

**Question 1135** (28.6.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **missions à l'étranger de l'armée luxembourgeoise:**

Au cours des dernières années, la panoplie des tâches de l'armée luxembourgeoise a connu une évolution rapide. Ainsi, nos soldats participent actuellement à diverses missions de maintien de la paix et de la gestion de crises à l'étranger, parmi lesquelles se trouvent notamment les missions au Kosovo et en Afghanistan.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des données chiffrées quant au pourcentage de soldats de l'armée luxembourgeoise effectuant des missions à l'étranger?
- Monsieur le Ministre peut-il également me donner des données chiffrées quant au pourcentage de soldats d'autres armées européennes effectuant des missions à l'étranger?

**Réponse** (30.8.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense:*

La question parlementaire de l'honorable Député Xavier Bettel a trait au pourcentage de soldats de l'armée luxembourgeoise effectuant des missions à l'étranger.

Au 31 décembre 2005, l'effectif militaire au sens strict, hors personnel civil, était de 762 personnes. Cet effectif total se décompose comme suit:

- officiers:	53;
- sous-officiers:	134;
- caporaux:	35;
- soldats volontaires:	540.

Sur ces 762 militaires, 98 ont pris part à une mission OMP en 2005, soit 12,68% de l'effectif militaire total.

En faisant une ventilation par catégorie de personnel militaire, on constate qu'en 2005:

- six officiers ont participé à une mission OMP, soit 11,32%;
- 17 sous-officiers ont participé à une mission OMP, soit 12,68%;
- six caporaux ont participé à une mission OMP, soit 17,14%;
- 69 soldats volontaires ont participé à une mission OMP, soit 12,77%.

Quant à d'autres pays européens, je ne dispose pas de statistiques officielles à leur sujet, mais il est évident que les autres États membres de l'Union européenne prennent tous leur responsabilité en matière militaire. Concernant les missions à l'étranger et pour me limiter à deux de nos pays voisins, j'en veux pour preuve notamment l'engagement substantiel de la France et de l'Allemagne en République démocratique du Congo, le Luxembourg participant à cette mission, en fonction de ses possibilités, avec un officier et un sous-officier.

Je signale que la présente ne tient pas compte des derniers développements ayant trait au Liban.

**Question 1136** (28.6.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **fourrière:**

Dans sa réponse à une question parlementaire du 4 décembre 2001 quant à la création d'une fourrière ouverte 24 heures sur 24 (*cf.*



compte rendu N°3/2001-2002), Monsieur le Ministre de l'Intérieur m'avait répondu que la Police grand-ducale ne s'y opposerait pas, mais que cette décision était «tributaire de la construction d'une infrastructure adéquate et d'un renforcement en personnel civil pour en assurer la gestion administrative».

D'ici quelques mois le Luxembourg et sa Grande Région seront capitale européenne de la Culture et de nombreuses manifestations auront lieu sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la création d'une fourrière ouverte 24 heures sur 24 serait opportune? Dans l'affirmative, quelles ont été les mesures entreprises par le Gouvernement en vue de la construction d'une infrastructure adéquate?
- Combien d'autres capitales européennes ne disposent pas d'une fourrière ouverte 24 heures sur 24?
- Combien de voitures ont été mises en fourrière en 2002, 2003, 2004 et 2005?
- Combien de mises en fourrières ont été effectuées pendant la nuit au cours de ces années?
- Combien de voitures immatriculées à l'étranger ont été mises en fourrières pendant ces années?

**Réponse** (29.9.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Actuellement, la fourrière de la Police grand-ducale fonctionne entre 08h00 et 19h00 heures. Une ouverture de la fourrière 24 heures sur 24 entraînerait un coût considérable pour l'État et donc pour le contribuable. De ce fait, elle n'est pas envisagée.

De 2002 à 2005, un total de 11.716 véhicules, dont 3.521 véhicules immatriculés à l'étranger, ont été mis en fourrière.

Pour cette même période, 5.482 voitures ont été mises en fourrière pendant la nuit.

Pour la seule année 2005, 3.536 voitures ont été mises en fourrière, dont 1.862 la nuit et 1.014 immatriculées à l'étranger.

**Question 1137** (28.6.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le **creusement du tunnel «Grouft»:**

Dans son arrêt du 20 juin 2006 la Cour administrative a annulé l'arrêt ministériel du Ministre des Travaux publics du 2 juillet 2004 adjugeant le marché public relatif au creusement du tunnel «Grouft».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- a) Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre tire de cet arrêté?
- b) Quels seront les coûts supplémentaires pour l'État dus à cette décision?
- c) De quelle manière cet arrêté influencera-t-il les travaux effectués sur le chantier? Quel impact cette décision aura-t-elle sur les délais du chantier?

**Réponse** (2.10.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Un arrêt de la Cour administrative du 20 juin 2006, par réformation du jugement de première instance du

9 juin 2005, a annulé l'arrêt ministériel de la Ministre des Travaux publics du 2 juillet 2004 adjugeant le marché public relatif au creusement du tunnel «Grouft» (soumission du 1<sup>er</sup> octobre 2003) sur base d'un vice de procédure, dans la mesure où en cours de route, après la publication et distribution du cahier des charges aux soumissionnaires intéressés, les critères d'attribution avaient été changés en ce sens que le critère relatif à l'«éventuelle réduction des délais imposés» a été omis et remplacé par le facteur du «risque».

Une telle modification du cahier des charges avait à l'époque été jugée utile puisqu'elle adaptait le cahier des charges à la nouvelle législation sur les marchés publics du 30 juin 2003 votée entre-temps.

Il convient de préciser, qu'afin de mettre tous les soumissionnaires concernés en mesure d'élaborer leur offre en tenant compte de ces changements, ils en furent tous avertis à l'époque par lettre recommandée et que l'ouverture de la soumission a été reportée du 10 septembre 2003 au 1<sup>er</sup> octobre 2003. La légalité de l'arrêt d'adjudication fut par ailleurs affirmée à la fois par le Président du Tribunal administratif, saisi d'une requête en sursis à exécution, que par les juges de première instance.

Vu l'arrêt de la Cour administrative annulant l'arrêt ministériel du 2 juillet 2004, j'ai demandé au Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées de procéder à une nouvelle évaluation des offres remises sur base des critères d'attribution prévus dans le cahier des charges originaire.

Cette évaluation a révélé que l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères du cahier des charges originaire a été remise par la même association qui s'est fait attribuer le marché sur base de la procédure qui a été annulée par l'arrêt de la Cour administrative du 20 juin 2006, c'est-à-dire par l'association momentanée qui est en train d'exécuter les travaux.

En conséquence, un nouvel arrêt d'adjudication a été pris en date du 3 août 2006, sur base de cette nouvelle évaluation.

Le soumissionnaire qui a déjà intenté la première action devant les juridictions administratives a par la suite, en date du 10 août 2006, intenté des recours contre cette nouvelle décision.

L'ordonnance relative à la requête en sursis à exécution vient d'être rendue par le Président du Tribunal administratif lors de l'audience du 22 août 2006. La demande en sursis a été rejetée.

Le recours au fond devant le Tribunal administratif va être plaidé dans les mois à venir.

Dans l'état actuel de la procédure l'arrêt de la Cour administrative n'engendre pas de coûts supplémentaires et n'a pas d'impact sur les délais des chantiers.

Vu l'arrêt rendu par la Cour administrative, il est évident que je ne suis plus en mesure, à l'avenir, d'autoriser des modifications du cahier des charges après sa distribution aux soumissionnaires en vue d'élaborer leurs offres.

**Question 1138** (29.6.2006) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Stein-Mergen** (CSV) concernant la **pédiatrie sociale**:

L'émission télévisée «Top Thema» du 27 juin 2006 était consacrée à un aspect important de la pédiatrie, à savoir la pédiatrie sociale.

Depuis de nombreuses années les médecins pédiatres, ainsi que le „Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand“ réclament la mise en place

de structures médico-psycho-pédagogiques pour enfants. Il est rappelé dans ce contexte que la Commission spéciale «Jeunesse en détresse» avait déjà, en son temps, attiré l'attention sur ce problème. Lors du débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg, qui s'est tenu à la Chambre des Députés à l'automne 2003, les députés ont adopté une motion invitant le Gouvernement «à adapter le niveau institutionnel aux besoins spécifiques et variés des enfants et jeunes en difficultés, notamment en favorisant la création de structures médico-psycho-pédagogiques et d'un service de pédiatrie sociale conventionné (...)». Il est dans ce contexte rappelé que la pédiatrie sociale a pour but de détecter et de prendre en charge à un stade précoce des problèmes médico-sociaux chez les populations cibles, à savoir les femmes enceintes toxicomanes, les enfants «négligés» ou traversant une crise de la vie grave (décès d'un parent ou encore maladie).

Dans ce contexte nous aurions souhaité savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration respectivement de Monsieur le Ministre de la Santé,

- si le Gouvernement entend étendre le service de pédiatrie sociale tel qu'il existe actuellement au niveau de la clinique pédiatrique, celui étant dépassé pour faire face à toutes les situations de détresse qui se présentent actuellement.
- Dans l'affirmative, est-il envisagé de créer une structure extrahospitalière, la pédiatrie sociale ne se limitant pas à prendre en charge les nouveaux-nés et le milieu hospitalier n'étant pas toujours adapté?
- Le Gouvernement a-t-il prévu d'allouer pour l'exercice 2007 des crédits budgétaires destinés à financer la mise en place d'une telle structure extrahospitalière?
- Dans l'affirmative, combien d'enfants pourront bénéficier d'un tel encadrement et d'une telle prise en charge? Quand est-ce que cette structure pourra être opérationnelle?
- En attendant la mise en place d'un tel service, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour permettre aux structures actuellement existantes de fonctionner de manière plus efficace?

**Réponse commune** (23.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La pédiatrie sociale considère l'enfant dans son contexte global, incluant sa santé physique, psychique, sociale et culturelle, l'analysant dans son cadre familial et dans son environnement de vie.

Cette spécialité s'occupe des circonstances et conditions influant la santé et le développement de l'enfant, ainsi que les risques, les troubles engendrés ou les conséquences subies.

Elle analyse et évalue la santé de l'enfant, ainsi que les facteurs lui portant atteinte ou le mettant en péril.

Elle intervient comme avocat de la santé global de l'individu «enfant» et de la collectivité des enfants et adolescents.

La pédiatrie sociale ne se limite donc nullement au domaine médical traditionnel. Elle est un maillon central autour de l'enfant, œuvrant en faveur de son bien-être à court et à long terme, dans une approche interdisciplinaire et intersectorielle:

- avec des interventions «thérapeutiques» pour des enfants et adolescents en détresse,

- des interventions «préventives» pour des enfants et jeunes vivant (ou «à vivre» par exemple femmes enceintes toxicomanes) dans des contextes «à risque»,
- des interventions «de promotion de la santé» en agissant en faveur de la création de cadres favorables à l'épanouissement des enfants et jeunes.

La pédiatrie sociale de notre pays doit se développer:

- au niveau politique et programmatique:

Il semble effectivement important de réfléchir à un niveau national sur les nécessités et les besoins d'un projet cohérent «pédiatrie sociale» dans notre pays:

- en considérant la santé globale de l'enfant et de l'adolescent dans son environnement de vie,
- en prenant en compte les spécificités des enfants selon leur âge, leur contexte familial, social ou culturel,
- en se basant sur les études réalisées les dernières années, les problèmes identifiés par les professionnels médicaux, pédagogiques, éducatifs, sociaux, juridiques..., les associations concernées, les parents et les enfants...,
- en promouvant l'approche interdisciplinaire, l'échange professionnel, l'action concertée et complémentaire.

- au niveau législatif:

- en adaptant les dispositions législatives nouvelles et existantes qui s'y réfèrent, tout en veillant à ce que la protection de la santé de l'enfant soit toujours considérée et que la collaboration avec les professionnels de la santé soit régulièrement retenue.

- au niveau de coordination et d'améliorations des réseaux impliqués:

- en améliorant les procédures et les habitudes de collaboration entre secteurs et professionnels différents,
- en multipliant les échanges professionnels interdisciplinaires réguliers,
- en fortifiant et en optimisant les réseaux d'aide et de soutien interdisciplinaires autour de l'enfant et de sa famille,
- en multipliant les efforts et démarches pour augmenter les présences de professionnels de la santé dans ces réseaux.

- au niveau de projets concrets répondant à des besoins immédiats:

- exemple: service pédiatrie sociale CHL.

Bien que toute une série de services répondent (en partie) déjà à des besoins de pédiatrie sociale et que la création de nouveaux projets comme celui du CHL répondent à des nécessités urgentes, il semble qu'un programme cohérent de «pédiatrie sociale» dans notre pays s'avère important, programme où les pédiatres, pédopsychiatres et autres professionnels de la santé devront jouer le rôle qui incombe à leur responsabilité et à leur expertise professionnelle.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration prévoit actuellement la création d'une pouponnière extrahospitalière qui accueille des enfants âgés entre zéro et trois ans dont les parents ne peuvent assurer momentanément l'éducation et dont la santé voire le développement sont en cause. Les objectifs prioritaires de cette structure consistent à assurer un accueil temporaire de substitution par rapport aux parents et un encadrement éducatif axé sur les soins de base ainsi que sur le développement harmonieux des capacités

des enfants. La pouponnière permettra de même l'accueil spécialisé d'enfants pour des raisons de diagnostic et de thérapie et fonctionnera comme centre de ressources pour les parents concernés.

La nouvelle pouponnière permettra d'accueillir une vingtaine d'enfants en bas âge. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a confié la conception et la gestion de la pouponnière à l'Anne a.s.b.l. qui gère actuellement plusieurs structures pour mineurs en détresse dont une pouponnière à Esch/Alzette. La structure d'accueil en question sera installée dans une maison acquise par l'État à Howald. Compte tenu des délais nécessaires pour la transformation de la structure, la pouponnière sera probablement opérationnelle au printemps 2007.

Les crédits nécessaires pour l'aménagement de la pouponnière sont prévus au budget du Fonds d'investissement pour les infrastructures sociofamiliales du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Les crédits budgétaires pour les frais de fonctionnement ont été sollicités dans le cadre des propositions budgétaires pour l'exercice 2007.

En attendant la mise en place du nouveau service, le Ministère de la Famille et de l'Intégration continuera à soutenir les centres d'accueil conventionnés et notamment la pouponnière existante à admettre des bébés en détresse dans les limites des ressources mises à leur disposition.

**Question 1139** (29.6.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **«Convention Apostille»:**

La Convention de La Haye du 5 octobre 1961, intitulée «Convention Apostille», a supprimé l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers. Cette suppression facilite la circulation des actes publics établis dans un État partie à la Convention et devant être produits dans un autre État partie à la Convention. Cette Convention, qui ne s'applique qu'entre États parties, remplace les formalités, souvent lourdes et coûteuses, de légalisation d'un acte public par la simple émission d'une apostille.

Au Luxembourg, cette Convention est entrée en vigueur le 3 juin 1979 et il appartient au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, notamment au Bureau des Passeports, Visas et Légalisations, d'émettre les apostilles au Luxembourg.

L'apostille est le seul moyen par lequel les entreprises peuvent prouver, lors d'une transaction, la véracité de la signature ainsi que la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou du timbre dont cet acte est revêtu.

Or, de nombreuses entreprises se plaignent des délais considérables pour l'émission d'une telle apostille au Luxembourg qui peuvent varier entre deux jours et une semaine. Il est évident que de tels délais risquent de porter préjudice au bon déroulement des transactions, alors qu'ils retardent inutilement celles-ci. S'y ajoute que ces délais sont susceptibles de nuire à l'image de la place financière du Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn:

- Pourquoi au Luxembourg les délais nécessaires pour l'émission d'une apostille sont-ils si longs, alors qu'à l'étranger une telle émission ne nécessite souvent qu'une seule journée?



**Réponse** (22.9.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Vu l'état actuel du dossier «Convention Apostille» je m'empresse de vous énoncer ci-après les dernières évolutions concernant le dossier émarginé sous rubrique.

S'il est vrai qu'au premier semestre de l'année 2006 les délais pour l'émission d'une apostille variaient entre deux jours et une semaine ces derniers étaient avant tout dus à une restructuration interne du service en question et à des vacances de poste qui ne pouvaient être pourvues du jour au lendemain.

Actuellement le délai de délivrance est de deux jours ouvrables, délai qui sera raccourci davantage avec l'introduction prochaine d'un support informatique performant qui nous permettra de nous rapprocher sensiblement des délais pratiqués dans les pays limitrophes.

**Question 1141** (30.6.2006) de **M. Claude Adam** (*DÉI GRENG*) concernant le **syndrome TDAH et les moyens de traitement**:

Selon des études internationales, le syndrome TDAH (Trouble Déficitaire de l'Attention avec ou sans Hyperactivité) toucherait entre 4 et 9% des enfants en âge scolaire.

- Quel est ce pourcentage au Luxembourg?
- Quelles sont, d'après les découvertes les plus récentes de la science, les causes de la présence aussi fréquente de ce syndrome?
- Est-ce que le Gouvernement encourage la recherche quant aux origines et au traitement du syndrome de TDAH?

D'après le rapport 2004 de l'ORK (Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand), le syndrome TDAH est diagnostiqué à Luxembourg par le Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice (SCAP).

- Combien d'enfants figurent actuellement sur la liste d'attente du SCAP?
- Quels sont actuellement les délais d'attente pour le diagnostic et le traitement thérapeutique?
- Est-ce qu'il existe d'autres services au Grand-Duché où les parents d'enfants susceptibles de présenter des troubles déficitaires de l'attention avec ou sans hyperactivité peuvent s'adresser?

Le traitement médical actuellement remboursé par les caisses de maladie est le Ritalin.

- Combien d'enfants sont traités avec Ritalin au Luxembourg?
- Quelle est la durée moyenne de traitement?
- Quelles sont les modalités de prescription de ce médicament?
- Quelles sont les expériences avec ce traitement?
- Outre le traitement médicamenteux, quelles autres formes de thérapie existent au Luxembourg? Quelle est la durée d'attente pour les enfants concernés?

Depuis quelques années il existe un nouveau médicament, le Concerta, qui libère les agents actifs progressivement sur une période de 24 heures. Ce médicament ne se trouve actuellement pas sur la liste positive des médicaments remboursables par les caisses de maladie.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles ce médicament ne se trouve pas sur la liste positive des médicaments remboursables à l'heure actuelle?

- Est-ce qu'il est prévu d'ajouter ce médicament sur la liste positive des médicaments remboursables?

**Réponse commune** (7.9.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

1. Concernant le nombre d'enfants touchés par le syndrome TDAH

- Au Luxembourg, la fréquence du TDAH, trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité, est estimée de 3 à 5% des enfants d'âge scolaire. Le syndrome est plus fréquent chez les garçons que chez les filles. Les troubles peuvent persister à l'âge adulte à une fréquence de 1 à 3%.

- Le TDHA qui est caractérisé par des symptômes comportementaux: hyperactivité motrice et impulsivité et un déficit des fonctions de l'attention, est un syndrome dont les causes sont probablement multiples et multifactorielles.

Elles pourraient résulter de facteurs de risque conjugués, dont certains inhérents à l'enfant (génétiques, neurobiologiques) et d'autres liés à l'environnement.

Comme facteurs de prédisposition et de vulnérabilité on peut évoquer des facteurs génétiques, la prématurité, le petit poids de naissance ou le retard de croissance intra-utérin, l'influence possible de facteurs toxiques avant et après la naissance.

Des facteurs psycho-sociaux ainsi que les modalités relationnelles et de communication au sein de la famille semblent jouer un rôle.

Des études scientifiques ont permis d'évoquer le rôle des neuromédiateurs impliqués dans les réseaux attentionnels (substances noradrénergiques, dopaminergiques, et sérotoninergiques).

D'après les neurosciences cognitives, le TDAH serait avant tout l'expression clinique d'un déficit des fonctions exécutives et attentionnelles. Un trouble développemental précoce voire un défaut de maturation des réseaux préfrontaux-striataux impliqués dans les fonctions attentionnelles et exécutives semblent être en cause.

- Les activités de recherche en cours actuellement au Grand-Duché en matière des sciences du vivant portent essentiellement sur les pathologies les plus importantes au niveau de la santé publique au Grand-Duché, à savoir les maladies cardio-vasculaires, les cancers du sang et cancers dérivés de tissus solides, y compris la neuro-oncologie, les maladies infectieuses chroniques ainsi que les maladies immuno-allergologiques. À l'heure actuelle, des recherches sur le syndrome du TDAH ne figurent donc pas parmi ces priorités.

2. Concernant la prise en charge des enfants touchés par le TDAH

- Le SCAP (Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice) est un Service multidisciplinaire qui prend en charge les enfants et adolescents de quatre à 18 ans présentant des troubles au niveau de la perception, de la psychomotricité et/ou un déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité. Le SCAP fonctionne à Luxembourg; il possède deux antennes dans le Nord du pays, à Tandel et à Hosingen.

Actuellement 147 enfants/adolescents sont inscrits sur les listes d'attente du SCAP en vue d'un diagnostic et d'une prise en charge. Les délais d'attente pour le diagnostic sont de six mois à partir du

moment où l'enfant/l'adolescent se trouve sur la liste d'attente tandis que les délais pour la prise en charge varient entre quatre et six mois.

- Les parents peuvent aussi contacter les centres de consultation régionaux du Service de guidance de l'enfance et le Service rééducatif ambulatoire pour se faire conseiller sur une prise en charge adéquate de leur enfant.

Le service pédopsychiatrique de la clinique pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg et le service de psychiatrie juvénile de l'Hôpital du Kirchberg s'occupent également de la problématique en question.

3. Concernant le traitement médical sur la base de Ritalin

- D'après les données mises à disposition par l'Union des Caisses de Maladie (UCM), le nombre d'enfants et adolescents âgés de cinq à 19 ans recevant au mois une prescription médicale de Ritalin en 2003 s'élevait au nombre de 1.034, soit 1,27% de la population totale des cinq à 19 ans. Les classes d'âge les plus exposées sont les enfants de huit à 13 ans avec une préférence pour les garçons. 820 garçons (2,01% de la population masculine des cinq à 19 ans) font l'objet d'une prescription médicale en comparaison avec 214 filles (0,55% de la population féminine des cinq à 19 ans). Il y a cependant lieu de noter que ces chiffres se basent sur les prescriptions médicales remboursées par les caisses de maladie. Les prescriptions médicales non remboursées comme celles du médicament Concerta mis sur le marché fin 2003, contenant la même substance active sous forme de libération prolongée, ne sont donc pas accessibles. À partir des chiffres d'importations, on peut estimer le nombre de traitements annuels pour 280 à 330 personnes en 2005.

- Le traitement entrepris avec le méthylphénidate, substance active de la Ritalin se situe dans la plupart des cas dans un traitement à long terme pendant la scolarisation de l'enfant ou de l'adolescent. La durée moyenne de traitement n'est pas aisée à déterminer pour la principale raison que la série chronologique disponible est trop courte pour évaluer cette durée moyenne. D'autre part un changement de prescription médicale en cours de traitement en substituant la Ritalin par le Concerta introduit également un biais sérieux.

- L'admission au traitement médicamenteux avec la Ritalin fait suite à autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale (APCM) suite à une évaluation du protocole thérapeutique basé sur les critères de la DSM IV (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders). La Ritalin est un médicament tombant sous la législation stricte des médicaments stupéfiants et par conséquent sa délivrance en pharmacie est limitée à une certaine période.

- En ce qui concerne les expériences avec ce traitement médicamenteux, les autorités compétentes en matière de pharmacovigilance n'ont pas reçu de notifications relatives à des effets indésirables de ce médicament.

4. En ce qui concerne le médicament Concerta

L'Union des Caisses de Maladie procède dans le cas présent à une comparaison des médicaments afin d'évaluer l'impact budgétaire des décisions à prendre.

Puisque le dosage moyen prescrit est de l'ordre de 15 à 30 mg de Ritalin par jour, les conditionnements Concerta 18 et 36 mg seraient en conséquence les plus prescrits. Suivant l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, le surcoût de respectivement 129% et 47% pour un cas traité engendré par la substitution du traitement Ritalin par Concerta 18 mg ou 36 mg est jugé excessif par rapport au bénéfice thérapeutique escompté.

Le dossier a été soumis à la Commission des statuts qui a émis un avis négatif quant à l'inscription du Concerta dans la liste positive. L'amélioration de la compliance est certes appréciée comme un argument positif, mais le coût lié à cette plus-value n'est pas jugé acceptable.

**Question 1144** (3.7.2006) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant **l'importation et la commercialisation de fourrures de chien et de chat**:

À l'heure actuelle il est toujours possible de commercialiser et d'importer de la fourrure de chien et de chat sur le territoire luxembourgeois. Il me revient qu'à l'avenir ces produits ne seront point interdits, mais seulement soumis à l'obtention d'une licence d'importation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la quantité respective de fourrures de chien et de chat produites à des fins commerciales, importées et commercialisées au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'à l'avenir ces produits seront uniquement soumis à l'obtention d'une licence d'importation?
- Une interdiction totale d'importation, de production et de commercialisation ne devrait-elle pas être envisagée?

Dans l'affirmative, quand est-ce qu'une telle interdiction pourrait-elle être envisagée?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pouvant expliquer un refus d'interdire l'importation, la production et la commercialisation de fourrures de chien et de chat au Luxembourg?

**Réponse** (23.8.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

- Il n'existe pas de données exactes à l'heure actuelle sur les quantités et le volume de fourrures et de peaux de chiens et de chats importées et commercialisées au Luxembourg. En effet, ces articles ne sont pas repris par la nomenclature du Statec, de sorte que l'on peut légitimement considérer que les volumes en sont extrêmement faibles au point de ne pas disposer d'une propre catégorie par poste dans les statistiques des importations et du commerce au Luxembourg.

- Le projet de règlement grand-ducal sous rubrique modifie le règlement grand-ducal du 11 août 1996 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises et prévoit effectivement l'obligation de licence à l'importation de ces peaux.

- Une interdiction totale de l'importation n'a pas été envisagée parce que a) la loi de base (loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie y afférente, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 4 mars 1998) ne prévoit pas expressément la possibilité d'une interdiction; b) le risque de fraude serait accru en cas d'interdiction. Comme il s'agit ici uni-

quement de l'importation, une loi spécifique devrait être préparée pour interdire également la production et la commercialisation de ces peaux.

- Pour expliquer les raisons de refus de licence à l'importation des peaux et fourrures de chiens et de chats, l'Office des Licences invoque le motif d'«empêcher la souffrance inutile et cruelle de ces animaux».

**Question 1149** (5.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant **les prêts de démarrage**:

La Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) joue un rôle important dans la promotion de l'esprit d'entreprise au Grand-Duché. Par ses actions la SNCI complète l'arsenal de instruments d'ordre budgétaire et fiscal instaurés par le législateur en vue de favoriser le développement économique ainsi que sa diversification et répond par ce biais aux critères de la stratégie de Lisbonne.

Accorder des prêts de démarrage à des PME nouvellement créées ou reprises constitue une des attributions de la SNCI. Ces prêts représentent des aides de financement aux entreprises en vue de leur établissement voire leur rétablissement. Il semble que le taux d'intérêt qui s'applique à ces prêts de démarrage se situe à 5,25%, niveau largement supérieur par rapport aux taux d'intérêts appliqués à d'autres prêts émis par la SNCI comme par exemple les prêts à l'innovation, les prêts à moyen et à long terme ou bien encore les crédits à l'exportation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Jean-Claude Juncker:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le taux d'intérêt pour des prêts de démarrage au profit des PME se situe à un niveau tellement élevé?
- Ne pourrait-on pas envisager une réduction de ce taux, ce qui pourrait permettre aux PME concernées de rembourser leurs crédits de manière plus rapide pour pouvoir concentrer davantage leurs efforts sur le développement de leur entreprise?

**Réponse** (5.10.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

Il y a lieu de prime abord de relever que le prêt de démarrage est originellement un prêt à long terme dont le taux est fixe pendant les cinq premières années. Le montant du prêt de démarrage à accorder ne peut être ni inférieur à 5.000 euros, ni supérieur à 250.000 euros.

Destiné à pallier le manque de fonds propres et de sûretés réelles dans le chef des jeunes entrepreneurs, le prêt de démarrage représente du «quasi-capital», remboursable certes, mais couvert uniquement par le cautionnement du ou des promoteurs du projet. De ce fait il comporte un risque plus élevé et a pour mission prioritaire de rendre les dossiers «bancables», c'est-à-dire d'inciter les banques commerciales de participer au financement d'un projet.

De plus, alors que les produits «traditionnels» de la SNCI sont destinés au financement exclusif d'investissements amortissables à long terme, le prêt de démarrage peut financer jusqu'à 40% tant des investissements que des coûts en rapport avec la création ou la reprise d'une entreprise.



De surcroît, il y a lieu de noter que la durée normale de remboursement - fixée généralement d'un commun accord avec le client - est de dix ans avec une période de grâce sur le capital de un à trois ans.

Le taux d'intérêt est le taux des prêts à long terme augmenté d'une prime de risque raisonnable de 1,5%; il se monte actuellement à 5,25% p.a.

**Question 1152** (6.7.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant l'étude sur le niveau de la motricité et de la santé des jeunes et des adolescents:

Le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) et l'Association des Professeurs d'Éducation Physique (APEP) viennent de présenter leurs conclusions sur l'étude sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents.

La Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministre des Sports peuvent-ils indiquer:

- leur avis concernant l'introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire dans l'enseignement primaire;
- leur avis concernant l'introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire au cycle supérieur de l'enseignement secondaire;
- leur avis concernant l'introduction d'une demi-heure d'activités motrices quotidiennes dans l'enseignement préscolaire ainsi que dans l'enseignement précoce et
- s'ils partagent l'avis du COSL et de l'APEP qu'au niveau de l'enseignement primaire le recrutement de professeurs d'éducation physiques qualifiés est de mise.

**Réponse commune** (21.9.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports*:

Le Gouvernement partage les préoccupations du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) et de l'Association des Professeurs d'Éducation Physique (APEP) de motiver notre jeunesse à bouger davantage et à participer à plus d'activités sportives.

Concernant l'introduction d'une heure de sport supplémentaire il faut néanmoins savoir que la compression des horaires de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire qui a résulté de l'introduction du samedi libre ne laisse guère de marge pour augmenter le nombre de leçons prévues par la grille horaire.

Il faut savoir aussi que depuis 1989 le nombre de leçons d'éducation sportive des quatre premières années d'études primaires a été augmenté de deux à trois. L'effet de cette mesure n'a jamais été mesuré. Nous constatons aujourd'hui avec l'étude sur la motricité que notre jeunesse peine à bouger et que ce qui est un problème de société avant d'être un problème d'horaires scolaire ne peut que trouver une solution multiple où la contribution de l'école constitue un élément.

Concernant les classes de la division supérieure, je rappelle que dans le cadre des cours à option chaque élève a la possibilité d'augmenter son activité sportive de deux leçons hebdomadaires.

En l'état actuel des choses une avancée est envisagée au niveau de l'éducation des tout petits.

À l'éducation précoce et à l'éducation préscolaire les enfants participeront tous les jours pendant une demi-heure à des activités motrices. D'ailleurs le plan cadre souligne l'importance des activités physiques.

Finalement en ce qui concerne le recrutement de personnel qualifié pour les cours d'éducation sportive à l'enseignement primaire je vous rappelle que nos instituteurs suivent une formation initiale générale au cours de laquelle ils sont également formés à donner des cours d'éducation sportive.

**Question 1156** (7.7.2006) de **M. Niki Bettendorf** (DP) concernant la révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale:

Dans sa réponse en date du 27 septembre 2005 à une recommandation du Médiateur relative à la motivation des décisions prises sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale et de la communication des dossiers en matière de sécurité sociale, Monsieur le Ministre avait fait savoir que la révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale s'inscrirait dans le cadre d'une révision des structures organisationnelles et des procédures administratives qu'il envisagerait d'entamer en 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si cette révision a déjà été entamée? Dans l'affirmative, à quel stade se trouvent ces travaux et dans quel délai pourra-t-on s'attendre aux premiers résultats?
- Monsieur le Ministre peut-il préciser à quel point il entend prendre en considération les recommandations faites par le Médiateur, notamment en ce qui concerne les dispositions du Code des Assurances sociales (CAS) en vue de les rendre conformes au droit de communication, tant à l'égard de l'assuré que du médecin traitant.

**Réponse** (22.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les procédures contentieuses et non contentieuses inscrites au Code des Assurances sociales visent à garantir que l'assuré puisse entrer dans les droits qui lui reviennent en matière de protection sociale. Je partage dès lors le souci du Médiateur que ces procédures doivent être transparentes et que l'assuré ait accès aux informations pertinentes de son dossier.

Toujours est-il que les garanties procédurales inscrites dans la loi doivent être relayées par des procédures administratives et informatiques permettant aux organismes de sécurité sociale d'évacuer les affaires dont elles sont chargées, de sorte que les prestations puissent être allouées effectivement aux ayants droit. En se rapportant au nombre des prises en charges accordées, des indemnités, rentes ou pensions allouées ou d'autres prestations versées, chiffres publiés annuellement au Rapport général sur la sécurité sociale, on pourra apprécier à leur juste proportion le nombre des affaires où les procédures contentieuses ou non contentieuses sont mises en œuvre. La modification de procédures éprouvées doit donc être abordée avec beaucoup de circonspection de façon à ne pas mettre en cause ce qui fonctionne.

Ceci étant dit, mes services sont en train de finaliser une convention cadre sur la modélisation des procédures administratives devant permettre aux différents organismes de sécurité sociale de structurer de manière uniforme leurs procédures, de sorte à ce qu'à terme les assurés puissent s'adresser à un guichet unique en matière de sécurité sociale, répondant ainsi entre autres à une recommandation du Médiateur. Cela suppose que les procédures administratives puissent être transposées sur le plan informatique. À cette fin une étude sur le réalignement stratégique du Centre informatique de la Sécurité sociale a été réalisée.

Sur un autre plan on ne doit ignorer que l'introduction du statut unique, envisagée au cours de la dernière Tripartite et dont les modalités sont actuellement discutées au sein d'un groupe de travail avec les partenaires sociaux, remettra en cause l'organisation administrative actuelle de la sécurité sociale, basée sur les différents groupes socioprofessionnels. Une modification en profondeur des dispositions du Code des Assurances sociales se rapportant à l'organisation et aux procédures est à envisager au terme de ces discussions.

C'est dans ce contexte que j'entends tenir compte de la recommandation du Médiateur à laquelle l'honorable Député se réfère.

**Question 1159** (11.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les installations photovoltaïques:

Le règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 établit les règles concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables. En vue de limiter les charges budgétaires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2007, les Ministres de l'Environnement et de l'Économie ont décidé de réduire l'accroissement de la production photovoltaïque à 12.000 kWp, dont 3.000 kWp sont réservés aux personnes physiques, 3.000 kWp aux communes, tandis que l'État se chargera de développer des projets avec une puissance totale de 6.000 kWp.

Il faut souligner que la production moyenne des installations photovoltaïques s'élève à 850 kWh par kWp installé et évite une émission d'environ 2,5 t de CO<sub>2</sub>.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations précises sur l'état actuel des projets engagés pour la période 2005-2007 par les personnes physiques, les communes et l'État?
- Le cas échéant, quelle est la puissance installée respective des différents groupes d'utilisateurs?

**Réponse** (30.8.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la réalisation d'installations photovoltaïques depuis la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après suivant les renseignements recueillis respectivement auprès de l'Administration des Bâtiments publics et auprès des gestionnaires de réseau:

- Au niveau de l'État: une seule installation photovoltaïque d'une puissance de 5 kW a été réalisée depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 dans le cadre des travaux d'extension et de mo-

dernisation des locaux de la Chambre des Députés.

Ces 5 kW s'ajoutent aux 15 kW déjà installés préalablement aux endroits suivants:

- Institut Viti-Vinicole à Remich 7,5 kW
- Lycée technique à Ettelbruck 4,0 kW
- Lycée technique des Arts et Métiers 1,0 kW
- Université du Luxembourg Campus Kirchberg 2,5 kW

Six autres installations pour une puissance totale de 538,8 kW sont actuellement en projet, voire en phase de réalisation, à savoir:

- CIPA Dudelange (mise en service fin 2006) 53,8 kW
- Cour de Justice des Communautés européennes 329,0 kW
- Lycée technique de Lallange 42,0 kW
- Lycée technique du Centre (Annexe) 24,0 kW
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange 40,0 kW
- Lycée technique Nic Biever à Dudelange 50,0 kW
- Au niveau des communes desservies par le gestionnaire de réseau Cegedel:

Sept projets pour une puissance totale de 39,7 kW ont été réalisés depuis la mise en vigueur du nouveau règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, à savoir:

- Commune de Schifflange à Schifflange 2,0 kW
- Commune de Mamer à Mamer 18,9 kW
- Commune de Bascharage à Bascharage 3,5 kW
- Commune de Strassen à Strassen 2,5 kW
- Commune de Lenningen à Canach 4,2 kW
- Commune de Differdange à Differdange 6,6 kW
- Commune de Ermsdorf à Ermsdorf 2,0 kW

Sept autres projets pour une puissance totale de 90,3 kW sont actuellement en demande, à savoir dans les communes suivantes:

- Commune de Mertert à Wasserbillig 17,8 kW
- Commune de Mondercange à Mondercange 4,1 kW
- Commune de Contern à Contern 20,0 kW
- Commune de Sanem à Soleuvre 5,0 kW
- Commune de Strassen à Strassen 4,4 kW
- Commune de Strassen à Strassen 25,0 kW
- Commune de Colmar-Berg à Colmar-Berg 14,0 kW

- Au niveau des particuliers desservis par le gestionnaire de réseau Cegedel:

huit installations photovoltaïques pour une puissance totale de 32,7 kW ont été réalisées depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, alors que huit autres projets sont actuellement en demande et en cours de réalisation pour une puissance totale prévue de 101,3 kW.

- Au niveau du réseau de distribution géré par Electricis (Hoffmann-Frères) à Mersch:

aucune nouvelle installation photovoltaïque n'a été réalisée depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, un projet concernant la mise en place d'une telle installation d'une puissance de 18,5 kW auprès de la piscine Krounebiert à Mersch étant cependant en voie d'élaboration.

- Au niveau du réseau de distribution géré par la Commune de Diekirch:

une seule installation photovoltaïque d'une puissance de 10 kW a été réalisée par un particulier depuis la mise en vigueur du nouveau règlement grand-ducal.

**Question 1162** (11.7.2006) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant la convergence des régimes de pension:

Dans le souci de la convergence des régimes de pension, le Gouvernement a introduit par la loi du 3 août 1998 modifiée par celle du 19 mai 2003 modifiant également la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la SNCFL.

- Considérant l'application pratique d'une réglementation de plus en plus inextricable devant en outre tenir compte d'autres lois ou règlements intervenant pour l'application des textes et des calculs (entre autres la loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; le règlement CEE n°1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale des travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la CEE), le moment n'est-il pas venu de continuer sur la lancée et de favoriser des synergies nouvelles, dépassant le cadre de concertations informelles et occasionnelles qui ont assurément lieu, voire envisager la création de structures communes entre les organismes des régimes publics concernés par l'application des législations afférentes et subsidiairement de légiférer dans le sens d'un texte commun à l'instar du Code des Assurances sociales?

**Réponse** (22.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Député soulève la question si, au vu de la complexité de la législation en matière de pensions, le moment ne serait pas venu de favoriser des synergies nouvelles, dépassant le cadre de concertations informelles et occasionnelles, voire envisager la création de structures communes entre les organismes des régimes publics concernés par l'application des législations afférentes et subsidiairement de légiférer dans le sens d'un texte commun à l'instar du Code des Assurances sociales.

Comme l'organisation gouvernementale ne m'attribue pas de compétences en matière de régimes de pension «publics» ou spéciaux, je me limite à traiter des aspects de la question ayant trait aux interférences de ces régimes spéciaux avec le régime général et avec des régimes de pension étrangers. Ces interférences relèvent essentiellement de la coordination nationale et internationale des régimes de pension.

Le problème de la coordination se pose du moment que la carrière d'assurance s'est accomplie sous l'empire de deux ou plusieurs régimes de pension, nationaux ou étrangers, régis par des dispositions spécifiques. Je puis vous assurer que dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces instruments de coordination, il y a une collaboration suivie entre mon département et le département de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Dans la mesure où la coordination est facilitée, si l'on se trouve en présence de solutions législatives comparables, il y a un intérêt certain à rechercher des solutions harmonisées pour tous les régimes nationaux de pension entrant en ligne de compte.



Une telle harmonisation a été atteinte dans le cadre de la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, dont les principes sont identiques à ceux du Livre III - assurance pension - du Code des Assurances sociales. Toujours est-il que l'on se trouve en l'occurrence en présence d'une loi dont l'application ne jouera pleinement qu'au moment où la génération des agents du secteur public relevant du régime spécial transitoire régi par la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, par la loi modifiée du 16 août 1912 concernant la création d'une Caisse de Prévoyance pour les Fonctionnaires et Employés des communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes ou par l'arrêté grand-ducal modifié par la loi du 27 août 1957 approuvant le règlement sur la pension des agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois aura atteint l'âge de la retraite. En attendant, la pratique nous confrontera à des cas régis par des régimes de pension régis par des règles fondamentalement différentes.

La disparité des régimes de pension entrant en ligne de compte est d'ailleurs inéluctable dans le cadre de la coordination internationale qui, compte tenu du nombre important de travailleurs migrants dans notre pays, est d'ores et déjà une donnée inévitable dans le traitement des demandes de pension par les caisses de pension du régime général. En raison de l'ouverture du secteur public aux ressortissants communautaires, les gestionnaires des régimes spéciaux se trouveront confrontés à l'avenir de plus en plus souvent à des situations de coordination internationale.

Au risque de décevoir, je dirai qu'il ne faut pas s'attendre que la simplification en la matière puisse se réaliser par un coup de la baguette magique. Toujours est-il que si les règles de coordination sont complexes, elles ont toujours comme finalité de ne pas léser le travailleur qui, au cours de son activité, a été soumis à plusieurs régimes de pension.

Dans ce contexte je vous signale que je saisirai prochainement les instances législatives d'une adaptation de la loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension qui s'impose notamment afin de tenir compte du changement des régimes de pension des agents d'organisations internationales.

#### Question 1168 (12.7.2006) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant les heures d'ouverture des commerces:

Suite à la réforme du système fédéral allemand que le Bundestag respectivement le Bundesrat viennent d'adopter, les Länder pourront désormais décider sur les heures de fermeture des magasins. Selon des informations tirées de la presse allemande, la Basse-Saxe et la Hesse semblent vouloir aller en direction d'une libéralisation des heures d'ouverture des magasins.

De plus, dans l'étude économique du Luxembourg 2006 de l'OCDE il est proposé d'assouplir les horaires d'ouverture des magasins et de les aligner par exemple sur ceux en vigueur en France.

Considérant que le commerce et les grandes surfaces en détail constituent un moteur important de la croissance économique et estimant que des obligations réglementaires trop strictes par rapport aux principaux concurrents risquent de produire des effets né-

gatifs pour le commerce luxembourgeois et persuadée qu'il s'agit d'éviter une fuite de pouvoir d'achat vers des pôles commerciaux étrangers, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre a-t-il des précisions sur les décisions éventuelles que la Rhénanie-Palatinat et la Sarre vont prendre en la matière?
- Comment Monsieur le Ministre entend-t-il éviter une fuite du pouvoir d'achat vers des pôles commerciaux étrangers et qu'est-ce qu'il compte faire pour développer le Luxembourg comme principal centre commercial de la Grande Région?

#### Réponse (15.9.2006) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

En réponse à la question parlementaire N°1168 de l'honorable Députée Anne Brasseur concernant les heures d'ouverture des commerces, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement suit avec grand intérêt la politique pratiquée en matière d'heures de fermeture des magasins en Europe en général et dans nos régions avoisinantes en particulier. Plusieurs «Länder» allemands discutent effectivement sur une libéralisation des heures de fermeture des magasins. Les «Länder» les plus avancés dans ce processus ne font cependant pas partie de la zone de chalandise des consommateurs luxembourgeois. Dans ce contexte je tiens à rappeler la déclaration gouvernementale de l'actuel Gouvernement qui précise que: «La fixation des heures d'ouverture du commerce de détail tiendra compte des exigences de la population et de l'évolution de la situation de concurrence dans la Grande Région, ceci sans préjudice des dispositions légales en matière de droit du travail.»

Partant, une modification des heures de fermeture en Sarre et surtout en Rhénanie-Palatinat pourrait avoir des conséquences sur la politique luxembourgeoise en la matière.

Pour ce qui est de la deuxième partie de la question parlementaire, je tiens à rappeler l'accord tripartite de cette année qui prévoit l'introduction d'un indicateur comparatif des prix dans la «Grande Région», ceci afin de mieux suivre l'évolution de la compétitivité du commerce luxembourgeois et de mettre l'accent sur les produits qui sont vendus à Luxembourg à des prix intéressants.

Le Gouvernement s'est par ailleurs déclaré d'accord pour soutenir des activités de promotion du secteur du commerce luxembourgeois dans la Grande Région en vue d'attirer un nombre accru de consommateurs frontaliers au Grand-Duché. Dans ce contexte le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement lancera prochainement un programme, en collaboration avec les représentants des secteurs concernés, en vue de faire du Luxembourg le centre régional du commerce. L'objectif global du programme consiste à fidéliser le résident et à pouvoir aspirer une part plus importante du pouvoir d'achat des non-résidents vers le commerce et le secteur du tourisme luxembourgeois.

Le programme prévoit entre autres à promouvoir le commerce luxembourgeois auprès des consommateurs dans la Grande Région en s'appuyant sur les forces du commerce luxembourgeois, à agir sur les faiblesses qui seraient, le cas échéant, identifiées et à développer son attrait pour les clients résidents et frontaliers.

Le programme recouvre toute une panoplie de composantes permettant d'aboutir au résultat final dans toutes ses dimensions et notamment la communication, le marketing et la formation.

#### Question 1170 (13.7.2006) de M. Claude Adam (DÉI GRENG) concernant les classes «ALLET» (enseignement de l'allemand comme langue étrangère):

Depuis la rentrée 2003/2004, des classes «ALLET» avec un enseignement de l'allemand comme langue étrangère sont offertes aux élèves de l'enseignement secondaire classique ayant un très bon niveau en français et en calcul mais ayant certaines lacunes en allemand. Ces cours sont dispensés actuellement dans cinq lycées à travers le pays (au Lycée classique de Diekirch, au Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette, au Lycée classique d'Echternach, au Lycée de Garçons Luxembourg et au Lycée technique de Bonnevoie) permettant ainsi une couverture régionale de cette offre.

Grâce à un nombre accru de leçons d'allemand en VII<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup>, ces élèves doivent normalement intégrer le cours d'allemand régulier à partir de la 4<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Combien d'élèves profitent de cette offre chaque année depuis son introduction en 2003?
- Des conclusions ont-elles été tirées permettant de mesurer l'efficacité de ces cours?
- Envisage-t-on d'élargir le nombre de classes «ALLET»? Est-il indiqué d'offrir également des classes «FRALET» pour des élèves ayant des difficultés en français?
- Les élèves qui ne réussissent pas à rattraper leur retard en allemand sont-ils orientés vers le bac international?
- Pourquoi le dernier rapport annuel du Ministère de l'Éducation ne fait-il plus référence aux classes «ALLET»?

#### Réponse (8.9.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Le nombre d'élèves des classes «ALLET» a été le suivant au cours des années passées:

Classes «ALLET» 2003/04-2005/06			
Nombre d'élèves par année			
classe	2003/04	2004/05	2005/06
VII <sup>e</sup>	60	50	59
VI <sup>e</sup>		54	41
V <sup>e</sup>			45
Total:	60	104	145

2. Un groupe de concertation se réunit plusieurs fois par année pour coordonner les activités dans les classes et faire le suivi des élèves.

Pour ce qui est de l'efficacité des cours, elle dépend essentiellement de deux facteurs:

- a) Le point de départ des élèves: ces classes sont destinées à des élèves d'un très bon niveau scolaire général; mais il est arrivé que des élèves faibles dans toutes les branches y aient été orientés. Par la suite, ils ont dû être réorientés vers l'enseignement secondaire technique.
  - b) La motivation des élèves: on a constaté que quelques rares élèves n'étaient pas pour autant disposés à fournir un effort supplémentaire pour compenser leurs lacunes en allemand. Toujours est-il que le taux de réussite est en moyenne de 80%.
3. L'offre de classes est adaptée au nombre d'élèves orientés vers ces

classes. À partir de 2005/06, les classes ont été offertes dans cinq lycées.

Il n'est pas envisagé d'offrir des classes «FRALET», étant donné que d'un côté, dans notre système scolaire, les cours de français sont des cours de français langue étrangère, et que de l'autre côté, les élèves ayant des faiblesses en français peuvent suivre les cours d'entrée en français, anglais et mathématiques.

Les élèves des classes «ALLET» sont admissibles en classe de 10<sup>e</sup> internationale au même titre que les autres élèves de l'enseignement secondaire ayant réussi une V<sup>e</sup> classique.

4. Les élèves en provenance de l'étranger se soumettront à un test d'entrée en français, anglais et mathématiques.

5. Dans le dernier rapport d'activités du Ministère, l'accent a été mis avant tout sur les nouveautés ou certains aspects qui nécessitent une attention particulière. Or, les classes «ALLET» sont déjà considérées comme faisant partie de l'offre scolaire normale et de ce fait elles ne sont plus mentionnées particulièrement.

#### Question 1174 (17.7.2006) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'accident ferroviaire du 14 juillet 2006:

Le dramatique incendie qui s'est produit le 14 juillet 2006 à bord du train N°4717, fait renaître le souvenir des deux accidents ferroviaires qui se sont produits au Luxembourg dans les années 1990. Ces accidents, comme l'incident de la semaine dernière, ont provoqué de graves blessures à des dizaines de voyageurs et causé des dégâts matériels considérables. À côté de ce drame, les responsables des CFL doivent également faire face, depuis un certain temps, aux problèmes d'actes d'agression contre les clients et le personnel d'accompagnement.

Afin de rassurer tant les usagers que le personnel des CFL et de garantir dans la mesure du possible que de telles catastrophes ne puissent plus se reproduire au Luxembourg j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles sont les mesures envisagées ou d'ores et déjà prises pour assurer la sécurité des usagers et du personnel des CFL?

- Quelles mesures concrètes vont être prises à l'avenir pour empêcher de tels accidents?

#### Réponse (30.8.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 17 juillet 2006, l'honorable Député Laurent Mosar se renseigne auprès de Monsieur le Ministre des Transports sur les mesures de sécurité déjà mises en place et sur les actions prévues suite à l'incendie survenu en date du 14 juillet 2006 à bord du train N°4717 Luxembourg-Esch-Pétange-Athus.

En vue d'améliorer la sûreté des usagers et des agents employés dans le secteur des transports publics, plusieurs initiatives ont déjà été prises même avant l'incident du 14 juillet 2006 et de nouvelles mesures ont été retenues, à savoir:

- 1) Renforcement de la présence humaine
- Des sociétés de gardiennage surveillent la gare de Luxembourg, ac-

compagnent certains trains sensibles et effectuent le transport de fonds.

Les trains sensibles sont accompagnés d'équipes de personnel des CFL et des agents de la Police grand-ducale sont sporadiquement présents dans les trains.

La coopération avec les forces de l'ordre est renforcée suite la création d'un commissariat de police en gare de Luxembourg. Les brigades de police interviennent régulièrement sur appel du personnel des CFL.

Par ailleurs, des rondes de surveillance de l'ensemble des gares et arrêts du réseau sont assurées.

Conformément aux conclusions de la tripartite ferroviaire signées le 20 décembre 2005, la surveillance dans les trains, dans les gares et dans leurs dépendances sera renforcée par le personnel des CFL. La mise en place de cette équipe sûreté est en cours de réalisation.

2) Formation et protection du personnel

Des formations spécifiques pour le personnel sur la gestion des situations conflictuelles sont organisées en coopération avec la DB et la Police grand-ducale. En outre, le centre de psychologie des CFL dispense des formations «prévention des agressions» aux agents en contact avec le public (gestion des situations conflictuelles avec la clientèle, gestion des situations d'agressivité et de violence).

Le personnel d'accompagnement des trains est équipé de téléphones portables.

Le nouveau matériel ferroviaire et routier ainsi que les gares sont équipés de caméras de surveillance. Dans ce contexte la Police grand-ducale a présenté aux CFL le 28 février 2006 un projet de vidéosurveillance du quartier de la gare de Luxembourg. À cette occasion, les CFL ont rappelé avoir installé récemment six caméras devant le parvis de la gare de Luxembourg. À l'issue de cette présentation, il a été retenu de rechercher les meilleures synergies possibles entre les installations existantes et les nouvelles à créer.

Le 27 juillet 2006 il a été décidé de mettre en place une vidéosurveillance supplémentaire dans différentes gares et points d'arrêts, retenus selon les critères du taux d'agression et du nombre de voyageurs.

L'éclairage est amélioré au fur et à mesure du renouvellement des quais et de la modernisation des gares et arrêts (exemples récents: gares de Wiltz, Mamer, Mamer-Lycée, Merkholtz, Pétange, Rodange, Bertrange/Strassen, Dudelange...).

Dans le cadre du système Comobil, la fonction alerte à distance dans les autobus, est mise en œuvre.

3) Organisation

Un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte un outil statistique, appelé «Wach-Office», a été installé. Les «incidents sûreté» sont enregistrés dans une base de données commune. L'analyse détaillée de la situation réelle permet de mieux cibler les actions de prévention.



Un dispositif complet de prise en charge est mis à disposition des agents victimes d'agressions (soutien administratif, juridique, médical et psychologique). Par ailleurs, un accord de coopération avec la SNCF pour la prise en charge réciproque d'agents agressés sur le réseau voisin est élaboré et un échange d'expériences avec le responsable «sûreté» de la DB a eu lieu.

#### 4) Communication

L'audit interne des CFL présente un rapport sur la sécurité/sûreté du public et du personnel.

Dans les gares et à bord des trains, les obligations et interdictions s'appliquant aux voyageurs sont affichées.

Il est prévu de publier systématiquement des informations dans la presse sur la politique poursuivie pour endiguer le phénomène de l'insécurité. En outre les CFL communiquent à la presse les condamnations des auteurs d'infractions et informeront le public sur les poursuites judiciaires que les CFL entament lors d'actes de violence commis sur le réseau ferré luxembourgeois.

#### 5) Sanction

La loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics permet au Ministre des Transports d'interdire aux personnes qui de par leur comportement troublent l'ordre public ou la sécurité dans les moyens de transports publics l'accès au transport public pour une durée ne dépassant pas un an. Suite à l'agression perpétrée contre un agent du personnel d'accompagnement des trains le 18 janvier 2006 par un récidiviste notoire, le Ministre des Transports a prononcé une telle interdiction à l'encontre de l'agresseur.

#### Question 1177 (17.7.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la mise en service du TGV sur la liaison Luxembourg-Paris:

La mise en service du TGV sur la relation Luxembourg-Paris dès avant l'achèvement de la ligne nouvelle en voie de construction a été célébrée en grand pompe par Monsieur le Ministre des Transports et les CFL.

Or, il s'avère que le mode d'exploitation du TGV fait que les trains en question n'assurent plus le service régional entre le Luxembourg et la Lorraine malgré les arrêts intermédiaires du TGV marqués à Thionville et à Metz.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Transports quel pourcentage de la clientèle régionale est concerné par cette mesure contraire aux ambitions politiques privilégiant la mobilité au moyen des transports collectifs.

- Est-ce que la capacité des trains régionaux et leurs horaires sont aptes à assurer la relève des trains «Corail» remplacés par le TGV?

- Dans la négative, quelles sont les mesures prévues pour éviter qu'une part de la clientèle lorraine travaillant au Luxembourg ne se détourne du train en faveur de la voiture privée?

#### Réponse (21.8.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire N°1177 du 17 juillet 2006, l'honorable Député Xavier Bettel se renseigne sur la mise en service du TGV sur la relation Luxembourg-Paris et le transport des navetteurs frontaliers lorrains.

Suivant le protocole d'accord signé le 28 janvier 2002 par les représentants des groupements français et luxembourgeois, le risque commercial de l'exploitation du TGV Est-européen est intégralement supporté par la partie française. Selon ce même protocole, la même politique tarifaire et notamment le même niveau tarifaire que pour les autres relations du TGV Est-européen s'appliquent comme si le tronçon luxembourgeois de la ligne Metz-Luxembourg faisait partie intégrante du réseau français. La gestion des places à bord des trains TGV concernés est assurée selon le mêmes règles que pour les relations intérieures françaises.

Ainsi, la politique menée par la SNCF prévoit de n'admettre des navetteurs dans les trains TGV que s'ils sont en possession de titres de transport émis selon la tarification TGV. Or, les navetteurs qui empruntent le sillon lorrain moyennant la tarification transfrontalière ne sont pas détenteurs de tels titres.

La SNCF est bien consciente des problèmes qui peuvent se poser pour les navetteurs qui voyagent sous le couvert d'abonnements mensuels du service public "Flex-Way" émis par la SNCF.

Dans cet ordre d'idées, des trains supplémentaires TER ont été mis en place dès décembre 2005 dans le but de garantir un encadrement des trains TGV et d'offrir de cette façon un service de qualité aux navetteurs.

Il s'agit en l'occurrence des trains et créneaux horaires suivants, sens Luxembourg-Metz:

Heure de départ service public SNCF encadrant	Heure de départ TGV	Heure de départ service public SNCF encadrant
07.55	08.02	08.15
11.58	12.36	12.42
16.13	16.34	16.45
18.30	18.46	18.55

Une organisation similaire a été mise en œuvre pour le sens Metz-Luxembourg.

La SNCF estime que de cette manière les navetteurs transfrontaliers profitent d'un service de qualité et d'une desserte bien adaptée à leurs besoins.

#### Question 1179 (18.7.2006) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant l'hélicoptère de la Police grand-ducale:

Déi viregt Regierung huet d'Police mat engem Helikopter équipiert.

Dëse schéngt an der Lescht nawell vill am Asaz ze sinn, sou datt munche Steierzueler d'Fro vun der Relatioun tëscht Käschten/Nuisancen an dem Notze stellt.

Duerfir folgend Froen:

1. Wie gëtt konkret den Uerder fir en Helikopterasaz?
2. Gëtt iwwer all Asaz e Rapport gemaach?
3. Wéi vill Kerosin verbrennt de Policehelikopter pro Fluchstonn a wéi vill kascht eng Fluchstonn?
4. Wéi vill Asätz goufen am leschte Semester geflunn a fir wéi vill Stonne war den Helikopter an dëser Zäit insgesamt an der Luucht?
5. Wéi eng Entwécklung ass bei der Zuel an der Längt vun den Asätz feststellen?
6. Wéi vill vun deenen Asätz am leschte Semester hu ganz konkret zum Erfolleg vun Enquëten, Verfolgungsjuegden oder Ähnlichem bäigedroen?

#### Réponse (29.9.2006) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

L'Unité de Support Aérien (SUPA) fait partie de l'Unité de Garde et de Réserve Mobile et les priorités opé-

rationnelles sont fixées par le commandant d'unité. Le SUPA établit un rapport journalier de ses activités.

L'hélicoptère consomme en moyenne 230 litres de kérosène par heure de vol.

Pendant le 1<sup>er</sup> semestre 2006, 419 missions pour un total de 451 heures de vols ont été effectuées.

L'hélicoptère, aussi bien pour les missions de surveillance générale à caractère préventif que pour les missions sur requête, sert d'appui aérien. Ainsi, l'hélicoptère transmet des informations souvent vitales pour orienter les actions de la police et mener aux succès des missions.

#### Question 1184 (20.7.2006) de MM. Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf et Marco Schank (CSV) concernant la liaison transversale St-Vith-Bastogne:

Le Comité Économique et Social de la Grande Région (CESGR) a pour mission de traiter sous forme d'avis ou de résolution les problèmes inhérents au développement économique, social, culturel et à l'aménagement du territoire de la Grande Région.

Dans un document de travail intitulé «Le développement des transports en commun et de l'infrastructure des transports dans la Grande Région», le CESGR propose plusieurs mesures précises afin

d'améliorer dans le futur les infrastructures routières de la Grande Région.

Ainsi, il réclame la mise en oeuvre rapide de la liaison transversale St-Vith-Bastogne qui permettrait de supprimer efficacement le principal goulot d'étranglement dans le nord-est de la Grande Région. Il s'agit ici de relier l'A27 et l'A26 en Wallonie et au Luxembourg en intégrant des routes existantes. Cette liaison transversale aurait pour conséquence, sur le réseau routier étatique luxembourgeois, que la N20 et la N12 joueraient le rôle d'une route de liaison.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du projet de construction de la liaison transversale St-Vith-Bastogne et le cas échéant où en est l'état d'avancement du dossier en question?
- Quel est l'impact de la liaison transversale susmentionnée sur le trafic de la N12 et de la N20?
- Quel est l'impact sur la construction projetée du contournement de Troisvierges?

#### Réponse (1.9.2006) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

L'origine de la liaison douce assurant la liaison entre la A26 Arlon-Bastogne-Liège à l'ouest et la A27/A60 Wittlich-Bitbourg-St-Vith-Malmédy-Liège à l'est, remonte au 6<sup>e</sup> Sommet de la Grande Région qui se tenait le 12 novembre 2001 à Mondorf-les-Bains et qui fut placé entre autres dans le contexte de la mobilité. Le terme «transversale douce» montrait la volonté d'utiliser dans la mesure du possible des infrastructures routières existantes par opposition à une proposition allemande cherchant une liaison transversale Bastogne-Bitbourg cadrant sur la création

d'une infrastructure nouvelle pour la création d'une liaison de haut niveau. Dans le document dénommé «Infrastructure de transports» accompagnant la déclaration commune du 6<sup>e</sup> Sommet, le projet de la transversale figure comme projet N°IR-1-2/IR-G-1.

Le projet de la liaison douce entre la A26 et la A27 a été confirmé au 7<sup>e</sup> Sommet de la Grande Région du 30 juin 2003 à Sarrebruck et au 8<sup>e</sup> Sommet du 24 janvier 2005 à Metz.

Au Grand-Duché l'épine dorsale de cette liaison est la N12. Du côté nord-est les autorités belges sont en train d'étudier une série de variantes de tracés. Du côté sud-ouest le point de raccordement à la A26, qui peut se faire soit au nord ou au sud de Bastogne, n'est pas encore arrêté définitivement.

Cette transversale n'a pas d'impact particulier sur les routes nationales N20 et N12, sauf qu'on essaie de limiter l'urbanisation le long de cet axe, et là où cette urbanisation existe, comme dans la traversée de Troisvierges, il est proposé de construire des voies de contournement.

#### Question 1185 (20.7.2006) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la formation «bachelor»:

La loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg précise que le «grade de bachelor ne peut être délivré que si l'étudiant inscrit à l'Université a poursuivi une période obligatoire d'études auprès d'une université ou de toute institution d'enseignement supérieur à l'étranger». La durée de cette période obligatoire est d'un semestre complet de cours.

Cependant, le fait d'imposer à l'étudiant un tel semestre obligatoire auprès d'une université à l'étranger risque de poser plusieurs difficultés pratiques aux étudiants, notamment dans le cadre des examens qu'ils doivent passer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Si un étudiant n'a pas satisfait aux tests de certification de ses acquis pour un ou plusieurs des cours suivis à l'université étrangère, peut-il quand même revenir au Luxembourg et poursuivre ses études de bachelor?
- Selon quelles modalités et dans quels délais devra-t-il refaire les épreuves?

#### Réponse commune (30.8.2006) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire de Monsieur le Député Marcel Oberweis et relative à la mobilité des étudiants dans le cadre de la formation de bachelor de l'Université du Luxembourg.

L'organisation de la période de mobilité au sein des formations qui mènent au grade de bachelor de l'Université du Luxembourg est de la compétence de l'Université qui organise et règle l'ensemble des modalités pratiques inhérentes à cette mobilité obligatoire. Considérant que la question soulevée par Monsieur le Député a trait à ces modalités, il en résulte qu'elle n'est pas de la compétence des ministres, mais qu'elle relève en conséquence des seules instances universitaires, et ce dans le respect de l'autonomie de l'Université du Luxembourg.

#### Question 1189 (21.7.2006) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la crise israélo-libanaise:

Depuis le début de la crise, les bombardements des forces armées israéliennes ont provoqué des déplacements massifs de populations. On estime à environ un demi million le nombre de personnes qui fuient la région. Si de nombreuses personnes ont pu d'ores et déjà être évacuées, d'autres restent bloquées au Liban. Se pose dès lors la question de leur évacuation. En effet, si les réfugiés sont actuellement dirigés vers la Syrie voisine et Chypre, ils n'y sont qu'en transit vers d'autres pays.

À cela s'ajoute que tant l'ONU que les ONG redoutent que la crise actuelle ne se transforme en une catastrophe humanitaire. En effet, la destruction par Israël des infrastructures, comme l'aéroport et les routes, rend difficile les approvisionnements en vivres et médicaments. Il est rappelé que l'Union européenne et d'autres pays viennent de promettre une aide au Liban. Ainsi, la France par exemple a commencé à organiser dès hier matin des vols humanitaires. Quant à la Grèce, elle envisage de mobiliser certains de ces avions militaires pour transporter entre autres du matériel médical et thérapeutique.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Si le Luxembourg envisage d'accueillir des réfugiés du Proche-Orient? Dans l'affirmative, vers quels centres d'accueil seront-ils dirigés? Ces centres auront-ils la capacité suffisante d'accueillir ces personnes? Au-delà de la mise à disposition d'infrastructures, le Gouvernement a-t-il déjà pris ou va-t-il prendre des mesures pour garantir aux réfugiés concernés un accueil adéquat? Quelles sont ces mesures? Serait-il éventuellement possible d'attribuer à ces réfugiés une «protection temporaire»?
- Au-delà de l'aide humanitaire fournie par l'Union européenne, le Luxembourg participera-t-il à titre individuel à l'effort international d'aide humanitaire? Dans l'affirmative, en quoi consisterait une telle aide?

#### Réponse (23.8.2006) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. Le Luxembourg était prêt à accueillir des réfugiés libanais, notamment des personnes ayant des membres de leur famille résidant au Luxembourg. Après le cessez-le-feu et la perspective d'une solution politique sur base de la Résolution 1701 des Nations Unies, la question ne se pose plus.

2. À ce jour, le Luxembourg a déjà alloué trois contributions de 250.000 euros chacune au Comité International de la Croix-Rouge (CICR), au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et au Programme Alimentaire Mondial (PAM). Pour ce qui est des agences de l'ONU, il s'agit de contributions allouées en réponse à l'appel consolidé lancé par les Nations Unies le 24 juillet dernier. En ce qui concerne le CICR, la contribution luxembourgeoise répondait à l'appel préliminaire lancé par cette organisation le 18 juillet dernier. Le total de l'aide humanitaire luxembourgeoise en réponse à la crise qui touche actuellement le Liban est donc de 750.000 euros.



**Question 1190** (24.7.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **pavillon maritime luxembourgeois**:

Lors des «Journées maritimes» organisées récemment par ses services, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a esquissé les pistes de développement du pavillon maritime luxembourgeois sur lesquelles il entend s'engager.

- J'aimerais dans ce contexte savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie s'il estime que sur base de la législation existante, le pavillon maritime échappera désormais aux reproches de «pavillon de complaisance» suggérant du dumping social et des critères de sécurité insuffisants, d'une part, et de politique de niche empiétant sur les plates-bandes économiques des États côtiers, d'autre part.
- Y a-t-il parmi les nombreux audits réalisés récemment sur la question une évaluation de l'impact économique et financier du pavillon maritime et de l'activité qu'il génère? Dans l'affirmative, quel en est le résultat chiffré?
- Quels sont plus particulièrement les effets économiques positifs que Monsieur le Ministre attend des mesures annoncées: ouverture de la profession de dirigeant maritime, abolition de la TVA sur la location et l'utilisation des yachts commerciaux, taxation au tonnage?
- Y a-t-il accord sur les trois pistes d'innovation mentionnées au niveau de l'ensemble du Gouvernement?
- Tout en notant la promotion de l'immatriculation de yachts commerciaux sous pavillon luxembourgeois, l'image de marque du Luxembourg ne risque-t-elle pas d'être ternie sous l'effet de l'utilisation de navires arborant notre pavillon pour des activités prodigieuses sous le regard des touristes des côtes méditerranéennes ou pour des activités susceptibles d'enfreindre les lois des pays accostés?

**Réponse** (21.9.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

L'honorable Député Xavier Bettel aborde une série de sujets en relation avec le dossier maritime.

Tout d'abord, l'honorable Député souhaite savoir, si sur la base de la législation existante, le pavillon maritime échappera désormais aux reproches de «pavillon de complaisance».

Quelques clarifications s'imposent tout d'abord quant à la notion de «pavillon de complaisance», car il ne s'agit pas vraiment d'une question de législation. D'une façon générale, considérer le pavillon maritime d'un État comme «pavillon de complaisance» suggère que cet État ne s'acquitterait pas correctement de ses obligations internationales qu'il peut avoir au plan de la sécurité des navires et du bien-être des équipages. Le Syndicat mondial des transports a élaboré des critères et des procédures de décision pour considérer un pavillon comme «pavillon de complaisance». Un de ces critères a toujours été que cet État accepte des navires sur son registre des navires dont le propriétaire a une nationalité différente de celle de l'État du pavillon. Le conflit avec le droit européen est évident. En effet, l'immatriculation des navires dans un État de l'Union européenne est un corollaire du droit d'établissement. En partant de ce critère tous les pavillons européens sont des pavillons de complaisance en puis-

sance. Effectivement un certain nombre de pavillons d'États européens sont considérés comme pavillons de complaisance par le Syndicat mondial des transports et on peut y retrouver des pays comme l'Allemagne et la France pour ne citer que ceux-ci. Ceci ne veut pas dire que l'état de la flotte de ces pays laisse à désirer, ce qui peut être compris comme tel par un large public, mais cela indique certainement qu'il y a un désaccord avec le syndicat. Le fait qu'un armateur utilise un pavillon dit «de complaisance» ne l'empêche pas de conclure des conventions collectives avec les syndicats en question.

Il existe aujourd'hui des instruments de mesure de la performance d'une flotte comme par exemple les résultats des contrôles portuaires qui sont consultables sur Internet. D'autres instruments d'audits ou d'indicateurs de performance en termes de sécurité et de sûreté ont été créés récemment.

Quant au Luxembourg, notre flotte enregistre parmi les meilleures performances en termes de sécurité. Le programme national au plan de la sûreté maritime vient d'être évalué par la Commission européenne et les mécanismes mis en place s'avèrent répondre aux standards requis. Pour des données chiffrées des contrôles portuaires, l'honorable Député consultera utilement le rapport d'activités de l'administration en tant qu'autorité de contrôle pour la sécurité maritime, je tiens à signaler qu'au plan européen le Luxembourg fait partie du peloton de tête des trois administrations qui travaillent suivant un système d'assurance de la qualité.

Quant au volet social, le Luxembourg était déclaré «pavillon de complaisance» par le Syndicat mondial des transports à l'initiative du Syndicat belge en litige avec les armateurs belges utilisant le pavillon luxembourgeois. Ce problème est maintenant résolu et le Luxembourg ne figure plus sur la liste des pavillons de complaisance de cette organisation. À ma connaissance la plupart des navires marchands luxembourgeois sont couverts par une convention collective.

Parmi les audits auxquels se réfère l'honorable Député, il n'y a pas d'audits sur l'impact économique des affaires maritimes. La dernière étude remonte à 2001. Il en résulte que le secteur maritime déployait un chiffre d'affaires comparable à celui de l'aviation civile au Luxembourg.

L'honorable Député aborde également la question du consensus politique sur le dossier en se référant à des aspects ponctuels, l'image de marque du pays et les effets économiques.

Au Luxembourg, le dossier maritime continue d'être controversé depuis le vote de la loi y relative en 1990. Alors qu'aucune des craintes avancées à l'époque ne s'est concrétisée, il faut admettre que certaines hésitations en relation avec ce dossier sont compréhensibles dans un pays qui n'a pas d'ancrage avec les questions de la mer. C'est sur la base de ce contexte politique que j'ai entrepris une réorientation du dossier maritime. Les grands pétroliers ont quitté le registre luxembourgeois. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les transports maritimes constituent un secteur économique représentant quelque 3% du PIB européen et que l'activité de transport génère une part importante d'activités à terre. Pour un pays tirant une part importante de sa richesse de la prestation de services, d'une part, et ayant accès à ces marchés du fait de notre appartenance à l'Union, d'autre part, c'est une opportunité à ne pas ignorer, considérant par ailleurs que des avantages concurrentiels de notre pays dans les nouvelles règles du jeu européen tendent à

s'estomper dans d'autres domaines.

Dans le domaine maritime d'autres niches méritent d'être explorées. L'accord de coalition se réfère explicitement à la grande plaisance commerciale, mais il en existe d'autres. Le secteur maritime luxembourgeois a réitéré certaines propositions de réforme, dont il a pu être tenu compte dès à présent. D'autres propositions viennent de m'être adressées par un groupe de travail composé de représentants de la place financière et de sociétés maritimes établies à Luxembourg. Ces mesures seront évaluées à la rentrée et certaines d'entre elles comporteront l'intervention du Gouvernement respectivement du Parlement à supposer qu'elles soient retenues.

En intégrant le dossier maritime au département du commerce extérieur, le Gouvernement a replacé ce dossier dans son département d'origine qui est sa véritable place dans une optique luxembourgeoise. Dans un domaine aussi harmonisé au plan européen que celui du maritime, il ne faut pas escompter de générer des ressources budgétaires par le simple fait législatif. Il s'agit plutôt d'offrir un cadre réglementaire moderne adapté aux réalités permettant aux acteurs économiques établis à Luxembourg ou actifs dans ce commerce de consolider leur présence ou activités voire de les développer. Quant au volet financier, il y a certainement un potentiel non exploré à ce stade.

Quant au respect des lois et règlements qu'évoque l'honorable Député, il va de soi que ces activités doivent se poursuivre dans le respect des lois et des conventions internationales. Cette remarque doit être valable pour d'autres domaines que celui sous revue. Pour ma part, je n'hésiterai pas à sévir et à faire poursuivre les auteurs d'éventuelles infractions, si cela devait s'avérer nécessaire, respectivement de retirer les agréments à des sociétés défaillantes comme je viens de le faire.

**Question 1191** (24.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **manque de place dans les centres d'éducation différenciée**:

Il me revient que bon nombre d'enfants inscrits dans les centres de l'éducation différenciée et ayant atteint l'âge de l'obligation scolaire n'ont pas eu l'autorisation de continuer la scolarité à la rentrée, faute de place. Malheureusement pour les mêmes motifs ils n'ont pas pu s'inscrire dans un atelier protégé, ce qui place les jeunes ainsi que leurs parents devant une situation inextricable.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, si ces faits sont exacts.
- Quelles solutions à court terme Mesdames les Ministres envisagent-elles pour permettre à ces jeunes de trouver une occupation dès la rentrée?
- Quels sont, selon l'avis de Mesdames les Ministres, les besoins futurs en infrastructure aussi bien pour les centres de l'éducation différenciée que pour les ateliers protégés?

**Réponse commune** (21.9.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée prévoit effectivement la possibilité d'autori-

ser un enfant à recevoir l'éducation et les soins appropriés au-delà de la scolarité obligatoire lorsque l'intérêt de la formation d'un enfant l'exige.

Il appartient aux membres de la commission médico-psycho-pédagogique nationale d'émettre un avis sur l'orientation future de l'élève.

Tandis que pour certains adolescents la prolongation de la scolarité dans un centre d'éducation différenciée s'avère propice, d'autres profitent davantage d'une admission dans un atelier de propédeutique professionnelle, mettant l'accent sur les apprentissages pratiques, ou dans une structure de travail pour personnes à handicap. Toujours est-il que le législateur a prévu la prolongation de la scolarité obligatoire comme mesure exceptionnelle qui n'est pas préconisée dans tous les cas pour chaque élève.

Afin de trouver la solution individuelle la plus appropriée pour favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant les responsables des centres d'éducation différenciée se concertent avec les parents concernés.

Étant donné que les centres d'éducation différenciée accueillent des enfants soumis à l'obligation scolaire, la fourchette d'âge peut varier entre quatre et 15 ans. Vu que les besoins et les intérêts des petits enfants et des adolescents ne sont pas les mêmes, il importe d'offrir un encadrement stimulant aux jeunes à handicap qui les prépare à la vie d'adulte.

En ce qui concerne plus particulièrement les élèves du centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette, après concertation avec les services concernés du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration ont cherché des solutions adaptées aux situations individuelles des jeunes concernés. Simultanément deux gestionnaires de centres de propédeutique professionnelle privés/d'ateliers protégés et deux nouveaux groupes de formation sont mis en place et accueilleront les jeunes dès le mois d'octobre 2006. Dès l'automne et pour autant que de sa compétence, le Ministère de la Famille et de l'Intégration fera l'analyse détaillée des données lui fournies le mois de juillet courant par le Service de l'Éducation différenciée afin d'établir un plan d'action pour les années à venir.

Les capacités d'accueil des infrastructures de l'Éducation différenciée doivent tenir compte de plus ou moins 1% des élèves soumis à l'obligation scolaire. Afin de favoriser l'intégration des enfants en question, il y a lieu d'intégrer leurs classes dans les bâtiments de l'enseignement régulier. Tandis que les classes pour les élèves de quatre à douze ans sont à intégrer dans les bâtiments de l'enseignement primaire, celles des adolescents fonctionnent dans les enceintes de l'enseignement postprimaire.

Citons les exemples de Roodt/Syre, de Luxembourg-ville, d'Echternach, de Roeser en ce qui concerne l'accueil d'élèves à besoins éducatifs spéciaux susceptibles de fréquenter l'enseignement primaire, et ceux du Lycée Michel Rodange, du Lycée Aline Mayrisch et du Lycée technique du Centre pour l'accueil d'adolescents.

Des projets de cohabitation sont projetés aux Lycées de Junglinster, au Neie Lycée, au Lycée de Redange/Attert etc.

**Question 1192** (24.7.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant le **parti pédophile néerlandais (PNVD)**:

Au sujet du parti pédophile néerlandais PNVD, un groupe de la majorité «insiste pour que le Gouvernement luxembourgeois intervienne auprès des autorités néerlandaises, afin que celles-ci examinent les possibilités qui existent pour passer outre la décision de justice litigieuse et que le parti précité soit interdit».

- Le Gouvernement entend-il donner suite à cette invitation?
- Si oui, auprès de quelles autorités entend-il intervenir?
- Dans quel délai?
- Est-il disposé à informer la Chambre des Députés du résultat de son intervention?

**Réponse commune** (30.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Le Gouvernement luxembourgeois partage la consternation générale concernant la création du parti pédophile néerlandais (PNVD), les points de vue promus par ce dernier étant tout à fait inacceptables et condamnables.

Il faut malheureusement constater que le Tribunal de La Haye, saisi en référé, n'a cependant pas interdit le PNVD. Dans son arrêt, le Tribunal a conclu entre autres que l'indignation morale n'est pas suffisante pour interdire un parti tant que celui-ci n'incite pas à des actes tombant sous le coup de la loi. Le Ministère public des Pays-Bas, quant à lui, ne peut pas interdire un parti politique dont le programme plaide en faveur d'un changement de loi. Une intervention officielle auprès des autorités néerlandaises pour que ce parti soit interdit n'a donc aucune chance d'aboutir. C'est donc d'abord aux électeurs néerlandais de décider, si ce parti doit entrer dans la Deuxième Chambre.

Le Gouvernement souhaite enfin informer l'Honorable Députée qu'un Député néerlandais a déclaré vouloir examiner la possibilité d'interdire le PNVD par le biais d'un projet de loi. Par ailleurs, les autorités néerlandaises connaissant les réactions négatives exprimées à l'égard de ce parti suivent ses activités avec une attention particulière, de sorte qu'au moment où le parti commet des actes punissables ou stimule à les commettre, les autorités peuvent intervenir immédiatement.

**Question 1194** (25.7.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **promotion de l'activité logistique et création d'une plate-forme**:

Le Gouvernement en place avant les élections de 2004 avait initié en étroite collaboration avec la plus grande société luxembourgeoise de fret aérien un projet destiné à la promotion de l'activité logistique au Luxembourg et à la création d'une plate-forme destinée à accueillir de telles activités, de préférence complémentaires au fret aérien, non loin de l'Aéroport de Findel.

J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur quelles ont été les suites récentes qu'a, le cas échéant, connues ce projet.

- Quelles sont notamment les conséquences tirées des conclusions du rapport d'un consultant externe qui a étudié le dossier pour compte du Ministère de l'Économie?
- Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend engager sur base de cette étude?



- Dans la mesure où cette plateforme sera aménagée, quelle sera sa localisation et quelles seront les conditions de son occupation, voire de son exploitation? Quels types d'entreprises y seront admis?
- Comment le Gouvernement entend-il rencontrer le risque de créer de cette manière une concurrence non souhaitable pour le Cargo Center de Luxair fonctionnant dans l'enceinte aéroportuaire?
- Des complémentarités entre cette nouvelle infrastructure éventuelle et le Cargo Center sont elles envisagées et, si oui, en quoi consistent-elles?

**Réponse** (31.8.2006) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**:

Dans le cadre des réflexions autour de la valorisation de terrains situés dans la zone d'activités nationale de Contern, le Gouvernement avait commandité fin 2004 une étude sur le potentiel économique des activités de logistique, notamment en rapport avec les flux de fret générés par l'Aéroport de Findel.

L'étude en question a été validée fin 2005. Celle-ci a révélé un potentiel élevé pour des activités logistiques basées sur le fret aérien dans un contexte économique favorable, mais hautement compétitif. Parmi les recommandations formulées afin de réunir les conditions préalables de réussite figurent l'accès à des infrastructures et des surfaces foncières à des coûts compétitifs, la mise à disposition d'un ensemble d'informations réglementaires et administratives ainsi que la suppression de certaines barrières liées à la représentation fiscale et aux procédures douanières.

En ce qui concerne les conséquences tirées des conclusions de l'étude, je renvoie au plan d'action que j'ai décrit à l'occasion de l'ouverture de la Foire internationale de Printemps. Les actions à mettre en œuvre s'articulent autour de quatre axes:

- promouvoir le Grand-Duché de Luxembourg comme site logistique intercontinental et comme centre de compétence organisationnelle de la chaîne d'approvisionnement;
- améliorer le cadre réglementaire et administratif au niveau du traitement douanier et de la TVA en étroite collaboration avec les administrations douanière et fiscale;
- permettre l'accès d'entreprises et d'activités logistiques nouvelles à haute valeur ajoutée (le stockage, le conditionnement, l'emballage, la préparation et l'expédition de commandes ainsi que l'organisation des flux de production et de distribution, la programmation des approvisionnements, la facturation) à certaines zones d'activités nationales;
- développer des compétences et encourager les activités de conseil et de formation.

Les zones d'activités nationales mentionnées ci-dessus sont celles de Contern et de la région de Dudelange/Bettembourg. En ce qui concerne cette dernière, un cabinet spécialisé est actuellement en train d'élaborer un concept d'affectation des surfaces disponibles sur le site WSA à Bettembourg/Dudelange en faveur d'activités logistiques à haute valeur ajoutée. Ce concept d'implantation progressive et modulable d'un parc logistique comportera également un modèle d'exploitation, de gestion et de financement des infrastructures futures.

Les centres de fret de Luxair et de Swissport, situés dans l'enceinte aéroportuaire, sont principalement dédiés aux activités de chargement et de déchargement d'avions et de camions. La durée moyenne de l'entreposage des marchandises y est de huit heures. Il s'agit donc essentiellement d'un lieu de transit de marchandises.

Les projets engagés actuellement par le Gouvernement ne constituent donc aucune menace pour les activités de ces centres, mais visent à attirer et implanter au Luxembourg un maillon supplémentaire de la chaîne logistique. Ainsi les initiatives menées par le Gouvernement tendent non seulement à compléter les activités déployées par les centres de fret, mais s'efforcent également d'attirer au Luxembourg des prestataires de services logistiques à haute valeur ajoutée qui constituent donc des clients potentiels pour ces centres de fret.

**Question 1195** (25.7.2006) de **M. Roland Schreiner (LSAP)** concernant la **zone d'activité économique à caractère national**:

En ce qui concerne les zones industrielles et/ou artisanales à caractère national, le Ministère de l'Économie prend en charge les frais de premier établissement, alors qu'il incombe aux communes d'assurer tous les frais d'entretien des infrastructures qui s'ensuivent. Par conséquent les communes se voient proposer des conventions avec l'État qui les obligent à assurer le fonctionnement et l'entretien des infrastructures.

Or, considérant l'évolution économique, notamment la diminution des recettes liées à l'impôt commercial et les discussions actuelles sur le financement des communes, ces charges risquent de peser lourd sur le budget communal.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que l'implantation d'une zone d'activité économique à caractère national devient de moins en moins intéressante pour les communes si les charges y relatives sont en augmentation constante tandis que les retombées financières futures sont incertaines?
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire peut-il garantir que les recettes communales provenant de l'impôt commercial resteront à l'avenir suffisamment importantes pour permettre aux communes de remplir leurs obligations concernant les zones industrielles et/ou artisanales?
- Monsieur le Ministre de l'Économie n'estime-t-il pas qu'une convention fixant les obligations des communes devrait aussi garantir des compensations au moins équivalentes aux coûts qui découlent de la convention?

**Réponse commune** (26.9.2006) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur** et de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire**:

Les conventions que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur conclut avec les communes sur le territoire desquelles l'État a aménagé à ses frais des zones d'activités à caractère national visent à garantir le fonctionnement et l'entretien des infrastructures y aménagées.

Lesdites conventions concernent:

- l'entretien des voies de circulation et délèguent aux communes la faculté d'arrêter les

règlements de police pour la dite voirie qui restera domaine privé de l'État;

- l'entretien de l'éclairage public;
- l'entretien des aires de services et des aires de verdure;
- l'alimentation en eau potable, le cas échéant;
- l'entretien des réseaux d'évacuation des eaux usées et de surface;
- l'organisation de l'évacuation des déchets ménagers et assimilés.

Une fois donc les voies de circulation et les infrastructures et réseaux confiées à la commune, que ce soit par convention ou à la suite d'une cession pure et simple à la commune par le lotisseur des terrains avec les infrastructures publiques y réalisées, les communes ont à leur charge leur fonctionnement et leur entretien. Le fait que dans les zones à caractère national l'État ne cède pas les terrains n'y change finalement rien en ce qui concerne les charges d'entretien pour les communes.

À signaler dans le contexte des charges de fonctionnement et d'entretien des infrastructures que les charges relatives à l'alimentation en eau potable - pour autant que cette alimentation n'est pas réglée sur base conventionnelle avec un tiers - et à l'évacuation et à l'élimination des eaux usées et des déchets sont en principe répercutées intégralement selon le principe du pollueur payeur aux utilisateurs des services publics. Au niveau du budget communal ces charges devraient donc trouver leur contrepartie dans le budget des recettes communales pour un montant au moins équivalent. Elles ne grèvent partant pas la capacité financière d'une commune.

Pour financer les charges d'entretien de la voirie et de l'éclairage publique les communes touchent à côté de l'impôt commercial généré dans la zone également l'impôt foncier auquel sont assujetties les entreprises y domiciliées.

À signaler encore que bien des communes bénéficient par ailleurs de la mise à disposition, par l'État, de droits de superficie couvrant une partie des terrains dans l'enceinte des zones nationales pour permettre des (ré)implantations, sur leur initiative, de projets économiques présentant un intérêt local ou régional.

Les infrastructures d'accueil ainsi créées contribuent largement au développement économique des communes concernées qui en profitent sur le plan des recettes fiscales, certes, mais également sur le plan socio-économique, notamment à travers la création d'emplois dans la région contribuant au développement démographique.

Pour conclure, et si l'on essaie de faire le bilan pour une commune tant de l'accueil sur son territoire de nouvelles entreprises, et de nouveaux résidents qui en résulte indirectement, nous estimons qu'aucune commune n'a financièrement souffert d'une telle politique de développement.

Bien au contraire! Tant la création de zones d'activités nouvelles que l'accueil de nouveaux résidents se sont avérés par le passé comme une panacée pour le développement de la commune. Les masses critiques indispensables à l'offre de services communaux plus exigeants ont été atteintes plus rapidement.

En ce qui concerne une garantie des recettes communales provenant de l'Impôt Commercial communal (ICC) il est entendu que ni le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, ni le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ne pourront jamais donner de garantie de recettes ni pour les communes, ni pour l'État d'ailleurs. Ceci ne veut en aucun cas dire que les communes sont

impuissantes devant l'évolution des recettes de l'ICC.

Premièrement, le secteur communal, même s'il ne peut agir directement sur les activités du secteur commercial, peut néanmoins créer des conditions favorables (par des infrastructures adéquates, un taux de l'ICC compétitif, etc.) aux entreprises de sorte à diversifier son tissu économique et à attirer de nouvelles entreprises hautement compétitives pour ainsi assurer un potentiel fiscal à long terme.

Deuxièmement, les communes peuvent mettre en place une sorte de système de «Risk Sharing» en intégrant en un seul syndicat de communes les entreprises de plusieurs communes et ceci afin de diversifier les risques pour les communes lorsqu'une entreprise cesse ses activités ou est en difficulté financière.

À travers ces deux volets, les communes peuvent se prémunir efficacement contre les aléas économiques touchant leurs entreprises et de ce fait mieux s'assurer des recettes plus stables.

**Question 1197** (25.7.2006) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'**échec des négociations du Doha Round**:

Après cinq ans de tractations laborieuses entre les 149 membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les six principaux acteurs de discussion, à savoir l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil, l'Inde, l'Australie et le Japon viennent de conclure à la faillite du processus de Doha. En effet, les partenaires ne sont pas parvenus à surmonter les différends en matière de politique agricole.

Derrière cet échec, c'est tout le multilatéralisme commercial qui est mis en cause. Plus grave encore, toute l'énergie déployée ces dernières années pour trouver un compromis acceptable aura été vaine.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelles seront les conséquences probables à court, moyen et long terme de l'échec des négociations précitées?
- Le Gouvernement envisage-t-il, à l'instar de certains états, de se lancer dans des négociations bilatérales avec les régions ou les pays qu'il veut privilégier?
- Une telle option ne risque-t-elle pas de délaissier certaines parties du monde?
- Quelle sera la meilleure stratégie pour éviter un tel scénario?
- Quels sont les moyens dont dispose le Luxembourg sur le plan international pour éviter que l'absence de compromis au sein de l'OMC ne nuise aux pays les plus pauvres?
- Quelle est la position de l'Union européenne respectivement quelle stratégie entend-elle mettre en oeuvre dans ce dossier?

**Réponse** (23.8.2006) de **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration**:

Le Gouvernement luxembourgeois, tout comme les autres États membres de l'UE et leur négociateur, la Commission européenne, regrette la suspension, pour une durée indéterminée, des négociations du cycle de Doha de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Il est encore trop tôt pour se prononcer définitivement sur le sort du cycle de Doha. En ce moment, tous les acteurs majeurs de l'OMC se livrent à des réflexions internes.

Pour l'UE, la Commission envisage plusieurs scénarios possibles. Il s'agit d'évaluer les chances réelles de reprendre les négociations à court ou moyen terme. La Commission devrait présenter le fruit de cet exercice aux États membres de l'UE à la rentrée 2006. Il appartiendra alors au Conseil de décider ou non de donner un nouveau mandat de négociation à la Commission. Le G20 qui réunit autour du groupe noyau constitué par le Brésil et l'Inde, des pays émergents comme la Chine ou l'Afrique du Sud, a prévu d'organiser une réunion en septembre afin d'envisager les moyens de débloquent le cycle de négociations de Doha. De son côté, le Groupe de Cairns a annoncé une réunion en septembre en Australie avec l'Union européenne et les États-Unis afin de tenter de relancer les négociations.

Lors du Conseil général de l'OMC du 27 juillet, donc immédiatement après l'annonce de la suspension des négociations, le commissaire Mandelson avait proposé de continuer les négociations sur un paquet développement en faveur des pays les plus vulnérables. Ce paquet aurait pu comprendre l'aide en faveur du commerce ("Aid for Trade"), la facilitation des échanges, un nouveau cadre intégré en faveur des pays les moins avancés, l'accord de Hong Kong des pays industrialisés d'accorder un libre accès à leurs marchés en faveur des pays les moins avancés, le traitement spécial et différencié, des règles d'origine plus souples pour les pays en développement et l'amélioration du mécanisme de règlement des disputes en faveur des pays en développement. Malheureusement cette idée n'a pas trouvé d'écho à ce stade.

Le Gouvernement luxembourgeois espère que tous les membres de l'OMC feront les efforts nécessaires dans les semaines à venir pour relancer les négociations afin de ne pas mettre en péril le travail déjà accompli. Un échec définitif aurait plusieurs conséquences négatives et en premier lieu un affaiblissement sérieux du multilatéralisme mais aussi la perte d'une chance réelle d'améliorer l'accès au marché pour les exportateurs de tous les pays et donc d'injecter des centaines de milliards d'euros dans le commerce mondial, donnant ainsi un sérieux coup de pouce à la croissance globale. Un échec durable ne ferait que renforcer les tendances protectionnistes observées dans de nombreux pays et rendrait l'intégration des nouvelles puissances commerciales comme la Chine, l'Inde ou le Brésil dans un système global avec des règles claires, beaucoup plus difficiles.

Les pays les moins avancés perdraient, entre autres, l'accès libre aux marchés des pays industrialisés, agréé à Hong Kong, l'engagement des pays industriels d'abolir leurs subventions aux exportations agricoles d'ici 2013, la réduction des subventions internes ayant un effet de distorsion aux échanges et la modernisation des procédures douanières (facilitation des échanges).

Un échec durable permettrait à certains de nos partenaires d'éviter de réformer leurs subventions agricoles à l'instar de la réforme de la politique agricole commune de 2003 ou d'observer des règles strictes en matière d'instruments de défense commerciale (antidumping). Finalement, une recrudescence de procédures de règlement de disputes lancées par des pays du G20 contre les politiques agricoles des États-Unis et de l'UE serait probable.

En vertu de la politique commerciale commune aucun État membre individuel de l'UE ne peut entamer des négociations bilatérales. Il est cependant probable que l'UE lance de telles négociations à moyen terme avec certains pays ou régions développés ou émergents mais pour l'instant rien



n'est décidé. En tout état de cause, aucun accord bilatéral ne peut reproduire les avantages d'un accord multilatéral.

L'UE continue les négociations d'accords de partenariats économiques (APE) avec les six régions des pays ACP afin d'accompagner leur intégration dans le commerce mondial. Le Gouvernement luxembourgeois continuera à veiller à ce que la philosophie de ces accords reste résolument pro-développement.

Par son Système de Préférences Généralisées (SPG), l'UE continuera aussi d'offrir un accès au marché complètement libre aux pays les moins avancés et à des conditions préférentielles aux autres pays en développement.

### Question 1199 (26.7.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'effectif de la Police grand-ducale auprès de l'Aéroport de Findel:

Dans la réponse de Monsieur le Ministre des Transports, celui-ci affirme que l'effectif total de la Police grand-ducale à l'Aéroport de Luxembourg est de 54 personnes, et que cet effectif n'est pas suffisant et qu'il devra être augmenté d'ici peu.

Cependant selon les informations trouvées sur le site [www.police.lu](http://www.police.lu) (pièce jointe - à consulter au Greffe de la Chambre des Députés) et renseignements pris auprès de l'Administration de l'Aéroport il me revient que cet effectif est en réalité de 28 membres.

- De ce fait j'aimerais savoir sur quel chiffre se base la réponse de Monsieur le Ministre des Transports, en effet si Monsieur le Ministre estime qu'un effectif de 54 n'est pas suffisant actuellement que pense-t-il de l'effectif réel de 28 membres?

En effet, si l'effectif réel est de 28 membres je pense que même, si vous-même, Monsieur le Président, insistez auprès des ministres pour qu'ils répondent aux questions parlementaires dans les délais, j'apprécierai que ces derniers prennent leur temps pour répondre correctement aux questions parlementaires et non de nous fournir des informations erronées.

- De ce fait je vous saurais gré de bien vouloir demander conformément à l'article 75 de notre règlement à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre de la Justice de me donner les données exactes concernant l'effectif de la Police grand-ducale auprès de l'aéroport ainsi que son évolution future.

### Réponse (7.9.2006) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

La Police grand-ducale vient de restructurer l'ancien «Service de contrôle à l'aéroport» en créant l'«Unité Centrale de Police à l'Aéroport» (UCPA). L'UCPA ainsi créée se subdivise en «Service de contrôle à l'aéroport», avec un Service de contrôle frontalier et un Service documents de voyage et le «Service de garde à l'aéroport» qui exécute essentiellement des missions de sécurité.

Fin juillet, l'UCPA s'est constituée de 30 fonctionnaires dont deux cadres supérieurs. Une augmentation de deux inspecteurs est prévue pour septembre 2006 avant d'augmenter les effectifs à 37 policiers pour le 1<sup>er</sup> avril 2007.

Tout en tenant compte également des missions de contrôle à l'aéroport effectuées par l'Administration des Douanes, le Gouvernement envisage dans le cadre d'un programme pluriannuel d'augmenter de façon significative le nombre d'agents de police affectés au Findel.

### Réponse (7.9.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

La question parlementaire N°1199 du 26 juillet 2006 de l'honorable Député s'est croisée avec le rectificatif de la réponse à sa question parlementaire N°1110 du 7 juin 2006 envoyé le 25 juillet 2006 (cf. *compte rendu N°14/2005-2006*) et devient dès lors sans objet.

### Question 1201 (26.7.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la compagnie aérienne immatriculée au Ghana:

Il me revient qu'en date du 24 juillet 2006, un autopropulseur d'un avion cargo de la société MK Airlines, immatriculé au Ghana, s'est enflammé quelques instants après le décollage de l'engin de l'Aéroport de Findel. Suite à cet incident, l'avion a dû retourner au Findel et effectuer un atterrissage forcé. Au vu de la fréquence des incidents de la compagnie aérienne concernée, j'avais déjà posé à Monsieur le Ministre un certain nombre de questions concernant cette société (question parlementaire N°0130 du 19 octobre 2004 et question parlementaire N°0257 du 21 janvier 2005) (cf. *compte rendu N°2/2004-2005 et N°7/2004-2005*).

Dès lors je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les suites qu'il entend réserver à cet incident?
- Compte tenu des divers incidents dans les années passées de la compagnie aérienne en question, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fait d'autoriser ladite compagnie à desservir notre aéroport ne comporte des risques?
- Dans sa réponse du 12 novembre 2004, Monsieur le Ministre avait indiqué que les services de la Direction de l'aviation civile avaient été instruits de réserver dans le cadre des contrôles techniques une attention particulière aux vérifications à effectuer sur des appareils de la société aérienne précitée. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les résultats de ces contrôles relatifs aux engins de cette compagnie? Monsieur le Ministre peut-il également m'informer en quoi consiste exactement cette intensification des contrôles?
- Quelles autres mesures à part des contrôles intensifiés Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de minimiser le risque qu'un tel incident ne se reproduise?

### Réponse (1.9.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'honorable Député s'enquiert sur un incident de la compagnie aérienne MK Airlines en date du 24 juillet 2006 à l'Aéroport de Luxembourg.

J'ai eu connaissance de cet incident de MK Airlines par le biais de mes services et partant j'ai demandé à la société MK Airlines de me renseigner dans les meilleurs délais sur les circonstances de cet incident conformément aux dispositions légales en vigueur.

Dès le 26 juillet 2006, la Direction de l'aviation civile s'est renseignée auprès du transporteur et de l'Administration de l'Aéroport afin de connaître les détails et les circonstances de l'incident élargé.

Il en résulte que l'avion concerné était un Boeing B747-245F immatriculé 9G-MKS (Ghana) au départ de Luxembourg-Findel le 24 juillet 2006 à 21.15 heures UTC pour rejoindre Tripoli (Libye).

Après le démarrage des turbines une panne du moteur était détectée et la procédure d'urgence initiée. Une approche et un atterrissage à trois moteurs étaient effectués. Le vol était capable d'évacuer la piste et de rejoindre l'aire de stationnement. Les services de secours étaient en état d'alerte.

J'ai par ailleurs informé l'entité d'enquête chargée d'initier une enquête technique de l'incident en cause survenu à bord de l'aéronef concerné.

En ce qui concerne le contrôle des services compétents de la Direction de l'aviation civile dans ce contexte je puis vous confirmer qu'une attention particulière est portée aux vérifications à effectuer sur des appareils de ladite société aérienne. À ce titre, la Direction de l'aviation civile a effectué cinq inspections en 2005 sur divers aéronefs appartenant au transporteur ghanéen MK Airlines dans le cadre du programme SAFA ("Safety Assessment of Foreign Aircraft"). Aucune des inspections diligentées n'a relevé de sérieux défauts ou de déficiences graves sollicitant une immobilisation d'un appareil. Il y a lieu d'indiquer que les inspections SAFA conduites sur l'aire de trafic s'apparentent à des contrôles d'ordre visuel (On the Spot).

Le nombre programmé de contrôles inopinés menés par la Direction de l'aviation civile, dont a fait l'objet le transporteur MK Airlines, est proportionnellement très élevé. Les informations recueillies lors de ces inspections alimentent la base de données communautaire sur la sécurité aérienne et permettent aux instances nationales que communautaires d'évaluer les risques inhérents à la sécurité aérienne pour telle compagnie, voire pour les aéronefs immatriculés dans tel État tiers. Sur les avions Boeing concernés onze inspections SAFA ont été réalisées en 2005/2006 en Europe, dont cinq à l'initiative de la Direction de l'aviation civile, trois par l'autorité belge, une par l'ENAC italienne, une par la CAA Pays-Bas et une par la CAA finlandaise. Aucune des inspections diligentées n'a révélé des déficiences graves nécessitant l'application de restrictions d'exploitation, voire l'immobilisation d'un appareil.

Il faut rappeler que ni la compagnie MK Airlines ni le Ghana ne font partie de la fameuse «liste noire», la liste des transporteurs aériens faisant l'objet d'une interdiction d'exploitation ou de restrictions d'exploitation dans la Communauté dans le cadre du règlement (CE) 474/2006 de la Commission du 22 mars 2006.

Par ailleurs, il a été confirmé par la CAA britannique que le transporteur MK Airlines a obtenu récemment son certificat de transport aérien britannique (AOC). Le premier avion Boeing de MK Airlines vient d'être immatriculé au Royaume-Uni. Les autres appareils regagneront le registre britannique suivant un programme de transfert spécifique convenu entre les autorités du Royaume-Uni et le transporteur concerné. Par conséquent, les Boeing de la compagnie seront immatriculés à l'avenir au Royaume-Uni et partant soumis au cadre communautaire de la sécurité aérienne, la CAA britannique exerçant par la suite la supervision continue.

Ceci constitue une garantie supplémentaire pour minimiser le risque qu'un tel incident ne se reproduise puisque la CAA britannique, avec laquelle le Luxembourg entretient d'excellentes relations, endossera la pleine responsabilité de supervision des activités de MK Airlines.

### Question 1203 (27.7.2006) de M. Félix Braz (DÉI GRENG) concernant les conventions État-ONG dans le domaine de l'intégration:

La collaboration entre le Ministère de la Famille et des ONG actives dans le domaine de l'intégration des étrangers peut jouer un rôle complémentaire par rapport aux initiatives spécifiques du Gouvernement. À ce propos, on évoque à bon escient le principe de subsidiarité. La coordination de ces activités devrait être une autre préoccupation, ne serait-ce que pour éviter des doubles emplois.

Dans la résolution adoptée récemment par l'assemblée générale de l'ASTI et divulguée à la presse et aux parlementaires, on souhaite «une clarification des objectifs et des moyens des services conventionnés avec le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, pour en améliorer la transparence».

Il s'avère cependant que les démarches répétées de l'ASTI à ce propos sont restées sans réponse.

Dès lors je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Quels sont les objectifs assignés aux trois conventions (ASTI, CLAE et SeSoPi)?
- Quelles sont les réalisations essentielles des trois conventions en 2005?
- Combien de tâches plein temps sont couvertes par chacune des conventions?
- Quels sont les moyens financiers attribués aux conventions respectives?

### Réponse (13.9.2006) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Quant aux objectifs stipulés dans les trois conventions:

- Convention conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et l'agence interculturelle de l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés, dénommée ci-dessous «ASTI».

L'objectif de l'ASTI est de promouvoir l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg par les mesures suivantes:

- \* promouvoir les échanges entre la communauté luxembourgeoise et les communautés étrangères au Grand-Duché de Luxembourg, seule ou en concertation avec d'autres associations et acteurs socioculturels, en encourageant, facilitant et soutenant des activités interculturelles entre étrangers et Luxembourgeois;

- \* contribuer à la connaissance mutuelle sur des activités culturelles auprès des médias, des organisations, institutions privées ou publiques et des particuliers;

- \* élaborer un fichier d'adresses de personnes, d'associations, d'acteurs et d'infrastructures actives du domaine culturel, ces fichiers étant accessibles à tous et pouvant être consultés sur simple demande;

- \* développer des projets de sensibilisation et d'éducation aux cultures des migrants du Grand-Duché de Luxembourg et de la Grande Région.

- Convention conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Centre de Liaison, Information et Aide pour les associations d'étrangers au Luxembourg dénommé ci-dessous «CLAE»

- \* promouvoir l'intégration des étrangers dans la société luxembourgeoise par des actions au niveau de la vie associative en fournissant notamment un appui technique et logistique aux associations étrangères et en favorisant au niveau local des échanges entre associations oeuvrant en faveur de l'intégration des étrangers et institutions luxembourgeoises;

- \* promouvoir et réaliser entre autres des cycles de formation destinés aux animateurs de la vie associative des étrangers, aux membres des commissions consultatives communales pour étrangers ou autre public spécifique, ainsi qu'au grand public;

- \* développer des outils d'informations ayant pour objectif:

- a) de favoriser l'intégration des étrangers dans la société luxembourgeoise;
  - b) de promouvoir une meilleure connaissance du pays en direction des populations concernées;
  - c) de sensibiliser la population luxembourgeoise aux questions migratoires.
- Convention conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Centre intercommunautaire a.s.b.l., dénommé ci-dessous «SESOPI»

En référence à l'article 2 b), e) et f) de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers, l'objectif de SESOPI est de promouvoir l'intégration des étrangers dans la société luxembourgeoise par les mesures suivantes:

- \* la recherche sociologique et statistique dans le domaine de la présence des étrangers dans la société luxembourgeoise (domaine des migrations, de l'intégration, du marché de travail, etc.);

- \* la mise à disposition des résultats de ces études sociologiques et des analyses statistiques aux organismes travaillant dans le domaine de l'intégration au Grand-Duché de Luxembourg;

- \* l'information du large public sur des questions relatives à la présence des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg pour favoriser l'échange interculturel;

- \* la constitution d'une documentation spécialisée pour répondre aux missions susmentionnées pour les besoins de documentation de structures travaillant dans ces domaines (synergies de ressources);

- \* la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs oeuvrant pour l'intégration des personnes originaires de cultures et de langues différentes;

- \* l'information, la sensibilisation et la formation des différentes composantes du corps social à la compréhension mutuelle et au vivre ensemble.

- 2) Quant aux principales réalisations essentielles des conventions en 2005

Les activités et réalisations des trois associations sont multiples. À titre d'exemple il y a lieu de citer comme:

- Activités essentielles de l'ASTI (agence interculturelle)

- \* Des activités dans les médias alors que depuis 1999, le magazine d'information quotidien «Ech liewen zu Lëtzebuerg» passe sur les ondes de Radio Latina;

ou encore,

- \* des spots sur des aspects pratiques de l'intégration qui sont diffusés trois fois par semaine en langue luxembourgeoise sur Radio RTL et passent également trois à quatre fois par semaine en langue française sur les ondes de Radio Latina.

Un service de traduction est proposé aux communes, institutions sociales, etc., des offres de traduction orale directe, ainsi que des traducteurs non professionnels. Le nombre de demandes de traduction est en constante augmentation.

Depuis l'organisation du Carnaval des Cultures, l'agence interculturelle



relle organise tous les ans en collaboration avec l'Action Solidarité Tiers-Monde des ateliers de sensibilisation aux cultures du Sud. L'objectif de ces ateliers est de sensibiliser des jeunes des classes de l'enseignement technique modulaire et issus des faubourgs de la ville aux richesses des cultures du Sud, afin de prévenir la xénophobie et de promouvoir l'éducation à la tolérance.

En mai 2005 a été lancée la campagne «Ech schwätzen och Lëtzebuergesch - Je parle aussi le luxembourgeois». Elle regroupe 26 émissions consacrées à la langue luxembourgeoise, un CD reprenant ces rubriques, ainsi qu'un bref aperçu sur vingt traditions luxembourgeoises.

- Activités essentielles du CLAE
- L'organisation de différentes activités culturelles en vue de la promotion de l'intégration des étrangers telles que le:

\* 22<sup>e</sup> Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté;

\* 5<sup>e</sup> Salon du Livre des Cultures;

\* Fête de la Musique à Gasperich.

L'association dans le cadre d'une sensibilisation, a publié différents outils d'information, p.ex. Horizon, revue de presse, Guide «Bonjour Luxembourg», émission sur Radio Latina et Radio Ara.

- Activités essentielles du SESOPI

Le SESOPI offre divers types d'interventions et est fréquemment sollicité pour intervenir dans diverses catégories d'animations:

- Animations régulières: Classes interculturelles

Ces classes, mises en oeuvre pour la première fois pendant l'année scolaire 1996/1997, permettent aux classes du postprimaire une approche active de thèmes tels que la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, l'exclusion et l'intolérance, tout en axant la sensibilisation et l'information sur le «vivre ensemble» et le respect mutuel.

- Animations demandées par l'extérieur telles que:

- modérations-animations de groupes de travail dans le cadre de journées de formation ou d'évaluation (Fopes, SNJ, Croix-Rouge, etc.);

- animations dans le cadre de journées pédagogiques dans des lycées techniques.

Le SESOPI participe régulièrement à l'organisation d'expositions telles que:

«La présence des étrangers au Luxembourg»; «La citoyenneté, une lutte continue» ou encore «Le Bénévolut, une force motrice au Luxembourg».

3) Les postes à plein temps prévus par chacune des trois conventions pour l'année 2006 sont les suivants:

- ASTI un poste conventionné (2x 1/2 poste),
- CLAE cinq postes conventionnés,
- SESOPI un demi poste conventionné.

4) Les crédits accordés aux susdites conventions 2006 sont pour:

- l'ASTI un montant de 117.406 euros,
- le CLAE un montant de 634.563 euros,
- le SESOPI un montant de 61.078 euros.

**Question 1205 (27.7.2006) de M. François Bausch (DÉI GRÉNG) concernant les activités commerciales d'une firme d'armement:**

Dans le cadre d'un article paru dans la presse régionale «Trierischer Volksfreund» du 26 juillet au sujet d'un accident de travail dans la région de Bitbourg, une firme d'armement grecque est directement mise en cause.

Or, l'auteur de cet article précise que ladite firme vient de transférer son siège du Luxembourg à Bitbourg en Allemagne.

Selon les informations publiées dans le Mémorial, cette firme s'était effectivement établie en novembre 2004 au Luxembourg (Wiltz), mais a entre-temps transféré son siège social en Grèce (12 janvier 2006).

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Quelles ont été les activités commerciales de cette firme?
- Cette firme disposait-elle d'une autorisation pour le commerce d'armes?

**Réponse commune (31.8.2006) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Il résulte des publications effectuées au Mémorial C que la société à responsabilité limitée «Ordtech Industries S.A.R.L.» avait établi son siège social à Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte, depuis sa création en 2004 jusqu'au 31 décembre 2005, date à laquelle le siège social a été transféré en Grèce.

Aux termes de l'article 4 de ses statuts, la société a pour objet «l'activité de consultance, design production, maintenance et support, import, export de systèmes électriques, équipements hydrauliques, mécaniques, aéronautique et software en relation avec ces systèmes».

Suite à l'introduction d'une demande d'autorisation d'établissement, complétée en date du 23 septembre 2005, portant sur l'activité de «négoce en matériel mécanique» sans qu'il n'y ait été fait référence à la production ou le commerce d'armes, la société en question avait obtenu en date du 30 septembre 2005 de la part du Ministre des Classes moyennes une autorisation conformément à la loi sur le droit d'établissement en tant que «commerçant».

Sur demande de la société, cette autorisation a été annulée en date du 29 décembre 2005.

La société n'était pas titulaire d'une autorisation pour le commerce d'armes ou munitions de la part du Ministre de la Justice.

Par ailleurs, d'après les informations dont disposent les Ministères concernés, la société en question n'avait pas d'activité effective à Wiltz.

**Question 1206 (27.7.2006) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la convention SNCI-KfW dans le cadre du protocole de Kyoto:**

L'Union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8% pour l'année 2012 par rapport au niveau de l'année 1990. Le Grand-Duché du Luxembourg s'est, quant à lui, prononcé pour une réduction de 28% durant cette même période. Le premier plan national de quotas d'allocation en vigueur sera remplacé en 2008 par un 26<sup>e</sup> plan national qui lui restera en vigueur jusqu'en 2012. Afin de remplir les engagements pris, notre pays doit réduire massivement ses émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment le gaz à effet de serre CO<sub>2</sub> qui est entre autres à l'origine du changement climatique.

La consommation de combustibles fossiles est la principale cause du problème et il apparaît inévitable de revoir notre modèle de société énergivore. La réduction des émissions n'est certes possible que si on agit sur plusieurs axes comme par exemple une meilleure efficacité énergétique, la réduction de la combustion des énergies fossiles ou encore le recours aux énergies renouvelables et aux ressources repoussantes.

En plus, le protocole de Kyoto prévoit la possibilité de recourir aux mécanismes flexibles tels que les permis d'émissions, la mise en oeuvre conjointe MOC et le mécanisme de développement propre MDP.

Le rapport et bilan 2005 de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) signale qu'une convention a été signée avec la «Kreditanstalt für Wiederaufbau KfW» en vue de l'acquisition de quotas d'émission de gaz à effet de serre et ceci dans le cadre du «KfW-Klimaschutzfonds». La «KfW» a mis en place un programme d'acquisition de quotas d'émission d'un volume global de 80.000.000 EUR.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Jean-Claude Juncker:

- Quelle est la part du programme d'acquisition de quotas d'émission que le Luxembourg entend acquérir?
- Quelles sortes de projets la SNCI entend-elle promouvoir dans ce contexte?

**Réponse (2.10.2006) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:**

En ce qui concerne la première question, le Grand-Duché de Luxembourg ne participe pas directement au programme d'acquisition KfW-Klimaschutzfonds. La SNCI participe à hauteur de 1.000.000 EUR à ce programme d'achat d'un volume global de 80.000.000 EUR.

En ce qui concerne la deuxième question il est utile d'exposer brièvement les motivations de la SNCI à participer au KfW-Klimaschutzfonds.

Partant du fait que des entreprises luxembourgeoises, existantes et nouvelles, pourraient avoir des problèmes pour trouver des quotas en petites quantités à des prix corrects, la SNCI se propose d'intervenir en tant qu'intermédiaire en participant à un programme d'achat de certificats de réductions d'émissions de CO<sub>2</sub>, appelé KfW-Klimaschutzfonds, mis en place par la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

Dans le cadre de ce programme d'achat, KfW agit en tant qu'agent de la SNCI pour acquérir des certificats d'émission issus de projets qui s'inscrivent dans la logique des mécanismes flexibles du protocole de Kyoto. Il s'agit exclusivement de projets de mise en oeuvre conjointe (MOC) ou de mécanisme de développement propre (MDP).

Ces projets concernent des investissements axés sur la réduction d'émissions réalisés dans des pays en voie de développement ou en transition économique. Le système encourage le transfert de technologies de pointe non polluantes vers ces pays afin de les aider à réaliser des objectifs de développement durable.

Actuellement KfW a signé des contrats avec trois projets MDP pour l'acquisition de certificats. Il s'agit de projets:

- de production d'énergie à partir de gaz de déponie à Sao Paulo au Brésil
- de construction de trois parcs d'éoliennes Enercon d'une puissance globale 140 MW en Inde

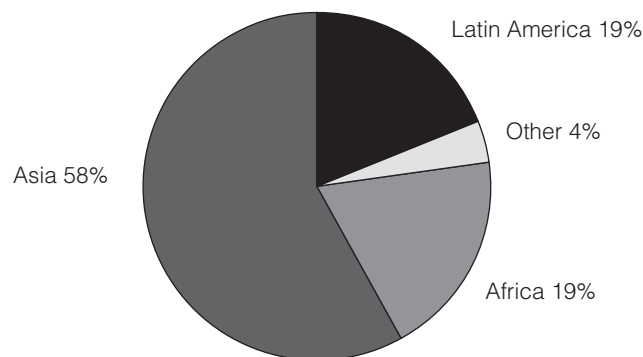
- d'élimination d'émission de hydrofluorocarbures lors de la production de liquides de réfrigération en Inde.

Avec deux autres promoteurs de projets MDP des Letter of Intent ont été signées, il s'agit de projets:

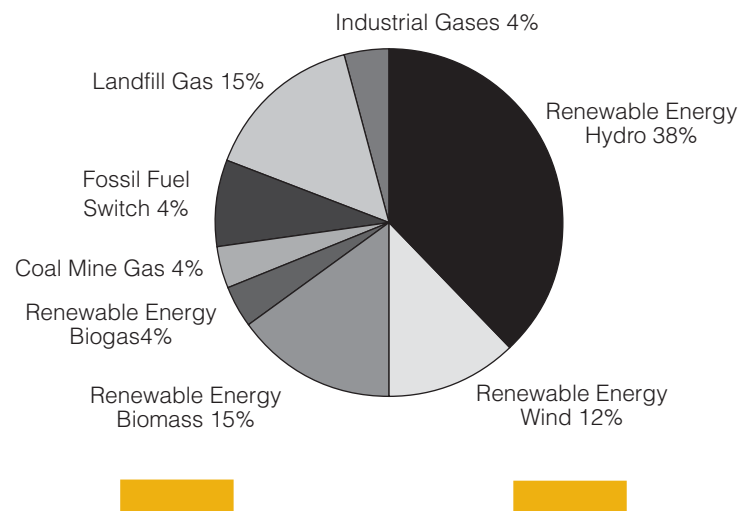
- d'utilisation de méthane d'une mine à charbon en Chine pour la production d'énergie
- de construction d'un parc d'éoliennes d'une puissance de 85 MW à Zafarana en Égypte.

KfW continue à négocier avec une vingtaine d'autres promoteurs de projets MDP et MOC avec des profils hétéroclites.

Le graphique ci-dessous montre l'origine géographique des projets. La majorité est réalisée en Asie (58%), les autres se répartissent principalement entre l'Afrique (19%) et l'Amérique latine (19%).



Le graphique ci-dessous montre la répartition des projets suivants secteurs. Des projets de production d'énergies de bases renouvelables constituent la large majorité des projets.



**Question 1208 (28.7.2006) de M. Romain Schneider (LSAP) concernant le taux de population atteinte par la maladie de Parkinson:**

Lors de son assemblée générale du 20 juillet 2006, l'association «Parkinson Luxembourg a.s.b.l.» a regretté qu'il n'existe apparemment pas de statistiques renseignant sur le taux de la population atteinte par cette maladie.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce fait et, dans l'affirmative, me renseigner sur les chiffres dont dispose éventuellement le Ministère?

- Dans le même contexte j'aimerais savoir si le Ministère a l'intention de soutenir cette association dans sa recherche d'un siège lui permettant d'exercer ses activités de consultation et de conseil des malades parkinsoniens?

**Réponse (18.9.2006) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Mon Ministère ne dispose pas de statistiques renseignant sur le nombre de résidents atteints par la maladie de Parkinson, alors qu'il ne s'agit pas d'une maladie soumise à déclaration obligatoire.

Si en règle générale les données détenues par l'UCM, notamment relatives à la délivrance d'une ca-

tégorie de médicaments associés à une affection déterminée, permettent de se faire une idée assez précise sur la prévalence d'une maladie déterminée, tel n'est pas le cas en l'occurrence, alors que les médicaments relevant du code ATC N04\*, indiqués pour la maladie de Parkinson, ont également d'autres indications.

Ce qui est certain c'est que le nombre de cas augmente avec l'âge. Des estimations internationales partent d'une prévalence de 1/1.000 dans la population globale qui monte à 1/100 chez les plus de 60 ans et à 2/100 chez les plus de 70 ans.

L'association «Parkinson Luxembourg» est effectivement à la recherche d'un siège pour exercer ses activités. Mon Ministère ne dispose cependant pas de locaux appropriés répondant aux besoins de l'association. Mon Ministère a

toutefois soutenu les activités de l'association et continuera de les soutenir. Le subside lui alloué pour l'année en cours s'est élevé à 5.000 €.

**Question 1209 (28.7.2006) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le système des peines pénales:**

Au vu des événements tragiques survenus récemment en Belgique - l'assassinat de deux fillettes accompagné de viol pour l'une d'entre elles -, il est, à mes yeux, légitime de se demander si notre système judiciaire, et plus particulièrement notre système des peines pénales, est adapté pour appréhender les infractions les plus graves et les plus abjectes, surtout en cas de récidive.

Selon la source sur laquelle on se base, le taux de récidive en matière pénale se situe entre 0,5% et 10%. D'après le site Internet du Ministère de la Justice française, le taux de récidive se situerait aux alentours de 1,8%. Il est difficile de trouver des chiffres précis en la matière. Au Luxembourg, il n'existe, sauf erreur, aucune donnée en l'espèce.

Si on se base sur les quelques chiffres disponibles à l'étranger, on constate que dans le domaine des crimes sexuels 80% des violeurs ont un passé criminel et qu'environ la moitié des actes récidives sont accomplis moins d'un an après la sortie de prison.

Il est permis dès lors de douter que la sanction pénale parvienne à remplir entièrement son objectif qui ne se résume pas uniquement à un



aspect punitif. La sanction pénale a également pour but de dissuader les criminels et de prévenir les récidives. À cet égard, force est de constater que nos pays voisins, plus particulièrement la Belgique et la France, disposent d'un arsenal de mesures et de sanctions plus étoffé.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement pense-t-il que l'actuel système des peines permet d'appréhender correctement les infractions et de dissuader les récidives ou, au contraire, devrait-il être réformé?
- Au cas où une réforme devait s'avérer nécessaire, le Gouvernement envisage-t-il de sanctionner plus fermement certaines infractions, notamment les atteintes contre les personnes les plus graves comme par exemple les délits sexuels?
- La réforme pourrait-elle prendre la forme de la mise en place de mesures et de sanctions alternatives ou complémentaires par exemple l'obligation pour le condamné, dans le cadre d'une infraction sexuelle, de suivre une thérapie en cas de libération conditionnelle, à l'instar de ce que prévoit la législation belge en matière d'infractions sexuelles commises sur mineur?
- Le Gouvernement pense-t-il que le système de la période de sûreté, tel qu'il existe en France par exemple, constitue un bon moyen pour lutter contre les récidives? En cas de réponse affirmative, le Gouvernement entend-t-il emprunter cette voie?

En tout état de cause, le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis concernant les récidives en matière d'infractions contre les personnes et plus particulièrement en matière de délits sexuels? En cas de réponse négative, envisage-t-il de remédier à la situation?

**Réponse** (2.10.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

D'une manière générale le système des peines tel que prévu par notre législation pénale donne satisfaction. Il est d'ailleurs sensiblement analogue à ceux existant en Belgique et en France, pays où traditionnellement le Luxembourg s'inspire pour ce qui est du droit pénal et de la procédure pénale.

Il faut certes adapter notre arsenal répressif aux nécessités de la société moderne en constante évolution, ce qui implique que régulièrement la Chambre des Députés est saisie de projets de loi modifiant ou complétant notre droit pénal matériel, y compris le catalogue des peines pour des infractions déterminées.

Pour ce qui est des infractions sexuelles, je me permets de citer un extrait du rapport d'activité de janvier 2005 de Madame la Déléguée du Procureur général d'État aux établissements pénitentiaires:

«Le problème qui se pose souvent chez les délinquants sexuels est celui de la thérapie à appliquer et de la récidive à empêcher. Il est actuellement acquis que certains délinquants sexuels ne sont pas accessibles à une thérapie, de sorte que le danger de récidive continue à exister à la fin de la peine et qu'en l'état actuel de notre législation aucune mesure ne peut leur être appliquée après la libération (sauf ce qui est prévu le cas échéant dans le cadre du sursis probatoire et de la libération conditionnelle). Des réflexions devraient être menées sur l'instauration de mesures de sûreté et de surveillance après la fin de la peine pour les personnes à caractère dangereux.»

À la suite un groupe de travail a été institué au Ministère de la Justice pour examiner la question. Plusieurs pistes sont envisageables, soit cumulativement, soit alternativement.

Ainsi on pourrait notamment:

- augmenter de manière générale les peines prévues pour les infractions sexuelles;
- prévoir une injonction thérapeutique - qui existe d'ores et déjà dans le cadre de la libération conditionnelle - à tous les stades de la procédure et de l'exécution des peines;
- prévoir la «Sicherheitsverwahrung» telle que prévue par le droit allemand, permettant à une autorité judiciaire, sous réserve de garanties suffisantes pour le condamné, d'imposer de nouvelles mesures ou de retarder la sortie de prison du détenu en raison de sa dangerosité constatée par une expertise médicale.

Tout en mesurant la difficulté juridique d'imposer des mesures à des personnes qui ont subi leur peine, je suis favorable à des aménagements législatifs dans un souci de protection des femmes et des enfants et je compte faire des propositions afférentes sous peu.

Les services de l'exécution des peines ne disposent pas de statistiques précises en cette matière, ce qui est d'ailleurs difficile à réaliser vu le nombre élevé de condamnés étrangers non résidents.

**Question 1210** (28.7.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les vols de nuit:

Il paraît que le nombre de vols de nuit à l'arrivée et au départ de notre aéroport sont en progression constante.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il me dire combien de vols de nuit il a autorisé depuis le début de l'année par dérogation à l'interdiction légale des vols?
- Comment ce chiffre se situe-t-il par rapport aux données correspondantes de 2003, 2004 et 2005? Quelle est la répartition des vols de nuit entre trafic fret et vols passagers?
- En exécution d'un jugement du Tribunal administratif, le Ministre de l'Environnement a gelé pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin suivant le nombre global annuel de vols d'avions pouvant se faire au départ et à l'arrivée à Findel en attendant qu'une autorisation «commodo» soit délivrée pour l'ensemble de l'aéroport. Alors que le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs» vient d'être approuvé par un règlement grand-ducal, Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est la procédure de délivrance de cette deuxième autorisation «commodo»?
- Quel a en outre été le nombre des vols enregistrés à l'aéroport
  - a) pour la période juillet 2004-juin 2005, et
  - b) pour la période juillet 2005-juin 2006?

**Réponse** (1.9.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports et Ministre de l'Environnement*:

L'honorable Député est informé que les autorisations spéciales délivrées depuis le début de l'année jusqu'en juin inclus est au nombre de 44, dont 33 concernent des vols de fret et six des vols passagers. Parmi ces vols passagers, quatre autorisations de vols de nuit sont en relation avec les élections parlementaires au Monténégro et une avec le retour d'une équipe de football.

Le nombre total de ces autorisations spéciales s'élevait à 20 pour l'année 2003, à 27 pour l'année 2004 et à 26 pour l'année 2005.

La répartition des vols de nuit entre le trafic passager et le trafic fret se présente comme suit:

	Total	Fret	Passager
2003	739	436 (= 59%)	303 (= 41%)
2004	877	524 (= 60%)	353 (= 40%)
2005	1040	707 (= 68%)	333 (= 32%)
2006 (mai inclus)	571	337 (= 71%)	168 (= 29%)

Dans le cadre de la décision du Tribunal administratif du 19 mai 2004 au sujet de la limitation des mouvements annuels d'avions sur l'aéroport en attendant l'autorisation «commodo» telle que sollicitée par le Ministère des Transports en date du 29 mars 2002, la publication au Mémorial en date du 14 juin 2006 du règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs» est une étape importante qui permet, sous peu, la délivrance d'une décision en vertu de la législation sur les établissements classés.

Alors que le nombre de vols pour la période juillet 2004-juin 2005 s'élève à 60.032, les statistiques concernant le nombre de vols pour la période juillet 2005-juin 2006 ne sont pas encore disponibles.

**Question 1211** (1.8.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant la réserve de pensions:

Den 20. Abrëll 2004 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, wat den „Code des Assurances sociales“ an enger Rei Punkten ofgeännert huet, mat dem But e bessere Placement vum de Reserven vum de Pensiounskeese méiglech ze maachen. Dat, nodeems eng Etüd festgestallt hat, datt d'Reserve vum de Pensiounskeesen e vill ze niddrege Rendement géifen ofwerfen.

Aus Ärem Rapport d'activité 2005 geet iwwregens ervir, datt den „Taux de rendement moyen“ an deene leschte Jore kontinuierlech zrëckgaangen ass, fir 2004 nach bei 2,86 respektiv 3,12% ze leien, jee nodeem wéi een et rechen.

Dat féiert mech derzou, Iech, Här Minister, dës Froen ze stellen:

1. Wéi wäit ass dem Objet vum Gesetz, eng besser Placementspolitik ze realisieren, bis haut Rechnung gedroe ginn?
2. Wat bleift an dëser Beziéung nach ëmzesetzen?
3. Fir wéini ass mat konkreten Auswierkungen op de Rendement vum de Reserven ze rechnen?

**Réponse** (15.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dräi Froen si gestallt ginn:

1. Zënter der Publikation vum deem Gesetz (loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension) ass ganz vill u senger Ëmsetzung geschafft ginn. Allerdéngs si vill a laangwierig administrativ Schrëtt noutwendeg, iert de Fong operationell ass a sengem eigentleche But, e bessere Placement vum de Reserve vum de Pensiounskeesen ze maachen, gerecht ka ginn.

Parallèll zu deenen dräi neie Règlementen, déi geholl goufen:

- Règlement grand-ducal du 7 août 2004 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 juillet 1993 ayant pour objet la désignation des délégués des assurés et des employeurs dans les institutions d'assurance maladie, le Centre commun de la Sécurité sociale, les caisses de pension et les juri-

dictions de sécurité sociale ainsi que des délégués des assurés dans l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle;

- règlement grand-ducal du 16 février 2005 fixant les modalités

de la répartition du produit des cotisations entre les caisses de pension et le Fonds de compensation;

- règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> juillet 2005 déterminant les valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un organisme de placement collectif,

si folgend Etappe realiséiert ginn:

- Designation vum de Membere vum deene verschiddenen Organer vum Fonds de Compensation (FDC),
- Opstelle vum enger Prozedur fir d'Selektion vum der Dépôtbank a vum de Gestionnaire vum FDC,
- Opstelle vum de Statute vum FDC a sengen deontologesche Regeln,
- Transfert vum den Aktiven, ausser den Immobilien an de Prêten, un den FDC op Basis vum Artikel 4, Alinea 2 vum deem zitéierte Gesetz an hir progressiv Gestion,
- Préavis fir den Appel de candidatures en vue de l'attribution de mandats de gestionnaires de fonds (27 juillet 2006, Journal officiel de l'Union européenne),
- Appel de candidatures en vue de l'attribution d'un mandat de banque dépositaire (2. August 2006 an de Lëtzeburger Zeittungen),
- Ausschaffe vum engem Internetseite (www.fdc.lu).

Während dëser Transitionphasen konnten d'Aktive gréisstendeels nëmmen als kuerzfristeg Dépöten ugeluecht ginn. Dat bedéngt natierlech, dass de Rendement vum deem vum Marché monétaire ofhänkt. Esou ass et net verwonderlech, dass e sech bei 2,86 respektiv 3,12% ermëfent.

2. Selektion vum der Dépôtbank: Si geschitt an zwou Phasen, engersäits d'Selektion vum de Kandidaten an anerersäits d'Selektion vum den Offeren. Déi éischt Phas ass den 2. August 2006 lancéiert ginn.

Selektion vum de Gestionnairen: Si geschitt an deeneselwechten zwou Phasen. Hire Lancement ass fir de 25. September 2006 geplangt.

Well sech d'Marchés-publics-Gesetz och op d'Établissements publics applizéiert, gëtt de Choix vum de Gestionnairen op europäischem Niveau ausgeschriwwen, währenddeems de Choix vum der Dépôtbank sech eleng op Lëtzebuerg limitéiert. Bei de Gestionnaire ginn déi zrëckbehal, déi am beschten déi quantitativ (Zomm vum de géréierten Aktiven, Unzuel vum Mandater, Unzuel vu Joren un Expérience, asw.) a qualitativ Kriterien (Resultater vum de leschte Joren, Upassung un d'Ufuerderunge vum dem FDC, asw.) erfüllen, déi am Detail am publizéierte Règlement beschriwwen sinn. D'Komplexitéit vum der Selektionsprozedur an d'Délai, déi am Marchés-publics-Gesetz virgesi sinn, bewirken, dass den FDC net virum éischten Trimester 2007 operationell ka sinn.

3. Déi éischt Auswierkungen op de Rendement weise sech dofir eréischt am Laf vum Joer 2007. An dësem Kontext muss drun erënnert ginn, dass déi nei Placemeter

progressiv gemaach gi fir eng zäitlech Diversifikation ze garantéieren. Weider geet aus der Etüd vu PricewaterhouseCoopers ervir, dass déi nei Placementsstrategie laangfristeg opgebaut ass. Kuerzfristeg kënnen duerchaus staark Variatioune, jee no Lot, beim Rendement entstoën, déi ofhängeg vum der Entwécklung op der Bourse sinn. Eng Appréciation vum kuerzfristeg Rendement muss deemno mat äusserster Virsicht gemaach ginn.

**Question 1212** (2.8.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'accident ferroviaire du 14 juillet 2006:

Suite à l'incendie tragique volontaire survenu en date du 14 juillet 2006 dans un wagon du train Luxembourg-Athus ayant fait 36 blessés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pour quelle raison l'incendie s'est propagé aussi rapidement? Est-il vrai que le tuyau de la climatisation et les sièges y sont pour quelque chose? L'équipement de climatisation n'est-il pas muni de dispositifs de protection contre la propagation de feu? Est-ce que les sièges ne sont pas habillés avec un tissu antifeu?
- Par ailleurs j'aimerais savoir si un des facteurs majeurs des blessures subies par les passagers tient au développement rapide de la fumée dégagée par l'incendie à l'intérieur du wagon concerné.
- Est-il vrai que les vitres du compartiment supérieur du wagon à deux niveaux sont difficiles voire impossibles à briser en cas d'incident du genre?
- Il semble en outre établi que le chauffeur de la locomotive ait déverrouillé à partir de la cabine de conduite les portières du train immédiatement après avoir été averti de l'incendie. Or, en cas de déverrouillage ces portières ne s'ouvrent pas, mais leur ouverture doit en plus être actionnée à partir de l'intérieur du wagon. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce système ne répond pas aux standards de sécurité qui s'imposent en cas d'accident? Qu'en serait-il si en cas d'un accident où le personnel de conduite et d'accompagnement ne serait pas à même d'assurer le déverrouillage des portières?

D'une manière générale est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner de plus amples informations sur le contenu du cahier de charges dans le cadre de l'acquisition de matériel ferroviaire plus particulièrement en ce qui concerne les normes de sécurité retenues pour l'habillage des wagons?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il a été recouru, outre le constructeur lui-même, lors de l'acquisition du nouveau matériel roulant par les CFL à l'avis de spécialistes en matière de sécurité et de protection antifeu et antifumée?

**Réponse** (4.10.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Les voitures à deux niveaux des CFL ont été commandées auprès de la société Bombardier Transportation de Görlitz en se référant aux normes appliquées pour voitures à deux niveaux de la DB AG. Au ni-



veau des prescriptions antifeu les normes à respecter et reprises dans le cahier des charges sont celles applicables aux voitures de la DB AG.

Le concept antifeu pour ces voitures, approuvé par le régulateur allemand EBA «Eisenbahnbundesamt», prévoit le respect des normes suivantes:

- Norme DIN 5510 „Vorbeugender Brandschutz in Schienenfahrzeugen“
- Fiche à validité internationale UIC 564-2 de l'Union internationale des Chemins de Fer „Vorschriften über Brandverhütung und Feuerbekämpfung für die im internationalen Verkehr eingesetzten Schienenfahrzeuge“
- „Bahnnorm“ BN 918433 „technische Lieferbedingungen für Fahrgastsitze“
- Norme EN 45545-3 „Feuerwiderstand von Feuerabschlüssen und Trennwänden“

La conformité des voitures aux normes internationales précitées a été certifiée par Bombardier Transportation et a également servi pour l'homologation de ce matériel auprès de l'EBA.

Étant donné que toutes les normes susmentionnées, reconnues par l'EBA, ont été établies par des experts internationaux en matière de prévention antifeu et de sécurité, les CFL n'ont pas eu recours à d'autres experts lors de la commande des voitures à deux niveaux.

En ce qui concerne les autres questions en relation avec l'incident grave du 14 juillet 2006, il faut attendre le rapport de l'enquête technique qui est actuellement en cours sur base de la loi du 8 mars 2002 sur les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et du chemin de fer.

## Question 1214 (2.8.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le contrôle aérien:

Suite à la collision dans le ciel allemand de deux avions, non loin du lac de Constance le 1<sup>er</sup> juillet 2002, la justice vient de retenir la responsabilité des autorités aéronautiques allemandes du chef des insuffisances constatées au niveau du contrôle aérien, cela nonobstant la délégation de cette mission à un organisme helvétique.

La raison de cette mise en cause de l'Administration allemande tient au constat que le contrôle aérien, mission considérée comme relevant des attributions de souveraineté nationale, n'aurait pas été délégué selon les règles de droit applicables.

Comme notre contrôle aérien est exercé uniquement au niveau intérieur par l'Administration luxembourgeoise et que la surveillance du trafic des avions évoluant à des niveaux d'altitude supérieure est assumé par des instances étrangères, dont notamment Eurocontrol, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports comment se présente la situation au Luxembourg.

- Quelle est en fait la répartition des compétences en la matière?
- Sur base de quels textes juridiques le contrôle aérien a été délégué à des instances non luxembourgeoises? Est-il confirmé que les délégations intervenues à cet égard sont conformes aux exigences du droit national et international?

- Comment sont réglés les questions de responsabilité au cas où un accident aérien serait dû à une faute ou une erreur du contrôle aérien exercé par l'Administration luxembourgeoise ou délégué à une instance non luxembourgeoise?

- Dans la mesure où l'Administration de l'Aéroport recourt toujours à l'aide d'aiguilleurs privés mis à disposition par une entreprise britannique pour combler l'effectif du contrôle aérien, comment se présente la question de la responsabilité juridique à cet égard?

## Réponse (31.8.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'honorable Député s'enquiert sur l'organisation de l'espace aérien luxembourgeois.

En ce qui concerne la décision de la justice mise en exergue par Monsieur le Député, il s'agit d'une décision du tribunal de la 4<sup>e</sup> section civile du „Landgericht Konstanz“ en date du 27 juillet 2006 qui n'a pas acquis force de chose jugée.

Le contrôle aérien relève des attributions de souveraineté nationale conférant ainsi aux autorités luxembourgeoises toute latitude quant à l'organisation interne de son espace aérien.

Eu égard à son espace aérien très confiné, le Luxembourg a choisi de suivre les recommandations prévues par l'annexe 11 à la Convention de l'Aviation civile internationale de se remettre à des institutions étrangères spécialisées (Belgocontrol et Eurocontrol) pour le contrôle des flux aériens de ses espaces supérieurs moyennant des conventions de délégations de surveillance. Le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 relatif à l'organisation et aux procédures d'utilisation de l'espace aérien luxembourgeois fixe au niveau national les organismes chargés de fournir les services de la circulation aérienne en fonction des différents niveaux de l'espace aérien luxembourgeois.

La convention avec l'opérateur Belgocontrol fixe l'aire géographique concernée et décrit le contrôle opérationnel. La responsabilité de l'État du Grand-Duché de Luxembourg reste entière face à d'éventuels sinistres aériens intervenant dans l'espace aérien national.

Pour ce qui est de l'espace aérien supérieur dont l'exploitation et la fourniture des installations et services de route de la circulation aérienne sont assurées par Eurocontrol par le biais du Centre de contrôle régional de Maastricht, une convention internationale, ratifiée par le législateur luxembourgeois par le biais de la loi du 27 novembre 1989 y relative (Mémorial A, 1989, p.1360), à savoir l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et de services de la circulation aérienne par Eurocontrol au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé à Bruxelles, le 25 novembre 1986, règle la délégation de souveraineté nationale y relative.

Aux termes de l'article 1, paragraphe 2, dudit Accord «chacune des parties contractantes nationales, tant pour l'espace situé au-dessus de son territoire que pour les parties de l'espace aérien au-dessus des étendues maritimes désignées, conserve ses compétences et obligations en matière de législation aéronautique, de réglementation, d'organisation de l'espace aérien et de relations avec les organisations internationales comme l'OACI ainsi qu'avec les usagers de l'espace aérien ou toute autre tierce partie».

De même l'article 11, paragraphe 1, poursuit que «chaque partie contractante nationale est responsable de tout dommage survenu par suite ou à l'occasion des services qu'elle fournit à Eurocontrol

dans la mesure où ce dommage lui est imputable».

Toutefois l'article 11, paragraphe 2, énonce sans équivoque que «Eurocontrol garantit les parties contractantes nationales contre l'action qui résulte d'un dommage survenu par suite ou à l'occasion des services fournis» ce qui souligne la responsabilité d'Eurocontrol dans le cadre de l'exercice de ses opérations propres ne reposant pas sur des services ou informations fournies par les parties contractantes à l'Accord.

Notons finalement qu'aux termes de la loi sur la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques, le recours de l'Administration de l'Aéroport à des contrôleurs aériens étrangers effectuant des missions pour son compte fait en passer à l'État luxembourgeois la responsabilité de tout dommage causé par le fonctionnement défectueux de ses services.

## Question 1215 (2.8.2006) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les conventions et accords européens dans le domaine de l'audiovisuel:

Sur les 14 conventions et accords conclus entre les États membres du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'audiovisuel, le Luxembourg n'en a ratifié que deux jusqu'à ce jour, à savoir l'Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision et la Convention européenne sur la coproduction cinématographique. Alors que sept traités ont été signés, mais n'ont pas encore fait l'objet d'une ratification, cinq traités n'ont été ni ratifiés, ni même signés.

- Dès lors j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres si le Gouvernement luxembourgeois envisage de signer respectivement d'entamer les procédures de ratification des douze conventions et accords non encore approuvés par le Luxembourg. Dans la négative, j'aimerais connaître les raisons qui empêchent Messieurs les Ministres de procéder à leur signature respectivement à leur ratification.

- En ce qui concerne plus particulièrement la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et son Protocole sur la protection des productions télévisuelles, ouverts à la signature à Strasbourg, le 8 novembre 2001, et qui constituent les premiers instruments internationaux contraignants en matière de dépôt légal obligatoire pour les images en mouvement, j'aimerais savoir si leur ratification par le Luxembourg ne relève pas d'une certaine importance, étant donné que les fonds audiovisuels archivés et conservés au Centre national de l'Audiovisuel, dont notamment les archives de RTL Group, tombent sous leur empire et pourraient par conséquent bénéficier de leur champ d'application.

## Réponse commune (29.9.2006) de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications et de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Il y a lieu de préciser qu'il s'agit de six conventions conclues entre les États membres du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'audiovisuel, parmi lesquelles certaines sont accompagnées de protocoles qui n'ont pas été signés et/ou ratifiés par le Grand Duché de Luxembourg.

Ces textes sont les suivants:

1. Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (ouvert à la signature le 22 juin 1960)

Cet arrangement a été signé par le Luxembourg le 13 septembre 1960, mais non ratifié.

Il comporte les quatre protocoles suivants:

- Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (ouverture: 22 janvier 1965)
- Protocole additionnel au Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (14 janvier 1974)
- Protocole additionnel au Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (21 mars 1983)
- Troisième Protocole additionnel au Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (20 avril 1989)

Parmi ces quatre protocoles, les deux premiers ont été signés (22 janvier 1965 et 26 février 1974), mais non ratifiés. Les deux derniers n'ont été ni signés, ni ratifiés.

2. Accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux (ouvert à la signature le 22 janvier 1965)

Cet accord a été signé 22 janvier 1965 mais non ratifié par le Luxembourg.

Il y a lieu de constater que les textes sub 1 et 2, datant des années soixante, ne sont plus d'actualité. Le Gouvernement ne voit donc pas l'intérêt de les faire signer et/ou ratifier à ce stade. En effet, aucune utilité n'en découlerait pour le Luxembourg.

3. Convention européenne sur la télévision transfrontière

Il s'agit de la Convention européenne sur la télévision transfrontière (ouvert à la signature le 5 mai 1989) ainsi que de son Protocole portant amendement à la Convention européenne sur la télévision transfrontière (ouvert à la signature le 1<sup>er</sup> octobre 1998).

Le Luxembourg a signé la Convention européenne sur la télévision transfrontière en 1989, dès son ouverture à la signature, sans cependant la ratifier à ce jour. En 1991, le Luxembourg avait procédé à la transposition de la Directive «Télévision Sans Frontières» par la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques.

En même temps le Gouvernement avait provisoirement renoncé à mettre en route la procédure de ratification de la Convention, en raison du fait que certaines dispositions de la Convention, notamment celles sur la détermination de l'État compétent, différaient partiellement de celles de la Directive.

La Directive a été modifiée par la Directive 97/36/CE du 30 juin 1997. Afin de créer une approche cohérente de la télévision transfrontière entre la Convention et la Directive, un Protocole portant amendement à la Convention a été ouvert à l'acceptation le 1<sup>er</sup> octobre 1998.

Il en résulte une large convergence entre les deux instruments.

En décembre 2005 cependant, la Commission a publié, après plus de trois ans de consultations, une proposition modifiée de la Directive «Télévision Sans Frontières». Le texte est actuellement discuté au sein du Conseil de l'Union européenne. Les discussions continueront sous présidence allemande.

Le Gouvernement a choisi de ne pas ratifier la Convention à ce stade puisque la Convention sera alignée sur le texte de la Directive dès adoption de cette dernière. Il convient donc d'attendre la modification de la Convention avant de procéder à une ratification.

4. Conventions dans le domaine du droit d'auteur et sur les services d'accès conditionnel

Il s'agit de la Convention européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontière par satellite, ouverte à la signature le 11 mai 1994, ainsi que de la Convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel, ouverte à la signature le 24 janvier 2001.

Ces deux textes ont été signés (11 mai 1994 et 9 avril 2001), mais non ratifiés étant donné qu'il existe des textes équivalents au niveau communautaire, transposés en droit luxembourgeois par la loi du 2 août 2002 sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel ainsi que par la loi modifiée du 18 avril 2001 sur le droit d'auteur, les droits voisins et les bases de données.

5. Convention ayant trait au patrimoine audiovisuel

Il s'agit de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel ainsi que de son Protocole sur la protection des productions télévisuelles (ouverts à la signature le 8 novembre 2001).

Ces textes vont être signés et ratifiés par le Luxembourg qui peut adhérer aux recommandations y exprimées. Les procédures y relatives seront entamées sous peu.

Il importe de relever dans ce contexte qu'un projet de règlement grand-ducal mettant en œuvre le dépôt légal d'œuvres audiovisuelles, tel que prévu par la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, est en élaboration.

## Question 1216 (2.8.2006) de Mme Colette Flesch (DP) concernant la situation budgétaire de l'État - Analyses financières Standard & Poor's:

La presse a signalé que l'agence d'analyses financières Standard & Poor's estime que les réformes annoncées par le Gouvernement en mai dernier ne régleront les soucis budgétaires de l'État luxembourgeois qu'à court et moyen terme. Elle estime que le Luxembourg devra tôt ou tard entamer des réformes structurelles tant en ce qui concerne le marché du travail que le système de pension et prédit qu'à défaut de telles mesures le classement AAA du Luxembourg serait diminué.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Quels sont les commentaires des Ministres quant aux chiffres avancés par l'agence d'analyses financières Standard & Poor's?
- Les Ministres partagent-ils l'analyse faite par Standard & Poor's sur la situation financière de l'État luxembourgeois à court, moyen et long terme?
- Quelles mesures les Ministres entendent-ils proposer afin de garantir la pérennité des finances publiques saines et d'éviter un éventuel déclassement de crédibilité du Luxembourg sur les marchés financiers?

## Réponse (29.9.2006) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

Le Gouvernement partage dans une très large mesure les principales conclusions présentées par l'agence d'analyses financières Standard & Poor's dans son rapport publié le 31 juillet de cette année.

En ce qui concerne le paquet de mesures de consolidation budgétaire



taire annoncé au printemps, Standard & Poor's estime que "These measures are likely to improve the public balance in the coming years". Ainsi, l'agence d'analyses financières confirme l'évaluation du Gouvernement selon laquelle la stratégie de consolidation budgétaire élaborée par le Gouvernement et endossée par le Comité de Coordination Tripartite en avril 2006 permettra de rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme.

Dans son analyse Standard & Poor's soulève également la question de la pérennité des finances publiques, estimant que "Additional reforms will be needed to ensure the sustainability of public finances in the light of the emerging funding gap in the public pension system". Sur ce point le Gouvernement reconnaît les défis à plus long terme et notamment les implications pour les finances publiques résultant du vieillissement démographique.

En effet, selon les projections à long terme présentées par le Gouvernement dans la 7<sup>e</sup> actualisation du programme de stabilité et de croissance (en décembre 2005), l'équilibre entre les recettes et les dépenses du régime général de pension du secteur privé et des régimes spéciaux du secteur public est assuré jusqu'en 2020.

Néanmoins à partir de 2020 l'impact du vieillissement démographique se fera sentir pleinement. À politique inchangée, les dépenses du système de pension excéderaient les recettes et la réserve de financement du système de pension du secteur privé s'épuiserait graduellement.

Aussi le Comité de Coordination Tripartite a-t-il conclu en avril de cette année que «Les partenaires sociaux et le Gouvernement procéderont à la création d'un groupe de réflexion qui aura pour mission d'élaborer des propositions pour assurer la viabilité à long terme des régimes de pension et d'étudier les différentes mesures qui pourront être envisagées pour garantir cette viabilité à long terme et pour adapter le système de pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie».

**Question 1217** (3.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant la **réduction des postes de travail dans le groupe Arcelor-Mittal**:

De Grupp Arcelor-Mittal huet gëschter enorm Gewënner, bis zu 5,5 Milliarde fir dat éischt Semester a bis zu 12 Milliarden Euro fir d'Joer uegkënnegt. Do derniewent schwieft awer nach ëmmer d'Damoklesschwert vum Ofbau vun 30.000 Aarbechtsplazen, dee vum Grupp Mittal scho virun der OPA uegkënnegt gouf. Kloer ass awer net ob den Ofbau vun deenen Aarbechtsplazen och Lëtzebuerg wäert betreffen.

Ze bedenke gëtt och, datt d'Gewerkschaften OGB-L an LCGB an engem öffentleche Communiqué en Appel un de Grupp Arcelor-Mittal gericht hunn, fir de Modell Lëtzebuerg an all Ofkommen an der Sidéurgie ze respektéieren. Hire Aussoen no an och der Regierung hir, nodeem se d'Fusioun félicitéiert haten, wier de Lëtzebuerg Modell an och d'Accorden, déi drun hänken, net a Fro gestallt, trotzdem maache si sech Suergen.

D'Lëtzebuerg Regierung huet opgrond vun hiren 2,7% Aktienundeeler dach sécherlech en Afloss, souwuel wat d'Ofschafe vun Aarbechtsplazen ze verhënnere souwéi och de Respekt vum Lëtzebuerg Modell ze garantéieren ubelaangt.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Situation am Zesammenhang mam massiven Ofbau vun Aarbechtsplazen beim Grupp Arcelor-Mittal?
2. Kënnen net och déi Lëtzebuerg Sité vun esou enger Moosnam betraff ginn?
3. Wa jo, a wat fir engem Moos?
4. Wéi wäit sinn d'Lëtzebuerg Siten an d'Aarbechtsplazen bei de Fusionsaccorden ofgesécher ginn?
5. Kann d'Lëtzebuerg Regierung hiren Afloss opgrond vun hirem Aktienundeel geltend maachen a versichen ze verhënnere, datt 30.000 Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, nodeem de Grupp Arcelor-Mittal jo elo enorm Gewënner uegkënnegt huet?

**Réponse** (2.10.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

1) D'Tatsaach, datt am Grupp Arcelor-Mittal Aarbechtsplazen ofgebaut solle ginn, ass net nei. Deen Ofbau betrëfft eigentlech an éischter Linn net Arcelor-Mittal, mä Mittal Steel.

Am Kader vu verschiddeenen Acquisitiounen huet Mittal Steel iwwert déi lescht Joren Accorden zur Reduktioun vun den Effektiv a verschiddeenen vu deene Wierker ausgehandelt. Sou konnt een am Prospectus vu Mittal Steel vum 16. Abrëll 2006 liesen: «Combinée avec des investissements sélectifs visant à améliorer la productivité, l'amélioration de l'efficacité à travers le Groupe devrait résulter d'une réduction des effectifs d'environ 40.000 personnes sur une période de cinq ans. Cette réduction des effectifs sera réalisée en favorisant les départs volontaires et par un plan de départ à la retraite volontaire. (...) En 2005, la réduction des effectifs sur une base volontaire s'est élevée à 11.000 employés.»

Dozou muss ee soen, datt Mittal Steel Wierker opkaaft huet, déi oft net duerch déi Restrukturatioun gang sinn, wéi mer se an eiser Stolindustrie iwwert déi lescht 30 Joer kann hunn. Mä och déi Wierker mussen sech der internationaler Konkurrenz am Weltstolmarkt stellen. Dowéinst gouf oft schonns beim Verkauf vun deene Wierker, déi meeschtens virdrun der öffentlecher Hand gehéiert hunn, vun de respektive Regierungen unerkannt an akzeptéiert, datt et zum Ofbau vun Aarbechtsplazen géing kommen.

2) Am Kader vun de Fusionsverhandlungen tëscht Arcelor a Mittal Steel goufen eng Rei Garantien ausgehandelt, déi och d'Lëtzebuerg Sité betreffen. Sou kann een am Communiqué vun Arcelor vum 25. Juni 2006, deen d'Fusioun ukënnegt, liesen, datt eng Rei Prinzipië fir Arcelor-Mittal definéiert gi sinn. Zu deene Prinzipië gehéieren: «la confirmation de tous les plans industriels et engagements des deux sociétés» an och «pas de restructurations ni de plan social résultant de la fusion dans le périmètre Arcelor en Europe». Dës Garantieën gëllen och fir d'Lëtzebuerg Sité vun Arcelor.

Mittal Steel huet just een industrielle Site zu Lëtzebuerg kontrolléiert, d'Société du Train de Fil de Schifflange. Heizou huet de Président vum Direktiouncomité vun Arcelor-Mittal viru kuerzem déklariert, datt d'STFS net a Gefor wier, mä datt de Grupp probéiere géing d'Produktionsanlagen esou wäit wéi méiglech auszelaaschten.

- 3) Sou eng Gefor besteet net.
- 4) Wéi gesot, sinn d'Lëtzebuerg Siten iwwert déi allgemeng Garantien am Fusionsaccord tëscht Arcelor a Mittal Steel ofgesécher. Doriwwer eraus hat en huet d'Lëtzebuerg Regierung zu dëse Froen och en intensiven Austausch

mat Verrieder vun Arcelor a Mittal Steel, virun der Fusioun a vun Arcelor-Mittal elo, no der Fusioun. Bei dëse Kontakter huet d'Regierung déi néideg Garantieën vun Arcelor-Mittal a sengem Haaptaktionär kritt, datt d'Investitiounspläng, déi ënner dem Numm „Lux 2006“ bekannt sinn, agehale wäerte ginn an och, datt de Lëtzebuerg Modell vun deem neie Grupp respektéiert wäert ginn.

5) D'Lëtzebuerg Regierung hunn iwwer laang Joren de Prinzip verdeedegt, datt et un der Generaldirektioun vun der ARBED an duerno der Arcelor ass, fir d'Geschäfte vum Grupp ze féieren. Mir wäerten dës Positionen och bei Arcelor-Mittal bäibehalen, ouni eis Responsabilitéit als Aktionär, deen e Verrieder am Verwaltungsrot stellt, ze vergiessen.

Déi uegkënnegt Mesurë sinn d'Resultat vun Accorden, déi Mittal Steel an deene betraffene Wierker a Länner ausgehandelt huet. D'Lëtzebuerg Regierung gesäit kee Grond, fir dës Accorden a Fro ze stellen.

**Question 1218** (3.8.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant les **sociétés holdings 1929**:

Un député de la majorité estime dans la presse que le texte de la décision de la Commission européenne relative aux sociétés holdings 1929 n'est pas soigneusement rédigé et prête à confusion et malentendus. En particulier, il est d'avis que la date de l'entrée en vigueur de la décision est sujette à discussion, que la nature de la période transitoire accordée par la Commission (obligatoire ou facultative) n'est pas clairement établie et que l'interdiction de cession de tout ou partie du capital des dites sociétés holdings pendant la période transitoire porte préjudice aux intérêts des détenteurs d'actions au porteur.

- Les Ministres partagent-ils cette analyse?
- Si tel n'est pas le cas, quelles sont les réponses qu'ils apportent aux questions posées?
- Le Gouvernement entend-il, pour éviter toute incertitude, légiférer en ce qui concerne la prolongation du régime des sociétés holdings 1929 jusqu'au 31 décembre 2010?

**Réponse** (2.10.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

La décision de la Commission européenne relative aux sociétés holdings 1929 exige un certain nombre de mesures nationales de transposition afin de garantir la sécurité juridique nécessaire pour les opérateurs économiques. De ce fait, le Gouvernement a élaboré au mois d'août 2006 un avant-projet de loi qui a pour objet de clarifier les différents points exposés dans la décision de la Commission et de régir la période transitoire. Cet avant-projet de loi a été soumis pour observations éventuelles à la Commission européenne à la mi-septembre. Il est prévu de déposer le projet de loi afférent à la Chambre des Députés au cours de la première quinzaine du mois d'octobre 2006.

**Question 1219** (3.8.2006) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant le **croisement CR137-E29 (Bech-Consdorf)**:

Le croisement du CR137 à la E29 (Bech-Consdorf) compte parmi les points noirs de la circulation au Grand-Duché de Luxembourg. Cet endroit particulièrement dangereux a coûté la vie à de très nombreuses victimes d'un accident de

la route, sans parler des innombrables blessés que connaît ce lieu.

Conscient de ce fait, le Ministère des Travaux publics en collaboration avec l'Administration des Ponts et Chaussées a fait élaborer des plans pour réaliser un passage souterrain du CR137 au croisement E29 (Bech-Consdorf) afin de remédier ainsi à une situation qui ne saurait perdurer.

En réponse à une question parlementaire au même sujet (*cf. compte rendu N°13/2004-2005 - question parlementaire N°0444*), Monsieur le Ministre avait annoncé l'année passée, que les travaux pourraient débuter dès que les propriétaires des terrains avoisinants auraient donné leur accord à la vente des parcelles dont l'État a besoin pour réaliser ce projet.

- État donné que ces travaux n'ont toujours pas commencé, et que tout ajournement risque de voir augmenter davantage encore le nombre de malheureuses victimes, je voudrais savoir à quel stade se trouve la procédure d'acquisition des parties de terrain indispensables à l'exécution des travaux. Est-ce que Monsieur le Ministre connaît déjà la date précise du démarrage du chantier, ainsi que sa durée prévisible?

**Réponse** (8.9.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée Marie-Josée Frank je puis fournir les précisions suivantes:

Le dossier de soumission pour les travaux de réaménagement du carrefour formé par la E29 (N11) et le CR137 entre Bech et Consdorf a été établi par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'autorisation de mise en adjudication des travaux pourra être accordée dès que le problème des emprises aura trouvé une solution. La durée prévisible des travaux est estimée à 260 jours ouvrables à compter de l'adjudication du marché.

À l'heure actuelle, les discussions entre le comité d'acquisition et les propriétaires concernés par le projet sont toujours en cours. La question sera à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions du comité d'acquisition en vue de trouver une solution le plus rapidement possible aux problèmes encore en suspens.

Au sujet de la question des emprises, il faudra encore préciser que quatre solutions ont été élaborées pour éliminer ce point noir particulièrement dangereux formé par le carrefour E29 (N11) et le CR137 entre Bech et Consdorf et que sur base d'une concertation étroite avec les communes concernées, la préférence a été donnée à la variante prévoyant un échangeur dénivelé, réalisé sous forme d'un passage souterrain du CR137 sous la N11 et son raccordement à la N11 à l'aide de rampes hollandaises disposées en losange. Cette variante a été justement retenue parce qu'elle est plus économe en utilisation de terrain vierge.

**Question 1221** (4.8.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **anesthésies générales de complaisance**:

Afin d'enrayer les coûts en matière de santé, les autorités allemandes pensent à limiter à l'avenir le recours aux anesthésies générales qui dans de nombreux cas s'avèreraient être inappropriées aux besoins réels des patients. D'aucuns parlent ainsi d'anesthésies générales de complaisance (Gefälligkeitsnarkosen) qui seraient pratiquées alors que des anesthésies locales suffiraient.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'un phénomène d'anesthésies générales de complaisance au Luxembourg?
- Quel est le coût annuel des anesthésies générales au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre estime-t-il que ce chiffre devrait être revu à la baisse?
- Dans l'affirmative, quelles mesures préconise-t-il?

**Réponse** (15.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Des renseignements fournis par l'Union des Caisses de Maladie suite à la question de l'honorable Député, il résulte qu'aucun élément dont dispose l'UCM dans le cadre de la prise en charge des actes anesthésiologiques ne permet de conclure à la pratique d'anesthésies de complaisance.

La convention médicale détermine dans son article 76:

«Art. 76. Sans préjudice d'un emploi judicieux des moyens diagnostiques et thérapeutiques déployés, les médecins visés par la présente convention s'engagent à faire bénéficier leurs malades de soins consciencieux, éclairés, attentifs et prudents, conformes à la déontologie médicale et aux données acquises par la science.

Les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire.

À cet effet, les médecins s'engagent à faire un bon usage des soins en s'attachant à faire correspondre au mieux les actes médicaux et les prescriptions à l'état de chaque malade.»

Pour le surplus, l'encadrement juridique fourni par le règlement de nomenclature (articles 12 à 14) et le code de déontologie médicale (article 10) obligent les médecins à se conformer à une bonne pratique médicale excluant la délivrance d'actes inutiles susceptibles de tomber sous la notion de «complaisance».

Le coût annuel des anesthésies supporté par l'UCM s'établit comme suit:

2004:	Nombre d'actes 75.832 Montant 10.777.902 €
2005:	Nombre d'actes 75.420 Montant 10.789.121 €

Il faut prendre en compte que toutes les factures pour les prestations d'anesthésie délivrées en 2005 n'ont pas encore été soumises au remboursement par les assurés et que les anesthésies locales ne sont pas comprises dans ce détail.

Il n'est pas distingué dans ce système suivant les anesthésies générales et les anesthésies régionales par rachianesthésie, anesthésie péridurale ou par anesthésie pratiquée par infiltration de racines, plexus ou tronc nerveux.

Le système de la nomenclature réglant la mise en compte des actes d'anesthésie prévoit que le médecin anesthésiste applique un taux de 45% au coefficient des actes (chirurgicaux ou diagnostiques) effectués pendant l'anesthésie générale ou régionale. Le médecin anesthésiste note les actes chirurgicaux ou diagnostiques, complétés par la lettre «A». Ceci permet de les identifier comme actes d'anesthésie générale ou régionale.

Dès lors les honoraires pour l'anesthésie sont fonction de la cotation des actes chirurgicaux ou diagnostiques pratiqués au cours de l'anesthésie. Une remise en question des tarifs de l'anesthésie implique nécessairement une discus-



sion plus générale du système de la nomenclature et des autres actes liés à l'anesthésie.

**Question 1222** (7.8.2006) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les armes à sous-munitions:

Selon une information de l'organisation «Human Rights Watch», il semble effectivement confirmé que l'État d'Israël utilise systématiquement des armes à sous-munitions dans des zones habitées depuis le début du conflit au Liban.

Le principe de ces armes est tel qu'un gros conteneur (bombe ou autre) est rempli de bombelettes (sous-munitions). En s'ouvrant, le conteneur disperse les sous-munitions au-dessus d'une zone très large. Ainsi, ces armes sont particulièrement dangereuses pour la population civile, étant donné qu'elles ne distinguent pas entre objectifs militaires et civiles.

L'association «Handicap International» s'engage depuis des années contre ces armes. Une pétition avait réuni 8.600 signatures à Luxembourg et le Gouvernement précédent avait accepté de s'engager sur le plan international contre de telles armes.

- Voilà pourquoi j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement luxembourgeois entend toujours suivre cette ligne de conduite du Gouvernement précédent et s'il entend, à l'instar de la Belgique qui a voté le 16 février 2006 une loi contre les bombes à sous-munitions, interdire ces armes sur son territoire.

**Réponse** (15.9.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Le Gouvernement - à l'instar du Gouvernement précédent - se sent interpellé par le caractère non discriminatoire de l'impact des bombes à sous-munitions (BASM), notamment à l'égard de la population civile dans une zone de conflit, et leur nature particulièrement meurtrière.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient dès lors financièrement la campagne de sensibilisation de «Handicap International» contre les mines antipersonnelles et les bombes à sous-munitions, intitulée «Pour un monde plus juste», et contribue de manière générale à des activités de déminage et d'appui aux victimes de mines antipersonnelles et de munitions non explosées.

Ainsi, dans le cas du conflit au Liban, et à la lumière de rapports quant à un recours par Israël à des bombes à sous-munitions, le Ministère des Affaires étrangères a répondu positivement à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies de soutenir les activités de l'équipe d'action antimines de l'ONU au Liban et de contribuer 100.000 euros au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à l'action antimines.

En ce qui concerne la ligne de conduite à suivre en matière de législation, le Gouvernement, encouragé par le succès de l'adoption du Traité d'Ottawa interdisant l'usage, le transfert, la production et la commercialisation de mines antipersonnelles, et par sa rapide entrée en vigueur en date du 1<sup>er</sup> mars 1999, estime qu'une approche concertée au niveau international constituerait une réponse plus effective aux questions soulevées par l'usage de BASM qu'une démarche législative isolée du Luxembourg.

Le Gouvernement est ainsi prêt à participer, dans l'enceinte interna-

tionale adéquate et en tenant compte de ses obligations internationales existantes, aux travaux d'élaboration d'un instrument juridique international relatif aux bombes à sous-munitions.

**Question 1223** (7.8.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la croissance du PIB au premier trimestre 2006:

Considérant que le budget de l'État pour 2006 a tablé sur une croissance de 3,8% et considérant que le Statec vient d'indiquer dans sa publication «Conjoncture Flash Juillet 2006» que le PIB au premier trimestre 2006 aurait connu une croissance de +7,3%, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Budget et du Trésor:

- La croissance du PIB de +7,3% au premier trimestre 2006 a-t-elle eu des répercussions positives sur les recettes de l'État au cours des deux premiers trimestres?
- Quelle est l'évolution des principales catégories de recettes de l'État au cours des deux premiers trimestres?
- Quelles sont, au vu des recettes et de la croissance du PIB au premier semestre 2006, les prévisions des principales catégories de recettes pour l'année 2007?
- Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre peut tirer à ce stade en ce qui concerne sa future politique budgétaire?

**Réponse** (29.9.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Le budget de l'État pour l'exercice 2006 est basé sur une hypothèse de croissance du PIB de 3,8% en 2006. Dans la 7<sup>e</sup> actualisation du programme de stabilité et de croissance présentée à la Commission européenne en décembre 2005, le Gouvernement a pris en compte les prévisions macroéconomiques les plus récentes publiées à ce moment. Avec une prévision pour le taux de croissance réel du PIB de 4%, l'hypothèse de croissance sous-jacente au programme de stabilité ne divergeait que marginalement de l'hypothèse retenue au moment de la préparation du budget pour 2006.

En mai 2006, dans la Note de conjoncture 1-2006, le Statec a confirmé sa prévision de croissance du PIB de 4,0% sur base annuelle en 2006.

En juillet 2006, le Statec a publié les comptes nationaux trimestriels pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2006. Dans la publication «Conjoncture Flash Juillet 2006», le Statec indique qu'au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2006, le PIB réel a augmenté de 7,3% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Le Statec observe qu'il convient d'interpréter ce résultat avec prudence, précisant que «concernant l'année 2006, il serait osé de se baser uniquement sur le résultat du PIB au premier trimestre pour conclure à un retour vers des taux de croissance aussi élevés que ceux de la fin des années 1990. On sait notamment que le secteur financier a bénéficié d'un contexte particulièrement favorable jusqu'au début 2006, mais aussi que les marchés d'actions ont connu une correction assez marquée à partir du mois de mai».

En effet, dans une petite économie très ouverte comme le Luxembourg, la volatilité intra-annuelle des principaux agrégats macroéconomiques est très élevée. Par conséquent, une forte croissance économique au 1<sup>er</sup> trimestre n'implique pas nécessairement que lorsqu'elle sera évaluée sur base annuelle, l'amplitude de la croissance économique sera pareille.

Aussi peut-on rappeler qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2004, la croissance sur base trimestrielle du PIB se chiffrait à 8,0% alors que le taux de croissance sur base annuelle a fini par se situer à 4,2% seulement.

Néanmoins, les comptes nationaux trimestriels confirment qu'à l'instar des autres économies de la zone euro, la reprise économique est également en train de se «solidifier» au Luxembourg, de suite qu'une révision à la hausse des prévisions de croissance pour 2006 est probable.

L'évolution favorable sur le plan macroéconomique a des répercussions positives sur les recettes publiques. Ainsi, sur un budget voté des recettes courantes de 7.767 mio. EUR, 55% ont pu être encaissés au 30 juin 2006, soit 4.288 mio. EUR.

Toutefois, dans l'analyse de l'évolution des recettes publiques en 2006, il importe de distinguer soigneusement entre les effets positifs induits par une croissance économique consistante et les effets liés à des phénomènes «ponctuels» et non récurrents.

Les effets positifs de la conjoncture économique favorable sont surtout visibles au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (retenue sur salaires et traitements), des droits d'enregistrement et de la taxe d'abonnement. En ce qui concerne les droits d'enregistrement et la taxe d'abonnement, il convient de relever que l'évolution de ces recettes est liée étroitement à l'évolution boursière. Ces recettes par définition très volatiles ne doivent pas être considérées comme une recette stable.

Pour d'autres recettes, l'évolution favorable observée au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2006 ne s'explique pas que dans une moindre mesure par le contexte macroéconomique, mais s'explique surtout par certaines transactions à caractère «saisonnier» ou exceptionnel.

Ainsi, l'évolution favorable par rapport à l'exercice budgétaire précédent des recettes perçues au titre de l'impôt sur le Revenu des Collectivités (IRC) est liée à une perception plus massive au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice en cours de soldes d'imposition liés à des exercices antérieurs. Contrairement aux avances IRC qui sont payées trimestriellement, le versement d'un solde IRC est en principe une transaction non récurrente à l'intérieur d'un exercice budgétaire, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise paye un solde d'imposition au 1<sup>er</sup> semestre, elle ne paiera en principe plus de solde d'imposition au 2<sup>e</sup> semestre.

L'évolution des recettes au titre de l'impôt retenu sur les revenus de capitaux est fortement influencée par le paiement par Arcelor S.A. d'un dividende à ses actionnaires en mai de cette année.

Finalement, dans l'analyse de l'évolution des recettes publiques au 1<sup>er</sup> semestre 2006 et surtout la comparaison avec l'exercice budgétaire antérieur, il ne faut pas oublier que le budget 2006 a vu l'introduction d'un impôt retenu sur les revenus d'épargne des non résidents et d'une retenue libératoire nationale sur les intérêts (recettes totales au 1<sup>er</sup> semestre 2006: 20 mio. EUR). Par ailleurs, en avril 2006, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État a versé un dividende de 30 mio. EUR à l'État, alors que ce dividende était nul au cours des exercices budgétaires antérieurs.

Il convient donc de conclure que l'évolution des recettes publiques au 1<sup>er</sup> semestre 2006 est favorable. En outre d'un environnement macroéconomique porteur, cette évolution favorable s'explique aussi par un certain nombre des transactions «exceptionnelles» et a priori non récurrentes au 2<sup>e</sup> semestre.

À noter que les dispositions du volet préventif du Pacte de Stabilité et

de Croissance exigent que les États membres réduisent leurs déficits budgétaires d'au moins 0,5% du PIB, corrigé des variations conjoncturelles et déduction faite des mesures ponctuelles et autres mesures temporaires et que l'effort d'ajustement consenti doit être plus important en période de conjoncture favorable.

Pour rappel, le 1<sup>er</sup> avril de cette année, le Gouvernement a notifié un déficit public de 1,9% du PIB pour l'année 2005 et une prévision d'un déficit de 1,7% du PIB en 2006.

Les mesures de réduction des dépenses budgétaires envisagées par le Gouvernement et annoncées dans le cadre des travaux du Comité de Coordination Tripartite ont donc pour objet d'amener une réduction durable du déficit structurel que la seule augmentation de certaines recettes ne saurait réaliser.

**Question 1225** (7.8.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la ligne ferroviaire Trèves-Luxembourg-Arrêt à Howald:

Selon mes informations, beaucoup de frontaliers utilisent chaque matin le train qui relie Trèves à Luxembourg-ville pour se rendre au travail. Certains d'entre eux ne travaillent pourtant pas au centre-ville, mais à Howald. Malgré le fait que le train passe par la gare à Howald et s'arrête pendant quelques minutes à la hauteur de la gare de marchandises/Cactus pour laisser passer un autre train, les passagers n'ont pas la possibilité de descendre à la gare de Howald. Ils sont donc obligés de continuer jusqu'à la gare de Luxembourg et de prendre le bus pour retourner à Howald, ce qui constitue une perte de temps considérable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que la gare de Howald remplit les conditions techniques pour permettre l'arrêt des trains en provenance de Trèves?
- Dans l'affirmative, quelle est la raison pour laquelle il n'y a pas d'arrêt prévu à cet endroit?
- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait possible de prévoir un arrêt de train à la gare de Howald si un nombre suffisant de passagers en faisaient la demande?

**Réponse** (30.8.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Par sa question parlementaire N°1225 du 7 août 2006, l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol se renseigne sur les possibilités éventuelles d'une réouverture de l'arrêt de Howald pour les trains de la relation Trèves-Luxembourg.

Vu que le tronçon de ligne entre Luxembourg et Oetrange de la ligne de Luxembourg à Wasserbillig est à voie unique, certains trains de la relation Trèves-Luxembourg sont déviés par Syren; une ligne qui est en principe réservée au trafic fret. Étant donné qu'aucun train de la relation Luxembourg-Trèves est dévié par cette ligne, ceux-ci ne peuvent pas desservir l'arrêt de Howald.

Comme cet arrêt ne peut que partiellement être desservi par les trains en provenance de l'Allemagne et que tous les trains à destination de l'Allemagne circulent via Sandweiler-Contern une desserte cadencée de l'arrêt de Howald ne peut pas être mise en place. Il s'y ajoute qu'au vu des importants travaux actuellement en cours dans le cadre de la réalisation d'un nouveau centre de remisage et de maintenance, il ne sera pas toujours possible de franchir la voie longeant le quai de l'arrêt.

Comme je sais qu'une correspondance ferroviaire à cet endroit est d'une certaine importance, j'ai chargé un bureau spécialisé d'effectuer les travaux de planification nécessaires afin d'y réaliser une gare périphérique avec correspondance vers le tram et l'autobus. Cette nouvelle gare tiendra compte de l'aménagement du centre de remisage et de maintenance précité.

**Question 1226** (7.8.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la stratégie cohérente pour les transports publics:

Dans un article publié dans l'édition du «Lëtzebuerger Land» du 4 août 2006, le Président de la Commission des Transports de la Chambre des Députés revendique une stratégie cohérente pour les transports publics, conçue de façon à respecter les objectifs de l'économie nationale, les aspects sociaux et environnementaux, ainsi que les orientations de l'aménagement du territoire.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Transports à quand il entend présenter une telle stratégie, quels en seraient les objectifs quantitatifs et qualitatifs et quelle en serait l'échéance de la mise en œuvre.

- Comment seraient pris en compte les objectifs résultant des différentes politiques économique, sociale, environnementale et d'aménagement du territoire? Dans quelle mesure Monsieur le Ministre entend-il tenir compte du concept «mobilité.lu», conçu et promu par son prédécesseur dans la mise en œuvre de cette stratégie?

**Réponse** (29.9.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Le groupe de travail interministériel chargé de l'élaboration du «Plan Sectoriel Transports» entend présenter mi 2007 un concept répondant aux préoccupations de l'honorable Député. Les éléments valables du document «mobilité.lu» y trouveront sa place, sans toutefois se baser sur le concept d'exploitation «train-tram».

**Question 1227** (8.8.2006) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le dopage - Convention internationale de l'UNESCO:

Les récents scandales ont à nouveau prouvé que le phénomène du dopage touche de manière générale tout le sport de haut niveau. La «commercialisation» à outrance du sport professionnel incite de plus en plus les sportifs à recourir à des substances ou des méthodes illégales visant à améliorer leurs performances, tout en ignorant volontairement que le dopage est contraire à l'esprit du sport et nocif pour leur santé. La lutte contre le dopage s'avère difficile à mener alors qu'elle se heurte à un réseau organisé de fraudeurs, dans lequel on retrouve à côté des athlètes également de nombreux entraîneurs et médecins peu scrupuleux.

En date du 19 octobre 2005, l'UNESCO a adopté à l'unanimité la Convention internationale contre le dopage dans le sport, afin de créer un instrument nécessaire pour harmoniser les normes et assurer une approche mondiale cohérente dans la lutte contre le dopage. Il faut un cadre juridique international pour donner pleinement effet au Code mondial Antidopage et pour disposer d'un ensemble systématique de règles, politiques et directives universelles à ce sujet, de sorte que tous les sportifs puissent disposer d'un cadre d'activité sain et équitable. Le sport sans dopage



est une question d'intérêt public. Or, la Convention n'entrera en vigueur que si 30 pays l'ont ratifiée. Jusqu'à ce jour 15 pays ont déposé leur instrument de ratification. Le Luxembourg ne figure pas parmi ceux-ci.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Le Gouvernement envisage-t-il la ratification de la Convention du 19 octobre 2005?
- Dans l'affirmative, à quel stade le processus de ratification de la Convention du 19 octobre 2005 se trouve-t-il?
- Le Gouvernement considère-t-il les mesures de la Convention précitée suffisantes pour lutter de manière efficace contre le dopage dans le sport?
- En cas de réponse négative, quelles sont les mesures que le Gouvernement considère appropriées?

**Réponse** (18.9.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports*:

Monsieur le Député Laurent Mosar est dans le vrai s'il introduit sa question N°1227 en fustigeant l'outrancière commercialisation du sport comme une cause principale du dopage.

Il esquisse tout aussi pertinemment les objectifs de la Convention internationale contre le dopage dans le sport qui, bien qu'adoptée le 19 octobre 2005, a été faite officiellement par l'UNESCO à Paris en date du 18 novembre 2005.

Je me réjouis de rappeler que le Luxembourg fut de ceux qui en 2003 ont su convaincre l'UNESCO à fournir son encreinte à l'élaboration et au dépôt de cet instrument dont la portée doit indubitablement être mondiale. Après avoir par la suite contribué très activement à la rapide mise au point de la convention et à son adoption unanime, il est de l'évidence que le Gouvernement en a décidé la ratification.

Dès le 20 janvier 2006, l'avant-projet de loi a été adopté par le Conseil de Gouvernement et le dépôt à la Chambre des Députés eut lieu le 1<sup>er</sup> février subséquent, le document parlementaire de référence portant le N°5537.

Suite à la demande de renseigner où en est le processus de ratification, il est de relever qu'un amendement gouvernemental a encore été introduit par dépêche du 28 juin 2006: L'objet en est d'apporter une modification à la loi du 3 août 2005 concernant le sport afin d'assurer, sans équivoque, que la liste des interdictions énumérant les substances et méthodes dopantes est celle en vigueur de l'Agence mondiale Antidopage.

Le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois a émis son avis en date du 12 juin 2006.

Lorsque la Haute Corporation du Conseil d'État aura donné son avis, il est envisagé de voir aboutir l'instruction législative au cours du mois d'octobre prochain.

Ce sera la ratification de la Convention internationale contre le dopage, faite à Paris, le 18 novembre 2005 qui, sur une base juridique et dans la structure plutôt unique d'un partenariat entre le mouvement sportif et les gouvernements, va sceller le soutien à l'Agence mondiale Antidopage ainsi que la mise en application des mesures énoncées dans le Code mondial Antidopage. Il convient cependant de souligner qu'au Luxembourg l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD) depuis le 11 août 2004 - auparavant le Comité national de lutte contre le dopage dans le sport - a déjà constitué ce partenariat en exécutant les règles du Code mondial dans l'intérêt d'harmoniser et de faire avancer, dans le monde entier, la plus

efficace lutte contre le dopage dans le sport.

Est-ce suffisant? C'est certes une question à se poser alors que des cas de dopage «illustres» s'accumulent! Mais, ces cas, ne sont-ils pas la preuve des efforts et de l'efficacité dans la lutte pour attraper les tricheurs, depuis que la collaboration avec les instances officielles, judiciaires en particulier, s'intensifie dans certains pays!

L'honorable Député se donne d'ailleurs lui-même la réponse! Tant que des sportifs ne protègent pas leur santé, qu'ils en font fi et qu'ils ne rechignent à bafouer l'intégrité du sport, appuyés par un encadrement d'entraîneurs, de soigneurs, de médecins et de dirigeants sans scrupules, la lutte contre le dopage, comme celle contre tout autre délit qui est commis, est permanente. Tout autant, les moyens sont à affiner et à renforcer - également et surtout ceux de la prévention et de l'éducation - avec l'unique finalité de «la tolérance zéro».

**Question 1228** (8.8.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant **l'exploitation d'un café-restaurant au Centre Ellergronn**:

En date du 22 juillet 2006 le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch/Alzette a publié un avis concernant l'exploitation d'un café-restaurant au Centre Ellergronn de l'Administration des Eaux et Forêts.

À ma connaissance le projet initial de ce centre avait une vocation écologique, pédagogique et culturelle. Or, il me revient qu'un local pour accueillir des enfants aurait été supprimé pour y installer les équipements nécessaires à l'exploitation commerciale d'un restaurant. Ce projet ne correspond pas au permis de construire qui a été délivré par la Ville d'Esch/Alzette en 2000.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons qui ont amené les responsables à changer la finalité du programme?
- Quel était le devis initial de ce projet et quel est le surcoût engendré par la création d'un restaurant?

De plus, en ce qui concerne plus particulièrement le cahier des charges, j'aimerais avoir quelques précisions:

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il est indispensable de créer un lieu pour l'organisation de réceptions ou repas pour le compte du Ministère de l'Environnement ou de l'Administration des Eaux et Forêts comme stipulé dans le cahier des charges?
- Qu'entend-on par «Biergarten» mis en place d'après des critères écologiques?
- Que signifie le terme «parking écologique»?

**Réponse** (21.9.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1) La finalité du projet n'a pas changé.

Il est rappelé que le centre d'accueil «Ellergronn» est une infrastructure destinée à sensibiliser le grand public pour l'environnement naturel au niveau local. Ainsi constituera-t-il le point de départ de sentiers didactiques ouvrant un accès extensif dans la nature et les paysages, en l'occurrence dans une zone protégée d'intérêt national, classée par règlement grand-ducal, et dans une zone protégée d'intérêt européen, prévue par la nouvelle loi concernant la protection de la nature. À cette même fin

le centre d'accueil abritera des expositions, une salle de classe, un atelier et plus tard une étable à fonction didactique.

Mais le centre d'accueil devra également devenir un point de cristallisation du développement durable au niveau local, dans la mesure où il pourra mettre le visiteur en contact avec des acteurs économiques de la ruralité, entre autres les exploitants agricoles travaillant suivant des règles de la nature, les cafés-restaurants traditionnels et typiques de la région, des artisans utilisant des produits de la nature.

Le concept du centre d'accueil avait prévu dès le début l'aménagement d'un local de débit fonctionnant comme un instrument parmi d'autres pour atteindre ces deux objectifs. Ainsi pourra-t-il contribuer à la sensibilisation du public par la diffusion de messages écologiques. Mais il devra surtout servir à mettre en marche dans le concret certains processus de développement durable, par exemple la commercialisation des produits issus de projets écologiques, tels que la viande provenant du pâturage extensif de la renaturation de l'Alzette à Schifflange ou celle d'autres produits de la nature tels que les fruits cueillis dans les vergers des environs immédiats.

Le local pour accueillir des enfants n'a pas été supprimé, comme le laisse supposer la question parlementaire. Il existe dans le bâtiment de l'exposition au premier étage une salle de classe destinée à l'accueil des enfants pour des activités théoriques en rapport avec la protection de la nature. Pour les travaux pratiques, il est par ailleurs prévu d'installer le laboratoire technique dans le bâtiment actuellement en reconstruction suite à l'incendie du 13 août 2003.

Ad 2) La direction des travaux de construction et la gestion des budgets y relatifs rentrent dans les attributions de l'Administration des Bâtiments publics.

Ad 3) Comme il est expliqué sub 1, le local de débit constitue l'un des instruments du centre d'accueil pour mettre en pratique la sensibilisation environnementale du grand public et pour initier des processus de développement durable. Le but premier du local de débit n'est donc pas d'organiser des réceptions et des repas pour le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts. Mais ces derniers doivent pouvoir en profiter pour les manifestations qu'ils sont appelés à organiser dans le cadre de leurs attributions, telles que des colloques, des exposés ou des réunions.

Ad 4) Par le terme il a été essayé de décrire une terrasse d'un café aménagée suivant des critères écologiques et rudimentaires.

Ainsi des bancs et tables en bois non traité et en partie non raboté seront mis en place sur une surface en concassé ou en gravier susceptible de se couvrir spontanément de végétation herbacée naturelle et dans laquelle pourront être plantés des arbres.

Ad 5) Le concept du parking écologique est un élément de l'approche relative à l'aménagement écologique et l'entretien extensif des espaces verts en milieu bâti.

Les principes de l'aménagement de parkings écologiques sont les suivants:

L'ensemble de la surface du parking est réalisé en concassé de carrière ou en pavés non posés dans le béton, substrats générant la portance nécessaire à la circulation des voitures, mais susceptibles en même temps de se couvrir spontanément de végétation herbacée naturelle et de permettre la croissance des arbres.

L'ordre interne du parking est généré, non pas par des bordures construites en dur, mais par la disposition d'arbres ou de poteaux en bois.

Il y aura transition fluide entre les surfaces de circulation et les surfaces végétalisées. Il sera renoncé à l'aménagement des plates-bandes remplies de terre organique. La végétation herbacée naturelle s'installe spontanément partout où il n'y a pas de circulation des voitures ou de piétons. À cet effet il est renoncé à l'épandage d'herbicides.

Les arbres, disposés suivant un réseau géométrique en fonction des emplacements à garer, formeront avec le temps un toit de couronnes recouvrant l'ensemble du parking. La surface de roulement couverte de végétation herbacée apparaîtra comme une prairie. Le parking pourrait ainsi prendre l'aspect d'un verger ou d'un bosquet.

Les effets recherchés par cette approche sont les suivants:

- création de biotopes pour des espèces de la flore et de la faune sauvages au niveau des houppiers et des troncs des arbres et au niveau de la végétation herbacée,
- évacuation des eaux de pluie par infiltration,
- intégration paysagère d'une surface habituellement couverte de voitures,
- référence culturelle et historique dans la mesure où ce genre d'aménagement s'inspire des anciennes cours de ferme et places de villages ainsi que des abords des chemins ruraux d'antan,
- réduction des coûts tant au niveau de l'aménagement que de celui de l'entretien.

**Question 1230** (9.8.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **l'institution de la cosaisine**:

Dans son rapport d'activité pour l'année 2004-2005, Madame le Juge d'instruction Directeur propose l'institution de la cosaisine, telle qu'est prévue par l'article 83 du Code de Procédure pénale française. Cette pratique permet à désigner plusieurs juges d'instruction pour un dossier d'une gravité, voire d'une complexité particulière. Cette mesure a pour mission d'assurer une information partagée et une garantie des poursuites des investigations. Elle permet ainsi de porter des regards croisés sur les éléments à charge et à décharge.

Monsieur le Procureur général d'État estime lui aussi qu'un examen sérieux de cette mesure serait opportun.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà entamé des analyses quant à l'éventuelle introduction de la cosaisine dans la législation luxembourgeoise?
- Quels sont les résultats de ces analyses et à partir de quand une telle mesure pourrait être applicable?

**Réponse** (31.8.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Dans le cadre du suivi de la Conférence nationale de la justice qui a eu lieu le 16 juin 2006, un groupe a été constitué qui est chargé d'examiner les mesures d'ordre procédural susceptibles d'améliorer et de hâter l'évacuation des procès notamment pénaux. La question dont fait état Monsieur le Député sera discutée dans ce groupe.

**Question 1231** (9.8.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **les plaintes en matière de marchandises contrefaites ou pirates**:

Parmi les suggestions et observations publiées lors du rapport d'activité 2005 de la Justice, Monsieur le Procureur soulève le problème des plaintes en matière de marchandises contrefaites ou pirates.

Ainsi la législation communautaire prévoit le blocage des ces produits par l'Administration des Douanes et des Accises en vue de déclencher la «procédure visant à déterminer s'il a eu violation d'un droit de propriété au regard du droit national».

En effet la plainte pénale constitue le moyen le plus onéreux et le plus rapide pour les titulaires du droit de marque pour empêcher la mise en libre circulation des marchandises contrefaites.

Toutefois la majorité des plaintes aboutissent à un classement sans suites pour cause de prescription de l'action publique. Les enquêtes menées ne permettent presque jamais de déceler les auteurs des infractions. Les marchandises restent ainsi entreposées dans un hangar jusqu'au classement sans suites du dossier.

Ensuite les marchandises sont détruites par mesure de police sans pour autant qu'un texte légal n'autorise ou ne réglemente une telle destruction.

Par ailleurs la prise en charge des frais de stockage ainsi que les frais de destruction des marchandises pose problème. En effet, le Règlement (CE) n°1383 du Conseil du 22 juillet 2003, applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2004, prévoit la prise en charge de ces frais par les titulaires du droit, mais la question reste valable pour la majorité des marchandises actuellement entreposées, dont certaines le sont depuis 2001.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les fait relatés par Monsieur le Procureur d'État?
- Dans l'affirmative, comment il entend y remédier tant au niveau légal qu'au niveau financier?

**Réponse** (29.9.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

La plainte pénale n'est pas le moyen le plus onéreux pour les titulaires du droit de marque, mais comme l'a rappelé Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg, le moyen le moins onéreux.

Un des moyens pour résoudre la question soulevée par Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg dans son rapport d'activité, consiste dans la transposition en droit luxembourgeois de la procédure sommaire prévue par le règlement (CE) n°1383 du Conseil de l'Union européenne du 22 juillet 2003.

Je n'ai pas manqué de saisir du problème Monsieur le Ministre de l'Économie, compétent en matière de droits intellectuels, et Monsieur le Ministre des Finances, Ministre de tutelle de l'Administration des Douanes et Accises.

**Question 1232** (9.8.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **la gestion et sécurité de l'Aéroport de Luxembourg**:

La réponse ministérielle du 7 juillet 2006 à ma question parlementaire N°1110 du 7 juin 2006 (*cf. compte rendu N°14/2005-2006*) nourrit l'impression que nonobstant les propositions concrètes faites en 2004 par le consultant McKinsey et, hormis un hearing à Bettembourg qui s'est notamment caractérisé par la forte présence de syndicalistes, les initiatives gouvernementales



pour mettre en place les instruments de gestion de l'aéroport et pour en assurer la sécurité et la sûreté font toujours défaut, il n'y a pas de plan d'ensemble pour mettre l'Aéroport de Findel en conformité avec les standards internationaux et communautaires en matière de sécurité et de sûreté ainsi qu'en matière de séparation des compétences entre fonctions normatives et de contrôle et fonctions d'exploitation et opérationnelles.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Quelles sont les déficiences concrètes dans le domaine de la sûreté aérienne identifiées lors des inspections de la Commission européenne en juillet 2004 et en mai 2005? Quelles sont parmi ces déficiences celles qui ont entre-temps été redressées et comment? Quelles sont les déficiences qui n'ont pas encore connu de suites et pourquoi?
2. Quelles sont concrètement les critiques de l'audit OACI de février/mars 2006? Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour y remédier? À quelles échéances et avec quels moyens (coûts, engagement de personnel, responsabilité de la mise en œuvre)?
3. Quant à l'étude de McKinsey, quelles en sont les mesures qui ont entre-temps été mises en œuvre? Comment et quand? Quelles mesures n'ont pas encore été mises en œuvre et pour quelles raisons?
4. Quel est notamment le statut du Bureau Veritas? Comment sont réglées les relations avec ce bureau? Y'a-t-il entre-temps un contrat en due forme? L'État est-il en droit de déléguer sans l'accord de la Chambre des Députés à une instance tierce du secteur privé et de nationalité étrangère des attributions relevant de la souveraineté nationale?
5. Quel est le projet gouvernemental pour démarquer les compétences à l'aéroport entre
  - la Direction de l'Aviation civile (y compris les attributions du Bureau Veritas);
  - l'Administration de l'Aéroport;
 Y aura-t-il des transferts de compétence à lux-Airport?
  - lux-Airport.
 Quelles sont les missions actuelles de la société? Va-t-elle les garder dans leur ensemble? Aura-t-elle éventuellement d'autres missions supplémentaires?
6. La société aérienne Luxair maintiendra-t-elle ses activités actuellement exercées en matière d'exploitation aéroportuaire (aérogare, handling, parking, gestion des slots et horaires)? Quelles parmi ces activités seront, le cas échéant, confiées à lux-Airport?

**Réponse** (22.9.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

A contrario de ce qu'affirme l'honorable Député dans son exposé introductif, ma réponse à sa question parlementaire N°1110 du 7 juin 2006 est sans équivoque en ce que les instruments de gestion de l'aéroport et de mise en conformité avec les standards internationaux sont en place.

Ainsi, j'avais indiqué dans ma réponse précitée qu'une collaboration permanente pour s'assurer de la conformité par rapport aux normes en vigueur et une mise en œuvre cohérente et efficace est garantie par une coopération

étroite et un échange d'informations continu entre autorités concernées dans les enceintes compétentes, tel que le Comité national de Sûreté de l'Aviation civile».

Des instruments, tels que le document classifié «plan national de sécurité et de sûreté» assurent la sécurité et la sûreté au niveau national en ce qu'ils établissent des règles applicables à toutes les composantes du transport aérien, y compris aux compagnies aériennes, aux passagers, aux équipages, au personnel au sol, au fret, aux aéronefs et aux installations aéroportuaires.

Pour ce qui est de la prétendue absence de mise en œuvre des recommandations de l'audit McKinsey, l'honorable Député fait abstraction du fait que des consultations intenses ont été et sont menées avec tous les acteurs concernés afin de mettre en place un concept viable assurant un départage cohérent des compétences respectives de toutes les autorités aéroportuaires.

Une note d'orientation au sujet des rôles respectifs des autorités aéroportuaires a ainsi été communiquée aux acteurs concernés et aux syndicats afin de discuter dans le cadre d'un dialogue social ouvert les différentes options dont le tableau a pu être dressé.

Par ailleurs, le hearing de Bettembourg du 31 mai 2006 pour lequel l'honorable Député indique qu'il «se caractérisait par la forte présence de syndicalistes», rassemblait une centaine d'invités, dont des représentants de la Chambre des Députés, des ministères et administrations concernés, des opérateurs et des syndicats. Les répercussions de la libéralisation du transport aérien, les contraintes de la réglementation européenne du ciel unique européen et les défis relevant d'une gestion moderne d'un aéroport ont figuré à l'ordre du jour de ce hearing. Parmi les orateurs figuraient les directeurs des autorités aéroportuaires nationales et des experts internationaux tels que Monsieur Ben Van Houtte, chef d'unité de la section Gestion du trafic aérien et aéroports auprès de la Commission européenne.

À l'issue du hearing, deux tables rondes ont eu lieu afin de continuer la consultation des acteurs concernés qui a abouti à une proposition du Conseil de Gouvernement en date du 28 juillet 2006 visant à constituer l'Administration de l'Aéroport en établissement public. Les travaux législatifs y relatifs sont entamés au niveau du Ministère.

La séparation stricte des fonctions de régulation et de supervision, pour lesquelles est compétente la Direction de l'Aviation civile, et des prestations de service aéroportuaires et aériens, assurées respectivement par l'Administration de l'Aéroport et lux-Airport, sera ainsi assurée en conformité avec la réglementation européenne.

Par ailleurs, il convient d'insister sur le fait que les rapports d'audits effectués par les autorités communautaires et internationales dans les différents domaines de l'aviation civile constituent des documents classifiés. L'honorable Député n'est pas sans savoir qu'une communication publique de telles données serait incompatible avec l'objectif de la sécurité et la sûreté nationale en ayant notamment pour conséquence de faciliter la tâche à d'éventuels malfaiteurs.

D'une manière générale, je tiens cependant à réitérer que la grande majorité des déficiences constatées sous mon prédécesseur en juillet 2004 ont pu être redressées depuis.

En outre, tel qu'il résulte notamment de mes réponses aux questions parlementaires N°0625 et N°1110, les recommandations de l'étude du consultant McKinsey de 2004 sur la réévaluation de l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises sont

mises en œuvre de manière concrète et progressive.

Ainsi, l'effectif de la Direction de l'Aviation civile est adapté aux fonctions identifiées dans la précitée étude.

Pour ce qui est de la distinction nette entre les fonctions normatives et de contrôle et celles relatives aux prestations de service, outre les travaux législatifs en cours (voir supra), il convient de relever que j'ai procédé à une séparation nette de la gestion budgétaire et de la gestion du personnel entre l'Administration de l'Aéroport et la Direction de l'Aviation civile dès fin 2004. L'Administration de l'Aéroport n'assume en outre plus de représentation au niveau réglementaire dans des enceintes internationales.

Par ailleurs, la Direction de l'Aviation civile a été notifiée comme autorité de surveillance nationale dans le cadre du ciel unique européen. Ceci emporte qu'elle assume l'ensemble des tâches qui sont assignées à l'autorité de surveillance nationale au niveau européen. En tant que telle elle est chargée de contrôler les opérateurs sur l'aéroport et elle doit notamment certifier le prestataire de services de navigation aérienne, l'actuelle Administration de l'Aéroport.

La démarcation claire entre les missions des deux prestataires de services opérant à l'Aéroport de Luxembourg, à savoir l'Administration de l'Aéroport et lux-Airport, est en cours (voir supra). Il est ainsi notamment prévu que les activités de maintenance, d'entretien et de balisage des pistes seront à effectuer à l'avenir par lux-Airport dans l'optique d'un meilleur départage de compétences entre les activités «ground services» et «air navigation services», tel que préconisé par l'audit McKinsey.

Quant au Bureau Veritas (B. V.), il importe de préciser que ce dernier est implanté au Luxembourg en tant que société anonyme dont le capital est détenu à 100% par la société mère française.

L'exercice des activités du B. V. à Luxembourg dans le domaine aérien repose sur deux actes de délégation, à savoir les arrêtés ministériels du 7 novembre 1952 et du 24 janvier 1967. Les missions du B. V. se déroulent en étroite coopération avec la Direction de l'Aviation civile et sous la supervision de cette dernière. Des discussions sont en cours pour renforcer les rapports existants et préciser contractuellement la portée des délégations.

Les attributions techniques du B. V. ne relèvent pas de la souveraineté nationale. Alors même que l'accord de la Chambre des Députés n'est pas requis pour un acte de délégation, il y a lieu de rappeler à cet égard que cette dernière a explicitement consenti à ce genre de délégations par son vote de la loi du 19 mai 1999 qui dispose que la Direction de l'Aviation civile peut «confier ces contrôles et inspections à du personnel qualifié appartenant à ses autorités aéronautiques étrangères ou à une société privée spécialisée».

Notons finalement que les missions actuelles de lux-Airport S.A. se trouvent précisées et par la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (Mém. 2002, p. 1758-1760), et dans le règlement grand-ducal du 14 avril 2003 portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, signé le 15 janvier 2003 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et lux-Airport S.A., Société de l'Aéroport de Luxembourg, publié au Mémorial (Mém. 2003, p. 1121-1128). L'honorable Député n'est par ailleurs pas sans savoir qu'il a participé aux débats sur le projet

qui allait devenir la précitée loi en date du mercredi 10 juillet 2002 et durant lesquels les différentes missions de lux-Airport furent exposées et débattues in extenso par les différents intervenants.

Avec la mise en place de lux-Airport par le législateur et en raison des missions légales et contractuelles de cette société, des missions effectuées antérieurement par Luxair le sont désormais par lux-Airport: l'exploitation des parkings pour voitures (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2003), le contrôle d'accès à l'enceinte aéroportuaire au poste d'entrée principal (depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004) et la régie publicitaire dans l'aérogare actuelle et le nouveau terminal B (depuis le 29 octobre 2003).

Dans le même contexte et avec la mise en service du terminal A, prévue fin 2007, lux-Airport va être le seul responsable de la gestion et l'exploitation de la nouvelle aérogare (les terminaux A et B). Les activités d'assistance en escale (handling) de Luxair ne sont pas concernées en tant que telles.

Cependant, l'attribution de créneaux horaires, actuellement pris en charge par Luxair dans le cadre de sa mission d'assistant en escale en raison notamment de ses ressources infrastructurelles et personnelles, sera gérée, dès l'entrée en service de la nouvelle aérogare, par lux-Airport en étroite concertation avec le ou les assistants en escale concernés.

Le parking souterrain du terminal A, en construction, sera exploité sous la responsabilité de lux-Airport.

Une concession pour les activités de restauration dans la nouvelle aérogare a été concédée par lux-Airport à une société spécialisée. lux-Airport a également accordé une concession de travaux pour un Terminal pour l'Aviation Générale (GAT) et de salons VIP gouvernementaux à une société spécialisée.

## Question 1233 (9.8.2006) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la politique extérieure de l'Union européenne:

En date du 9 août 2006, la presse écrite, tant nationale qu'internationale, a repris les critiques du Ministre des Affaires étrangères finlandais et actuel président du Conseil de l'Union européenne, Monsieur Erkki Tuomioja, concernant la politique extérieure de l'UE au sujet de l'actuelle crise au Proche-Orient.

Le chef de la diplomatie finlandaise reproche à certains pays membres de l'UE, notamment aux nouveaux venus, de faire preuve de beaucoup de zèle dans la transmission de documents européens confidentiels au sujet du Proche-Orient aux autorités israéliennes, américaines ou encore russes.

Il critique également de manière générale le manque de coopération entre les pays membres lors des réunions du Conseil, plusieurs pays préférant défendre leurs propres intérêts plutôt que de poursuivre une politique commune.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre Affaires étrangères:

- Le Gouvernement partage-t-il les critiques émises par le Ministre finlandais précité?
- Vu ces critiques substantielles relatives au fonctionnement de l'UE, le Gouvernement respectivement l'UE entendent-ils donner suite à celles-ci?

**Réponse** (21.9.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Le Ministre des Affaires étrangères finlandais et président en exercice

du Conseil de l'Union européenne, Monsieur Erkki Tuomioja, a profité de la récente réunion informelle des Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, les 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2006 à Lappeenranta, pour clarifier certains malentendus, amplifiés par la presse écrite nationale et internationale, au sujet de son blog et des prétendues critiques concernant la politique extérieure de l'Union européenne.

Si le Ministre des Affaires étrangères finlandais a réitéré ses critiques, critiques que nous partageons entièrement, quant à la transmission de documents confidentiels à de tierces parties, avant même qu'ils n'aient pu être examinés par les Ministres au Conseil, en soulignant que la marge de manœuvre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne se trouvait ainsi sérieusement limitée, il a cependant rejeté des rapports quant à une mise en cause de la politique de certains États membres voire de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne en général.

En ce qui concerne plus spécifiquement la politique de l'UE pendant la récente crise au Proche-Orient, l'Union européenne a su jouer un rôle important, comme on a pu le constater lors des discussions autour de l'adoption de la résolution 1701 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de la cessation des hostilités. La Conférence des Donateurs de Stockholm et le renforcement de la FINUL, dont les troupes européennes vont constituer l'épine dorsale, ont par ailleurs montré que l'Union européenne est prête à assumer ses responsabilités.

Le Luxembourg a toujours soutenu le renforcement de la PESC et de sa mise en œuvre efficace, afin que l'Europe soit un acteur sur la scène internationale. L'Union européenne s'est dotée de règles et d'instruments qu'il s'agit d'appliquer et de parfaire, au besoin.

Il y a d'ailleurs suffisamment d'exemples récents d'une coopération européenne efficace en matière de politique extérieure, comme l'Iran et la recherche d'une issue diplomatique au dossier nucléaire, le Kosovo et la définition du statut final ou l'assistance à l'organisation d'élections libres en République démocratique du Congo.

## Question 1234 (10.8.2006) de M. Roland Schreiner (LSAP) concernant le transfert de créances:

Selon un article paru dans l'hebdomadaire allemand «Der Spiegel» le 31 juillet 2006, des banques allemandes seraient depuis un certain temps en train de se dessaisir de leurs prêts hypothécaires en souffrance. En effet, les prêts concernés sont vendus à des investisseurs à but spéculatif (fonds d'investissement «private equity», «real estate investment trusts», etc.) qui essayent par la suite de recouvrer les créances le plus vite possible, même si les débiteurs ont toujours respecté leur plan de remboursement tel qu'il a été établi par l'institut financier qui a initialement accordé le prêt.

Les nouveaux créanciers profitent notamment de l'échéance des prêts à taux fixe pour imposer aux emprunteurs, lors de la reconduction du contrat de prêt, des taux d'intérêt usuraires que ces derniers ne sont pas en mesure de payer, pour procéder ensuite à la liquidation des sûretés par vente forcée. Au moment du transfert des créances, les clients sont uniquement informés du changement de créancier, sans que les conséquences éventuelles du transfert ne leurs soient exposées.

Étant donné que les mêmes pratiques que celles dénoncées par la



presse allemande sont observées également dans d'autres pays européens et considérant le préjudice qu'elles peuvent porter aux emprunteurs ainsi que l'importance des dégâts économiques et sociaux qu'elles sont susceptibles de produire, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de pratiques similaires au Luxembourg?
- Quelle est la situation légale au Luxembourg? Est-ce que la législation luxembourgeoise permet la vente de créances à un autre institut financier ou à un fonds d'investissement? Dans l'affirmative, quels sont les droits des emprunteurs en cas de transfert de leur prêt à un autre créancier? Qu'en est-il dans ce cas de la protection des données?
- Indépendamment de la pratique du transfert de créances évoquée ci-dessus, quelles sont les dispositions légales ou réglementaires qui interdisent à un créancier d'appliquer, par exemple après échéance d'un prêt à taux fixe, un taux d'intérêt usuraire?

**Réponse** (29.9.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

À la connaissance des autorités de surveillance, les banques luxembourgeoises n'ont pas réalisé de cessions importantes de prêts durant les dernières années, qu'il s'agisse de prêts hypothécaires (en souffrance ou pas) ou d'autres types de prêts. Contrairement à la situation en Allemagne, où certaines banques se retrouvaient avec une part considérable de prêts en défaut, une cession de prêts hypothécaires résidentiels ne présente à l'heure actuelle aucun intérêt économique pour les banques luxembourgeoises, dans la mesure où cette activité est très intéressante étant donné les taux de défauts très réduits.

En vertu de l'article 1689 du Code civil, la cession de prêts d'un client à un cessionnaire peut se faire par l'échange des consentements entre le cédant et le cessionnaire sans l'accord du client cédé. Par ailleurs, l'article 1690 du Code civil prévoit que la cession de créance devient opposable aux tiers par la notification du transfert fait au débiteur cédé. La loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation permet la cession de créances à un organisme de titrisation sans notification au débiteur. Dans le cadre d'une telle titrisation, le cédant reste toutefois généralement en charge de la gestion administrative des créances cédées. Les termes et conditions des prêts cédés ne sont en principe pas modifiés suite à leur cession. Jusqu'à présent, aucune titrisation de prêts hypothécaires luxembourgeois n'a été réalisée, étant donné que les portefeuilles de prêts détenus par les banques luxembourgeoises n'ont pas la taille minimale nécessaire pour répartir les coûts très élevés de mise en place d'une telle structure. En outre, les banques luxembourgeoises refinancent généralement les prêts hypothécaires par les dépôts de leurs clients qui représentent une source de financement beaucoup moins coûteuse que les titrisations.

Les prêts hypothécaires résidentiels accordés par les banques luxembourgeoises prévoient généralement un taux d'intérêt révisable au gré de la banque et non un taux fixe tel qu'en Allemagne. La pratique usuelle des banques luxembourgeoises est de répercuter de façon courante les variations, à la hausse comme à la baisse, des taux d'intérêt du marché aux prêts accordés. Donc, une situation comme celle en Allemagne où les prêts bénéficient pendant une période plus ou moins longue de taux d'intérêt fixes pour ensuite être ajustés aux conditions du marché

(en l'espèce il s'agit en Allemagne d'un relèvement substantiel dans un contexte général de hausse des taux d'intérêt) ne peut dès lors pas se présenter au Luxembourg.

L'usure contreviendrait notamment à la législation relative à la protection des consommateurs et plus particulièrement à la loi du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation qui a toutefois abrogé le règlement grand-ducal du 14 octobre 1963 concernant la fixation du taux d'intérêt maximum de certaines formes de crédit.

**Question 1235** (10.8.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant la **discrimination des fumeurs à l'embauche:**

En ireschen Employeur huet vun der EU Recht kritt, wéi hien engem Demandeur d'emploi eng Aarbecht refuséiert huet, well dee fëmmt.

Dëst gesinn ech als geféierlech Interpretatioun vun der Astellungspolitik un, an eng skandaléis Diskriminierung vun de Fëmmerten, déi och kënn op Lëtzebuerg iwvergräifen.

D'Lëtzebuurger Aarbechtsrecht léisst an deem Sënn und verschiddelech Interpretatiounen zou, och wann d'Chancéglichheit gesetzlech garantéiert soll sinn.

Kann den Här Aarbechtsminister mir duerfir dës Froe beäntweren?

1. Wéi gesäit den Här Minister dës nei Situatioun a puncto Astellungen?
2. Ass dat Recht, wat do vun der EU dem ireschen Employeur zougestane gouf, och iwverdrobar op Lëtzebuerg?
3. Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung d'Rechter vun de Fëmmerten am Bezug op Gläichbehandlung bei der Sich no engem Job ze schützen?

**Réponse** (18.9.2006) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Den Här Deputéierten huet asouwäit Onrecht, wéi e behaupt, dass en ireschen Employeur „vun der EU d'Recht kritt huet“, en Demandeur d'emploi net anzustellen, well e fëmmt. Dat ass esou net richtig.

Dee betroffenen Employeur huet dat esou gemaach, an duerno huet d'EU-Kommissioun eng Interpretatioun vun den europäeschen Texter gemaach, déi nëmme si engagiert. Ech mengen awer och, dass de Kommissiounspriecher eng Ofkierzung geholl huet, déi effektiv kann an Iertum féieren. Ech mengen, dass hei net genuch op den Ennerscheid insistéiert ginn ass, deen et gëtt tëschent der Netastellung opgrond vum Fëmmen op där enger Säit, an dem Recht vum Employeur a senger Entreprise d'Fëmmen ze reglementéieren oder ze verbidden op där anerer Säit. Déi rechtlech Analys, dass déi europäesch Texter de Refus fir een anzustellen, well e fëmmt, net als Ongläichbehandlung inkriminéieren, gräift ausserdeem ze kuerz. Dës Analys ass inkomplett, well se vergësst, de Problem an e Gesamtkontext ze setzen, dee sech aus de generelle Finalitéite vum Aarbechtsrecht ergëtt. An hei deelen ech d'Bedenke vum Här Deputéierten, déi sech effektiv aus enger onnuancéierter Duerstellung kënnen erginn.

Den Employeur huet a mengen Aen net d'Recht, een net anzustellen, well e fëmmt. Dat wier sécher eng Ongläichbehandlung vu Persounen am Kader vun der Aarbecht. De Patron d'äerf also net generell froen, ob den Demandeur d'emploi fëmmt, oder d'Astellung heimat konditionéieren. Hei kënten et nëmme Ausnahme gi fir Entrepreneuren, Associatiounen an aner Employeuren, deenen hir Aktivitéit mam Fëmmen absolut net ze ver-

einbaren ass, an och nëmme fir déi Salariéen, déi eng Aarbecht hunn, bei där se vill an der Öffentlechkeet stinn oder leedend Funktiounen hunn.

Méi nuancéiert ass et sécher, wann den Employeur säi méigleche Salarié wëllt dozou verpflichten, och schonn bei der Astellung, op der Aarbecht net ze fëmmen respektiv d'Fëmmen op déi Zonen ze begrenzen, wou et erlaabt ass. A mengen Aen ass dat rechtlech ze verrieden, net zulescht opgrond vum Artikel 16 vum Gesetz vum 11. am Karschnatz 2006 betreffend d'Lutte géint den Tubak. Dat ass eng Ofmaachung am Rumm vu vertragleche Relatiounen.

Den Employeur huet a mengen Aen zum Beispill d'Recht, a sengem Betrib d'Fëmmen ze verbidden oder staark anzeschränken, wann hien der Meenung ass, dass e senger rechtlecher Obligatioun, fir seng Salarié géint déi schiedlech Emanatiounen vum Fëmmen ze schützen, nëmme op déi Aart a Weis kann nokommen. Dat heescht also net, an heirobber muss insistéiert ginn, dass den Employeur einfach d'äerf eng Astellung oder Netastellung domat begrënden, dass deejéinegen, dee sech gemellt huet, fëmmt oder net fëmmt.

Ech sinn allerdéngs grondsätzlech der Meenung, dass an all Fall de gesunde Mënscheverstand, op béide Säiten, muss spillen, an dass ëmmer och de Proportionalitéitsprinzip muss applizéiert ginn.

**Question 1238** (10.8.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)** concernant le **prix de l'électricité:**

En analysant les données d'Eurostat quant aux prix de l'électricité (par 100 kWh) payé par les ménages au 1<sup>er</sup> juillet 2005 et au 11 janvier 2006, force est de constater que les ménages luxembourgeois payent le prix hors taxes le plus élevé en Europe et que ce sont surtout les ménages à faible consommation qui payent le plus.

Ainsi au 1<sup>er</sup> juillet 2005 pour 100 kWh un ménage ayant une consommation annuelle de 600 kWh payait 25,29 € (27,93 € TC), un ménage ayant une consommation annuelle de 1.200 kWh ne payait plus que 18,36 € (20,58 € TC) et un ménage ayant une consommation annuelle de 7.500 kWh payait seulement 11,81 € (13,64 € TC).

Par ailleurs les mêmes statistiques révèlent que le prix de l'électricité hors taxes (par 100 kWh) pour les entreprises se trouve dans la moyenne européenne et est de loin inférieur au prix facturé aux ménages.

Avec 13,3% de taxes le Luxembourg connaît une faible taxation de l'électricité de sorte que les prix élevés ne peuvent s'expliquer que par un prix hors taxes très élevé.

Apparemment au niveau national il faudrait constater des différences de prix notables entre les prix par 100 kWh facturés aux ménages par la société Cegedel, la Ville d'Esch/Alzette et la Ville de Luxembourg. La libéralisation du marché de l'électricité luxembourgeois ne touche malheureusement que les entreprises et pas encore les ménages.

Je crains que les fournisseurs d'électricité luxembourgeois cités ci-dessus - ou certains d'entre eux - n'aient compensé la réduction de leurs marges bénéficiaires sur le prix de l'électricité fourni aux entreprises par une hausse voire une absence de réduction des marges bénéficiaires sur le prix de l'électricité fourni aux ménages. Ceux-ci se trouveraient ainsi être les din-dons de la farce.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quel est au 1<sup>er</sup> juillet 2005 et au 1<sup>er</sup> juillet 2006 le prix de l'électricité par 100 kWh payé par un ménage ayant une consommation annuelle de 600, 1.200 et 7.500 kWh dans la Ville de Luxembourg, à Esch/Alzette et dans une commune fournie en électricité par Cegedel?
2. Quelles raisons peuvent expliquer le fait que le prix de l'électricité hors taxes des ménages luxembourgeois soit le plus élevé en Europe?
3. Alors que le coût élevé de l'électricité payé par les ménages se répercute défavorablement sur l'indice des prix à la consommation, j'aimerais savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour réduire le coût de l'électricité des ménages?

**Réponse** (9.10.2006) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

En réponse à la question de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes:

1a. Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par Cegedel et raccordé au réseau de Cegedel Net sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (client-type tarif mono horaire ménager)	Prix au 01/07/2005 (en €/100 kWh)		Prix au 01/07/2006 (en €/100 kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
600 kWh	25,29	27,93	26,73	29,62
1.200 kWh	18,36	20,58	19,46	21,92
3.500 kWh	13,81	15,75	14,69	16,86
7.500 kWh	12,54	14,41	13,36	15,45

\* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation.

1b. Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la Ville de Luxembourg sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (client-type tarif mono horaire ménager)	**Prix au 01/07/2005 (en €/100 kWh)		**Prix au 01/07/2006 (en €/100 kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
600 kWh	25,63	28,29	26,70	29,60
1.200 kWh	18,75	20,99	19,56	22,03
3.500 kWh	14,22	16,20	14,87	17,05
7.500 kWh	12,97	14,87	13,56	15,67

\* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation;

\*\* Tarifs ne considérant pas les ristournes accordées par la Ville de Luxembourg aux familles nombreuses avec plus de trois enfants.

1c. Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la Ville d'Esch/Alzette sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (client-type tarif mono horaire ménager)	Prix au 01/07/2005 (en €/100 kWh)		Prix au 01/07/2006 (en €/100 kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
600 kWh	14,31	16,30	23,92	26,65
1.200 kWh	13,57	15,51	18,42	20,82
3.500 kWh	13,08	14,99	14,81	16,99
7.500 kWh	12,94	14,85	13,80	15,92

\* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation.

En ce qui concerne les prix repris aux tableaux ci-dessus, il faut considérer que la consommation moyenne des ménages est de l'ordre de 4.000 à 5.000 kWh par année. C'est ainsi que les données pour une consommation annuelle de 600 ou 1.200 kWh ne sont pas réellement représentatives.

Si on peut constater une différence entre les tarifs des trois distribu-

teurs d'électricité précités sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, il faut savoir que le prix de l'électricité se compose des frais liés à l'utilisation du réseau (frais d'utilisation du réseau, frais de comptage, frais de facturation) et des frais liés à la fourniture de l'électricité proprement dite.

Les frais d'utilisation du réseau sont autorisés annuellement, sur avis de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, par le ministre ayant l'énergie dans ses attributions. Ces frais d'utilisation se calculent sur base des coûts réels de chaque gestionnaire de réseau et explique déjà les différences au niveau des frais d'utilisation du réseau entre Cegedel Net, la Ville de Luxembourg et la Ville d'Esch/Alzette.

En ce qui concerne la fourniture de l'électricité, les prix dépendent des prix de l'approvisionnement des différents acteurs.

Actuellement les clients résidentiels sont couverts par l'accord tarifaire conclu entre le concessionnaire général et le ministre ayant l'énergie dans ses attributions et ceci jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2007, date à partir de laquelle les clients résidentiels seront libres - en vertu des dispositions de la Directive européenne 2003/54/CE concernant l'ouverture des marchés de l'électricité - d'acheter leur électricité au fournisseur de leur choix.

2. En ce qui concerne le présumé niveau élevé du prix de l'électricité au Luxembourg par rapport aux autres pays de l'Union européenne, il faut distinguer entre les

frais d'utilisation du réseau et la fourniture en tant que telle.

Les frais relativement élevés de l'utilisation du réseau basse tension à Luxembourg sont principa-

lement liés à l'historique de l'électrification du pays et au niveau de vie général plus élevé dans notre pays en comparaison avec d'autres pays de l'Union européenne. En outre, les réseaux



luxembourgeois ont été construits de façon à pouvoir garantir une sécurité et qualité d'approvisionnement optimisée ce qui mène naturellement à des investissements élevés. Finalement, il faut également considérer que bon nombre de lignes électriques ont été mises en souterrain pour des raisons environnementales, facteur de renchérissement supplémentaire.

En ce qui concerne la fourniture, il faut savoir que le Luxembourg ne dispose que de capacités de production relativement réduites et que la plupart de l'électricité doit être importée. En outre, vu les quantités relativement peu importantes achetées par les quelques fournisseurs luxembourgeois, il est difficile aux acteurs du marché de négocier des prix excessivement intéressants.

Néanmoins, force est de constater que les tarifs luxembourgeois se situent dans la moyenne européenne.

Il faut remarquer, que la libéralisation n'a pas encore entraîné de marché paneuropéen, mais un certain nombre de marchés régionaux en Europe avec des différences de prix notables.

Le Luxembourg étant approvisionné principalement via le marché allemand, il faut se comparer aux prix valables sur ce marché. La comparaison avec d'autres pays est certes intéressante, mais en pratique un approvisionnement à partir de ces pays n'est guère faisable pour diverses raisons. La France par exemple pratique des prix dits «régulés» qui sont de loin inférieurs à nos prix. Mais il faut savoir que ces prix, se basant sur des coûts de production internes avantageux, ne sont valables qu'en France et ne sont donc pas disponibles à l'exportation.

Finalement, il y a lieu d'être prudent en comparant les tarifs luxembourgeois sus-indiqués avec les chiffres de certaines statistiques européennes publiées par Eurostat qui eux des fois tiennent compte de clients-type 3.500 ou 7.500 kWh englobant des consommations séparées pour la période de nuit.

3. Le projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'électricité qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en juillet 2006 tend à réorganiser de façon fondamentale le marché de l'électricité et vise à améliorer son fonctionnement.

Ainsi, le projet de loi mentionné donne au ministre et au régulateur de nouveaux outils pour mener à moyen et à long terme à une réduction des frais d'utilisation des réseaux.

En ce qui concerne la fourniture de l'électricité, les clients résidentiels auront le libre choix du fournisseur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007. En outre, la transposition de la directive de libéralisation du marché de l'électricité permettra un meilleur développement de la situation concurrentielle sur le territoire luxembourgeois avec une meilleure protection des intérêts des ménages et autres catégories de clients.

**Question 1239** (10.8.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **troisième paquet ferroviaire - Accès au marché ferroviaire du transport de passagers**:

Le 24 juillet 2006, le Conseil de l'Union européenne a arrêté ses positions communes au sujet des propositions législatives qui constituent le troisième paquet ferroviaire.

Selon la presse, la proposition de règlement sur les droits et obligations des passagers ainsi que la proposition de directive sur la certification des conducteurs de trains ont été adoptées à l'unanimité, tandis que le Luxembourg s'est, à côté de la Hongrie, abstenu lors du vote sur la proposition de directive sur l'accès au marché ferroviaire de transport de passagers.

J'aimerais dans les conditions données savoir de la part de Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et des Transports quels ont été les motifs de la délégation luxembourgeoise pour justifier cette abstention.

- Dans la mesure où le Gouvernement luxembourgeois n'est pas d'accord avec l'orientation politique de cette proposition de directive, n'aurait-il pas été plus logique et plus conséquent de marquer son opposition par un vote négatif?

**Réponse commune** (8.9.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Par sa question parlementaire du 10 août 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position commune du Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne du 24 juillet dernier sur les propositions législatives formant le troisième paquet ferroviaire, et plus particulièrement sur l'abstention de la délégation luxembourgeoise lors du vote sur la proposition relative à l'ouverture à la concurrence du transport de passagers par rail.

Il convient de relever tout d'abord que le Luxembourg a participé de manière constructive aux négociations des dispositions formant le troisième paquet ferroviaire. C'est ainsi que le Luxembourg, même s'il n'a pas cessé de faire part de son attitude sceptique voir négative par rapport à la libéralisation du marché européen du transport par rail, se voit bénéficier d'un délai supplémentaire de deux ans, à savoir jusqu'en 2012, pour ouvrir à la concurrence les transports internationaux de passagers.

Force est de constater que le troisième paquet ferroviaire se compose, outre la proposition de directive sur l'accès au marché ferroviaire, de deux autres textes, à savoir de la proposition de règlement sur les droits et obligations des passagers ainsi que de la proposition de directive sur la certification des conducteurs de trains, textes que le Luxembourg accueille favorablement, alors qu'ils s'inscrivent dans une démarche communautaire comptant notamment sur un important effort d'harmonisation sur le plan de sécurité ferroviaire.

Au vu de ce qui précède, le Luxembourg s'est abstenu lors du vote sur les trois propositions de mesures qui forment ensemble le troisième paquet ferroviaire.

**Question 1240** (12.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **ligne de Bus Kayl-Tétange-Noertzange en direction de Bettembourg**:

Et gouf mer matgedeelt, datt et keng Busverbindung vu Käl-Téiteng-Näerzeng a Richtung Beetebuerg méi gëtt.

Des Weidere fiert mueres no 8.30 Auer keen Zuch méi vu Käl-Téiteng-Näerzeng op Beetebuerg bis mëttes 13.15 Auer.

Wa Passagéier an där Zäit op Beetebuerg wëlle fueren, mussen se iwer Esch respektiv Diddeleng fueren - fir mech e sënnslosen Ëmwee. Besonnesch déi eeler Leit, awer och Leit, déi keen Auto hunn, sinn duerch de Mancktem un öffentliche Transport an dësem Beräich benodelegt. Fir d'Attraktivitéit vum

öffentlechen Transport ze förderen, misst och en Ugebuert während der ganzer Dageszäit an all Richtung do sinn, wat vum Källdall op Beetebuerg awer net de Fall ass.

Kann den Här Transportminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt op der virzitéierter Streck keen öffentlechen Transport vun 8.30 Auer bis 13.15 Auer zur Verfügung steet?
2. Wa jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt och d'Leit aus der Region kënnen de ganzen Dag iwwer vum öffentlechen Transport a Richtung Beetebuerg profitieren?

**Réponse** (13.9.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Den Här Deputéierten Aly Jaerling schwätzt eng Ännerung am Busfahrplang un, déi schonn den 1. September 2005 a Kraaft getrueden ass. Ech beruffe mech dobäi op eng entsprechend Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0577 vum 2. September 2005 vum Här Deputéierte Claude Meisch (*cf. compte rendu N°2/2005-2006*).

Deemools ass d'Buslinn 307 vu Beetebuerg an de Källdall ëmdirigéiert ginn, an zwar vu Beetebuerg iwwer Hunchereng-Näerzeng op Esch, wou si enger méi grousser Demande nokënn.

D'Awunner vu Rëmeleng, Téiteng a Käl profitieren säit dem September 2005 vun enger neier Linn 197, déi si direkt an d'Stad Lëtzebuerg féiert. De Moment ginn do méi wéi 1.500 Leit den Dag transportéiert.

Fir déi vum Här Jaerling gefrote Verbindung Källdall-Beetebuerg ass säit dem September 2005 keng Nofro a mengem Ministère bekannt, déi sou en deeglecht Ugebuert vu Verbindunge géif rechtfertigen.

D'Zuchverbindung op der Streck huet bis dato net geännert. Säit 1997 fueren do keng Zich tëschent 8.30 an 13.00 Auer.

Ech wär deemno frou, wann den Här Jaerling menger Verwaltung méi prezis Informatiounen iwwert de Bedarf vun enger deeglecher Ubannung vu Beetebuerg an de Källdall géif ginn.

**Question 1242** (16.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (*ADR*) concernant le **danger des rayons UV**:

An engem Avis, deen un d'EU-Kommission gericht gouf, huet de wëssenschaftleche Comité vun de Konsumartikelen (CSPC) matgedeelt, datt déi Apparater, déi mat ultraviolett Strahle fonctionnéieren, wéi zum Beispill Sonnebänken oder Bräunungslluuchten, Industrielluuchten, elektresch Schweißapparater a souguer medezinesch Behandlungen mat UV-Strahlen de Risiko vun Hautkriibs erhéijen.

Besonnesch Jugendlecher ënner 18 Joer a Leit mat heller Haut, bei deenen de Risikofaktor fir Hautkriibs ze kréie méi grouss ass, sollen UV-Strahle vermeiden. D'EU-Kommission beabsichtigt eng Campagne ze maachen, fir virun de Gefore vun den UV-Strahlen, besonnesch deene vun de Sonnebänken, ze warnen, an och d'Sécherheitsnormen ze verschäerfen.

Kann den Här Gesondheitsminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Minister den Avis bekannt, den de Comité scientifique des produits de consommation der EU-Kommission zougestallt huet am Zusammenhang mat de Geforen, déi duerch UV-Strahlen ausginn?
2. Wat sinn d'Normen hei am Land, wat d'Autorisatiounen fir Apparater mat UV-Strahlen, wéi

zum Beispill Sonnebänken oder Bräunungslluuchten, ubelaangt, oder gëtt et keng?

3. Wann et Norme gëtt, op wat fir eng Aart a Weis ginn déi kontrolléiert?
4. Wat huet de Gesondheitsministère bis elo ënnerholl, fir d'Populatioun iwwert d'Gefore vun UV-Strahle bei Sonnebänken a -lluuchten opzeklären, a wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir d'Populatioun nach besser opzeklären?

**Réponse** (15.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Den Avis SCCP/0949/05 vum 20. Juni 2006 vun der Europäescher Kommission ass der Direktioun vun der Santé bekannt a gouf de 17. Juli un d'Membere vun der Arbeitsgruppe «vivre le soleil» (dat ass deen zu Lëtzebuerg fir Informationscampagnen am UV-Beräich zoustännege Grupp) weidergeleert, fir an hirer éischter Réunion un der Sommervakanz behandelt ze ginn.

Wat öffentlech zougänglech Sonnebänken ubelaangt, wéi z.B. a Solariëbetriber, huet ee vu meng Virgänger, de Johnny Lahure, den 18. Januar 1995 eng Recommendation erausginn, déi een um folgenden Internetsite fanne kann:

[http://www.drp.etat.lu/nonioni\\_normen.htm](http://www.drp.etat.lu/nonioni_normen.htm)

D'Sonnebänke sinn net genehmigungspflichtig, mä e Bedriewer, dee gären den Autocollant hätt, deen zertifizéiert, datt hie vun der Direktioun vun der Santé kontrolléiert gëtt, muss sech un d'Bedingunge vun där Recommendation halen.

Déi fräiwëlleg Kontroll vu Solariëbetriber gëtt vun der Gesondheitsdirektioun organiséiert: E Member vun der Radioprotektioun oder vun der Sanitärinspektioun geet dofir ongemellt all 12 bis 24 Méint bei déi Solariëbetriber eng Inspektioun maachen, déi gären den Autocollant vun der Gesondheitsdirektioun hätten. Dobäi gëtt iwwerpréift, ob mindestens eng Persoun do ass, déi eng Spezialformatioun fir Solariëbetriber mat Ofschloßtest huet, d'Warnhinweiser op Däitsch an op Franséisch kloer sichtbar an all Kabinn aushänken, d'Hygiène respektéiert ass a keng Unhaltspunkte dofir do sinn, datt «publicité mensongère» bedriwwen gëtt (keng Publicitéit fir en effet sanitaire bénéfique vun UV-Strahlen, keng Publicitéit fir Solariëkosmetika).

D'lescht Joer hunn ech en Arbeitsgruppe «vivre le soleil» gegrënnt, fir de gesonden Ëmgank mat der Sonn bei Kanner, Jugendliche an Erwuessenen ze thematiséieren a fir op laang Zäit d'Ziel vun den Hautkriibsen ze verringeren. Et ass e multidisziplinäre Grupp, deem Dermatologen, Leit vun Educatiouns- a Familljeministère, der Ligue médico-sociale, FLCC souwéi vum Gesondheitsministère ugehéieren.

Wa sech d'Informationscampagne 2006 am Wesentlechen op d'Gefore vun der solarer UV-Strahlung konzentréiert huet, ass fir Fréijoer 2007 eng Campagne geplangt, déi d'Kanner an d'Jugendlech souwuel iwwert d'Gefore vu Sonnen-UV wei och déi vu Solarien opkläre soll. Dës Campagne gëtt virun allem an de Lycéee vun dem Personal vun der Médecine scolaire véhiculéiert.

Referenze kommen haaptsächlech vun der Europäescher Kommission oder der Weltgesundheitsorganisation.

**Question 1243** (18.8.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **fermeture de la WSA (Warehouse Service Agency)**:

Après la déclaration de la fermeture de la WSA sur le site de Bettembourg/Dudelange) le Ministre a déclaré que le Gouvernement envisage d'implanter un centre logistique sur ce site avec un potentiel d'environ 1.000 emplois. Suite aux pré-négociations du plan social en cours pour le personnel de la WSA, il s'avère que probablement un sur-effectif d'environ 63 personnes restera sans travail.

Actuellement le Ministère des Affaires étrangères qui assume la responsabilité politique du dossier WSA est en charge de la gestion du site.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce qu'à l'avenir la gestion du site sera encore assumée par le Ministère des Affaires étrangères?
- Quel est le calendrier prévu pour l'implantation du centre logistique sur le site de Bettembourg?
- Est-ce que les 63 personnes qui probablement resteront sans affectation et sans emploi pourraient être engagées dans le cadre de la création de ce centre logistique?

**Réponse** (4.10.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Dans le cadre de la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 et des annexes y jointes, il est mentionné dans le chapitre consacré au département de l'économie et du commerce extérieur que «Le développement des capacités d'implantation et d'accueil des entreprises est une condition nécessaire à leur établissement et à leur expansion. À cet effet, le Gouvernement procédera à l'acquisition de réserves foncières et au développement de zones d'activités nouvelles ou à l'extension de zones existantes».

Le 26 mai 2006, le Gouvernement en Conseil avait décidé de conférer au site WSA Sàrl. à Bettembourg-Dudelange une fonction de centre d'accueil pour activités logistiques. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur s'est vu confier la mission d'élaborer un concept d'affectation et de gestion des surfaces.

Entre-temps, le Ministère a chargé un bureau d'études de développer un plan d'occupation et de gestion des surfaces disponibles.

Compte tenu de ces antécédents et de la vaste expérience du Ministère en matière de création et de gestion de zones d'activités économiques, il ne serait que logique si ce dernier se voyait attribuer la responsabilité pour la gestion et la valorisation futures du site WSA à Bettembourg-Dudelange.

En tout état de cause, l'étude prémentionnée sera finalisée avant la fin de l'année.

Selon toute probabilité, la reconversion du site se fera en plusieurs phases selon un calendrier qui reste à être établi. D'ores et déjà, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est en pourparlers avec des candidats potentiels intéressés à occuper partie des surfaces disponibles pour y exécuter des fonctions logistiques à fort potentiel de valeur ajoutée.

Le Gouvernement poursuit à l'heure actuelle ses efforts pour trouver des pistes permettant de limiter au maximum le coût social de la fermeture du site WSA.

À ce stade, il est toutefois prématuré de se prononcer sur le nombre d'emplois à créer ni a fortiori sur les profils et qualifications requis. De manière générale, on peut affirmer que l'implantation à Bettembourg-Dudelange de fonctions logistiques contribuera à la création de richesses et d'emplois additionnels.



### Question 1244 (18.8.2006) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la création d'emplois au Luxembourg:

Le Statec vient de publier les chiffres de l'emploi salarié intérieur au 1<sup>er</sup> trimestre 2006. Selon les chiffres du Statec l'emploi salarié luxembourgeois a augmenté de 3,8% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 285.699 à 296.607 personnes. Sur ces 10.908 emplois nets créés, on peut cependant admettre que de nombreux emplois sont à ranger dans la catégorie des emplois «fictifs».

En réponse à la question parlementaire N°0677 du 20 octobre 2005 relative à la création d'emplois au Luxembourg (cf. *comptes rendus N°4 et N°8/2005-2006*), Monsieur le Ministre avait annoncé de mettre en place avec les organismes concernés (IGSS, Statec et CASS) de nouvelles méthodes de saisie de données afin de disposer à l'avenir de chiffres précis et fiables permettant de mieux distinguer entre les postes créés et de mieux cerner la problématique de la création d'emplois.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Parmi les 10.908 emplois créés, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels mais transférés et non créés, en d'autres termes quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier trimestre 2006 par rapport à la même période de l'année précédente?
- Parmi les nouveaux postes créés combien sont des postes à temps plein, respectivement des postes à mi-temps voire des postes d'intérim?
- Dans quels secteurs et/ou branches économiques ces nouveaux emplois ont-ils été créés?

### Réponse (22.9.2006) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1) Il est vrai que de nouvelles méthodes de saisie de données, permettant de mieux cerner la problématique de la création d'emplois,

Branche	Emploi salarié total	dont:		Part de l'emploi détaché dans la branche	Part dans le total des personnes détachées
		personnes détachées	en nombre de personnes		
Industries extractives	320	27	8,5	0,4	
Industries manufacturières	32 913	879	2,7	11,5	
dont: Production de viandes de boucherie					
	909	610	67,1	8,0	
Construction	32 282	731	2,3	9,5	
dont: Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil					
	17 033	537	3,2	7,0	
Commerce, réparation	38 259	149	0,4	1,9	
Hôtels et restaurants	12 073	8	0,1	0,1	
Transports et communications	26 455	4 131	15,6	53,9	
dont: Transports urbains et routiers					
	9 690	3 889	40,1	50,7	
Intermédiation financière et assurances	36 564	79	0,2	1,0	
Immobilier, location et services aux entreprises	42 580	1 543	3,6	20,1	
dont: Travail intérim					
	6 311	1 176	18,6	15,3	
Administration publique	35 509	5	0,0	0,1	
Santé et action sociale	20 939	4	0,0	0,1	
Autres	15 912	111	0,7	1,4	
Economie entière	296 607	7 669	2,6	100,0	

Source: IGSS

matique de la création d'emplois, sont en train d'être mises en place par les organismes concernés (IGSS, Statec et CASS). Pourtant, depuis la réponse à la question parlementaire N°0677 du 20 octobre 2005, relative à la création d'emplois au Luxembourg, il n'a pas encore été possible de constituer cette base de données. Ainsi, je vous fournis ci-joint les éléments «nouveaux» par rapport à notre dernière réponse dont nous disposons à présent pour analyser cette problématique.

Pour rappel, trois catégories de créations d'emplois fictifs peuvent être distinguées: les affiliations frauduleuses à la sécurité sociale

luxembourgeoise, les délocalisations d'entreprises vers le Luxembourg et les accords internationaux concernant la sécurité sociale.

1. La première catégorie concerne surtout les entreprises de transport (entreprises boîte aux lettres), les entreprises de travail intérimaire et l'industrie de la viande (détachements frauduleux). Cette problématique a été étudiée par le Comité de Coordination Tripartite dans son rapport «Les emplois virtuels», élaboré par les experts du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la Sécurité sociale et du Centre commun de la Sécurité sociale en date du 19 mars 2003. De par leur nature frauduleuses, ces emplois ne sont pas détectables et/ou chiffrables par le Statec.

Depuis janvier 2006, les données relatives aux personnes détachées (personnes envoyées temporairement par l'employeur sur le territoire d'un autre État membre afin d'y effectuer un travail pour celui-ci) sont disponibles dans les fichiers de l'IGSS. Ainsi, on peut dire qu'au premier trimestre 2006, 2,6% des travailleurs enregistrés à la sécurité sociale luxembourgeoise (soit 7.669 personnes) sont détachées dans un autre État membre et ne font donc plus réellement partie du marché de travail luxembourgeois (cf. tableau 1). Pourtant, ne disposant de ces données qu'à partir de janvier 2006, il nous est pas possible de déterminer la part des détachements dans les créations nettes d'emplois qui représentent la variation de l'emploi sur un an.

Il importe de souligner que le détachement n'est pas frauduleux en soi, pour autant qu'il se déroule dans le cadre de la réglementation communautaire (en l'occurrence le Règlement (CEE) 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté<sup>1</sup>).

<sup>1</sup> Cf. <http://www.secu.lu/legis/EURO-INT/EU1408.71/Articles.html> et rapport "Les emplois 'virtuels", élaboré par les experts du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la Sécurité sociale et du Centre commun de la Sécurité sociale en date du 19 mars 2003, page 5

Tableau 1: Travailleurs soumis à la sécurité sociale luxembourgeoise et détachés au 1<sup>er</sup> semestre 2006

Branche	Emploi salarié total	dont:		Part de l'emploi détaché dans la branche	Part dans le total des personnes détachées
		personnes détachées	en nombre de personnes		
Industries extractives	320	27	8,5	0,4	
Industries manufacturières	32 913	879	2,7	11,5	
dont: Production de viandes de boucherie					
	909	610	67,1	8,0	
Construction	32 282	731	2,3	9,5	
dont: Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil					
	17 033	537	3,2	7,0	
Commerce, réparation	38 259	149	0,4	1,9	
Hôtels et restaurants	12 073	8	0,1	0,1	
Transports et communications	26 455	4 131	15,6	53,9	
dont: Transports urbains et routiers					
	9 690	3 889	40,1	50,7	
Intermédiation financière et assurances	36 564	79	0,2	1,0	
Immobilier, location et services aux entreprises	42 580	1 543	3,6	20,1	
dont: Travail intérim					
	6 311	1 176	18,6	15,3	
Administration publique	35 509	5	0,0	0,1	
Santé et action sociale	20 939	4	0,0	0,1	
Autres	15 912	111	0,7	1,4	
Economie entière	296 607	7 669	2,6	100,0	

Source: IGSS

2. La deuxième catégorie regroupe toutes les entreprises qui, pour des raisons de «dumping social», viennent s'installer au Luxembourg. Celles-ci sont souvent originaires de la Grande Région et délocalisent leur activité ainsi que l'ensemble de leur personnel vers le Grand-Duché.

Pour cette catégorie, il n'y a rien de nouveau à signaler.

3. La troisième catégorie, concerne tous les emplois créés en vertu d'accords internationaux tels que le pavillon maritime (loi sur le registre public maritime luxembourgeois voté en novembre 1990) et les bate-

liers rhénans<sup>2</sup> (accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, adopté en date du 30 novembre 1979 par la Conférence gouvernementale (comprenant la France, la Suisse, l'Allemagne et les pays du Benelux) et entré en vigueur en date du 1<sup>er</sup> décembre 1987).

<sup>2</sup> D'après les termes de l'Accord prévisé le terme batelier rhénan désigne un travailleur aussi bien salarié qu'indépendant qui exerce son activité professionnelle à bord d'un bâtiment utilisé commercialement à la navigation rhénane et qui est muni du certificat prévu à l'article 22 de la Convention révisée pour la navigation du Rhin, signée à Mannheim le 17 octobre 1868.

Sur le premier trimestre de 2006, l'emploi dans les transports par l'eau a augmenté de 427 personnes, ce qui représente 3,9% des emplois créés en net sur cette période, ou 0,17 point de % de croissance de l'emploi.

2) Au premier trimestre 2006, environ 2/3 des créations nettes d'emploi reposent sur des postes à plein temps et 1/3 sur des postes à mi-temps (cf. tableau 2), c'est-à-dire de moins de 130 heures par mois (ou 3/4 du temps de travail mensuel normal). En ce qui concerne le travail intérimaire, l'emploi salarié enregistre 460 personnes de plus au premier trimestre 2006 par rapport à la même période de 2005. Celui-ci représente donc à 4,2% aux créations nettes d'emploi, soit environ 0,2 point de % de croissance de l'emploi (cf. tableau 3).

Tableau 2: Part des postes à plein temps respectivement à mi-temps dans les créations nettes d'emploi

	2005		2006*		Variation annuelle en nombre de personnes		Variation annuelle en %		Contribution à la croissance, en points	
	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*
<b>Emploi salarié total</b>	<b>290 419</b>	<b>296 607</b>	<b>9 126</b>	<b>10 908</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>
dont résidents	39 633	45 903	2 274	2 176	6,1	5,0	0,9	0,8		
dont non-résidents	250 786	250 704	6 852	8 733	2,8	3,6	2,4	3,1		
<b>Emploi salarié à temps partiel</b>	<b>172 094</b>	<b>174 258</b>	<b>2 656</b>	<b>3 833</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>		
dont résidents	27 231	30 790	1 160	1 119	4,4	3,8	0,5	0,4		
dont non-résidents	144 864	143 468	1 496	2 714	1,0	1,9	0,5	0,9		
<b>Emploi salarié à plein temps</b>	<b>118 325</b>	<b>122 349</b>	<b>6 470</b>	<b>7 076</b>	<b>5,8</b>	<b>6,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>		
dont résidents	12 402	15 113	1 114	1 057	9,9	7,5	0,5	0,4		
dont non-résidents	105 923	107 236	5 356	6 019	5,3	5,9	1,9	2,1		

Source: IGSS

\* 3 mois

Tableau 3: Part de l'emploi intérimaire dans les créations nettes d'emploi

	2005		2006*		Variation annuelle en nombre de personnes		Variation annuelle en %		Contribution à la croissance, en points	
	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*
<b>Emploi salarié total</b>	<b>290 419</b>	<b>296 607</b>	<b>9 126</b>	<b>10 908</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>		
dont travailleurs intérimaires	6 145	6 311	656	460	12,0	7,9	0,2	0,2		
Emploi salarié total hors travailleurs intérimaires	284 274	290 296	8 470	10 448	3,1	3,7	3,0	3,7		

Source: IGSS

\* 3 mois

3) L'emploi a surtout augmenté dans l'intermédiation financière, les services aux entreprises et la santé et action sociale (cf. tableau 4).

Tableau 4: Création nette d'emploi par secteur d'activité

Branche	Nacé	2005		2006*		Variation annuelle en nombre de personnes		Variation annuelle en %		Contribution à la croissance, en points	
		2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*
Nombre de personnes											
Industries extractives	10-14	324	320	-1	-4	-0,3	-1,3	0,0	0,0		
Industries manufacturières	15-37	33936	32913	-109	-998	-0,3	-2,9	0,0	-0,3		
Électricité, gaz et eau	40-41	1021	1059	2	56	0,2	5,6	0,0	0,0		
Construction	45	31790	32282	972	1261	3,2	4,1	0,3	0,4		
Commerce, réparation											
Hôtels et restaurants	50-52	37903	38259	474	735	1,3	2,0	0,2	0,3		
Transports et communications	55	12194	12073	160	188	1,3	1,6	0,1	0,1		
Intermédiation financière et assurances	60-64	26121	26455	659	1104	2,6	4,4	0,2	0,4		
Immobilier, location et services aux entreprises	65-67	34730	36564	1298	2551	3,9	7,5	0,5	0,9		
Administration publique	70-74	41082	42580	2710	2438	7,1	6,1	1,0	0,9		
Santé et action sociale											
Éducation	75	35217	35509	661	303	1,9	0,9	0,2	0,1		
Santé et action sociale	80	1643	1741	137	146	9,1	9,2	0,1	0,1		
Autres	85	19975	20939	2099	2110	11,7	11,2	0,8	0,8		
Economie entière											
	01-10, 90-99	14 484	15 912	65	1019	0,5	6,8	0,0	0,4		
Economie entière	01-99	290419	296607	9126	10908	3,2	3,8	3,2	3,8		

Source: IGSS, données corrigées

\* 3 mois

### Question 1245 (21.8.2006) de M. Emile Calmes (DP) concernant les aides financières en matière d'énergies renouvelables:

En matière d'énergies renouvelables des aides financières sont accordées à des personnes physiques pour la réalisation de projets d'investissement ayant pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables. En août 2005, un nouveau règle-

ment concernant ces aides est entré en vigueur. Il me revient pourtant qu'un certain nombre de personnes, ayant introduit leurs demandes sur base de l'ancien règlement grand-ducal attendent toujours le versement de l'aide financière.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de demandes accusent un tel retard?
- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons de ces retards?
- Dans sa réponse du 25 octobre 2005 à ma question parlementaire au même sujet (cf. *compte rendu N°11/2005-2006*), Monsieur le Ministre avait remarqué qu'une analyse spécifique était en train d'être réalisée visant à trouver des solutions adéquates pour réduire davantage les délais d'instructions. Quelles ont été les conclusions concrètes de cette analyse? Quelles de ces conclusions ont été mises en œuvre?
- Finalement, Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de demandes ont été introduites depuis l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal? Dans quel délai sont traités ces dossiers?

### Réponse (26.9.2006) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

L'instruction des dossiers de demande relative aux aides étatiques

est réalisée en deux étapes. La première consiste à vérifier si le dossier de demande est à consi-

dérer comme complet et la deuxième à calculer les aides qui reviennent au requérant.

En ce qui concerne les dossiers introduits dans le cadre du régime du règlement du 17 juillet 2001 ins-

truit un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables tous les dossiers introduits ont été vérifiés quant à leur conformité.

Il en résulte qu'à l'heure actuelle 1.933 dossiers sont à considérer comme incomplets et sont tenus en suspens. Il s'agit en particulier des dossiers se référant aux installations photovoltaïques (988 dossiers) et aux chaudières à condensation (704 dossiers).

Les dossiers pourront être finalisés au moment où les informations par-

viennent à l'administration de la part des requérants. Les délais dans lesquels les aides pourront être versées dépendent donc en majeure partie du temps que les différents requérants mettent pour introduire les pièces manquantes.

En ce qui concerne l'instruction des dossiers introduits dans le cadre du régime du règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques pour ce qui est de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, les dossiers sont vérifiés quant à leur conformité dans un délai d'une à deux semaines et la finalisation est réalisée dans un délai de trois à quatre semaines.

En 2005 et début 2006 les retards substantiels étaient dus particulièrement à un manque cruel de personnel pour instruire un volume considérable de dossiers souvent non complets, soit 78%. Plus précisément dans le cadre du régime du règlement 2001, 19.319 dossiers ont été introduits, dont 14.990 ont du être considérés comme incomplets. Ces dossiers incomplets augmentaient automatiquement des retards.

Pour ce qui du manque en personnel, le Gouvernement a donné en automne 2005 feu vert pour engager des employés à durée déterminée. Ainsi le service des économies d'énergie disposait à la fin 2005 de 14 personnes, dont deux fonctionnaires, six employés à durée déterminée et six CAT. Cette équipe a permis d'instruire d'une manière structurée les dossiers introduits dans le cadre des régimes 2001 et 2005 et de supprimer les retards accumulés.

### Question 1246 (21.8.2006) de M. Claude Meisch (DP) concernant la transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public:

Dans un récent communiqué de presse la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) se montre «plus qu'inquiétée» des projets gouvernementaux prévoyant la transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer le projet du Gouvernement de transformer l'actuelle Administration de l'Aéroport en établissement public?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette initiative?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'est pas prévu de toucher aux compétences actuelles de l'Administration de l'Aéroport, consistant par exemple dans le transfert de l'une ou l'autre de ces attributions à la société de l'aéroport?

### Réponse (22.9.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Dans le cadre des travaux entamés par le Gouvernement afin de réaliser un départage net des compétences dans le domaine de l'aviation civile, il a été décidé lors de la réunion du Conseil de Gouvernement du 28 juillet 2006 après une large consultation de tous les acteurs de proposer à ces derniers et par la suite au législateur de renforcer le rôle de régulateur de la Direction de l'Aviation civile, de changer le statut juridique de l'Administration de l'Aéroport, prestataire de



services de navigation aérienne, en un établissement public et de charger lux-Airport S.A., exploitant commercial de l'aéroport, des activités d'entretien, de maintenance et de balisage des pistes.

En effet, une reconsidération et des missions et du statut juridique de l'Administration de l'Aéroport a été une des recommandations du rapport final d'avril 2004 de l'audit du consultant McKinsey commandité par mon prédécesseur. Ce rapport a préconisé une distinction nette entre les fonctions normatives et de contrôle, d'une part, et celles relatives aux prestations de service, d'autre part. Le Conseil de Gouvernement, en sa séance du 11 juin 2004, et la Chambre des Députés, par une motion en date du 1<sup>er</sup> mars 2005, ont examiné ledit rapport et se sont déclarés d'accord avec les orientations qui se dégagent des recommandations du consultant.

Avec l'adoption entre autres par mon prédécesseur du paquet législatif du ciel unique européen en mars 2004 qui a pour objectif notamment de renforcer l'efficacité globale de la circulation aérienne, de libéraliser la navigation aérienne et d'optimiser la capacité de l'espace aérien, les prestataires de services de navigation aérienne doivent être certifiés jusqu'au 20 juin 2007 au plus tard.

Afin d'être susceptible d'être certifié dans les délais impartis par l'autorité de surveillance nationale (la Direction de l'Aviation civile), le prestataire de services de navigation aérienne (l'Administration de l'Aéroport) doit respecter au préalable des obligations comptables, de tarification des services de navigation aérienne et organisationnelles imposées par le ciel unique européen, incompatibles avec son statut actuel. Par ailleurs, en raison du principe de la reconnaissance mutuelle de la licence de contrôleur aérien prévue par la directive 2006/23/CE, une licence de contrôleur aérien émise par un État membre permettra le libre exercice de cette profession sur tout le territoire de l'Union européenne.

Le statut juridique du prestataire de services de navigation aérienne est à notifier à la Commission européenne qui vérifiera notamment si toutes les mesures nécessaires pour prévenir des conflits d'intérêts entravant un service impartial et objectif ont été prises.

À l'instar d'autres pays de l'UE qui ont profité de la mise en place du ciel unique européen pour se restructurer en profondeur, le Luxembourg devra adapter son cadre légal pour répondre de façon satisfaisante aux exigences établies par l'Union européenne ainsi que par l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) en partageant structurellement les missions des autorités aéronautiques luxembourgeoises.

Faut-il rappeler que le changement projeté du statut de l'Administration de l'Aéroport en un établissement public a été discuté dans le cadre d'un dialogue social des plus ouverts avec l'ensemble des acteurs concernés, y compris des représentants de la CGFP, notamment lors d'un hearing en mai 2006 et de deux tables rondes en juin 2006 (voir pour les détails ma réponse à la question parlementaire N°1232 - ci-dessus).

## Question 1247 (23.8.2006) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant le remaniement des critères de promotion:

Dans un récent communiqué de presse l'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur (APESS) a relevé que les nouveaux critères de promotion, introduits seulement en 2005, seraient déjà soumis à un remaniement.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons de cette initiative?
- Madame la Ministre peut-elle préciser comment seront remaniés les critères de promotion?
- En date du 14 avril 2006, le Conseil de Gouvernement avait approuvé des avant-projets de règlements grand-ducaux portant modification des critères de promotion de l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques. Or, les règlements en question n'ont pas encore été publiés au Mémorial. Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons de ce retard?
- Madame la Ministre peut-elle me dire si ces avant-projets de règlements grand-ducaux seront également remaniés?
- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que des changements permanents des critères de promotion nuisent à la sérénité indispensable au bon fonctionnement du système scolaire?

## Réponse (2.10.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

La réforme des critères de promotion introduite par le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 avait pour objectif:

- de rendre plus lisible et plus transparente la promotion des élèves qui était réglée jusque là par une demi-douzaine de règlements différents et divergents;
- de permettre que des élèves forts dans certaines branches, mais présentant des faiblesses dans d'autres, progressent et soient davantage motivés à travailler dans leurs matières fortes au lieu de se fixer exclusivement sur leurs faiblesses;
- d'introduire le principe de la remédiation permettant de diagnostiquer le plus tôt possible les difficultés rencontrées par l'élève et de lui proposer une mesure non standardisée adaptée à ses besoins.

Ces objectifs sont tous maintenus de même que les principes qui régissent la promotion, la possibilité de compenser une ou deux notes insuffisantes quand la moyenne générale est suffisamment élevée, la non-compensation des branches fondamentales, ainsi que le remplacement des ajournements traditionnels par le travail de vacances et le travail de révision.

À l'occasion des rencontres que j'ai eues avec les professeurs au cours d'une tournée que j'ai faite dans tous les lycées, les professeurs m'ont fait part de leur malaise à l'égard des critères de promotion en vigueur. Ils ont fait valoir qu'un élève pourrait se désintéresser complètement d'une branche du moment qu'il a une moyenne générale qui lui permet de compenser.

Certes l'étude des résultats de l'année scolaire 2005/2006 n'a pas corroboré cette crainte; les chiffres montrent qu'il s'agit d'un très petit nombre d'élèves (1 sur 200 à l'enseignement secondaire).

Toutefois afin de tenir compte des remarques des professeurs j'ai proposé de nouvelles dispositions qui ne changent pas la philosophie des critères de promotion mais qui signalent qu'un désengagement des élèves pour certaines branches ne sera pas toléré.

Il a été par ailleurs profité de l'occasion pour clarifier certaines imprécisions qui ont été relevées dans le texte en vigueur.

Les principales nouvelles dispositions sont:

- aucune note inférieure à 20 points ne peut être compensée;
- le seuil qui permet à l'élève des classes de 7<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> de réussir même s'il a plusieurs notes insuffisantes, est porté de 40 à 45 points;
- à l'enseignement secondaire dans les classes de 7<sup>e</sup> à 4<sup>e</sup> les compensations concernant les langues et les mathématiques sont limitées à 1. L'élève doit acquérir les compétences essentielles dans les classes de la division inférieure et en 4<sup>e</sup>; des déficiences notables dans ces branches compromettent ses chances de réussite à la division supérieure;
- à l'enseignement secondaire technique dans les classes de 7<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup> la situation est différente. Il faut éviter de barrer l'accès à une formation à des élèves qui présentent une faiblesse chronique dans une langue ou en mathématiques. Les compensations sont limitées à 1 par élève pour l'allemand, le français et la branche portant sur l'expression et les capacités manuelles appelées «éducation technologique et branches d'expression»;
- les dispositions du travail de révision qui peut être imposé à un élève profitant d'une compensation sont précisées;
- de même que les conditions imposées à l'élève qui souhaite changer de section à la division supérieure de l'enseignement secondaire.

Concernant les projets de règlements grand-ducaux déterminant les critères de promotion aux examens de fin d'études secondaires et secondaires techniques, il est vrai que le Conseil de Gouvernement les a approuvés en date du 14 avril 2006. Par après ces projets ont été soumis pour avis au Conseil d'État ce qui exclut qu'ils aient pu être immédiatement publiés au Mémorial.

Finalement tous les règlements concernant l'organisation des examens de fin d'études y compris ceux concernant les examens passés en éducation des adultes ont été réunis pour être publiés ensemble au Mémorial. Cette publication a été faite le 8 septembre 2006.

Une modification des règlements ne s'impose pas; la disposition interdisant de compenser une note insuffisante inférieure à 20 points y est déjà inscrite.

## Question urgente 1265 (6.9.2006) de M. Henri Kox (DÉI GRÉNG) concernant les livraisons de viandes périmes vers neuf pays de l'UE:

Le scandale de la viande périmee secoue l'Allemagne périodiquement depuis plus d'un an. Pas plus tard que cette semaine, des articles de presse rapportent que des livraisons de viandes périmes auraient été expédiées vers neuf pays de l'Union européenne, dont les pays du Benelux.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quand et par qui Messieurs les Ministres ont-ils été informés sur les faits relatés ci-dessus?
- Quelle est la quantité de viande périmee qui a été importée au Luxembourg et vers combien de points de distribution a-t-elle été acheminée?

- Quelle est la quantité de viande qui a déjà été vendue dans les commerces?

- Quelles mesures ont été prises afin de retracer les aliments périmes et de les retirer de la chaîne alimentaire?

- Messieurs les Ministres ont-ils déclenché une action d'information à la population?

- Messieurs les Ministres ont-ils eu connaissance d'alertes similaires dans les douze derniers mois?

## Réponse commune (7.9.2006) de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural et de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La Commission européenne a transmis le week-end passé par le système d'alerte rapide une notification à nos services sanitaires sur l'arrivage à Luxembourg de viande provenant d'un établissement allemand fermé pour commerce illicite avec des denrées alimentaires. Ce système d'alerte rapide est une entité de la Commission européenne chargée de transmettre dans les meilleurs délais à toute l'Union européenne des informations sur le risque de la sécurité alimentaire qui lui sont notifiés par le pays d'origine.

La charge de viande congelée importée au Luxembourg à partir d'un établissement allemand mis en cause pour étiquetage frauduleux par les autorités compétentes allemandes est d'un total de 720 kg, dont 696 kg ont été récupérés dans l'entrepôt frigorifique luxembourgeois et 24 kg dans un restaurant approvisionné par ledit entrepôt en date du 31 août 2006. La charge entière a donc été retracée et saisie et par conséquent aucune partie de la viande en question n'est entrée dans la consommation.

L'entrepôt frigorifique luxembourgeois a par la suite été visité par les experts de l'Administration des Services vétérinaires qui, après enquête et échantillonnage ad hoc, ont mis sous saisie provisoire la viande congelée dans l'attente des résultats d'analyse du laboratoire et des instructions à venir de la part des autorités compétentes d'Allemagne fédérale concernant l'origine réelle de la viande impliquée et fournie au Luxembourg. Quant à la viande fournie à un restaurateur, elle a été saisie et détruite sous contrôle officiel.

Suite à l'intervention rapide et efficace des services concernés, cet incident est resté sans conséquences sanitaires pour le consommateur dans notre pays. Cela n'empêche qu'un communiqué officiel a été publié à titre d'information dans la matinée du 6 septembre 2006, alors que l'incident a été également mis en publication sur le site Internet de la Cellule de Concertation Agriculture-Santé en matière de sécurité alimentaire.

À titre d'information, notons que durant les années 2005 et 2006, la Commission européenne a notifié pour l'Union européenne en tout par le biais du système d'alerte rapide 14 suspicions de fraude et 16 illégalités commerciales dans le secteur des denrées alimentaires, tandis que le Luxembourg se voit confronté pour la première fois avec la suspicion d'un échange frauduleux de denrées alimentaires.

## Question urgente 1322 (4.10.2006) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la circulation de vélos à contresens dans des rues à sens unique - base légale:

Le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg a décidé de permettre la circulation de vélos en contresens dans certaines rues à sens unique, notamment au quartier de Limpertsberg. Cette décision devrait être actuellement basé sur un règlement d'urgence modifiant le règlement de circulation de la Ville.

Étant donné les dangers énormes encourus par des cyclistes qui circuleraient de la manière décrite, une question évidente de responsabilité en cas d'accident est posée. Celle-ci ne peut être résolue que dans la mesure où il est possible de toiser préalablement la question de la légalité de la démarche du collège échevinal de la Ville de Luxembourg, et celle de l'existence d'un règlement d'urgence.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'un règlement d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg aux fins précitées?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si, dans les circonstances de l'espèce, l'urgence d'un tel règlement serait admissible? Dans la négative, quelle attitude compte-t-il adopter par rapport à une démarche du collège échevinal de la Ville de Luxembourg qui devrait alors être considérée comme illégale?

- Quelles conséquences Monsieur le Ministre entendrait-il tirer au cas où il serait établi que la réglementation de la circulation cycliste, notamment au Limpertsberg, serait dépourvue de base légale?

## Réponse (5.10.2006) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:

Au moment de la réception de la question urgente de Monsieur le Député Laurent Mosar, le règlement de circulation visé de la Ville de Luxembourg n'était pas encore parvenu au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, de sorte qu'il était impossible d'en apprécier la légalité.

La loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit en son article 5 qu'en cas d'urgence le collège des bourgmestre et échevins peut édicter des règlements communaux de circulation en présence d'événements imprévus, cette notion désignant notamment «les cas de force majeure qui sont dus à un événement naturel tel qu'une inondation ou un glissement de terre, à un accident de la circulation ou à une panne ou une rupture d'une infrastructure souterraine exigeant une intervention directe, et qui empêchent totalement ou partiellement la circulation sur un ou plusieurs tronçons de la voie publique ou risquent d'occasionner des dangers ou des dommages pour les usagers de la route».

Ces règlements d'urgence «sont dispensés des approbations ministérielles, en attendant que la délibération confirmative éventuelle du conseil communal soit approuvée par les Ministres» de l'Intérieur et des Transports.

Or, le règlement d'urgence visé par la question de Monsieur le Député Laurent Mosar ne sera pas confirmé par le conseil communal de la Ville de Luxembourg à sa prochaine séance. En effet, je viens d'apprendre par un communiqué du 5 octobre 2006 émanant de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg que «le collège échevinal a décidé de ne pas soumettre au vote du conseil communal son règlement d'urgence autorisant - à partir du 18 septembre 2006 - les cyclistes à emprunter les rues à sens unique de la zone 30 de Limpertsberg dans les deux sens».